

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PROPRIÉTÉ, FAMILLE ET CAPITAL :  
ÉTUDE SOCIOHISTORIQUE DE LA TRANSITION AU  
CAPITALISME, DES CLASSES SOCIALES ET DES FAMILLES  
AU QUÉBEC, 1760-1914

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR

GUILLAUME DUROU

Mars 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Une thèse ressemble parfois à un esquif à la dérive. Au milieu d'une mer bordée par l'horizon sans bout, les repères nous désertent. La stabilité devient alors nécessaire pour réfléchir, s'orienter, sans quoi rien n'est possible. Durant ce périple, j'ai pu bénéficier de supports précieux qui m'ont aidé à naviguer, à solidifier mes assises. Ce sont des personnes inspirantes qui ont toutes fait grandir ma réflexion et ont rendu possible cette étude.

Je tiens à remercier les professeur(e)s qui m'ont soutenu, m'ont offert leur temps ou m'ont tout simplement inspiré : Louis Jacob, Richard Marcoux, Bruce Curtis, Martin Pâquet, Claude Couture, Paulin Mulatris; Martin Petitclerc et Elsa Galerand qui ont tous deux lu et commenté mes premières réflexions lors de mon examen de doctorat ; Puis, mes amis, mes collègues de l'UQÀM et d'ailleurs avec qui j'ai pu librement partager mes opinions et mes inquiétudes, Laurence, Maïté, Daniel, Éric, Evelyn, Julie, Christian, Alain, Maïka, Krystel, Frantz, Louis-Philippe, Michel-Philippe, Jocelyn, Caroline, Jonathan, Philippe, Leïla et tous ceux et celles que j'oublie et qui ont contribué de proche ou de loin à éveiller ma curiosité.

Je suis grandement reconnaissant envers le département sociologie de l'Université du Québec à Montréal ainsi que la Faculté des études supérieures pour les nombreuses bourses de soutien ; les Fonds de Recherche du Québec—Société et Culture qui m'ont permis financièrement de poursuivre ma recherche pour les trois dernières années ; le PHSVQ et Projet BALSAC qui m'ont offert l'accès à leurs bases de données respectives.

Plus personnellement, je souhaite remercier ma famille, mon père, ma mère et ma sœur ainsi que ma belle-famille qui, à leur manière, m'ont tous fait sentir l'importance de poursuivre des études doctorales.

Mon directeur de thèse, Frédérick Guillaume Dufour qui m'a d'abord chaleureusement intégré au milieu uquamien puis m'a ensuite fortement soutenu. Malgré les distances qui nous séparent, son soutien professionnel m'a été plus que précieux. Nos échanges m'ont profondément animé et fait réfléchir. Je te témoigne toute ma déférence.

Valérie, tu as été mon ancre. Ta patience, ta proximité et ton amour m'ont été plus que nécessaires. Si je préservais jalousement mes réflexions écrites des regards, même les plus proches, tu as su comprendre et attendre pour enfin me lire et réaliser à quel point tu as été mon inspiration créatrice de la première page à la dernière.



## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
LISTE DE TABLEAUX .....	ix
LISTE DES GRAPHIQUES .....	x
LISTE DES CARTES .....	xii
LISTE DES FIGURES .....	xiii
RÉSUMÉ.....	xiv
INTRODUCTION .....	1
 Première partie : capitalisme, population et système normatif. Éléments préliminaires pour une sociologie historique .....	 37
 CHAPITRE I	
LES RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ : THÉORIE ET USAGE POUR L'ÉTUDE DU CHANGEMENT SOCIAL .....	38
1.1. Les relations sociales de propriété comme cadre d'analyse sociohistorique .....	42
1.2. Relations sociales de propriétés et genre .....	47
1.3. Les fondements normatifs des relations sociales de propriété .....	51
1.4. Patriarcat et relations sociales de propriété .....	53
 CHAPITRE II	
CAPITALISME OU COMMERCE ? ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES POUR UNE TRANSITION À LA FIN DU XVIII <sup>E</sup> SIÈCLE.....	56
2.1. Le commerce au Canada, XVII <sup>e</sup> – XIX <sup>e</sup> siècles, un marché par nature ? .....	57
2.2. Critique de la lecture dominante du développement économique aux XVIII <sup>e</sup> et XIX <sup>e</sup> siècles .....	60
2.3. Les premières analyses marxistes du Régime britannique.....	62
2.4. Incorporation à l'économie-monde et consolidation d'une dépendance économique .....	66
2.5. Transition capitaliste à la lumière de la démographie.....	71
2.6. Structure démographique et origine sociale à la fin du Régime français.....	73
 CHAPITRE III	
RÉGULATION NORMATIVE DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ SOUS LA COUTUME DE PARIS.....	80
3.1. La Coutume de Paris au Canada .....	82

3.2. Les origines de la propriété et du mariage .....	83
3.3. Le mariage comme « naturalisation de la puissance paternelle » .....	86
3.4. La propriété seigneuriale, patrimonialisme et reproduction sociale .....	91
Deuxième partie : terre, capital et crise de la propriété (1802-1854)	
CHAPITRE IV	
LA CONDITION PAYSANNE AU DÉBUT DU XIX <sup>E</sup> SIÈCLE : TRAVAIL ET REPRODUCTION SOCIALE .....	97
4.1. L'équilibre économique des familles paysannes : subsistance et endettement.....	99
4.2. <i>Nuptiæ sacræ</i> : système de mariage et reproduction sociale.....	108
CHAPITRE V	
CRISE RURALE ET INVOLUTION : CONDITIONS D'UNE TRANSITION AU CAPITALISME.....	116
5.1. De la crise agricole à la crise de la propriété .....	118
5.2. Townships et fiefs : un développement inégal et combiné .....	122
5.3. L'involution comme condition d'une transition au capitalisme .....	133
CHAPITRE VI	
LE DURCISSEMENT DE L'ANCIEN RÉGIME À L'ÉPOQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE .....	140
6.1. Le Haut-Canada où le triomphe de l'économie politique dans l'agriculture .....	146
6.2. Premiers moments théorique d'une agriculture canadienne de type capitaliste ....	150
6.3. De l' <i>homo agricola</i> à l' <i>homo economicus</i> .....	158
CHAPITRE VII	
« NOUS N'AVONS RIEN PU FAIRE POUR AMÉLIORER LE SORT DE NOS PAUVRES FAMILLES » .....	162
7.1. L'apparition d'un problème social .....	165
7.2. La pénalisation de la pauvreté.....	168
7.3. <i>Labor omnia vincit improbus</i> ou une thèse malthusienne à l'œuvre .....	171
7.4. Les premières <i>Poor Houses</i> au Bas-Canada .....	173
CHAPITRE VIII	
1854 : VERS UN NOUVEAU RÉGIME SOCIAL DE PROPRIÉTÉ.....	178
8.1. La propriété privée à la base du projet libéral canadien.....	181
8.2. Comités et enquêtes au service de l'économie de marché .....	182
8.3. Naissance d'un sentiment anti-féodal .....	187

8.4. Abolir ou partir aux États-Unis .....	190
8.5. Marché autorégulateur et valorisation du capital : la formation d'une élite .....	193
8.6. L'Acte de 1854 et la persistance du lien féodal .....	197
8.7. Du crédo libéral à la stabilisation du libéralisme économique .....	201
Troisième partie : La régulation morale et la discipline sous le capitalisme industriel (1854-1912) .....	206
CHAPITRE IX	
L'EMPIRE MORAL: DROIT ET CAPITALISME SOUS LA CONFÉDÉRATION .....	207
9.1. L'union sacrée entre capitalisme et État de droit .....	209
9.2. Domination morale et politique .....	213
9.3. L'économie morale d'une classe dangereuse.....	215
9.4. Renouveler le droit pour préserver un vieil ordre .....	218
9.5. Les deux visages de Janus.....	221
9.6. <i>Fragilitas sexus</i> et domination masculine.....	224
9.7. L'idéologie de l'homme nourricier et un nouveau régime de la famille.....	229
CHAPITRE X	
DOMINATION, EXPLOITATION ET VIOLENCE .....	233
10.1. Richesse matérielle et reproduction sociale .....	235
10.2. Le chant du Charley-Man ou la création du capital atlantique .....	237
10.3. Domination, exploitation et répertoire d'actions .....	246
10.4. Violence, économie et violence économique.....	249
10.5. Situation et formation d'une classe.....	254
CHAPITRE XI	
L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA VILLE : STRATÉGIES ET CRISE ÉCONOMIQUE .....	259
11.1 L'économie politique de la ville .....	261
11.2. Expropriation et production de l'espace .....	263
11.3. La question du logement .....	267
11.4. Structure de la propriété privée .....	269
11.5. « Le mouvement contradictoire de la société capitaliste » ou la Longue dépression de 1873.....	274
11.6. Déménager, ressource stratégique de l'ouvrier .....	279
11.7. Le foyer subversif : prolétariat et non-conformité .....	281

## CHAPITRE XII

## TEMPS-HORLOGE ET RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ CAPITALISTE..287

12.1. La pression technologique et la soumission formelle du travail au capital.....290

12.2. Temps-horloge, nouveau paramètre disciplinaire .....292

12.3. Structure du monde ouvrier.....296

12.4. Technologie et productivité : la loi de reproduction du capital .....299

12.5. Rajeunissement de la force de travail et marginalisation sociale.....302

## CHAPITRE XIII

PRODUIRE ET REPRODUIRE À L'AUBE DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE .....307

13.1. Domination hiéocratique et domination capitaliste .....308

13.2. Mariage et reproduction sociale : vers un changement de régime ? .....312

13.3. Mariages hâtifs et stabilisation du patriarcat.....317

13.4. Rationalisation et normalisation.....321

13.5. Le système de mariage et son rapport à la famille moderne .....324

13.6. Reproduction et classe sociale .....328

13.6. Piété bourgeoise et transgression ouvrière.....335

13.7. Décider d'arrêter ou le déclin de fécondité .....339

## CHAPITRE XIV

## « NATURA FORTIS INDUSTRIA CRESCIT ».....348

14.1. Le travail féminin avant l'expansion capitaliste .....351

14.2. Discipline et coercition extra-économique.....354

14.4. La valeur économique des enfants et la reproduction familiale.....358

14.5. Domination, exploitation et la construction d'identités « extra-économiques »..363

## CONCLUSION

## LE CAPITALISME, LA FAMILLE ET LA MODERNITÉ EN QUESTION .....370

ANNEXE A La fécondité au XIX<sup>e</sup> siècle .....375

## ANNEXE B Intensité du travail dans les townships et les fiefs, 1831—1844.....377

## ANNEXE C Transition industrielle à Québec, 1861—1891 .....378

## ANNEXE D Patrimoine matériel selon les classes sociales de St-Roch, 1844—1849 ....379

## ANNEXE E Conditions salariales des ouvriers, 1908-09 .....380

## ANNEXE F Classification des classes sociales (EGP).....381

## ANNEXE G Structure de la classe ouvrière selon l'âge, 1871-1901 .....382

BIBLIOGRAPHIE .....	383
---------------------	-----

## LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1.1. Nombre de familles dont les travaux agricoles assurent leur subsistance, Québec 1831 .....	104
Tableau 1.2. Population et pauvreté dans la ville de Québec et ses zones rurales, 1831-1844 .....	166
Tableau 1.3. Émigration du Bas-Canada vers les États-Unis et ailleurs, 1857.....	193
Tableau 1.4. Moyenne de la richesse matérielle selon les classes sociales de St-Roch, 1820-1849 .....	236
Tableau 1.5. Moyenne des loyers mensuels dans St-Roch à partir d'un échantillon de 92 propriétés.....	278
Tableau 1.6. Proportion du déménagement de locataires, 1871 à 1873 et 1877.....	280
Tableau 1.7. Moyenne des salaires des ouvriers par semaine en 1901 .....	298
Tableau 1.8. Statut domestique des hommes de plus de 65 ans dans la province du Québec, 1901 et 1911.....	305
Tableau 1.9. Ratio de mariages et de remariages tous âges confondus selon les classes sociales à Québec en 1871 .....	314
Tableau 1.10. Taux standardisé de mariages hâtifs des filles de 15 à 19 ans à Québec de 1871 à 1911 .....	318
Tableau 1.11. Ratio enfants-femmes à partir de la classe sociale du père à Québec, 1901 ...	331
Tableau 1.12. Métiers les plus pratiqués chez les femmes en 1851 et 1891 à Québec.....	353
Tableau 1.13. Nombre d'enfants ouvriers en 1871 et 1901 à Québec .....	361

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.1. Calendrier de la dépense de travail d'une exploitation non capitaliste .....	106
Graphique 1.2. Calendrier des activités agricoles.....	106
Graphique 1.3. Comparaison entre le nombre de tâches agricoles et l'indice mensuel des mariages au Bas-Canada.....	110
Graphique 1.4. Comparaison entre les tâches agricoles et les mariages ruraux à Québec ....	111
Graphique 1.5. Indice mensuel du nombre de mariages entre 1820 et 1912 dans les paroisses rurales de Québec .....	113
Graphique 1.6. Production agricole convertie en minots de 1831 à 1844.....	129
Graphique 1.7. Rapport homme/terre calculé en arpents pour 1831 et 1844 .....	132
Graphique 1.8. Nombre d'immigrants enregistrés au port de Québec, 1817 à 1839 .....	135
Graphique 1.9. Nombre d'ouvriers employés sur les chantiers navals de Québec entre 1817 et 1839.....	242
Graphique 1.10. Nombre de grèves et évolution de leur violence à Québec de 1840 à 1900 .....	252
Graphique 1.11. Coûts des expropriations d'immeubles entre 1840 et 1870 à Québec en livre (£).....	264
Graphique 1.12. Ventes et achats de propriétés de 1821 à 1858 sur le territoire de La Vacherie, St-Roch .....	273
Graphique 1.13. Évolution des activités économiques à Québec de 1861 à 1891.....	288
Graphique 1.14. Heures moyennes de travail selon le type d'industrie à Québec en 1901 ...	294
Graphique 1.15. Nombre d'ouvriers de plus de 55 ans employés à une manufacture au cours de l'année 1901 .....	303
Graphique 1.16. Indice mensuel des mariages urbains et ruraux, 1829-1849 .....	322
Graphique 1.17. Indice mensuel des mariages urbains et ruraux, 1901-1912 .....	322
Graphique 1.18. Comparaison des périodes d'union et de conception, St-Roch, 1891-1912 .....	329
Graphique 1.19. Conceptions à St-Roch et à St-Sauveur, 1898-1901 .....	334
Graphique 1.20. Conceptions à Du Palais et St-Louis, 1898-1901 .....	334

Graphique 1.21. Proportion des ouvrières dans la population féminine, 1871-1901 .....	355
Graphique 1.22. Heures moyennes travaillées par des enfants entre 10 et 14 ans, Québec, 1911 .....	365



## LISTE DES CARTES

Carte 1.1. Taux moyens des rentes sur les terres de 90 arpents en livre tournois.....	143
Carte 1.2. Basse-Ville de Québec après l'expansion de 1840 et 1860 .....	267

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1. Circulation de l'argent et dépendance dans le système de propriété.....	271
Figure 1.2. Différentes formes de discipline temporelle.....	295

## RÉSUMÉ

Cette recherche s'inscrit dans une réflexion sur le XIX<sup>e</sup> siècle canadien qui, en se situant dans le champ de la sociologie historique, s'appuie sur les contributions aux débats sur la transition au capitalisme, la formation de l'État et le développement de la famille moderne. Cette recherche s'efforce de comprendre les dynamiques politique et économique à l'œuvre qui façonnent les trajectoires des classes sociales et des familles à partir du changement de régime à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'aube du XX<sup>e</sup>. À partir d'une analyse des régimes sociaux de propriété, centraux dans le développement de la société et de la modernité du monde atlantique, nous examinerons d'abord les processus de consolidation de l'économie capitaliste et des institutions régulatrices comme l'État, l'Église et le marché, amorcés à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Il sera possible ensuite de mettre en lumière les changements qui ont cours dans les pratiques sociales et de dégager un modèle de développement. Multidimensionnelle, notre approche veut cerner les grandes transformations qui traversent le siècle de la Révolution industrielle et de la construction d'un État canadien. En analysant les idéologies conservatrice et libérale, notre démarche veut mettre en relief le poids trop souvent négligé de l'économie politique classique sur la formation des élites coloniales et leur vision de la modernité. De l'agriculture à la manufacture, le capitalisme va laisser son empreinte dans le paysage et recomposer les normes d'ancien régime à l'intérieur de ses frontières. Devant ces mutations d'ordre politique et économique, les familles seront amenées à réagir. Enfin, au regard de ces transformations, il s'agira de mettre en perspective l'apparition d'un régime de la famille et ainsi nuancer le caractère « moderne » de la famille.

Mots-clés : capitalisme, relations sociales de propriété, économie politique, famille, sociologie historique.

## INTRODUCTION

« À partir de Smith le temps de l'économie ne sera plus celui, cyclique, des appauvrissements et des enrichissements ; ce ne sera pas non plus l'accroissement linéaire des politiques habiles qui en augmentant toujours légèrement les espèces en circulation accélèrent la production plus vite qu'ils n'élèvent les prix ; ce sera le temps intérieur d'une organisation qui croît selon sa propre nécessité et se développe selon des lois autochtones — le temps du capital et du régime de production. »

Michel Foucault, *Les mots et les choses*.

Cette citation de Foucault en exergue donne en quelque sorte le ton de notre recherche. « Le temps du capital » et le « régime de production » définissent, il est vrai, le cadre des nouvelles relations sociales modernes, car ces notions évoquent un moment charnière dans la pensée politique et économique et surtout, elles marquent d'une manière profonde la « modernité occidentale<sup>1</sup> ». Le capitalisme, puisque c'est de cela dont il s'agit, renvoie par conséquent à un profond changement de paradigme qui, dans le cours de l'histoire occidentale, a accentué de manière permanente la vision européocentriste du monde. À cet égard, Adam Smith (1748-1832) et sa théorisation de l'économie a eu un impact non pas sur le jeu de l'offre et de la demande uniquement, mais également sur les pratiques sociales, les institutions politiques, la vie religieuse, les entreprises coloniales, l'impérialisme, etc. Smith, pourtant, ne représente en aucun cas la cause du changement, ni le père de la modernité occidentale, mais plutôt, sa pensée constitue le point de départ de transformations complexes qui vont mener à des formes d'expression de la modernité.

---

<sup>1</sup> Pour avoir une idée de l'ampleur du débat sur la question, il faut lire Jack Goody, *Capitalism and Modernity: The Great Debate*, Polity, 2004.

Bien avant lui, des traités d'économie politique classique avaient déjà soulevé la question du commerce, de la richesse et du travail. Antoine de Montchrestien par exemple publiait en 1615 un des tout premiers textes en la matière, dont les préoccupations initiales allaient traverser plus de deux siècles. Le trop grand nombre d'hommes ne travaillant pas, écrivait-il, nuisait à la société, et ces derniers, comme les femmes et les enfants, devaient être mis au travail, afin de fabriquer de « bonnes marchandises pour ce pays<sup>2</sup> ». Cette simple idée faisait déjà surgir tout le programme du développement économique et politique de l'Europe. Cela dit, si ces transformations sont complexes, engagent un ensemble de relations et s'effectuent sur la longue durée<sup>3</sup>, notre propos reste plus modeste. Notre thèse s'intéresse aux origines idéologiques et politiques de la transition au capitalisme agraire et industriel et à la transformation des relations sociales au Bas-Canada. Afin d'examiner ces changements marqués par une tension permanente entre la persistance d'un vieil ordre et un impératif de progrès, notre thèse veut examiner la trajectoire des familles durant cette période de transition vers la modernité capitaliste à partir d'éléments politiques, économiques et sociaux, mais surtout à partir de la notion sacrée de propriété. Les relations façonnées par des régimes de propriété à travers l'histoire structurent les champs d'action, établissent des hiérarchies, confèrent des pouvoirs aux classes dominantes. Ce faisant, les institutions comme l'État, l'Église, la famille et le marché, qui reposent toutes sur la propriété, seront les objets de notre travail. Nous tâcherons d'examiner tout au long de cette recherche la nature du régime de propriété mis en place au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le capitalisme tel que nous l'entendons se caractérise par un processus extensif de marchandisation historiquement spécifique et dont la raison même repose sur

---

<sup>2</sup> Antoine de Montchrestien, *Traité d'économie politique*, Genève, Droz, 1999 [1615], p. 187.

<sup>3</sup> Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1988 ; *id.*, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. I et III, Paris, Livre de Poche, 1993.

l'accumulation du capital <sup>4</sup> . L'Angleterre représente l'épicentre de cette transformation sans précédent et s'impose comme le modèle principal du développement de ce mode d'organisation et de relations sociales. Contrairement à la croyance économique dominante, le capitalisme ne représente pas que la simple expansion du commerce ; il renvoie originellement à un mode de production et d'exploitation façonné par des rapports de classes antagoniques. Ces relations de classes imprègnent les trajectoires du développement économique et font montre d'un régime social de propriété particulier. Le capitalisme se distingue des autres systèmes économiques et politiques comme le féodalisme car il base son activité sur la maximisation du profit grâce entre autres à l'amélioration constante de la productivité du travail par des moyens technologiques<sup>5</sup>. Toutefois, le capitalisme ne pourrait être réduit qu'à un simple système économique. Par conséquent, son existence coïncide avec l'émergence de l'État national moderne et reste le produit d'une culture dont les composantes recoupent la pensée politique anglaise, comme l'économie politique, l'individualisme et une certaine philosophie de l'histoire<sup>6</sup>. Nous aborderons plus loin d'autres éléments lors de notre discussion sur la transition au capitalisme.

### Production et reproduction de la famille

Revenir aux thèses classiques de la sociologie de la famille permet de suivre une problématique qui a évolué jusqu'à aujourd'hui. La famille est toujours restée un thème fort des études sociohistoriques, qu'il s'agisse de Weber, Durkheim ou de Marx. La sociologie d'après-guerre a souvent présenté l'institution de la famille comme une entité juridique et morale avant tout. La loi comme la religion encadreraient rigoureusement les pratiques sociales ou comme l'écrit Durkheim, « la

---

<sup>4</sup> Immanuel Wallerstein, *Historical Capitalism*, London, Verso, 2011, p. 15.

<sup>5</sup> Ellen M. Wood, *The Origin of Capitalism. A Longer View*, London, Verso, 2002, p. 4 et sq.

<sup>6</sup> *Id.*, *The Pristine Culture of Capitalism: A Historical Essay on Old Regimes and Modern States*, London, Verso Book, 1991, p. 81 et sq.

tradition et la coutume règlent jusque dans le détail les moindres démarches individuelles.<sup>7</sup> » Cette idée largement partagée depuis les enseignements de Durkheim puis de Talcott Parsons met au premier plan le rôle organique de la famille dont dépendrait le renouvellement de l'ordre social. Les comportements familiaux devraient donc rencontrer les attentes normatives de la société afin que cette dernière reste stable et perfectible. Durkheim élaborait ainsi une théorie des structures familiales en insistant sur leur conversion progressive à l'intérieur d'un cadre politico-juridique. Durkheim démontrait ainsi une conception fortement téléologique de la formation familiale. Si l'on prend cette problématique par l'autre bout, il est bien sûr difficile de nier que la formation d'un État de droit au XIX<sup>e</sup> siècle a entraîné une prise en charge croissante de la population et a imposé des paramètres disciplinaires qui conduisent à adopter certains *habitus* sociaux. Toutefois, la vision durkheimienne de la famille empêche de voir ce processus politique et tend à concevoir la famille comme entité passive, voire docile. L'organisation familiale n'est pas qu'une simple institution reproduisant la cohérence organique juridique à travers le mariage et le patrimoine<sup>8</sup>. Pour donner sens aux conditions générales qui assurent la pérennité de la famille dans le temps, il faut redéfinir les pratiques familiales non pas du point de vue du système coutumier uniquement —dont le degré d'obéissance doit être nuancé par ailleurs—, mais à partir des relations économique et politique.

Engels fut l'un des premiers à s'intéresser sérieusement à la transformation de la famille de ce point de vue. Comme il le souligne, la famille conjugale dont les formes commencent à surgir en Europe dès le X<sup>e</sup> siècle, mais dont l'institution prend racine dans l'Antiquité, doit être analysée comme « l'unité économique dans la société<sup>9</sup> ».

---

<sup>7</sup> Émile Durkheim, *Fonctions sociales et institutions*, Paris, Éditions de Minuit, 1975, p. 10.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>9</sup> Friedrich Engels, *Origines de la famille, de l'État et de la propriété privée*, Paris, Éditions sociales, 1975, p. 171.

Sa nature est à la fois politique et économique ; politique, car elle est douée d'une autorité qui organise les relations familiales que l'histoire laisse aisément deviner, puis économique, puisqu'elle intervient dès son origine dans les rapports de production et de consommation aussi bien à l'intérieur du foyer qu'à l'extérieur. Il paraît alors clair que l'organisation de la famille dans un contexte historique spécifique où apparaissent les premières formes de production, de consommation et de distribution qui dépassent la simple économie domestique primitive, se retrouve intimement liée à des conditions économiques et sociales. Marx quant à lui, a toujours porté une attention particulière aux relations sociales à l'intérieur d'une société donnée, au degré zéro de l'organisation sociétale, c'est-à-dire la famille.

Profitant d'une critique grandissante de la philosophie allemande, Marx et Engels avaient proposé tour à tour un ensemble d'arguments sur le rôle et la signification de la famille, tributaire, selon eux, du développement matériel de l'Occident. D'abord, ils considéraient le caractère matérialiste de la famille, caractère rappellent-ils, qui entraînait directement dans le développement historique de l'humanité. De tout temps, les hommes en viennent à recréer leur propre vie, en perpétuant l'espèce. C'est dans les ébauches de l'Idéologie allemande et dans les notes manuscrites que se retrouve une première réflexion concernant la production et la reproduction de l'existence humaine et de ses moyens d'existence, une façon explicite d'exprimer un « mode de vie » (*Lebensweise*) et d'une manière plus générale encore, les activités de production et de consommation qui fondent ce mode.

Produire la vie, aussi bien la sienne propre par le travail que la vie d'autrui en procréant, nous apparaît donc dès maintenant comme un rapport double : d'une part comme un rapport naturel, d'autre part comme un rapport social, — social en ce sens que l'on entend par là l'action conjuguée de plusieurs individus, peu importe dans quelles conditions, de quelle façon et dans quel but. Il s'en suit qu'un mode de production ou un stade industriel déterminé sont constamment liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminé, et que ce mode de coopération est lui-même une « force productive » [...] <sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Karl Marx, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 61.



Comme le pensaient Marx et Engels, la production de la vie, dans son sens social, concerne bien plus que boire et manger, se vêtir et se loger. Elle correspond d'abord et avant tout à la production des moyens destinés à satisfaire ces mêmes besoins, la production de la vie matérielle, mais également, elle façonne des rapports sociaux. Ainsi, à cette activité historique et fondamentale, cette « entrée en matière » du lent processus de production répond celui de la consommation. Si le rapport de la famille à l'économie s'avère d'une extrême importance, cela ne fait pas du père, de la mère et des enfants une entité strictement économique. La famille reste une organisation sociale. Simplement, ce sont ses relations sociales qui se retrouvent traduites dans le langage économique, car les activités familiales établissent des connexions de plus en plus claires avec un ou plusieurs marchés. Enfin, ce sont les relations de propriété qui définissent l'institution familiale :

[...] après tout, le vrai corps de la famille, la relation de propriété, l'attitude exclusive en rapport avec les autres familles, force la cohabitation —relations déterminées par l'existence des enfants, de la structure des villes modernes, de la formation du capital, etc. — tout cela fut préservé, malgré de nombreuses violations, car l'existence de la famille devient nécessaire par son attachement au mode de production qui existe indépendamment de la volonté de la société bourgeoise (nous soulignons)<sup>11</sup>.

Ce passage est intéressant à plus d'un titre. D'abord, Marx conçoit la famille comme une entité sociale indéniablement dépendante des conditions économiques de la société dans laquelle elle se trouve, une entité dont l'expression apparaît dans les relations de propriété. Ensuite, et c'est là l'assertion la plus féconde, l'organisation familiale correspond et répond aux relations (modes) de production d'une société donnée. Les activités de la famille, aussi bien situées au cœur de son organisation domestique qu'en interaction avec les autres familles et d'autres agents, supposent la création de travail au sens large. Ceci suppose que la famille, grâce aux activités qui

---

<sup>11</sup> *Marx-Engels Collected Work, General Works 1843-1895*, tome v, p. 285. Traduction libre.

la constituant, participe au développement des relations sociales de production. Les propos de Marx renforcent de surcroît l'idée d'une « production de la vie<sup>12</sup> », et, plus que tout, une production de la famille.

Toutefois, la vision marxienne de la famille —comme celle de la population d'ailleurs— n'en est pas une typologique, fixe et immuable. Marx fonde une critique générale en pourfendant le modèle allemand de Stirner, Bauer et Feuerbach sur la conception de l'histoire, affirmant que toute analyse matérialiste du social doit s'effectuer du point de vue des matériaux historiques qui la composent et non depuis la plus abstraite des notions. Un des rapports matérialistes qui intervient justement dans le développement de l'histoire, entre l'homme et la femme, les parents et l'enfant, nous dit Marx, c'est la famille :

Cette famille, qui est au début le seul rapport social, devient par la suite un rapport subalterne [...] lorsque les besoins accrus engendrent de nouveaux rapports sociaux et que l'accroissement de la population engendre de nouveaux besoins ; par conséquent, on doit traiter et développer ce thème de la famille d'après les faits empiriques existants et non d'après le « concept de famille »<sup>13</sup>.

Répugnant les opérations philosophiques menant à une abstraction de la réalité matérielle, Marx considérait le concept de famille comme dépourvu de tout contenu historique. Aujourd'hui encore, l'étude de la famille renvoie à des tensions similaires : comment la définir, quelles sont ses limites, son modèle est-il universel, etc. ? Nous verrons plus loin comment la famille peut vite devenir l'objet de prétention universaliste et qu'il serait plus juste de l'aborder au pluriel.

---

<sup>12</sup> *die Produktion des Leben.*

<sup>13</sup> Karl Marx, *L'idéologie allemande*, p. 61.

### *Oikos, propriété et mariage*

Max Weber a lui aussi théorisé la famille, cette fois, à partir de l'oïkos grec en insistant sur une division du travail originelle basée sur les sexes et les différentes lois historiques du mariage. Il a observé la persistance dans plusieurs sociétés occidentales et non occidentales d'un patriarcat, parfois absolu. Ce pouvoir suprême ne prend sa source selon lui nulle part ailleurs que dans le mariage. Les différents systèmes d'union ont établi une structure parentale à partir de laquelle se coordonnent les actions de la famille et s'épanouissent des organisations extrafamiliales. Weber souligne ainsi la transhistoricité du mariage qui, en accordant des privilèges et en s'attachant au droit de propriété, opère un système de régulation. Les agents de régulation desquels émergeront en Occident l'État et l'Église principalement —et l'on pourrait y inclure le marché— apparaissent comme indissociables de la réalité familiale. Comme le précise Leslie D. Blustone au sujet de la théorie wébérienne de la famille :

« the family was the original and primary means for the distribution of wealth, power and prestige in the community. Thus, political, economic and status groups were inextricably tied to the attempts to regulate the family through marriage. Within kinship order, the sib was also involved in regulating individual families. Aside from offering protection and assistance to family members, the sib, as a supra-family institution, was in position to gain or lose directly from the situation within its families<sup>14</sup>. »

Dans le cadre légitime et légal du mariage sont reproduits les éléments de domination. En effet, aussi longtemps que la famille régule elle-même son organisation en regard du contrôle de succession, l'influence des institutions non familiales au sein de la communauté est limitée. Cependant, ces institutions ainsi que d'autres groupes, sont susceptibles de vouloir réduire de quelque façon que ce soit l'influence de la famille dans leurs champs d'activités respectifs et ainsi altérer son autonomie<sup>15</sup>. En

---

<sup>14</sup> Leslie David Blustone, *Max Weber's theory of the family. Studies in Social Thought, Polity and Civil Society*, Associated Faculty Press, 1987, p. 149.

<sup>15</sup> *Ibid*, p. 151.

somme, le sociologue Randall Collins souligne l'importance de la famille dans la théorie weberienne et non seulement constitue-t-elle une institution culturelle, mais aussi un lieu de conflit : « Weber's conception of family is very close to a conflict theory [...] The family is essentially a set of sexual and economic relationships regulated by political power [...] Politically regulated rights translated into 'property'.<sup>16</sup> ». Pour Marx et Weber, la propriété représente le liant social et politique qui d'abord, rend possible la famille et ensuite, circonscrit sa liberté et ses actions. C'est donc toute la question du changement social qui pèse sur l'institution familiale et que les théories sociologiques classiques mettent si bien en lumière.

#### Classe et propriété : l'apport du marxisme politique et la question du changement social

L'ingéniosité de Frédéric Le Play a été d'avoir insisté sur la résidence plutôt que sur le lien consanguin (la bru et le gendre pouvaient vivre sous le même toit que les parents) pour circonscrire l'expérience familiale moderne, c'est-à-dire industrielle<sup>17</sup>. Toutefois, comme plusieurs de ses successeurs, il n'a pas insisté sur les conditions de la formation matérielle des familles et leur rapport à la classe sociale qui les engendre, un facteur pourtant décisif dans le processus de reproduction sociobiologique. Sans tout évacuer des intuitions de Le Play, il appert que la classe sociale n'a pas

---

<sup>16</sup> Randall Collins, *Weberian Sociological Theory*, Cambridge University Press, 1986, p. 277.

<sup>17</sup> Frédéric Le Play est connu pour avoir été le premier à élaborer des enquêtes sociologiques sur les familles ouvrières d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique. Ces larges études donnèrent naissance de 1857 à 1885 à de nombreuses monographies rassemblées en cinq tomes connus sous le titre *Les Ouvriers des deux mondes*. Peu de temps après, la Société d'Économie Sociale continua de diriger des enquêtes similaires jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Ces monographies dressent les portraits des conditions ouvrières des agriculteurs, des maçons, des charpentiers, des journaliers, des typographes, etc. On y découvre les plats qui remplissent leurs assiettes aussi bien que leurs biens matériels et leurs croyances. En 1857, le consul de France à New York, Charles-Henri-Philippe Gauldrée-Boileau est chargé de rapporter les renseignements d'une famille paysanne de la région rurale de Québec. Elle fera l'objet de la monographie intitulée *Le paysan de Saint-Irénée*.

suffisamment été problématisée afin de comprendre la formation des familles et les pratiques sociales qu'elles engagent dans leur cycle de vie. C'est pour cette raison que notre thèse veut davantage examiner les relations de classes qui structurent la trajectoire des familles. Nombre d'études sur la famille québécoise ont relégué au second plan les déterminants économiques et idéologiques, les changements politiques et normatifs ainsi que les classes sociales pour s'intéresser qu'au caractère ethnique, culturel et identitaire de la famille<sup>18</sup>. D'autres chercheurs ont souligné l'effet niveleur de l'industrialisation sur la famille sans réellement préciser ni expliquer suffisamment les relations sociales sous-jacentes à sa transformation<sup>19</sup>, des relations à partir desquelles sont possibles la domination, l'exploitation et la marginalisation. Elles participent elles aussi au changement social et produisent des rapports antagonistes qui ne sont pas étrangers aux familles. Ainsi, il est fréquent d'affirmer que la famille moderne nucléaire est un produit du système économique capitalisme, sans que ne soient problématisées l'origine et la nature de ce dernier. Jusqu'à maintenant, peu d'attention a été portée au développement des idéologies, comme le libéralisme et l'économie politique puis religieuse, comme le catholicisme et le protestantisme par exemple et les façons dont elles affectent les trajectoires familiales. La famille n'évolue pas en vase clos, mais résulte de l'interaction complexe de diverses forces sociopolitiques. La réalité de classe quant à elle reste indissociable de la vie familiale puisque l'appartenance à une classe renvoie à un certain degré d'habitus, de culture et de stratégies de reproduction<sup>20</sup>. Replacer l'expérience familiale dans ce contexte permet d'atténuer des complications

---

<sup>18</sup> Pierre-Louis Lapointe, *Les Québécois de la bonne entente: un siècle de relations ethniques et religieuses dans la région de Buckingham, 1850-1950*, Québec, Septentrion, 1998 ; Daniel Dagenais, *La fin de la famille moderne: la signification des transformations contemporaines de la famille*, Les Presses de l'Université Laval, 2000.

<sup>19</sup> Notamment les travaux de Peter Laslett et l'école de Cambridge ou Alan Macfarlane et John Hajnal.

<sup>20</sup> Les analyses d'Edward. P. Thompson permettent d'apprécier la classe comme organisation vivante consciente d'elle même et productrice d'une culture de classe (habitudes, alimentation, etc.) qui dépasse en quelque sorte les frontières ethniques.

méthodologiques et heuristiques en soulignant un ensemble d'éléments issus d'une expérience commune. Ce tronc commun permet donc de cerner des tendances générales de la dynamique familiale en conformité avec une position sociale particulière et des ressources disponibles. Toutefois, le concept de classe reste sujet à débat quant aux contenus empiriques qu'il permet d'analyser<sup>21</sup>. Sans revenir ici sur les débats autour de l'usage de certaines catégories, il importe de comprendre en quoi une étude sur les familles doit considérer les dynamiques de classes sociales de manière sérieuse.

Les classes constituent une attribution sociale qui concernent les conditions de vie et déterminent en bonne partie les caractéristiques des individus. Pour le sociologue Erik Olin Wright, une classe sociale assigne un individu à une position socioéconomique qui favorise ou non les opportunités et les choix<sup>22</sup>. Selon lui, si les webériens ont davantage mis l'accent sur les positions sociales qui permettent à certaines personnes d'exercer un contrôle sur les ressources économiques tout en excluant les autres, les analyses marxistes ont plutôt insisté sur les mécanismes de domination et d'exploitation. De manière générale, « the central concern of sociologists has been to understand how people acquire the characteristics that place them in one class or another<sup>23</sup> ». E. P. Thompson rappelle à juste titre que la classe

---

<sup>21</sup> C'est particulièrement l'idée de frontière au sein de la hiérarchie sociale qui est ici en jeu. Des auteurs comme Muriel Garon-Audy (1969) et Céline St-Pierre (1974) avaient proposé une lecture marxiste des classes sociales québécoises et des inégalités en se servant de données statistiques ayant déjà fait l'objet d'analyse, proposant ainsi une nouvelle catégorisation et une compréhension inédite de l'évolution des structures sociales. D'autres, comme Gérard Bouchard (1972 ; 1996), ont préféré développer des analyses en termes de stratification sociale et de mobilité. Ces choix méthodologiques révèlent les objectifs principaux de la recherche, le positionnement axiologique. Voir Yannick Lemel & Heinz Herbert Noll, (dir), *Changing Structures of Inequality A Comparative Perspective*, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 86-87.

<sup>22</sup> Erik O. Wright, « Understanding Class. Towards an Integrated Analytical Approach », *New Left Review*, n° 60, 2009, p. 102-103.

<sup>23</sup> *Loc.cit.*

n'existe en dehors d'un contexte relationnel défini par deux antagonistes<sup>24</sup>. Une fois que sont identifiées les classes sociales, il s'agit de comprendre les stratégies qui assurent leur reproduction dans le temps ou de quelle manière les familles luttent pour conserver leur place au sein de leur classe ou pour en sortir tout simplement. C'est à partir de là que toute la dynamique de reproduction sociale devient importante. Premièrement, le concept de classe sociale, parce qu'il évoque les conditions et les opportunités, inscrit les familles dans une large structure hiérarchique. Une catégorisation des expériences à partir de classes sociales permet de cerner non pas les pratiques sociales uniquement, mais bien leur dynamique dans l'ensemble de la société, toujours en fonction de cette hiérarchie. Deuxièmement, les stratégies de reproduction familiale restent révélatrices des déterminants sociaux à une période donnée. À travers la relation des membres à leur société se dessinent différentes formes de pouvoir où le foyer représente à la fois l'espace privé par excellence et le lieu de reproduction d'une classe. Plus précisément, le foyer est au confluent de pratiques sociales spécifiques et de relations de propriété spécifiques qui se reflètent dans l'ensemble de la société.

À ce sujet, l'apport du marxisme politique<sup>25</sup> dans le débat sur la transition au capitalisme a permis d'élargir la problématique autour des relations de propriété, et a ainsi ouvert la voie à des discussions ultérieures sur le développement de la famille. L'historien Robert Brenner a intégré les acquis de l'histoire sociale anglaise (from below) et les méthodes comparatives pour développer une analyse des transformations sociales basée sur les acteurs plutôt que sur une succession linéaire de grands changements structuraux. Ainsi, Brenner a réfuté l'individualisme

---

<sup>24</sup> E. P. Thompson, *The Making of the English Working-Class*, cité dans Sébastien Rioux et Frédéric Guillaume Dufour, « La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété », *Actuel Marx*, n° 43, 2008, p. 128.

<sup>25</sup> J'entends par marxisme politique un groupe d'intellectuels dont les figures principales, pour ne nommer que celles-ci, sont Robert Brenner, Ellen M. Wood, David McNally, Hannes Lacher, George Comninel, Larri Patriquin et Benno Teschke. Ils ont en commun la transition au capitalisme comme objet d'étude.

méthodologique anhistorique en restituant « la rationalité sociale des agents dans leur contexte relationnel et historique spécifique.<sup>26</sup> » À partir de ses analyses, des auteurs féministes matérialistes ont pu examiner l'impact de la transition au capitalisme sur les femmes et les familles dans l'histoire. L'historienne Silvia Federici est l'une d'entre elles. Elle a insisté sur la capacité du capitalisme de s'approprier le pouvoir reproductif de la femme (ce qu'elle nomme le capital reproductif) à partir du processus d'accumulation primitive du capital entendu comme dynamique d'exploitation et d'expropriation<sup>27</sup>. Pour sa part, Paddy Quick a insisté sur les changements apportés au sein des rapports de genre des classes dominantes et des classes ouvrières à l'issue de la transition du féodalisme au capitalisme<sup>28</sup>. C'est à partir d'analyses de ce genre que la famille est progressivement devenue centrale dans la problématisation du capitalisme. Plus spécifiquement, la relation entre le patriarcat et le capitalisme s'est imposée comme un point de départ nécessaire pour comprendre les rapports de genre des sociétés précapitalistes puis capitalistes. Une fois correctement mise en contexte, cette relation entre capitalisme et domination rend possible une analyse plus détaillée, qui cette fois examine les pratiques sociales et les stratégies. Comme le rappelle Hareven, « To better understand the family's role in these processes, it is necessary to examine how families charted their strategies in relation to external opportunities and constraints. Family strategies involved not only the decisions individuals or families made but also the actual timing of such decisions in response to opportunities or needs<sup>29</sup> ». Les stratégies s'inscrivent donc dans un ensemble plus large, et ce sont ces deux dimensions, l'une macrosociologique et l'autre méso-sociologique, que notre thèse veut rendre compte.

---

<sup>26</sup> Sébastien Rioux et Frédérick Guillaume Dufour, *op.cit.*, p. 127.

<sup>27</sup> Silvia Federici, *Caliban and the Witch: Women, the Body and Primitive Accumulation*, Autonomedia, 2004, p. 12.

<sup>28</sup> Paddy Quick, « Feudalism and Household Production », *Science and Society*, vol. 74, n° 2, 2010, p. 180 et sq.

<sup>29</sup> Tamara Hareven, « The History of the Family and the Complexity of Social Change », *The American Historical Review*, vol. 96, n° 1, 1991, p. 115.



### La sociologie historique : état des lieux

En s'intéressant aux classes ouvrières de Paris, l'historien Louis Chevalier établissait pour la première fois en 1958 une approche basée sur une sociologie historique pour étudier le « mécanisme de la misère urbaine<sup>30</sup> ». Plus tard, devant l'étonnante avancée des recherches, Emmanuel Le Roy Ladurie s'interrogeait « aurons-nous demain une sociologie historique ?<sup>31</sup> ». Contre les « grandes théories » et « l'empirisme abstrait », c'est le sociologue Charles Wright Mills qui annonça d'une certaine manière le programme de la sociologie historique avec *The Sociological Imagination* : « More fundamental [...] is the idea that every social science—or better, every well-considered social study—requires a historical scope of conception and a full use of historical materials<sup>32</sup> ». Ce champ d'études qui a produit une impressionnante littérature depuis les années soixante-dix s'est largement répandu dans les sciences sociales anglo-saxonnes<sup>33</sup>. La sociologie historique s'inscrit en effet dans une volonté de théoriser les changements sociaux et les comportements des groupes qui se rapportent à diverses structures sociales. Ce champ d'études nous enseigne les transformations à la base de la société en unissant l'analyse des mécanismes de reproduction sociale à l'intérieur d'une historiographie<sup>34</sup>. L'originalité de la

---

<sup>30</sup> Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin [1958] 2007, p. 324.

<sup>31</sup> Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, 1973, p. 318.

<sup>32</sup> Charles Wright Mills, *The Sociological Imagination*, Oxford University Press, 2000 [1959], p. 145.

<sup>33</sup> Il est impossible d'énumérer tous les auteurs de la discipline. Les livres de référence offrent toutefois un spectre complet. Stephen Hobden et John Hobson, *Historical Sociology of International Relations*, Cambridge University Press, 2002; Gerard Delanty et Engin F. Isin (eds.), *Handbook of Historical Sociology*, London, Sage, 2003; Julia Adams, Elisabeth Clemens et Ann Shola Orloff, *Remaking Modernity: Politics, History, and Sociology*, Duke University Press, 2005; Frédéric Guillaume Dufour, *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*, Presses de l'Université du Québec, 2015.

<sup>34</sup> Theda Skocpol, « Social History and Historical Sociology: Contrasts and Complementarities », *Social Science History*, vol. 11, n° 1, 1987, pp. 17-30; John Goldthorpe, « The Use of History in Sociology: Reflections on Some Recent Tendencies », *British Journal of Sociology*, vol. 42, n° 2, 1991, pp. 211-230.

sociologie historique se trouve ainsi dans un modèle subtil d'analyse situé au carrefour de deux disciplines fondamentales, évitant peut-être ce que Max Weber nommait le « patriotisme de la discipline ». Si les frontières disciplinaires ne sont pas strictement verrouillées, les sociologues, depuis les Methodenstreit et la querelle du positivisme en France au début du XX<sup>e</sup> siècle, se sont nourris de l'histoire, sans pour autant négliger les théories sociales générales<sup>35</sup>.

On reconnaît trois vagues en sociologie historique qu'il importe de présenter brièvement. Le premier moment comprend les penseurs classiques eux-mêmes et constitue selon Frédérick Guillaume Dufour, l'avènement de la sociologie historique avant son « retour » dans les années 1960<sup>36</sup>. À travers le matérialisme historique et son projet multidimensionnel, Marx par exemple s'est intéressé à la trajectoire des sociétés anglaise, française, irlandaise et coloniales<sup>37</sup> à partir du processus de production et de domination. Max Weber a quant à lui proposé une méthode d'analyse historico-empirique basée sur la comparaison d'idéaux-types et qui s'efforce d'expliquer la réalité sociale dans sa particularité non plus nomologique, mais historique<sup>38</sup>. À chaque domaine étudié se retrouve rattaché un ensemble d'idéaux-types —la famille, la religion, le capitalisme, etc.— destiné à faire ressortir la persistance des modalités d'action<sup>39</sup>. En porte à faux avec l'approche anhistorique du structuralisme fonctionnaliste de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les auteurs de la deuxième vague (1970-1980) ont fait éclater les concepts statiques issus de l'héritage

---

<sup>35</sup> Craig Calhoun, « Explanation in Historical Sociology: Narrative, General Theory, and Historically Specific Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 104 n° 3, 1998, p. 846.

<sup>36</sup> Frédérick Guillaume Dufour, *op.cit.*, p. 16.

<sup>37</sup> Kevin B. Anderson, *Marx at the Margins: On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies*, University Of Chicago Press, 2010 p. 237.

<sup>38</sup> Volker Kruse, « Von der historischen Nationalökonomie zur historischen Soziologie. Ein Paradigmenwechsel in den deutschen Sozialwissenschaften um 1900 », *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 19, Heft. 3, 1990, p. 121-122.

<sup>39</sup> Stephen Kalberg, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2002, p. 91.

parsonien et leurs recherches ont problématisé la genèse et la transformation de la modernité<sup>40</sup>. Réaction avant tout américaine, la seconde vague rappelle Dufour, a cherché à réintroduire les contenus historiques dans les concepts sociologiques, alors même que ces derniers en avaient été vidés. Enfin, l'attention portée à la formation des institutions, au colonialisme, à la théorisation des agents sociaux, aux analyses du genre et du féminisme et au rejet de l'eurocentrisme a fait naître une troisième vague (1990-2000)<sup>41</sup>. Chacune des vagues a ignoré des éléments qui aujourd'hui retrouvent un intérêt, comme l'étude de la famille, de la ville ou de la religion. Par exemple, Philip S. Gorski affirme que la deuxième vague a généralement mis à l'écart la religion comme facteur de changement social<sup>42</sup>. Malgré ces vagues, l'intérêt d'étudier sociologiquement des transformations historiques repose avant tout sur l'importance d'étudier les caractéristiques et la dynamique du changement social<sup>43</sup>.

### Sociologie historique canadienne

Dans la littérature canadienne, le contact de la sociologie et de l'histoire s'est fait progressivement à partir des années 1960. Quelques décennies plus tard, le croisement des disciplines sur l'étude du Canada était un fait accompli. Pour Gregory S. Kealey, « Canadian historical writing on class, gender, ethnicity and region has been transformed dramatically in the last twenty years. [...] women's history, working-class history, urban, ethnic, family, etc. has received considerable

---

<sup>40</sup> Inscrits dans le courant marxiste, les travaux de Perry Anderson, Immanuel Wallerstein et Barrington Moore sont devenus des classiques du genre tout comme les travaux de Norbert Elias, Theda Skocpol, Charles Tilly et Michael Mann, d'influence wébérienne. Gerard Delanty et Engin F. Isin (eds), *op.cit.*, p. 3.

<sup>41</sup> Julia Adams, et al., *Remaking Modernity*, p. 64.

<sup>42</sup> Philip S. Gorski, « The Return of the Repressed: Religion and the Political Unconscious of Historical Sociology », in Julia Adams, *loc.cit.*, pp. 161-188.

<sup>43</sup> Craig Calhoun, « Why Historical Sociology ? », in Gerard Delanty et Engin F. Isin (eds), *op.cit.*, p. 383.

historiographic attention.<sup>44</sup> » Cette effervescence a fait converger histoire et sociologie dont les influences de la seconde vague ne peuvent être négligées. Les premiers essais de sociologie historique sous la direction de Kealey illustrent bien l'urgence d'une approche transdisciplinaire et comparative. Dans la littérature canadienne francophone, quelques démarches multidisciplinaires ont été proposées ponctuellement. Au début des années 1960, Fernand Dumont et Yves Martin avaient mis en dialogue pour une première fois les chercheurs issus de divers horizons dont l'objet d'étude commun était la société québécoise. Malgré les angles démographique, urbain, culturel, sociologique et historique, « peu de chercheurs canadiens-français [...] situ[ai]ent leurs études sur leur société dans une perspective de comparaison avec d'autres milieux. C'est une troublante lacune.<sup>45</sup> » D'autres auteurs se sont ensuite intéressés à la société du Bas-Canada à partir d'une perspective multidisciplinaire. Bruce Curtis a proposé une sociologie historique du processus de discipline de la population canadienne-française au XIX<sup>e</sup> siècle à travers le système scolaire<sup>46</sup>. Sans faire du Canada leur terrain d'étude principal, d'autres sociologues ont enrichi ce champ de recherches. Par exemple, Matthew Lange s'est intéressé au pouvoir colonial en se servant des concepts opératoires wébériens notamment, afin d'expliquer la relation entre l'État et la société<sup>47</sup>. John A. Hall a développé une analyse comparative du nationalisme et de l'État à partir d'une relecture de Ernst Gellner<sup>48</sup>. Récemment, deux ouvrages d'une richesse pédagogique remarquable ont fait leur place dans le paysage. Trevor W. Harrison et John Friesen ont examiné la

---

<sup>44</sup> Gregory S. Kealey, *Class, Gender, and Region: Essays in Canadian Historical Sociology*, Committee on Canadian Labour History 1988, p. 2-5.

<sup>45</sup> Fernand Dumont et Yves Martin, *Situation de la recherche sur le Canada français*, Presses de l'Université Laval, 1962, p. 8.

<sup>46</sup> Bruce Curtis, *Ruling by Schooling Quebec: Conquest to Liberal Governmentality. A Historical Sociology*, Toronto University Press, 2012.

<sup>47</sup> Matthew Lange et Dietrich Rueschemeyer, *States and Development: Historical Antecedents of Stagnation and Advance*, Palgrave MacMillan, 2005.

<sup>48</sup> John A. Hall, *Coercion and Consent : Studies on the Modern State*, Polity Press, 1994 ; *Id.*, *The State of the Nation : Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, Cambridge University Press, 1998.

société canadienne à travers l'évolution de l'État et du marché en prenant soin de resituer les débats dans le courant sociohistorique<sup>49</sup>. Frédérick Guillaume Dufour a proposé pour la première fois une synthèse des débats et des enjeux qui structurent le champ de la sociologie historique, débats qui trouvent une résonnance particulière dans les études canadiennes<sup>50</sup>.

### Une sociologie historique de la famille

De ces problématiques, la sociologie historique de la famille est devenue un terrain d'enquête de plus en plus pertinent. Depuis la parution des ouvrages pionniers de Peter Laslett<sup>51</sup>, de Joan W. Scott et Louise Tilly<sup>52</sup> ainsi que John E. Goldthorpe<sup>53</sup> et Jack Goody<sup>54</sup>, la sociologie historique s'est attardée à l'étude des trajectoires familiales en Europe et en Amérique. Que ce soit le passage de la société féodale au capitalisme<sup>55</sup> ou le processus de renforcement du patriarcat<sup>56</sup>, les préoccupations principales se recoupent autour de thématiques similaires qui remettent en doute le caractère moderne de la famille et l'influence des grands bouleversements

---

<sup>49</sup> Trevor W. Harrison, John W. Friesen, *Canadian Society in the Twenty-First Century. A Historical Sociological Approach*, Canadian Scholars' Press, 2010.

<sup>50</sup> Frédérick Guillaume Dufour, *op.cit.*

<sup>51</sup> Peter Laslett, *Family Life and Illicit Love in Earlier Generations. Essays in Historical Sociology*, Cambridge University Press, 1977.

<sup>52</sup> Joan W. Scott et Louise A. Tilly, *Women, Work and Family*, Routledge, 1988.

<sup>53</sup> John E. Goldthorpe, *Family Life in Western Societies, A Historical Sociology of Family Relationships in Britain and North America*, Cambridge University Press, 1987.

<sup>54</sup> Jack Goody, *The Development of the Family and Marriage in Europe*.

<sup>55</sup> Wally Secombe, *A Millenium of Family Change. Feudalism to Capitalism in Northwestern Europe*, London, Verso, 1992; Mary Murray, *The Law of the Father? Patriarchy in the Transition from Feudalism to Capitalism*, Routledge, 1995.

<sup>56</sup> Pavla Miller, *Transformations of Patriarchy in the West, 1500–1900*, Bloomington, Indiana University Press, 1998 ; Mary S. Hartman, *The Household and the Making of History. A Subversive View of the Western Past*, Cambridge University Press, 2004 ; Julia Adams, *The Familial State Ruling Families and Merchant Capitalism in Early Modern Europe*, Cornell University Press, 2007.

économiques et politiques sur l'institution elle-même. Par ailleurs, de nombreuses recherches ont mis à l'épreuve la périodisation du caractère traditionnel de la famille et sa mutation vers une forme dite moderne. De ce processus, s'ensuit toute la tension au sein de la discipline sociologique entre les structures sociales sous-jacentes et les pratiques individuelles. Il paraît alors difficile de distinguer si ces changements qui s'opèrent à l'intérieur de la structure familiale proviennent plutôt de cycles et de conjonctures que de la capacité d'agir de manière indépendante (agency). Le sociologue Wally Seccombe insiste sur le fait que « to achieve this discrimination, essential to the discipline of historical sociology, infrastructural trends must be analysed in the long run.<sup>57</sup> » En replaçant sur la longue durée les changements dont font l'objet les familles, on peut apprécier avec plus de profondeur les éléments impliqués dans la transformation des pratiques familiales.

Depuis plusieurs décennies, donc, la famille est devenue un objet d'analyse riche en renseignements sur les effets de l'industrialisation et de la sécularisation des institutions. Toutefois, approcher la famille peut s'avérer complexe. Au sujet des recherches empiriques dans ce domaine, l'historien canadien Edward Shorter affirmait que les connaissances sur les familles restent « fragiles et sujettes à caution » et que les « tentatives d'explication causale se doivent de demeurer extrêmement prudentes<sup>58</sup> ». Par ce rappel, Shorter soulignait le caractère éminemment hypothétique des considérations au sujet de conditions familiales passées et l'inquiétante tentation de ramener les changements structuraux familiaux à un raisonnement post hoc. Pour sa part, Seccombe constate que « les chercheurs ne sont pas parvenus à élaborer une définition interculturelle satisfaisante de la famille ». La diversité des types de famille est telle que la recherche d'une essence universelle s'est

---

<sup>57</sup> Wally Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 201-202.

<sup>58</sup> Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne. XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, éd. du Seuil, 1977, p. 311.

révélée une entreprise aussi futile qu'idéaliste<sup>59</sup>. Le caractère « traditionnel » de la famille serait plutôt une invention récente qu'une mythique continuité séculaire<sup>60</sup>. De son côté, le sociologue Pierre Bourdieu affirme que la famille n'est rien d'autre qu'un concept classificatoire destiné à décrire et prescrire<sup>61</sup>. La famille serait une « catégorie réalisée ». Cette catégorie « famille », si elle est prise sans définition préalable, pose également problème. Cette particularité rappelle Jack Goody se rencontre lorsque vient le temps de l'étudier avec les outils des sciences sociales. Elle comporte deux facettes ; la notion de famille reste vague et insuffisante pour les fins analytiques d'abord et ensuite, les perspectives comparatives permettant de relativiser le caractère universel de cette catégorie restent minimes<sup>62</sup>. Adopter une perspective évolutionniste et examiner « how things have 'improved' » prévient Goody, n'est pas une approche des plus détachées. Il faut savoir de manière claire ce que signifient des concepts comme le patriarcat, la descendance, etc. pour prétendre à une sorte de progrès. Lorsque vient le temps d'étudier la famille, des questions comme « what was the relationship of the family with the Reformation outside and inside the Catholic Church, with the growth of capitalism and the coming of industrial society ? [...] What precisely did happen to marriage and the family at this period? What aspects of the preexisting family might have assisted these changes? What features resulted from the new forms of socio-economic organisation?<sup>63</sup> » permettent de nuancer l'analyse et d'éviter de tomber dans un déterminisme méthodologique.

---

<sup>59</sup> Wally Seccombe, « Les différents types de famille au sein des modes de production », *Actuel Marx*, vol. 1 n° 37, 2005, p. 34.

<sup>60</sup> *Id.*, *Weathering the Storm. Working-Class Families from the Industrial Revolution to the Fertility Decline*, London, Verso, 1995, p. 208.

<sup>61</sup> Pierre Bourdieu, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 100, n° 1, 1993, p. 33.

<sup>62</sup> Jack Goody, « Women, Class and Family », *New Left Review*, n° 219, 1996, p. 119.

<sup>63</sup> Jack Goody, *The Development of the Family and Marriage in Europe*, Cambridge University Press, 1983, p. 1 et 2.

Ces différents positionnements forcent à spécifier davantage l'objet d'analyse. Si le type nucléaire a dominé la formation des familles occidentales, il n'est pas pour autant un modèle universel qui a persisté à toutes les périodes. La variété des formes familiales, même à l'intérieur de l'Europe et de l'Amérique nous amène à penser les raisons de ces exceptions. En premier lieu, il faut élargir la définition de structure familiale qui est étroitement liée à l'environnement qu'elle occupe ainsi qu'aux liens (économiques comme émotionnels) qu'elle peut tisser avec ses membres. La vision anthropologique des rapports familiaux basés sur la rencontre de deux individus autour desquels gravitent des descendants a souvent entraîné une idéalisation de la parenté<sup>64</sup> et écarté l'aspect matériel et social de la vie familiale à partir duquel sont construites des relations et donc l'identité des individus. Frédéric Le Play a été l'un des premiers à investiguer cette problématique à partir d'un angle sociologique et ethnographique, et a ainsi proposé trois catégories désormais classiques : la famille souche, la famille étendue et la famille nucléaire. Si les deux dernières formes familiales découlent de la première, elles correspondent toutes les trois d'abord et avant tout à des groupes résidentiels. En vérité, à l'opposé de la perspective anthropologique, Le Play concevait la famille comme l'ensemble de personnes vivant dans une même résidence. La maison ou (le foyer) devenait ainsi l'assise d'une typologie qui s'inscrivait au-delà d'un mode de parenté. C'est plutôt le sens de la communauté que celui de la consanguinité qui importe dans l'approche leplaysienne. Max Weber a précisément insisté sur le sens premier du foyer, à savoir l'oïkos grec qui fonde l'oïkonomia, la gestion du ménage, mais qui correspond également à la famille et à la propriété. La communauté familiale parvient à incarner une solidarité

---

<sup>64</sup> Il s'agit des thèses devenues classiques de Claude Lévi-Strauss et Bronisław Malinowski, et avant eux, un texte fondateur de l'anthropologie de la famille, *Systems of Consanguinity and Affinity of the Human Family* (1871), de Lewis Henry Morgan.



qui en dehors de l'union naturelle préalable de deux parents, renvoie à son expérience fondatrice, c'est-à-dire économique et sociale<sup>65</sup>.

La famille repose ainsi sur des filiations aussi bien que sur des foyers. Ces foyers se rapportent aux relations qu'ils renferment. Par exemple, la famille souche leplaysienne renvoie au principe de cohabitation fondé sur l'héritage du fils aîné obligé d'occuper la propriété jusqu'à la mort des parents. Ce qui était apparu à l'époque de Le Play comme une nouveauté était le modèle nucléaire où avait disparu cette dépendance aux parents, où la transmission s'effectuait à travers la séparation résidentielle entre les enfants en couple et leurs progénitures. Ce principe de cohabitation durait donc le temps de l'enfance, jusqu'au mariage d'un fils ou d'une fille. Les travaux de Peter Laslett, de Richard Wall et de l'École de Cambridge ont présenté la famille selon une perspective « continuiste<sup>66</sup> ». Dans *The World We Have Lost* publié en 1965, Laslett, après avoir reconstitué les groupes résidentiels en Angleterre, a montré que la forme familiale restreinte et simple avait dominé durant plusieurs siècles, bousculant le mythe passéiste des grandes familles élargies. Son école a présenté la famille nucléaire comme le modèle dominant de l'histoire, voire universel où la structure familiale reposait sur la corésidence des membres, rien de plus. Plusieurs travaux ont nuancé cette assertion<sup>67</sup> en rappelant la diversité des formes familiales à différentes périodes et parfois sur un territoire restreint. Malheureusement, l'espace manque pour leur réserver à tous un paragraphe.

---

<sup>65</sup> Max Weber, *Économie et société*, t. I, Paris, Plon, 1971, p. 87 ; *id.*, *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1991, p. 57 et sq.

<sup>66</sup> Peter Laslett et Richard Wall, *Household and Family in Past Time*, Cambridge University Press, 1974 ; Richard Wall, *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge University Press, 1983.

<sup>67</sup> John R. Gillis, *A World of Their Own Making : Myth, Ritual, and the Quest for Family Values*, Boston, Harvard University Press, 1996 ; *id.*, *For Better, for Worse: British Marriages, 1600 to the Present*, Oxford University Press, 1985 ; Martine Segalen, *Mari et femme dans la société paysanne*, Paris, Flammarion, 1985 ; Jean-Louis Flandrin, *Familles. Parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Le seuil, 1984.

Attardons-nous cependant à des auteurs qui se sont intéressés aux familles québécoises.

Au Québec, la tradition ethnographique fortement inspirée par Le Play a donné lieu aux premières recherches sur les familles rurales<sup>68</sup>. Léon Gérin fut le premier à s'intéresser à la situation économique du cultivateur<sup>69</sup>. Disciple de l'École de Chicago, Everett Hughes a quant à lui étudié les familles canadiennes-françaises au cœur d'une transition vers l'économie de marché au XX<sup>e</sup> siècle<sup>70</sup>. D'autres auteurs ont jeté une lumière nouvelle sur le principe de résidence qui découle du modèle leplaysien. Ainsi un membre de la famille éloignée, un ami ou même un logeur, en garnissant les rangs de la résidence, pouvaient devenir membre de la famille. Tamara Hareven et John Modell ont montré à travers le phénomène des pensions cette extension possible du foyer familial, un foyer « malléable ». Les familles américaines plus avancées dans le cycle de vie accueillait davantage de logeurs, et ce, sans toutefois avoir des raisons budgétaires<sup>71</sup>. Il semble que ce soit ce transfert entre membres de la famille ou amis qui ait alimenté cette pratique. Plus près de nous, Bettina Bradbury a bien montré la dimension stratégique liée à l'accueil de logeurs, dont le montant de la pension aidait de manière substantielle les familles<sup>72</sup>. En suivant ce raisonnement, Valérie Laflamme a montré que le système fluide des hébergements faisait des logeurs un prolongement des pratiques familiales et que la dichotomie famille/pensionnaire

---

<sup>68</sup> Frédéric Parent a revisité cette tradition monographique, « Les sciences sociales au Québec : l'héritage leplaysien. Présentation », *Les Études sociales*, n° 151, p. 3-9 ; *id.*, « Des sociologues en campagne : sociographie de la différenciation sociale du Québec rural francophone », *Recherches sociographiques*, vol. 55, n° 2, 2014, p. 227-252.

<sup>69</sup> Léon Gérin, *Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de traditions françaises*, Montréal, Éditions Fides, 1948.

<sup>70</sup> Everett Hughes, *French Canada in Transition*, Oxford University Press, 2009 [1943].

<sup>71</sup> John Modell et Tamara K. Hareven, « Urbanization and the Malleable Household: An Examination of Boarding and Lodging in American Families », *Journal of Marriage and Family*, vol. 35, n° 3, 1973, p. 476.

<sup>72</sup> Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender and Daily Survival in Industrializing Montreal*, University Toronto Press, 2007, p. 144.

n'était pas tout à fait claire<sup>73</sup>. Toutefois, la famille ne se résume pas qu'à ceux qui la composent. La famille est impliquée dans des rapports de force permanents avec d'autres groupes. Inspiré de la tradition de l'école de Chicago, le sociologue Frédérick Parent a révélé la logique des relations de pouvoir et du processus de différenciation des classes sociales d'un village contemporain. En étudiant ainsi un lieu rural, on découvre que « les relations sociales dans les espaces religieux, économiques et politiques du village sont fortement organisées dans et par les rapports familiaux endogènes.<sup>74</sup> », permettant de mieux cerner les idéologies à l'œuvre. Cette idée est importante puisqu'elle souligne la persistance de contenus traditionnels, voire anciens, dans les pratiques sociales. En étudiant le XIX<sup>e</sup> siècle, on découvre au même titre qu'à notre époque actuelle, ces persistances qui répondent des influences des élites, des idéologies dominantes et qui structurent (symboliquement du moins) les rapports de classe.

### Problématiques et arguments

La famille et la transition au capitalisme constitueront nos deux points focaux. Nous nous intéresserons aux cycles de reproduction des paysans et des ouvriers, leurs pratiques sociales comme le mariage, la reproduction, le travail, etc. Quelques études ont déjà montré la relation complexe qui existe entre l'économie et l'évolution des formes familiales<sup>75</sup> ; nous examinerons en détail les grands changements socio-économiques de la colonie en portant une attention particulière à la propriété comme

---

<sup>73</sup> Valérie Laflamme, « Vivre en famille ou en pension : stratégies résidentielles et réseaux d'accueil », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1, 2008, p. 93.

<sup>74</sup> Frédérick Parent, *Un Québec invisible. Enquête ethnographique dans un village de la grande région de Québec*, Presse de l'Université Laval, 2015, p. 5.

<sup>75</sup> Wally Secombe, « The Expanded Reproduction Cycle of Labour Power in Twentieth Century Capitalism », in Bonnie Fox, *Hidden in the Household : Women's Domestic Labour Under Capitalism*, University of Toronto Press, 1980, p. 239 ; John Ermisch, « Économie, politique et changement familial », *Population*, vol. 49 n° 6, 1994, pp. 1377-1387.

point de passage entre la famille et l'économie. En vérité, elle se trouve au centre du développement économique et politique du monde atlantique<sup>76</sup> et, au Bas-Canada, elle constitue un moteur de changement incontournable. Parce qu'elle loge au cœur même d'un ordre politique naissant, la propriété apparaît comme une clé de voûte pour comprendre les régulations politiques, juridiques et économiques<sup>77</sup>. Elle permet d'analyser l'impact de ces transformations sur les groupes qui n'occupent pas de position de pouvoir à partir des ressources disponibles pour ceux qui disposent d'une autorité. Nous chercherons donc à comprendre les relations qui existent entre la nature normative et économique d'un régime de propriété et la formation des familles. De là, nos chapitres tenteront de répondre à plusieurs questions : la transition vers une forme capitaliste d'économie a-t-elle changé les relations patriarcales ou les a-t-elle consolidées ? Le capitalisme au Bas-Canada a-t-il fait tomber les derniers murs de la société d'ancien régime ? Par conséquent, peut-on alors parler d'un véritable processus de modernisation ? Quelles sont les spécificités de la famille paysanne avant l'avènement de nouveaux rapports politiques et économiques instaurés après l'abolition du régime seigneurial puis la création de la Confédération ? Quelles étaient les relations entre l'économie, le droit et la politique sous la domination coloniale britannique et comment dans ce contexte, des structures familiales ont-elles été façonnées ? Quelle est la place de l'Église et de la religion dans le processus de régulation morale, etc. ? Ces questions seront aussi examinées à partir de l'expérience du temps. En effet, la tension croissante entre le temps social et le temps naturel jette un éclairage nouveau sur l'expérience économique et sociale des familles. Comme le rappelle Laslett, « the fact remains that social time for the historical sociologist is plural not singular ; that the paces of change which determine that there shall be a

---

<sup>76</sup> Ellen M. Wood, *Liberty and Property: A Social History of Western Political Thought from the Renaissance to Enlightenment*, London, Verso, 2012. ; *id*, *Citizens to Lords: A Social History of Western Political Thought from Antiquity to the Late Middle Ages*, London, Verso, 2011.

<sup>77</sup> Ian McKay, « Canada as a Long Liberal Revolution », Jean-François Constant, Michel Ducharme, *Liberalism and Hegemony. Debating the Canadian Liberal Revolution*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 383.

plurality of social times differ from category to category of social activity<sup>78</sup> ». L'expérience temporelle, nous le verrons, se rationalise progressivement tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les pratiques sociales et familiales se voient tranquillement déterminées par des formes recomposées de discipline, de domination et d'exploitation qui caractérisent le régime social de propriété et le régime de temps moderne à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle.

Julia Adams, Elisabeth Clemens et Ann Shola Orloff soulignent qu'en examinant le développement du capitalisme et de la modernité, l'orientation de nombreuses recherches en sociologie historique ont laissé supposer que, devant la puissante modernisation de l'ordre social, ce processus contribuait à l'effacement de traditions. Elles précisent qu'en s'intéressant davantage à l'interdépendance entre les larges processus et les actions locales, de nouvelles études ont permis de nuancer le caractère homogène de la modernité et ainsi révéler la tension durable entre tradition et modernité<sup>79</sup>. En passant d'une société féodale à une société libérale à l'intérieur d'une période relativement courte, le Canada révèle toute la force de ce processus déjà à l'œuvre en Angleterre et en France depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le Canada, ou plus précisément le Bas-Canada représente par conséquent un terrain privilégié pour une analyse sociohistorique de la transition au capitalisme où se rencontre des forces traditionnelles et des éléments de la modernité occidentale. Bien que le capitalisme et la transformation des relations sociales de propriété constituent le fil d'Ariane de notre thèse, il ne s'agit pas de prétendre qu'ils aient causé seuls un type de société, ni que le processus de modernisation qu'on attribue au capitalisme soit la dynamique primordiale du changement social. Nous serons amenés à étudier les rapports entre l'État et sa population, l'Église et la régulation morale, la ville et la

---

<sup>78</sup> Peter Laslett, « Social structural time : an attempt at classifying types of social change by their characteristic paces » in Michael Young and Tom Schuller (eds.), *The Rythms of Society*, Routledge, 1988, p. 34.

<sup>79</sup> *op.cit.*, p. 66.

campagne, les élites et les classes ouvrières ou entre les membres d'une famille. Enfin, quoique notre étude soit circonscrite dans le temps et dans l'espace et qu'elle se réfère principalement au Bas-Canada (Québec) du XIX<sup>e</sup> siècle, elle s'inscrit dans le courant plus large des transformations sociales, politiques et économiques du monde atlantique.

Notre thèse s'articule donc autour de trois propositions principales. D'abord, une première veut montrer que, sous-estimée dans l'historiographie, l'économie politique classique constitue une puissante idéologie qui a façonné la colonie. Loin d'être un courant secondaire de la pensée politique, elle représente un système axiomatique dont la mise en pratique des concepts a participé au développement de la colonie et à la formation de l'État. L'économie politique classique a contribué à former les élites coloniale et canadienne, et a également déployé un dispositif normatif visant à moraliser les classes sociales. Comme le souligne Bruce Curtis, « the reconstruction of the development of political governance in Canada must combine an analysis of the cultural understandings of the dominant classes with an investigation of changing class forces.<sup>80</sup> » Les contenus culturel, politique et économique de cette doctrine vont donc traverser le XIX<sup>e</sup> siècle et influencer la trajectoire des groupes sociaux. Conjuguée aux autres institutions régulatrices et aux idéologies politiques, l'économie politique classique va donc laisser une marque visible durant tout ce siècle.

Ces institutions et les idéologies qui leur sont rattachées ont toutes en commun la centralité de la propriété dans leur dynamique respective. Qu'il s'agisse de l'Église, du libéralisme ou du système de droit privé (Code civil), la propriété joue le rôle de ciment. Elle structure le champ d'action des classes sociales aussi bien qu'elle produit et renforce un système normatif. Ceci nous mène à notre deuxième proposition, à savoir que la question de la propriété —sa nature, son rôle, ses

---

<sup>80</sup> Bruce Curtis, « Representation and State Formation in the Canadas, 1790-1850 », *Studies in Political Economy*, vol. 28, 1989, p. 81.

ressources et son avenir— a non seulement joué un rôle fondamental dans le processus de modernisation coloniale, mais a également structuré les relations de classes.

La tension entre propriété privée et propriété patrimoniale (ou seigneuriale), les formes de domination patriarcale, le patrimonialisme, etc. n'ont pas entièrement disparu et montrent à quel point la persistance de formes traditionnelles d'autorité ne s'est pas opposée au soi-disant progrès libéral, mais a bel et bien participé au déploiement de la modernité politique et économique. La transition d'un régime de propriété vers un autre correspond également à celle du capitalisme. D'abord la transition normative, c'est-à-dire des règles et des lois relatives à la propriété, à la famille et au mariage va accommoder le capitalisme dans ses deux formes les plus manifestes, à savoir agricole et industrielle. La transition vers une agriculture capitaliste au début du XIX<sup>e</sup> siècle va produire une crise de subsistances et affaiblir la propriété seigneuriale. La transition industrielle va également engendrer des crises sérieuses et révéler des formes de violence, de domination et d'exploitation aux intensités diverses.

Enfin, une troisième proposition, et sans doute la plus importante, consiste à examiner les caractéristiques sociales et politiques de la famille à l'intérieur des transformations mentionnées plus haut et ainsi interroger les formes de modernité qui lui sont d'ordinaire attribuées. La transition au capitalisme pose en effet la question de la modernité, et celle-ci touche l'ensemble de l'organisation sociale. Si la société paysanne a connu une profonde transformation, les formes de domination patriarcale et patrimoniale ont quant à elles été recomposées dans le cadre de la production capitaliste et du marché autorégulé. Ce faisant, il serait logique que dans ce processus, s'épuisent et se dissolvent les contenus traditionnels et les éléments d'ancien régime. Toutefois, notre recherche montre que justement, la formation de l'État, la consolidation de l'Église et l'établissement du capitalisme reposent non seulement sur des formes d'autorité et de domination traditionnelle, mais les reconduit

consciemment dans toutes les sphères de la société. En regard de cette dynamique, notre thèse soutient que les caractéristiques de la famille au début du XX<sup>e</sup> siècle rendent compte avant tout d'éléments traditionnels. Qu'il s'agisse du système de mariages qui reflète le fond patriarcal de la société ou bien qu'il s'agisse de la division du travail agricole ou manufacturier, la « modernité » ne coïncide pas nécessairement avec ces configurations. Au contraire, les actions entreprises par les familles paysannes et ouvrières pour répondre aux contradictions inhérentes de l'économie révèlent quant à elles de véritables stratégies dont la nature s'avère beaucoup plus « moderne ». Malgré la philosophie et le progrès humain que l'économie morale et le libéralisme professaient et défendaient au courant du XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont reconverti les antagonismes traditionnels à l'intérieur de la société capitaliste. Pour comprendre la logique de cette conversion, il faut justement examiner la propriété et les relations sociales qu'elle façonne pour voir apparaître son caractère profondément inégalitaire.

En dernier lieu, notre recherche s'inscrit en opposition directe à toute forme d'idéalisation de la famille sans compréhension sociohistorique de sa transformation. Dans *La fin de la famille moderne* (2000), le sociologue Daniel Dagenais défendait l'idée que la famille moderne était un modèle en crise. Il indiquait que la famille canadienne-française depuis la Conquête, était « inaccomplie dans sa pleine modernité » faisant d'elle une famille pathologique<sup>81</sup>. Préoccupé par le soi-disant éclatement de la famille d'aujourd'hui, sa thèse présentait la famille du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle comme une institution retardée, sans ressources stratégiques ni rationalité et incapable d'agir. Selon Dagenais, le « rabattement sur la sociabilité familiale » sous l'Empire britannique constituait le rapport traditionnel entre la famille et la société au Canada-Français<sup>82</sup>. Cette conception du repli, déjà avancée par Maurice Séguin et les thèses nationalistes de la survivance, présente donc la famille évoluant en vase clos,

---

<sup>81</sup> Daniel Dagenais, *La fin de la famille moderne*, p. 190 et sq.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 178.



déconnectée des activités économique, culturelle et politique de la colonie. Sans analyse sérieuse du concept de modernité et de sa signification historique, sans considérer les rapports de genre et des inégalités, sans restituer la famille dans un contexte de classe sociale, sans problématiser la domination culturelle du capitalisme, le concept de « famille moderne » et de « famille canadienne-française » apparaît comme un concept fermé, anhistorique et hautement problématique.

### Méthodologie et approche analytique

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été l'objet d'analyses et d'interprétations qui ont donné lieu à de nombreux débats. Pensons par exemple à la crise agricole au Bas-Canada à laquelle d'ailleurs nous consacrerons un chapitre. Dans une discussion sur les analyses du géographe Serge Courville concernant cette crise, Robert Sweeny avait soulevé des questions qui constituent des préoccupations de la sociologie historique, notamment celle-ci : « Pouvons-nous expliquer les changements temporels uniquement à partir de documents essentiellement descriptifs?<sup>83</sup> » L'historien posait en effet une question pertinente. La dimension de l'interprétation du matériel historique reste essentielle et, à défaut d'avoir aujourd'hui dans l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle de nombreuses descriptions pour un même phénomène, la compréhension historique à l'aide de concepts opératoires reste à notre sens un exercice incontournable. Ceci dit, l'effort d'interprétation ne doit pas survaloriser les concepts jusqu'à nous faire oublier les matériaux historiques. L'interprétation doit être cohérente avec le contexte qui est étudié. De surcroît, elle doit proposer une lecture dynamique des événements et décrire entre eux les cohérences qu'on ne peut retrouver dans les sources premières, faute de documentation suffisante. C'est là l'effort que tente de fournir une sociologie historique, et pour reprendre l'idée de Charles Tilly, il s'agit d'examiner les « big

---

<sup>83</sup> Robert Sweeny, « Commentaire final », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 41, n° 114, 1997, p. 442.

*structures* » et de permettre une compréhension des « *large processes* ». Pour Frédérick Guillaume Dufour, la sociologie historique se caractérise par « un carrefour (in)indisciplinaire<sup>84</sup> » où doivent justement tomber les frontières disciplinaires. Certes, la sociologie historique comprend diverses méthodes analytiques qui recoupent parfois la méthode historique. Parce que la sociologie historique est entrée depuis longtemps dans une période pluridisciplinaire voire, post-disciplinaire, la science historique et la sociologie se côtoient plus que jamais. Par conséquent, notre étude mobilise un large éventail de sources : journaux, archives politiques, recensements, etc., afin de documenter les pratiques sociales liées à la transition au capitalisme et à la transformation de la famille, et afin d'examiner en détail le développement de la société moderne. Pour l'instant, notons que le choix de sources ainsi que leurs caractéristiques distinctes sont présentés et précisés tout au long de la thèse ainsi que dans les annexes. Nous puisons principalement nos connaissances empiriques des données des recensements du projet *Population et histoire sociale de la ville de Québec* (PHSVQ) et du Projet BALSAC, ce qui nous a permis d'examiner de plus près les familles ouvrières de la ville de Québec. Encore une fois, bien que l'expérience de Québec et de ses régions rurales occupe l'attention de notre recherche, elle traduit des transformations à l'échelle provinciale et dans une certaine mesure, à l'échelle continentale. En vérité, la transition au capitalisme au Bas-Canada, et plus précisément à Québec s'inscrit dans un processus plus large qui concerne les activités économiques du monde atlantique, c'est-à-dire un monde occupé par l'occupation coloniale et dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui.

Toutefois, une étude sociohistorique sur la famille implique quelques contraintes qui limitent les possibilités pour l'enquête. Cette limitation provient d'abord des sources historiques. Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet évoquaient la documentation imparfaite, affirmant entre autres qu'il n'y a pour le Bas-Canada, aucun recensement

---

<sup>84</sup> Frédérick Guillaume Dufour, *La sociologie historique*, p. 3 et sq.

fiable entre 1792 et 1835 et que les preuves demeurent indirectes et les présupposés, incontournables<sup>85</sup>. Ce nuage tend à se dissiper à partir des recensements de 1871 jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Pour mener à bien notre recherche, les recensements nominatifs du XIX<sup>e</sup> siècle, les actes de mariage, les journaux ainsi que des archives seigneuriales constituent des ressources importantes<sup>86</sup>. Or, si elles restent indispensables, elles ne sont pas sans limites. Contourner les contraintes demande parfois une créativité et l'abandon de certaines certitudes. Dans le cas des recensements par exemple, les réponses recueillies par les énumérateurs reflètent un contexte précis qui répondait à des demandes politiques spécifiques<sup>87</sup>. Par exemple, ce n'est que tardivement, en 1891, que le recensement posait pour la première fois la question du chômage et que la famille (ou ménage) suscitait un intérêt politique.

Étudier la famille à partir des recensements ne dévoile qu'une partie du tableau. Elle est en vérité une entité complexe au sein de laquelle se croisent différentes pratiques imperceptibles par les données nominatives. Par exemple, Angela Miles constate une tendance générale à présenter les analyses sociohistoriques du travail domestique comme si elles étaient la vérification théorique de l'oppression des femmes<sup>88</sup>. Elle soulève ici un point intéressant qui consiste à dire ceci: comment peut-on rendre compte empiriquement de cette oppression ? Or est-il suffisant de la supposer ? Faut-il des preuves indéniables rattachées aux sources ? Pour parvenir à expliquer ces

---

<sup>85</sup> J-P Wallot et G. Paquet, « Crédit et endettement en milieu rural Bas-Canada » in Gérard Bouchard et Joseph Goy (sous la direction), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle)*, Centre Interuniversitaire SOREP, 1990, p. 253.

<sup>86</sup> Une partie de notre recherche s'appuie sur l'exploitation des données nominatives des recensements de 1851 à 1911 élaboré par le projet *Population, histoire sociale des familles de la ville de Québec* en collaboration avec le CIEQ. Pour les actes de mariages, nous avons exploité les données du projet BALSAC.

<sup>87</sup> Bruce Curtis, *The Politics of Population. State Formation, Statistics, and The Census of Canada, 1840-1875*, University of Toronto Press, 2001 et *id* « Surveying the Social: Techniques, Practices, Power », *Histoire sociale/Social History*, vol. 35, n° 69, 2002, pp. 83-108.

<sup>88</sup> Angela Miles, « Economism and Feminism: Hidden in the Household : A Comment on the Domestic Labour Debate », *Studies in Political Economy*, vol. 11, 1983, p. 200.

phénomènes qui demeurent intimement liés aux dynamiques familiales, il faut sortir du cadre explicatif des recensements et déployer une approche qualitative sérieuse. Par conséquent, notre approche sociologique à proprement parler, celle-ci se range davantage du côté d'une problématisation explicative et théorético-déductive (*explanatory and theory-testing*) qui demeure en soi « characteristic of a more sociological historical sociology<sup>89</sup> ». Enfin, pour assurer une compréhension des enjeux discutés dans notre thèse, nous avons donc opté pour une analyse qui oscille entre le macro-sociologique et le méso-sociologique<sup>90</sup>.

#### Division de la thèse

Notre réflexion partira donc d'une perspective très large pour aboutir à une analyse plus détaillée des classes sociales et des familles sous le capitalisme industriel. Par conséquent, notre thèse se divise en trois parties subdivisées par des chapitres. Respectueux de l'évolution chronologique, ces chapitres abordent de manière thématique un ou des enjeux particuliers qui s'inscrivent dans le processus de transition au capitalisme. Tous ces chapitres ont comme dénominateurs communs, la propriété, le capital et la famille. D'abord la propriété, car elle implique la transformation de la régulation politique et juridique à laquelle se rattachent une hiérarchie, des relations sociales et des antagonismes. Ensuite, le capital constitue pour les idéologies du XIX<sup>e</sup> siècle et dans les activités économiques, un nouveau fétichisme de la prospérité devant lequel il est essentiel de lever tout obstacle. Avec opiniâtreté, le capital contribuera à faire émerger un discours national fort prônant les bienfaits de l'économie politique et du capitalisme. Enfin, la famille —à partir des classes sociales qui l'identifient— renvoie à une instance agissante entièrement

---

<sup>89</sup> Gerard Delanty et Engin F. Isin (eds), *op.cit.*, p. 6.

<sup>90</sup> Elle permet d'éviter l'opposition classique entre particularisme et holisme, tout en rendant compte de l'apport des deux niveaux d'analyse.

dépendante de la propriété et du capital ou plus largement du politique et de l'économique.

La première partie de notre recherche s'attache à problématiser les impacts du changement de régime à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à partir d'une perspective ancrée dans les relations sociales de propriété préexistantes. Ensuite, elle examinera les fondements normatifs et politiques de la reproduction familiale au Bas-Canada. D'abord, il sera question des auteurs ayant abordé la question de la transition au capitalisme. Ensuite, nous examinerons les origines normatives de la Coutume de Paris. Ce système coutumier et idéologique sur lequel se fondent les activités familiales (mariage, reproduction, formation du patrimoine) se transformera tranquillement au contact des droits canon et civil anglais. En révélant les attentes sociales que construit le droit, les contraintes et les libertés qu'il procure, nous serons en mesure de révéler les rapports antagonistes sur lesquels repose l'unité famille au XIX<sup>e</sup> siècle. Comme la Coutume de Paris encadre également le régime de propriété seigneurial, il sera possible d'analyser les tensions d'une part, entre les familles censitaires et les moyens extra-économiques mis à la disposition des seigneurs et d'autre part, entre la dépendance au marché et les conditions économiques des familles rurales. Nous montrerons que le système seigneurial bas-canadien devient progressivement compatible avec les exigences d'une économie de marché capitaliste et ne forme pas le dernier rempart de la « nation canadienne-française » contre la présence anglaise comme le laisse supposer la thèse de Maurice Séguin et de ses continuateurs. Au contraire, c'est un processus d'intense production sans développement technologique significatif qui caractérise la trajectoire économique du Bas-Canada durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

La deuxième partie tâchera de problématiser la mutation du monde rural et ses conséquences sur les trajectoires familiales. En plus d'une crise de la production, on assistera à une crise profonde de la propriété. Les disettes, le chômage saisonnier ont eu un impact décisif sur les familles agricoles. L'endettement paysan devient alors un

instrument nécessaire à la reproduction sociale. Par conséquent, la dette constitue, tout comme le salaire, le moyen d'intégration à la société capitaliste. En raison d'une intensification du travail agricole combinée à une surexploitation des terres, le Bas-Canada devient un laboratoire du capitalisme agricole. Face aux contradictions existantes entre pauvreté et production, les élites politique et commerciale encouragent de différentes manières l'amélioration du travail agricole notamment par son intensification. L'économie politique s'impose comme doctrine morale et politique, dont l'importance se mesure dans la volonté de suppression de la pauvreté et l'abolition de la propriété seigneuriale jugée avilissante. La commutation des terres va renforcer les rapports de classes en enrichissant les propriétaires et en défavorisant les familles censitaires. Cette période de transition se présente comme un terreau fertile pour repenser l'organisation de la colonie dans un cadre libéral où l'expansion de l'économie capitaliste devient une nécessité. Il en résultera d'abord un Code civil sécurisant la propriété privée et les relations commerciales, puis disciplinant les rapports sociaux de sexe. Ensuite, la Confédération, étape primordiale dans les régulations morales contribuera comme en Angleterre à centraliser les pouvoirs et à façonner la société et les identités<sup>91</sup>.

La troisième partie examine d'abord le magistère moral de l'État et de l'Église que la Confédération et le Code civil par exemple vont venir solidifier. Ensuite, notre analyse nous amènera à problématiser les relations sociales de propriété capitaliste en ville. Durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, le monde urbain voit s'opérer des changements dans la structure familiale où le foyer présente une certaine forme de malléabilité, où la classe ouvrière prend conscience de sa précarité, agit sur le terrain politique, etc. En effet, le déclin de l'industrie navale à Québec, la

---

<sup>91</sup> Image benthamienne que Philip Corrigan et Derek Sayer examinent dans *The Great Arch: English State Formation as Cultural Revolution*, Blackwell Publishing, 1985, p. 173 et sq ; Ellen M Wood parle d'identités « extra-économiques » qui, en raison de leur différence de genre, de race par exemple subissent à divers degrés et sous plusieurs formes la violence de la domination et de l'exploitation, *Democracy against Capitalism*, p. 264 et sq.

multiplication des manufactures et la pression technologique vont faire naître des luttes ouvrières importantes et vont entraîner de nouveaux problèmes sociaux comme le chômage, la pauvreté, l'endettement, la mise au travail des enfants, les problèmes d'hygiène, etc. Mises à l'épreuve, de nombreuses familles vont mettre en place des stratégies pour répondre aux contradictions de la société capitaliste. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le patriarcat est solidement enraciné. Les femmes et les enfants, le groupe le plus vulnérable de la société, se voient absorbés par le capital industriel, alors que la bourgeoisie se distancie des classes inférieures de par ses pratiques sociales et la considération politique qu'on lui prête. Le temps pour le loisir évolue en contradiction avec le temps-horloge de la manufacture. En dépit du discours libéral sur la richesse et l'émancipation politique, le XIX<sup>e</sup> siècle verrouille plus que jamais une société de classe où l'émancipation et la mobilité ressemblent à un mythe. Ce sont plutôt les antagonismes issus d'un vieil ordre qui sont préservés, et où les inégalités de genre sont plus que jamais exacerbées. Comme le rappelle à juste titre Arno J. Mayer, « But too much of the old order remained intact for the new creed to tempt the dominant elites of land, public service, and culture or to make many converts among the peasantry, the petite bourgeoisie, and the laboring masses.<sup>92</sup> »

---

<sup>92</sup> Arno J. Mayer, *The Persistence of The Old Régime : Europe to the Great War*, London, Croom Helm, 1981, p. 276.

Première partie : capitalisme, population et système normatif. Éléments préliminaires  
pour une sociologie historique



## CHAPITRE I

### LES RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ : THÉORIE ET USAGE POUR L'ÉTUDE DU CHANGEMENT SOCIAL

À partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, une transition d'ordre politique et économique s'est enclenchée au Canada, effritant les anciennes relations de classes issues de la France prérévolutionnaire et redéfinissant de nouveaux rapports sociaux libérés de contraintes communautaires. La liberté individuelle et la liberté de propriété deviendront la nouvelle matrice à partir de laquelle prendra forme une société moderne. Ce changement sera entraîné par une transition de relations sociales vers un type capitaliste. Notre thèse cherchera à comprendre pourquoi et de quelles manières subsistent et persistent des formes traditionnelles d'inégalité alors même que se transforment les institutions et les structures sociales. Les trois prochains chapitres s'attarderont à discuter des enjeux théoriques et empiriques autour de la transition au capitalisme et ensuite à souligner l'importance des éléments démographique et normatif pour une analyse sociohistorique de la famille. Ces thèmes se recouperont ailleurs au fil de la réflexion.

L'argument présenté dans notre première partie défend l'idée que pour comprendre les changements au sein des classes et des structures familiales durant le XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, il faut réinterpréter la transition au capitalisme au Canada à partir des apports de la sociologie historique. En ce sens, l'avènement du capitalisme n'instaure pas qu'un régime économique spécifique, mais distribue également son pouvoir dans les sphères culturelle, juridique et politique de la société<sup>93</sup>. Par ailleurs, pour examiner l'ampleur des transformations poussées par ce nouveau régime, il est nécessaire d'introduire des éléments démographiques afin de considérer le

---

<sup>93</sup> Philip D. Corrigan, Derek Sayer, *The Great Arch*, p. 115 et sq.

changement au sein des populations, des classes et des familles<sup>94</sup>. Comme le rappelle Charles Tilly, les études à plus petite échelle qui s'intéressent aux « variations in kinship, household composition, sexual behavior, economic opportunity and demographic constraints » doivent être intégrées aux analyses à grande échelle (large-scale analyses<sup>95</sup>). Les différents points de notre argumentation seront détaillés dans chacun des chapitres qui composent la première partie de la thèse. Cette partie s'attachera à présenter les conditions dans lesquelles les changements politiques, économiques et juridiques initiés par le régime colonial britannique ont rendu possibles les transitions au capitalisme et au libéralisme durant le XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agira d'examiner « les forces » derrière ce changement et de problématiser les conséquences sur les familles rurales et ouvrières.

Dans le présent chapitre, nous chercherons en premier lieu à présenter le concept de relations sociales de propriété et sa pertinence pour la sociologie historique. Ce concept opératoire comporte une signification théorique importante pour l'étude des changements sociaux puisqu'il met en évidence les rapports de pouvoir et leurs composantes sociales, politiques et économiques. Les relations sociales de propriétés s'inscrivent dans la tradition d'analyse de la sociologie historique qui s'interroge sur les stades de développement des rapports de production, des formes de domination et d'exploitation ainsi que sur les diverses manifestations du pouvoir<sup>96</sup>. Nous prendrons en considération l'apport théorique de ce concept afin de problématiser la question du changement socioéconomique et la reproduction sociale. En deuxième lieu, nous défendrons l'idée que l'analyse des trajectoires sociales historiques doit prendre en compte les éléments normatifs et juridiques et leur relation avec l'économie. Enfin,

---

<sup>94</sup> Comme l'ont fait dans leurs travaux respectifs Wally Secombe, Guy Bois, Emmanuel Le Roy Ladurie et Robert Brenner pour ne nommer que ceux-là.

<sup>95</sup> Charles Tilly (ed.), *Historical Studies of Changing Fertility*, Princeton University Press, 1978, p. 7 et sq.

<sup>96</sup> Voir par exemple George C. Comninel, « Historical Materialist Sociology and Revolutions », Gerard Delanty et Engin F. Isin (eds), *Handbook of Historical Sociology*, London, Sage, 2003, p. 85-95.

nous insisterons sur l'importance de considérer le patriarcat et les inégalités de genres qui ne sont pas explicitement pris en compte par le cadre conceptuel des relations de propriété.

Les relations de propriété aident à comprendre l'intégration des classes aux hiérarchies et à conceptualiser la distance qui existe entre pouvoirs politiques et individus. Ces relations humaines lient l'organisation familiale à des rapports de domination spécifiques qui influencent et conduisent à certains types d'action. Le pouvoir patriarcal par exemple, soutenu par des contraintes normatives (cf. Coutume du Paris), ou encore la séparation des moyens de production médiatisés par le salaire dans le capitalisme industriel constituent des exemples de rapports de pouvoir spécifiques. Du point de vue économique, les familles entretiennent aussi un rapport matériel. L'épargne, l'endettement, le patrimoine sont à la base d'un développement inégal des trajectoires sociales. Au Québec et au Canada, plusieurs chercheurs ont abordé ces problématiques à différentes périodes de l'histoire avec des approches diverses. Par exemple, la constitution et la transmission du patrimoine<sup>97</sup>, l'endettement comme stratégie de reproduction familiale<sup>98</sup>, l'accès inégal à la propriété<sup>99</sup> et l'expérience du chômage<sup>100</sup> montrent bien les rapports entre les individus et les structures, mais également entre la capacité d'agir (agency) et la détermination.

---

<sup>97</sup> Sylvie Depatie « La transmission du patrimoine au Canada (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) : qui sont les défavorisés ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 4, 2001, pp. 558-570 ; Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996.

<sup>98</sup> Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 4, 1982, pp. 483-521.

<sup>99</sup> Gordon Darroch et Lee Soltow, *Property and Inequality in Victorian Ontario: Structural Patterns and Cultural Communities in the 1871 Census*, Toronto, University of Toronto Press, 1994.

<sup>100</sup> Peter Baskerville, Eric W. Sager, *Unwilling Idlers: The Urban Unemployed and Their Families in Late Victorian Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1998.

La propriété reste centrale dans le développement du Canada colonial. Au XIX<sup>e</sup> siècle par exemple, les positions sociales qui déterminent l'appartenance à une classe se rapportaient davantage à des rapports précis à la propriété. Autrement dit, la propriété constituait la pierre de touche de l'édifice hiérarchique de la société. Ces inégalités sociales structuraient l'univers du travail, distinguant les propriétaires des non-propriétaires<sup>101</sup>. Si le droit à la propriété renvoie d'abord à une réalité juridique (cf. Principe de primogéniture, incapacité juridique des femmes), ses principes économique et politique infléchissent eux aussi la trajectoire d'une société. Comme le rappellent Gordon Darroch et Lee Soltow<sup>102</sup>, les simples éléments relatifs à la distribution de la propriété, son processus d'acquisition ainsi que les caractéristiques sociales des propriétaires et des non-propriétaires sont fondamentaux pour le développement d'une société. Ce qui mène Catharine A. Wilson à penser que la propriété loge bien au centre des préoccupations stratégiques familiales en raison de la « valeur » qu'on lui attribue économiquement, mais aussi du point de vue social et politique, car elle procure une sécurité, une stabilité, une intimité.<sup>103</sup> Les différents types de familles qui traversent l'histoire occidentale dépendent ainsi de conditions liées aux formes de propriété et de rapports de production spécifiques<sup>104</sup>. Les liens qui unissent famille, classe et propriété nous incitent donc à porter une attention particulière aux relations qui s'organisent autour de la propriété et pour la propriété.

---

<sup>101</sup> Bien que Gérard Bouchard n'emprunte pas cette voie pour ses propres analyses, il en constate l'importance décisive, voir *Tous les métiers du monde : Le traitement des données professionnelles en histoire sociale*, Presses de l'université Laval, 1996, p. 35.

<sup>102</sup> Gordon Darroch, Lee Soltow, *Property and Inequality in Victorian Ontario: Structural Patterns and Cultural Communities in the 1871 Census*, University of Toronto Press, 1994, p. 3 ; 84 et 203.

<sup>103</sup> Catharine Anne Wilson, *Tenants in Time: Family Strategies, Land, and Liberalism in Upper Canada, 1799-1871*, McGill-Queen's Press, 2008, p.15.

<sup>104</sup> Wally Secombe, « Les différents types de famille au sein des modes de production », p. 37. Évidemment, la réalité s'avère beaucoup plus complexe que ce que prétendait Engels dans *L'origine de la famille*. Toutefois, l'intuition selon laquelle, la famille est soumise aux contraintes de la propriété est encore pertinente *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éditions sociales, Paris, 1975, p. 18.

Au Canada, les classes sociales du XIX<sup>e</sup> siècle ont contribué au renouvellement de relations spécifiques à la propriété, relations qui déterminaient à leur tour l'orientation des actions sociales. Par exemple, l'accroissement de l'endettement de la classe agricole au XIX<sup>e</sup> siècle agissait directement sur les stratégies de reproduction des familles confrontées aux contradictions de l'économie. Les familles dont le patrimoine était hérité développaient plutôt des stratégies de reproduction orientées sur le maintien de leur position sociale. Ce n'est pas la propriété comme institution juridique et politique qui se trouve susceptible d'influencer la trajectoire historique d'une société, mais bien les relations qu'elle rend possibles. Ces relations particulières produisent les formes d'une culture particulière, voire d'une coutume acquise sur des siècles et qui déterminent une partie importante de la reproduction familiale et sociale.

### 1.1. Les relations sociales de propriété comme cadre d'analyse sociohistorique

Nous avons abordé dans notre introduction l'influence du marxisme politique sur le débat à propos de la transition au capitalisme. Nous aimerions revenir sur certains aspects de ce courant théorique. À défaut d'y inclure l'ensemble des auteurs et de disséquer une à une leur thèse respective, nous préférons nous attarder à un auteur en particulier qui a proposé un cadre d'analyse solide et dont les discussions à son sujet n'ont pas cessé d'être à l'ordre du jour. L'historien Robert Brenner a conceptualisé la propriété et les relations qui la structurent de manière à révéler les dynamiques sociales conflictuelles ou potentiellement subversives tout en portant une attention particulière au processus de hiérarchisation qui en découle. Outre cette possibilité de tensions sociales<sup>105</sup>, on y découvre les acteurs sociaux qui sont à la fois au centre de

---

<sup>105</sup> À titre d'exemple, Allan Greer a proposé une interprétation des rébellions républicaines basée sur les tensions de ce types in *The Patriots and the People: The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*. Nous présenterons une réflexion similaire sur la crise agricole de 1805 et l'abolition du régime seigneurial au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

conflits, mais également partie intégrante du façonnement d'une société et de ses fondations hiérarchiques. À l'instar de Edward. P. Thompson, Brenner « propose une compréhension relationnelle des textures sociales à travers une analyse des relations sociales de propriété et des médiations institutionnelles qui inscrivent le moment d'appropriation dans une forme de vie sociale<sup>106</sup> ». Il priorise le caractère « social » du changement, c'est-à-dire en prenant en considération les classes sociales et par extension, les familles comme des agents sociaux plutôt que de prêter une attention exagérée à la circulation du capital et aux régulations économiques.

Brenner a provoqué un débat en publiant en 1976 un article intitulé *Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, dans lequel il proposait une analyse du développement économique de l'Europe basée sur les relations de classes. Ce à quoi ont répondu les historiens Emmanuel Le Roy Ladurie, Michael Postan, John Hatcher pour ne nommer que ceux-là, jugeant que cette approche marxiste réduisait l'éventail des possibilités analytiques<sup>107</sup>. Ces répliques ont amené Brenner à expliquer davantage sa proposition théorique. Ses contradicteurs ont réitéré l'importance primordiale des cycles démographiques et agraires sur les relations de classes alors que Brenner leur reprochait de ne pas vouloir considérer les conflits potentiels à l'intérieur des structures des propriétés terriennes. Plus tard, Wally Seccombe notera l'apport considérable des deux partis sur le plan de la théorisation du développement économique précapitaliste européen sans pourtant concéder l'avantage à l'un ou à l'autre<sup>108</sup>. Renvoyant alors dos à dos les positionnements marxistes et malthusiens, Seccombe a quant à lui élaboré une position mitoyenne sur laquelle il sera important de revenir plus loin. Mais tout

---

<sup>106</sup> Sébastien Rioux, Frédéric Guillaume Dufour, « La sociologie historique », p. 126.

<sup>107</sup> M.M. Postan, J. Hatcher, « Population and Class Relations in Feudal Society », *Past & Present*, n° 78, 1978, p. 26 ; Emmanuel Le Roy Ladurie, « Agrarian Class Structure », p. 55-59.

<sup>108</sup> Voir l'appendice « A Note on the Brenner Debate » in Wally Seccombe, *A Millenium of Family Change*, p. 247.

d'abord, il est nécessaire de revoir l'argument général de Brenner afin de considérer le potentiel de son cadre d'analyse et son application au Bas-Canada.

Pour Brenner, les historiens qui étudiaient jusqu'à ce jour le développement économique dans la période préindustrielle de l'Europe n'ont porté leur attention que sur les dimensions réputées « objectives » telles que les variations démographiques, le marché et sa croissance<sup>109</sup>. Leur approche concevait les classes sociales comme une abstraction économique. De nombreux démographes et historiens persistaient à croire que l'activité économique, peu importe l'époque, était une activité naturelle et universelle. Or pour Brenner, la pierre d'achoppement du dynamisme économique n'était ni la monnaie ni l'échange, mais les relations sociales nécessaires au développement économique perpétuel. De cette réalité émergent des conflits inséparables du fonctionnement même de l'économie et des dynamiques sociales. Ce sont en vérité les relations à l'intérieur des structures de classes qui déterminent la « manière et le degré auquel un changement démographique et commercial particulier aura une incidence sur le développement à long terme de la distribution de la richesse et de la croissance économique<sup>110</sup> ». Que suppose Brenner en insistant sur les rapports sociaux qui découlent des formes d'organisation du travail ? Son analyse de la transition du féodalisme au capitalisme en Europe permet de saisir la portée de son approche. D'abord, il fait remarquer deux éléments essentiels à la structure de classe à l'intérieur de laquelle existe une dynamique relationnelle autour de la propriété et du travail. En premier lieu, l'existence de relation des exploitants entre eux, dont les activités constituent le maintien de leurs acquis et de leur position sociale. Ensuite, l'existence de relations potentiellement antagonistes entre les producteurs et les exploitants. C'est donc cette armature relationnelle où se croisent des forces politique,

---

<sup>109</sup> Brenner fait ici référence aux institutionnalistes (cf. D.C. North et R. P. Thomas, *The Rise of the Western World*, Cambridge, 1973) ainsi qu'aux approches historiques basées sur des postulats smithiens de l'économie (*historicized smithianism*) et les fondements malthusiens de la croissance.

<sup>110</sup> Robert Brenner, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe », *Past and Present*, n° 70, p. 31.

sociale et économique qui constituent les relations sociales de propriété que Brenner définit comme suit :

« (...) the relationships among the direct producers, among the members of the class of exploiters (if any exists), and between the exploiters and producers, which specify and determine the access of the individual economic actors (or families) to the means of production and to the economic product. In every social economy, such property relations will exist and make it possible for the direct producers and exploiters (if any) to continue maintain themselves in the class position they already held. But more to the point, these property relations, once established, will determine the economic course of action which is rational for the direct producers and the exploiters, that is, their rules of reproduction<sup>111</sup>. (Nous soulignons) »

On retrouve dans cette définition la dynamique inhérente aux rapports qui unissent le producteur direct et l'exploitant qui profite sans produire. Ces rapports se situent à la base des activités économiques et influencent la trajectoire de la société. Autrement dit, « la forme de relation de propriété fixe les règles pour la reproduction individuelle des acteurs économiques et exerce une influence sur le développement ou la stagnation des structures économiques<sup>112</sup> ». Brenner insiste alors sur le caractère reproductif des actions dont la rationalité n'est jamais remise en doute par les acteurs eux-mêmes. En effet, Brenner touche ici à une dimension sociale particulièrement intéressante qui aurait gagné à être détaillée. Le caractère rationnel des rapports sociaux reste pénétré d'une normativité qui puise entre autres dans le droit de propriété. Notons ceci pour le moment: afin de comprendre l'apparition ultérieure d'une nouvelle forme d'organisation sociale, on doit expliquer de quelle manière les relations de propriété capitaliste parviennent à dominer l'ensemble d'une société. Pour aborder ce problème adéquatement, il faut non pas détailler les relations sociales de propriété précapitalistes et leur mécanisme de reproduction uniquement, mais savoir pourquoi et comment les acteurs économiques cherchent à conserver, voire à

---

<sup>111</sup> *Id*, « Economic Backwardness in Eastern Europe in Light of Developments in the West » in D. Chirot, *The Origins of Backwardness in Eastern Europe*, University of California Press, 1991, p. 18.

<sup>112</sup> *Ibid*, p. 19.



renforcer ces relations précapitalistes alors même qu'une économie capitaliste s'institutionnalise progressivement<sup>113</sup>.

Dans un régime social de propriété féodale, les familles paysannes tout comme les seigneurs n'avaient pas besoin de passer obligatoirement par le marché pour assurer leur reproduction sociale. Autrement dit, ils n'étaient pas dépendants d'une concurrence de produits divers<sup>114</sup>. Le moyen pour les seigneurs de se reproduire socialement reposait sur l'acquisition de nouvelles terres. La colonisation demeurait donc une forme d'investissement productif. Son mécanisme d'expansion renforçait davantage un ordre politico-juridique qu'une croissance économique<sup>115</sup>. Cette dynamique d'appropriation de terres reposait sur un ensemble de règles durables qui consolidaient une ancienne structure sociale et d'anciens *habitus* économiques. De leur côté, les paysans adoptaient des stratégies basées sur la transmission patrimoniale, le morcellement des terres et l'économie de subsistance. Ce sont d'une manière générale les deux types de rationalité qui prévalaient dans l'Europe féodale et qui organisaient de manière significative le développement économique de cette période.

Si l'on suit Brenner, la transition d'une forme antérieure d'organisation sociale vers une forme plus moderne dépend donc de l'émergence d'éléments caractéristiques de relations capitalistes. Ces éléments comprennent l'accumulation du profit grâce à la réduction des coûts ainsi que la mise à l'écart des acteurs insuffisamment compétitifs. Cette transition s'effectue lorsque le producteur, séparé de ses moyens de subsistance, se trouve incapable d'adopter les stratégies de reproduction qu'il a toujours utilisées, qu'il doit obligatoirement passer par le marché pour subvenir à sa subsistance, et donc réorganiser ses stratégies. Ce marché quant à lui génère une compétition entre les exploitants qui affermit leur position dominante. Cette dynamique constitue donc

---

<sup>113</sup> *Ibid*, p. 20.

<sup>114</sup> Robert Brenner, « The Agrarian Roots of European Capitalism », *Past & Present*, n° 97, 1982, p. 24.

<sup>115</sup> *Ibid*, p. 26.

une des étapes vers la consolidation de relations de propriété capitaliste. Une fois établies, ces relations ont tendance à réorienter les possibilités stratégiques des acteurs économiques. Elles se développent par un accès au marché et à travers des mécanismes de concurrence. Qu'il s'agisse de l'époque féodale ou capitaliste, la présence d'une structure sociale et d'activités politiques et économiques spécifiques renvoie à « différentes opportunités » et à « différentes réponses » qui impliquent des conséquences sur l'économie<sup>116</sup>. Ainsi, c'est grâce à divers mécanismes propres au régime social de propriété que sont dessinés les contours du développement de la production et de la consommation<sup>117</sup> à l'intérieur des divers groupes sociaux.

Ce serait toutefois une erreur de voir dans la présentation générale de ce concept un déterminisme ou encore un quelconque mécanisme universel réduisant la réalité sociale à une expérience linéaire. La comparaison des trajectoires de l'Europe de l'Est et de l'Ouest suffit pour contredire toute forme d'évolution uniforme. Par ailleurs, Brenner met en garde le lecteur contre une vision idéalisée des classes sociales où il n'y aurait dans l'histoire que deux protagonistes. Il existe également des conflits à l'intérieur même des classes sociales. En plus de critiquer le réductionnisme « mono-causal » de certaines approches, le concept de relations sociales de propriété s'oppose à toute forme de téléologie qu'elle soit issue du marxisme traditionnel et d'autres théories sociales<sup>118</sup>.

## 1.2. Relations sociales de propriétés et genre

À la suite des répliques suscitées par sa thèse, Brenner a laissé de côté certaines intuitions pourtant dignes d'attention afin de reformuler avec plus de précision sa problématique principale. Ainsi, il a mentionné les familles comme étant des acteurs

---

<sup>116</sup> Robert Brenner, « The Agrarian Roots of European Capitalism », p. 16-17.

<sup>117</sup> *Loc. cit.*

<sup>118</sup> Sébastien Rioux, Frédéric Guillaume Dufour, *op. cit.*, p. 127.

sociaux (supra) sans que rien ne soit fait pour percer le mystère de leur relation interne. L'insistance que porte Brenner sur les rapports conflictuels et inégaux entre les non-producteurs et les producteurs reste un point fort de sa théorie du développement économique et des transitions de régimes. Toutefois, la dynamique relationnelle qu'il conçoit s'arrête là. La notion d'acteur économique y est prédominante et laisse moins de place aux réalités sociales multiples des acteurs sociaux. Par exemple, la réalité qui correspond aux classes est aussi une réalité familiale qui implique des éléments de consommation et de stratégies de reproduction biologique et sociale. L'idée avancée ici est de rendre compte de l'importance des rapports familiaux (à travers le système de mariage, de conception, de division sexuelle du travail, etc.) pour une analyse faisant reposer le développement de l'économie moderne sur une dynamique de classes. Circonscrire les éléments de la dimension patriarcale et de la division sexuelle de la famille par exemple permet de saisir plus précisément les influences de la transformation économique sur les familles ainsi que leur participation malgré elles au maintien des formes de domination.

Brenner insiste sur le caractère reproductif des relations de propriété en mettant l'accent sur les façons dont les « economic actors reproduce themselves ». Toutefois, son cadre d'analyse s'intéresse aux classes sans approfondir les processus par lesquels les familles se renouvèlent au sein de leur propre classe. La famille se reproduit effectivement à l'intérieur d'une classe sociale où l'héritage (accumulation d'un patrimoine matériel) est transmis dans le but non pas de conserver la condition sociale des héritiers uniquement, mais d'améliorer leur position sociale. La famille demeure significativement dépendante des conditions socioéconomiques du régime de propriété dans lequel elle vit. Il paraît clair que les activités domestiques et celles

liées au travail participent activement au développement des sociétés<sup>119</sup>. Toutefois, Brenner laisse le lecteur sur sa faim lorsqu'il affirme ceci :

« To ensure the continuance of their families into the futures, they [the peasant] also sought to ensure their childrens' inheritance for their holdings. Meanwhile, they tended to find it rational to have as many children as possible, so as to ensure themselves adequate support in their old age. The upshot was relatively large families and the subdivision of plots on inheritance<sup>120</sup>. »

Brenner reconnaît le caractère reproductif de la famille sur le plan biologique et social. Or faut-il se contenter de son explication alors que les rapports sociaux de sexe et les différentes formes de domination patriarcale ne sont pas mentionnés ? Qu'en est-il des femmes, des filles, du système de mariage ? Comme le rappelle le sociologue Bruce Curtis au sujet des conditions familiales sous le capitalisme, « while an examination of the structural features of capitalism reveals the structural bases of domestic labour and the working family, it does not explain the sex-based division of labour between working class men and women<sup>121</sup> ». La théorie de Brenner reconnaît de facto l'existence d'une position patriarcale à la fois du paysan et du seigneur, sans toutefois approfondir les conditions de sa structure. Évidemment, les relations sociales de propriété permettent de comprendre la dynamique sociale située dans un contexte politique et économique précis. Or, ce concept gagnerait en précision s'il éclairait du même coup des dynamiques situées à un degré plus familial que celui de classe, c'est-à-dire au degré des rapports sociaux de sexe.

---

<sup>119</sup> « [...] après tout, le vrai corps de la famille, la relation de propriété, l'attitude exclusive en rapport avec les autres familles, force la cohabitation —relations déterminées par l'existence des enfants, de la structure des villes modernes, de la formation du capital, etc. — tout cela fut préservé, malgré de nombreuses violations, car l'existence de la famille devient nécessaire par son attachement au mode de production qui existe indépendamment de la volonté de la société bourgeoise ». (Trad. libre) *Marx-Engels Collected Work, General Works 1843-1895*, tome V, p. 181.

<sup>120</sup> Robert, Brenner, *Origins of Backwardness in Eastern Europe*, p. 25.

<sup>121</sup> Bruce Curtis, « Capital, The State and the Origins of the Working Class Household », in Bonnie Fox, *Hidden in the Household : Women's Domestic Labour Under Capitalism*, University of Toronto Press, 1980, p. 130.

Brenner était bien conscient des oppositions à l'égard de sa thèse. Il avait déjà souligné les dissensions possibles autour d'une conceptualisation des transitions économiques et sociales faite sur la base des processus de reproduction des classes et de leur conflit<sup>122</sup>. Sans remettre en question sa contribution théorique et les intuitions qui la supportent, il importe de souligner quelques failles non pas dans sa conceptualisation du développement économique, mais dans l'attention accordée à certains aspects du changement social. Premièrement, si Brenner a souligné certains cadres normatifs historiquement spécifiques dans lesquels se déploient les stratégies des acteurs, notamment dans *Merchants and Revolution* en insistant sur les réformes juridiques que peut entreprendre la classe dominante afin de conserver une « politically constituted forms of private property<sup>123</sup> », nous croyons néanmoins que cet aspect juridico-politique devrait faire l'objet d'une plus grande attention lorsqu'il s'agit d'analyser les classes sociales et les familles sous les régimes précapitaliste et capitaliste. Considérer les contenus normatifs (les lois et les coutumes) porte un éclairage intéressant sur la manière dont les rapports économiques peuvent être supportés par un système de lois. Deuxièmement, si la dimension patriarcale des relations sociales de propriété paraît évidente, les rapports de genre et les formes de domination qui en dépendent ne se trouvent pas pour autant problématisés. L'absence d'une théorisation du patriarcat<sup>124</sup> limite la possibilité de nuancer l'expérience des conflits de genre à partir des dispositifs politique, juridique et économique qui les rendent possibles. Brenner développe son argument dans un cadre d'analyse qui, à

---

<sup>122</sup> *Id.*, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe », p. 47.

<sup>123</sup> Robert Brenner, *Merchants and Revolution: Commercial Change, Political Conflict, and London's Overseas Traders, 1550-1653*, Princeton University Press, 1993, p. 571 et sq. ; 652.

<sup>124</sup> Cette critique s'étend d'ailleurs à l'ensemble des auteurs impliqués dans le débat sur la transition du féodalisme au capitalisme depuis plus de quarante années. En reprenant les travaux de Maurice Dobb, Peter Sweezy, Immanuel Wallerstein et d'autres, Mary Murray constate que « nowhere in that debate has the issue of patriarchy been examined [...] Women were for years hidden from history. They have also been hidden from much historical sociology to date », *op.cit.*, p. 4.

partir d'un angle féministe marxiste, pourrait être identifié comme « malestream<sup>125</sup> ». Nous tempérons cette critique et ajoutons que les propositions de Brenner demeurent pour la sociologie historique des plus prolifiques et ouvrent la porte à des approfondissements théoriques fort intéressants.

### 1.3. Les fondements normatifs des relations sociales de propriété

La propriété, rappelle Marx, s'est développée à chaque époque de manière différente en fonction de rapports sociaux différents<sup>126</sup>. Et ces rapports sociaux impliquent une modification des rapports coutumiers et traditionnels au sein des classes sociales. L'imbrication entre le droit et l'économie, entre la coutume et la tradition<sup>127</sup> permet de théoriser la transition au capitalisme en considérant aussi bien le système normatif que le type de relation économique. Pour comprendre le fonctionnement des normes et des sanctions dans le cadre d'un régime de propriété spécifique, il importe de connaître leur logique. Ainsi, à l'intérieur de chaque communauté subsistent des règles et des sanctions qui régulent la vie sociale et qui correspondent à une certaine évolution juridique. Pour Philip Corrigan et Derek Sayer, les éléments du droit expliquent d'une manière importante la façon dont se développent les structures économiques vers une forme plus moderne<sup>128</sup>.

---

<sup>125</sup> Un néologisme forgé par Mary O'Brien dans *The Politics of Reproduction*, Routledge, London, 1981. A notre connaissance, il ne semble pas exister de critique féministe du modèle brennerien spécifiquement à l'exception de la réflexion de Mary Murray (1995) qui apporte une lumière intéressante. Pourtant, on peut noter dès la parution en 1977 de *The Main Enemy* de Christine Delphy, une charge contre le marxisme en général qui oblitère la dimension sexuée et genrée du travail au profit des classes sociales et leur conflit comme catégorie d'analyse unidimensionnelle.

<sup>126</sup> Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 160.

<sup>127</sup> Dans le troisième livre du *Capital*, Marx note en prenant l'exemple de la rente transformée en argent (rente-argent) la modification du « rapport coutumier traditionnel entre les subordonnés qui détiennent et cultivent une partie du sol, et le propriétaire foncier ».

<sup>128</sup> Philip Corrigan et Derek Sayer, « How the Law Rules: Variations on Some Themes in Karl Marx » in Bob Fryer and Alan Hunt (eds.) *Law, State, and Society*, London, Croom Helm, 1981, pp. 21-53 ;

Pour expliquer l'absence de développement économique significatif durant la longue période féodale en Europe, Brenner affirme que les paysans et les seigneurs adoptaient certaines pratiques et certaines stratégies qui correspondaient à leur position sociale<sup>129</sup>. La rationalité et le sens de leurs actions restaient conformes aux hiérarchies et aux inégalités établies sans qu'il n'y ait de contestation apparente. Si la reproduction sociale était assurée de cette manière, c'était en raison du cadre politique dans lequel elle s'effectuait. Prenons par exemple la propriété seigneuriale au Bas-Canada. Elle présentait le cadre principal des interactions entre les classes sociales. Ce régime de propriété régulait l'organisation sociale, légitimait les rapports de pouvoir et la classe dominante disposait de sanctions et de moyens de coercition. Les sources du droit coutumier sur lesquelles se basait ce régime s'avèrent donc essentielles pour une analyse du développement économique. Lorsqu'il s'agit d'interroger le rapport entre les normes et le pouvoir économique et politique, la question, rappelle Karl Renner, est de connaître l'origine des institutions juridiques et de savoir ensuite comment l'économie parvient à produire de nouvelles normes sociales<sup>130</sup>. Si Brenner n'aborde pas directement la question juridique à partir de cet angle, il la pose à partir de la capacité d'agir des acteurs sociaux.

Le recours au prélèvement d'une part de la production agricole et l'usage d'autres frais constituent la stratégie la plus efficace des seigneurs afin de maintenir leur légitimité sociale<sup>131</sup>. Ce dernier aspect est significatif. Brenner rappelle que ce contrôle extra-économique (extra-economic compulsion) assure aux seigneurs-exploitants le maintien de leur position économique et inscrit les autres membres dans un processus de subordination. Ce qui permet à ces contraintes extra-économiques de

---

Karl Renner, *The Institutions of Private Law and Their Social Functions*, London, Routledge, [1949], 1976, p. 56.

<sup>129</sup> Robert Brenner, *op.cit.*, p. 22.

<sup>130</sup> Karl Renner, *op.cit.*, p. 56.

<sup>131</sup> Robert Brenner, *op.cit.*, p. 23.

s'exercer, c'est l'existence de règles juridiques qui légitime leur usage. La justice seigneuriale reconnaît ce principe par le *jus utendi* et *jus abutendi*<sup>132</sup>. Le prélèvement des impôts, des rentes et de toutes autres formes de taxes constitue les rouages d'un mécanisme de contraintes à la base de l'organisation juridique de la propriété seigneuriale. C'est pourquoi, il importe de considérer les institutions juridiques et politiques comme étant constitutives de la médiation des relations sociales de propriété, c'est-à-dire de relations toujours légitimées et maintenues par un dispositif institutionnel contraignant<sup>133</sup>.

#### 1.4. Patriarcat et relations sociales de propriété

Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la nature du système juridique colonial canadien reposait sur une séparation stricte des sexes. Cette division recoupait tout le dispositif normatif, qu'il concerne le travail, le mariage et la propriété. Si cette distinction des genres prend son origine dans les normes et coutumes, elle va se reproduire sans obstacle durant l'avènement du capitalisme industriel et du marché du travail<sup>134</sup>. Comme le rappelle Secombe, l'erreur de plusieurs historiens de l'Europe a été de prétendre que le foyer paysan était géré en parfaite égalité et que c'est sous le

---

<sup>132</sup> *Dominium est jus utendi et abutendi re sua, quatenus juris ratio patitur* se rapportant au droit romain qui accorde le droit d'user et d'abuser de la chose autant que le droit le permet (ou qu'il soit conforme à la raison du droit). Ce principe est encore aujourd'hui à la base de la propriété moderne.

<sup>133</sup> Frédéric Guillaume Dufour, « *Proprietas* et *Dominum* au cœur de la réorganisation des relations d'appropriation féodales: le débat entre Guillaume d'Ockham et Jean XXII », in Marie-Pierre Boucher (sous la direction), *La propriété et ses multiples*, Montréal, Éditions Nota Bene, 2009. p. 72.

<sup>134</sup> « Historically, capitalism was the inheritor of a variety of institutional remnants left over from feudal structures. Among the most significant there were sex relations of property, authority, and a sex-typed division of labour. Once these remnants were incorporated and remoulded within the bourgeois order, they became active components of the social formation as a whole—reproducing and being reproduced by it. Regardless of their precapitalist origins, therefore, sex relations and family relations have become capitalist relations in the bourgeois epoch, and must be studied as such » in Wally Secombe, « The Housewife and Her Labour under Capitalism », *The New Left Review*, vol. 1, n° 83, 1974, p. 5.



capitalisme que sont apparues les inégalités de sexe<sup>135</sup>. Au contraire, dans la paysannerie précapitaliste, la ségrégation des sphères de travail était renforcée au point où ces délimitations normatives avaient une incidence sur la vie sociale (exclusion des femmes de la vie politique)<sup>136</sup>. La division sexuelle du travail domestique a donné lieu à plusieurs études sur la France et l'Angleterre. Pourtant pour Seccombe, elles ont nourri l'impression que cette division était le produit direct du capitalisme alors que son origine résidait davantage dans l'organisation patriarcale des sociétés précapitalistes<sup>137</sup>. Le capitalisme n'a en réalité que recomposer ces rapports. Si en effet cette division sexuelle du travail comporte une nouvelle dimension sous le capitalisme, c'est d'abord parce qu'elle a su se renouveler en se conformant aux exigences sociales et économiques du capitalisme lui-même. Pour Seccombe, l'image du breadwinner et du salaire unique au XIX<sup>e</sup> siècle constitue une puissante idéologie inégale du travail qui a traversé toutes les classes<sup>138</sup>. Le triomphe du capitalisme résiderait donc dans le bouleversement des structures des propriétés rurales sans avoir supprimé la logique normative des relations patriarcales. La transition au capitalisme n'avait pas émancipé les travailleurs hommes et femmes comme le supposaient les théories libérales, mais avait plutôt stabilisé définitivement le cadre normatif du patriarcat sur la base d'une division des genres dans le cadre d'une économie capitaliste<sup>139</sup>.

---

<sup>135</sup> Wally Seccombe, *A Millennium of Family Change: Feudalism to Capitalism in Northwestern Europe*, London, Verso, 1992, p. 86.

<sup>136</sup> *Ibid*, p. 85.

<sup>137</sup> Seccombe a été en mesure de combiner à la fois les notions abstraites du marxisme et les considérations plus sociologiques, c'est-à-dire « [f]rom a sexless and epochal abstraction of the capitalist mode of production » vers « the sexist and historically periodized concrete and developed capitalist societies ». Wally Seccombe, « Domestic Labour and the Working-Class Household » in Bonnie Fox, *op.cit.*, p. 59 sq.

<sup>138</sup> Wally Seccombe, « Patriarchy Stabilized: The Construction of the Male Breadwinner Wage Norm in Nineteenth-Century Britain », *Social History*, vol. 11, n° 1, 1986, p. 54.

<sup>139</sup> On retrouve également la consolidation du contrôle patriarcale des naissances et donc de la fécondité en milieu rural. La régulation des moyens de contraception, l'opportunité de faire travailler les enfants, etc., recomposent la dimension normative des relations de genre dans le cadre du mariage.

Le concept de relations sociales de propriété permet de comprendre le changement social dans le cadre de transformation de régimes de propriété, et plus largement, de régimes politiques. Au Canada, le remplacement de la tutelle française par celle de la Grande-Bretagne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle constitue un moment charnière et également un terrain d'analyse riche en transformation sociale, politique et économique. Une des transformations les plus marquantes demeure l'introduction de nouvelles activités économiques dont les logiques de fonctionnement sont capitalistes. Dans le prochain chapitre, il sera question de la nature du capitalisme britannique et de sa conceptualisation pour le cas canadien.

---

Voir, Wally Secombe, « Starting to Stop: Working-Class Fertility Decline in Britain » , *Past & Present*, n° 126, 1990, p. 187-188 ; *id*, « Men's 'Marital Rights' and Women 'Wifely Duties' », in J. R. Gillis, L. A. Tilly, D. Levine, *The European Experience of Declining Fertility*, Oxford, Blackwells, 1992, p. 68 sq.

## CHAPITRE II

CAPITALISME OU COMMERCE ? ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES POUR UNE TRANSITION À LA FIN DU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE

Peu de recherches sur le Québec ont tenté de présenter le développement de l'activité capitaliste en l'abordant par l'angle des relations de pouvoir, de la propriété et de la démographie<sup>140</sup>. Pourtant, ces éléments rendent au capitalisme toute sa signification historique. Frédérick Guillaume Dufour affirme que pour approcher de manière qualitative la transition au capitalisme, il est nécessaire de considérer différentes dimensions comme l'impérialisme, la consolidation étatique, l'urbanisation et la démographie. Cet ensemble de facteurs ne trouve pas son explication dans une rationalité économique mais « génère un impératif de production, de maximisation du profit, une compulsion à réinvestir les surplus et la nécessité de développer constamment les forces productives.<sup>141</sup> ». En d'autres mots, il s'agit de cerner des rapports de domination historiquement spécifiques. Encore, il s'avère insuffisant de caractériser les transformations sociales du Bas-Canada pendant le XIX<sup>e</sup> siècle du seul point de vue de l'industrie croissante. Cette vision propre à l'historiographie générale<sup>142</sup> évoque davantage les finalités du développement d'une économie

<sup>140</sup> Les travaux de Gilles Bernier et Daniel Salée (1995) constituent la première étude qui prête au concept de relation sociale de propriété une attention. Cependant, l'analyse critique de Claude Couture a montré les zones d'ombres analytiques dans l'interprétation de la Conquête à travers ce cadre, « La Conquête de 1760 et le problème de la transition au capitalisme » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 3, 1986, pp. 369-389. Robert Sweeny a insisté sur l'imbrication entre paysannerie, révolution industrielle et urbanisation, « Paysan et Ouvrier : du féodalisme laurentien au capitalisme québécois », *Sociologie et sociétés*, vol. 22, n° 1, 1990, pp. 143-161.

<sup>141</sup> Frédérick Guillaume Dufour, « Les débats sur la transition au capitalisme », p. 90-91.

<sup>142</sup> Pensons au travail récent de Peter Gossage et Jack Little, *An Illustrated History of Quebec. Tradition and Modernity*, Oxford University Press, 2013, ou ceux de Fernand Ouellet, *Histoire économique du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966 ; Jean Hamelin, Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971 et plus largement, Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain, t. I*, Montréal, Boréal, 1989 et J. A. Dickinson, B. Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec Septentrion, 2003.

capitaliste (*explanandum*) que les causes (*explanans*). Les relations de classes sous le régime seigneurial, l'apparition du travailleur libre, la séparation du lieu de travail et du foyer, les stratégies de reproduction, la domination et l'exploitation sont des phénomènes qui méritent d'être interprétés non pas isolément, mais à l'intérieur d'un processus de développement. Le capitalisme comme système économique et de classement social ne peut se réduire à un modèle de commercialisation ou de croissance et doit être considéré en regard des éléments mentionnés plus haut. Pour Maurice Dobb, une attention portée sur le commerce, les prêts monétaires, le crédit, les activités marchandes et financières ne suffit pas à proposer une analyse adéquate d'une société capitaliste<sup>143</sup>. En situant l'analyse du point de vue des relations sociales, l'origine du capitalisme n'apparaît plus seulement sous les nombreuses caractéristiques du marché, de la circulation de la monnaie, mais bien avec sa culture, sa force, sa discipline et sa nature politique<sup>144</sup>.

Ce chapitre veut d'abord intervenir sur une lecture dominante de l'économie des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles et souligner quelques-unes de ses limites interprétatives. Par la suite, il sera question de présenter les premières thèses d'inspiration marxiste qui ont fait du dénouement de la guerre des Sept Ans le point de départ d'une transition inédite vers le capitalisme. Enfin, cette transition sera abordée du point de vue des comportements démographiques et des structures agraires de la fin du Régime français en Amérique du Nord.

## 2.1. Le commerce au Canada, XVII<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècles, un marché par nature ?

---

<sup>143</sup> Maurice Dobb, *Études sur le développement du capitalisme*, Paris, La Découverte, 1981, p. 18.

<sup>144</sup> Ellen Meiksins Wood, *The Origin of Capitalism: A Longer View*, London, Verso, 2002, p. 98.

Depuis Adam Smith et l'école de Manchester, courant dominant de l'économie politique et du libéralisme prônant le laissez-faire<sup>145</sup>, l'analyse historique de l'économie s'est basée sur un modèle commercial vu comme naturel et inhérent aux activités humaines. Dans l'historiographie économique canadienne, cette idée de naturalisation du marché s'est manifestée sous forme théorique du « produit générateur » (Staples Thesis). Il est primordial de revoir ces propositions inscrites en continuité avec les idées de l'économie politique du XIX<sup>e</sup> siècle, le but étant de mettre ici en relief ses limites conceptuelles et de préciser notre proposition théorique à propos du développement économique et social du Bas-Canada. Comme le précise le politicologue David McNally, la thèse popularisée par Harold A. Innis se fonde sur une « abstraction par le marché » (*market abstractionism*), c'est-à-dire par une emprise théorique qui empêche de formuler une approche qui prenne en compte les relations sociales au cœur des modes de développement économique. À cet égard, Marx avait déjà affirmé que, ce qui importe, c'est le processus de production qui implique la transformation du travail, la transformation de la matière première et le produit fini et non la circulation des marchandises en soi<sup>146</sup>. Par conséquent, pour comprendre de quelle manière circule la marchandise, il faut d'abord identifier les relations sociales qui structurent le travail et la production.

Le Staples Thesis est donc à l'origine d'une réflexion sur le développement économique continental au Canada. Initié par Donald Creighton, cette pensée a fait école avec entre autres Harold A. Innis, Mel Watkins et William A. Mackintosh. La

---

<sup>145</sup> Ce courant a trouvé une cohérence autour de la *Staples Approach*. Bien que différentes lectures de l'économie à partir de cette approche aient été proposées, elles se retrouvent sous la bannière de l'école laurentienne. Nous énumérons quelques auteurs importants, pour ne nommer que ceux-là : D. G. Creighton, *The Commercial Empire of the St. Lawrence, 1760-1850*, Toronto, Ryerson Press, 1939 ; Harold A. Innis, *Political Economy in the Modern State*, Toronto, The Ryerson Press, 1946; *Empire and Communications*, University of Toronto Press, 1950; *Essays in Canadian Economic History*, University of Toronto Press, 1962; John McCallum, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*, University of Toronto Press, 1980. Pour voir l'ensemble des auteurs, on peut se référer à Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, 2003.

<sup>146</sup> Karl Marx, *Grundrisse, chapitre du Capital t.i*, Paris, éd. Anthropos, 1968, p. 78-79, 159.

thèse défend l'idée selon laquelle le développement économique du Canada reposerait sur des facteurs géographiques et naturels particuliers. Par conséquent, « les ressources et le commerce soutiennent l'expansion et la croissance économique du Canada et ultimement, celle de la société, et de l'État<sup>147</sup>. » Cette idée retrouverait dans l'histoire économique canadienne un modèle d'analyse qui, rappelons-le, a été maintes fois débattu et amélioré<sup>148</sup>. D'abord, pour Creighton, les premiers commerçants français auraient organisé un réseau commercial uniquement en fonction de l'artère principale du Saint-Laurent jusqu'à ce que les marchands anglais à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle utilisent ce même réseau pour ensuite l'étendre. Après la Conquête, l'élite britannique récupéra les bénéfices structurels laissés par les marchands français, développa de nouvelles stratégies commerciales et améliora le rendement économique de la colonie. Pour cette raison, Creighton a suggéré que la Conquête ne pouvait rien changer au Canada : la nouvelle puissance n'a fait que se réapproprier les bases d'une économie fondée essentiellement sur des ressources naturelles pour ensuite la diversifier.

Bien que le réseau commercial va se sophistiquer sous la couronne anglaise, l'objectif était d'exercer une emprise durable sur l'immense fleuve afin de consolider une puissance commerciale atlantique. Ainsi, l'économie du Canada ne dépendait que des conditions géographiques, peu importe les crises, peu importe le régime<sup>149</sup>. Harold A. Innis, Mel Watkins et William A. Mackintosh se sont posés en héritier de la thèse de l'empire commercial en proposant le paradigme du produit générateur. À leurs yeux, l'économie canadienne non seulement dépendrait de la situation géographique a priori, mais l'absence d'opportunité économique causée par le facteur géographique

---

<sup>147</sup> David Hancock, « Rethinking The Economy of British America » in Cathy D. Matson, *The Economy of Early America: Historical Perspectives & New Directions*, The Pennsylvania State University Press, 2006, p. 82.

<sup>148</sup> Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, 1991, p. 129 sq.

<sup>149</sup> Donald Creighton, *The Empire of the St. Lawrence*, p. 21-22.

serait la contrainte majeure du développement maritime et continental<sup>150</sup>. Pour cette raison, son développement se serait naturellement orienté vers l'extraction des matières premières dans l'hinterland. L'exemple typique se trouve dans la pêche à la morue, le commerce des fourrures et plus tard l'exploitation forestière. Ainsi, dans le cadre de ce modèle de croissance économique, le développement de l'industrie et celui du système économique canadien en général ne seraient réalisables qu'à l'intérieur des limites de l'économie internationale. L'Europe serait donc la seule source du développement de l'Amérique britannique et son marché atlantique aurait jusqu'à un certain point façonné l'identité économique canadienne : « Each staple in its turn left its stamp, and the shift to a new staples invariably produced periods of crises in which adjustments in the old structure were painfully made and a new pattern created in relation to a new staple<sup>151</sup>. »

## 2.2. Critique de la lecture dominante du développement économique aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles

L'accent mis sur l'appropriation des matières premières, leurs exportations et leurs diversifications rend difficile une compréhension sociale voire politique du développement de l'économie vers sa forme capitaliste. L'analyse d'Innis particulièrement suppose que l'activité économique n'est déterminée que par un marché et donc qu'elle s'effectue en terme matériel, c'est-à-dire en termes de marchandise renvoyée au jeu de l'offre et de la demande. C'est ce qu'a vivement critiqué David McNally dans son analyse du cadre innissien. Pour lui, le principe de croissance qui soutient sa thèse se fonde par conséquent sur un déterminisme

---

<sup>150</sup> M. H Watkins, « A Staple Theory of Economic Growth », in William T. Easterbrook et Mel H. Watkins (eds.), *Approaches to Canadian Economic History*, McGill-Queen's University Press, [1984] 2003, p. 67.

<sup>151</sup> Harold A. Innis, *Empire and Communication*, Rowman & littlefield publishers, [1950] 2007, p. 24.

technologique<sup>152</sup> qui attribue à l'activité économique les présupposés de l'activité sociale en général. On retrouve là l'idée d'Adam Smith sur le rôle salubre de l'intérêt privé et de la compétition. Ce modèle de commercialisation a donc fait de l'ombre aux relations sociales à la base de l'économie, le travail et ses conditions. Selon ce modèle, le développement économique inégal du Bas-Canada et du Haut-Canada s'expliquerait par l'existence d'avantages comparatifs et d'un accès différent au marché et non par des trajectoires sociales différentes. Pour McNally, ce raisonnement fait fausse route:

La perspective innisienne fixe la dynamique du capitalisme canadien dans les transformations technologiques au sein du processus de production et dans la distribution des staples. Ces changements peuvent être interprétés comme une incitation par le marché (market-induced) ou comme la réorganisation interne des activités économiques, dictée par la réalité matérielle de la production des staples.<sup>153</sup> (nous traduisons)

Cette approche amène à surestimer le changement technologique comme force principale du changement historique et social. Si l'école laurentienne a diversifié sa réflexion, elle n'a pas pour autant renoncé à l'aspect central du produit générateur. Ses catégories entravent toute tentative d'explication d'une transition au capitalisme qui considérerait des relations sociales à la base du développement. L'accent mis sur la commercialisation des produits bruts et des marchandises empêche d'examiner le processus de reproduction des acteurs sociaux constitutif des trajectoires socioéconomiques. Cette thèse ne parvient pas non plus à distinguer les formes d'activités économiques et les types d'activités capitalistes. Elles se préoccupent uniquement de la circulation en tant que finalité des activités économiques.

Notre réserve vis-à-vis la lecture innisienne de l'économie basée sur l'échange et la circulation du capital rejoint celle formulée par David McNally. Elle nous permet de

---

<sup>152</sup> David McNally, « Staple Theory as Commodity Fetishism: Marx, Innis and Canadian Political Economy », *Studies in Political Economy*, vol. 6, 1981, p. 38.

<sup>153</sup> *Id.*, « Technological Determinism and Canadian Political Economy, : Further Contributions to a Debate », *Studies in Political Economy*, vol. 20, 1986, p. 167.



préciser notre position et notre compréhension de la transition au capitalisme. Encore aujourd'hui, les approches contemporaines restent fortement influencées par Innis et consorts<sup>154</sup>. Si les relations humaines d'une société ne sont pas reconnues comme la condition des changements technologiques<sup>155</sup>, si son innovation se voit plutôt tenue pour acquise, et ce, en l'absence des éléments sociaux et politiques qui la rendent possible, il s'avère difficile de restituer la trajectoire des classes et des familles dans leur contexte. C'est pour cette raison qu'il faut se tourner vers les premières lectures marxistes qui ont jeté une lumière nouvelle sur le développement économique et social de la colonie.

### 2.3. Les premières analyses marxistes du Régime britannique

Le sociologue Gilles Bourque est le premier à avoir offert une analyse en français de la Conquête à travers un vocabulaire marxiste<sup>156</sup>. L'enjeu central de sa réflexion demeure « les répercussions de la Conquête sur les structures économiques de la colonie<sup>157</sup> ». Influencée par les structuralistes français, sa réflexion s'égare toutefois dans une interprétation nationaliste qui l'emporte sur un approfondissement de la méthodologie marxiste. Pour Bourque, la Conquête a supprimé l'élan vital et économique de la bourgeoisie française, agent principal du développement de la Nouvelle-France. À partir de 1760, la société française s'est retrouvée mise « hors

---

<sup>154</sup> Plusieurs auteurs abordent la transition vers une forme industrielle de capitalisme et la formation du capital au XX<sup>e</sup> siècle à travers une lecture financière et entrepreneuriale de l'économie (*business oriented*). Seul Gregory Kealey et Brian Palmer insistent sur les rapports de pouvoir à la base de l'économie. Voir M. H. Watkins (eds.), *Canadian Economic History: Classic and Contemporary Approaches*, Carlton University Press, 1993.

<sup>155</sup> *Ibid*, p. 163.

<sup>156</sup> Comme le rappelle, Stanley Bréhaut Ryerson, on doit en vérité à Gustavus Myers la première interprétation marxiste de l'histoire du Canada dans *History of Canadian Wealth*, Chicago, Charles H. Kerr & Company, 1914.

<sup>157</sup> Gilles Bourque, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*, Montréal, Éditions Parti-Pris, 1970, p. 45.

circuit de l'histoire », échouant à donner à la collectivité une classe sociale dynamique « capable de diriger le développement ». La transplantation d'une nouvelle bourgeoisie anglaise et l'isolement d'une bourgeoisie résiduelle canadienne ont pris la forme « [d'] une lutte opposant la société capitaliste marchande à une société agricole<sup>158</sup> ». La réflexion de Bourque repose sur un antagonisme économique entre Canadiens et Britanniques dont l'aboutissement se recompose en une opposition nationale. Son analyse donne ainsi une place prépondérante aux rapports de classe de l'élite dominante en surestimant l'importance de la bourgeoisie canadienne et coloniale qu'il présente comme les forces du changement social. Ce qui l'amène à consolider sa position théorique en termes de lutte de classe politique, affirmant l'hypothèse selon laquelle la Conquête n'aurait changé que la structure externe de l'économie (nouvelle métropole, nouveau rapport mercantile) laissant quant à elle la structure interne intacte<sup>159</sup>. Le concept de classe apparaît comme une entité autonome alors qu'il se fonde d'abord sur un processus relationnel. À notre avis, pour penser différemment le développement du capitalisme, il faut voir la Conquête sous un autre angle. Ceci oblige à considérer la manière dont les classes sont intégrées aux institutions qui bénéficient de dispositifs d'exploitation et de domination. Comme le souligne Ellen M. Wood, les classes, peu importe leur origine, agissent toujours en fonction des conditions de production bien précises<sup>160</sup>, et c'est là qu'il faut approfondir l'analyse.

L'autre inconvénient conceptuel chez Bourque réside dans une compréhension de la production matérielle à partir de la base et de la superstructure en tant que sphères séparées. Wood a bien montré comment l'opposition traditionnelle entre base et

---

<sup>158</sup> *Ibid*, p. 235.

<sup>159</sup> *Ibid*, p. 47.

<sup>160</sup> Ellen M. Wood, *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge University Press, 1995, p. 99.

superstructure occulte les processus historiques par lesquels les différentes relations de production assurent la stabilité d'un système économique. Ces rapports se fondent toujours sur des relations de pouvoir à la fois locales et instituées<sup>161</sup>. Le caractère politique des rapports sociaux s'exprime en effet à différents niveaux, du plus local, entre le producteur et le propriétaire, au plus institutionnel, entre la classe bourgeoise et l'élite politique, entre les systèmes juridique et normatif. Des relations que l'on conçoit d'abord comme économiques ne sont que des rapports de domination et d'exploitation reconvertis en pratiques économiques. Une séparation entre la sphère de l'économie et la sphère politique constitue une interprétation altérée de la réalité puisque les rapports de pouvoir ne sont pas strictement localisés, mais structurent toute la société. Bien qu'apparaisse à un moment assez précis de l'histoire un véritable divorce entre les activités de nature politique et celles de nature économique, cette distinction demeure au sein d'une même sphère originellement (et toujours politique)<sup>162</sup>. De là, s'exprime à tort une vision dichotomique de la réalité et nous oblige à résoudre le problème économique par l'économie et celui du politique par le moyen politique. En gardant isolée la sphère politique qui englobe les rapports de pouvoir et de domination, la sphère économique quant à elle apparaît (faussement) comme un lieu d'égalité sans pouvoir ni domination.

Nombreux historiens de l'économie ont pensé dans les termes du marché et du modèle de commercialisation, suggérant une lecture « smithienne » de l'activité économique. Leur vision propose une lecture centrée uniquement sur les opportunités dans la sphère de l'échange où s'expriment et évoluent les différents acteurs économiques de la société coloniale. Pourtant ce magistère du commerce ne révèle en rien les formes de pouvoir et d'exploitation qui traversent les classes sociales.

---

<sup>161</sup> Bien sûr, certaines institutions demeurent externes aux rapports de production, alors qu'elles contribuent pourtant à les maintenir et à les reproduire. Ces rapports prennent donc une forme politique et juridique mais ne cessent de participer obliquement aux rapports de production qui reposent sur diverses formes de pouvoir, Ellen M. Wood, *ibid.*, p. 27.

<sup>162</sup> Ellen M. Wood, *Democracy Against Capitalism*, p. 92.

L'échange, phase ultérieure du processus d'expansion économique, n'est justement possible que par des rapports de force antérieurs et déterminés par les positions sociales. Il s'agit d'examiner les rapports politiques à l'intérieur de cette sphère pour prendre en considération les facteurs humains de la transition au capitalisme.

Pour Daniel Salée et Gérard Bernier, la transition au capitalisme a engendré une « rupture structurelle<sup>163</sup> ». À partir de la Conquête, le capital marchand construit sur les entreprises françaises a perdu son autonomie dans la sphère de la circulation et est devenu « un agent du capital industriel et financier britannique<sup>164</sup> ». L'activité coloniale est ainsi parvenue à dissoudre progressivement « les autres modes et formes de productions » qui préexistaient. Des transformations à la base de la société se sont donc opérées d'abord dans le milieu agricole puis ensuite dans toute la société. Comme nous le verrons en détail dans le prochain chapitre, l'exploitation agricole va connaître une croissance fulgurante et va se dérouler dans un contexte où les pouvoirs seigneuriaux vont s'accroître. Il est toutefois risqué d'affirmer comme le laissent supposer les textes de Bernier et Salée, que toute la société est devenue capitaliste dès lors qu'est apparu un nouveau mode de production. Un certain type de production n'abolit l'ancien qu'une fois devenu le réel moteur de la société<sup>165</sup>. Le modèle de développement du Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle a conservé effectivement un caractère hybride, et ce, jusqu'à l'abolition des droits seigneuriaux et à l'avènement de la Confédération. Ces changements au degré de la production et au degré de

---

<sup>163</sup> Gérard Bernier, « La structure de classes québécoises au 19<sup>e</sup> siècle et le problème de l'articulation des modes de production », *Revue canadienne de science politique*, vol. 14, n° 3, 1981, pp. 487-518 ; *id.*, « Sur quelques effets de la rupture structurelle engendrée par la Conquête au Québec : 1760-1854 », *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 35, n° 1, 1981, pp. 69-95 ; Vinh Ta Van, « La Nouvelle-France et la Conquête : passage du féodalisme au capitalisme », *Cahiers d'histoire*, vol. 2 n° 2, 1982, pp. 3-25 ; Gérard Bernier et Daniel Salée, « Appropriation foncière et bourgeoisie marchande : éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846 », *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 36, n° 2, 1982, pp. 163-194 ; *id.*, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec au XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1994.

<sup>164</sup> Gérard Bernier, « La structure de classes québécoises », p. 80.

<sup>165</sup> Karl Marx, *Grundrisse, chapitre du Capital t.i.*, Paris, édition Anthropos, 1968, p. 281.

l'échange représentent les deux forces qui ont agi sur les habitants et ont modifié leur dépendance à l'économie.

En ce sens, l'historien Robert Sweeny a offert une interprétation riche sur la transition au capitalisme qui prend en compte les mutations des classes paysannes et la force de l'activité industrielle. Une fois l'occupation de l'empire britannique achevée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la transition doit se comprendre premièrement comme une évolution interne de la paysannerie à l'intérieur des structures féodales. La population va être activement impliquée dans un large processus de production agricole. Cette croissance soutenue va permettre une accumulation qui à son tour va alimenter une différenciation sociale et politique à l'intérieur du monde rural <sup>166</sup>. Cette transformation est la plus importante. Ensuite, la transition industrielle comprise comme « maturation du capitalisme » va exacerber les inégalités économiques. Cette transition va s'opérer à partir d'un décalage entre Montréal, Québec et les autres régions quant au processus d'industrialisation <sup>167</sup>.

#### 2.4. Incorporation à l'économie-monde et consolidation d'une dépendance économique

La Conquête de Québec représente la petite pièce d'un casse-tête dans la longue rivalité entre la France et la Grande-Bretagne. Son impact a toutefois été déterminant dans la formation de l'Empire et les conséquences ont été nombreuses pour le Canada. Une de ces conséquences réside dans l'expansion septentrionale des colonies britanniques qui a entraîné l'ancienne Nouvelle-France à participer directement à la consolidation du centre de l'économie-monde. Ce processus « d'incorporation » où un territoire situé autrefois à l'extérieur de la zone d'influence de l'économie-monde

---

<sup>166</sup> Robert Sweeny, « Paysan et Ouvrier », p. 146.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 157.

« came to be, at a later point in time, in the periphery of that same world-economy.<sup>168</sup>

» Le sociologue Immanuel Wallerstein attribue ce processus d'incorporation à plusieurs facteurs, mais notamment au développement d'une domination politique et coloniale qui reposait sur un réseau commercial extrêmement développé.

« It was the emphasis of foreign trade (which happened to be mostly grain trade at this moment) that led to Britain's emphasis on the navy and the colonies, which, in turn, permitted her military triumphs of the long struggle with France. While the French state strained to overcome its internal obstacles, it was outmanoeuvred by the British state. [...] it was the triumph of the strong state, whose strength, however, was the result of necessity.<sup>169</sup> »

Les conséquences de cette nouvelle dépendance à la couronne britannique étaient aussi locales et engageaient désormais toute une société à répondre aux aspirations capitalistes du centre de l'économie-monde. Pour l'historien Fernand Ouellet, l'annexion de la production agricole bas-canadienne a facilité le développement du capitalisme en général sur le territoire laurentien. Pour Robert Sweeny, la Conquête a engagé autrement le réseau mercantile en Amérique et permis d'intégrer stratégiquement l'économie laurentienne à l'empire britannique, notamment à travers un réseau étroit de commerçants et de propriétaires<sup>170</sup>. Dans ses colonies, l'économie britannique s'était concentrée sur la production de marchandises plutôt que la spoliation de métaux précieux, l'établissement des échanges durables avec les nations autochtones et la consolidation d'un système mercantile<sup>171</sup>. La pénétration de l'économie anglaise en Amérique du Nord, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle et après la guerre de Sept Ans, a affecté les conditions matérielles des foyers principalement basées sur la culture céréalière et a modifié la capacité de production indépendante dont ils

---

<sup>168</sup> Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System III: The Second Era of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730s–1840s*, University of California Press, 2011, p. 129-130.

<sup>169</sup> *Id*, *The Modern World-System II: Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, University of California Press, 2011, p. 268.

<sup>170</sup> Robert Sweeny, *loc.cit.*, p. 154.

<sup>171</sup> Ellen M. Wood, *The Origin of Capitalism*, p. 103.

jouissaient<sup>172</sup>. Jadis, les campagnes canadiennes du XVII<sup>e</sup> siècle s'étaient développées plutôt en marge de l'économie de marché<sup>173</sup>. Toutefois, après la guerre des Sept Ans et à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'était plus possible pour l'Angleterre de produire pour elle-même. Le marché colonial était devenu un système essentiel à sa prospérité. Avant de pouvoir être efficace et de surpasser ses concurrents, la colonisation britannique marquait une volonté d'occupation du territoire par un système de concession de vastes terres. De la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le système agricole canadien, en contribuant à la hausse des exportations, a donc joué le rôle de grenier afin de satisfaire la demande impériale en céréales. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que le Haut-Canada amorçait lentement sa commercialisation agricole<sup>174</sup>, le Bas-Canada en pleine crise de production peinait à répondre à la demande outre-mer. Cette improductivité a stimulé la croissance du Haut-Canada qui a suppléé progressivement à cette insuffisance sur le marché atlantique<sup>175</sup>.

L'Angleterre, exportatrice principale de céréales durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> a alors perdu sa force sur l'équilibre du marché durant la Révolution américaine au profit de ses anciennes treize colonies. L'augmentation de la population dans l'empire dès 1790 a fait pression sur la production domestique créant une dépendance sur les marchés des céréales à l'étranger. Pour réduire cette dépendance et satisfaire la production intérieure, Londres a instauré des tarifs sur les importations en fonction de

---

<sup>172</sup> Charles Post, *The American Road to Capitalism: Studies in Class-Structure, Economic Development and Political Conflict, 1620-1877*, Haymarket Books, 2012, p. 180.

<sup>173</sup> Louise Dechêne, *Habitants et Marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 230.

<sup>174</sup> Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada 1791-1840 - Changements structuraux et crise*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1976, p. 53.

<sup>175</sup> Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale*, p. 183.

la fluctuation des prix domestiques<sup>176</sup>. C'est durant cette période que la première Corn Law (1815) a été promulguée au parlement britannique pour répondre à sa situation de sous-production agricole. Cette loi amenait le Canada à exporter ses produits grâce entre autres aux custom duties qui jusqu'en 1846 allouait aux producteurs des taxes préférentielles. Cette loi avait engagé plus sérieusement les colonies britanniques dans les activités économiques britanniques. Par exemple, l'avoine canadienne bénéficiait de tarifs d'exportations préférentiels vers le Royaume-Uni. Malgré l'ascension fulgurante des prix agricoles quelques années plus tard et son instabilité limitant la croissance économique du Bas-Canada, cette restriction commerciale avait définitivement aligné l'agriculture canadienne sur le modèle économique de la métropole<sup>177</sup>.

L'Angleterre plus que d'autres États avait créé un tout nouveau système d'échange transatlantique stimulé par différents besoins et répondait à une toute nouvelle logique économique<sup>178</sup>. Parallèlement aux formes traditionnelles d'échanges et à l'expansion d'un nouveau marché pour les produits de luxe et les matières transformées, on assistait à la croissance d'un marché hors des frontières nationales qui confortait un système international de domination économique. Cette nouvelle dépendance aux marchés a déterminé une partie importante de la production du Bas-Canada et du Haut-Canada. La dépendance au marché colonial entérinait de nouvelles conditions d'accès aux marchandises<sup>179</sup>. En s'attardant aux importations et aux exportations au Bas-Canada, on découvre une image claire du circuit commercial

---

<sup>176</sup> La métropole imposait une taxe sur les denrées importées des colonies lorsque sa production intérieure chutait à moins de 50 shilling par quantité, soit 8 minots ou ¼ de tonne. Voir D. G. Barnes, *History of The English Corn Law from 1660 to 1846*, London, Taylor & Francis, 2006.

<sup>177</sup> Fernand Ouellet, *op.cit*, p. 133.

<sup>178</sup> Ellen M. Wood, *The Origin of Capitalism*, p. 80.

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 85.



impérial avec plus de deux milles voyages de marchandises en une année<sup>180</sup>. L'Amérique était devenue un moteur essentiel au fonctionnement de l'empire. Pour les années 1830 et 1831, le Bas-Canada avait exporté à Liverpool, à Londres, en Écosse et en Irlande d'énormes quantités de sa potasse, sa farine de blé, son avoine, son bœuf et son porc<sup>181</sup>. En contrepartie, il avait importé du Royaume-Uni plus de 15,000 tonneaux de rhum, de gin et de brandy ; des milliers de barriques de sucre « muscobado »; des centaines de barils de café ; du tabac ; près 10, 000 tonnes de charbon et de la fonte brute. Cet accès aux produits de luxe comme le sucre, le café et les spiritueux en échange de grains et de viande, illustre bien la logique du commerce colonial tel que théorisé par Adam Smith puis David Ricardo (1772-1823), c'est-à-dire en limitant l'activité économique des nations à leur « avantage comparatif ».

Cette nouvelle dépendance suppose donc l'expansion d'un marché où les mécanismes d'échange et la circulation des produits sont constamment réglementés par l'Angleterre. L'abandon des productions centrées sur la consommation domestique vers la production de « marchandises simples », c'est-à-dire de marchandises en circulation locale, a amené peu à peu les fermes canadiennes à vendre pour un marché dont elles n'avaient aucun contrôle. Au Bas-Canada, cette situation a fait pression sur le travail des cultivateurs sans changer pour autant la nature de leur dépendance seigneuriale. Dans les seigneuries (où se trouvait la majorité des fermes), les familles exploitaient leurs terres aux limites de leurs moyens. Ces moyens inadaptés aux exigences commerciales allaient d'ailleurs soulever la question de l'amélioration agricole pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. La participation « limitée » au marché extérieur amènera la population à orienter progressivement ses choix de consommation en fonction des offres sur les marchés locaux et régionaux. En Europe comme en

---

<sup>180</sup> L'Espagne, les Pays-Bas, la Suède et le Portugal faisaient également partie de ce vaste réseau Atlantique. *Journaux de la chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada*, 1832, app. SS.

<sup>181</sup> Pour la table et les quantités voir Joseph Bouchette, *A topographical dictionary of the Province of Lower Canada*, London, Longman & Cie., 1832, p. ix.

Amérique, la disparition progressive de la possibilité d'accéder aux moyens de subsistance sans passer par un marché avait tracé la voie vers la dépendance économique<sup>182</sup>. Au Bas-Canada, la disparition progressive d'une économie sans le truchement du marché culminera avec l'abolition du régime seigneurial, l'uniformisation des titres de propriété et le triomphe du libre marché<sup>183</sup>.

## 2.5. Transition capitaliste à la lumière de la démographie

Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, le Bas-Canada a connu une situation qui rappelle le décollage anglais durant la Révolution industrielle (baisse de la mortalité infantile, campagnes surpeuplées, jeune main-d'œuvre abondante, suppression de certaines coutumes, etc.)<sup>184</sup>. Pour comprendre cette situation, il faut s'intéresser à la structure démographique avant et pendant ce siècle. Le rapport à la terre et plus spécifiquement, la production de capital à partir de l'exploitation agricole, restent indispensables pour problématiser la transition au capitalisme. Comme le rappelle le sociologue Wally Seccombe, la dimension démographique a longtemps été absente des analyses d'influence marxiste en raison de la théorie sur les populations toujours associée à Thomas. R. Malthus (1766-1834) que Marx lui-même a vigoureusement réfutée<sup>185</sup>. Il persiste effectivement une malheureuse opposition du sociologique au démographique<sup>186</sup>. Pourtant ces deux processus ne sont pas mutuellement exclusifs car, comme le note Seccombe, la régénération d'une population est disposée à

---

<sup>182</sup> Ellen M. Wood, *The Origin of Capitalism*, p. 54 ; Karl Polanyi, *La Grande transformation*, p. 253 et sq.

<sup>183</sup> Nous verrons plus en détail ce qu'il en est dans la seconde partie de la thèse. Brian Young, *The Politics of Codification. The Lower Canadian Civil Code of 1866*, McGill-Queen's University Press, 1994, p. 7.

<sup>184</sup> Jean-Pierre Rioux, *La Révolution industrielle, 1780-1880*, Paris, Le seuil, 1971, p. 29 ; Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale*.

<sup>185</sup> Des textes inédits constituent une critique complète de Malthus considéré par l'ampleur de son influence comme « porte-parole de l'économie politique », voir Karl Marx et Frederick Engels, *Critique de Malthus*, Paris, Maspero, 1978

<sup>186</sup> Wally Seccombe, « Marxism and Demography », *New Left Review*, n° 137. p. 22.

devenir une force de travail et faciliter le processus d'accumulation du capital<sup>187</sup>. En ce sens, considérer les caractéristiques d'une population amène à considérer inmanquablement la structure des classes sociales et des forces productives nécessaires au maintien du capitalisme.

Au Canada, le changement de régime politique a connu une croissance démographique soutenue. De 1750 à 1875, la population va effectivement doubler tous les trente ans<sup>188</sup>, confirmant le modèle malthusien de croissance démographique. Cette période de transition s'est caractérisée par un bouleversement de la production notamment dans le domaine agricole. Un rapport positif est alors apparu entre les nouvelles pressions économiques et les comportements démographiques. Les pratiques sociales vont tranquillement évolués à l'intérieur d'un cadre économique de type capitaliste. Dans le Brenner's Debate, les régimes démographiques restent étroitement associés aux activités productives à la base du processus économique<sup>189</sup>. Cette dynamique reste toutefois plus complexe qu'elle en a l'air. Il existe des relations de classes, des relations de propriété et des cycles agraires à la base de la société<sup>190</sup>.

La démographie historique reconnaît trois comportements à partir desquels sont possibles des analyses des trajectoires de classes et de familles. Il s'agit de la nuptialité, de la fécondité et de la mortalité. À des périodes données, on découvre des régimes démographiques sans contraception, des régimes où le mariage connaît une

---

<sup>187</sup> *ibid*, p. 47.

<sup>188</sup> Hubert Charbonneau, « Essai sur révolution démographique du Québec de 1534 à 2034 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 13, n° 1, 1984, p. 12 ; Jacques Henripin, *La métamorphose de la population canadienne*, Montréal, Les Éditions Varia, 2003, p. 21.

<sup>189</sup> Voir à ce sujet l'approche de Wally Seccombe, « Marxism and Demography », p. 25, et *id*, *A Millenium of Family Change*, p. 247 ainsi que la réponse faite à Brenner par Guy Bois, « Against the Neo-Malthusian Orthodoxy », *Past and Present*, 1978, pp. 60-69 et par Emmanuel Le Roy Ladurie, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe — A Reply to Professor Brenner », *Past & Present*, n. 79, 1978, pp. 55-59.

<sup>190</sup> Robert Brenner, « The Agrarian Roots of European Capitalism », p. 20.

signification forte, des régimes avec une mortalité infantile alarmante, etc. Ces activités traduisent des tendances démographiques qui renvoient directement à des systèmes socioéconomiques et normatifs spécifiques. À cela s'ajoute ce que l'on identifie comme les freins naturels à la croissance de la population. Il s'agit des mœurs, des épidémies, des famines et des guerres. L'analyse des trois comportements dresse ainsi un portrait général des populations et décrit des aspects humains qui à leur tour donnent des indices sur les différents changements socioéconomiques. Si elle interroge directement l'histoire économique<sup>191</sup>, l'approche démographique doit pouvoir répondre à la question des classes et leur rapport aux structures qui guident leurs actions. Examiner ces comportements démographiques appelle à une considération qualitative des explanans et des explanandum renvoyant directement aux forces sociales qui favorisent les conditions de croissance. À partir d'un renouvellement des populations peut se préparer une transition au capitalisme<sup>192</sup>. Cette transition ne doit donc pas être analysée comme l'abolition d'obstacles nuisant à l'expansion du capitalisme, autrement dit, que la fin d'un régime féodal implique nécessairement une société capitaliste<sup>193</sup>. Au contraire, on doit à cette transformation la multitude de facteurs politique, sociaux et démographique qui ont créé un terrain propice cette expansion.

## 2.6. Structure démographique et origine sociale à la fin du Régime français

Les dernières décennies de la Nouvelle-France ont connu une croissance considérable de la population. Le démographe Jacques Henripin avait affirmé que le taux de

---

<sup>191</sup> Emmanuel Le Roy Ladurie, *op.cit.*, p. 309,

<sup>192</sup> Sans être la condition sine qua non, la croissance démographique vient nourrir le processus de transition, sauf exception, comme c'est le cas pour la Chine au XIX<sup>e</sup> siècle, Robert Brenner et Christopher Isett, « England's Divergence from China's Yangzi delta: Property Relations, Microeconomics, and Patterns of Economic Development », *The Journal of Asian Studies*, vol. 61, n° 2, 2002, pp. 609-662.

<sup>193</sup> Frédéric Guillaume Dufour, « Débats sur la transition au capitalisme », p. 78.

fécondité légitime (selon le mariage) très élevé pour les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles résultait davantage du jeune âge des femmes et du nombre élevé de nuptialités qui lui était corollaire<sup>194</sup>. Par convention, les femmes se mariaient jeunes et pouvaient donc commencer tôt l'enfantement. La fécondité restait élevée chez les couples dont les mères avaient entre 20 et 34 ans et l'intervalle entre chaque naissance se situait environ à 24 mois<sup>195</sup>. Ce comportement démographique aurait été conforté par une politique nataliste coloniale vigoureuse reposant sur le besoin vital de se défendre nombreux contre les invasions iroquoises et anglaises<sup>196</sup>. En période de trêve, c'est-à-dire entre 1713 et 1743, cette expansion démographique aurait été favorisée par l'absence de freins naturels tels que la stérilité du couple, l'âge trop élevé des femmes, la durée du mariage, la mort. Ceci a mené Henripin à dégager trois traits principaux de la population canadienne à la fin du Régime français : l'absence prolongée de famines, de guerres et d'épidémies suffisantes à éradiquer un nombre important de la population, une forte nuptialité et enfin, une fécondité fortement maintenue<sup>197</sup>.

Pour aller plus loin, Danielle Gauvreau s'est intéressée à la relation qui existe entre la reproduction biologique et la reproduction sociale à Québec. Des différences d'âge des hommes étaient en effet perceptibles au moment du premier mariage et semblaient déterminées en fonction du rang social. En 1744, l'âge moyen des mariages pour les hommes était de 26,7 ans alors qu'il était de 20,8 ans pour les filles<sup>198</sup>. Les mariages tardifs étaient caractéristiques des positions de pouvoir (officiers militaires, fonctionnaires, entrepreneurs). Ces hommes se mariaient en

---

<sup>194</sup> Jacques Henripin, « La fécondité des ménages canadiens au début du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Population*, 9<sup>e</sup> année, n°1, 1954, p. 69.

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 68 et 74.

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>197</sup> *Id.*, *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1968, p. 14.

<sup>198</sup> Danielle Gauvreau, « Nuptialité et catégories professionnelles à Québec pendant le Régime français », *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 1, 1987, p. 31.

moyenne vers 28 ans alors que les artisans se mariaient en moyenne trois ans plus tôt. L'âge des filles au moment du mariage restait quant à lui à peu près le même, peu importe l'origine sociale. Selon Gauvreau, la tentation d'épouser quelqu'un de la même origine sociale demeurait assez forte parmi les classes supérieures<sup>199</sup> et moins accentuée chez les classes de marchands et de journaliers. D'autres études ont au contraire insisté sur l'origine sociale comme matrice de différenciation et de reproduction où la classe sociale semble constituer un élément déterminant dans la sélection des partenaires, les mariages et la fécondité<sup>200</sup>. Cette situation favorisait non seulement la reproduction sociale, mais illustre bien l'étanchéité des structures sociales sous l'Ancien Régime.

Du point de vue sociohistorique, la sexualité (nuptialité et fécondité) n'est pas qu'une simple pratique culturelle, mais également une pratique aux conséquences sociales<sup>201</sup>. Elle apporte une garantie de sociabilité en constituant un système de parenté qui à son tour détermine les origines sociales et les trajectoires<sup>202</sup>. Il n'est pas impossible que vers la fin de la Nouvelle-France et encore au début du XIX<sup>e</sup>, les familles ignoraient les mécanismes de limitation des naissances au même titre que d'autres populations

---

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 33 ; *id.*, *Québec: une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Presse de l'Université de Montréal, 1991, p. 196.

<sup>200</sup> Tel était le cas des artisans à Québec qui, lorsqu'était venu le temps de choisir une prétendante, avaient tendance à sélectionner les filles de leur collègue. Voir René Hardy et David. T. Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, Presses de l'Université du Québec, 1977. Comme le montrent d'autres études en Europe et aux États-Unis, le délai volontaire dans les mariages et la conception se basaient sur des besoins économiques spécifiques, Ira Katznelson, Aristide R. Zolberg, (eds.), *Working-class Formation: Nineteenth-century Patterns in Western Europe and United States*, Princeton University Press, 1986 et Rachel Ginnis Fuchs, *Gender and Poverty in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge University Press, 2005, p. 55.

<sup>201</sup> Gérard Bouchard, « La sexualité comme pratique et rapport social chez les couples paysans du Saguenay (1860-1930) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 2, 2000, pp. 183-217.

<sup>202</sup> C'est ce que révèle une étude des familles vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>. Daniel Fournier, « Pourquoi la revanche des berceaux? L'hypothèse de la sociabilité », *Recherches sociographiques*, vol. 30, n° 2, 1989, pp. 171-198.

européennes de la même époque<sup>203</sup>. Cependant, la connaissance des moyens de contraception naturels telle que l'abstinence n'était pas inconnue. Il paraît difficile de supposer que la reproduction s'opérait aveuglément ou uniquement sous une autorité quelconque. Dans ces conditions, la surfécondité dès la fin du Régime français pourrait davantage répondre aux rapports de classe et à une culture spécifique. En Europe, les classes inférieures enfantaient davantage alors que les classes dominantes abandonnaient plutôt les larges familles pour adopter une forme restreinte<sup>204</sup>.

Si Henripin ne distingue pas les classes sociales, il affirme que l'absence de catastrophe, notamment de guerre et de famine au Canada, expliquerait le mieux ce taux de fécondité élevé. Au contraire, la nature des crises économiques et politiques est susceptible de jeter une lumière sur cette particularité démographique. Pour illustrer notre propos, prenons comme exemple la présence de freins démographiques à Montréal vers la fin du XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle à travers l'analyse de Louise Dechêne. Durant cette période, la colonie était accablée par des calamités notamment la rougeole, la petite vérole, mais aussi les invasions iroquoises, ainsi que les mauvaises récoltes et le prix élevé du blé. Ces phénomènes paraissent suffire pour provoquer une crise démographique. En dépit de nombreuses disettes, aucune trace apparente de dépopulation n'a été observée. Comme le souligne Dechêne, malgré la cherté des grains et la misère, « pas de famine » et « pas la moindre trace d'une crise démographique de type ancien.<sup>205</sup> ». Encore, malgré deux épidémies et deux années de disette dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les courbes démographiques n'ont pas été affectées<sup>206</sup>. Dans une perspective de longue durée, on constate que la population coloniale était parvenue à soutenir la reproduction de sa population malgré la misère

---

<sup>203</sup> Pierre Goubert, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, École pratique des Hautes-Études, 1960 ; Wally Seccombe, *A Millenium of Family Change*, p. 17 ; 68-72.

<sup>204</sup> Emmanuel Le Roy Ladurie, *op.cit.*, p. 303.

<sup>205</sup> Louise Dechêne, *Habitants et Marchands*, p. 119.

<sup>206</sup> *Loc.cit.*

ambiante. Les épidémies et les disettes ne semblent donc pas avoir altéré profondément les pratiques sociales, bien que la courbe démographique ait fléchi par moment. Ceci suppose que la présence ou l'absence de freins n'affecte qu'en partie les comportements des populations. Des indices de cette résilience résident sans doute dans le système agraire et économique de l'Ancien Régime. Bien que « l'insensibilité de ce pays aux disettes » comporte des limites, Dechêne offre une piste de réflexion intéressante. D'abord, la « structure agricole égalitaire » et les aliments d'appoint de la chasse et de la pêche « atténuent les conséquences » des disettes. Puis, lors de ces périodes d'instabilité, les populations sont réduites à consommer des grains de moindre qualité, de la soupe aux pois et du pain d'avoine, créant ainsi une insuffisance qui se trouve accentuée « par la carence vitaminique durant de longs hivers.<sup>207</sup> » De là a émergé un modèle de survie entièrement dépendant de la structure agricole. Ceci nous ramène aux intuitions de Brenner : les relations sociales de propriété précapitalistes limitent les acteurs sociaux à renouveler et adopter une série de pratiques et les empêchent d'établir de nouvelles relations sociales<sup>208</sup>. En d'autres termes, la forte dépendance envers l'institution seigneuriale et un mode de production spécifique au Canada vont déterminer de manière significative les pratiques sociales et culturelles. Pour Brenner, seule une révolte est susceptible de changer certains aspects de cette relation. Néanmoins, l'articulation entre la structure économique, le mode de production, les pratiques sociales et les comportements démographiques est à considérer avec sérieux pour comprendre la trajectoire des familles.

Durant les périodes de disette, on assiste davantage à une « crise de subsistance » où le système alimentaire se voit secoué, plutôt qu'à une crise de la faim<sup>209</sup>. La mauvaise

---

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 119-120.

<sup>208</sup> Robert Brenner, « The Social Basis of Economic Development » in John Roemer (eds.), *Analytical Marxism*, Cambridge University Press, 1986, p. 46.

<sup>209</sup> À cette situation de l'Ancien régime, « on peut ajouter que les effets d'une disette qui se prolongeait sans s'aggraver s'atténuaient par le fait que les éléments fragiles de la population disparaissaient dès les



qualité des récoltes et des produits forçait les familles à adopter des stratégies pour assurer leur survie, qu'il s'agisse de récoltes engrangées, des économies de surplus ou faute de mieux, de choix d'aliments de qualité médiocre. La variation des fécondités ne semble donc pas symptomatique de la chute ou de la hausse des denrées agricoles puisqu'en dépit des disettes, les familles pouvaient encore se nourrir sans mettre en danger leur reproduction. En nuanciant l'influence directe qu'exerçaient les pénuries sur les pratiques sociales familiales, nous renvoyons l'explication aux structures économiques et sociales. La fécondité débridée en Nouvelle-France paraît moins attribuable à la faible recrudescence des « catastrophes » qu'aux relations sociales de propriété spécifiques de la situation coloniale. La capacité de résister aux crises de subsistance et de mettre en place des stratégies de conservation s'est élaborée à partir d'une logique de production et de consommation. Ceci pose les bases de nos interrogations ultérieures à savoir si ces pratiques allaient survivre au développement de l'économie de marché britannique en Amérique.

À la question « Capitalisme ou commerce ? », nous devons répondre que les deux demeurent centraux dans le développement économique du Canada. L'extraction des ressources puis l'expansion du commerce maritime à la base du mercantilisme colonial ont structuré les rapports économiques du Régime français et se sont perpétuées sous la gouverne britannique. Or ceci ne présente qu'une partie du tableau. Alors que le capitalisme entend le processus entier, c'est-à-dire des relations sociales à l'intérieur desquelles évoluent les travailleurs jusqu'à la circulation des marchandises, le commerce ne reflète quant à lui que la phase finale. De plus, le capitalisme n'est possible qu'à partir d'une organisation du travail qui repose sur un processus de domination et d'exploitation. C'est pourquoi l'évolution de la population en rapport aux structures économiques permet d'apprécier les forces

---

premiers mois », voir Jean Meuvret, « Les crises de subsistances et la démographie de la France d'Ancien Régime », *Population*, vol. 1, n° 4, 1946, p. 646.

démographiques derrière les trajectoires sociales d'une part et les ressources nécessaires dans l'exercice de la domination d'une classe sur une autre, d'autre part. Cette dynamique sera plus claire lorsque viendra le temps d'aborder les relations sociales de propriété avant l'abolition du régime seigneurial. Rappeler la situation démographique et économique de la Nouvelle-France nous a également permis d'insister sur l'importance des pratiques à l'œuvre durant la période prérévolutionnaire. Les chapitres suivants mettront l'accent sur les relations de classe du régime seigneurial et les pratiques sociales avant la Confédération. Un dernier aspect important doit toutefois être abordé : le système normatif et juridique et ses formes de régulations.

## CHAPITRE III

RÉGULATION NORMATIVE DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ SOUS  
LA COUTUME DE PARIS

La Coutume de Paris représente un élément essentiel pour comprendre les fondements normatifs de la société canadienne. Elle établit un cadre au sein duquel sont régulés plusieurs aspects de la vie familiale comme le mariage, le patrimoine, l'héritage et les questions de propriété ainsi que ses relations avec l'État et la société<sup>210</sup>. Ce droit coutumier reste donc intéressant à plus d'un titre. D'abord, il subit des changements au rythme des transformations économiques. Comme dans tout système de droit, l'économique et le juridique restent donc mutuellement conditionnés et subordonnés l'un à l'autre<sup>211</sup>. Ensuite, il organise la vie sociale à partir d'un certain nombre de règles et de sanctions. Le droit coutumier implanté dans la colonie permet de découvrir la formation progressive d'un État régalien vers un État de droit à travers notamment l'assemblage de premières lois civiles au Bas-Canada jusqu'à leur codification en 1866<sup>212</sup>. Il définit également les pouvoirs politique et économique d'une classe dominante. Enfin, la Coutume de Paris et le droit en général montrent à quel point le système patriarcal n'est pas le produit unique du capitalisme, mais bien une réalité transhistorique constamment renforcée par des institutions, des croyances et des normes et ce, bien avant l'avènement du capital comme lien social.

---

<sup>210</sup> Edmond Lareau, *Histoire du droit canadien : depuis les origines de la colonie jusqu'à nos jours*, Tome II, « la domination anglaise », Montréal, A. Périard, Libraire-éditeur, 1889, p. 79.

<sup>211</sup> Karl Renner, *op.cit.*, p. 59.

<sup>212</sup> À la suite de l'Acte constitutionnel de 1791, le droit privé français sera conservé. Une mise en corpus sera ensuite effectuée en 1832 par Henry des Rivières Beaubien car les lois du Bas-Canada étaient « éparses, sans ordre dans un grand nombre de volume », *Traité sur les lois civiles du Bas-Canada*, Montréal : L. Duvernay, 1832.

Dans ce chapitre, nous chercherons à comprendre les fondements de la Coutume de Paris et les aspects politiques et privés de sa régulation sociale. Sans être un système entièrement rigoureux —il faudra attendre un premier traité et un Code civil au XIX<sup>e</sup> siècle—, son évolution vers un corpus codifié permet de mettre en contraste des éléments anti-modernes du droit<sup>213</sup> qui persisteront jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Cet anti-modernisme semble naturellement s'opposer au libéralisme qui émerge des révolutions américaine et française. Pourtant, des éléments de l'Ancien Régime vont être recomposés à l'intérieur de l'idéologie libérale économique et politique. Plusieurs indices témoignent de cette véritable persistance d'anciennes normes. Par exemple, la Coutume de Paris, qui règle les rapports de propriété basés sur les censives et les droits seigneuriaux et assure la reproduction d'une hiérarchie sociale fondée sur une domination masculine, va persister jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle alors même que la propriété seigneuriale n'existe plus<sup>214</sup>. Cette réalité rejoint la thèse de E. P. Thompson affirmant que, si le capitalisme peut fonctionner, c'est que certains droits coutumiers ont dû être d'abord éradiqués<sup>215</sup>. En effet, au Bas-Canada, le droit coutumier au XIX<sup>e</sup> siècle avait permis d'assurer une accumulation du capital patrimonial pour une minorité de familles fortunées<sup>216</sup> alors que pour les familles paysannes et modestes, cette accumulation restait difficile. Il s'est ensuite recomposé à l'intérieur d'un large système juridique codifié. C'est donc à l'intérieur de ce système coutumier, complété par l'existence d'un droit canon omniprésent, que s'est

---

<sup>213</sup> Nous entendons par là un système de droit d'avant la Révolution française, qui n'a pas suivi la modernisation juridique inspirée par les Lumières françaises (bien qu'elle reste imparfaite sous le Code Napoléon), notamment en ce qui concerne la laïcité, le mariage civil et les liens féodaux.

<sup>214</sup> *Infra* chapitre 8.

<sup>215</sup> Edward P. Thompson, *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, The New Press, 1994, p. 97 et sq ; 183-184.

<sup>216</sup> Bettina Bradbury, Peter Gossage, Evelyn Kolish, Alan Stewart, « Property and Marriage : The Law and the Practice in Early Nineteenth-Century Montreal », *Histoire sociale/ Social History*, vol. 26, n° 51, 1993, p. 36.

consolidé un régime de propriété dont les inégalités résident au cœur des trajectoires sociales.

### 3.1. La Coutume de Paris au Canada

« La coutume forme une loi à laquelle il n'est pas possible de résister » écrivait le juriste français de La Mothe dans son *Essai de jurisprudence* de 1758. Il est inutile de prétendre que la Coutume de Paris ait été au Bas-Canada respectée à la lettre. Lorsque l'on jette un coup d'œil sur ses transformations au Moyen-âge vers une forme écrite, ainsi que ses diverses applications régionales<sup>217</sup>, on constate l'absence d'uniformisation des pratiques et d'unicité des interprétations. Il n'était pas rare de voir un amalgame de droit romain et coutumier<sup>218</sup>. La Coutume subit effectivement les influences d'autres sources où juristes et ecclésiastiques lui ont donné des airs romains et canoniques<sup>219</sup>. Malgré ses empreintes évidentes, les principes essentiels de la Coutume ne se trouvent pas dénaturés. Au Canada, ces principes ont été adaptés à la réalité coloniale et avaient force de loi en matière privée.

Il faut bien rappeler la difficulté méthodologique de mesurer le niveau de loyauté, voire de soumission à la Coutume de Paris au Bas-Canada<sup>220</sup>. Toutefois, quel que soit son degré d'influence, elle a encadré de nombreuses pratiques sociales sans

---

<sup>217</sup> Olivier Martin, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, tome 1, Paris, éditions Ernest Leroux, 1922, p. 25.

<sup>218</sup> En effet, la Coutume de Paris n'a jamais été le seul droit privé. Son rôle normatif n'est pas à remettre en cause, mais il doit être compris dans l'ensemble des sources du droit au Canada, c'est-à-dire romain et canonique. Voir Daniel Massicotte, « Droit des contrats et pratiques contractuelles en droit romain et dans la coutume de Paris : aspects juridiques de la location immobilière à Montréal aux XVIIIe et XIXe siècles », *Les Cahiers de droit*, vol. 37, n° 4, 1996, p. 1060 sq.

<sup>219</sup> Maximilien Bibaud, *Commentaires sur les lois du Bas-Canada, ou, Conférences de l'École de droit liée au Collège des RR. PP. Jésuites suivi d'une notice historique*, t. ii, Montréal, Pierre Cérat, 1861, p. 299.

<sup>220</sup> Jean-Pierre Wallot, Gilles Paquet, « La Coutume de Paris et les inégalités socio-économiques au Québec : un survol », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, t. 110, n°1, 1998, pp. 413-414.

contestation apparente. En effet, « dans une société où la famille formait la base du système légal comme le rappelle Dickinson, la responsabilité de veiller à ce que les rapports entre les membres soient conformes à la Coutume était très lourde<sup>221</sup>. » L'implantation de la justice seigneuriale à Québec et à Montréal à partir de 1693 relève des mécanismes de régulation et de normalisation des relations sociales. De plus, des historiens ont constaté une adéquation entre les pratiques sociales et les prescriptions du droit privé. Elle concernait surtout les stratégies patrimoniales, les dettes, l'héritage et l'inégalité des successions<sup>222</sup>. Le droit de propriété seigneuriale assurait quant à lui un autre type de reproduction, cette fois biologique<sup>223</sup>. Par conséquent, ces premières formes de droit de la famille et de droit de la propriété définissaient de manière importante les trajectoires familiales<sup>224</sup>. Cette forme d'aliénation politique et juridique contribuait au maintien d'un ordre social. Cet ordre basé sur ces droits d'Ancien Régime persista à l'intérieur du libéralisme jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.

### 3.2. Les origines de la propriété et du mariage

Introduite en 1664 en Nouvelle-France, renforcée en 1774 avec l'Acte de Québec puis refondue dans le Code civil du Bas-Canada de 1866, la Coutume de Paris était un recueil de lois civiles dont la rédaction remonte au roi Charles VII (1422-1461).

---

<sup>221</sup> John-A. Dickinson, « La justice seigneuriale en Nouvelle-France : le cas de Notre-Dame-des-Anges », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, n° 3, 1974, p. 345.

<sup>222</sup> Louise Dechêne, *Habitants et Marchands*; Pauline Desjardins, « La Coutume de Paris et la transmission des terres. Le rang de la Beauce à Calixa-Lavallée de 1730 à 1975 », *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 34, n°3, 1980, pp. 331-339, Allan Greer, *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840*, University of Toronto Press, 1985.

<sup>223</sup> Par exemple, qu'il s'agisse d'adultère ou de dévouement au mari, le droit coutumier orientait les pratiques sociales.

<sup>224</sup> Selon les auteurs cités ci-dessus, 95% des familles au Bas-Canada vivent sous une communauté de bien selon la Coutume de Paris, Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Les inventaires après-décès : source riche pour l'étude de la culture matérielle et des genres de vie dans le Bas-Canada », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. 95, n° 4, 1988, p. 392.

Issue de l'*usus et consuetudines circa Parisius*, la Coutume représentait un système de droit privé fondé sur un cumul centenaire de coutumes et d'usages régionaux franco-germaniques.

[L]a Coutume voulait incorporer dans une société féodale et familiale la bourgeoisie commerciale qui vit le jour pendant le renouveau économique du XIII<sup>e</sup> siècle. Un tel accommodement était nettement contraire aux intérêts de cette nouvelle réalité commerciale puisqu'il la confinait dans une structure essentiellement non-capitaliste et limitait sérieusement sa liberté d'action<sup>225</sup>.

Sous le Régime britannique, la Coutume comme fondement du droit civil au Bas-Canada a été décrétée par l'article 8 de l'Acte de Québec affirmant que les Canadiens « pourront aussi tenir leurs propriétés et possession, et en jouir ensemble de tous les usages et coutumes qui les concernent. » Comme le rappelle Yves F. Zoltvany, la Coutume de Paris reste le prolongement dans le domaine privé des pouvoirs publics. Bien que ce droit repose sur une conception égalitaire selon l'esprit de nombreux exégètes, notamment en ce qui concerne la succession « égale » du patrimoine, la Coutume de Paris a surtout permis aux classes bourgeoise et aristocrate de conserver leurs privilèges. Dans ce contexte, si le seigneur d'une terre n'avait aucun pouvoir direct sur le destin d'une famille et ses décisions successorales, il jouissait de mécanismes légaux de perception de frais. Ce contrôle économique préservait ainsi la hiérarchie sociale et féodale<sup>226</sup>. Sur le plan familial, la Coutume déterminait également les stratégies de reproduction, car une fois le mariage consommé, la famille fondée dès le premier enfantement restait soumise au droit résolument défavorable aux filles et aux femmes. Le processus de succession connaissait deux degrés d'application. D'un côté, il y avait celui des roturiers, égalitaire à l'égard des héritiers de ligne directe par le morcellement des terres. Il contribuait à une

---

<sup>225</sup> Yves. F. Zoltvany, « Esquisse de la Coutume de Paris », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, n° 3, 1971, p. 367.

<sup>226</sup> Zoltvany, *op. cit.*, p. 372.

désintégration du patrimoine familial alors que de l'autre, ce principe ne s'appliquant pas au patrimoine noble, garantissait « les successions nobles allant pour la demie ou les deux tiers, selon le cas, à l'aîné mâle<sup>227</sup>. » Autrement dit, la Coutume de Paris empêchait l'élargissement et l'enrichissement des patrimoines paysans et roturiers, tout en favorisant la richesse patrimoniale grâce à la succession en ligne directe pour les plus fortunés. Par la succession d'une lignée et plus précisément d'une classe, la Coutume régula son renouvellement en même temps qu'elle la protégeait. Malgré les débats sur le caractère féodal nuancé ou non du régime seigneurial canadien<sup>228</sup>, ces pratiques révèlent néanmoins des dispositifs appuyant une classe privilégiée et légitimant l'usage de mesures coercitives. Si certaines études montrent une souplesse dans l'application de ces règles, notamment dans les cas où des héritiers refusaient une donation ou simplement l'achat, la Coutume fournissait une ressource politique aux propriétaires qui exerçaient une emprise difficile à contester.

Si des censitaires qui en avaient les moyens pouvaient poursuivre leur seigneur pour abus de pouvoir, ils restaient confinés à une dépendance politique et économique envers leur seigneur propriétaire. À savoir si les moyens coercitifs ont été systématiquement appliqués ou utilisés comme moyen de dissuasion sous les deux régimes coloniaux, il est impossible de livrer une réponse sans équivoque. À ce titre, l'historien Benoît Grenier rappelle que « là où la famille seigneuriale est présente, les

---

<sup>227</sup> Les principes égalitaires qui sont à l'origine de la Coutume s'appliquaient dans la transmission égale aux enfants des biens immobiliers (terre). Cette pratique fragmentait les terres qui devenaient des propriétés individuelles toujours soumises au droit seigneurial. Cette règle d'égalité ne s'appliquait que pour les biens roturiers alors que pour les nobles, la succession allait à l'aîné mâle. La Coutume favorisait ainsi la désintégration des patrimoines familiaux exclus de la noblesse et les empêchaient de prendre de l'expansion *in* Pauline Desjardins, *op.cit.*, p. 338-339. Si cette règle a évolué pour s'adoucir, les jeux de donation semblent toujours avoir été désavantageux pour les filles et favorisaient une reproduction masculine du pouvoir.

<sup>228</sup> Voir à ce sujet, Serge Jaumain et Matteo Sanfilippo, « Le régime seigneurial en Nouvelle-France : un débat historiographique », *The Register*, vol 5, n°2, 1980, pp. 226-247 ; Alain Laberge, Benoît Grenier (sous la direction), *Le régime seigneurial au Québec 150 ans après, Bilans et perspectives de recherches à l'occasion de la commémoration du 150e anniversaire de l'abolition du régime seigneurial*, CIEQ, 2004.



conflits le sont généralement aussi<sup>229</sup>. » Si certains seigneurs se sont abstenus d'user des moyens contraignants contre leurs censitaires, il n'en demeure pas moins que s'en prévaloir était porté d'une pleine légalité. Faut-il concevoir pour autant la Coutume comme un système tyrannique ? Certainement pas. Toutefois, le régime de propriété sous la Coutume de Paris peut être compris comme un système de domination. Il paraît évident qu'elle autorisait d'abord l'emprise du père sur l'épouse et ses enfants puis de la classe seigneuriale sur les paysans cultivateurs<sup>230</sup>. Bien sûr, le droit seul avait besoin d'institutions pour le légitimer. C'était le cas de l'Église catholique romaine, détentrice d'un grand nombre de fiefs. L'Église par exemple a tiré avantage de ses privilèges seigneuriaux et contribué à alimenter les bases inégalitaires du régime de propriété. Avec les fiefs cléricaux et laïcs, la reproduction des classes sociales est demeurée très efficace<sup>231</sup>. Non seulement l'Église était-elle propriétaire, mais son droit canon imposait une idéologie ascétique de la famille en parfaite adéquation avec la Coutume de Paris.

### 3.3. Le mariage comme « naturalisation de la puissance paternelle »

Le mariage constitue le point de départ politique, juridique et social de la famille. Pour Pierre Bourdieu, il représente un processus extrêmement important, « parce qu'il engag[e] tout l'avenir de l'exploitation familiale, parce qu'il [est] l'occasion d'une transaction économique de la plus haute importance, parce qu'il contribu[e] à

---

<sup>229</sup> Benoît Grenier, « "Gentilshommes campagnards" : la présence seigneuriale dans la vallée du Saint-Laurent (XVII<sup>e</sup> XIX<sup>e</sup> siècle) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n° 4, 2006, p. 449.

<sup>230</sup> En plus des travaux d'Allan Greer (*supra*), ceux de Sylvie Dépatie, Christian Dessureault et Mario Lalancette, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987 développent l'analyse de ces rapports de domination.

<sup>231</sup> En Nouvelle-France, l'Église catholique romaine possédait plus d'un tiers du territoire seigneurial. À la suite de la Conquête, les fiefs administrés sous son autorité révélaient une stabilité et un ordre qu'on ne retrouvait pas dans les fiefs laïcs. Moins sujettes aux ventes et aux successions, donc au morcellement, la rentabilité des propriétés était sans pareils in Benoît Grenier, « L'Église et la propriété seigneuriale au Québec (1854-1940) : continuité ou rupture ? », *Études d'histoire religieuse*, vol. 79, n° 2, 2013, p. 23-26.

réaffirmer la hiérarchie sociale et la position de la famille dans cette hiérarchie<sup>232</sup> ». C'est à partir du mariage que sont activés des droits nouveaux restreignant la liberté des époux, des enfants et c'est avec lui que sont engagées des stratégies de conservation de sa position sociale. En se mariant au Bas-Canada, le couple crée une nouvelle unité familiale dont le droit règle minutieusement l'organisation, indépendamment de la volonté des époux<sup>233</sup>.

La situation de la femme dans le cadre de ce système juridique restait particulièrement limitée. Une femme mariée n'était pas une « personne morale » au sens du droit civil et dans la mesure où elle ne pouvait ester en justice ni acquérir de meuble et d'immeuble. À propos de la succession dans le cadre du mariage, le Code civil 1866 insistera sur la force de « l'époux successible » et surtout l'impossibilité chez la femme d'accepter une succession sans y être autorisée par son mari ou par la cour de justice, ni même d'exécuter quelconque testament<sup>234</sup>. Cette disposition prend son origine directement dans le droit coutumier. En effet, l'article de la Coutume intitulé la « Communauté des biens » se rapporte spécifiquement à l'organisation matrimoniale et familiale. Le Nouveau commentaire sur la Coutume de la prévôté et vicomté de Paris de Claude-Joseph de Ferrière écrite en 1770 fait état de cette réalité en présentant un condensé destiné à informer les citoyens de leurs droits sous le régime civil de France. « Les femelles n'héritent point<sup>235</sup> » rappelle-t-il, la femme restant totalement exclue de la succession de fief, qu'il soit dominant ou servant. Puis, si « le frère exclut la sœur », la présence d'hommes collatéraux (d'une parenté proche) assure la succession en leur faveur. Plus précisément encore, l'article CCXXIII du Nouveau commentaire présente la femme mariée comme politiquement

---

<sup>232</sup> Pierre Bourdieu, « Célibat et condition paysanne », *Études rurales*, vol 5, n° 5-6, 1962, p. 33.

<sup>233</sup> Yves F. Zoltvany, *op. cit.*, p. 368.

<sup>234</sup> *Le Code civil annoté étant le Code civil du Bas-Canada (en force depuis le premier août 1866)*, Montréal, Beauchemin et Valois, 1879, Section II, article 715 et 717, p. 151.

<sup>235</sup> Tome I, article XXV, p 78.

impotente. Elle « ne peut vendre, aliéner ni hypothéquer ses héritages, sans l'autorité et le consentement exprès de son mari ». Le mari devient quant à lui maître des biens communs. Il est « seigneur des meubles et conquêts, des immeubles durant le mariage de lui et de la femme ». L'application de ces principes en Amérique constitue la pierre angulaire d'un véritable système colonial patriarcal. Contrairement à la common law dans le Haut-Canada où sera cédé un peu plus de contrôle aux femmes en matière de propriété<sup>236</sup>, il y aura au Bas-Canada une consolidation du jus disponendi masculin à savoir le droit inaliénable de disposer de la propriété et de ses biens. L'identité politique de l'homme était donc au centre du processus de constitution et de transmission du patrimoine. La femme ne gagnait l'accès au patrimoine qu'à travers le douaire<sup>237</sup> qui seul garantissait « la succession en ligne directe et collatérale ». Si une veuve trouvait accès à l'héritage, elle en partageait le contrôle avec le fils ou le gendre, si elle n'avait pas de fils.

Ce qu'il faut retenir de cet architecture juridique, c'est « l'incapacité de la femme mariée<sup>238</sup> » qui ne devient effective qu'à travers la « naturalisation » du droit paternel par le mariage. Selon la Coutume de Paris, « la femme est frappée d'une incapacité presque complète » et elle ne peut « agir qu'en subordonnée<sup>239</sup> ». Elle est incapable de « disposer de ses propres<sup>240</sup>, de s'engager dans ses contrats et d'ester en justice ». Maître des biens pendant la vie commune, le mari contrôle le patrimoine et la dévolution successorale. La Coutume a donc contribué à établir une division, d'abord

---

<sup>236</sup> Constance Backhouse, « Married Women's Property Law in Nineteenth-Century Canada », *Law and History Review*, n° 6, 1988, p. 241.

<sup>237</sup> Ceci consiste aux biens qu'acquiert une femme qui survit à son mari. Le douaire se ramifie en douaire préfix (stipulé par le contrat de mariage) et douaire coutumier. Il consiste de manière générale à une certaine somme d'argent, en rente, en héritage sous forme d'usufruit ou de pleine propriété.

<sup>238</sup> Olivier Martin, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, tome 2, Paris, éditions Ernest Leroux, 1922, Fascicule I, p. 198.

<sup>239</sup> *ibid*, elle est incapable de « disposer de ses propres, de s'engager dans ses contrats et d'ester en justice ». Elle peut seulement « sans autorisation rédiger son testament ». p. 233. Cette réalité est également attestée par Yves F. Zoltvany à propos du Bas-Canada.

<sup>240</sup> Possessions de l'époux non partagées dans le régime matrimonial de la communauté de biens.

sexuelle puis sociale. Sexuelle, en marginalisant la femme dans le régime de propriété, et sociale en raison des différentes règles de transmission patrimoniale selon l'origine nobiliaire ou roturière. En effet, le patrimoine était d'ordinaire fragmenté chez les plus pauvres de manière à répartir également leur patrimoine aux héritiers alors qu'il demeurait entier pour les héritiers nobles en sorte qu'une lignée stable soit perpétuée. Si la division sociale va se dissiper progressivement avec l'apparition d'une classe ouvrière propriétaire, la Coutume va néanmoins progresser en conservant des inégalités sexuelles.

Une lecture attentive des commentaires autour du droit coutumier permet de saisir les attentes sociales des hommes, des femmes et de la famille en général. Il n'est pas rare de lire les exégètes de la Coutume de Paris insister sur le caractère « naturel » du droit de la puissance du mari. Cette proposition est importante puisque le système de droit occidental considère le droit naturel comme inaliénable et immuable. Robert-Joseph Pothier (1699-1772) et François Bourjon (?-1751) en demeurent les principaux théoriciens prérévolutionnaires qui ont nourri les juristes canadiens<sup>241</sup>. Dans le *Traité de la puissance du mari*, Pothier écrit que la puissance de l'époux est justifiée par le droit naturel, et qu'inversement confirme la soumission de la femme : « la puissance du mari sur la personne de la femme, consiste, par le droit naturel, dans le droit qu'a le mari d'exiger d'elle tous les devoirs de soumission qui sont dus à un supérieur<sup>242</sup>. » Bourjon dans *Le droit commun de la France et la coutume de Paris réduits en*

---

<sup>241</sup> S'il est difficile de connaître l'état véritable de leur circulation au Bas-Canada, leurs textes composent néanmoins la doctrine juridique en matière civile en France et au Canada. À titre d'exemple, après sa fondation, la bibliothèque de l'Institut Canadien de Montréal disposait en 1852 de quelques volumes sur les lois civiles, deux exemplaires sur la Coutume de Paris. En 1870, elle comprenait le *Traité de la prescription et de la possession* (1772) de Pothier ainsi que les écrits de Joseph-Edouard Lefebvre de Bellefeuille sur la Coutume de Paris de 1702 et 1746 et des commentaires sur son système. Sans compter les nombreux volumes sur le droit français et son histoire.

<sup>242</sup> Robert-Joseph Pothier, *Traité de la puissance du mari sur la personne et les biens de la femme*, t. I, 1774, premier article.

principes, ira plus loin que Pothier en affirmant « l'incapacité salubre de la femme<sup>243</sup> ». Cette naturalisation de la puissance paternelle, engendre du même coup une dépossession de la femme en tant que « personne morale », c'est-à-dire en tant que personne tout court. Une femme mariée, donc, tombe « légitimement » sous une domination publique de sa vie privée. À l'inverse, si une femme seule ou veuve évite les contraintes patriarcales du mariage et jouit d'une pleine capacité publique, la célibataire subit assurément l'isolement de la société et risque de rencontrer d'énormes difficultés pour fonder une fortune et posséder une propriété. Elle n'a pour elle et aux yeux des siens aucune identité. En effet, le célibat définitif parmi les femmes correspond assez clairement à une absence de ressources économiques et politiques<sup>244</sup> et procède d'une marginalisation sociale. Par exemple, à Québec, la ville la plus importante de la Nouvelle-France, la fréquence de mariage, si elle n'était pas perturbée par la mortalité infantile, restait relativement élevée et comparable à celle de l'Europe<sup>245</sup>. Au Québec comme en Europe, le célibat demeurait souvent lié à un processus d'exclusion<sup>246</sup>.

---

<sup>243</sup> Dans la quatrième partie de « La communauté », 3<sup>e</sup> chapitre, 1<sup>ère</sup> section, il écrit de la femme et de son incapacité : « c'est une disposition prudente qui, maintenant la paix, conserve encore les biens dans la communauté en la mettant à couvert de l'inexpérience, de la légèreté et des caprices de la femme qui auraient pu ruiner la communauté », François Bourjon, *Le droit commun de la France*, tome I., 1770, p. 578.

<sup>244</sup> C'est le cas des femmes américaines du XIX<sup>e</sup> siècle, cas imaginable au Canada in Nancy M. Thériot, *Mothers and Daughters in Nineteenth-century America: The Biosocial Construction of Femininity*, University Press of Kentucky, 1996, p. 30.

<sup>245</sup> Danielle Gauvreau, *Québec: une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Presses de l'Université du Québec, 1991, p. 199.

<sup>246</sup> Voir à cet effet, Joseph Goy, John A. Dickinson et Gérard Bouchard, *Les exclus de la terre en France et au Québec, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. La reproduction familiale dans la différence*, Québec, Septentrion, 1998.

### 3.4. La propriété seigneuriale, patrimonialisme et reproduction sociale

Si la Coutume de Paris réaffirme constamment le modèle patriarcal de la société grâce au mariage, il structure également les rapports de classes. L'article 9 de l'Acte de Québec en 1774 a préservé la propriété dans sa forme seigneuriale, sans toutefois renier certains principes issus de la common law. Ensuite, les promulgations du Canada Trade Act en 1822 et du Canada Tenure Act en 1825 ne sont pas parvenues à opérer une conversion définitive des relations de propriété d'Ancien Régime vers le libre et commun soccage anglais. Jusqu'à l'abolition du système de propriété seigneuriale, ces deux systèmes de propriété vont coexister<sup>247</sup> et favoriser une flexibilité orientée vers le marché. Ainsi, d'un côté vont subsister en toute légitimité des moyens extra-économiques disponibles aux seigneurs et un système de domination qui les favorisent et de l'autre, vont s'imposer les nouvelles exigences du marché colonial, notamment dans l'agriculture. Comme nous allons le constater dans le chapitre suivant, ceci va conduire vers une augmentation de la productivité et enrichir la classe seigneuriale bas-canadienne. Cette situation va favoriser une accumulation du capital qui dès 1854 va permettre aux anciens seigneurs d'être indemnisés et aux censitaires de leur racheter les terres ou de continuer le paiement des rentes. L'abolition va paradoxalement préserver les anciennes relations de classes.

Quels sont alors les mécanismes qui favorisent ce genre de relations inégales ? Il faut d'abord comprendre le processus par lequel on occupait les terres. Cette occupation s'effectue sous forme d'un contrat. Une terre est concédée à une famille contre le paiement de cens. La famille devient ainsi censitaire et elle se voit attribuer de nouvelles responsabilités. La terre constitue donc un dominium utile, c'est-à-dire qu'elle contraint les héritiers à payer eux aussi les cens au seigneur et à ses successeurs. La censive représente donc le moteur des rapports de propriété. Le

---

<sup>247</sup> Evelyn Kolish, « The Impact of the Change in Legal Metropolis on the Development of Lower Canada's Legal System: Judicial Chaos and Legislative Paralysis in the Civil Law, 1791-1838 », *Canadian Journals of Laws and Society/ Revue canadienne droit et société*, vol. 3, 1988, p. 8.

censitaire demeure propriétaire de sa production bien que le seigneur conserve l'autorité sur ces terres (*dominium directum*) comme l'entend le droit de propriété seigneurial. Celui qui possède le fief dominant, le seigneur, est considéré comme l'*animo domini*, le producteur, le labores. L'adage « la bouche et les mains » marque le serment de fidélité appelé « foi et hommage » et ordonne les successions (historiquement, le censitaire présentait sa bouche au seigneur et mettait ses mains dans les siennes). Le seigneur détient alors un droit sur les profits occasionnels de son fief. Ce droit casuel se rapporte à un système de prélèvement divers. Par exemple, les lods et ventes qui représentent les taxes seigneuriales prélevées chaque fois qu'une terre censive est vendue. Une famille qui décide de déménager doit vendre son fief ou arrière-fief, donc sa terre. Dans la transaction, le seigneur perçoit une portion de la valeur de la vente. D'autres droits légitiment ce système de prélèvements et de taxes. Par exemple, la banalité autorise l'utilisation de diverses installations situées sur la terre telles que le moulin, l'abattoir et le four en échange de paiements au seigneur.

Ces privilèges au service des propriétaires ont été réclamés après le Traité de Paris par la bourgeoisie canadienne devenue orpheline. Elle a rédigé vers 1770 une Pétition pour obtenir le rétablissement des lois et des coutumes françaises<sup>248</sup>. Diverses actions du genre ont donc mené en 1774 à l'Acte de Québec. Un des premiers historiens de la Nouvelle-France, l'Américain W. Bennett Munro avait affirmé au sujet du droit de banalité qu'il servait un système oppressif en légitimant une usurpation<sup>249</sup>. Tout au long de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les élites britanniques avaient sans ménagement fait pression pour voir disparaître ce régime qu'elles qualifiaient d'abusif et de dégradant. Évidemment, l'endettement de paysans incapables de payer les cens, les rentes foncières et les lods et ventes était monnaie courante. Ces sommes

---

<sup>248</sup> in Adam Shortt et Arthur G. Doughty, *Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, 1759-1791*, tome 1, Ottawa, Thomas Mulvey imprimeur, 1921 p. 399.

<sup>249</sup> W. Bennett Munro, *The droit de banalité during the French Régime in Canada*, American Historical Association, Harvard University, 1900, p. 207.

dues occupaient les pages de nombreux livres de recettes des seigneuries des districts de Trois-Rivières, de Québec et de Montréal. Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans plusieurs seigneuries ecclésiastiques et laïques, ces droits qui régulaient les rapports sociaux sont devenus très vite un pouvoir politique et une source de profit, s'adaptant à la concurrence économique et à l'obligation de productivité<sup>250</sup>. Les seigneuries n'étaient pourtant sujettes à aucune régulation étatique rigoureuse permettant de contrôler des abus possibles<sup>251</sup>, si ce n'était de certaines interventions politiques afin de régulariser des situations qui dépassaient la force du droit seigneurial<sup>252</sup>. Les relations extra-économiques présidaient ainsi à l'organisation de l'unité seigneuriale en matérialisant par les droits seigneuriaux des formes de pouvoir, n'assouplissant en rien la hiérarchie des classes déjà rigide. L'évolution du régime seigneurial reposait sur une forme unique d'autorité. En plus de reproduire des relations sociales de propriété, son système d'action était légitimé par un type patrimonial de domination. Comme le souligne Philip S. Gorski, le régime féodal constitue une forme d'appropriation collective et permanente, notamment à travers le lignage, le patrimoine privé et la notion de territoire<sup>253</sup>. Le patrimonialisme constitue donc l'architecture politique du régime féodal. C'est contre cette autorité que luttera l'élite coloniale pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

En 1863, le juge Thomas Kennedy Ramsay un des instigateurs du Code civil publiait ses Notes sur la Coutume de Paris dans lesquelles il évaluait les articles encore en force après l'abolition du régime seigneurial. Un peu plus de la moitié de la Coutume

---

<sup>250</sup> Corinne Beutler, « Les moulins à farine du Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal (1658-1840) : essai d'analyse économique d'une prérogative du régime seigneurial », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 18, n° 1, 1983, p. 184 et 204 et sq.

<sup>251</sup> Alan Greer, *Peasant, Lord*, p. 102.

<sup>252</sup> Jean-Philippe Garneau, « Réflexions sur la régulation juridique du régime seigneurial canadien », Alain Laberge, Benoît Grenier (sous la direction), *op.cit.*, p. 61-78.

<sup>253</sup> Philip S. Gorski, « The Protestant Ethic and the Bureaucratic Revolution: Ascetic Protestantism and Administrative Rationalization in Early Modern Europe », in Charles Camic, Philip S. Gorski et David M. Trubek, *Max Weber's Economy and Society: A Critical Companion*, Stanford University Press, 2005, p. 276.



avait toujours force de loi après la suppression de plusieurs articles<sup>254</sup>. Quoique mutilée, elle restait encore une importante source du droit. Sans surprise, les seuls articles tombés dans la caducité étaient ceux qui concernaient les fiefs, les censives et les retraits lignagers<sup>255</sup>. En laissant presque intacts les droits qui régissaient la famille et en abrogeant 164 articles, l'abolition du régime seigneurial était la chance de recomposer le droit coutumier à l'intérieur d'un cadre économique libéralisé. L'apparition subséquente du Code civil a rendu ce droit d'autant plus conforme aux exigences qu'imposait le capitalisme<sup>256</sup>. Sur le plan familial, la Coutume comme système de droit privé a permis tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle à des couples de la bourgeoisie contractant le mariage d'assurer une accumulation du capital patrimonial<sup>257</sup>. Enfin, aux articles qui concernaient les fiefs et les seigneuries ont été substitués progressivement des lois économiques libérales favorisant le développement du marché économique.

La première partie de notre thèse a cherché à comprendre la transition qui s'est opérée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous avons insisté sur les relations sociales de propriété comme cadre d'analyse pour une transition au capitalisme tout en soulignant l'importance des éléments démographiques et normatifs. Le XIX<sup>e</sup> siècle annonce quant à lui de grandes transformations. Dans les chapitres suivants, nous examinerons en détail de quelles manières la vie rurale a été secouée par la pénétration du marché britannique, comment se sont imposés les canons de

---

<sup>254</sup> Ceci, près de dix ans après l'*Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada* en 1854, in Thomas Kennedy Ramsay, *Notes sur la Coutume de Paris*, Montréal, C.O. Beauchemin & Valois, 1864, p. 2 sq.

<sup>255</sup> Edmond Lareau, *op.cit.*, p. 272.

<sup>256</sup> Comme le rappelle Marx, l'échange et les rapports économiques influencent le droit afin de pouvoir se légitimer par eux-mêmes, in *Le Capital*, tome II, p. 478-479 ; Brian Young, *The Politics of Codification*.

<sup>257</sup> Bettina Bradbury, and *al.*, « Property and Marriage » *loc. cit.*

l'économie politique et de quelle manière une critique vigoureuse de la propriété a mené à la dissolution du régime seigneurial et donné du souffle au capitalisme. En s'inspirant de Karl Polanyi, il s'agira d'étudier le processus par lequel la « substance de la société » —la terre et le travail— s'est retrouvée subordonnée aux lois du marché<sup>258</sup>.

---

<sup>258</sup> Karl Polanyi, *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, [1944] 1983, p. 121.

Deuxième partie : terre, capital et crise de la propriété (1802-1854)

## CHAPITRE IV

LA CONDITION PAYSANNE AU DÉBUT DU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE : TRAVAIL ET REPRODUCTION SOCIALE

L'eupéanisation de l'agriculture et l'occupation britannique permanente en Amérique constituent les deux phases primordiales de la transformation économique et sociale du Canada<sup>259</sup>. L'agriculture et la domination coloniale définissent par conséquent des enjeux centraux de la transition au capitalisme au Bas-Canada : la terre, le travail et la propriété. La terre remplit une fonction centrale dans la société. D'abord, l'agriculture qui y est pratiquée assure la subsistance de la population et ensuite, ses produits de bases tendent à être largement exportés<sup>260</sup>. Ce dernier aspect économique a été une question des plus discutées en Chambre législative à cette époque, ainsi que dans les journaux et plus largement, dans l'espace public : comment produire plus ? Comment produire mieux ? Si les élites ont joué un rôle politique sur cette question, des transformations d'ordre économique ont été tout aussi essentielles.

Bien que de nombreux historiens se soient intéressés à l'agriculture au Bas-Canada, peu d'attention a été portée aux processus politique et économique engagés dans une transition au capitalisme dans l'agriculture. « [C]omment expliquer les modifications profondes du système agricole après 1850<sup>261</sup> ? », s'interrogeait Louise Dechêne. L'historienne demeure sans doute celle ayant poussée le plus loin cette question. Pour y répondre, il faut savoir exactement de quelle manière fonctionnaient la structure et

---

<sup>259</sup> Colin Coates, « Like 'the Thames towards Putney': The Appropriation of Landscape in Lower Canada », *Canadian Historical Review*, Vol LXXIV, n° 3, 1993, pp. 317-343.

<sup>260</sup> Jean-Pierre Wampach, « Deux siècles de croissance agricole au Québec, 1760-1985 », *Recherches sociographiques*, vol. 29, n° 2-3, 1988, p. 183.

<sup>261</sup> Louise Dechêne, « Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle » dans Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot (sous la direction), *Évolution et éclatement du monde rural, France-Québec, XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Presse de l'Université de Montréal/EHESS, 1986, p.189.

l'économie agraires, c'est-à-dire selon Dechêne, « connaître la logique du système ». Pour l'historien Robert Sweeny, il faut d'abord regarder la croissance de la production agricole féodale soutenue par le nombre grandissant d'unités familiales et également prendre en compte le transfert des techniques agricoles de l'Europe<sup>262</sup>. Mettre en lumière la condition paysanne et comprendre les structures économique, politique et culturelle qui l'englobent permettent de situer davantage les changements à l'intérieur d'un régime de propriété en transition. Ceci permet de répondre à la question : comment une société rurale est devenue le moteur de cette transition au capitalisme ?

Pour comprendre ces implications, il faut revenir à l'élément central du problème : la terre. À cet égard, Polanyi a proposé une synthèse intéressante de l'expérience européenne. Dans le système féodal, la terre, « source des privilèges sociaux » constituait « l'élément cardinal » de l'ordre social. Toutes les questions relatives à sa vente, sa valeur, son achat reposaient sur des réglementations institutionnelles<sup>263</sup>. Cette intervention du politique dans l'économie constituait l'exact contraire de l'économie de marché. Puis, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en Angleterre et en France, l'idée de commercialiser la terre et le travail engendrera un débat politique sur la nécessité d'un marché libre et de son autorégulation. La terre, le travail et l'argent vont alors devenir les vecteurs principaux d'un marché capitaliste. Comme le souligne Polanyi, c'est ensuite « à l'aide du concept de marchandise (commodity) que le mécanisme du marché s'enclenche sur les divers éléments de la vie industrielle<sup>264</sup>. » Au Canada, cette trajectoire sera semblable. Des forces intérieures représentées par la bourgeoisie britannique et canadienne vont réclamer cette liberté du marché.

---

<sup>262</sup> Robert Sweeny, « Paysan et Ouvrier », p. 146.

<sup>263</sup> Karl Polanyi, *La Grande transformation*. p. 119.

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 122.

Dans cette deuxième partie constituée de cinq chapitres, nous commencerons par présenter un ensemble d'éléments qui caractérisent l'organisation de la famille rurale. Ensuite, nous examinerons la structure foncière au Bas-Canada, ses différences internes et le fonctionnement de sa production agricole. Nous mettrons par la suite l'accent sur les relations sociales de propriété seigneuriale à l'œuvre afin de montrer les pressions grandissantes exercées sur les familles censitaires et leur travail. Finalement, nous analyserons l'apparition de premiers éléments d'économie politique dans le discours des élites. Leurs revendications toucheront à la fois la libéralisation de la terre, la modernisation du travail agricole, l'éradication de la pauvreté et le besoin d'un marché auto-régulateur.

#### 4.1. L'équilibre économique des familles paysannes : subsistance et endettement

Pendant les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, le niveau de vie des habitants du district de Québec est demeuré le plus bas si l'on compare à celui des districts de Montréal et de Trois-Rivières<sup>265</sup>. En effet, plusieurs fois, la population a été confrontée à des épisodes d'appauvrissement. Comme à l'époque de la Nouvelle-France étudiée par Dechéne, cette situation a poussé les familles à adopter diverses stratégies. L'équilibre qui subsistait entre la production et la consommation va tranquillement être rompu. Les disettes, l'endettement et le difficile accès au marché en sont les exemples les plus clairs. Alors que certains territoires vont s'engager dans une agriculture compétitive, d'autres vont la voir se désagréger<sup>266</sup>, accentuant le processus de différenciation et de stratification du monde rural<sup>267</sup>. La cause des crises de subsistance et des mauvaises récoltes réside-t-elle dans les hivers trop rigoureux ou dans un territoire exposé à la surexploitation ? Le seul hasard des saisons ne suffit

---

<sup>265</sup> Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet, « Les inventaires après-décès », p. 394-395.

<sup>266</sup> Serge Courville, « Un monde rural en mutation : le Bas-Canada dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Social History/Histoire sociale*, vol. 20, n°40, 1987, p. 258.

<sup>267</sup> Robert Sweeny, « Paysan et Ouvrier », p. 149.

pas pour expliquer la crise qui vient. Étaient-ce les techniques arriérées des cultivateurs ? Louise Dechêne a montré que la culture en jachère était pratiquée au temps de la Nouvelle-France comme une technique de repos pour redonner à la terre ses nutriments. Son analyse a nuancé le retard technique que l'historiographie dominante attribuait à l'époque aux paysans. En vérité, le Bas-Canada a connu des transformations d'ordre social et politique qui ont leur importance dans la mutation du monde rural et l'expérience économique du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est donc difficile de ne regarder qu'un seul aspect. La surpopulation, l'affermissement du contrôle seigneurial, la croissance de la production des vivres ont tous joué un rôle essentiel dans la trajectoire sociale et économique de la province. Intéressons-nous d'abord aux paysans.

La vaste majorité des familles paysannes veillaient à leur subsistance grâce aux produits de leur terre. Cette activité quotidienne impliquait tous les membres. La répartition des tâches en fonction du genre restait la forme dominante de relation domestique. Les femmes et les filles préparaient les plats pour nourrir la famille en entier. Elles confectionnaient à l'aide de matières textiles brutes comme la laine et le lin des vêtements pour l'usage privé<sup>268</sup>. Le travail des hommes et des garçons quant à lui était le défrichement, la culture des champs, la construction et la réparation de la ferme, la participation aux corvées à l'extérieur de la propriété et une variété d'autres tâches sur la terre familiale<sup>269</sup>. Ces familles qui habitaient le Bas-Canada avaient des caractéristiques similaires à celles des sociétés rurales européennes. Leur cycle de vie était réglé en fonction du calendrier agricole, le nombre de mariages était plus élevé au début de l'hiver qu'en été, l'intérieur du foyer était modeste, leur habillement

---

<sup>268</sup> À cet égard, les questions posées par les énumérateurs des recensements de 1831 et de 1844 reflètent clairement cette réalité. Dans le premier recensement on peut lire la question suivante : « Nombre de familles qui gagnent leur subsistance par les travaux de l'agriculture ». En 1884, on demandait, le nombre de verges d'étoffe foulée, de verges de toile, coton ou autre petite étoffe, de verges de flanelle, ou autre étoffe en laine, point foulée, fabriquées dans chaque famille.

<sup>269</sup> Peter A. Russell, *How Agriculture Made Canada: Farming in the Nineteenth Century*, McGill-Queen's University Press, 2012, p. 24.

rudimentaire. Depuis les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la charrette, la traîne et le tombereau constituaient des moyens de déplacement essentiels<sup>270</sup> et les outils aratoires tels que la fourche, le râteau représentaient le patrimoine matériel du paysan<sup>271</sup>. Selon Allan Greer qui a étudié trois paroisses à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les pratiques sociales des familles paysannes étaient pour plusieurs d'entre elles orientées vers la subsistance<sup>272</sup>. Autrement dit, elles n'avaient pas besoin de passer absolument par un marché pour subvenir à leurs besoins. C'était également le cas pour la production textile domestique qui, malgré la tentation grandissante de se procurer des importations ou des produits artisanaux, ne semble pas avoir diminué significativement<sup>273</sup>. Par conséquent, l'économie paysanne se caractérisait par une forme non capitaliste de production et de consommation. L'exploitation agricole requérait une main-d'œuvre essentiellement familiale où étaient confondus le patrimoine et les moyens de production. Ainsi, les limites de l'activité économique se trouvaient déterminées par la composition de la famille<sup>274</sup>. Le rapport à la productivité se basait ainsi sur une évaluation subjective qui puisait ses références dans une longue expérience agricole de génération en génération. Cette expérience agricole incluait le temps et l'intensité du travail, les techniques de labour, les méthodes et les types de cultures. Ce sont des éléments qui régulaient ce que l'économiste Alexander Chayanov identifie comme l'équilibre travail/consommation

---

<sup>270</sup> Robert-Lionel Séguin, « L'habitant et ses véhicules aux dix-sept et dix-huitième siècles », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 11, n° 2, 1957, p. 242-269.

<sup>271</sup> *Id.*, « Nos premiers instruments aratoires sont-ils de bois ou de fer ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 17, n° 4, 1964, p. 531-536.

<sup>272</sup> Allan Greer, *Peasant, Lord*, p. 202-209.

<sup>273</sup> Thierry Ruddell, « Domestic Textile Production in Colonial Quebec, 1608-1840 », *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire culturelle et matérielle*, n°31, 1990, p. 43.

<sup>274</sup> Alexander V. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy*, The University of Wisconsin Press, [1966] 1986, p. 53.



de l'économie familiale non capitaliste, c'est-à-dire une harmonie entre la satisfaction des besoins alimentaires, les corvées et le travail agricole<sup>275</sup>.

Les stratégies économiques des paysans étaient orientées vers l'épargne, la constitution d'un patrimoine matériel et la répartition de ce dernier aux héritiers plutôt que vers une maximisation de gains. Il faut toutefois se garder d'approcher la société paysanne comme un univers homogène et égalitaire. Il existait des paysans pauvres, des paysans modestes et des paysans plus aisés, en témoignent, les biens, l'étendue des terres et la production<sup>276</sup>. La richesse matérielle dévoile une hiérarchie qui tend à changer selon la durée de la vie conjugale des ménages<sup>277</sup>. Deux pratiques sociales expliquent cette stratification. D'abord, l'accumulation d'un patrimoine était beaucoup moins importante parmi les nouveaux couples comparativement aux familles établies. Par conséquent, plus tôt était le mariage, plus de temps était disponible pour accumuler. Ensuite, le transfert de l'héritage assurait une reproduction de la richesse accumulée. Il existait donc de prospères cultivateurs devenus propriétaires léguant de grandes terres et des plus pauvres, forcés d'établir leurs héritiers ailleurs ou de trouver des terres moins onéreuses<sup>278</sup>. Cette différenciation sociale qui préexistait à la pénétration du marché capitaliste trouve ses racines d'abord et avant tout dans l'épargne et l'accumulation du capital foncier régulé par le droit coutumier. Dans le cadre de la société rurale, la hiérarchie reste alors attribuable au patrimoine constitué puis hérité. Cette rigidité dans la reproduction sociale est d'ailleurs propre aux sociétés précapitalistes d'Europe. Les stratégies de reproduction étaient davantage orientées dans le but de préserver une

---

<sup>275</sup> *Ibid*, p. 90 sq.

<sup>276</sup> Lise Pilon-Lê, « La condition économique de l'habitant québécois, 1760-1854 », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 1, n° 2, 1977, p. 30.

<sup>277</sup> Christian Dessureault, « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent : éléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n°3, 1987, p. 406.

<sup>278</sup> Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Stratégie foncière de l'habitant : Québec (1790-1835) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 4, 1986, p. 558-559.

condition sociale contre son éventuel dépérissement plutôt que d'aspirer à une ascension.

Malgré l'épargne, l'endettement demeurait un phénomène très répandu. Il était la conséquence d'emprunts pour l'achat d'outils, de semences, d'engrais ou de terres. Il était également causé par le coût élevé du transport de grains vers les villes, sans compter les redevances versées au seigneur pour chaque quantité produite. Par exemple, la Chambre d'assemblée du Bas-Canada vota en 1805 une loi destinée à « aider le pauvre dans le prêt des semences de blé et autres grains nécessaires<sup>279</sup> ». L'accès au marché de biens par l'usage du crédit était devenu de plus en plus inévitable, non pas en raison d'une incompetence comptable des cultivateurs, mais bien parce que l'endettement représentait une des formes de dépendance économique qu'imposait le marché agricole sous le Régime colonial britannique. Alors que l'économie domestique ne pouvait répondre adéquatement aux besoins d'un marché en expansion, l'endettement individuel était devenu une forme de levier sur lequel pouvait s'appuyer la croissance économique de l'empire. L'endettement constituait ainsi une véritable stratégie<sup>280</sup> indispensable à la survie des cultivateurs et essentielle à l'expansion du marché. Pour répondre aux contradictions générées par la rencontre de l'économie britannique et du mode de production d'ancien régime, les familles devaient passer par le circuit financier, faisant en sorte que les moyens de reproduction sociale devenaient ceux d'une reproduction de nature économique<sup>281</sup>. Les pratiques centrées sur la subsistance familiale vont tranquillement basculer vers

---

<sup>279</sup> *Journal de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada*, 1805, p. 163.

<sup>280</sup> Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Crédit et endettement en milieu rural bas-canadien » dans Gérard Bouchard et Joseph Goy, *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17e-20e siècles)*, Chicoutimi, Centre interuniversitaire SOREP, 1990, pp. 251-270 ; Gilles Breton, *Le capital et les producteurs agricoles (québécois)*, mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université Laval, 1976, p. 33.

<sup>281</sup> Le réseau de subsistance développé grâce aux diverses formes de travail des membres d'une famille dans le cadre d'une production non-capitaliste, et donc d'autosuffisance, répondait à un mode de reproduction biologique et sociale indépendant d'un accès au marché. Voir Chayanov, *loc.cit.*

un accès quasi permanent par le marché, c'est-à-dire aux services et aux marchandises. Le recensement de 1831 demeure le seul qui nous informe du nombre approximatif de familles assurant leur subsistance grâce au travail de la terre.

Tableau 1.1. Nombre de familles dont les travaux agricoles assurent leur subsistance, Québec 1831

	Montmorency	Orléans	Portneuf
Population	3743	4349	12350
Familles gagnant leur subsistance grâce à leur travaux agricoles	321	544	1409

Source : Recensement du Bas-Canada de 1831.

Portneuf et Orléans comptent parmi les régions les plus rurales du district de Québec. Une partie importante de la population vit du travail de la terre et passe moins par le marché pour subvenir aux denrées essentielles (non-access market). C'est également dans ces comtés que l'on retrouve une fécondité importante. Le cycle de vie des familles paysannes s'insère dans un équilibre « harmonieux » au sens de Chayanov. Dans son étude sur la productivité agricole au Canada pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, Thomas Wien note que le calendrier agricole dans la région de Québec était sujet à « d'innombrables variations annuelles<sup>282</sup> », variations encore présentes au XIX<sup>e</sup> siècle pendant et après la crise rurale. Ces oscillations n'empêchent pas de dégager une tendance générale du travail qu'il importe d'approfondir. Chayanov précise qu'à l'opposé du travail industriel minutieusement cadencé, le travail agricole repose sur un rythme et une intensité différents, deux éléments d'après lui qu'il faut éviter

<sup>282</sup> Thomas Wien, « “Les travaux pressants”. Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 4, 1990, p. 552.

d'aborder du point de vue de la durée du travail, mais plutôt de l'énergie dépensée au travail :

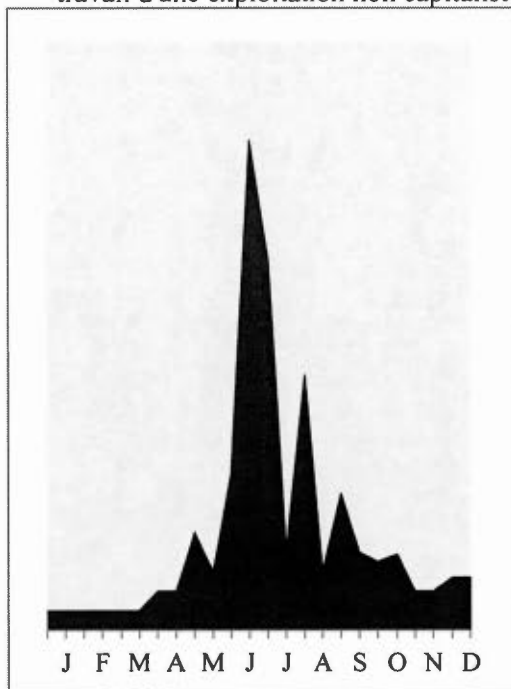
« [...] a great part of the agricultural process is exclusively seasonal in nature, and some demand particularly favourable weather conditions, which are not always present. Because of this, the labor intensity curve in agriculture always shows extremely uneven development. Sowing, mowing, harvesting and some work on specialized crops sometimes demand the exceptional accumulation of a mass of labor in insignificant time periods, while in other, sometimes very lengthy, periods of the farm year agriculture finds no objects in which to use its labor<sup>283</sup> »

La dépense de travail représente une dimension importante aussi bien dans l'activité agricole, mais également dans la transition au capitalisme. Dans les sociétés capitalistes, la séparation des moyens de production signifie également, la perte du contrôle individuel et collectif de l'intensité et la dépense de travail. S'il est vrai que l'intensité peut varier, la dépendance du travail agricole dans la période précapitaliste prend toutefois la forme d'une tendance générale qui suit les cycles saisonniers. Seul un rapprochement empirique permet d'illustrer notre propos.

---

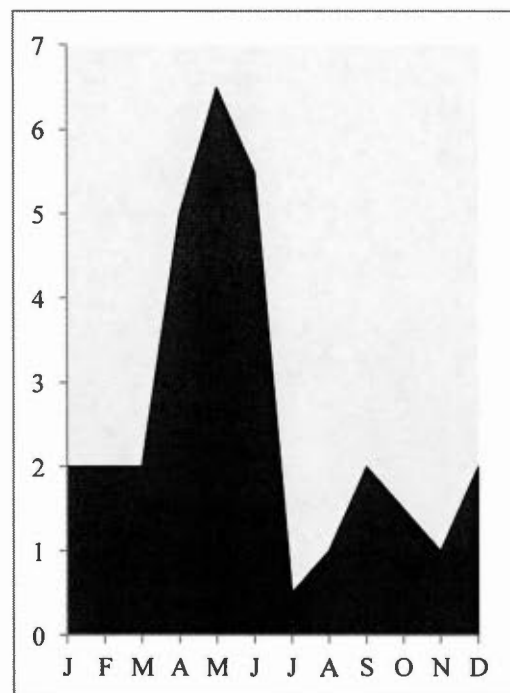
<sup>283</sup> Alexander V. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy*, p. 74-75.

Graphique 1.1 Calendrier de la dépense de travail d'une exploitation non capitaliste



Source : Reproduction du tableau de Chayanov. Cette courbe trace l'intensité du travail annuel d'une ferme de Volokolamsk en Russie (p. 75). Chayanov a laissé vide l'axe des ordonnées puisque l'intensité du travail correspond non pas à un nombre d'heures passé à travailler, mais à la charge de travail qui peut être fait soit dans un court laps de temps, soit dans un plus long.

Graphique 1.2 Calendrier des activités agricoles



Source : Gérard Bouchard a produit un tableau décrivant la répartition du nombre de tâches agricoles sur l'année. À partir de ces données, nous avons construit un graphique. On compte entre 5 et 6 tâches cumulées d'avril à juin, in « L'agriculture saguenayenne entre 1840 et 1950 : l'évolution de la technologie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 2, 1990, p. 362.

Le graphique de gauche permet d'illustrer l'intensité du travail dépensé durant l'année. Il montre les périodes cruciales d'occupation, la « routine agricole, le travail agricole, le rapport au travail » sur lesquels nous reviendrons plus loin lorsque viendra le temps d'aborder l'intensification de l'agriculture. Pour Chayanov, l'intensité ne se calcule pas en heures passées sur la terre à travailler, mais correspond plus précisément à l'accumulation d'une « mass of labor ». Autrement dit, un paysan peut s'affairer tranquillement pendant trois heures à une tâche comme il peut

travailler sans relâche pendant une heure ou même cinq heures en multipliant les corvées. Le graphique de droite quant à lui correspond au nombre de tâches agricoles mensuelles au Saguenay qui nous donne aussi une idée de l'intensité à partir du nombre de tâches dans une période donnée. En comparant l'intensité et les travaux agricoles sur une année, on devine que cette quantité renvoie également à l'énergie dépensée sur la terre. L'abattis (défrichage), l'entretien des bâtiments et des clôtures ainsi que le creusage des fossés et des rigoles sur des kilomètres, tâches toutes exécutées entre avril et juin, correspondent à la dépense de travail la plus élevée dans l'année. Quelques mots sur le type de travail sont nécessaires afin de bien cerner ce dont il est question lorsqu'intervient l'intensité du travail dans le cycle de vie paysan. En règle générale, les paysans effectuaient les labours à partir de septembre. Puis l'ensemencement qui débutait en mai laissait place à un été occupé par des entretiens divers. Les moissons commençaient en août pour se poursuivre jusqu'en septembre et octobre, et avec les labours au même moment, le cycle reprenait de nouveau<sup>284</sup>. Sachant cela, les deux graphiques permettent donc d'apprécier plusieurs choses. D'abord, la distribution de l'énergie dépensée comme force de travail. Ensuite, les périodes de prélèvement extrêmement rentable pour les seigneurs sur les récoltes de l'été et de l'automne. Enfin, les périodes d'inoccupation. Dans son étude, Chayanov constate que les fermes familiales non-capitalistes possèdent une quantité de temps inutilisé. Cette situation coïncide avec la logique du calendrier agricole qui structure la vie quotidienne rurale où s'opposent travail et temps libéré pour les célébrations (entre autres choses).

---

<sup>284</sup> Pour plus de détails, voir Gérard Bouchard, « L'agriculture saguenayenne entre 1840 et 1950 : l'évolution de la technologie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 2, 1990, p. 360 sq. et Thomas Wien, *op.cit.*

#### 4.2. *Nuptiæ sacrae* : système de mariage et reproduction sociale

Le système normatif du monde rural repose sur un ensemble de règles tacites qui rendent compte d'une certaine mise en ordre, particulièrement en ce qui concerne les pratiques sexuelles. Un équilibre subsistant entre temps libre et temps de travail permet d'apprécier cette réalité. Durant la première moitié du siècle, le temps consacré aux loisirs restait jalousement surveillé, car il avait la réputation d'occasionner des écarts de conduite, notamment durant les bals. La danse figurait parmi les activités vigoureusement prosrites puisqu'elle favorisait le rapprochement physique<sup>285</sup>. Les autorités cléricales s'en inquiétaient constamment, plaçant « la danse au rang des vices<sup>286</sup> ». La régulation des mœurs s'appuyait entre autres sur le calendrier liturgique en proposant un investissement du temps libre envers Dieu et la pénitence<sup>287</sup>. Dans les années 1830, la reproduction et l'enfantement étaient également surveillés. Les corps médical et clérical avaient tenté « de mettre les principes de l'accouchemens (sic) à la portée des personnes qui paroissent (sic) le moins susceptibles d'instructions<sup>288</sup> ». Par conséquent, le rôle des sages-femmes était d'autant plus essentiel que la procréation ne devait connaître aucune entrave. Les moyens de contraception mécaniques étaient à peine connus, et les naturels, peu efficaces. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la fécondité était sous haute surveillance comme le rappelle Gérard Bouchard. Si l'information était socialement contrôlée, « les pratiques sexuelles tombaient sous la double ordonnance du rapport conjugal (dominé par le mari) et du rapport sociétal (dominé par l'Église et l'État) ». De plus, la condamnation de moyens contraceptifs « enlevait au couple — à la femme plus

<sup>285</sup> Serge Gagnon et René Hardy, *l'Église et le village au Québec, 1850-1930*, Montréal, Leméac, 1979, p. 28 et sq.

<sup>286</sup> *Les mélanges religieux*, 29 février, 1848.

<sup>287</sup> Serge Gagnon, *Plaisir d'amour et crainte de Dieu. Sexualité et confession au Bas-Canada*, Presses de l'Université Laval, 1990, p. 73.

<sup>288</sup> Edouard Moreau, *Instructions sur l'art des accouchemens pour les sages-femmes de la campagne*, Montréal, Fabre, Perrault, 1834, p. i.

encore — la maîtrise de ses actes<sup>289</sup> ». En dépit de ces formes de contrôle, rien n'empêchait totalement la transgression des mœurs. La société rurale n'était certainement pas emplie d'une passivité et d'une rigidité insurmontables. Comme nous le verrons dans la troisième partie, la transgression morale s'est perpétuée jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle et constituait même une stratégie économique.

Le rôle du mariage dans la reproduction sociale et biologique reste à cet égard fondamental. Son caractère sacré renvoie bien sûr à des considérations d'ordre culturel. À ce titre, la sociologue Ellen Gee a montré l'existence de comportements très similaires entre l'Europe et le Canada<sup>290</sup>. L'union et la procréation constituent pour le christianisme les mécanismes sacrés de conservation. Au degré individuel toutefois, la nuptialité constitue l'amorce de la formation familiale. Le mariage constitue également un système à travers lequel sont traduites des pratiques qui structurent les trajectoires politique et sociale<sup>291</sup>. Par conséquent, les mariages signifient bien plus que de simples contrats conjugaux et représentent donc une pratique centrale dans le développement des sociétés. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, plus du tiers des familles canadiennes connaissaient un intervalle de temps extrêmement court entre le mariage et la conception alors qu'un sixième d'entre elles pouvait attendre jusqu'à 10 mois<sup>292</sup>. Encore, une distribution mensuelle du nombre de mariages permet d'esquisser un portrait assez juste du commencement du cycle familial et des stratégies de reproduction qui lui sont inhérentes. Nous avons reproduit la courbe des périodes de mariages pour le Bas-Canada qu'Allan Greer avait présenté dans son

<sup>289</sup> Gérard Bouchard, « La sexualité comme pratique et rapport social », p. 216.

<sup>290</sup> Ellen M. Thomas Gee, « Marriage in Nineteenth-Century Canada », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 19, n° 3, 1982, p. 311 et sq.

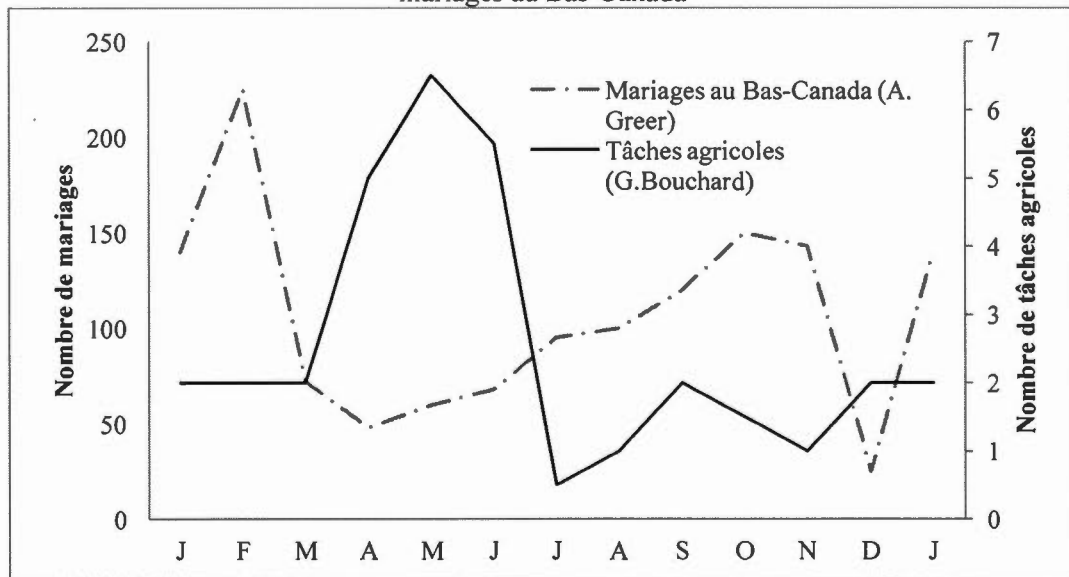
<sup>291</sup> Mary S. Hartman a insisté sur le mariage comme « système » et son implication dans le développement de l'Occident. Les systèmes de mariage basés sur des unions dites hâtives ou tardives sont corollaires à la formation des familles et leurs trajectoires sociales. Par exemple, le système de mariage tardif, dominant autour du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles, a généré des structures politiques différentes, transformé les manières de vivre, différencié les « rôles », les statuts selon le sexe et jusqu'à un certain point, influencé le développement de l'ère moderne », in Mary S. Hartman, *op.cit.*, p. 33.

<sup>292</sup> Jacques Henripin, « La fécondité des ménages canadiens », p. 82.



ouvrage *Peasant, Lord and Merchant*, et superposé une courbe qui correspond cette fois-ci au temps consacré au travail. En croisant ainsi ces informations, nous souhaitons illustrer une des dimensions importantes de la vie rurale: le rapport entre le travail, les célébrations et les temps libres. Par célébration nous entendons bien sûr les fêtes religieuses et les mariages.

Graphique 1.3 Comparaison entre le nombre de tâches agricoles et l'indice mensuel des mariages au Bas-Canada



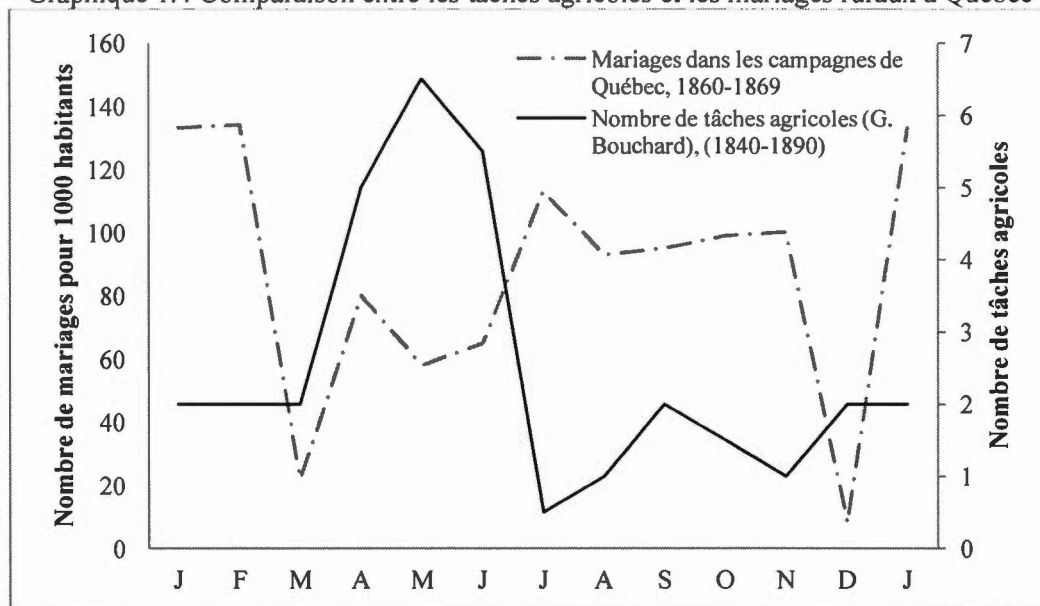
Sources : Il s'agit du nombre de tâches générales et non exceptionnelles basées sur le calendrier des travaux de 1840 à 1890. Nous nous appuyons sur ce calendrier comme structure de référence du travail agricole, in Gérard Bouchard, « L'agriculture saguenayenne », p. 362.

Ce sont les mariages pour l'ensemble de la province entre 1829 et 1831, *Peasant, Lord and Merchant*. Nous supposons qu'ils sont ramenés à 1000 habitants bien que Greer n'en dise rien.

On observe deux évolutions opposées entre les activités productives et non productives de la vie rurale. Cet équilibre se conçoit bien. Aux heures d'intenses labeurs, alors que les habitants de tout âge sont enjoins à participer aux corvées, moins de mariages sont organisés. Inversement, les célébrations se font davantage en période d'inactivité, après l'avent et à partir des moissons. Comparer maintenant la

distribution des tâches agricoles et l'indice mensuel du mariage à l'intérieur d'un ensemble plus restreint, précise davantage la relation.

Graphique 1.4 Comparaison entre les tâches agricoles et les mariages ruraux à Québec



Sources : Il s'agit du nombre de tâches générales et non exceptionnelles basées sur le calendrier des travaux de 1840 à 1890, in Gérard Bouchard, *op.cit.*, p. 362.

La moyenne des mariages catholiques de 1860 à 1869 ramenée à 1000 habitants selon les données du projet BALSAC.

Comme le graphique précédent, celui-ci illustre l'équilibre des activités productives et non productives. Grâce aux courbes presque opposées l'une par rapport à l'autre, on peut apprécier les périodes consacrées au mariage et celles qui ne le sont pas. Il serait cependant risqué de croire que mariage et travail soient mutuellement exclusifs. Leur opposition témoigne d'abord et avant tout d'une rationalité propre à la vie rurale du XIX<sup>e</sup> siècle. Pourtant, de nombreux autres éléments entrent en ligne de compte. En plus d'être rythmé par les mariages et le travail, le cycle de la vie paysanne est constamment traversé de fêtes. Là, une certaine forme d'équilibre s'en dégage aussi. Les mois de janvier et février sont occupés par des festivités, et ce, jusqu'au mercredi

des Cendres, premier jour de pénitence et de jeûne avant le Samedi saint. Que ce soit la Chandeleur, la Saint-Blaise, le Mardi gras ou la St-Joseph, le cycle hivernal est ponctué de périodes festives parmi lesquelles s'inscrivent de nombreuses autres célébrations comme le mariage<sup>293</sup>.

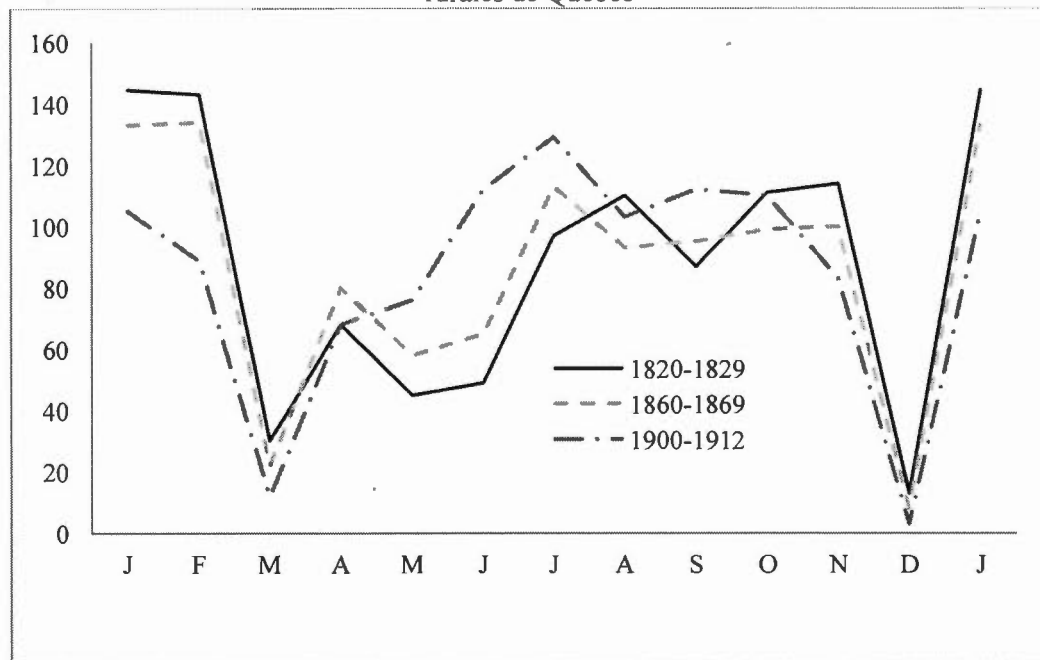
Bien que les fêtes religieuses soient célébrées avec une intensité remarquable le long du siècle, le cycle du travail et de la corvée<sup>294</sup> va se trouver progressivement rompu par le développement de nouvelles pratiques économiques, la spécialisation et la mécanisation. Identifier les périodes de mariages permet de prendre en compte ces transformations et le nouveau rapport au temps de travail. Voici l'évolution des unions rurales sur presque un siècle.

---

<sup>293</sup> Sophie-Laurence Lamontagne, *L'hiver dans la culture québécoise, XVII<sup>e</sup>–XIX<sup>e</sup> siècles*, IQRC, 1983, p. 108.

<sup>294</sup> La corvée, à l'inverse de tâches individuelles comme l'entretien du cheptel et des outils, correspondait à un travail en groupe sans rémunération avec ou sans échange de temps. Un nombre considérable de corvées étendues sur l'année occupait la vie de l'agriculteur, de sa famille et de la communauté. Qu'il s'agisse de l'abattis, l'essouchage, le clôturage, le fumage, le labourage, la récolte des foin, le battage et le vannage du grain, les corvées de nettoyage, les corvées de bois, la récolte des légumes et des fruits, le plumage des oies, la boucherie, l'entreposage de toutes sortes, etc., la structure du temps de travail était assez rigide. Pour une étude ethnographique, voir Jeanne Pomerleau, *Corvées et quêtes. Un parcours au Canada français*, Montréal Hurtubise, 2002, p. 99-219.

Graphique 1.5 Indice mensuel du nombre de mariages entre 1820 et 1912 dans les paroisses rurales de Québec



Source : Exploitation des données du projet BALSAC. Les informations sur les mariages sont issues des registres paroissiaux catholiques. Le nombre de mariages est ramené à 1000 habitants.

L'agglomération comprend l'ensemble des villages du district de Québec, code 18, « région de Québec », projet BALSAC et exclut la ville de Québec.

À la lecture des données, il paraît clair que plusieurs changements se sont opérés. D'abord, en dépit de la faible fréquence de mariages en mars et en décembre (périodes qui perdurent tout le siècle et correspondent au carême et à l'avent), le nombre croissant d'unions durant le reste de l'année atteste d'une hausse de la religiosité. Ce changement sera détaillé dans la troisième partie de la thèse. Pour le moment, il importe de souligner l'augmentation des mariages au printemps alors que la pratique semble contraire aux activités agricoles. Comment expliquer ce changement ? Il semble suivre l'avènement de nouveaux rapports de production. Par exemple, des corvées agricoles comme le battage du grain vont céder la place aux

premières batteuses à grain puis auxmoissonneuses-batteuses à partir de 1860<sup>295</sup>. Les différentes expositions agricoles internationales à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle vont permettre la diffusion de savoir-faire et d'instruments destinés à réduire le temps de travail et surtout à déconstruire les tâches agricoles traditionnellement exécutées en groupe. Cette réorganisation du temps de travail va s'effectuer au moment où la modernisation relative des exploitations s'appuiera entre autres sur les succès des fermes modèles.

Dans une perspective plus sociologique, le graphique donne des indices sur le cycle de vie des familles. Comme le souligne Mary S. Hartman, « household regime appeared not within the the elites of Western societies, but instead among the masses of women and men who worked the land.<sup>296</sup> » S'il est impossible de connaître le moment exact de la conception des enfants, le nombre d'unions en hausse après Noël, laisse présumer la persistance d'un modèle de planification des naissances. Qu'il s'agisse de 1820 ou de 1900, les mariages atteignent des sommets après les célébrations de décembre. En effet, comme l'a démontré Henripin, la moyenne de temps entre le mariage et les premières conceptions oscillait autour de 1 à 2 mois. Toutefois, ceci n'est pas absolu. Les remariages qui font partie des données viennent atténuer un peu les résultats. La similarité des courbes entre les trois périodes révèle la persistance d'un modèle rural, mais également des transformations progressives dans le cycle de vie à partir des années 1860. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce cycle sera marqué par la mutation technique du travail et du temps de travail. À la lumière de cette évolution, certaines pratiques coutumières pourraient avoir été supprimées alors que d'autres se sont manifestement vues recomposées afin de rester conformes aux besoins de l'économie capitalisme. Enfin, le système de mariage en place au début du XIX<sup>e</sup> siècle était largement dépendant d'un régime de propriété

---

<sup>295</sup> Claude Blouin, « La mécanisation de l'agriculture entre 1830 et 1890 » in Normand Séguin, (sous la direction), *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 93.

<sup>296</sup> Mary S. Hartman, *op.cit.*, p. 31.

précapitaliste à l'intérieur duquel, les liens féodaux empêchaient le déploiement complet de stratégies et de comportements démographiques susceptibles d'engendrer des transformations à la base d'un processus d'industrialisation. Alors que les familles étaient tenues de répondre positivement aux poussées du marché, le développement de l'agriculture capitaliste au Bas-Canada reposait davantage sur l'exploitation et la réorientation de la force de travail que sur un système de mariage tardif et des stratégies de calcul comme l'ont avancé certains historiens et sociologues<sup>297</sup>. Bien sûr, cette situation allait changer avec l'abolition du régime seigneurial. Mais pour la première moitié de ce siècle, des forces internes allaient renforcer les relations sociales de propriétés existantes et inscrire les rapports de production dans le cadre d'expansion coloniale.

---

<sup>297</sup> Voir la discussion sur le sujet, Mary S. Hartman, *loc.cit.*, p. 234 et sq.

## CHAPITRE V

## CRISE RURALE ET INVOLUTION : CONDITIONS D'UNE TRANSITION AU CAPITALISME

Au Canada, le XIX<sup>e</sup> siècle s'est ouvert sur une crise rurale qui durera plusieurs décennies. Les difficultés rencontrées ont amené des familles à dépendre progressivement d'un accès aux vivres par l'achat sur le marché ou par la demande d'allocations gouvernementales. Les conséquences de cette crise se sont fait sentir longtemps. En 1838, des familles du district de Québec avaient imploré l'assistance du gouverneur. Leur requête visait le manque de récoltes depuis plusieurs années à St-François et à St-Georges qui les réduisaient « à un état de misère ». La situation était telle que les familles croyaient que « plusieurs d'entre eux, surtout les femmes et les enfants », allaient « infailliblement périr de faim » puisqu'un « grand nombre de ces pauvres [étaient] réduits à vivre avec des herbages et [s'étaient] même enfermés dans leur maison pour y mourir<sup>298</sup> ». Cet appauvrissement n'est pas anecdotique. Comme nous allons l'analyser plus loin, il a été entraîné par un bouleversement dans les relations sociales de propriété.

Lorsque vient le temps de problématiser la transition au capitalisme, plusieurs éléments apparaissent susceptibles d'en être responsables. Les mutations du monde rural représentent à notre avis la dynamique la plus importante, parce que, pour reprendre Sweeny, « elle établit le rythme de fond de la transition<sup>299</sup> ». Ce chapitre s'intéresse donc particulièrement à la trajectoire économique à partir de la sphère de production agricole. Nous tenterons de problématiser la transition capitaliste de

---

<sup>298</sup> ANQ-Q, R2/S2, Fonds des Gouverneurs, régimes anglais, Correspondance, « Requête des habitants des paroisses de Saint-François et de Nouvelle-Beauce au gouverneur John George Durham pour avoir son assistance », 2 juillet 1838.

<sup>299</sup> Robert Sweeny, « Paysan et Ouvrier », p. 148-149.

l'agriculture au Bas-Canada à partir des relations sociales de propriété. D'abord, nous chercherons à comprendre la nature de la crise agricole et les différentes interprétations qu'on lui prête. Nous nous intéresserons ensuite au fonctionnement de la propriété en commun soccage établie dans les territoires britanniques du Bas-Canada afin de comparer la trajectoire économique des deux systèmes de propriété. Ceci permettra d'avancer l'hypothèse d'une intensification de la production agricole comme un terreau fertile à l'apparition d'un capitalisme agraire. Dans le cadre de cette dynamique de production, le travail repose sur une division sexuelle du travail et des éléments de domination et d'exploitation. Enfin, insister sur la productivité nous amènera à considérer l'apparition d'un discours politique empreint d'une urgence. Ce discours mobilisera les élites britanniques et canadiennes qui évoqueront le progrès national à travers l'amélioration de l'agriculture et l'implication du capitalisme.

Les relations sociales de propriété à la base de la vie seigneuriale permettent de jeter une lumière sur les aspects importants de la crise agricole qui a secoué le Bas-Canada (1802-1837<sup>300</sup>). Jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la province a connu comme la France, une sorte « [d']amorçage de la croissance sans bouleversement technologique<sup>301</sup> ».

---

<sup>300</sup> La première thèse sur cette crise de la production est attribuable à W. H. Parker. L'historien a mis en lumière une épidémie de mouches à blé qui dès 1831 a forcé la transformation de la production agricole bas-canadienne in W.H Parker, « A New look at Unrest in Lower Canada in the 1830's », *Canadian Historical Review*, 1959 p. 209-218. Pour Fernand Ouellet et Jean Hamelin, c'est plutôt au XIX<sup>e</sup> siècle que le Bas-Canada a été secoué par une crise agricole (plusieurs mauvaises récoltes) attribuable à la faible innovation technique, l'épuisement des sols, les pressions démographiques in Fernand Ouellet et Jean Hamelin, « La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837 », *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association / Rapports annuels de la Société historique du Canada*, vol. 41, n° 1, 1962, p. 17-33. Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot ont quant à eux réinterprété la crise et ont affirmé qu'elle relevait davantage d'une modernisation de l'appareil économique bas-canadien, dans lequel l'habitant serait devenu un acteur rationnel répondant adéquatement aux demandes du marché in Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : éléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, n° 2, 1972, p. 225. Si les premiers ont examiné les faibles redevances prélevées sur chaque récolte laissant supposer une insuffisance considérable de la production, les derniers ont davantage été interpellés par la théorie du choix rationnel de Harvey Leibenstein. À leur manière tous ces auteurs ont présenté ce qui constitue la première crise du marché qui ouvre le XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>301</sup> Georges Duby et Armand Wallon, *Histoire de la France rurale*, t. 2, Paris, le Seuil, 1992, p. 383.



Puis, une crise est venue subitement ébranler les structures agraires et menacer les relations sociales de propriété résiduelles de la Nouvelle-France. L'occupation britannique avait organisé son territoire de sorte que le monde agricole canadien n'avait d'autre choix que de s'aligner sur les obligations économiques du marché colonial. Contrairement à la thèse classique voulant que le capitalisme britannique ait créé un salariat agricole, les élites économiques se sont plutôt accommodées de l'agriculture familiale et du système de propriété déjà en place au Bas-Canada<sup>302</sup>. Toutefois, pour Bernard Bernier, l'expansion coloniale et la soumission des activités familiales au mécanisme du marché ont entraîné une crise. Les relations de propriété à la base de la production agricole témoignent de transformations importantes où le développement agricole assujéti au régime seigneurial pesant et lucratif s'est trouvé influencé par la poussée de l'économie marchande<sup>303</sup>. L'équilibre travail/consommation en sera profondément perturbé. En vérité, cette crise perdurera jusqu'à l'abolition du régime seigneurial. À partir de ce moment, de nombreux paysans vont devenir salariés et ouvriers agricoles et peu d'entre eux pourront racheter la terre qu'ils occupent et espérer devenir propriétaires<sup>304</sup>. Les pratiques sociales vont aussi subir le poids d'une agriculture performante et sa mécanisation va s'intensifier à partir de 1860. Il est donc nécessaire de présenter certains éléments de cette crise qui va favoriser le passage d'un régime social de propriété vers un autre.

### 5.1. De la crise agricole à la crise de la propriété

La crise agricole a d'abord été attribuable à une crise du commerce de blé. Or ses conséquences se sont répandues rapidement dans l'ensemble de la société. Cette «

---

<sup>302</sup> Bernard Bernier, « The penetration of capitalism in Quebec agriculture », *The Canadian Review of Sociology and Anthropology / La Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 13, n° 4, 1976, p. 426.

<sup>303</sup> Gérald Bernier et Daniel Salée, « Appropriation foncière », p. 165.

<sup>304</sup> Robert Sweeny, « Paysans et propriété. La commutation à Montréal, 1840-1859 » in Christian Dessureault, John A. Dickinson et Joseph Goy (sous la direction), *Famille et marché, XVI-XXe siècle*, Québec, Septentrion, 2003.

crise du monde rural » a forcé les paysans à transformer leur système de production<sup>305</sup>. Ce n'est pas que le déclin du blé, mais un amalgame de facteurs de crise à partir d'une fragilité commerciale qui a affecté l'ensemble des relations sociales. Les mauvaises récoltes, l'épuisement des sols et l'usage d'outils aratoires dépassés ne représentent en réalité qu'une partie de l'équation. À titre comparatif, l'absence de véritable crise agricole sous le Régime français<sup>306</sup> à l'exception de 1689 —une année sous le signe de la guerre—, permet de souligner avec force les conséquences du colonialisme britannique. À cette époque, les causes de l'instabilité économique ne pouvaient provenir du système agraire lui-même. Les paysans labouraient en jachère, élevaient du bétail et diversifiaient leur culture. Seule la part commercialisable de produits agricoles se voyait soumise aux impondérables des récoltes<sup>307</sup>. Qu'est-ce que cela signifie pour le XIX<sup>e</sup> siècle ? Que la crise qui avait débuté vers 1802 allait devenir systémique et globale. Que le bouleversement sur les marchés locaux et impériaux n'était que le reflet d'une crise sociale située au niveau de la production. On a d'ordinaire attribué la crise à de mauvaises récoltes et à une pauvreté du sol. L'état de la terre tout comme la qualité de la récolte constituent un facteur important. Toutefois, cela n'explique en rien la persistance d'une telle crise, et ce, dans l'ensemble des régions de la province. Lors de minces récoltes, les surplus qui normalement auraient été engrangés pour subvenir aux besoins des paysans locaux étaient envoyés dans le circuit commercial pour les États-Unis et le Royaume-Uni. On peut donc s'imaginer les conditions dans lesquelles vivaient les paysans lorsque les récoltes s'avéraient catastrophiques et leur rareté provoquait une hausse des prix inspirée par la spéculation. C'était le mode de subsistance qui s'effritait et les répercussions se faisaient sentir jusque dans l'alimentation du paysan :

<sup>305</sup> Serge Courville, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 24, n° 62, 1980, p. 221.

<sup>306</sup> Louise Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 332.

<sup>307</sup> Voir l'explication du modèle de « répartition approximatif » in Louise Dechêne, *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, Boréal, 1994.

Ce dernier consomme de moins en moins de pain blanc. De deux à trois livres par jour qu'il absorbait au XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'en mange plus, vers 1822, qu'une livre. Par contre, on entre dans l'âge d'or de la soupe aux pois qui incluait dans sa préparation le lard et la patate. Il y a aussi les fèves au lard et même la fameuse galette de sarrasin pour les pauvres, les grippe-sous et les colons<sup>308</sup>.

Sous le Régime britannique donc, l'agriculture trouve progressivement ses débouchés dans un marché atlantique sur lequel le paysan n'a aucun contrôle. Par exemple, en 1804, les familles de la région de Québec « subissent une terrible privation » en partie à cause d'une mauvaise récolte et surtout, en raison d'un « système agraire improductif<sup>309</sup> ». Improductif puisque les demandes du marché étaient trop fortes. Leur surplus était vendu sur le marché colonial et pour pallier l'insuffisance, il fallait produire plus pour créer davantage de surplus et aider aux subsistances locales. La fragilité de la structure agraire face aux agitations de l'économie a entraîné une conversion de la force de travail caractérisée par une intensification de la production. La demande croissante sur le marché impérial a obligé les familles à produire plus qu'elles n'avaient produit auparavant sous le Régime français. Lors des disettes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les familles parvenaient à se rabattre sur des activités de subsistance, comme l'a bien montré Louise Dechêne dans son étude sur Montréal. Toutefois, les conséquences de ces privations semblent avoir été beaucoup plus systémiques sous le commerce anglais. Comme l'indique E. P. Thompson pour l'Europe, les problèmes de subsistance qui parfois mène à des révoltes, portent un signe que l'ancien régime tire à sa fin<sup>310</sup>. C'est dans ce contexte que la crise de la production est devenue une crise rurale.

---

<sup>308</sup> Fernand Ouellet et Jean Hamelin, « La crise agricole », p. 43.

<sup>309</sup> *Political Annals of Lower-Canada; being a Review of the Political and the Legislative History of the Province*, Montréal, 1828, p. 83.

<sup>310</sup> Edward. P. Thompson, *Customs in Common*, p. 264.

En 1817, le parlement votait l'Acte pour le secours de certaines paroisses en détresse. Près de 50 familles du district de Québec nécessitaient des sommes d'argent et des provisions alimentaires tels que de la farine, du lard, du bœuf et de la morue<sup>311</sup>. Dans un contexte féodal où les familles restaient liées au seigneur et à leur terre, plusieurs d'entre elles avaient adressé des requêtes au gouverneur et aux commissaires au début du XIX<sup>e</sup> siècle afin d'atténuer leur fardeau pécuniaire<sup>312</sup>. En 1829, propriétaires et marchands avaient demandé à leur tour une aide financière afin de subvenir au besoin alimentaire de plus de 500 membres de leur paroisse. Les familles « [n'avaient] pas suffisamment recueilli pour la subsistance de leur famille<sup>313</sup> ». Comme les rations étaient calculées pour être disponibles toute l'année, de nombreuses familles se retrouvaient avec un à deux mois de nourriture en réserve. Comme bien d'autres avant eux, familles, curés et entrepreneurs<sup>314</sup> s'étaient exprimés devant la chambre du comité de l'Assemblée législative pour qu'on vienne en aide à leur paroisse en détresse, victime des conséquences délétères du commerce britannique. Le gel prolongé des sols et la qualité de la terre étaient souvent la raison évoquée pour expliquer le faible rendement agricole canadien. Ce n'était pourtant pas l'avis des autorités politiques en la matière : « si le Bas-Canada ne prospère pas, ce ne sera ni le fait de sa position géographique, ni le résultat de l'infériorité de son sol et des désavantages du climat<sup>315</sup> ». Seuls une diversification des cultures, un défrichement de nouvelles terres et une modernisation de l'équipement agricole pouvaient sortir le

---

<sup>311</sup> *Journal de l'Assemblée Législative du Bas-Canada*, 1818, appendice N.

<sup>312</sup> À titre d'exemple, dans la paroisse de Sainte-Ambroise de la Jeune-Lorette près de Québec, plusieurs familles se trouvaient dans l'impossibilité d'honorer leur droit de banalité et espéraient un rabais sur les frais à payer pour l'usage du moulin. ANQ-Q E21/SSS6, Fonds Ministère des Terres et Forêts, Seigneurie de Saint-Gabriel, district de Québec, « Requête de Pierre Plamondon, [...] qui demande un rabais de frais d'affermage du moulin pour l'année en cours en raison de la disette du blé, et signature d'appui de quatre-vingt-huit habitants », 4 novembre 1828.

<sup>313</sup> *Journal de l'Assemblée Législative du Bas-Canada*, 1829, appendice RRR.

<sup>314</sup> *Journal de l'Assemblée Législative du Bas-Canada*, 1817, p. 159-160 ; *Journal de l'Assemblée Législative du Bas-Canada*, 1835-1836, app. E.

<sup>315</sup> *Rapport du Comité spécial sur l'état de l'agriculture du Bas-Canada*, Toronto, 1850, p. 6.

Bas-Canada de cette anémie. Cette volonté politique de réorienter les forces productives devait ultimement transformer les relations de classes. La crise du monde rural s'identifiait à une menace permanente des éléments qui caractérisaient jusqu'alors le cycle de vie paysan. La pression exercée sur la production afin de subvenir au marché colonial signifiait l'alignement graduel au capitalisme et par conséquent l'apparition de nouvelles relations de production et de consommation.

Comme le note Serge Courville, il paraît difficile de concevoir la seigneurie comme un système de production entièrement déficient<sup>316</sup>. La réorganisation permanente des forces économiques qui s'opérait de l'intérieur n'avait pas empêché le régime seigneurial d'être confronté à ses propres contradictions. Partie prenante de l'expansion d'un marché capitaliste, les seigneuries vivaient au même moment une crise malthusienne. Les pressions démographiques qui s'exerçaient sur le territoire à partir la fin du XVIII<sup>e</sup> jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ont provoqué une saturation des terres et entravé la croissance. Afin d'alléger la surpopulation, les seigneurs morcelaient les terres en émettant des titres de concessions. Ce procédé permettait de répartir les familles et d'équilibrer le rapport homme/terre. Pourtant, aucune loi ni aucune forme de pouvoir politique n'obligeaient les propriétaires à morceler leur territoire et à concéder une portion. Par conséquent, de nombreuses familles se plaignaient du contrôle minutieux des terres et de la surpopulation provoquée par le contingentement des seigneurs.

## 5.2. Townships et fiefs : un développement inégal et combiné

La cohabitation de deux régimes de propriété jette une lumière intéressante sur le processus de différenciation auquel Sweeny fait référence dans la paysannerie laurentienne. À la suite de la Conquête, l'occupation des terres par les colons

---

<sup>316</sup> Serge Courville, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique (deuxième partie) », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 24, n° 63, 1980, p. 423.

britanniques a eu pour effet d'abord de stimuler la spéculation et ensuite, la production agricole. En effet, de 1797 à 1834, des concessionnaires proches des gouverneurs successifs possédaient en moyenne 28 798<sup>317</sup> arpents. Une compagnie de Londres, la *British American Land Company* détenait à elle seule 1, 295, 263 arpents<sup>317</sup> en 1834 ! Ce processus de concessions s'était déroulé dans un flou politique et juridique complet. Les terres non concédées sous le Régime britannique étaient tombées sous la juridiction provinciale par laquelle était octroyé au clergé protestant un septième des terres et un autre septième restait en terre inculte. Les cinq septièmes disponibles appartenaient à la législation de la province. Toutefois, le gouvernement du Bas-Canada n'était jamais réellement propriétaire des terres. C'était la métropole et les pouvoirs britanniques sur place qui octroyaient à prix modique, voire gratuitement, des terres à différentes familles et plus tard aux loyalistes ayant fui les États-Unis. Or, avant 1763, deux politiques foncières coexistaient : celle issue de la Nouvelle-Angleterre et basée sur un principe de représentation d'un groupe d'associés entièrement absent de la Common Law et celle issue de la politique coloniale britannique basée sur des concessions individuelles au nom de la Couronne. La première présentait une nature corporative d'occupation des terres et d'accumulation du capital<sup>318</sup> alors que la seconde était centralisatrice. Implanté dans les Cantons de l'Est du Bas-Canada, ce premier système de colonisation —caractérisé par le régime du town proprietor<sup>319</sup>— reposait sur la disposition de larges terres, d'abord fragmentées pour ensuite être offertes aux colons et à leurs dirigeants<sup>320</sup>. L'implantation des colons après la Guerre de Sept Ans s'appuyait sur des intentions

---

<sup>317</sup> Maurice O'Bready, « The Eastern Townships Contemplated as a British Stronghold », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15, n° 2, 1961, p. 235.

<sup>318</sup> G. F. McGuigan, « Administration of Land Policy and the Growth of Corporate Economic Organization in Lower-Canada, 1791-1809 » in William T. Easterbrook et Mel H. Watkins, *op.cit.*, p. 101.

<sup>319</sup> *Id.*, « La concession des terres dans les cantons de l'Est du Bas-Canada (1763-1809) », *Recherches sociographiques*, vol. 4, n° 1, 1963, p. 76.

<sup>320</sup> *Id.*, « Administration of Land Policy... », p. 104.

politiques et avait encouragé l'accumulation du capital foncier d'une minorité ; on retrouvait également ces pratiques économiques dans les colonies américaines<sup>321</sup>. L'autonomie politique et économique de ces communautés connues comme « chef et associés » s'est rapidement trouvée en contradiction avec la politique britannique coloniale fondée sur un contrôle serré de concession des terres en franc et commun soccage. Ainsi, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle l'imbroglio juridique entre les trois influences (franc et commun soccage, town proprietor et l'administration coloniale) a favorisé une spéculation foncière inusitée. Développés en marge du régime seigneurial, les townships de l'Est sont restés jusqu'en 1830 sous un contrôle économique des syndicats de spéculateurs (trust), élément du régime de « chef et associés »<sup>322</sup>. Au même moment se développait progressivement un marché des terres dont les transactions étaient renvoyées au jeu de l'offre et de la demande. Enfin, la diffusion de capitaux dans les townships par des groupes comme la *B. A. Land Co.* avait accéléré la construction de ponts, de routes, de moulins et de fabriques afin de soutenir une économie agricole orientée pour le marché (market-oriented agricultural economy<sup>323</sup>).

Tel qu'expliqué dans le premier chapitre, la régulation seigneuriale se caractérisait par une pléiade de prélèvements en argent et en nature du seigneur aux habitants de sa terre. La tradition anglaise quant à elle organisait la tenure sous le franc et commun soccage, c'est-à-dire sous l'exploitation entièrement libre de redevances, système qu'on retrouvait dans l'ensemble de ses colonies<sup>324</sup>. Le principe qui ordonnait ce

---

<sup>321</sup> Afin de faciliter l'implantation de population ainsi que la production de marchandises, les autorités impériales ont toujours favorisé la concession de vastes terres et ainsi permis la création de townships in Charles Post, *The American Road to Capitalism*, p. 180.

<sup>322</sup> *Id.*, « La concessions des terres... », p. 81 et 88.

<sup>323</sup> Jonathan I. Little, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec: The Upper St. Francis District*, Kingston and Montreal, McGill-Queen's, 1989, p. 38-39.

<sup>324</sup> Toutefois, il faut présenter sa loyauté à la Couronne. À la suite de la guerre civile anglaise au XVII<sup>e</sup> siècle lorsque « l'aristocratie terrienne est devenue extrêmement forte, le parlement a promulgué en 1660 le *Statute of Tenures* où l'ensemble des fardeaux financiers et des obligations associés à la tenure

système coutumier de relations de propriété était celui d'hommes libres sous l'obligation de rendre service qui, la plupart du temps, était matérialisé en salaire<sup>325</sup>. Les avantages de la tenure soccagère avaient déjà été discutés à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au sein du Conseil législatif à Québec. Selon certains, la conversion des terres seigneuriales ferait perdre aux seigneurs les « droits actuels et légaux, aux amendes d'aliénations et à la banalité » dont ils dépendent, mais établirait toutefois « des conditions avantageuses à l'agriculteur<sup>326</sup> ». Le principe du travailleur libre était au centre du mode d'exploitation britannique. En juin 1825, une loi, *Act to provide the extinction of the feudal and seigniorial rights and burthens of land held 'à titre de fief et à titre de cens'* souhaitait grâce à une commutation générale, donner la possibilité aux agriculteurs de devenir propriétaires de leur terre, et donc de jouir de leur travail sans entrave. Cette plus grande liberté, à l'opposée de la situation du censitaire, était un principe inviolable dont on trouve les échos dans les droits à la liberté individuelle et à la propriété privée qui articule les débats politique et juridique avant la Confédération. La terre sous la tenure anglaise devenait plus facilement source de capitaux parce qu'elle était perçue comme une marchandise libre déliée de toutes obligations juridiques alors que la tenure en fief réglée par un système de droit d'héritiers attachait à elle ses occupants et la prochaine génération.

Les principes politiques et économiques sous-jacents aux types de tenures nous permettent d'identifier des éléments à la base d'un développement inégal et combiné. Par là, nous entendons le caractère profondément inégal du capitalisme dans sa tentative d'universalisation. À l'intérieur de l'unicité du capitalisme comme mode de production subsistent des contradictions profondes qui rendent donc variable, parfois

---

féodale ont été abolis » in A. R. Buck, *The Making of Australian Property Law*, Leichardt, The Federation Press, 2007, p. 6.

<sup>325</sup> John E. C. Brierley, « The Co-existence of Legal Systems in Quebec: Free and Common Socage in Canada's "pays de droit civil" », *Les Cahiers de droit*, vol. 20, n° 1-2, 1979, p. 279 ; J. John Lawler, Gail Gates Lawle, *A Short Historical Introduction to the Law of Real Property*, Washington, Beard Books, [1940] 2000, p. 13.

<sup>326</sup> *Extrait des procédés d'un Comité (sic) de tout le Conseil*, Québec, 1790, p. 16 et 28.



même chaotique la progression de son système économique. Pourtant, il ne faut pas y voir une faiblesse ni une faille. Ces « contradictions dans l'unité » constituent la dynamique même du capitalisme. En substance, ce processus met en lumière un amalgame de pratiques sociales et économiques à la fois archaïques et modernes<sup>327</sup>. L'organisation des structures foncières du Bas-Canada à partir des informations du recensement de 1831 donne une idée de la distribution des terres cultivées et occupées. On suppose que les terres occupées sont habitées par leur propriétaire par opposition aux terres cultivées.

---

<sup>327</sup> Nick Taylor, « Theorising capitalist diversity: The uneven and combined development of labour forms », *Capital & Class*, vol. 38, n° 1, 2014, p. 130-132; Justin Rosenberg, « The 'philosophical premises' of uneven and combined development », *Review of International Studies*, vol. 39 n°3, 2013, pp. 569-597.

Tableau 1.2. Distribution des modes d'exploitation, 1831

Division du territoire	Terre sous tenure seigneuriale			Terre sous tenure soccagère		
	Surface en arpents des terres occupées	Surface en arpents des terres cultivées	Population	Surfaces en arpents des terres occupées	Surface en arpents des terres cultivées	Population
<b>District de Montréal</b>	1, 928, 626	832, 003 <sup>7/8</sup>	251, 288	718, 015 <sup>1/4</sup>	190, 311 <sup>1/2</sup>	39, 392
<b>District de Trois-Rivières</b>	402,712 <sup>1/2</sup>	198, 833 <sup>1/4</sup>	44, 955	190, 239 <sup>5/6</sup>	54, 614 <sup>1/4</sup>	10, 815
<b>District de Québec</b>	1, 593,052 <sup>3/4</sup>	571, 793 <sup>1/2</sup>	148, 485	92, 724 <sup>1/4</sup>	10, 084 <sup>1/2</sup>	3, 500

Source: Joseph Bouchette, *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*, 1831.

Le tableau présente la répartition des espaces de vie, des terres occupées et du rapport entre la population et les terres cultivées<sup>328</sup>. On constate que le rapport entre le nombre de terres concédées et occupées et la population reste différent entre les deux tenures. De plus, la proportion d'occupation dans chaque district entre le régime seigneurial et le régime en soccage donne également une idée de la présence britannique sur le territoire. Dans les districts de Montréal et de Trois-Rivières, la proportion des terres en tenure soccagère oscillait entre 18 et 22 %, alors qu'à Québec, elle représentait environ 2 % des terres cultivables. Le rapport entre la population et les espaces cultivés distingue les deux systèmes d'exploitation et nous invite à réfléchir sur leur développement inégal durant la période précédant l'abolition du

<sup>328</sup> Les données trop partielles nous empêchent d'affirmer avec certitude les causes des transformations en cours au début du siècle. Toutefois, elles jettent une lumière sur la structure agraire et l'organisation économique en développement. C'est pourquoi il est essentiel d'examiner plus en détail l'exploitation agricole basée sur la tenure en fiefs et cens et en franc et commun soccage et d'expliquer les trajectoires économiques des familles paysannes.

régime seigneurial en 1854. En nous appuyant sur les informations de 1831, nous avons restitué certains éléments du processus de production<sup>329</sup>. Si ces informations nous fournissent des indices plus que des réponses définitives, elles donnent toutefois un portrait de deux trajectoires économiques. En choisissant des zones d'exploitation dont la surface de culture était similaire, c'est-à-dire entre 6,500 et 6,600 arpents, nous avons examiné le rythme de production agricole et d'expansion de tenures seigneuriale et soccagère entre 1831 et 1844. Situées dans le district de Québec, les paroisses de Beaumont, d'Ancienne-Lorette et le comté de Mégantic, qui regroupe de petits townships d'une surface totale équivalente à celles des paroisses, possédaient une structure agraire assez similaire. Le type de culture, le nombre de bestiaux et les catégories de moulin étaient sensiblement les mêmes. À partir de cette base commune, il nous est possible d'examiner le rapport entre le travail et son exploitation. En comparant ces trois régions, il appert que la population jouait un rôle indispensable. En effet, plus la population était nombreuse pour une même surface, plus la production était élevée. Avec le défrichage au cœur de l'expansion territoriale agricole, il est clair qu'une population plus nombreuse favorisait un processus rapide. Or est-ce un élément suffisant ? Si l'on considère le ratio force de travail/terre (Ft/T), à savoir le nombre d'habitants pour l'espace cultivé, un portrait intéressant se révèle. Ce ratio demeure un indicateur d'intensité du travail agricole basé sur la force de travail disponible et possible (homme, femmes et enfants en âge d'effectuer des tâches). Cette force de travail reste l'élément de premier plan pour la croissance agricole. La fertilité du sol et la technologie employée jouent également un rôle, mais il n'en demeure pas moins que c'est la façon dont est orienté et organisé le travail qui détermine la trajectoire socioéconomique, c'est-à-dire « la nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser [...] »<sup>330</sup>.

---

<sup>329</sup> Pour un tableau complet ainsi que la méthodologie employée, il faut se référer à l'annexe B située à la toute fin du document.

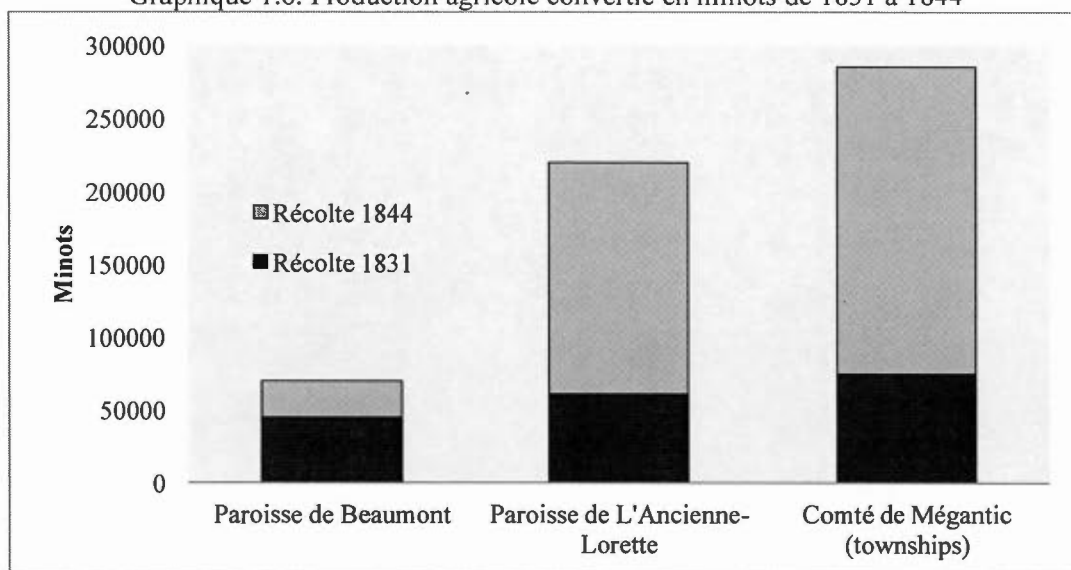
<sup>330</sup> Karl Marx, *Le Capital*, tome I, Éditions du Progrès, Moscou, 1982, p. 485.

Le tableau ci-dessous montre le rendement agricole mesuré par le défrichement préalable à l'expansion des cultures et la production des céréales. On constate que la croissance ne cesse d'augmenter, à l'exception d'un cas limite où la croissance stagne. Ces cas de figure corroborent en partie ce qui avait déjà été avancé pour la période de 1851 et 1852 dans les régions au sud et à l'ouest de Montréal entre les tenures en township et en fief<sup>331</sup>. Il semble que la pression du marché a joué un rôle décisif, et ce, combiné à l'organisation du travail différente entre les deux types de tenures.

---

<sup>331</sup> Frank Lewis and Marvin McInnis, « The Efficiency of the French-Canadian Farmer in the Nineteenth Century », *The Journal of Economic History*, vol. 40, n° 3, 1980, p. 502 et sq ; Armstrong, Robert, « The Efficiency of Quebec Farmers in 1851 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 17 n° 33, 1984, pp. 149-163.

Graphique 1.6. Production agricole convertie en minots de 1831 à 1844



Source : recensements de 1831 et 1844, *Journal de la Chambre d'Assemblée législative du Bas-Canada*, 1832, appendice O.o. ; *Journal de la Chambre d'Assemblée législative de la province du Canada*, 1846, appendice D.

La surface en 1844 a doublé à L'Ancienne-Lorette, triplé dans les townships et gagné quelques arpents à Beaumont. Cette transformation du territoire implique elle aussi un travail faisant partie du processus de production.

Un minot correspond environ à 36 litres ou 15 kilos.

La production agricole mesurée sur treize années révèle une croissance surprenante. En portant une attention sur la dimension individuelle de la production, nous pouvons dégager un rapport à la terre et les conditions de son exploitation. En absence du nombre exact de familles occupées au champ, nous proposons un rapport global de la force productive basé sur le nombre d'arpents pour un seul travailleur. Ce rapport permet de présumer de l'intensité du travail. Sous la tenure seigneuriale, on constate qu'un travailleur exploite en moyenne  $19^{1/4}$  arpents en 1831 et  $21^{3/4}$  arpents en 1844 tandis que dans les townships, 1 travailleur exploite en moyenne  $7^{3/4}$  arpents en 1831 et  $14^{1/4}$  arpents en 1844. On peut donc voir se dessiner un développement inégal, mais ce dernier doit être nuancé. Pour la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le rythme d'exploitation agricole est demeuré plus rapide que la croissance du nombre de

cultivateurs disponibles. Autrement dit, il ne semble pas y avoir eu d'allègement de travail, mais plutôt une intensification, particulièrement dans les townships. Quant aux cultivateurs censitaires, ils devaient s'occuper de plus grandes surfaces cultivables dont la productivité restait beaucoup moins rapide<sup>332</sup>. Or l'innovation technologique pourrait-elle expliquer ce développement inégal ? Examinons davantage.

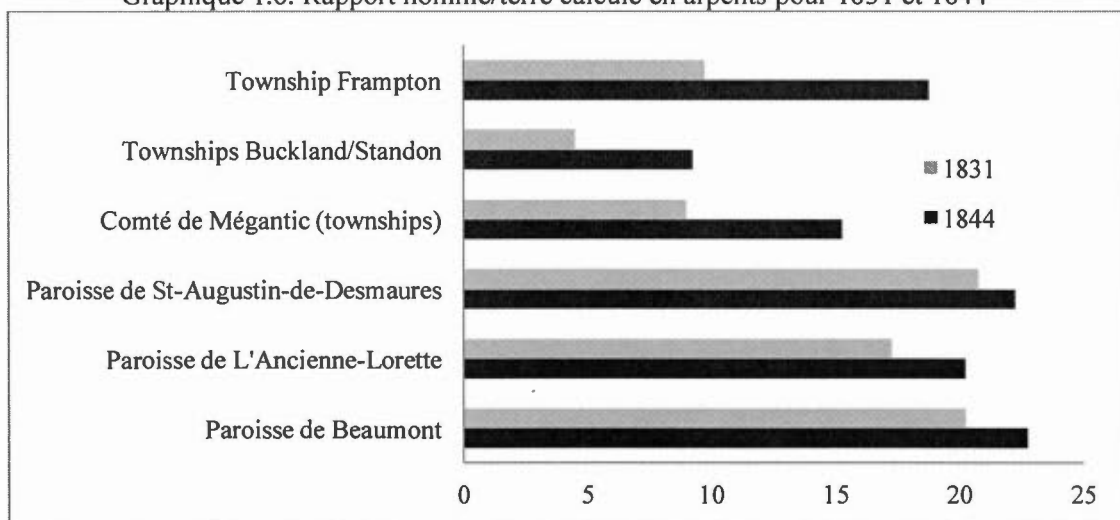
Deux formes de développement agricole se dessinent: l'une caractérisée par une croissance fulgurante et l'autre par une croissance moins forte, freinée par une main-d'œuvre quasi stagnante. À l'augmentation de la production agricole correspondait naturellement une croissance du travail et donc à du temps de travail additionnel. Dans plusieurs zones, la production agricole avait doublé puisque les cultivateurs se retrouvaient avec plus de terre à cultiver qu'avant. Pourtant, leur nombre n'augmentait qu'à un rythme très lent en raison notamment d'un exode forcé vers les villes. Si des journaliers pouvaient venir aider à moissonner les récoltes, encore fallait-il que les paysans aient les moyens de les payer. Cette main-d'œuvre provisoire était par ailleurs loin d'être abondante. Ainsi, de nombreuses familles paysannes devaient prolonger leurs heures de travail et peut-être est-il impossible de moissonner l'entièreté de leur récolte. Cette intensification de l'exploitation encouragée par l'obligation de diversifier les cultures et de modifier les méthodes de labour des terres, fait échos aux analyses de l'économiste Ester Boserup sur l'utilisation de la terre et la croissance agricole à travers la pression démographique<sup>333</sup>.

---

<sup>332</sup> Le recensement de 1831 fait mention du nombre de paysans saisonniers venus aider à la récolte. Cette information reste absente dans l'autre recensement. Toutefois, le nombre de volontaires varie énormément et se situe en moyenne entre 15 et 30 personnes.

<sup>333</sup> Toutefois, les conclusions de Boserup restent insatisfaisantes. Bien qu'elle explique le développement agricole par la pression démographique et technologique, les rapports de pouvoir qui sont à la base de ce changement font défaut. Ester Boserup, *The Conditions of Agricultural Growth: the Economics of Agrarian Change Under Population Pressure*, London, Allen & Unwin, [1965] 2005, p. 34 sq.

Graphique 1.6. Rapport homme/terre calculé en arpents pour 1831 et 1844



Source : recensement de 1831 et 1844, *Journal de la Chambre d'Assemblée législative du Bas-Canada*, appendice Oo; *Journal de la Chambre d'Assemblée législative du Canada*, appendice D.

Le septième graphique montre que la production agricole croît alors qu'augmente le nombre d'arpents par paysan. La différence est saisissante dans les townships. Une telle croissance avec davantage d'espace pour un paysan était sans doute stimulée par une mécanisation du travail et l'introduction de nouvelles technologies plus rapides que dans les territoires seigneuriaux. Effectivement, le ratio de force de travail demeuré presque identique dans les territoires seigneuriaux étudiés est quant à lui variable et beaucoup plus élevé dans les townships. Bien sûr, l'absolu de ce ratio devrait donner un rendement homme/terre toujours équivalent, par exemple, toujours 1 homme pour 9 arpents. Or dans les faits, la production a varié, mais est restée beaucoup plus élevée sous la tenure soccagère. La colonisation d'espace vierge, l'émigration et l'immigration ainsi que l'accroissement d'un bassin de paysans britanniques ont favorisé la croissance de la productivité. Toutefois, ce ratio ne nous informe pas sur la façon dont travaillaient les paysans, comment ils s'organisaient et comment ils étaient dirigés. Autrement dit, de quelles manières les relations de propriété agissaient sur les forces productives. Néanmoins, il s'agit d'une croissance

agricole inusitée pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est évident que le modèle de production seigneuriale était très bien intégré aux régulations économiques coloniales puisque la production croissait. Cependant, il est imprudent de penser que l'innovation technologique se serait rapidement implantée au sein des seigneuries et aurait contribué à la croissance fulgurante. L'historiographie ainsi que différentes sources ont confirmé son apparition tardive. En effet, les infrastructures et les moyens de production (moulin à farine, à orge, à scie, fonderies et bestiaux) sont demeurés à peu près tous inchangés. La croissance de la production des seigneuries paraît s'expliquer à travers une réorientation des forces de travail et une intensification de la production pour le marché.

### 5.3. L'involution comme condition d'une transition au capitalisme

Après avoir comparé les deux régimes de propriétés, peut-on affirmer que la tenure en franc et commun soccage était plus performante, mieux organisée ? En vérité, le franc et commun soccage reste un système féodal, mais il s'est avéré beaucoup moins contraignant que les tenures en fief. De plus, la terre en soccage possédait une valeur marchande plus élevée que la terre soumise à une rente perpétuelle et transmise de génération en génération<sup>334</sup>. Elle incarnait une première manifestation de l'économie de marché<sup>335</sup>. Elle était donc plus susceptible de faire l'objet de spéculation et être vendue au plus offrant. Sa vente a progressivement remplacé l'octroi et la concession. Les principes qui sous-tendent la tenure en franc et commun soccage valorisaient un

---

<sup>334</sup> Isidore Lebrun, *Tableau statistique et politique des deux Canadas*, Paris, Treuttel & Würtz, 1833, p. 107 et sq.

<sup>335</sup> Au sens où la terre devient soudainement une marchandise et reflète le « caractère extrêmement artificiel de l'économie de marché » c'est-à-dire le processus de production organisé sous forme d'achat et de vente. Karl Polanyi, *La Grande transformation*, p. 124.



libre marché des terres. L'agriculture de townships et l'organisation du travail étaient ainsi plus capitalistes<sup>336</sup>.

Depuis 1815, l'immigration majoritairement britannique et l'émigration sont venues grossir les rangs des townships (graphique 1.7). L'annexion d'autres territoires ainsi que l'apparition de nouveaux villages complétaient le processus de développement économique. La population dispersée dans les townships déjà beaucoup mieux exploités<sup>337</sup>, était composée de Canadiens, d'Irlandais, d'Américains. Cette mixité culturelle était peu commune dans les seigneuries. De leur côté, les paroisses du district de Québec connaissaient une croissance un peu moins rapide malgré les grandes surfaces cultivables. La différenciation existante entre les townships et les seigneuries et plus globalement encore, entre le Haut et le Bas-Canada<sup>338</sup>, laisse encore une fois supposer que les différentes trajectoires économiques seraient attribuables à l'orientation des forces productives.

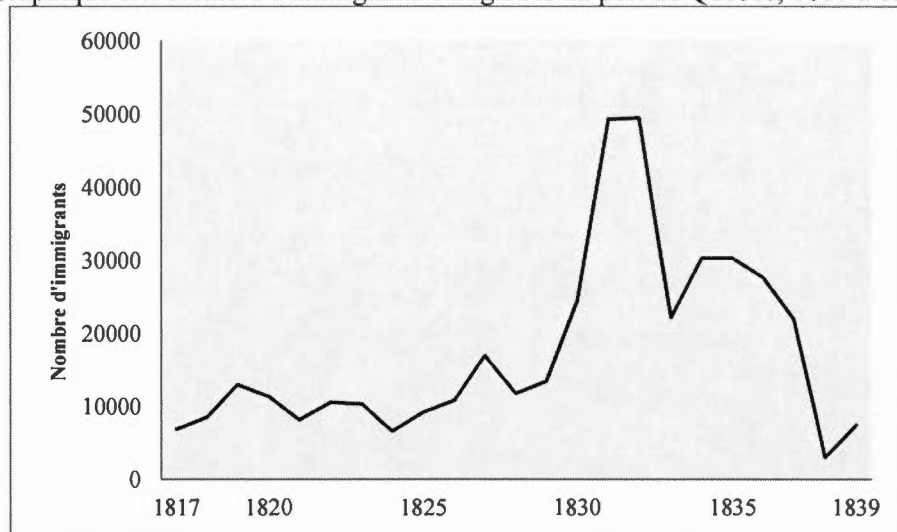
---

<sup>336</sup> Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale*, p. 360.

<sup>337</sup> Comme le confirment certaines observations à l'époque, *Le Canadien*, 16 février 1848.

<sup>338</sup> John McCallum, *Unequal Beginnings*.

Graphique 1.7. Nombre d'immigrants enregistrés au port de Québec, 1817 à 1839



Source : *Quebec Mercury* 11 février 1840.

Autour de 1835, alors que se dissipaient les conséquences de la crise rurale, les structures agraires seigneuriales du Bas-Canada avaient à peine bougées et l'équipement agricole était resté intact. Une très lente mécanisation du travail s'était ensuite opérée. Les fermes de Québec connaissaient la plus grande concentration de machines de la province<sup>339</sup>. En fait, la stagnation des structures agraires et l'innovation technologique quasi absente (0,4 % des fermes étaient équipées de machines) supposent que l'orientation des forces de travail et les relations sociales de propriété qui régulaient l'activité économique s'étaient modifiées profondément, mais pas nécessairement grâce à la mécanisation timide de l'agriculture. Les particularités des territoires agricoles du Bas-Canada permettent donc cette hypothèse : alors que l'ensemble des unités productives a été soumis à une croissance sans développement

<sup>339</sup> En 1844, la région de Québec comptait 56 % de tous les moulins à battre du Bas-Canada même si les machines agricoles n'équipaient que 0,4 % des 114, 496 fermes. Il faut rajouter d'autres machines et outils comme les charrues, les moissonneuses, les râtaux à cheval, les batteuses et les tarares, Claude Blouin, *op.cit.*, p. 97-98.

technologique, le développement qui précède l'agriculture capitaliste répond aux critères d'une involution<sup>340</sup>. Autrement dit, la réponse à la pression de la demande agricole coloniale, combinée à une saturation démographique des terres et à l'absence de progrès technologiques au début du siècle, a été celle d'une intensification du travail agricole. Plutôt que d'assister à un changement structurel suffisamment important afin de provoquer un « décollage » économique aussi rapide qu'au Haut-Canada ou aux États-Unis, l'involution se distingue par une croissance sans développement significatif. Par conséquent, l'intensification de relations de production traditionnelles a stimulé le développement économique menant à une forme capitaliste de production.

L'étude de l'intensité du travail a proposé de nombreuses analyses et a permis de développer les thèses de la proto-industrialisation et de la révolution industrielle, soubassements idéologique et économique de la société industrielle. En ce sens, Jan de Vries affirme que la révolution industrielle qui prépare la Révolution industrielle se distingue par une plus grande participation des membres de la famille au travail et que l'intensification des tâches productives stimule la croissance économique. Si certaines affirmations sont valides, de Vries théorise cette transition par la marche d'une société traditionnelle vers une société de consommation. Qui plus est, il ne fait aucune distinction de classe et ne présente à aucun moment les relations de domination et d'exploitation comme ressources coercitives extra-économiques qui interviennent dans la croissance économique agraire et industrielle<sup>341</sup>. Comprendre cette croissance à partir du processus d'involution permet au contraire de recentrer les

---

<sup>340</sup> C'est-à-dire une croissance de la productivité, sans innovation technologique. Dans son développement historique, le Bas-Canada se retrouve sous le Régime britannique où l'involution agricole se caractérise par une forte demande extérieure de la colonie en même temps qu'une pression démographique intérieure qui mène à une intensification plutôt qu'à une transformation. Voir à cet effet, Clifford Greetz, *Agricultural Involution: The Processes of Ecological Change in Indonesia*, Berkeley and Los Angeles, California, University of California Press, 1963.

<sup>341</sup> Jan de Vries, *The Industrious Revolution: Consumer Behavior and the Household Economy, 1650 to the Present*, Cambridge University Press, 2008, p. 24, 40.

rapports de pouvoir coloniaux, patrimonialistes (seigneuriaux) et religieux ainsi que l'initiative des familles. Sans néanmoins le déterminer entièrement, cette caractéristique importante de la condition paysanne du début du XIX<sup>e</sup> siècle a préparé le capitalisme agraire<sup>342</sup>. Au sujet de la production agricole, Robert Brenner mentionne que « the Malthusian cycle of long-term stagnation, as well as other forms of economic backwardness, can only be fully understood as the product of established structures of class relations [...] »<sup>343</sup>. La croissance de la productivité et l'intensification du travail vont générer une accumulation du capital favorable aux seigneurs plus importante encore que celle sous le Régime français. L'intensification du travail devait être guidée par des forces externes, certes, mais également par des relations de classes. Dans le vaste district de Québec, la présence du système seigneurial confirme la structure sociale d'ancien régime. Plus spécifiquement, le modèle de production économique et le système de normes sociales définissaient une partie importante de la vie. Ce régime social de propriété commençait toutefois à avoir mauvaise presse et allait être l'objet de vigoureuses attaques.

« The Habitant or Farmer contributes, in almost every instance, several bushels of Wheat and other Grain to the Seigneur and to the Priest—to the latter, he gives a stated proportion of his Crop [...] the Habitants consider themselves sufficiently taxed by the French law of the land, in being obliged to pay rents and other feudal burthens to the Seigneur, and tythes to the Priest<sup>344</sup>. »

La rente et la dîme, redevances principales que devaient honorer les paysans aux pouvoirs politique et clérical, étaient au cœur des rapports de classes. Les seigneurs s'enrichissaient grâce aux différentes taxes et constituaient un patrimoine séculaire

---

<sup>342</sup> C'est également ce qu'ont proposé Robert Brenner et Christopher Isett dans leur analyse de l'involution chinoise en la comparant à l'Angleterre in « England's Divergence from China's Yangzi delta », pp. 609-662.

<sup>343</sup> T. H. Aston & C. H.E. Philpin, *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge University Press, 1987, p. 18.

<sup>344</sup> *Political Annals of Lower-Canada*, p. 90.

alors que plusieurs paysans s'endettaient et peinaient à trouver des terres pour établir leur descendance. Ce processus d'accumulation du capital foncier était donc à la base même de la reproduction du régime seigneurial au Bas-Canada. Ainsi, deux tendances lourdes ont eu un impact décisif sur le milieu familial. D'abord, la persistance d'éléments d'ancien régime et ensuite, l'influence combinée d'un nouveau marché capitaliste et de nouveaux rapports de production.

Dans ce chapitre, nous avons comparé la croissance entre deux systèmes d'exploitation agricole afin de comprendre de quelles manières sont orientées les forces de travail et dans quel contexte la transition au capitalisme a pu prendre forme. Au Bas-Canada, l'intensification d'une production agricole sans développement technologique significatif avait nourri un cycle malthusien où la stagnation et le sous-développement prévalaient. À partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le marché et la percée technologique allaient parvenir à rompre le cycle paysan non capitaliste. Conjuguée à cela, la rigidification des relations sociales de propriété seigneuriale exerça une pression accrue sur le monde rural et pava la voie d'une nouvelle trajectoire pour la société. Le développement économique durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle s'appuie donc sur deux composantes politiques essentielles : la domination et l'exploitation. Ces deux composantes restent nécessaires pour que s'enracine le capitalisme comme mode de production dominant dans l'agriculture d'abord, puis dans la ville. À titre d'exemple, la division sexuelle du travail très rigide qui structure les rapports sociaux des familles de cultivateurs<sup>345</sup> s'inscrit dans la croissance économique caractérisée par l'involution. La domination patriarcale qui en découle est à l'origine de la division du travail familial<sup>346</sup>, de l'augmentation de la

---

<sup>345</sup> Peter A. Russell, *How Agriculture Made Canada: Farming in the Nineteenth Century*, McGill-Queen's University Press, 2012, p. 16 et sq.

<sup>346</sup> Susan Archer Mann, *Agrarian Capitalism in Theory and Practice*, University of North Carolina Press, 1990, p. 8.

production agraire et caractérise les relations sociales de propriété précapitaliste. Cette domination sera recomposée à l'intérieur de la société capitaliste du 20<sup>e</sup> siècle alors que sa dynamique d'expansion est déjà à l'œuvre au Bas-Canada.

## CHAPITRE VI

## LE DURCISSEMENT DE L'ANCIEN RÉGIME À L'ÉPOQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Comme le souligne Arno J. Mayer, « l'endurance des vieilles forces » à l'ère du capitalisme constitue sans doute un des aspects les plus marquants des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles en Europe<sup>347</sup> ; et l'Amérique ne fait pas exception. Après la Conquête, on assiste au Bas-Canada à un durcissement du fardeau seigneurial (augmentation des rentes, application de nouvelles charges, etc.). Plusieurs de ces hausses ont débuté sous le Régime français, mais elles ont suivi un mouvement presque généralisé sous le Régime colonial britannique<sup>348</sup>. Parce que les seigneurs devaient répondre aux problèmes de ressources de leurs seigneuries, ils connaissaient les différents mécanismes qui assuraient la productivité, l'efficacité et surtout la valorisation de leur propriété. Au-delà de leur personnalité, qu'elle ait été clémente ou tyrannique, se pose la question des actions qui étaient ou non légitimes et plus encore, les moyens dont disposaient ces derniers pour faire régner l'ordre, assurer la croissance de leur fief et valoriser leur terre en vue d'une vente possible. Au fait des conditions économiques de leurs terres, les seigneurs agissaient donc en conséquence. Il est difficile d'admettre que la seigneurie évoluait en vase clos comme un résidu d'ancien régime figé, sans contact avec la réalité économique. Même dans un contexte où le discours libéral sur la propriété individuelle et la prospérité économique préparait la

---

<sup>347</sup> Arno J. Mayer, *op.cit.*, p. 4 et 20.

<sup>348</sup> Pour Christian Dessureault, « Les historiens s'entendent de manière assez unanime sur le durcissement du régime seigneurial canadien de 1760 à 1854. Ce durcissement consiste dans la hausse des rentes annuelles, dans l'alourdissement et la multiplication des autres charges inscrites dans les contrats de concession, dans l'application rigide des droits et des privilèges des seigneurs et, enfin, dans l'emploi par les seigneurs de pratiques spéculatives sur les terres neuves. » « L'évolution du régime seigneurial canadien de 1760 à 1854. Essai de synthèse », in Alain Laberge et Benoît Grenier (sous la direction), *op.cit.*, p. 24.

chute des structures sociales féodales, les familles seigneuriales déployaient des stratégies afin de conserver leur patrimoine patricien. Ceci a amené certaines d'entre elles à user et profiter de prélèvements divers (les trois principales sources de revenus du seigneur étant les cens et rentes, lods et ventes et les arrérages<sup>349</sup>) et d'autres à soutirer le meilleur du capitalisme qu'ils ont établies dans leurs seigneuries<sup>350</sup>.

Ces mécanismes entraînaient de sérieuses conséquences. Par exemple, dans la seigneurie de Bélair près de Québec, entre 1809 et 1815, des dizaines de censitaires, parfois de la même famille, avaient traîné de lourds retards de paiement qui pouvaient s'étendre sur plusieurs années<sup>351</sup>. Il est difficile de mesurer la proportion des censitaires ayant des créances envers le seigneur de Bélair, la liste analysée étant partielle. Toutefois la population en âge d'avoir des obligations financières était d'environ 300 personnes en 1789<sup>352</sup>. En estimant que cette population augmentait normalement jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle et sachant que dans la majorité des cas de figure les arrérages correspondaient à une source de revenu seigneurial considérable, on peut supposer qu'un nombre important de familles accusaient des retards de paiement. Elles n'avaient sans doute pas les richesses nécessaires pour honorer leur contribution, surtout dans un contexte de prélèvements divers en augmentation constante. En effet, sur le territoire du Bas-Canada, de nombreux pétitionnaires se plaignaient régulièrement des dérives autoritaires des seigneurs, de l'usage de pots-

---

<sup>349</sup> En portant une attention à la comptabilité seigneuriale on est à même de constater une valorisation de la seigneurie, conséquence d'une pratique de type capitaliste. Voir André Larose, *La Seigneurie de Beauharnois, 1729-1867 : les seigneurs, l'espace et l'argent*, Thèse d'histoire, Université d'Ottawa, 1987, p. 503 à 506.

<sup>350</sup> Françoise Noël, *The Christie Seigneuries. Estate Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montréal et Kingston, McGill Queen's University Press, 1992, p. 136.

<sup>351</sup> ANQ-Q, E21/SSS4, Fonds Ministère des Terres et Forêts, Seigneurie de Bélair, district de Québec, « Liste partielle des censitaires de Bélair comprenant le montant d'arrérage dû entre 1809 et 1815 », vers 1815.

<sup>352</sup> ANQ-Q, E21/SSS2, Fonds Ministère des Terres et Forêts, Administration générale gouvernementale, « Récapitulation de l'état de la population sur les biens des Jésuites dans la province de Québec », 17 juin 1789, p. 5.



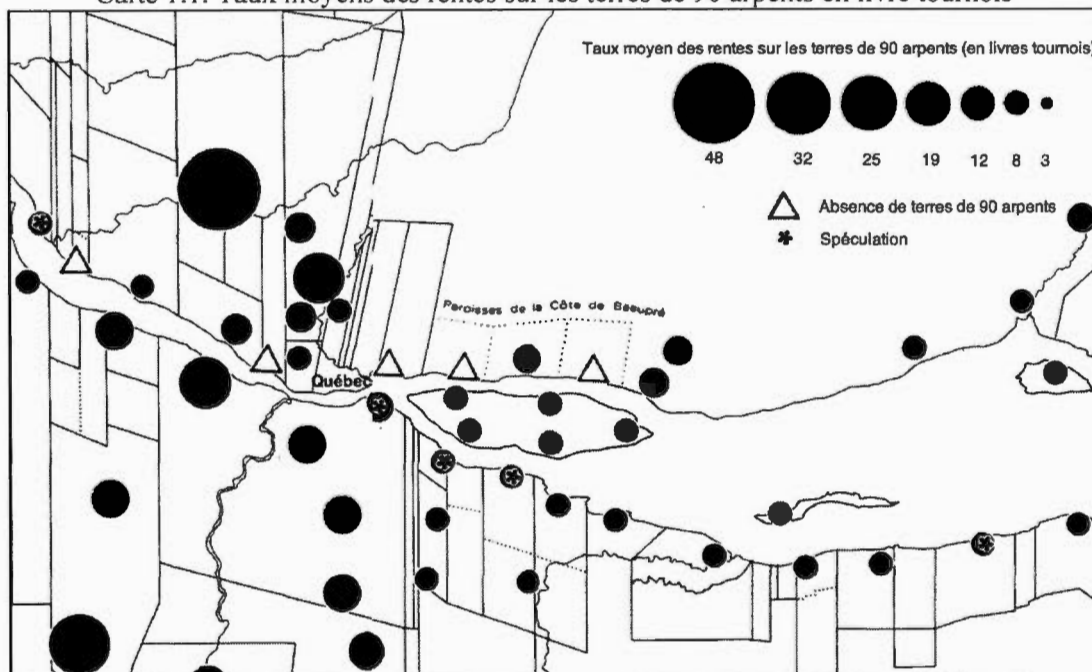
de-vin et de rentes si élevées qu'ils étaient « incapables de les payer, et [étaient] prêts à abandonner leur terre<sup>353</sup> ». En plus de retarder « les progrès de l'agriculture », ces « taux exorbitants » signifiaient pour plusieurs paysans la ruine et empêchaient les pères de « pourvoir aux besoins de [leurs] familles ». Serge Courville a permis de visualiser sur une partie importante du territoire l'ampleur des moyens extra-économiques à travers la hausse des censives déclarées en 1831. C'est dans les régions de Montréal et de Québec que les taux étaient « les plus élevés, doublant, quadruplant et même sextuplant, en certains cas, les tarifs exigés dans les secteurs les plus anciennement occupés<sup>354</sup> ». À des fins de visualisation, nous nous permettons de reproduire et de modifier une partie de la carte utilisée par Courville pour Québec et sa région.

---

<sup>353</sup> *Journal de l'Assemblée Législative du Bas-Canada 1832-1833*, appendice NN.

<sup>354</sup> Serge Courville, « Rente déclarée payée sur la censive de 90 arpents au recensement nominatif de 1831 : méthodologie d'une recherche », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 70, 1983, p. 44.

Carte 1.1. Taux moyens des rentes sur les terres de 90 arpents en livre tournois



Source : Les limites paroissiales sont tracées d'après la carte de Joseph Bouchette, *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*, London, Longman, Rees, Orme, Brown, Green & Longman, 1832 in « Rente déclarée payée sur la censive de 90 arpents au recensement nominatif de 1831 : méthodologie d'une recherche », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 70, 1983, p. 52.

Cette tendance a monté en flèche jusqu'à la fin du régime seigneurial. Les demandes d'allégement sont devenues d'ailleurs de plus en plus fréquentes. En 1845, des censitaires du district voisin près de Trois-Rivières réclamaient l'indulgence de leur seigneur en raison de leur paupérisme grandissant<sup>355</sup>. Si l'on constate en effet une augmentation des taux de prélèvements, il faut souligner les écarts flagrants entre les différentes hausses par seigneurie. On peut alors supposer que chacune d'elle comprise comme unité économique distincte (différente dans sa direction et dans sa production) générât des rendements différents puisque les seigneurs utilisaient les moyens extra-économiques divers. En faisant abstraction pour un instant de la

<sup>355</sup> ANQ-Q, E21/SSS2, Fonds Ministère des Terres et Forêts, « Liste des censitaires de la seigneurie de Batiscan qui demandent la remise de leurs arrérages de cens et rentes, et lods et ventes pour cause de pauvreté ou autres raisons », 4 août 1845.

population comme force de travail mobilisable, l'autre élément impliqué directement dans le processus de production précapitaliste —nommément l'agriculture— concernait les moyens de production mis à disposition. Ces taux de prélèvement à la hausse représentent bien sûr des indicateurs, mais ils montrent d'un côté, un renforcement des mesures extra-économiques et un enrichissement de l'élite seigneuriale de l'autre. L'endettement paysan, l'intensité du travail agricole, le revenu des seigneurs, leur pouvoir et les rapports de production caractérisaient une partie importante des relations économiques et politiques.

L'endettement, donc, est apparu comme une sorte de stratégie de conservation et de reproduction sociale pour les familles tandis que la richesse accumulée grâce aux censives, aux lods et ventes, aux droits banaux et aux différentes créances comme les arrérages, a contribué au renouvellement d'une classe de privilégiés et, dans certains cas, à faire naître des seigneurs-entrepreneurs aux visées capitalistes. Afin d'assurer la survie de la famille et la transmission des terres et du patrimoine, plusieurs paysans, parfois de la même parenté se retrouvaient endettés. À cela se conjuguaient le chômage saisonnier. Quant à elles, les familles seigneuriales étaient tributaires du système coutumier d'accumulation qui les favorisait et générait une plus-value leur permettant de se décharger de la direction seigneuriale pour se consacrer à des activités économiques et politiques<sup>356</sup>. Le revenu des seigneurs dépendait fondamentalement de la prospérité des censitaires, de leur productivité et de leur capacité de payer les rentes. Le système seigneurial était doté d'une grande flexibilité<sup>357</sup> et le seigneur pouvait décider de jauger les proportions des récoltes destinées à ses revenus. En ce sens, il n'était pas rare de constater de la spéculation chez ceux qui possédaient des arpents en surplus. Malgré la pression démographique, plusieurs seigneurs préféraient s'abstenir de concéder des portions de leurs terres à de nouvelles familles pour

---

<sup>356</sup> Françoise Noël, *op.cit.*, p. 83.

<sup>357</sup> Fernand Ouellet, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Hurtubise HMH, Montréal, 1972, p. 85.

s'adonner à des activités spéculatives<sup>358</sup>. En resserrant l'octroi de terres afin de favoriser une accumulation du capital foncier et en prélevant diverses formes de redevances, une partie importante de la classe seigneuriale pouvait ainsi s'enrichir même en période de crise. Ces pratiques favorisaient une consolidation des relations sociales de propriété seigneuriale et attestaient la persistance de l'Ancien Régime sous le gouvernement britannique. Plus encore, la Conquête avait, par accident peut-être, favorisé plus que jamais les seigneurs comme classe. En dynamisant la production agricole pour satisfaire les demandes de l'Empire, les seigneurs canadiens se retrouvaient à prélever davantage sur les produits du travail des censitaires qu'auparavant sous le Régime français. Cette hybridité inusitée (une structure d'Ancien Régime favorisée par le développement commercial anglais) caractérise la période transitoire au capitalisme dans le Bas-Canada.

Dans la phase ultérieure de modernisation économique à partir de la seconde moitié du siècle, la surpopulation des terres ne pouvait pas directement être provoquée par le capitalisme, mais plutôt par les effets de la transition vers son type de production. Elle procède d'une tendance générale vers l'accumulation capitaliste qui a débuté dans l'accumulation primitive. L'intégration au capitalisme était caractéristique d'une pénétration des marchandises dans le circuit économique et d'une commercialisation de l'agriculture qui a eu des effets sur les structures sociales<sup>359</sup>. L'intégration de l'agriculture à un nouveau marché et aux exigences de productivité a appelé à une modernisation des techniques et donc à un prolongement de l'endettement. Le Bas-Canada se retrouvait ainsi traversé de contradictions dont la conséquence visible était l'appauvrissement et la prolétarianisation rurale.

---

<sup>358</sup> L'appendice N du *Journal de l'Assemblée Législative* de 1818 fait état de nombreuses activités foncières spéculatives, de pots-de-vin, et ce, au détriment des familles qui souhaitent occuper un lot.

<sup>359</sup> Allan Greer, « Fur-Trade Labour and Lower Canadian Agrarian Structures », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 16, n° 1, 1981, p. 213-214 ; *id*, *Peasant, Lord*, p. 217.

### 6.1. Le Haut-Canada où le triomphe de l'économie politique dans l'agriculture

En dépit d'un durcissement des relations féodales, nous avons compris que les campagnes du Québec n'étaient pas déconnectées des activités économiques. L'insertion de la production agricole dans le circuit mondial combinée à la croissance du marché capitaliste a conduit les rapports traditionnels à se présenter sous une forme plus moderne<sup>360</sup>. L'hybridité qui caractérise la situation des rapports sociaux dans les campagnes est attribuable à cette persistance des liens féodaux d'un côté, et à l'expansion d'un marché de biens et d'une production agricole aux visées industrielles de l'autre. L'hypothèse d'une transition au capitalisme « d'en bas et d'en haut », c'est-à-dire par la pression commerciale d'une part et la transformation des relations de production d'autre part, touche cette particularité. Les pressions pour une productivité agraire, la réorganisation d'un marché dans un contexte de domination coloniale et les relations traditionnelles françaises sur lesquelles reposait la reproduction sociale constituent toutes des forces s'exerçant sur l'institution familiale.

La question du rapport entre population et productivité était au centre des nombreuses thèses d'économie politique et de démographie. Dans ces débats, on retrouve Marx qui affirmait que ce sont les façons dont les forces productives, les moyens employés et l'application de technologies qui prédisposent les trajectoires économiques d'une société. L'activité productive au Bas-Canada en est un exemple. Sa population était la plus nombreuse pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et pourtant, elle a connu un développement économique plus lent que le Haut-Canada. L'essor spectaculaire de l'agriculture du Haut-Canada, d'une capacité supérieure<sup>361</sup> à celle du Bas-Canada, doit être restitué dans son contexte de transfert de technologie. La bourgeoisie anglaise et les colons qui ont immigré au Canada

---

<sup>360</sup> Serge Courville, « L'habitant canadien dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : survie ou survivance ? », *Recherches sociographiques*, vol. 27, n° 2, 1986, p. 192.

<sup>361</sup> John McCallum, *op.cit.*, p. 24.

après la Conquête n'ont pas apporté un mode de production capitaliste prêt à l'emploi, mais un type de propriété, un modèle économique, des techniques d'agriculture, une façon d'occuper l'espace qui allaient ensuite donner naissance à ce type de production. Les élites ont tenté de faire respecter le plus possible un modèle économique basé sur les principes du libre marché où l'agriculture représentait le moteur primordial. Dans la foulée du dépôt de trois rapports sur l'état du libre échange au Canada en 1835, on peut lire dans le liminaire du premier rapport *In support of the principle of Free Trade*, un argument clair en faveur de l'économie politique: « every one (sic) who is able and willing to work may be profitably employed in North America » et les individus recevant « thousands per annum for doing nothing, and allow their parents to take three, six or nine hundred pounds a year as State paupers » nuisaient au libre échange. Par conséquent, « the whole art of gaining national wealth lies in producing the greatest public value from the least labor [...] Adam Smith and Mr. Malthus, gave a preference to Agriculture over every other modification of industry —They perceived, in some degree, the superior importance of the primary means of subsistence over all other kinds of wealth<sup>362</sup>. » Le Haut-Canada restait fortement influencé par les doctrines économiques de l'école de Manchester et voyait dans le système de taxes une nuisance pour le capitalisme<sup>363</sup>.

Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les « native Upper Canadians » sans grande fortune avaient travaillé à défricher les terres vierges. Ensuite accessibles, elles étaient aussitôt occupées et cultivées grâce au rythme croissant de la population. À l'initiative de ces pionniers que l'on nommait les backwoodsmen s'est ajoutée celle d'une classe de fermiers d'origine britannique qui ont amélioré la rotation des cultures et ont introduit des machines. Ces improving farmers ont participé à la

---

<sup>362</sup> Chapeauté par le comité présidé par James Wilson, *Journal of the House of Assembly of Upper Canada*, 1835, app. XI-3.

<sup>363</sup> *Ibid.*, p. XI-4.

coordination du développement agricole de la province<sup>364</sup> en produisant de nouveaux cadastres, en introduisant de nouvelles variétés de semences, en élevant du nouveau bétail d'Angleterre et en appliquant des procédés chimiques. C'était un développement que seuls les savoirs agronomique et économique issus de l'expérience britannique depuis le début des enclosures pouvaient aussi rapidement permettre<sup>365</sup>. Rappelons qu'à partir de 1850, la production de blé haut-canadien avait doublé notamment grâce à une population paysanne très étendue et aux investissements dans les structures et les machines<sup>366</sup>. Comme on l'observait à l'époque, la croissance agricole et commerciale du Haut-Canada s'était poursuivie comme l'avait prévu Malthus pour l'Angleterre, c'est-à-dire de façon « géométrique<sup>367</sup> ».

Au Bas-Canada, l'équipement, le cheptel et les différents produits agricoles ont aussi eu un effet sur la production nationale<sup>368</sup>. L'usage de techniques traditionnelles n'avait cependant pas contré la tentation de modernisation. Des éléments de la Révolution industrielle anglaise étaient apparus en Amérique, dans de plus courts délais<sup>369</sup>, notamment grâce à l'intérêt grandissant pour l'agronomie et la mécanique. Toujours attentives à l'amélioration du domaine technique et au développement de la chimie des sols qui faisaient preuve d'innovation, les élites du Haut-Canada avaient compris très vite que la croissance de la production agricole était un enjeu de

<sup>364</sup> R. L. Jones, *History of agriculture in Ontario, 1613-1880*, University of Toronto Press, 1946, p. 61.

<sup>365</sup> Catharine Anne Wilson, *Tenants in Time: Family Strategies, Land, and Liberalism in Upper Canada, 1799-1871*, McGill-Queen's University Press, 2009; C.C. James, *History of Farming in Ontario*, Toronto, Glasgow, Brook & Company, 1914, p. 557, 570.

<sup>366</sup> John McCallum, *op.cit.*, p. 19.

<sup>367</sup> Joseph Bouchette, *The British Dominions in North America*, London, H. Colburn and R. Bentley, 1831, p. 112.

<sup>368</sup> Christian Dessureault, « L'inventaire après décès et l'agriculture bas-canadienne », *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire culturelle et matérielle*, n° 17, 1983, p. 137.

<sup>369</sup> À cet égard Marx rappelle dans une réflexion sur le progrès agricole et la fertilité du sol que « plus un pays, les États-Unis d'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction [du sol] s'accomplit rapidement », in *Le Capital*, t. I, p. 479.

prospérité<sup>370</sup>. Au sortir de la crise agricole au Bas-Canada, la modernisation des méthodes s'était imposée sans difficulté. On a alors commencé à articuler à un degré beaucoup plus soutenu qu'auparavant un discours sur l'éducation agricole et sur les moyens d'augmenter les profits de l'agriculture. De plus en plus de paysans avaient remplacé leurs charrues à deux chevaux par des charrues de fer. Les sillons apparaissaient tellement parfaits et propres que « leur travail [avait] une apparence scientifique<sup>371</sup> ». Ensuite, les forces humaine et animale allaient tranquillement céder la place à une machinerie lourde, complexe et parfois difficile à opérer et à laquelle le paysan sera progressivement subordonné. Encore une fois, l'utilisation des machines nécessitait un accès au crédit et entraînait un endettement. La mécanisation du travail agricole, qui entra dans une phase transitoire vers 1865 pour ensuite adopter une croissance sans frein, endettera deux tiers des paysans de plus en plus chaque année<sup>372</sup>. Mais cette réalité échappait aux élites trop enthousiastes devant la « perfection instrumentale », la facilité, la précision, l'application, la force et la vélocité des machines. James Anderson, rédacteur du *Farmers' Journal*, témoigne de cette fascination pour le triomphe de la science.

Voyant que les bras et les machines entrent en concurrence, quelques hommes bornés en concluent que le chômage et le manque de pain attendent les multitudes ouvrières et ils refusent de se laisser convaincre, du contraire, par les preuves les plus palpables des inventions économiques. Ce préjugé a soulevé une croisade contre les innovations [...] C'est une erreur que de supposer que les machines qui économisent le travail manuel ou le multiplient, puissent diminuer les moyens de subsistance. L'opération des machines et des inventions économiques augmente directement ou indirectement le travail. [Il] a pour loi invariable d'avancer sur un plan harmonieux.<sup>373</sup>

<sup>370</sup> Kenneth Kelley, « The transfer of British Ideas on Improved Farming to Ontario During the First Half of the Nineteenth Century », *Ontario History*, n° 63, 1971, pp. 103-111.

<sup>371</sup> *Journal de l'Assemblée Législative du Bas-Canada*, 1831-1832, appendice D.

<sup>372</sup> La mécanisation du travail agricole avait timidement débuté autour de 1840 et s'était généralisée vers 1870, Claude Blouin, *op.cit.*, p. 96 ; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique et sociale du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 201.

<sup>373</sup> James Anderson, *Les améliorations de l'agriculture et l'élévation sur l'échelle sociale du laboureur et de l'artisan*, Montréal, de Montigny & Compagne, 1858, p. 20.



Dans ce contexte de développement avait pénétré une pensée scientifique et économique qui souhaitait reformuler la nature du travail sous des formes de plus en plus concurrentielles, sous la surveillance d'un libre marché qui « would best promote accumulation of capital<sup>374</sup> ». Au cœur de cette pensée se retrouvaient des préoccupations d'ordre matériel, mais surtout des a priori philosophiques : le travail et le sens qu'il donnait à la société. Les grandes lignes du discours sur l'agriculture évoquaient sans cesse l'éducation nécessaire de l'agriculteur et de sa famille. Sans éducation, il paraissait impossible de progresser vers un modèle capitaliste d'exploitation agricole. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle avaient donc pris forme de nombreuses initiatives afin d'informer, d'encourager et d'éduquer les familles et les faire accéder aux marchés. Plus encore, les faire adhérer aux principes de l'économie politique.

## 6.2. Premiers moments théorique d'une agriculture canadienne de type capitaliste

Au Canada, le discours sur le progrès agricole reposait d'abord sur la promotion de meilleures techniques de fermage et plus tard sur l'innovation technologique. Plus fondamentalement encore, il en appelait à de nouveaux droits pour la propriété qui n'impliquaient pas nécessairement l'expansion ni la concentration des propriétés foncières, mais bien l'élimination de vieilles pratiques coutumières qui entravaient l'usage productif de la terre<sup>375</sup>. Inspirées par l'économie politique, les élites britanniques commenceront très tôt leur lutte contre les coutumes françaises en insistant sur la nécessité d'une agriculture raisonnée. Déjà, en 1789, sous la gouverne de Guy Lord Dorchester, les autorités du Bas-Canada avaient jugé nécessaire

---

<sup>374</sup> *Journal of the House of Assembly of Upper Canada*, 1835, app. XI-4.

<sup>375</sup> Ellen M. Wood, *The Origin of Capitalism*, p. 105-107; E. P. Thompson, *Customs in Common*, p. 175.

l'établissement d'une société pour encourager l'agriculture et « remédier à ses défauts<sup>376</sup> ». Plus tard en 1816, le gouvernement avait regroupé en comités des commissaires pour entendre les observations de cultivateurs sur l'état de l'agriculture. Une dizaine de questions avaient alors été posées afin de connaître in situ les conditions réelles de la production agricole. La plupart d'entre eux considéraient comme nécessaire l'expansion des terres à cultiver notamment pour répondre à « the want of a good general system of management<sup>377</sup> ». L'année suivante, Charles Frederick Grece, un spécialiste de la culture de chanvre, publia un premier traité d'agriculture qui remettait en question les méthodes actuelles jugées trop coutumières et contre-productives. On y traitait de l'usage des charrues, de la sélection des grains et des dépenses pour une toute première culture de 100 arpents<sup>378</sup>. Resté sans traduction, on devine que ce texte a eu peu d'impact sur les paysans canadiens. Cette première initiative annonçait le début d'une infatigable propagande nationale et économique au Bas-Canada. Dès 1816, le *Montreal Herald* avait chargé Grece de publier mensuellement un rapport sur l'état des récoltes dans le district de Montréal. La surveillance minutieuse de l'activité agricole se voyait ensuite légitimée par l'apparition d'une première Société d'agriculture à Montréal, un cercle d'experts qui allait en essaimer d'autres. En 1846, des citoyens de Québec avaient manifesté le désir de voir s'établir une société semblable<sup>379</sup>.

À partir de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, s'était donc articulée une propagande relativement homogène sur la production agricole, l'éducation des paysans et l'investissement du capital, tout cela, sous la surveillance constante des autorités

---

<sup>376</sup> *Projet d'institution d'une société pour l'encouragement de l'agriculture dans le (sic) province de Québec*, 1789.

<sup>377</sup> *Journal de l'Assemblée Législative du Bas-Canada*, 1816, appendice E.

<sup>378</sup> Selon les calculs de Grece, il en coûte environ 485 livres pour s'équiper en charrues, en chevaux et en divers instruments et à cela, le salaire des servants venus moissonner in *Essays on Practical Husbandry, Addressed to the Canadian Farmers (...)*, Montréal, W. Gray, 1817, p. 108-109.

<sup>379</sup> *La Minerve*, 19 février 1846, p. 2.

politiques<sup>380</sup>. C'est véritablement Williams Evans, secrétaire et trésorier de la Société d'agriculture de Montréal, qui, en 1835, jeta les bases d'une doctrine agricole et économique avec *A Treatise on the Theory and Practice of Agriculture* traduit en français deux ans plus tard<sup>381</sup>. Agriculteur et agronome, irlandais d'origine, il avait mis en pratique ses théories sur ses propres terres<sup>382</sup>. Evans avait fait connaître dans plusieurs organes de presse spécialisés les théories d'économie politique anglaise et française, utilisant la formule « the right way of effecting amendments is by enlightening the national mind <sup>383</sup> » comme un véritable cheval de bataille. Résolument smithien, il a élaboré un vaste programme de modernisation agricole basé sur l'accumulation du capital pratiquée en Angleterre. Impérialiste de la première heure, il restait convaincu que la prospérité nationale s'avérait impossible advenant une séparation avec la Grande-Bretagne<sup>384</sup>.

Dans son *Traité*, Evans affirmait que la culture agricole devait être comprise comme « une science ». Elle impliquait « dans un état perfectionné », « la culture et la direction judicieuse de la surface territoriale, par le travail manuel et l'aide des animaux ». Plus que tout, le travailleur et son travail devenaient la pierre angulaire de tout un discours sur le profit et la richesse. Le cultivateur qui consommait

---

<sup>380</sup> Par exemple, quatre ans après la première Exposition universelle glorifiant le progrès de la Révolution industrielle, le Canada avait participé à l'Exposition universelle de Paris en 1855 ayant pour thème *Agriculture, industrie et beaux-arts*. L'exposition de l'équipement agricole et industriel canadien avait fait l'objet d'un rapport de Jean-Charles Taché au Gouverneur afin de donner un aperçu de l'avancement en la matière en se comparant aux autres nations. Malgré de nombreuses imitations d'outils et de machines européennes, il soulignait l'amélioration des instruments et le progrès dans la production agricole et horticole de la province. *Le Canada, et l'exposition universelle de 1855*, Paris, G-A Pinard, 1855, p. 153 sq., section « Catalogue raisonné des produits canadiens ».

<sup>381</sup> Il y a en aura deux exemplaires à la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal, *Catalogue de la bibliothèque de l'Institut-canadien*, février 1852, p. 27.

<sup>382</sup> Jean-Claude Robert, « William Evans », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VIII, 1851-1860, Université Laval/University of Toronto, 1985, p. 307-308.

<sup>383</sup> Faisant référence aux « *Essays on the Principles of Morality* » (1829) de Jonathan Dymond, *Canadian Quarterly Agricultural and Industrial Magazine*, vol. 1 n° 1, mai 1838, p. 20.

<sup>384</sup> *Canadian Quarterly Agricultural and Industrial Magazine*, vol. 1 n° 1, mai 1838, p. 16.

systématiquement les produits de sa terre « sans se faire un fond en produits ou en argent » ne contribuait « en rien à la richesse individuelle et nationale ». L'homme économe qui produisait suffisamment pour ses propres besoins freinait la prospérité d'une nation. Evans affirmait que « si nos inclinations et nos efforts pour produire ne font qu'égaliser notre disposition à consommer, nous ne pouvons point faire d'épargnes —ni d'accumulation pour établir nos familles— ni des capitaux, ni des fonds pour entretenir le travail. ». Encore une fois, l'irrésistible peur d'une sous-production dans un contexte de surpopulation bornait l'analyse à un rapport population/ressource. Cette métamorphose du paysan en cultivateur « éclairé » qui réinvestit son capital, métamorphose du prodigue pour reprendre le terme d'Adam Smith, capable de valoriser sa ferme et sa production, passait par son éducation. « Le meilleur moyen pour faciliter les accumulations nationales ou individuelles est d'éclairer la grande masse du peuple <sup>385</sup> ».

Cette pensée économique représentait une rupture avec le modèle de subsistance rurale, une rupture nécessaire pour garantir une production d'envergure et seul le principe d'accumulation<sup>386</sup>, au cœur de son système, pouvait y parvenir. Or pour ce faire, il fallait que s'effectue une séparation des moyens de production au sein des rapports d'exploitation agraire et que les connaissances ancestrales soient délaissées. Evans concevait ainsi le principe d'accumulation :

L'accumulation, appliquée judicieusement à l'encouragement de la production, est capable de produire du profit. Elle met le cultivateur en

---

<sup>385</sup> *Traité théorique et pratique de l'agriculture : adapté à la culture et l'économie des productions animales et végétales de cet art en Canada : avec un précis de l'histoire de l'agriculture et un aperçu de son état actuel dans quelqu'uns (sic) des principaux pays, et particulièrement dans les Iles britanniques et le Canada*, Montréal, Imprimeur Louis Perrault, 1837, p. vii.

<sup>386</sup> En citant Adam Smith, Evans reprend un passage sur l'opposition entre *l'homme économe* et *l'homme prodigue* où l'économiste écossais écrit « en ne bornant pas sa dépense à son revenu, il entame son capital ». La citation exacte reprise par Evans est « en diminuant la masse des fonds destinés à employer le travail productif, il diminue nécessairement, autant qu'il est en lui, la somme de ce travail qui ajoute une valeur au sujet auquel il est appliqué et, par conséquent, la valeur du produit annuel de la terre et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de ses habitants. », *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Flammarion, 1991, p. 425.

état d'employer des manouvriers, et d'augmenter la quantité de ce qu'il produit ; il est donc de son devoir de mettre en œuvre toute l'industrie possible pour se faire un capital à même les épargnes de l'excédant du produit sur la consommation.<sup>387</sup>

Ce programme capitaliste a été réaffirmé dans un volume supplémentaire destiné à présenter les capacités à améliorer la culture, la croissance de la population et de la production. Un pays dont l'activité économique reposerait sur le modèle de la Grande-Bretagne aurait à sa disposition tous les moyens pour soutenir sa population : « It is the general opinion of the political economists that a thriving country is capable of supporting in its towns a population equal to that of the country employed in husbandry, though the soil should be of inferior quality<sup>388</sup> ». Convaincu que la prospérité agricole « augment the disposable means of comfort of the agricultural class<sup>389</sup> », Evans considérait que le système bancaire devait bénéficier d'une place centrale en accordant aux cultivateurs de l'argent ou des prêts, car « no other mode of accommodation would be suitable for the farmer<sup>390</sup> ». La prospérité avait donc un prix. La régulation bancaire et commerciale conduisait vers une séparation définitive des moyens de production, les travailleurs se voyaient forcés de se procurer de nouveaux engrais, de nouveaux outils, de réorganiser leur cheptel et leur ferme. Selon Evans toujours, si des habitants de la campagne vivaient sur de maigres récoltes annuelles en ne visant qu'à consommer ce dont ils ont besoin, c'était la pauvreté qui attendait la classe agricole. Au contraire, « the agricultural class that must be now depended upon for the success of banking as well as of the commerce<sup>391</sup> ». Cette

---

<sup>387</sup> William Evans, *Traité théorique et pratique de l'agriculture*, p. v-vii.

<sup>388</sup> William Evans, *Supplementary volume to A treatise on the theory and practice of agriculture : adapted to the cultivation and economy of the animal and vegetable productions of agriculture in Canada*, Montreal, Louis Perreault, 1936, p. 59.

<sup>389</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>390</sup> « Application of Capital to Agricultural Production, pt. II », *Review of the agriculture of Lower Canada, with suggestions for its amelioration*, vol.1, n° 2, August 1838, p. 124.

<sup>391</sup> *Ibid.*, p. 125.

nouvelle dépendance commune entre la classe productive et la classe qui détient le capital amenait les relations de production à se transformer<sup>392</sup>.

Dès 1838 est paru brièvement le *Canadian Quarterly Agricultural and Industrial Magazine*, voué à l'élaboration d'un « plan » qui pourrait bénéficier « aux classes agricoles et industrielles du Canada<sup>393</sup> ». Evans exprimait ses craintes à l'endroit de la situation politique et économique de la province. Elles touchaient la réserve des jésuites, les monopoles politiques et l'indépendance des juges. Mais plus particulièrement, c'était l'agriculture et la prospérité nationale qui étaient à l'ordre du jour. Il était donc nécessaire de « secure the free circulation of capital and property that must be necessary to the improvement and prosperity of this country<sup>394</sup> », une tâche que seuls des bureaux d'enregistrement pouvaient accomplir. En citant Say, Evans affirmait qu'il faut que le capital dégagé des terres cultivées se retrouve à circuler parmi les classes industrielles<sup>395</sup>. Ce transfert d'une classe à une autre profiterait ainsi à la richesse de toute la nation. Non sans contradiction, Evans avait défendu l'idée selon laquelle il était essentiel que l'entièreté des profits provenant de l'apport du capital, du travail et de l'habileté reviennent à la personne qui en avait appliqué les principes. Les profits ne devaient en aucun cas bénéficier à celui qui ne les aurait pas appliqués<sup>396</sup>. En substance, les paysans devaient travailler en vue du profit, et ceux qui parvenaient à accumuler et dégager du capital devaient conserver le

---

<sup>392</sup> En citant Jean-Baptiste Say (1803) qui affirme que « le capital le plus avantageusement employé pour une nation est celui qui féconde l'industrie agricole; celui-là provoque le pouvoir productif des terres du pays et du travail du pays. Il augmente à la fois les profits industriels et les profits fonciers. », *Traité d'économie politique*, Livre II, « De la distribution de la richesse », chapitre viii, p. 402, Evans ne craint guère l'insuffisance du capital au Canada. Ce qu'il constate c'est le besoin urgent d'un savoir pratique pour une agriculture productive. « The only remedy in this case will be the judicious education of the rural population », « Application of Capital to Agricultural Production, pt. I », *Review of the agriculture of Lower Canada*, vol.1, n° 2, May 1838, p. 22.

<sup>393</sup> *Canadian Quarterly Agricultural and Industrial Magazine*, vol. 1 n° 1, mai 1838, p. 3.

<sup>394</sup> *Ibid*, p. 7.

<sup>395</sup> *Ibid*, p. 24.

<sup>396</sup> « Laws as they are, their influence on agriculture, and on the general prosperity of British America », *Supplementary Volume to A Treatise*, p. 162.

fruit de ce travail. À la même époque, l'éducateur Joseph-François Perrault avait publié en français un traité pratique sur les moyens de cultiver efficacement. Ce traité dressait les plans d'une ferme modèle, proposait un horaire d'exploitation annuel et jetait les bases d'une école d'agriculture<sup>397</sup>. Alors que de son côté Evans avait développé un programme basé sur les principes de l'économie politique, Perrault encourageait la formation des garçons et des filles et souhaitait améliorer les prêts aux cultivateurs. Les Sociétés d'agriculture et les élites défendaient donc une thèse commune. Pour parvenir à faire de l'agriculture un moteur économique, il fallait rationaliser la production, normaliser le rendement tout en moralisant le cultivateur. Au-delà de tout, c'était la force de travail des paysans qu'on voulait s'approprier.

Outre l'innovation technologique et la mutation du cultivateur, la diversification des produits avait largement animé le débat public. Dès la fin des *Corn Laws*, la réorientation vers des cultures comme le chanvre et le lin, une matière lucrative pour le cordage et le linge, avait alors représenté un grand intérêt pour le commerce<sup>398</sup>. C'est dans ce contexte qu'est née en 1847 la Société d'agriculture du Bas-Canada. Elle pour qui la production de la terre était permanente alors que « toute autre ressource est transitoire », entendait promouvoir la manière de cultiver « la plus parfaite<sup>399</sup> ». Un des objectifs était de « [...] mettre à l'épreuve des modes nouveaux de dessèchement, d'engrais, de culture de récoltes diverses [...] » afin de nourrir le commerce. Gouvernant les petites sociétés locales, elle publiait des journaux, effectuait la collecte de statistiques et établissait un dispositif de surveillance scientifique et économique. La vaste entreprise de la Société visait à rencontrer les standards du développement. Encore une fois, les publications à cet égard étaient

---

<sup>397</sup> Joseph-François Perrault a publié plusieurs textes dont deux tomes du *Traité d'agriculture : adapté au climat du Bas-Canada*, en 1831 ainsi que son *Traité d'agriculture pratique* en deux tomes également en 1865.

<sup>398</sup> Suzanne Zeller, *Inventing Canada: Early Victorian Science and the Idea of a Transcontinental Nations*, McGill-Queen's University Press, 2009, p. 201.

<sup>399</sup> *Société d'agriculture du Bas-Canada : incorporé par acte du parlement provincial, juillet 1847*, p. 9.

claires : pour que le capital puisse générer des profits et s'accumuler, il était primordial d'éduquer les cultivateurs pour les faire travailler afin qu'ils deviennent des agriculturists qualifiés<sup>400</sup>.

Ainsi, les petites sociétés d'agriculture locales s'étaient vu confier la réforme économique de l'agriculture : des publications appuyaient leurs orientations, encourageaient l'établissement de fermes modèles calculées pour faire croître le capital<sup>401</sup>. Enfin, des concours ludiques étaient organisés afin de susciter l'intérêt des cultivateurs et ainsi les mettre en contact avec les innovations. Dès 1818, pour célébrer le rendement annuel des cultivateurs<sup>402</sup>, la *Société d'agriculture de Québec* récompensait le meilleur bétail, les meilleures machines, etc. Mais de manière plus politique encore, la Société avait l'obligation de rapporter à la Chambre d'Assemblée les produits écoulés et les moyens qu'elle croyait essentiels au perfectionnement de l'agriculture et à « l'extension du commerce dans ces parties des domaines de Sa Majesté<sup>403</sup>. » Ces sociétés étaient connues pour exercer une surveillance des activités agricoles, mais ses préoccupations économiques étaient tout aussi centrales. Cette obstination pour l'innovation et la performance a dévoilé une tension entre les pratiques coutumières, le rendement et la productivité. Dans les nombreux rapports remis annuellement à la Chambre d'Assemblée législative, la coutume était perçue comme l'obstacle principal<sup>404</sup>. Un riche vocabulaire tiré de l'économie politique —

---

<sup>400</sup> *Agricultural Journal and Transactions of the Lower Canada Agricultural Society*, vol. 2, n°1, 1849, p. 1.

<sup>401</sup> *Ibid*, vol. 2, n° 9, 1849, p. 259.

<sup>402</sup> Elle cherchait à encourager l'agriculture parmi les classes. Voir William C. H. Wood, *The Centenary Volume of the Literary and Historical Society of Quebec, 1824-1924*, Québec, L'événement Press, 1924, p. 126-131.

<sup>403</sup> *Journal de l'Assemblée du Bas-Canada*, 1831, appendice L.

<sup>404</sup> En parallèle et peut-être même en réaction à ce discours politique sur la productivité, d'autres traités furent publiés. Ils étaient entre autres destinés aux cultivateurs modestes, incapables d'accumuler du capital. En 1851, le *Traité sur la tenue générale d'une terre dans le Bas-Canada* expliquait les techniques de fertilisation d'un sol usé sans mobiliser du capital. L'année suivante, *Les veillées canadiennes : traité élémentaire d'agriculture à l'usage de l'habitant franco-canadien*, un texte d'abord approuvé par les autorités du Bureau de la Société d'agriculture du Bas-Canada, cherchait à



productive labour, capital accumulation, land improvement—, venait appuyer le caractère foncièrement économique de l'agriculture. Le sens nouveau attribué au travail (labour), son caractère quantifiable, perfectible et scientifique, était devenu un concept fondamental de la pensée économique au XIX<sup>e</sup> siècle : « judicious methods of employing labour and time is the most important of all subjects to real economy<sup>405</sup> ». La réorientation des forces productives à travers une recomposition du temps de travail était une préoccupation permanente des penseurs de l'agriculture<sup>406</sup>.

### 6.3. De l'*homo agricola* à l'*homo economicus*

Une des premières conséquences de la mécanisation du travail agricole concerne la division sexuelle du travail agricole. Si au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les femmes étaient associées au foyer, au soin et à l'éducation des enfants, à la préparation des repas, une division sexuelle du travail agricole existait bel et bien. On la retrouve dans les économies rurales non capitalistes. D'abord, la basse-cour et l'étable représentaient un espace féminin où l'entretien des volailles nécessitait la douceur et la patience d'une femme<sup>407</sup>. Dans les champs, les femmes travaillaient sous la supervision des hommes et très peu d'échanges entre les sphères de travail masculin et féminin étaient poursuivis. Or, comme le rappelle l'historienne Martine Tremblay, l'apparition de l'agriculture scientifique et raisonnée avait puissamment intégré les femmes aux travaux des champs. La mécanisation écrit-elle, « a peut-être intensifié le recours à la main-d'œuvre féminine, mais les conditions de travail de ces femmes se confondent désormais avec celles du travailleur agricole<sup>408</sup>. » Ce processus d'absorption aura été

---

instruire le cultivateur sur les moyens d'exploiter sa terre sans avance de capital et « sans calquer servilement » les modèles européens puisque le « cultivateur canadien est généralement pauvre ».

<sup>405</sup> *Agricultural Journal and Transactions*, vol. 2, n° 1, p. 29.

<sup>406</sup> *Ibid*, vol. 5, n° 8, p. 353.

<sup>407</sup> Martine Tremblay, « La division sexuelle du travail et la modernisation de l'agriculture à travers la presse agricole, 1840-1900 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 2, 1993, p. 228.

<sup>408</sup> *Ibid*, p. 238.

de courte durée puisqu'à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle, plus rien n'était dit au sujet des femmes et de l'agriculture. On valorisait le rôle de la mère, les tâches domestiques, l'éducation, etc. Bref, la sphère féminine s'était repliée sur le foyer et à des activités de production à petite échelle comme la confection du beurre. Il semble donc plausible que la transition agraire du capitalisme ait nécessité un besoin urgent de force de travail. Cette urgence transparaissait dans les discours. Conséquence de la mécanisation, on observa durant les années 1870, les « femmes de nos campagnes » étaient appelées à aider aux travaux agricoles : « Il faut bien que les femmes de nos campagnes viennent à notre secours. Les machines, en supprimant la partie de nos travaux la plus dure et la plus difficile, leur ont ouvert l'accès de l'atelier agricole<sup>409</sup> ». Le perfectionnement de l'agriculture devait être complet : « Sans doute, la transition qui doit nous y conduire est semée d'entraves et de difficultés [...] elles répugnent instinctivement à tous ces travaux [...] C'est là une cause puissante des difficultés que l'agriculture rencontre.<sup>410</sup> »

Alors que s'imposait l'urgence d'innovation, un discours complémentaire sur l'état de la propriété au Bas-Canada se précisait. Evans écrivait que « the operation of the Feudal laws in Lower-Canada, appear to me to have the very same tendency, that they are unequal, a tax on industry, improvement and on the circulation of capital and property<sup>411</sup>. » L'obstacle majeur à la réalisation d'une économie prospère subsistait dans les coutumes françaises aux fondements de la propriété seigneuriale. Dans une lettre adressée au président et aux directeurs de la *Société d'agriculture du Bas-Canada*, William Rhodes, président de la *Société d'agriculture de Québec*, écrivait en 1851 que la propriété nuisait au capital.

« I would call your attention to the tenure of land in Lower Canada, or rather in the Seigniories, the tenure being of a nature to tax the improving

---

<sup>409</sup> « Du rôle des femmes en agriculture », *Gazette des campagnes*, 13 juin 1872, p. 277.

<sup>410</sup> *Ibid*, p. 278.

<sup>411</sup> *Supplementary Volume to A Treatise*, p. 163.

holder, and otherwise injurious to the introduction of capital. The Seigniories suffer from various causes; amongst others, the Seignior is generally an absentee, and does little or nothing to improve this property; another cause is the want of capital amongst the occupiers of the land<sup>412</sup>. »

Au moment où étaient remises en question les méthodes d'exploitation agricole, la propriété seigneuriale faisait l'objet de profondes désapprobations. L'effort politique déployé pour réorienter le travail pour le marché participait d'un projet plus large. Il s'agissait d'une transformation totale de la propriété. Pour les commissaires britanniques chargés d'enquêter sur l'état de la propriété au Bas-Canada, l'avenir de la société était clair : mettre la propriété au service de l'économie et favoriser la croissance du capital<sup>413</sup>.

Il est maintenant possible d'observer des mécanismes à l'œuvre. L'agriculture est devenue un objet d'attention inusité et une double contrainte est apparue : les pressions économiques et les pressions féodales amenaient les familles impuissantes à contribuer à la croissance. Les causes d'un développement inégal et combiné résidaient davantage dans la façon dont le droit et l'économie se trouvaient dépendants d'un régime de propriété. Les inégalités entre le Haut-Canada et le Bas-Canada persistaient, et elles étaient aussi bien réelles dans les districts. De nombreuses familles supportaient les classes aisées en travaillant et en cédant une partie du produit de leur travail aux seigneurs sans pour autant améliorer leur propre condition. Comble d'ironie, on exigeait des cultivateurs certaines aptitudes qui leur

---

<sup>412</sup> 17 avril 1851 in *Report of the Special Committee to Whom Were Referred the Report of the Lower Canada Agricultural Society and Agricultural Society of the County of Beauharnois*, Quebec, Rollo Campbell, 1852, p. 50-51.

<sup>413</sup> « A greater quantity of labour would necessarily be required, a greater demand for the produce of the soil would follow, and higher prices would, of course, be given [...] the supply would follow, of course, because the more food was raised, the more would be required; the farmer's capital would increase, and as industry is limited by capital, if a capital grows faster in proportion to its increase, as 100£ would increase faster », *Reports of the commissioners appointed to inquire into the grievances complained of in Lower Canada*, London, 1837, p. 131.

étaient jusque-là inconnues. Un bon cultivateur devait avoir « l'esprit des affaires », être capable de prendre des risques, car « celui qui dépense le moins est souvent le moins économe<sup>414</sup> ». Une idée profondément smithienne, déjà martelée par William Evans.

---

<sup>414</sup> *La semaine agricole*, 24 novembre 1870, p. 51.

## CHAPITRE VII

« NOUS N'AVONS RIEN PU FAIRE POUR AMÉLIORER LE SORT DE NOS  
PAUVRES FAMILLES<sup>415</sup> ».

Depuis les Lumières, la défense absolue de la liberté avait généré un impératif moral si puissant qu'il était impossible de le défaire. Les doctrines comme l'utilitarisme et l'économie politique ont non seulement servi le libéralisme, mais ont rejeté les identités sociale et individuelle afin d'en forger une, toujours renouvelable et qui réponde aux besoins et aux satisfactions humaines<sup>416</sup>. Les deux prochains chapitres s'attardent aux principes qui structurent le champ de la pensée économique et politique canadienne au XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que les actions qui ont mené à la fin du régime de propriété seigneurial. Nous pourrions ainsi prendre la mesure de tout un courant de pensée fortement influencé par des idées des Lumières écossaises. Au centre de cette philosophie, la richesse autour de laquelle gravite la propriété privée. Le politicologue Gareth Stedman Jones a bien montré que les Révolutions américaine et française ont fait émerger un premier vocabulaire sur la sécurité sociale et la citoyenneté et ont fait du pauvre un véritable problème social. La considération grandissante de l'économie politique témoigne de la manière dont ces révolutions ont changé les termes du débat sur la pauvreté, mais également « about the polity as a whole<sup>417</sup> ». L'impossibilité de résoudre cette contradiction en internant les pauvres ou en leur infligeant une punition convaincra des élites à regarder la pauvreté comme un problème individuel que seule une prospérité économique complète pourrait éliminer. Le discours sur la prospérité constituait donc un enjeu central de la colonie. Le

---

<sup>415</sup> Un paysan qui se plaint de sa condition, *La Minerve*, 27 décembre 1848.

<sup>416</sup> *Ibid.*, p.100.

<sup>417</sup> Gareth Stedman Jones, *An End to Poverty ? A Historical Debate*, New York, Columbia University Press, 2004, p. 13, 105.

laissez-faire du marché s'était imposé comme la seule solution. Depuis les premières thèses utilitaristes de Jeremy Bentham (1748-1832), le libéralisme économique avait embrassé le projet du bonheur du plus grand nombre. Le laissez-faire n'était pas une méthode pour y parvenir, mais bien la chose à réaliser<sup>418</sup>. L'abolition du système seigneurial et la réforme du droit coutumier français allaient donc constituer un puissant argument libéral. Allait suivre une moralisation des pauvres et de la classe ouvrière plus vigoureuse à partir de la deuxième moitié du siècle.

Avant de nous avancer davantage dans l'analyse, il importe de préciser ce que les propositions de l'économie politique dite « classique » impliquent. Si le terme lui-même est apparu pour la première fois sous la plume de Antoine de Montchrétien au XVII<sup>e</sup> siècle, c'est à partir de l'empirisme britannique et de son insatiable fixation pour les chiffres que sera favorisée l'émergence de cette nouvelle science de l'homme<sup>419</sup>. Avec *An Inquiry into the Principles of Political Oeconomy*, publiée en 1767, cette première étude signée James Steuart (1713-1780) aborde le travail humain en élaborant de manière systématique les principes qui seront repris par Adam Smith et d'autres après lui. En France, où l'analyse économique est largement dominée par les physiocrates, l'économie politique fait une percée grâce à la plume de Jean-Baptiste Say (1767-1832) qui appelait à ce que l'économie politique « ne considère l'agriculture, le commerce et les arts, que sous les rapports qu'ils ont avec l'accroissement ou la diminution des richesses<sup>420</sup> ». L'économie politique apparaît ici essentielle pour comprendre le fonctionnement de ce que Say nomme, la « machine sociale ». Imprégnée des Lumières et de ses précurseurs, l'économie politique va devenir une doctrine influente en s'inspirant du libéralisme de John Locke (1632-1704) pour qui la propriété repose sur le travail et l'appropriation des produits du

---

<sup>418</sup> Karl Polanyi, *La Grande transformation*, p. 204.

<sup>419</sup> Ellen Meiksins Wood, *The Pristine Culture of Capitalism*, p. 85, 88.

<sup>420</sup> Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, livre I, Paris, Rapilly libraire, 1826, p. viii.

travail<sup>421</sup> et surtout, d'Adam Smith, dont l'idée maîtresse est de tirer profit du travail de tous les hommes et particulièrement, du « patrimoine du pauvre » c'est-à-dire « sa force et l'adresse de ses mains <sup>422</sup> ». D'abord une science de la productivité, l'économie politique s'empare de l'agriculture, remet en question les origines de la pauvreté, scrute la dynamique des populations. Elle fait du travail la valeur suprême et le fondement même du lien social. Pour l'historienne Maxine Berg, l'économie politique classique propose une nouvelle vision du monde, et l'idéologie qui en découle va s'autonomiser progressivement. Son système de pensée disposera de plusieurs voix à travers des clubs, des journaux, facilitant ainsi l'énonciation des thèses et des idées de manière de plus en plus autonome et dogmatique<sup>423</sup>.

La force de l'économie politique et de la morale utilitariste résidait dans sa prétention philosophique et scientifique dont l'unique fonctionnement était basé sur une dichotomisation de l'individu et du politique<sup>424</sup>. Si ces thèses ont abondamment circulé dans l'Empire, ce serait une erreur de croire qu'elles n'intéressaient que les Britanniques. En dépit de la majorité francophone du Bas-Canada, les principes d'économie politique avaient conquis l'élite canadienne. À l'*Institut Canadien de Montréal*, centre névralgique de la culture et du libéralisme, « les ouvrages d'économie politique occup[ai]ent un rayon important de la bibliothèque<sup>425</sup> ». Étienne

---

<sup>421</sup> James Tully, *A Discourse on Property: John Locke and His Adversaries*, Cambridge University Press, 1980, p. 99 et sq.

<sup>422</sup> Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, p. 198.

<sup>423</sup> Maxine Berg, *The Machinery Question and the Making of Political Economy 1815–1848*, Cambridge University Press, 1982, p. 41.

<sup>424</sup> Philip Corrigan et Derek Sayer, *The Great Arch*, p. 171.

<sup>425</sup> En 1852, on retrouve 19 ouvrages d'économie politique et 23 en 1876. Il s'agit, pour ne nommer que les principaux, des œuvres complètes de David Ricardo et de Thomas Malthus, le *Catéchisme d'économie politique*, *Cours complet d'économie politique* et le *Traité* de Jean-Baptiste Say. Y figuraient également, *Économistes financiers du XVIII<sup>e</sup> siècle*, *Doctrines des physiocrates* et *Mélanges d'économie politique* de Eugène Daire, *La richesse des nations* d'Adam Smith, *Histoire de l'économie politique* de Jérôme-Adolphe Blanqui, *Éléments d'économie politique* de Joseph Garnier. Voir Yvan Lamonde, « La bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal (1852-1876) : pour une analyse multidimensionnelle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, n° 3, 1988, p. 343.

Parent, un des plus vigoureux défenseurs du libéralisme avait affirmé que parmi toutes les classes, « un grand nombre ne travaille pas autant qu'il le faudrait ». Dans le cas contraire, « à quoi nous servirait de posséder des hommes profondément versés dans toutes les questions de l'économie politique ? <sup>426</sup> » Dans ce chapitre, il sera question d'examiner de plus près ce qui pose problème à l'économie, les situations qui font obstacle aux fruits du travail et de découvrir ceux comme les nomme Parent qui « n'étaient animés d'un vif amour du travail » : les pauvres.

### 7.1. L'apparition d'un problème social

L'appauvrissement des populations urbaines et rurales qui frappait le Bas-Canada était considéré selon les termes de l'époque comme une véritable « maladie sociale ». Le pauvre était le censitaire endetté, l'enfant perdu, le paysan forcé de migrer en ville faute de terres, et très souvent le chômeur. Il était aussi le mendiant, errant sur les chemins et vivant des aumônes. Les informations relevées dans les recensements de 1831 et de 1844 témoignent d'ailleurs d'un premier intérêt officiel pour la question. La pauvreté déclarée n'indiquait cependant que sa manifestation la plus visible et ne reflétait qu'une partie du phénomène. Les recensements ne donnent aucune information quant à l'enregistrement des individus pauvres, ce qui prête à équivoque. D'abord, les critères de définition de la pauvreté élaborés par les énumérateurs de 1831 semblent s'appuyer seulement sur une observation claire (l'aumône). En 1844, on y avait rajouté la mention « ou pauvre », un terme encore une fois abstrait. Que dire de ce phénomène ? La pauvreté rurale plus discrète se fondait au paysage où le milieu déjà très modeste laissait à peine voir les contrastes sociaux, par opposition à la ville où elle était particulièrement apparente dans les quartiers populaires. Enfin, les dénombrements de 1831 et de 1844 paraissent vite contredits par les chiffres

---

<sup>426</sup> Étienne Parent, *Du travail chez l'homme*, conférence prononcée à l'Institut canadien de Montréal, 23 septembre 1847.



publiés par la maison d'industrie de Québec tel que nous le verrons plus loin. En vérité, le nombre de pauvres en ville aurait été beaucoup plus élevé que le nombre officiel.

Tableau 1.2. Population et pauvreté dans la ville de Québec et ses zones rurales, 1831-1844

	Population	Nombre de pauvres <sup>a</sup>
1831		
<b>Ville de Québec</b> (Cité de Québec et St-Roch)	26 201	70
<b>Zones rurales</b>	151 985	689
1844		
<b>Ville de Québec</b> (Cité de Québec et St-Roch)	34 061	273
<b>Zones rurales</b>	205 427	3013

Source : Appendice des journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, 1831, app. O.o. et Appendice des journaux de l'Assemblée législative du Canada.

Le terme « on Alms » pour 1831 et « on Alms or Paupers » pour 1844 permet de mettre un chiffre sur la pauvreté selon les districts. Il est difficile de croire que les énumérateurs auraient rencontré individuellement chaque « pauvre », mais auraient plutôt tiré l'information des curés et des élites locales, laissant suggérer que la pauvreté recensée était visible. En effet, la stigmatisation de la pauvreté nous force à penser que ces hommes et ces femmes auraient probablement été moins enclins à rencontrer les énumérateurs, mais plutôt à fuir les regards. Malgré leur imprécision, ces chiffres restent pertinents par leur caractère indicatif.

D'après les recensements, en l'espace d'environ une décennie, la population pauvre des campagnes avait plus que triplé et celle de la ville, quadruplé. Toutefois, la pauvreté par rapport à la population du territoire restait plus importante en campagne. Depuis le début de la crise rurale, les demandes d'assistances et d'allocations n'étaient pas rares. Elles étaient plutôt sa conséquence logique. La pauvreté, qu'elle soit passagère ou permanente, était devenue un véritable problème social, dont l'ultime paradoxe résidait dans le fait qu'elle semblait « aller de pair avec

l'abondance<sup>427</sup> ». Les pouvoirs publics se trouvaient donc constamment désarmés devant cette contradiction. Il fallait pouvoir briser ce cycle.

L'entrée de l'économie politique dans la société devait d'une part déployer un effort de moralisation et mettre à l'épreuve ses postulats d'autre part. Avant que l'économie politique ne soit traduite dans la pratique, d'autres tentatives avaient échoué à éliminer la pauvreté. Condamnations des institutions charitables, sanctions juridiques et disciplinaires reflétaient ainsi l'esprit de l'époque. Fortement imprégnée des débats autour des Lumières, l'économie politique avait pour point de départ Adam Smith dont l'idée de la propriété inviolable restait chez l'individu celle « de son propre travail ». Le désir de réunir toutes les classes afin de les faire participer à la richesse des nations trouvait sa plus simple expression dans « le patrimoine du pauvre », où l'individu sans activité par sa seule force de ses mains pouvait devenir enfin utile<sup>428</sup>. Ainsi, une société saine et ordonnée ne pouvait espérer perdurer que grâce au travail, au droit à la propriété privé, à la bonne gestion et au laissez-faire économique<sup>429</sup>. L'économie politique avait pour ambition de résoudre un problème immensément complexe qu'elle voyait déterminé seulement par la nature humaine, une nature encombrée par la paresse. Ce n'est que plus tard que le redressement du pauvre par le travail et pour le travail allait se présenter comme une vérité universelle. Comme le rappelle avec justesse Jean-Marie Fecteau, « il fallait que le libéralisme élabore un concept de pauvreté qui puisse correspondre aux impératifs de la liberté individuelle

---

<sup>427</sup> Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, p. 138.

<sup>428</sup> Une idée développée par Adam Smith dans *La richesse des nations*.

<sup>429</sup> Le discours sur la richesse et la bonne gestion des hommes trouve une forte résonance dans les débats entre *Virtue* et *Wealth* qui structurèrent les Lumières écossaises. Voir Peter J. Smith, « The Ideological Origins of Canadian Confederation », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 20, n° 1, 1987, pp. 3-29.

[...] un concept qui puisse réconcilier l'idée de progrès avec l'acceptation résignée de la misère<sup>430</sup> ».

Au XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux libéraux réformistes et radicaux canadiens imprégnés des thèses de Johan Stuart Mill (1806-1873), Thomas Malthus et David Ricardo ont alors commencé à regarder la propriété privée comme la panacée de tous les maux et à défendre ses principes. Pour voir naître cette propriété privée, tous les efforts devaient se concentrer sur l'abolition des privilèges seigneuriaux et subséquemment sur une refonte des lois du Bas-Canada afin de cimenter les droits et libertés. C'est dans ce contexte que, par exemple, un des journaux les plus bruyants de Montréal, *L'Avenir*, engagea dès 1847 une lutte contre l'agriculture moribonde et la pauvreté des campagnes en réclamant la suppression des droits seigneuriaux.

## 7.2. La pénalisation de la pauvreté

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, avant même que l'économie politique ne soit véritablement mise en pratique dans la colonie, la pauvreté comme question politique et sociale était relativement nouvelle. Du moins, elle faisait l'objet d'une attention plus sérieuse. En l'absence d'institutions adéquates et de réseaux efficaces d'assistance, l'« ancien système » régalian à travers lequel était filtré les éléments de la pauvreté, réfléchissait l'image d'un État colonial précaire, incertain dans ses actions politiques et sa gestion du social<sup>431</sup>. Les analyses de Fecteau à ce sujet restent indispensables. La réaction politique à la misère (misère, faut-il le rappeler, présentée quotidiennement comme un danger pour les citoyens et les finances publiques) consistait à réaliser sa mise hors-jeu par le droit. Très tôt, les autorités municipales s'étaient inquiétées « de grands maux publics » que représentait l'apparition continue de la mendicité. À une

---

<sup>430</sup> Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre. Crime et pauvreté au XIX<sup>e</sup> siècle québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2004, p. 213.

<sup>431</sup> *Ibid.*, p. 121 sq.

période où la population errante croissait, la Cour du district de Québec avait ordonné aux citoyens qu'on « arrête et amène devant un Magistrat tout mendiants (sic) qu'ils trouveront demandant l'aumône en cette Cité sans la permission par écrit de deux Magistrats sous leurs seings, pour qu'ils soient traités devant la loi <sup>432</sup> ». La pénalisation empêchait la pauvreté perçue comme « mal public » d'être examinée pour ses causes. Le pauvre restait plutôt l'objet d'une perpétuelle crainte que seule une répression juridique pouvait apaiser. À Québec, les remèdes étaient donc à la hauteur des observations embarrassantes des mendiants. William S. Christy, commis au comité de Québec, avait souligné les aberrations de ce traitement pénal en déplorant « l'exécution ou la non-exécution des Statuts qui ordonnent l'emprisonnement de tous ceux qui auront “demandé l'aumône en cette ville, sans demander une permission par écrit, signée par deux Magistrats”<sup>433</sup> ». En absence de loi claire, il restait à savoir « comment un tel ordre [avait] pu paraître au nom d'un corps respectable que celui de Juge-de-Paix ».

Si l'usage d'une loi punitive semblait fournir les outils nécessaires pour remédier à la « misère publique », le nombre de pauvres pourtant grossissait. Malgré les efforts poursuivis pour leur porter secours, quelques-uns en profitaient pour décrier les abus de la charité. L'assistance publique des pauvres ne faisait pas l'affaire de tous. Elle évoquait un gaspillage des fonds publics et privés pour des gens qu'on disait désintéressés au travail. Par exemple, un citoyen de Québec s'était indigné contre les soupes populaires servies depuis déjà deux hivers et qui avaient nécessité « la somme énorme d'environ quinze cens (sic) livres courant pour le soutien des Pauvres ». Ces soupes n'avaient pour effet que de « démoraliser les pauvres », car personne d'entre eux « ne voulait travailler<sup>434</sup> ». Les contempteurs de l'assistance publique attribuaient

---

<sup>432</sup> On affirma qu'« on ne saurait trop croire combien les objets de la charité sont voisins de l'abus », *Le Canadien*, 1<sup>er</sup> septembre 1819.

<sup>433</sup> William S. Christy, *Mendiants: l'ordre des magistrats, du 9 de ce mois, au sujet des pauvres mendiants, est une chose nouvelle dans ce pays-ci*, 20 août 1819.

<sup>434</sup> *Le Canadien*, 5 septembre 1818.

à la charité tous les maux possibles : elle ne faisait qu'entretenir ces gens dans un état lamentable au lieu de les encourager à travailler. Par conséquent, il était urgent de remédier à cette paresse non pas en les éloignant du travail, mais par le travail lui-même. C'était l'esprit d'un projet de loi de 1816 au sujet des « vrais pauvres », des paresseux et des vagabonds. Elle proposait d'envoyer des indigents dans une maison de correction pour y être employés à un travail<sup>435</sup>. Or fallait-il déjà pouvoir faire la distinction entre les vrais et les faux pauvres ? C'était alors aux « officiers et jurés de paroisses » qu'était affectée la tâche de distinguer la pauvreté acceptable et celle qui ne l'était pas, celle que l'on devait réprimée par le travail et l'autre qui n'en était pas. Ce début de siècle révélait ainsi l'étrange traitement punitif de la pauvreté.

Plus spécifiquement, la question des « enfants trouvés » qui quémendaient l'aumône dans les rues de Québec était devenue alarmante. Pour y remédier, on proposa en 1820 une loi sur les enfants mendiants, « vu que les Enfants (sic) contractent des habitudes pernicieuses et immorales e[t] s'abandonnent à demander l'aumône dans cette Province, lesquels pourroient (sic) devenir des membres utiles à la société<sup>436</sup> ». Elle interdisait aux enfants de moins de 16 ans de demander de l'aide sur les chemins, les rues ou les places publiques. Ceux qui étaient surpris à agir de la sorte devaient faire face à la justice et dès la majorité, apprendre un métier pour gagner leur vie. Le principe d'utilité du pauvre se dessinait peu à peu. Ce n'est qu'un peu plus tard que l'économie politique censée capable d'éliminer la pauvreté fit véritablement son entrée. Sa moralisation pourrait se réduire à ce credo omniprésent : « le travail triomphe de tout<sup>437</sup> ». Cette apologie du travail était réitérée dans la plupart des

---

<sup>435</sup> Article XXI, du *Bill introduit dans la Chambre d'Assemblée de la Province du Bas-Canada, pour secourir les vrais Pauvres, et pour parvenir plus efficacement à obliger les vagabonds et paresseux à gagner leur vie par le travail*, Québec, La nouvelle imprimerie, 1816.

<sup>436</sup> *Bill pour prévenir l'habitude pernicieuse de laisser mendier les enfans, et pour pourvoir aux moyens de leur faire gagner leur vie*, Québec, 1820.

<sup>437</sup> Du latin *Labor omnia vincit improbus* qui ornait le frontispice du journal *l'Avenir*. Cette phrase décrit la ruche et le travail opiniâtre des abeilles dans le livre IV des *Géorgiques* de Virgile. Elle

journaux, elle ornait le frontispice de *L'Avenir*, servait de rempart aux valeurs libérale et chrétienne.

### 7.3. *Labor omnia vincit improbus* ou une thèse malthusienne à l'œuvre

Devant l'impasse de la pénalisation de la mendicité et la croissance du phénomène, un comité spécial fut créé en 1823 afin d'évaluer les coûts sociaux de la prise en charge de la pauvreté. Commandé par le Conseil législatif, il était chargé d'émettre des observations sur les conditions d'existence des pauvres : lunatiques, infirmes, et « enfants trouvés ». Au sujet des enfants pauvres abandonnés, errants dans les rues, le constat était catégorique : « le mal s'augmente et s'accroît d'année en année, dans une progression arithmétique jusqu'à ce qu'enfin il finisse par absorber la totalité des revenus<sup>438</sup> ». Depuis 1818, l'Hôtel-Dieu à Québec et dès 1823 l'Hôpital des Émigrés de Québec constituaient le système d'assistance principal pour les pauvres de la ville. Or l'usage des deniers publics à ces fins renvoyait l'État à ce qui semblait être une profonde contradiction : subvenir à des gens qui ne rapportent rien à la société. Le comité s'exprimait clairement sur cette situation ; « bien des hommes d'une sagesse et d'une humanité supérieures ont désapprouvé le système des hôpitaux d'enfants trouvés, comme détrimementaux (sic) à l'État ». Cette question des finances publiques logeait au cœur des préoccupations de l'économie politique sur le rapport entre la croissance d'une population et le volume des ressources<sup>439</sup>. Recevoir ces enfants sans limites engendrerait ainsi des dépenses illimitées. Le fait de vouloir préserver « la vie

---

représente avant l'heure une puissante allégorie de la division du travail et de sa valeur, ce qui fera dire aux moralistes du XIX<sup>e</sup> siècle que cette division se trouve dans la nature et par conséquent, que l'économie politique repose sur des vérités empiriques.

<sup>438</sup> *Journaux de la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada*, 1824, app. A, « Rapport du comité spécial ».

<sup>439</sup> Le rapport entre population et ressource se situe au cœur de la réflexion générale de l'économie politique britannique classique qui interrogeait la nature de la prospérité et le principe d'ordre social. Les idées de Thomas Robert Malthus sur la natalité et plus tard de Richard Whateley, de John Ramsay McCulloch et de John Stuart Mill rendent compte d'une doctrine relativement homogène.

des créatures humaines » en les acceptant dans les hôpitaux produisait en réalité l'effet contraire. Le nombre croissant d'hébergements contribuait à alimenter une mortalité infantile préoccupante au lieu d'éliminer la misère. Selon Thomas Malthus, ajoutait le comité, la charité était un « principe trompeur sur lequel ces établissements [étaient] constitués » puisqu'il était « faussement philanthropique<sup>440</sup> ». En doutant ainsi de la sincérité de l'assistance, le comité récupérait un fameux argument malthusien. Lors d'une visite en Russie, ce dernier avait vu à Moscou et à Saint-Petersbourg des hôpitaux et une « Maison des enfans (sic) trouvés » et avait relaté le désastre que pouvaient provoquer les associations de charité<sup>441</sup>. Ces hôpitaux surpeuplés, incapables d'offrir des soins pour tous n'étaient rien d'autre que des morgues. Devant cette situation préoccupante, le comité exhortait la législature « à trouver quelque plan pour arrêter l'augmentation progressive de la dépense publique et de la démoralisation actuellement en activité ». La table était ainsi mise pour développer des solutions d'un tout autre ordre.

La compréhension politique de la misère à partir d'un rapport population/ressource témoigne bien de l'influence véritable des thèses malthusiennes sur l'élite canadienne. Les idées radicales de Malthus, aussi dérangeantes soient-elles du point de vue éthique, doivent être comprises dans un contexte où l'Angleterre subissait une pression démographique extrêmement forte. En répliquant à l'ouvrage en faveur de la Révolution française, *Rights of Man* de Thomas Paine, Malthus suggérait que l'homme sans travail et donc incapable de nourrir sa famille n'avait guère de droit en société et qu'il était « de trop sur la terre<sup>442</sup> ». La paupérisation grandissante des

---

<sup>440</sup> *Journaux de la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada*, 1824, app. A.

<sup>441</sup> Charles Robert Drysdale, *The Life and Writings of Thomas R. Malthus*, London, Standring, second edition, 1892, p. 28.

<sup>442</sup> Ce paragraphe fameux apparaît seulement dans l'édition de 1803 de son *Essai sur le principe de population* ; « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille n'a pas le moyen de le nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme, dis-je, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture : il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et ne tardera

populations urbaines et rurales représentait une forme de décadence sociale contraire à l'ordre naturel des hommes. Sa prophétie catastrophique voulant que la population augmente en raison géométrique par rapport à la production de nourriture laissait supposer très bientôt un surplus de population inactive et donc inutile à la société. Malthus a établi les bases du conservatisme social, indispensable à la construction du libéralisme économique<sup>443</sup>. David McNally souligne que si à partir d'Adam Smith, le marché prétend être un espace de justice et d'égalité, il devient pour Malthus une institution qui « disciplined the poor, breaking their laziness and dependence on the rich while eliminating policies [...] he made classical economics an open enemy of the working class ». L'influence de sa pensée sur l'économie politique classique a été significative et a inspiré la politique coloniale au Bas-Canada. Les colonies anglaises avaient prêté une oreille attentive aux avancements en la matière depuis la Loi de Speenhamland<sup>444</sup>. Par suite, l'adoption de la nouvelle loi pour les pauvres eut un effet instantané sur les politiques sociales en Amérique du Nord britannique<sup>445</sup>.

#### 7.4. Les premières *Poor Houses* au Bas-Canada

Contre les premières législations sur les pauvres en Angleterre, Malthus avait affirmé qu'elles décourageaient les indigents à travailler, n'améliorant pas leurs conditions

---

pas à mettre elle-même cet ordre à exécution ». Pour Gareth Stedman Jones, à partir de cette publication, Malthus « not only adopted a harsher tone, but presented an alarmist, even apocalyptic scenario », *op.cit.*, p.103.

<sup>443</sup> David McNally, *Against the Market. Political Economy, Market Socialism and the Marxist Critique*, London, Verso, 1996, p. 89.

<sup>444</sup> « The Upper Canadians were probably influenced by British discontent with the 'Speenhamland system' under which a worker could have his wage supplemented on a scale based on his family size and the price of bread. This was seen by men of capital as robbing those who were accumulating wealth and as invitation 'to improvident breeding' by the lower classes » Patrick Brode, *Courted and Abandoned: Seduction in Canadian Law*, University of Toronto Press, Osgoode Society for Canadian Legal History, 2002, p.10.

<sup>445</sup> Alvin Finkel, *Social Policy and Practice in Canada: A History*, Wilfrid Laurier University Press, 2006, p. 48.



comme elles le prétendaient ; « ces lois créent les pauvres qu'elles entretiennent<sup>446</sup> » avait-il écrit dans la première version de son *Essai sur le principe de population*. Au Canada, à la lumière des recommandations du comité spécial de 1823, toute prise en charge pouvait se révéler désastreuse et ainsi donner raison au fléau prophétisé par les « lois » qui régissaient l'accroissement de la population. Si pourtant les propositions de Malthus étaient ardemment débattues, certaines d'entre elles avaient été appliquées sans résistance apparente. Le *Poor Law Amendment Act* de 1834 qui visait à réformer l'assistance des pauvres du Royaume-Uni avait sans complexe des références à Bentham et Malthus. Certaines parties du rapport d'ailleurs et au moins une clause de la loi qui en découlera était « explicitement malthusienne<sup>447</sup> ». Cette réinterprétation de la loi sur les pauvres avait pour tâche l'application rigoureuse de principes d'économie politique. Un de ces principes touchait le travail utile. Cette nouvelle loi contenait la création de *Poor House* —ou *House of Industry*— destinée à discipliner les pauvres par le travail en les gardant captifs et à l'ouvrage. La construction de ces maisons dont Samuel et Jeremy Bentham avaient amélioré la conception architecturale dans *Panopticon* s'avérait complémentaire aux idées de Malthus. Une fois une théorie du travail formulée, il était indispensable de la mettre en pratique ! Alfred Power et William J. Gilbert, assistants pour la *Poor Law Commission* estimaient que ces établissements de travail permettraient de convertir la réserve de main-d'œuvre inutilisée et abondante en travail indépendant. Opérées adéquatement comme en témoignaient les applications locales, ces maisons « dissipate at once nearly the whole of this false and unreal appearance of surplus labour<sup>448</sup> ».

---

<sup>446</sup> Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe de population en tant qu'il influe sur le progrès futur de la société, avec des remarques sur les théories de M<sup>r</sup> Goldwin, de M. Condorcet et d'autres auteurs*, [Londres], Paris, Presses universitaires de France, [1798] 1980, p. 51.

<sup>447</sup> Nicholas C. Edsall, *The Anti-Poor Law Movement, 1834-44*, Manchester University Press, 1971, p. 2 et 21.

<sup>448</sup> Thomas Mackay, *A history of the English Poor Law in connection with the state of the country and the condition of the people*, London, King & Son 1904, p. 205.

Dans les villes les plus importantes de la colonie comme Québec et Montréal, des maisons de travail calquées sur le modèle britannique des *Poor Houses* ont été construites. La majorité des pensionnaires de ces établissements étaient des personnes âgées, invitées à travailler afin de devenir une main-d'œuvre bon marché alors que d'autres, des enfants séparés de leur famille, étaient éduqués au travail et envoyés sur les fermes ou engagés comme servants<sup>449</sup>. À Québec, la volonté d'établir ce type de bâtiment s'était manifestée dès 1814. De la pétition à l'effort philanthropique, différentes vagues avaient duré jusqu'en 1836 lorsqu'enfin fut fondée une première maison d'industrie dont les opérations s'étaient échelonnées sur à peine un an. La maison qui occupait le lieu de l'ancien Hôpital des Émigrés fut ensuite la proie des flammes et priva 188 pauvres d'un foyer<sup>450</sup>. Néanmoins, les appels au confinement et à la mise au travail de la population inactive ne s'étaient pas dissipés pour autant. Après tout, depuis 1833, le sceau choisi pour la ville de Québec était « une nature forte qui prospère par le travail<sup>451</sup> ». Le 30 avril 1836, des citoyens de Montréal s'étaient réunis sous la présidence d'hommes de premier plan tels que Louis-Joseph Papineau et Peter McGill, maître d'œuvre du développement capitaliste de la ville, afin de discuter de l'établissement dans la Cité d'une *Poor House* plus efficace<sup>452</sup> que celle déjà en fonction. L'ancien établissement qui existait déjà depuis 1819 « était presque sans effet » et les membres de l'assemblée souhaitaient, à l'aide de fonds privés, voir une nouvelle maison qui une fois établie, serait capable de se suffire à elle-même<sup>453</sup> et ainsi contribuer à diminuer l'inactivité d'une partie de la population urbaine. Le préambule impliquait la création d'un comité siégeant pendant deux ans,

---

<sup>449</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>450</sup> *Le Canadien*, 6 mars 1837.

<sup>451</sup> *Natura Fortis Industria Crescit* en latin tel qu'inscrit sur le sceau.

<sup>452</sup> ANQ-Q P1000/S3/D2220, « Preamble of a subscription list adopted at a public Meeting of the Citizens of Montreal on the 30<sup>th</sup> day of April 1836, for the purpose of establishing a House of Industry or Poor House », 30 avril 1836.

<sup>453</sup> *La Minerve*, 2 mai 1836.

appliqué à « se procurer des renseignements touchant ces institutions dans les autres pays » afin d'adopter ensuite « les mesures les plus calculées ». Cette tentative de perfectionnement ressortait des expériences décevantes du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, la situation alarmante de la principale maison d'industrie de Montréal avait amené son comité à demander l'aide des églises pour « compléter les fonds nécessaires ». Avec 348 pauvres y résidant et y travaillant, le comité avait stipulé que la prise en charge de ce nombre excédait de 75 % les dépenses prévues tout en indiquant qu'il y avait eu entre temps 529 nouveaux admis<sup>454</sup>. La paupérisation des centres urbains était bel et bien réelle, et ces maisons d'industrie s'étaient vues confier le devoir d'une « régénération morale du pauvre<sup>455</sup> ».

Si la doctrine de Malthus représente un courant dominant à l'intérieur de l'économie politique<sup>456</sup>, il n'a pas fait non plus l'unanimité. Bien qu'elle ait fait impression sur les élites, la véritable popularisation de ses thèses a aussi suscité de nombreuses critiques<sup>457</sup>. Toutefois, l'établissement de maisons de pauvre et l'éducation à des métiers bon marché traduisent la mise en pratique des idées de l'économie politique. Le lien intime entre travail et capital ne laissait de place à aucune forme d'assistance sociale, du moins à son degré minimal, c'est-à-dire une aide reléguée aux charités privées. Par conséquent, l'économie politique, le libéralisme économique et la morale utilitariste n'avaient pas pour objectif une libération de l'homme comme l'avaient proclamée les Lumières françaises, mais bien l'insertion de tous les individus dans une hiérarchie rigide pour autant que leur travail bénéficie à la société. C'est donc sur

---

<sup>454</sup> *Le Canadien*, 17 mars 1837.

<sup>455</sup> Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses : la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1840*, Montréal, VLB éditeur, 1989, p. 231.

<sup>456</sup> David McNally, *op.cit.*, p. 103.

<sup>457</sup> James P. Huzel, *The Popularization of Malthus in Early Nineteenth-Century England: Martineau, Cobbett and the Pauper Press*, Routledge, 2006, p. 163 et sq.

deux perspectives opposées que s'est construit le discours de l'économie politique, d'une part comme « progrès et perfectibilité » et d'autre part, comme « déterminisme et damnation<sup>458</sup> ». Pensant avoir résolu pour un temps le problème de la pauvreté urbaine en mettant au travail vieux, femmes et enfants, l'élite coloniale faisait face à un problème tout aussi complexe : l'appauvrissement des campagnes et des familles en détresse un peu partout sur le territoire. La première moitié du siècle avait permis de réfléchir sur la prospérité nationale, le progrès économique et agricole et la valeur du travail. Au même moment, une critique radicale de la propriété au Bas-Canada s'élevait et allait permettre aux élites britanniques de mettre à profit encore une fois les arguments de l'économie politique<sup>459</sup>.

---

<sup>458</sup> Karl Polanyi, *La Grande transformation*, p. 138.

<sup>459</sup> John A. Macdonald, comme plusieurs membres de l'élite coloniale, était imprégné des penseurs des Lumières écossaises, en manifestant une compréhension des utilitaristes et des économistes Jeremy Bentham, Adam Smith et James Mackintosh sur le libre-échange, la perniciosité des lois usurières et la propriété privée. Sarah Katharine Gibson and Arthur Milnes, *Canada Transformed. The Speeches of Sir John A. Macdonald*, Toronto, McClelland & Stewart, 2014. p. 12-13, 47; Donald Creighton, *John A. Macdonald. The Young Politician*, Toronto, Macmillan, 1952, p. 115.

## CHAPITRE VIII

## 1854 : VERS UN NOUVEAU RÉGIME SOCIAL DE PROPRIÉTÉ

Au moment où les signes d'un appauvrissement rural devenaient de plus en plus tangibles, une remise en question radicale de la société coloniale s'était opérée. Pour les élites politiques, l'état lamentable de la classe agricole canadienne reposait sur un système foncier défaillant, sa dépendance seigneuriale faisait obstacle à l'économie. Conscients de leurs conditions et de leur inscription dans la société canadienne, les paysans du Bas-Canada s'en plaignaient: « il nous faut travailler pour supporter toutes les classes, les seigneurs, les notaires, les avocats<sup>460</sup> ». Cette prise de parole s'inscrivait dans un contexte de profondes inégalités entretenues par des relations sociales de propriété et avaient mené à des actions subversives dont les Rébellions de 1837 et 1838 en sont le symptôme principal.

La question seigneuriale était donc devenue une question nationale. Elle nourrissait non seulement les débats entourant le régime de propriété, mais engageait également une vaste réflexion sur les libertés anglaises. Comment donc l'élite coloniale pouvait espérer transformer le régime de propriété au Bas-Canada ? Sur quels principes reposaient ses actions pour y arriver ? L'économie politique et la doctrine utilitariste étaient devenues des principes moteurs du libéralisme au Canada. Le postulat de départ demeurerait assez simple : la terre représentait la source primitive de la richesse et son exploitation devait tendre vers une science. Pour des pays comme la France et la Russie où l'agriculture constituait l'activité économique principale, seule une culture raisonnée de la terre pouvait résoudre les difficultés économiques des classes agricoles. Le botaniste français François-Emmanuel Fodéré, résolument inspiré par Smith et Say, écrivait que l'agriculture assurait l'harmonie sociale et « en elle

---

<sup>460</sup> *La Minerve*, 27 décembre 1848.

[pouvait] se trouver le secret d'écarter la pauvreté des masses<sup>461</sup> ». On retrouve dans la littérature britannique des préoccupations similaires, mais cette fois, intégrées à un cadre scientifique et rigoureux. Dans *The Principles of Political Economy*, l'économiste écossais John Ramsay McCulloch revenait sur l'enquête du comité de 1822 mandatée par la Chambre des communes pour examiner l'état de l'agriculture en Angleterre. Ayant comparé deux exploitations où le niveau de compétence agricole était équivalent, la plus performante avait quadruplé sa production grâce à « the agency of a given quantity of labour ». Cette quantité représentait par conséquent « four times the power to accumulate capital ». Pour McCulloch, le progrès de la société anglaise ne résidait donc pas dans la qualité du sol, mais bien dans la science de l'agriculture qui n'avait fait que des avancées<sup>462</sup>. Cette science était la mobilisation d'une force de travail et l'application de techniques et d'innovations. La solution à l'appauvrissement du Bas-Canada passait par une transformation du mode d'exploitation et un changement dans la nature même de la propriété<sup>463</sup>. L'établissement des townships dont on applaudissait l'avancement des méthodes et sa liberté commerciale contrastait avec l'expérience seigneuriale aux prises avec des droits rigides, une activité économique sans ambition et surtout, une surpopulation flottante. Comme le précise Marx en avant-propos des *Manuscrits de 1844*, « l'économie politique part du fait de la propriété privée<sup>464</sup> » et à partir du moment où advint la propriété privée, par la force ou par un long processus de digestion sociale, devient possible l'application des « lois abstraites » du capitalisme.

---

<sup>461</sup> François-Emmanuel Fodéré, *Essai historique et moral sur la pauvreté des nations : la population, la mendicité, les hôpitaux et les enfants trouvés*, Paris, 1825, p. 172.

<sup>462</sup> John Ramsay McCulloch, *The Principles of Political Economy: with a Sketch of The Rise and Progress of The Science*, Edinburgh, 1825, p. 204.

<sup>463</sup> Le principe de « Security of Property » pose les fondations pour une forme capitaliste d'exploitation agricole. Pour McCulloch toujours, le droit de la propriété était « a bulwark thrown up to protect and secure the property [...] it is a rampart raised by the society against its common enemies —against rapine, violence, plunder and oppression. Without this protection, the rich man would become poor and the poor would never be able to become rich [...] it is the security of property », p. 84.

<sup>464</sup> Karl Marx, *Critique de l'économie politique*, Paris, édition 10/18, 1972, p. 149-150.

C'est dans ce contexte qu'en 1848, une *Association en faveur des établissements canadiens des townships* envoya une requête au gouverneur Elgin afin de permettre aux Canadiens d'avoir accès aux terres britanniques. Un grand mouvement de colonisation s'était enclenché aux quatre coins de la province, dans les comtés de Sherbrooke, de Mégantic, de Drummond, d'Ottawa et ailleurs. Alors que le droit seigneurial permettait le morcellement des terres afin d'établir des enfants près de leurs parents, le droit de propriété anglais garantissait une plus grande liberté. La proximité familiale avait jusqu'alors été le moteur de la solidarité rurale en France prérévolutionnaire. Au Canada, le surpeuplement des terres déjà concédées et les minces opportunités d'achat avaient éliminé les bénéfices d'autrefois. Ce régime sous le contrôle d'une classe de seigneurs aggravait la crise de la propriété. L'association remarquait que « la classe des pauvres [commençait] à trop se multiplier [et que] celle du prolétariat [allait] suivre ». Un mouvement de migration s'était déjà entamé où « les fils des cultivateurs pauvres [étaient] forcés de venir dans les villes pour commencer la vie de domesticité<sup>465</sup> ». Incapables de s'acheter un lopin de terre ni de devenir propriétaire tellement les prix d'acquisition étaient élevés, des familles s'établissaient dans les quartiers ouvriers en quête de travail. Dans les townships, les free lands avaient aussi un prix et le seul moyen d'y avoir accès plus facilement était de supprimer ce double système de propriété afin d'unifier le marché foncier. William Rhodes, président de la *Société d'agriculture de Québec* voyait dans les townships la richesse future de la colonie où l'agriculture profiterait librement des fruits de son travail. Pour cela, on devait obliger les seigneurs à commuter et faire « the new tenure to be in free and common soccage; in other words, [...] make Lower Canada into Township<sup>466</sup> ». C'est sur cet effort que nous allons maintenant nous pencher.

---

<sup>465</sup> *L'Avenir*, 12 juillet 1848.

<sup>466</sup> Lettre de Rhodes, 17 avril 1851, *Rapport du Comité spécial sur le Rapport de la Société d'Agriculture du Bas-Canada*, 1851.

### 8.1. La propriété privée à la base du projet libéral canadien

Pour l'historien Ian McKay, l'ordre libéral au Canada restait extrêmement attaché aux fonctions de la propriété, et cette dernière se présentait comme le *primus inter pares* dans la trinité des valeurs libérales. Par conséquent, elle établissait les conditions préalables à l'identité du pays<sup>467</sup>. Afin de mener à terme cette uniformisation, de solides assises étaient nécessaires, des assises que la propriété privée seule pouvait solidifier. Il fallait toutefois garder à tout prix intact l'ordre tel qu'implanté par le Régime britannique au Canada. C'était l'idée d'un jeune John A. Macdonald inspiré par Edmund Burke. Sa vision rigide de la propriété privée espérait sécuriser la hiérarchie de la société coloniale. Malgré les ambitions de changer la loi de succession, il était hors de question d'attribuer également les terres parmi les héritiers. Il fallait plutôt conserver entier le système de primogéniture, un critère de différenciation au centre des objectifs de l'économie politique anglaise<sup>468</sup>. Ce système puisait sa source dans le droit familial anglais et garantissait la reproduction sociale (masculine) d'une classe de propriétaires terriens et d'entrepreneurs britanniques<sup>469</sup>. Toute mesure d'égale distribution des terres comme le proposait le *Roblin's Bill* de 1845<sup>470</sup> ferait en sorte qu'après un fermier prospère du Canada-Ouest allait suivre une

---

<sup>467</sup> Ian McKay, « The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *Canadian Historical Review*, vol. 81, n° 4, 2000, p. 627.

<sup>468</sup> Donald Creighton, *op.cit.*, p. 107.

<sup>469</sup> Le principe de primogéniture était le moteur de la reproduction sociale des familles. Ce principe renvoie au droit matrimonial anglais où la communauté des biens était entièrement dirigée par le mari. Lors d'une succession, seul le fils aîné devenait l'héritier de la totalité des biens patrimoniaux assurant ainsi la reproduction et la domination d'une aristocratie terrienne. Évidemment, le droit matrimonial canadien basé sur la Coutume de Paris restait différent puisque le principe de primogéniture était absent. Toutefois, l'effort déployé par l'élite britannique pour conserver intact ce droit et pour en transmettre les principes au système de droit canadien démontre la place centrale des relations de propriété patriarcale à la base de la reproduction sociale. Le Code civil de 1866 n'intégra aucun principe de ce genre, mais recomposa les éléments patriarcaux des lois civiles et le principe de l'homme comme chef de ménage. Pour approfondir certains aspects du droit matrimonial et du droit de la famille, il faut se référer à Evelyn Kolish, *Nationalisme et conflits de droits. Le débat du droit privé au Québec, 1760-1840*, Montréal, Hurtubise, 1994, p. 199 et sq.

<sup>470</sup> John Roblin (1799-1874), loi de succession visait à répartir équitablement les terres aux héritiers en l'absence de vœux contraires.



génération « vivant dans une petite maison, puis une troisième dans un taudis ». Avec ce système plus équitable, l'agriculture, au lieu d'être protégée par la propriété privée, serait ruinée comme en Irlande et en France. Toujours selon Macdonald, « any serious change in the established law of private property implied, without any question, the utter subversion of the existing social and political order<sup>471</sup> ».

Ses principes illustrent les intentions au sein de l'élite coloniale de garder entiers la propriété et ses droits. La situation particulière au Bas-Canada avait suscité depuis longtemps l'attention des réformateurs. En supprimant la propriété seigneuriale, ils espéraient aussi transformer l'identité des familles assujetties aux vieilles coutumes françaises. En effet, les attaques vigoureuses contre le droit seigneurial touchaient des éléments —comme le retrait lignager, le douaire, la partition du patrimoine— à la base d'une reproduction sociale d'Ancien Régime et de la domination patrimoniale. Cette offensive décrivait le malaise devant une pauvreté qui subsistait de génération en génération. Il était donc urgent d'émanciper ces familles, leur offrir les libertés anglaises<sup>472</sup>. Depuis 1764, les tentatives de réforme de la propriété n'avaient pas porté leurs fruits. Puis, les doctrines utilitaristes du XIX<sup>e</sup>, tentaient de mettre en évidence le lien étroit entre l'appauvrissement humain et un certain type de propriété. Ce seul rapport allait suffire pour que s'engage plus sérieusement l'abolition des droits féodaux.

## 8.2. Comités et enquêtes au service de l'économie de marché

En faisant la preuve de la désuétude du régime seigneurial, les réformateurs britanniques espéraient faire adopter leurs lois afin d'accomplir « le progrès dans

---

<sup>471</sup> *Loc. cit.*

<sup>472</sup> La commission Gosford (1835-1836) avait élaboré plusieurs plans afin de transformer profondément la nature de la société du Bas-Canada. Le régime seigneurial, la propriété et la question des libertés figuraient parmi ces plans, Bruce Curtis, « Les commission d'enquête comme réflexivité gouvernementale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 3, 2015, p. 32-33.

l'implantation des terres, leur mode d'utilisation, la structure foncière et le degré de croissance économique<sup>473</sup> ». L'utilisation de divers dispositifs politique et scientifique comme les enquêtes de terrain, les recensements et le traitement statistique allaient aider l'État colonial à consolider les politiques d'un large projet libéral<sup>474</sup>. Dès 1821, le comité des Terres de la Couronne avec à sa tête Andrew Stuart et six autres membres avait pour la première fois sillonné la province, demandant l'avis des seigneurs sur les conditions économiques des fiefs. Le comité cherchait ainsi à connaître le fonctionnement du système foncier, à définir les classes sociales à l'intérieur des seigneuries et à savoir si certains censitaires détenaient du capital, et quel était le montant des rentes prélevées. En prenant le pouls des seigneuries et en recueillant des informations spécifiques, le comité apprenait les conditions très modestes des paysans.

Par exemple, les habitants de la seigneurie de Fossambault près de Québec subissaient « de fortes privations, vivant avec une grande économie, travaillant de temps à autre pour se procurer des provisions<sup>475</sup> ». Pour le comité, il s'agissait là d'un exploit que des habitants s'établissent sans capital sur les terres du seigneur et arrivent à survivre aux « difficultés incidentes ». De nombreux témoignages comme celui-ci avaient contribué à nourrir une vision misérabiliste de la vie seigneuriale, validant l'infériorité économique du système foncier français dénigré depuis le

---

<sup>473</sup> Peter Burroughs, *The Colonial Reformers and Canada, 1830-1849*, Carleton Library, n° 42, Toronto/Montreal, McClelland and Stewart Limited, 1969, p. 57.

<sup>474</sup> Le questionnaire constituait l'outil principal. Avant l'établissement des statistiques et des recensements, ce type d'enquête *in situ* permettait à l'État colonial d'élaborer une première forme de surveillance de sa population. Les enquêtes et les recensements « would further the plan to introduce property registration and property taxation in East Canada [...] », Bruce Curtis, *The Politics of Population*, p. 47.

<sup>475</sup> Quatrième rapport du Comité de la Chambre d'Assemblée sur cette partie de la harangue de Son Excellence le Gouverneur en chef, qui a rapport à rétablissement des terres de la Couronne: avec les minutes des témoignages pris devant le Comité, Québec, 1823, p. 137.

XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>476</sup>. Lorsqu'on demanda à John Neilson, écuyer de Québec et membre de la Chambre d'assemblée de se prononcer sur la tenure la plus bénéfique pour le Canada, sa réponse était sans équivoque :

L'une ou l'autre est bonne, si l'on en exclut les abus qui règnent dans les deux, mais beaucoup plus, je crois, dans la Tenure en Soccage [...] Depuis quelques années les États-Unis ont beaucoup dévié du mode de Concession qui existoit dans ces États lorsqu'ils étoient Colonies. Ce nouveau mode convient mieux aux vrais principes de l'économie politique que l'ancien mode des Colonies Angloises ou celui des Colonies Françaises dans ce Continent<sup>477</sup> (nous soulignons)

La transformation de l'agriculture au nord des États-Unis causée par la subordination de production familiale à la discipline des marchés concurrentiels avait radicalement altéré la structure de l'économie américaine<sup>478</sup>. L'attention portée au développement économique au sud du Canada était donc très sérieuse, car la terre y était devenue une véritable marchandise et le travail, la source principale de sa valeur. De plus, dans cette atmosphère de concurrence commerciale, l'ambition de commuter rapidement les terres seigneuriales était devenue politique. Cependant, puisqu'il fallait obtenir l'adhésion de la population, des propriétaires et enfin, de Londres, il était encore trop tôt pour abolir la tenure en fief. Les rapports du comité avaient tout de même mené à une *Loi sur la Tenure des Terres au Canada* en 1825. Elle permettait pour la première fois la commutation des terres seigneuriales et l'adhésion des censitaires au commun soccage. Cette loi sans contrainte réelle n'effaçait pourtant pas les relations

---

<sup>476</sup> Jeremy Bentham rédigea en janvier 1793 un pamphlet inédit à l'intention de la France et de ses colonies d'Amérique. C'est après sa mort, en 1838 sous le titre *Canada. Emancipate Your colonies !*, qu'un auteur anonyme, « Philo-Bentham » fit connaître le texte. L'argument de Bentham reposait sur l'injustice à la base de l'organisation coloniale française. Il dénotait trois « abominations aristocratiques » : 1) le principe de liberté, de propriété et d'égalité était constamment violé empêchant les habitants de participer pleinement au marché ; 2) le prélèvement de taxes du peuple français pour maintenir la présence militaire dépréciait la condition de la population coloniale et 3) les pauvres pouvaient à peine se payer du sucre alors que tous les bénéfices du commerce n'étaient partagés qu'entre les riches.

<sup>477</sup> Question posée à Neilson : « Que vous paraissent être les avantages ou désavantages respectifs de ces tenures ? », *Journaux de la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada*, 1824, app. R-18.

<sup>478</sup> Charles Post, *The American Road to Capitalism*, p. 233.

féodales. Étienne Parent se désolait de voir Stuart s'évertuer à étendre les concessions, en libre et commun soccage plus que possible, au lieu de « travailler à détruire l'ancienne féodalité du pays ». Les censitaires « préféreront être propriétaires de leurs terres que de rester éternellement fermiers, sujets, sous le système féodal, aux rentes qui augmentent de jour en jour en proportion de leur industrie et de leurs travaux<sup>479</sup> ». La question de la propriété était désormais officiellement ouverte.

Au début des années trente, Georges Gibbs, Charles Grey et Archibald A. Gosford avaient été mandatés par Lord Glenelg pour produire cinq rapports sur l'état de la colonie du Bas-Canada. La commission Gosford avait alors invité avocats, seigneurs, marchands et hommes d'affaires à s'exprimer sur la situation du pays. Si les plaintes étaient diverses, elles se recoupaient sur des éléments communs que l'on peut réduire à la propriété, la prospérité et la pauvreté. Cette commission contribua à alimenter un sentiment d'urgence sur l'état des finances, de la nature de la propriété et de l'expansion territoriale au Bas-Canada. Plusieurs éléments contrariaient les ambitions commerciales et politiques. Selon l'avocat W. Walker interrogé dans le cadre de cette enquête, les Canadiens n'étaient pas enclins à améliorer leur propriété puisque dans le cas d'un transfert de cette dernière, ils devaient payer au seigneur les lods et ventes beaucoup plus coûteux<sup>480</sup>, car la propriété acquérait une plus grande valeur d'année en année. Cela nuisait au commerce et s'avérait « encombrant pour le capitaliste » qui désirait investir<sup>481</sup>. L'existence de deux systèmes, l'un frauduleux et l'autre juste et public freinerait le développement économique de la colonie. Pour l'avocat de Québec John Bonner, ces marchés immobilier et foncier nuisaient à l'ensemble de la classe aisée, aux avocats, aux notaires, aux marchands, aux propriétaires et aux

---

<sup>479</sup> *Le Canadien*, 30 juin 1824.

<sup>480</sup> Nommément « une taxe d'un douzième du prix de vente de toute propriété appartenant à un censitaire devait être versée au seigneur à chaque vente de la propriété » Georges Baillargeon, « Les arrérages de lods et ventes à Québec en 1832 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 19, n° 2, 1965, p. 296-301.

<sup>481</sup> *Reports of the commissioners appointed to inquire into the grievances complained of in Lower Canada*, London, 1837 p. 67.

capitalistes<sup>482</sup>. Cette croyance allait cheminer jusqu'au milieu du siècle. L'intention de standardiser les hypothèques et la propriété basée sur des mécanismes de contrôle issus d'un vieux système occulte et clandestin d'hypothèques cachées<sup>483</sup> avait précipité les revendications au profit de son abolition. Le système d'hypothèques secrètes était tout le contraire de la propriété anglaise basée sur les principes de publicity et speciality qui tenait public le registre immobilier. La terre était soumise aux lois du marché qui privilégiaient la spéculation et l'accumulation du capital. La gestion actuelle du territoire sous le régime seigneurial ne permettait pas à la terre d'atteindre son plein potentiel en tant que « marchandise fictive », c'est-à-dire échangeable, monnayable et destinée à une valorisation permanente<sup>484</sup>.

La situation du capital étranger était devenue elle aussi préoccupante. Pour les commissaires, un capital libre « gradually spreading and expanding through every part of its extent, and all classes of her inhabitants feel its invigorating influence<sup>485</sup> ». Seule la transformation du régime de propriété pouvait garantir la libre circulation du capital: « Not only have the inhabitants of Lower Canada been undergoing the great process of transition, but her laws and institutions have been constantly suffering positive changes ». Les commissaires constataient non sans préjugés que les Canadiens restaient attachés à leurs anciennes lois et que les institutions et la jurisprudence du Bas-Canada empêchaient toute forme d'innovation.

It cannot be denied in principle, that laws, like more positive institutions, suffer changes either from their incompatibility with innovations introduced into the institutions of alterations produced in the habits of a people, or from various other causes; hence, the laws which were known to the original French colonists and their immediate descendants, were modified to accord with the peculiar circumstances of the colony, even

---

<sup>482</sup> John Bonner, *An essay on the registry laws of Lower Canada*, Québec, John Lovell, 1852, p. 6.

<sup>483</sup> *Report of the commissioners*, p. 135.

<sup>484</sup> Si la terre, la monnaie et le travail ne sont pas des marchandises, car non produits par un travail, ils demeurent des éléments essentiels de l'industrie et selon les économistes « doivent eux aussi être organisés en marchés » Karl Polanyi, *La Grande transformation*, p. 122.

<sup>485</sup> *Reports of the commissioners*, 1837, p. 131.

previous to the conquest; and since that time, they have been more materially altered, to meet the various changes which have been made in the political as well as commercial state of the province, and the circumstances of its habitants<sup>486</sup>. »

Pour la commission, cet immobilisme se manifestait partout, dans les lois criminelles, dans le procès avec jury, dans le principe du fardeau de la preuve ainsi que dans le domaine commercial et politique<sup>487</sup>, autrement dit dans l'ensemble de la société.

### 8.3. Naissance d'un sentiment anti-féodal

Entre temps, les soulèvements populaires de 1837 et 1838 avaient plongé la colonie dans un chaos inédit. Cette rébellion puisait dans les profondes inégalités d'un régime social de propriété coercitif. La question de l'oppression seigneuriale avait fait surface à plusieurs reprises, notamment durant les rassemblements anti-coercition de l'été et l'automne 1837<sup>488</sup>. Les rapports féodaux ne pouvaient à eux seuls déclencher une révolte d'une telle ampleur. Toutefois, il avait nourri une contestation qui, pour une première fois, envisageait une suppression des relations de classes telles qu'elles existaient. La contestation portait plus précisément sur l'anticolonialisme et le rejet de la dépendance aux seigneurs. Ce sentiment antiseigneurial s'était exprimé sans vergogne parmi la population rurale de Montréal, accumulant les plaintes et les pétitions contre ce fardeau jugé féodal<sup>489</sup>. Cette mouvance s'était formée à la suite de conflits entre seigneurs et habitants où ces derniers rejetaient catégoriquement les droits et privilèges des premiers<sup>490</sup>. Après l'Union en 1841, le parlement avait

---

<sup>486</sup> *Ibid.*, p. 136.

<sup>487</sup> *Loc. cit.*

<sup>488</sup> Allen Greer, *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1993, p. 283.

<sup>489</sup> Allan Greer et Léon Robichaud, « La rébellion de 1837-1838 au Bas Canada : une approche géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 33, n° 90, 1989, p. 374.

<sup>490</sup> *Id.*, *The Patriots and the People*, p. 263 et 293.

commandé une commission d'enquête portant spécifiquement sur la question du régime seigneurial et la propriété. En 1843, les commissaires Alexander Buchanan, Joseph André Taschereau et James Smith avaient déposé un rapport qui présentait une synthèse des arguments déjà évoqués depuis longtemps. Basé sur des témoignages, leur rapport prouvait que la tenure en fief constituait un « système vicieux et créateur de préjudices » où persistait l'état constant de « faiblesse et de dépendance » des censitaires. De leurs propres aveux, ce soi-disant droit de propriété n'était qu'une « pure illusion<sup>491</sup> ». La position de la commission faisait écho à la théorie du droit naturel de Locke. Le *Second Treatise of Government* affirmait que la propriété avait son origine dans le travail dépensé et l'appropriation des produits de ce travail<sup>492</sup>. Au Bas-Canada, les cens et rentes détérioraient la nature de la propriété universelle et empêchaient les producteurs de jouir des fruits de leurs efforts ni même d'en décider la direction.

Le cœur du problème portait sur les procédés légaux grâce auxquels la classe seigneuriale pouvait s'enrichir sans limite. Tout comme le droit de banalité, les lods et ventes s'avéraient oppressifs et paralysaient le pays tout entier<sup>493</sup>. Pour plusieurs censitaires, le système seigneurial

empêche l'introduction de manufactures demandant le secours de machines [...] cette Seigneurie nous a privés des avantages qui résulteraient de l'établissement d'une manufacture étendue de cuir, parce que le capitaliste qui voudrait établir la tannerie est forcé d'abandonner l'entreprise vu les demandes exorbitantes du Seigneur<sup>494</sup>.

Enfin, ils avaient soulevé le ridicule de l'article de la Coutume de Paris les obligeant à

---

<sup>491</sup> *Journaux de la Chambre d'Assemblée législative du Bas-Canada*, 1844, app. F.

<sup>492</sup> Propriété sur laquelle toute société politique est fondée, James Tully, *A Discourse on Property: John Locke and His Adversaries*, Cambridge University Press, 1980, p. 99 et sq.

<sup>493</sup> *Journaux de la Chambre d'Assemblée*, loc.cit.

<sup>494</sup> « Réponses des censitaires de Terrebonne, n° 76 », *Journaux de la Chambre d'Assemblée législative du Bas-Canada*, 1844.

paraître plusieurs fois devant le seigneur pour « porter foi et hommage ». Ce système portait « insulte à des sujets britanniques libres<sup>495</sup> ». Ainsi, en donnant la parole aux familles, la commission posait les bases de revendications plus larges. Elles allaient venir de toute la société. Dans le pamphlet intitulé *De l'abolition des droits féodaux*, son auteur affirmait que dans l'état actuel des choses, le censitaire restait l'objet d'une tyrannie et « comme être moral, il [était] dégradé<sup>496</sup> ». L'établissement de la propriété individuelle dans la province appelait ni plus ni moins une régénération morale des citoyens. Paradoxalement, si la condamnation du système était catégorique, les pourfendeurs du régime témoignaient d'une bienveillance à l'égard de la classe seigneuriale. Devant l'extinction imminente des privilèges seigneuriaux, le seigneur avait « droit à une indemnité pour la concession de ses droits<sup>497</sup>. »

Pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs démarches avaient été entreprises pour solliciter l'action de la législature afin de modifier la loi qui réglait ce régime de propriété. Des paysans —dont plusieurs d'entre eux vivaient avec d'importantes dettes— faisaient régulièrement état de leur condition dans la presse. Pour un « habitant de la campagne »<sup>498</sup>, il aurait fallu abolir depuis longtemps la tenure seigneuriale qui tient « nous autres cultivateurs, sous le joug de l'esclavage<sup>499</sup> ». Parce que « les rentes augmentent de jour en jour » le censitaire ne pouvait honorer sa rente tous les ans et en plus de devoir des lods et ventes, on le menaçait « de le poursuivre à moins qu'il ne consente à passer une obligation avec intérêt ce qui fait que le pauvre habitant, en moins en deux ou trois années [était] obligé de vendre sa

---

<sup>495</sup> *Loc. cit.*

<sup>496</sup> Clément Dumesnil, *De l'abolition des droits féodaux et seigneuriaux au Canada et sur le meilleur mode à employer pour accorder une juste indemnité aux seigneurs*, Montréal, J. Starke & Cie, 1849, p. 23.

<sup>497</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>498</sup> Toutefois, le jeu fréquent des pseudonymes à l'époque donne à penser que plusieurs lettrés avaient pris la plume en leur nom, décidés à défendre leurs idées et par gage d'authenticité, étaient soucieux d'emprunter le nom « cultivateur » ou « paysan ».

<sup>499</sup> *La Minerve*, 27 décembre 1848.



propriété pour payer son seigneur ». En plus des rentes, le droit de banalité et les « pouvoirs d'eau » renforçaient les moyens de coercition extra-économiques. Des seigneurs ne voulaient scier du bois que pour eux-mêmes, obligeant les habitants à « aller au moulin du seigneur à trente ou quarante milles de chez lui ». En 1848, une requête adoptée par le conseil municipal de Saint-Hyacinthe destinée à la Chambre législative présentait une série d'arguments en faveur de l'abolition. Au regard de « la loi qui régit la constitution de la propriété », il était urgent de placer la propriété dans des conditions économiques capables de lui donner la prospérité. « [L]e travail et le capital, ces deux principes de tout progrès matériel, se refusent à prêter leur secours à des entreprises dont les profits seront partagés par une classe privilégiée, qui ne fournira ni travail ni capital<sup>500</sup> ». Exiger l'abolition impliquait en contrepartie une sacralisation de la propriété privée. Il était en vérité « impossible, avec une tenure, dont la base est une violation du droit sacré de la propriété, que les conséquences ne soient pas un état de malaise et de pauvreté toujours avilissant<sup>501</sup> ». Les principes du libéralisme économique avaient progressivement convaincu les cultivateurs de se révolter, et, à la suite de plusieurs enquêtes, ses défenseurs avaient légitimé la mise ne place de nouvelles relations sociales dans la colonie.

#### 8.4. Abolir ou partir aux États-Unis

C'est à partir du XIX<sup>e</sup> siècle que l'État colonial s'est progressivement informé sur sa population en se servant d'enquêtes et de calculs statistiques. Pour Bruce Curtis, cette surveillance participe à la formation de l'État en ce que « social scientific development and state administration are closely linked, which is not to say they are identical.<sup>502</sup> ». Qu'il s'agisse de l'état des terres de la Couronne, des abus

---

<sup>500</sup> *La Minerve*, 30 décembre 1848.

<sup>501</sup> *Loc.cit.*

<sup>502</sup> Bruce Curtis, « Surveying the Social: Techniques, Practices, Power », *Histoire sociale/Social History*, vol. 35, n° 69, 2002, p. 86.

seigneuriaux ou encore de la pauvreté, ces dispositifs ont permis de persuader les élites, de légitimer des actions politiques et ainsi de réformer la colonie. La question du régime seigneurial illustre le mieux cette opération. D'abord indifférentes à ces questions, les élites politiques et la petite bourgeoisie commerciale se sont ensuite divisées entre les partisans du statu quo et les abolitionnistes, ne laissant aucune place aux positions modérées. Certains avaient été tentés par la réforme, mais rapidement la réalité économique avait forcé un positionnement radical. Les journaux libéraux *L'Avenir* et *Le Canadien* affichaient dès le départ des prétentions réformatrices. La position modérée du *Canadien*, dont le propriétaire était lui-même seigneur, voyait l'abolition de la tenure seigneuriale d'un œil suspicieux puisqu'elle ne pouvait « s'accomplir sans grand frais ni sans un profond bouleversement dans l'état social du Bas-Canada ». L'inquiétude de la classe seigneuriale de se voir déclassée était suscitée par la difficulté de prévoir ce qu'il en coûterait au pays et si une abolition profiterait trop à ceux que le régime est censé protéger<sup>503</sup>. À ce titre, le journal partageait les mêmes inquiétudes que *L'Avenir* et suggérait « qu'il est plus sage de commencer par une réforme des abus de la tenure seigneuriale que de viser de suite à son abolition totale<sup>504</sup> ». Avant de se résoudre à l'abolition, les journaux avaient formulé des idées afin de trouver une avenue pour garantir une transition sans heurt pour la classe des seigneurs. Mais quelques années plus tard, *L'Avenir* avait changé sa position et appuyait sans concession l'abolition, car ce régime pouvait-on lire était « l'une des plus grandes plaies sociales du Bas-Canada ». Pour les libéraux du journal, « ce n'est pas en replâtrant le système de la tenure seigneuriale que l'on parviendra à faire sortir le Bas-Canada de l'ornière sociale et politique dans laquelle il se débat comme le moribond au lit de la mort<sup>505</sup>. » L'adhésion des élites francophones à l'idée d'abolition témoigne non seulement du travail de sape des élites coloniales, mais

---

<sup>503</sup> *Le Canadien*, 6 novembre 1848.

<sup>504</sup> *Loc.cit.*

<sup>505</sup> *L'Avenir*, 4 août 1852.

également d'un renversement normatif à l'œuvre pour accueillir l'économie de marché et ses rapports économiques.

La situation économique du Bas-Canada était à vrai dire préoccupante. En 1849, l'Assemblée législative avait délégué un comité spécial pour enquêter sur les causes de l'émigration massive vers les États-Unis. Si le phénomène avait été observé après les Rébellions de 1837 et 1838 à Montréal, il touchait désormais de nombreux villages. Le rapport déplorait qu'après que des habitants aient quitté massivement la ville, ce fût désormais le tour des cultivateurs qui, une fois leur terre vendue, s'installaient dans les États de l'ouest<sup>506</sup>. En s'appuyant sur les données des diocèses, l'enquête estimait que plus de 1100 familles avaient quitté leur paroisse dans l'année<sup>507</sup>. Selon Charles Post, l'attrait pour les États-Unis grandissait dans un contexte de mesures politiques favorables à l'immigration et la possibilité pour les immigrants catholiques d'obtenir la citoyenneté. Cet assouplissement avait permis de grossir les rangs du prolétariat industriel et d'élargir l'armée de réserve de travailleurs<sup>508</sup>. Malgré la chute du régime seigneurial, une seconde enquête en 1857 confirmait l'absorption d'une partie importante de la population à la société américaine.

---

<sup>506</sup> *Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration qui a lieu tous les ans du Bas-Canada vers les États-Unis*, 1849, Montréal, p. 7.

<sup>507</sup> On estimait qu'une famille comprenait 6 membres, in Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Conseil supérieur de la langue française du Québec, 1979.

<sup>508</sup> Charles Post, *The American Road*, p. 35 et 198.

Tableau 1.3. Émigration du Bas-Canada vers les États-Unis et ailleurs, 1857

	Population		Taux d'immigration
	1851	1852	
Québec	155 102	123 349	3,68
Sud de l'estuaire	113 328	91 500	3,99
Trois-Rivières	114 325	95 723	4,87
Montréal	395 640	355 445	7,37
Cantons-de-l'Est	118 028	80 791	6,73

Source : D'après les données compilées par Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Conseil supérieur de la langue française du Québec, 1979, p. 51.

Calculé par Lavoie à partir du nombre d'immigrants (i) et de la population (N) selon la formule  $(i / N) \times 100$ . Ces données n'ont pas été intégrées à ce tableau.

L'enquête concluait que de nombreuses familles « établies sur les terres dans les seigneuries » avaient pris la direction des États-Unis, car des dettes les avaient forcées à émigrer « après avoir vendu elles-mêmes, ou dû vendre par autorité de justice, leurs terres et leur mobilier ». Parmi les causes qui motivaient ces déplacements, un « taux de rentes élevé imposé par quelques seigneurs, qui accable le censitaire<sup>509</sup>. » La question de l'appauvrissement était devenue un enjeu qui emportait l'unanimité des élites locale et gouvernementale. Seules les causes de cette pauvreté et les solutions pour l'endiguer connaissaient des divergences d'opinions. Certains journaux avaient proposé leurs analyses. En avril 1851, *Le moniteur canadien* publiait une enquête sur « l'appauvrissement chez la population des seigneuries » et concluait que le système seigneurial y contribuait significativement. L'interdiction des censitaires d'utiliser les pouvoirs d'eau qui « appartiennent tous au seigneur<sup>510</sup> », c'est-à-dire faire usage de la chute d'eau alimentant le moulin, l'augmentation des droits seigneuriaux, la valeur de la dîme payée à l'Église détentrice de nombreuses

<sup>509</sup> *Rapport du comité spécial*, p. 13.

<sup>510</sup> *Le moniteur canadien*, 4 avril 1851.

seigneuries<sup>511</sup> ainsi que « l'accaparement du commerce entre les mains des Anglais » constituaient des causes principales du retard économique et de l'appauvrissement. Le journal *L'Avenir* avait repris des arguments similaires trois ans après l'abolition du régime. La toute première, la dépendance coloniale qui mettait ses habitants « à la merci de tous les exploiters qui nous viennent de la métropole ». Comme cause secondaire, une agriculture arriérée dépendante d'une structure seigneuriale résiduelle tenait toujours « le Bas-Canada en état de pauvreté<sup>512</sup> ». En vérité, les liens féodaux n'ayant jamais été complètement supprimés après 1854, de nombreuses familles se voyaient écartées des bénéfices de la propriété individuelle.

#### 8.5. Marché autorégulateur et valorisation du capital : la formation économique d'une élite

L'abolition des droits seigneuriaux devait lever les derniers obstacles d'un marché en quête de liberté. Elle était une solution politique pour émanciper l'économie et dont les conséquences allaient être irréversibles : « The abolition of the seignorial system was really a land reform, and its effect was the creation of smallholding independent commodity producers<sup>513</sup>. » Les activités capitalistes pourraient donc s'étendre sur toute la colonie et répondre aux principes de l'économie politique. Cette doctrine s'était imposée peu à peu comme une science capable de régénérer un peuple engourdi par ses coutumes. Étienne Parent était devenu le porte-parole le plus zélé, citant dans ses conférences les principes énoncés par Adam Smith et John R. McCulloch. Pour Parent, l'expérience britannique était convaincante. Grâce à son commerce et son industrialisation « plus modernes », la création d'excédents (surplus

---

<sup>511</sup> Les Jésuites possédaient une partie importante de ce territoire, voir Benoît Grenier, « L'Église et la propriété seigneuriale », p. 24.

<sup>512</sup> Dans sa dernière publication, *L'Avenir* titra une réflexion, « Les causes de l'appauvrissement de notre population et de la misère en Canada », 22 décembre 1857.

<sup>513</sup> Bernard Bernier, « The Penetration of Capitalism », p. 426.

value) avait enrichi l'Empire alors que les économistes français considéraient encore « la terre comme la seule source des richesses<sup>514</sup> ». L'économie politique avait jeté les bases théoriques de la valorisation du capital. C'est dans ce contexte que les élites du Bas-Canada ont à leur tour réfléchi sur les moyens de création du capital.

Directeur de la société d'agriculture du Bas-Canada, Alexander-Edward Kierzkowski, partisan féroce de l'abolition avait proposé l'établissement d'une association de crédit foncier sur l'exemple de la Prusse. Son but premier était de faire circuler du capital pour les agriculteurs et pour l'agriculture. Dans La question de la tenure seigneuriale du Bas-Canada ramenée à une question de crédit foncier, un essai reproduit dans *L'Avenir*, un tel système de crédit empêcherait l'usure, dirigerait des capitaux vers la terre en retenant la population dans les champs et enfin, rendrait la « production des produits agricoles plus facile, moins coûteuse, et sans nuire à l'agriculture, elle [abaîsserait] au profit de tous, le prix des matières alimentaires<sup>515</sup> ». Le démantèlement du régime seigneurial représentait toujours un problème de taille, notamment en ce qui concerne la compensation faite aux seigneurs sur la valeur de leur propriété. Ce remboursement devait prendre en compte les intérêts du capital de la propriété et aussi le retour intégral du capital sur la valeur de la propriété<sup>516</sup>. Pour Kierzkowski, « il était aussi important d'en finir avec les droits seigneuriaux que de porter secours à l'agriculture de la province ». Un système de crédit foncier satisferait « les capitalistes sur les trois points suivants : 1° [la] garantie de placement, 2° [la] régularité dans le paiement des intérêts, 3° [le] remboursement du capital à son échéance<sup>517</sup> ». Kierzkowski proposait une des premières solutions pour émanciper un mode de production capitaliste encore incomplet, en passant notamment par les

---

<sup>514</sup> *L'importance de l'étude de l'économie politique*, conférence présentée de 19 novembre 1846 à l'Institut canadien de Montréal.

<sup>515</sup> *L'Avenir*, 28 juillet 1852.

<sup>516</sup> *L'Avenir*, 4 août 1852.

<sup>517</sup> *Loc.cit.*

circuits de la créance. En se trouvant au service des capitalistes locaux, l'agriculture pouvait réaliser une accumulation substantielle du capital.

Penseur libéral de premier plan, Jean-Baptiste-Éric Dorion traçait les grandes lignes d'une pensée économique canadienne dans un essai publié par l'Institut canadien de Montréal en 1852. Produire, écrivait-il, « voilà donc quel doit-être le grand but des nations ». En évoquant l'avantage comparatif d'Adam Smith, Dorion soutenait qu'une manufacture exploitant une branche de l'industrie, alors que son voisin en exploite une autre<sup>518</sup>, égaliserait les chances de succès commercial. Sa vision smithienne va l'amener à interroger les mécanismes de l'économie où le capital constitue l'excédent utile de la richesse. Dorion reprenait ainsi les thèses sur la reproduction du capital de Smith et de Ricardo :

On ne devrait jamais oublier que le capital ne signifie pas seulement numéraire ou argent, mais qu'il embrasse toute cette masse de propriétés dédiée à la consommation réductible. En d'autres mots, le capital comprend tous les effets, marchandises ou matière que ce soit, susceptibles de reproduire une valeur quelconque.

Ce processus de valorisation du capital n'était possible que lorsque seraient levés les obstacles aux activités économiques. Le premier d'entre eux, l'État et ses lois qui limitaient le capital manufacturier : « toutes interventions, de la part des gouvernements pour protéger certaines manufactures, sont impolitiques et sont faites généralement qu'au détriment de la majorité des gouvernés ». Seul un marché autorégulé pouvait garantir d'abord, la séparation du domaine politique et économique, et ensuite prévenir les préjudices que les interventions publiques causeraient aux travailleurs. Ainsi « le meilleur moyen de ne pas engager les capitaux dans des entreprises ruineuses, c'est donc de ne protéger aucune manufacture, de laisser-faire ». Elles se fraieraient un chemin elles-mêmes, « à mesure que le besoin s'en fera sentir ». Le deuxième obstacle au progrès était les droits seigneuriaux. Il

---

<sup>518</sup> J-B. E. Dorion, « Essai sur le commerce », dans *Institut Canadien en 1852*, Montréal, 1852, p. 219.

existait une mauvaise habitude répandue chez les seigneurs à vouloir diminuer la valeur du blé au moyen du privilège que leur concédait le droit de banalité.

Le droit de banalité, comme vous le savez, donne au seigneur les moyens de forcer le censitaire à faire moudre son grain au moulin banal. Que le moulin soit bon ou mauvais, il importe peu, le droit existe. Le seigneur n'a donc pas d'intérêt à construire un moulin dispendieux puisqu'il est toujours certain que le revenu sera le même<sup>519</sup>.

En faisant de la farine inférieure avec un moulin dépassé au lieu d'une fleur super fine, les seigneurs ne pouvaient facilement la vendre sur le marché. Selon la logique de l'économie politique, cette restriction ne permettait pas d'engendrer un processus de reproduction du capital. Au lieu de créer du profit, les seigneurs ne faisaient qu'accumuler leur recette en patrimoine privé. La protection juridique accordée aux seigneurs, le prélèvement de taxes seigneuriales, de taxes gouvernementales sur les manufactures et les autres formes de régulation politique sur l'économie entravaient ainsi le « libre-échange » et causaient de lourds préjudices aux fondements de la propriété et de la liberté humaine.

#### 8.6. L'Acte de 1854 et la persistance du lien féodal

À la suite de diverses actions politiques, l'abolition était apparue imminente. Son objectif avait le mérite d'être clair. L'Acte d'abolition de 1854 stipulait qu'il fallait « d'un côté [...] libérer la propriété foncière de toute entrave et de toutes servitudes féodales ; et de l'autre, accorder une indemnité égale à la valeur des droits qui doivent disparaître<sup>520</sup> ». Cette transformation devait permettre deux objectifs irréversibles. D'abord, l'abolition rendait possible une naturalisation du droit de propriété qui

---

<sup>519</sup> *Ibid.*, p. 221.

<sup>520</sup> *De l'abolition du régime féodal en Canada, et de l'indemnité due aux seigneurs pour la suppression des droits et devoirs féodaux : étant une compilation des procédés et plaidoiries qui ont eu lieu devant la Cour spéciale, constituée en vertu des dispositions de l'Acte seigneurial de 1854, et ouverte à Québec, le quatre septembre 1855*, Québec, Typographie d'Augustin Côté, 1855, p. 44.



correspondait aux préceptes lockéens de l'usage exclusif des fruits du travail et de la capacité d'exclure quiconque utiliserait les produits de ce même travail<sup>521</sup>. Ensuite, elle permettait à la classe des seigneurs de préserver leur richesse. En effet, l'abolition n'avait fait que renouveler la vieille hiérarchie sociale non plus à travers un système coutumier, mais bien grâce à l'intervention politique et la logique du marché. Comme le rappelle Robert Sweeny, « la décision de commuter restait celle du censitaire. Cependant, on imposait l'obligation de commuter à la suite de toute acquisition de propriété par vente ou dans les dix ans suivant une acquisition par héritage<sup>522</sup> ». Évidemment, plus les censitaires effectuaient rapidement la commutation, moins cher était le rachat. Pourtant dès 1854, la majorité des paysans avaient décidé de ne pas commuter leurs terres. Il s'agissait de les racheter de l'ancien seigneur. Leur coût élevé limitait ce recours autant dans les zones rurales qu'urbaines<sup>523</sup>. Dans le district de Québec, quelques commutations sur le territoire majoritairement détenu par les Jésuites avaient été opérées entre 1848 et 1857<sup>524</sup>, commutations que seuls des propriétaires prospères pouvaient effectuer. En réalité, dès le dépôt d'une requête, les commerçants et les propriétaires disposaient des moyens de convertir leurs propriétés. Chez les familles paysannes, le peu de commutations s'expliquait par une population pauvre<sup>525</sup> déjà sérieusement endettée envers leur paroisse et leur seigneur. Commuter les terres constituait une « opération conduite par des classes aisées<sup>526</sup> ». La commutation se basait sur des principes économiques. La conversion des fiefs

---

<sup>521</sup> Principes énoncés par Locke : « a right to possess the earth, with the beasts, and other inferior ranks of things in it, for his private use, exclusive of all other men » in Alan Carter, *The Philosophical Foundations of Property Rights*, London, Harvester Wheatsheaf, 1989, p. 14 et 16.

<sup>522</sup> Robert Sweeny, « Paysans et propriété », p. 162.

<sup>523</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>524</sup> ANQ-Q, E21/ SS5/SSS2, « Listes des commutations effectuées sur les biens des Jésuites situés dans le district de Québec, 1<sup>er</sup> janvier 1848 au 31 décembre 1857 ».

<sup>525</sup> Jean-Pierre Wallot, « Le régime seigneurial et son abolition au Canada », *Canadian Historical Review*, vol. 50, n° 4, 1969, p. 389.

<sup>526</sup> Robert Sweeny, *op.cit.*, p. 166.

correspondait à une mutation en capital du patrimoine foncier plutôt qu'à une redistribution équitable des richesses. L'esprit de la loi sur l'abolition exigeait l'indemnité compensatrice au seigneur plutôt que la protection des censitaires. Par conséquent, l'Acte n'avait fait que renouveler les relations sociales de propriété qui prévalaient sous ce régime, mais cette fois-ci, à l'intérieur d'un marché désentravé et structuré par la concurrence et la spéculation. Ce nouveau cadre juridique avait réduit l'accès à la propriété qu'à ceux qui étaient déjà propriétaires.

Quelques années avant 1854, la classe seigneuriale avait engagé une lutte politique contre l'autorité coloniale. Riches, capables d'influence, les seigneurs combattaient sur le terrain du droit acquis. Voyant cette lutte jouée d'avance, *L'Avenir* avait multiplié les avertissements aux censitaires : « [ils] doivent savoir que les seigneurs ont organisé une association pour veiller à leurs intérêts et qu'ils ont envoyé M. Gugy en Angleterre pour défendre les prétentions exagérées d'un certain nombre d'entr'eux<sup>527</sup> (sic) ». Le journal les appelait à ne « pas laisser leurs adversaires travailler seuls cette importante question ». Malgré cela, aucune figure majeure ne s'était portée réellement garante pour défendre leurs intérêts<sup>528</sup>. L'absence d'opposition ferme avait permis d'obliger que toutes les redevances anciennement payées en nature ainsi que les corvées soient dédommagées en argent<sup>529</sup>, car la suppression de ces droits était présentée comme une perte de revenu significative encourue par les seigneurs<sup>530</sup>. Ces indemnisations s'étaient faites à la charge du gouvernement. Seuls les cens et rentes versés annuellement devaient être payés par les censitaires. Ces derniers pouvaient les payer chaque année à perpétuité, c'est-à-

---

<sup>527</sup> *L'Avenir*, 7 juillet 1852.

<sup>528</sup> Il est vrai que se sont constituées des assemblées de censitaires en 1848 et 1849 afin de réclamer une loi permettant de manière rétroactive des rétributions. Voir Georges Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, Cercle du livre de France, 1968.

<sup>529</sup> Georges Baillargeon, « La tenure... ».

<sup>530</sup> Benoît Grenier et Michel Morissette, « Les persistance de la propriété seigneuriale au Québec. Les conséquences d'une abolition partielle et progressive (1854-1970) », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol 40, n° 2, 2013, p. 68.

dire en « rente constituée » ou bien les racheter, autrement dit, de procéder à une commutation. Les liens féodaux n'avaient donc jamais été effacés complètement<sup>531</sup>. Dans les faits, l'Acte de 1854 n'avait qu'opéré politiquement une transition vers un régime social de propriété capitaliste. L'expérience du Bas-Canada permet de renouer avec la thèse d'E. P. Thompson affirmant que l'apparition de l'agriculture capitaliste avait définitivement supprimé les coutumes et le système alternatif de possession. Dans le cas anglais toutefois, la clôture des terres (enclosures) avait détruit un « droit local<sup>532</sup> » alors qu'au Canada, la différence résidait dans la substitution d'un régime économique basé sur la maximisation des profits à un ancien régime de coercition extra-économique. Les injustices des censitaires n'avaient donc pas été réparées, mais prolongées par le maintien du paiement régulier de la rente<sup>533</sup>. Ces injustices naguère déplorées par les élites britanniques avaient ainsi servi de repoussoir pour engager une transformation complète de la société. En effet, la lutte de l'économie libérale contre l'autorité patrimoniale issue de l'ancienne France montre les forces à l'œuvre pour changer la structure sociale mais également réformer les pouvoirs traditionnels. Comme le souligne Julia Adams en se référant à Weber, le pouvoir patrimonial reste une forme traditionnelle d'autorité qui s'organise autour d'un certain clientélisme et d'activités vénales exclusives<sup>534</sup>. Le régime britannique avait aboli ce système de domination mais n'avait jamais supprimé les liens féodaux préexistants. Ces derniers pouvaient sans problème subsister sans le vieux système. La rente constituée,

---

<sup>531</sup> *Ibid.*, p. 61-96.

<sup>532</sup> « Viewed from their standpoint, the communal forms expressed an alternative notion of possession, in the petty and particular rights and usages which were transmitted in custom as the properties of the poor. Common right, which was in lax terms coterminous with settlement, was local right, and hence was also a power to exclude strangers. Enclosure, in taking the commons away from the poor, made them strangers in their own land. », E. P. Thompson, *Customs in Common*, p. 184.

<sup>533</sup> Benoît Grenier et Michel Morissette, *op.cit.*, p. 67 ; Georges Baillargeon, « La tenure seigneuriale a-t-elle été abolie par suite des plaintes des censitaires ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 21, n° 1, 1967, p. 77.

<sup>534</sup> Julia Adams et Mounira M. Charrad, « Patrimonial Power in the Modern Word », *The Annals of American Academy of Political and Social Science*, vol. 636, 2011, p. 8.

transférée de génération en génération jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, représentait toujours une source de revenus pour les anciens seigneurs qui conservaient le privilège unique de profiter sans produire<sup>535</sup>. Le prestige et les honneurs avaient bel et bien disparu et les terres pouvaient toujours être achetées et vendues, à la différence près qu'elles étaient désormais soumises au mode capitaliste de possession et d'appropriation<sup>536</sup>.

#### 8.7. Du crédo libéral à la stabilisation du libéralisme économique

« L'homme pauvre et laborieux, l'homme intelligent et honnête, le capitaliste (quelque petit que soit son capital), le capitaliste industriel que la difficulté des placements avantageux gêne dans son industrie, tous ceux-là trouveront en Canada ce qu'il leur faut, et mieux qu'ailleurs sous bien des rapports<sup>537</sup>. » Cette opinion exprimée par Joseph-Charles Tachée lors de l'Exposition universelle de Paris sur l'industrie et l'agriculture résume bien l'esprit du temps. Un an après l'abolition du régime seigneurial, le Canada se présentait désormais comme le lieu de toutes les possibilités. Après la naissance du credo libéral<sup>538</sup>, la réification du libéralisme économique était chose faite. La stabilisation du libéralisme au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle reposait sur trois piliers : la liberté, l'égalité et la propriété<sup>539</sup>. D'abord, ce libéralisme défendait le travail libre, le libre échange et la presse libre. La notion d'égalité, rempart des

---

<sup>535</sup> On peut mesurer toute la force de la reproduction sociale fondée sur l'accumulation du capital foncier dans la brillante étude que propose Brian Young au sujet des familles patriciennes Taschereau et McCord. Voir *Patrician Families and the Making of Quebec*, McGill-Queen's University Press, 2014.

<sup>536</sup> Jean-Pierre Wallot, *op.cit.*, p. 391.

<sup>537</sup> Joseph-Charles Taché, *Le Canada, et l'exposition universelle de 1855*, p. 147.

<sup>538</sup> Notion utilisée par Karl Polanyi pour décrire l'étape préliminaire à l'établissement d'un ordre nouveau, *La Grande transformation*, p. 199 et sq.

<sup>539</sup> Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988 ; Ian McKay, « The Liberal Order Framework », p. 624.

libertés individuelles, justifiait l'uniformisation du système foncier et du marché. Enfin, la propriété privée constituait la condition sine qua non à la liberté et à l'égalité.

La propriété privée demeurait l'élément le plus important de ce processus. Michel Ducharme insiste sur le fait que la notion même de propriété privée était augmentée d'une éthique de l'accumulation où l'enrichissement personnel était vu comme « une utilisation constructive de la liberté » et non pas comme un vice mettant en danger l'ordre et l'État<sup>540</sup>. Ce programme libéral visant à transformer la propriété pour de bon et à la dégager du joug seigneurial participait d'un effort unique d'une classe politique et bourgeoise. L'Acte de 1854 résultait de cet acharnement. Comme le rappelle Marx, cette classe décidée à émanciper pour de bon la propriété individuelle « fut contrainte de s'organiser sur le plan national et non plus sur le plan local, et de donner une forme universelle à ses intérêts communs<sup>541</sup>. » Les nouvelles relations sociales de propriété allaient déterminer le développement de l'État moderne canadien, État moderne confirmé par une confédération économique et politique des colonies d'Amérique du Nord en 1867. Ce processus de construction étatique n'était pas sans révéler un paradoxe. En effet, l'utilitarisme des réformateurs s'appuyait sur une rhétorique du laissez-faire, et espérait une plus grande liberté et un ordre rationnel des choses<sup>542</sup>, alors même qu'était défendu un système de lois rigides accordant cette liberté. L'union sacrée entre le pouvoir monopolistique d'un État centralisateur et une régulation économique dégagée de toute responsabilité inaugurerait en quelque sorte la modernité politique et économique de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>540</sup> Michel Ducharme, *Le Concept de liberté au Canada à l'époque des Révolutions atlantiques (1776-1838)*, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 236.

<sup>541</sup> C'est en Amérique du Nord que Marx voit l'État moderne le plus achevé, où l'État « n'existe qu'à cause de la propriété privée », Karl Marx, *L'idéologie allemande*, p. 129-130.

<sup>542</sup> Ian Radforth, « Sydenham and Utilitarian Reform », *Colonial Leviathan*, p. 66.

La loi de 1854 n'avait pas réglé le problème de l'appauvrissement. Du point de vue politique, elle avait aboli les droits et devoirs, mais perpétrait une dépendance d'Ancien Régime en contraignant des familles à verser annuellement une rente jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale<sup>543</sup>. Très peu de commutations avaient été effectuées et la valeur des rentes avait augmenté progressivement pendant toute la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Malgré ce lien féodal, les anciens censitaires étaient devenus des travailleurs libres soumis à la puissante tentation de migrer vers les villes ou vers les États-Unis. Plusieurs en quête de meilleures conditions allaient effectivement rejoindre les centres urbains. La crise du régime seigneurial jusqu'à sa disparition avait sans doute accéléré ce processus d'émigration. De 1851 à 1901, le dépeuplement des régions rurales avait garni les rangs de la population urbaine d'environ du double<sup>544</sup>, précipitant la prolétarianisation de nombreuses familles. Par conséquent, l'abolition des droits seigneuriaux n'avait fait que renforcer les inégalités découlant du régime de propriété d'Ancien Régime et exposer de nombreuses familles aux nouveaux dangers de la liberté.

Arrivé à ce stade de notre réflexion, il est pertinent de rappeler que le capitalisme ne s'est pas institutionnalisé une fois les obstacles qui nuisaient à son expansion supprimés. Les analyses de la transition au capitalisme en Angleterre et en France ont montré des évolutions bien différentes. En effet, c'est une synthèse de mouvements parfois contradictoires qui a alimenté ses trajectoires et non une suite linéaire de causes. Il s'agissait bien d'une transition et non d'une substitution. Le Canada représente d'une manière encore plus saisissante ce processus. Autrement dit, le capitalisme n'est pas apparu après 1759, mais bien à travers une synthèse de différentes causes (intérêts privés, luttes politiques, pressions économiques, résistance d'un vieil ordre, rébellions et persistance de l'Ancien Régime). Comme le rappelle

---

<sup>543</sup> Benoît Grenier et Michel Morissette, « Les persistances de la propriété », p. 92.

<sup>544</sup> Jean Hamelin et Yves Roby, « L'évolution économique et sociale du Québec, 1851-1896 », *Recherches sociographiques*, vol. 10, n° 2-3, 1969, p. 164.

Robert Brenner, en Angleterre, « the rise of capitalism took place within the shell of landlord property and thus, in the long run, not in contradiction with and to the detriment of, but rather to the benefit of the landed aristocracy<sup>545</sup>. » Ce processus vaut également pour le Canada dans la mesure où des éléments du capitalisme se sont manifestés dans le cadre des relations entre censitaires et seigneurs où ces derniers ont vu leur position consolidée dès 1854, et où ces relations féodales se sont transformées en relations sociales capitalistes.

L'expérience coloniale nous rappelle que les formes que peut prendre l'État sont dépendantes des conditions matérielles humaines<sup>546</sup>. Les intérêts économiques représentaient une des étapes cruciales dans la formation d'un État plus moderne. Le contrôle et la régulation de la population par l'usage d'enquêtes et la réforme de lois illustraient cet aspect politique tout aussi central, notamment dans la reproduction des pratiques sociales. L'ensemble de ces procédures menait toute forme de régulation politique à être légitimée dans l'esprit de « l'intérêt public » et ainsi forger un consensus libéral<sup>547</sup>. Après l'Union, la nécessité grandissante de réduire la confusion juridique autour des exigences francophones, de l'immixtion de Londres et d'une vision paternaliste des élites coloniales avaient amené le Canada à résoudre les problèmes sociaux, politiques et économiques par la législation et plus précisément, par la codification<sup>548</sup>. Participant d'un même mouvement, la refonte des lois du Bas-Canada en Code civil et l'Acte d'Amérique du Nord britannique avaient consolidé définitivement les fonctions politiques et normatives d'un État de droit. Reposant sur

---

<sup>545</sup> Robert Brenner, *Merchants and Revolution*, p. 649.

<sup>546</sup> « Les rapports juridiques et les formes de l'État ne peuvent plus être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain. Ils prennent leurs racines dans les conditions d'existence matérielle, », dans la préface de 1859 de la *Contribution à la critique de l'économie politique* de Karl Marx.

<sup>547</sup> Bruce Curtis montre bien ce processus dans *True Government by Choice Men? Inspection, Education and State Formation in Canada West*, University of Toronto Press, 1992, p. 197 et dans *The Politics of Population* une des dimensions essentielles de la formation de l'État moderne.

<sup>548</sup> Evelyn Kolish, « The Impact of the Change », p. 18.

la positivité de la loi, ce nouveau système politique fédéral et provincial allait permettre d'exercer un contrôle sur son territoire entier, de connaître sa population et d'en surveiller les activités. Engendrée par le laissez-faire et l'industrialisation naissante<sup>549</sup>, la Confédération allait se développer sous la régulation sociale et la discipline du capitalisme.

---

<sup>549</sup> La Confédération a pu naître sous l'impulsion capitaliste du Grand Tronc et la libéralisation des travailleurs et du marché. Ce sont des interprétations proposées par Harry Clare Pentland, *Labour and Capital in Canada 1650-1860*, Toronto, James Lorimer & Company, 1981, p. 91 et sq. ; Stanley-Bréhault Ryerson, *Le capitalisme et la Confédération*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1972, p. 307 et sq.



Troisième partie : La régulation morale et la discipline sous le capitalisme industriel  
(1854-1912)

## CHAPITRE IX

## L'EMPIRE MORAL : DROIT ET CAPITALISME SOUS LA CONFÉDÉRATION

Dans *The Great Arch: English State Formation As Cultural Revolution*, Philip Corrigan et Derek Sayer ont jeté une lumière nouvelle sur la formation de l'État moderne. Inspirée par l'historien E. P. Thompson, cette étude classique de la sociologie historique montre comment la politique et la culture opèrent à l'intérieur d'un capitalisme intégralement patriarcal. En employant la notion de « régulation morale », Corrigan et Sayer ont ainsi mis l'accent sur ce projet de normalisation qui a pris forme avec l'apparition en Angleterre d'un ordre social historiquement spécifique. La régulation morale, peut-on lire, « is coextensive with state formation, and state forms are always animated and legitimated by a particular moral ethos<sup>550</sup> ». L'État reste central certes, mais d'autres institutions composent cette architecture morale. Dans le contexte colonial canadien, l'Église catholique a joué un rôle incontestable dans la régulation morale des minorités canadienne-française et irlandaise catholiques. L'influence de son autorité temporelle par l'usage de son système de loi et par ses entrées politiques a largement été étudiée<sup>551</sup>. Les contrôles étatique et cléricale ont contribué à fortifier un État de droit soucieux de maintenir un ordre moral et social. Comme l'explique Sylvie Lacombe, la Confédération « strengthened the Catholic Church's hold on Québec society by concentrating the main regulatory powers of the national space in the federal state and by leaving weaker

---

<sup>550</sup> Philip Corrigan et Derek Sayer, *The Great Arch*, p. 4.

<sup>551</sup> Je renvoie le lecteur à titre indicatif aux études de Walter Alexander Riddell, *The Rise of Ecclesiastical Control in Quebec*, Thèse de Doctorat, Columbia University, New York, 1916 ; René Hardy, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930*, Montréal, Boréal, 2000 ; Marcel Bellavance, *Le Québec et la confédération, un choix libre ? Le clergé et la constitution de 1867*, Québec Septentrion, 1992 et Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Boréal, Montréal, 1999.

powers of regulation to provincial states.<sup>552</sup> ». Par conséquent, la dimension politique de la régulation morale est intéressante à plus d'un titre. D'abord, à partir de 1867, elle marque un tournant majeur dans le mode d'organisation de la colonie. Ensuite, elle assoit un système de domination patriarcal par la production du droit.

Au sujet du développement de la loi privée, Philip Abrams note « historical sociology is a matter of identifying a specific conjunction of causes, the conjunction which in this case produced the specific form of rationalisation<sup>553</sup> ». Dans ce chapitre, nous examinerons la manière dont les transformations de la propriété à partir de 1854 et la codification des lois civiles ont renouvelé des relations patriarcales prérévolutionnaires dans le cadre d'une économie capitaliste moderne<sup>554</sup>, plutôt que de libérer la société des anciens jougs comme le libéralisme entendait le faire. En vérité, de nombreux articles de la Coutume de Paris étaient restés intacts. Une femme mariée ne jouissait d'aucun droit de possession sur ses biens, contractait la moitié des dettes du mari en cas de décès et ne pouvait avoir recours aux tribunaux sans l'avis du mari, quelle que soit la nature de la plainte. En d'autres mots, le mari était « Seigneur<sup>555</sup> » et la femme, invisible. Ce droit refondu défendait une certaine conception de l'homme et de la femme. Avant d'approfondir cette question, il est utile de revenir sur les conditions d'apparition de la Confédération comme empire moral.

---

<sup>552</sup> Sylvie Lacombe, « French Canada : Rise and Decline of a Church-Nation », *Quebec Studies Journal*, n° 48, 2009, p. 136.

<sup>553</sup> Philip Abrams, *Historical Sociology*, Cornell University Press, 1982, p. 97.

<sup>554</sup> Selon Marx, le seul moyen d'assurer une véritable égalité entre les hommes et les femmes était une abolition de la propriété privée. Pour une étude détaillée sur cette question, voir R. A. Sydie, *Natural Women Cultured Men: A Feminist Perspective on Sociological Theory*, Toronto, Methuen, 1987, p. 89.

<sup>555</sup> Thomas Kennedy Ramsay, *Notes sur la Coutume de Paris*, Montréal, C.O. Beauchemin & Valois, 1864, p. 43 et sq.

### 9.1. L'union sacrée entre capitalisme et État de droit

La période de transition vers un État fédéral représente non seulement une étape cruciale dans l'établissement d'un ordre libéral au XIX<sup>e</sup> siècle, mais permet d'établir la légitimité d'un régime de propriété capitaliste sur tout le territoire<sup>556</sup>. Dans un type de société où triomphe le libre-marché, les normes et les attentes économiques se trouvent mutuellement conditionnées et subordonnées l'une à l'autre<sup>557</sup>. Afin de bien comprendre les conséquences de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, il importe de souligner les aspects idéologiques qui sous-tendent la construction de l'État centralisateur canadien. Cet événement illustre en effet une ambition de fonder un État dont la pratique découle directement « de la pensée de la classe dominante », c'est-à-dire une classe qui fait valoir ses intérêts et parvient à donner une forme aux structures de l'État<sup>558</sup>. Sa création s'est réalisée avec un sentiment d'urgence que la classe politique avait soigneusement alimenté, exagérant habilement l'infériorité économique vis-à-vis les États-Unis, imposant la nécessité d'un programme de défense contre les dangers des insurrections fenianes<sup>559</sup>, etc.

L'Acte d'Amérique du Nord britannique de 1867 qui établit une confédération de provinces a été sujet à plusieurs interprétations. Évidemment, l'apparition et les

---

<sup>556</sup> Cet ordre libéral prend racine beaucoup plus tôt, comme le montre Ian McKay dans son article « Canada as a Long Liberal Revolution ». Dans le cadre de notre chapitre nous nous en tiendrons à évaluer ce cadre de régulation à partir de la Confédération. Toutefois, il faut rappeler que l'ordre libéral classique au Canada se divise en cinq composantes dominantes. D'abord, un bassin économique concurrentiel quasi émancipé de l'autorité politique et déterminant le jeu de l'offre et la demande. Il s'articule autour d'un État relativement petit, réduit à ses fonctions régaliennes et accélère le processus d'accumulation capitaliste. Le cadre libéral inclut également un espace de délibération démocratique et libre d'où sont exclus plusieurs individus en raison de leur classe, leur genre et leur origine ethnique. Il maintient un système de lois défendant les libertés individuelle et politique. Enfin, il conserve une « continuité organique » avec la Grande-Bretagne en garantissant les droits et privilèges à l'élite des *free-born Englishmen*, p. 356.

<sup>557</sup> Karl Renner, *The Institutions of Private Law*, p. 58.

<sup>558</sup> Ainsi le rappelle Marx dans *L'idéologie allemande*.

<sup>559</sup> Gil Rémillard, « Les intentions des Pères de la Confédération », *Les Cahiers de droit*, vol. 20, n° 4, 1979, p. 819.

conséquences de cette union demeurent complexes. Nous allons donc nous intéresser aux origines idéologiques qui attestent d'une certaine manière le rapport du Canada à l'économie et à la régulation morale et laisser de côté la discussion autour des éléments ethniques et nationaux. L'unification des colonies britanniques en Amérique du Nord était une idée persistante qui n'a pris une forme cohérente qu'autour de 1860, car elle convenait mieux à ce moment aux intérêts des acteurs économiques<sup>560</sup>. Des pétitions au début du XIX<sup>e</sup> siècle et notamment le rapport Durham avaient affiché les premières ambitions d'une union économique et d'un pacte politique entre les deux nations<sup>561</sup>. Les causes de cette union provinciale reposaient d'abord sur des exigences économiques<sup>562</sup>, une dépendance aux principes d'un libre-échange où le Grand Tronc servirait à faciliter la circulation du capital, le voyageant des populations et établirait une concurrence sérieuse avec la côte est des États-Unis. Les conférences de Charlottetown et de Québec en 1864 avaient permis d'énoncer les principes d'une Confédération destinée à assurer le contrôle serré du pouvoir politique sur la société civile<sup>563</sup>. Cet aménagement politique devait harmoniser les créances nationales, uniformiser les relations de travail, favoriser la circulation des travailleurs et

---

<sup>560</sup> Andrew Smith, *British Businessmen and Canadian Confederation Constitution Making in an Era of Anglo-Globalization*, McGill-Queen's University Press, 2008, p. 7.

<sup>561</sup> Paul Romney, *Getting it Wrong: How Canadians Forgot Their Past and Imperilled Confederation*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 4.

<sup>562</sup> Jean-Charles Bonenfant, « L'esprit de 1867 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 17, n° 1, 1963, p. 21.

<sup>563</sup> Lors du banquet de Charlottetown, les futurs pères de la Confédération défendront une thèse commune, qui se résume aux mots de Richard MacDonnell affirmant la volonté d'une « Union designed to give increased strength in matters of defence, increased economy in conducting the machinery of government, and increased convenience with regard to mercantile arrangements », Edward Whelan, *The Union of the British provinces : a brief account of the several conferences held in the Maritime provinces and in Canada, in September and October, 1864*, Charlottetown, 1865, p. 90. On peut également déceler cette ambition régaliennne dans les correspondances ayant eu lieu durant la conférence de Québec. Le Parlement se donnera en effet le pouvoir de légiférer pour « la paix, le bien-être et le bon gouvernement » dans les domaines de la propriété, la régulation du commerce, la taxation, l'emprunt de crédit public, l'incorporation des banques et la production du papier-monnaie, *Correspondence relative to a meeting at Quebec of delegates appointed to discuss the proposed union of the British North American provinces : presented to both Houses of Parliament by command of Her Majesty*, 7th February 1865, p.7.

finallement consolider une identité politique. Mais, c'est surtout à partir de la stabilisation d'un système fédéral en 1896 que se sont manifestés tous les effets de ce vaste projet. On assista non pas à la naissance d'une nation, mais bien à la « consolidation du programme d'un État libéral<sup>564</sup> ». Ce programme allait bien au-delà d'un pouvoir politique au service de l'économie. Il devait prendre en charge sa population par le truchement de la loi et imposer des rapports entre les citoyens et vis-à-vis le gouvernement<sup>565</sup>.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les débats sur la pauvreté et la propriété avaient occupé les élites et s'étaient articulés autour d'enjeux tels que l'agriculture et les moyens d'accroissement de la richesse. Comme le rappelle Peter J. Smith, l'idéologie de la Confédération a pris naissance spécifiquement dans le débat sur la terre et le commerce, et plus particulièrement sur les tenures et le développement capitaliste. Ce capitalisme avait provoqué en Amérique la destruction d'une société participative et conduit à la création d'une gouvernance politique centralisée, privilégiée et influente<sup>566</sup>. En vérité, l'argument économique avait dominé très tôt le discours sur l'union des provinces, symbolisé encore une fois par le Grand Tronc. Or, pour certains annexionnistes et militants socialistes, ce projet d'union politique et économique était vu comme « une œuvre conçue dans la conspiration » affirmée par la violence, la fraude et la corruption<sup>567</sup>. Chez les chantres de l'union toutefois, une confédération conduirait à l'égalité parmi les hommes. Pour George-Étienne Cartier, elle assurerait le « bonheur et la prospérité », pour George Brown, une Amérique

---

<sup>564</sup> Ian McKay, « The Liberal Order Framework », p. 633.

<sup>565</sup> David Murray, « Law and the British culture in the Creation of British North America », Phillip Buckner, R. Douglas Francis (eds.), *Canada and the British World: Culture, Migration, and Identity*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006, p. 66-67 ; Tina Merrill Loo, Lorna R. McLean, *Historical perspectives on law and society in Canada*, Copp Clark Longman, 1993, p. 4-5.

<sup>566</sup> Peter J. Smith, « The Ideological Origins of Canadian Confederation », p. 12.

<sup>567</sup> Médéric Lanctôt, *L'indépendance pacifique du Canada*, Montréal, 1867, p. 3.

britannique mettrait tout le monde sur le même pied d'égalité<sup>568</sup>. La Confédération, réduirait les dépenses, abaisserait les taxes, et garantirait aux cultivateurs « d'acheter à bas prix<sup>569</sup> ». Elle permettrait d'accroître la richesse et la force du pays grâce à la libre association et la libre entreprise, où toutes autres activités commerciales ou industrielles qui feraient grandir « la fortune de chacun », une fortune « qui, sans l'association, eut été impuissante à tenter d'aussi importantes entreprises et serait toujours restée dans la pauvreté ou la médiocrité.<sup>570</sup> »

La Confédération et les politiques nationales formaient donc une « conjoncture des intérêts capitalistes<sup>571</sup> ». En suivant les principes d'Adam Smith et des Lumières écossaises, l'État fédéral allait offrir un cadre juridique où les individus et leur intérêt, leur propriété et leur métier seraient encadrés par la loi et par un ordre politique<sup>572</sup>. Comme le rappelle Ian McKay, le Canada n'a jamais été quelque chose par essence, une création naturelle, mais bien un « specific project of rule ». L'union sacrée entre les prétentions capitalistes de plus en plus affirmées et la constitution d'un État colonial régalien témoignent d'un projet reposant sur un délicat équilibre entre l'impérialisme, le libre-échange et la souveraineté<sup>573</sup>.

---

<sup>568</sup> Edward Whelan, *op.cit*, p. 27 et p. 54.

<sup>569</sup> Auteur inconnu, *Réponses aux censeurs de la confédération*, Saint-Hyacinthe, 1867, p. 28.

<sup>570</sup> Joseph Alfred Mousseau, *Contre-poison, la confédération c'est le salut du Bas-Canada*, Montréal, Typographie d'Eusèbe Sénécal, 1867, p. 10.

<sup>571</sup> Paul Philip dans l'introduction de Harry Clare Pentland, *Labour and Capital in Canada 1650-1860*, p. xx.

<sup>572</sup> Peter J. Smith, *op. cit*, p. 8.

<sup>573</sup> À ce sujet, voir Oliver MacDonagh, « The Anti-Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, vol. 14, n° 3, 1962, pp. 489-501 ; Peter J. Cain, « Bentham and the Development of the British Critique of Colonialism », *Utilitas*, vol. 23 n°1, 2011, pp. 1-24 ; Peter J. Cain et Antony. G. Hopkins, *British Imperialism: 1688-2000*, London, Routledge, 2001.

## 9.2. Domination morale et politique

Comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, le droit ne détermine pas entièrement les actions des acteurs sociaux. Il constitue un répertoire de ressources appuyant des normes et des sanctions qui limitent la liberté de ces derniers. Dans son rapport au capitalisme, le droit développe et soutient des préceptes moraux à la base de l'individualisme économique. Qu'il s'agisse de dettes, du salaire ou de relations de travail, il a pour ambition de responsabiliser les membres de la société. La morale propre à l'économie politique et au libéralisme classique est progressivement devenue une morale légitimée par un régime juridique d'État de droit. Pour le sociologue Richard Quinney qui a analysé le développement du droit criminel sous le capitalisme, « even when laws regulating morality are made and enforced, the intention is to preserve the moral and ideological basis of capitalism<sup>574</sup> ». Le développement de cette morale qui trouve sa source dans les débats sur le droit naturel de la propriété au XVIII<sup>e</sup> siècle a entraîné des conséquences sur les relations de genre et les rapports économiques à la base de l'unité familiale<sup>575</sup>.

Soutenues par l'Empire, les ambitions de la Confédération comportaient une puissante dimension morale. La séparation des sphères d'activité masculine et féminine en constituait l'élément central<sup>576</sup>, particulièrement à travers le mariage et la famille. Dès 1864, la législation en matière de mariage était un pouvoir que les Pères de la Confédération désiraient voir être octroyé au gouvernement central. La question épineuse d'une loi sur le divorce en est un témoignage. Si les fédéralistes en réclamaient la gestion<sup>577</sup>, la vive réaction devant le divorce révèle les traits d'une

---

<sup>574</sup> Richard Quinney, *Critique of Legal Order: Crime Control in Capitalist Society*, Little Brown and Company, 1973, p. 55-56.

<sup>575</sup> Mary Murray, *op.cit.*, p. 72.

<sup>576</sup> Carolyn Strange et Tina Loo, *Making Good. Law and Moral Regulation in Canada, 1867-1939*, University of Toronto Press, 1997, p. 17.

<sup>577</sup> *Ibid.*, p. 18.



hégémonie à l'œuvre. En établissant un appareil d'État assurant une régulation morale —dans le domaine du crime, de la tempérance, du mariage, etc. —, la Confédération n'avait que perpétré politiquement les fonctions qu'occupaient seules l'Église catholique et les églises protestantes<sup>578</sup>. Quant aux autorités religieuses, elles ne faisaient qu'inculquer cette morale à l'échelle locale. Enfin, en ramenant le crime, le contrôle policier et l'incarcération dans le giron fédéral, l'État souhaitait policer et humaniser sa population et ainsi faire respecter son idéal de pureté sociale<sup>579</sup>. La régulation morale était d'autant plus intrusive qu'elle concernait très souvent les femmes. Au palmarès des pratiques jugées odieuses, le suicide et l'avortement (ou les fausses couches volontairement provoquées) faisaient partie des crimes que l'État s'était engagé à réprimer, particulièrement dès 1892 lorsque le Code criminel permettait de les punir systématiquement et sévèrement<sup>580</sup>. Cette discipline du corps féminin à travers la criminalisation de l'avortement répondait aux ambitions natalistes du Dominion qui ne pouvait se suffire de l'immigration. Devant cette pratique rampante, les moralistes sonnaient l'alarme :

« These abortionists, male and female, are very numerous. They make enormous fortunes, and build splendid mansions. And who are their customers? Not unmarried alone, but many wives who would fain escape the burdens of motherhood. [...] This deadly practice is creeping into Canada<sup>581</sup>. »

C'est donc à travers les différentes formes de régulation que les relations traditionnelles de domination ont été préservées. Il suffit pour s'en convaincre de

---

<sup>578</sup> *Ibid.*, p 36.

<sup>579</sup> Cette question dépasse le cadre de notre recherche, mais il est utile de rappeler l'influence des sociétés de tempérance ou encore le traitement différencié des autochtones et des noirs Constance Backhouse, *Colour-Coded: A Legal History of Racism in Canada, 1900-1950*, University of Toronto Press, 1999.

<sup>580</sup> La police montée créée sous la Confédération (1873) était la force policière principale et devait faire respecter la loi en matière d'acte criminel. Elle s'était occupée d'une quarantaine de cas d'avortement recensés dans l'Ouest. William Beahen, « Abortion and Infanticide in Western Canada 1874 to 1916: A Criminal Case Study », *Historical Studies*, n° 53, 1986, p. 55.

<sup>581</sup> *The Canadian Independent*, vol. 18, n° 4, 1871, p. 112-113.

penser aux autres groupes sociaux. Par exemple, l'État réaffirmait le vieux rapport colonial avec les populations autochtones sous l'Acte de 1876. Cette domination coloniale atteignit son point culminant avec la réponse violente aux rébellions de Rivière-Rouge (1869) et de la Saskatchewan (1885) et l'insouciance politique face aux famines et aux épidémies soigneusement orchestrées dans les territoires autochtones<sup>582</sup>. Fondé sur une domination patriarcale, le Canada profitait aussi des rapports sociaux de sexe inégaux. En plus d'être l'objet d'une conception réductrice du mariage, les femmes étaient majoritairement exclues des activités économiques et politiques. Du point de vue sociologie, cette nouvelle domination avait également verrouillé les frontières sociales entre les classes bourgeoise et ouvrière.

### 9.3. L'économie morale d'une classe dangereuse

Le curieux paradoxe auquel était confronté l'ouvrier se révélait dans l'incapacité de bénéficier de la richesse nationale qu'il produisait. Les élites avaient été bercées par les illusions smithiennes du libéralisme. Les doctrines d'économie politique et utilitariste, l'une intéressée par l'étude de la production et l'autre par la maximisation du bien-être, s'étaient nourries du principe de liberté et étaient parvenues à formuler une véritable philosophie sociale destinée à éclairer les masses populaires. Certains avaient timidement dénoncé les conditions matérielles des familles ouvrières, préférant adopter une vieille attitude paternaliste à leur égard. Tributaire de l'hégémonie culturelle de l'élite canadienne, Étienne Parent entretenait, à la manière de l'Église vis-à-vis ses ouailles, cette attitude. Cette relation établie entre « patriarche » et « plèbe » reposait sur un paternalisme et une déférence très forte au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>583</sup>. Pour E. P. Thompson, le XIX<sup>e</sup> siècle avait annoncé « a period in

---

<sup>582</sup> James Daschuk, *Clearing the Plains: disease, politics of starvation, and the loss of Aboriginal life*, University of Regina Press, 2013, p. 124 et sq.

<sup>583</sup> Edward P. Thompson, *Customs in Common*, p. 93-96.

which there is a structural reordering of class relations and of ideology », faisant craindre aux élites la perte de leur hégémonie. Les classes ouvrières prenaient de plus en plus conscience de leur condition et des conséquences profondes de la poussée capitaliste sur leur vie. De son côté, Wally Seccombe met en évidence le fait qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, l'hostilité des élites devant toute forme de non-conformité prolétarienne reposait sur « the pervasive anxiety of bourgeois Victorians [...] fully warranted from the stand point of their own conservative interest. » Pour cette raison, une nouvelle économie morale<sup>584</sup> basée sur les mêmes prémisses que celle des pauvres au XVIII<sup>e</sup> siècle avait servi d'argument pour souligner l'irresponsabilité de l'ouvrier et les profonds vices qu'il entretenait. Il n'était rien d'autre que le maître de son propre malheur.

Puisqu'il était « impossible d'empêcher que les classes ouvrières, surtout dans les grands centres d'industrie, ne soient de temps à autre réduites à une position des plus critiques » rappelle Parent, c'était « surtout à l'homme de travail qu'il importe de bien connaître les lois qui règlent le salaire, lui à qui l'erreur est bien plus fatale qu'à tout autre ; lui qui travaille, non pour accumuler des capitaux, mais pour donner du pain à une compagne et à ses enfants.<sup>585</sup> » La prévoyance représentait l'unique remède et elle devait « venir des ouvriers eux-mêmes ». Selon cette vision, l'ouvrier vivait par nature dans l'insouciance de l'économie. En période de plein emploi, il dépensait tout son salaire et, durant les périodes de chômage, il s'indignait du manque de sous. Constamment accusé d'irresponsabilité, il servait ainsi de repoussoir pour réaffirmer la nature paternaliste de la société et par-dessus tout, maintenir la crédibilité de l'élite

---

<sup>584</sup> Ce terme forgé par E. P. Thompson a fait l'objet de débats qui dépassent le cadre de notre propos ici. Toutefois, bien que l'économie morale s'est articulée autour des émeutes de la famine durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, elle s'est reconvertie à l'intérieur de l'économie politique. L'économie morale représente « a consistent traditional view of social norms and obligations, of the proper economic functions of several parties within the community, which taken together, can be said to constitute the moral economy of the poor », *Customs in Common*, p. 188.

<sup>585</sup> Étienne Parent, « Considérations sur le sort des classes ouvrières », conférence prononcée devant la Chambre de Lecture de St-Roch à Québec, le 15 avril 1852.

libérale<sup>586</sup>. Preuve de cette puissante économie morale, on discutait encore au XX<sup>e</sup> siècle de la faiblesse d'esprit des cultivateurs et des ouvriers.

Le grand défaut de nos habitants, dans les campagnes, et de nos ouvriers dans les villes —défaut qui amène infailliblement à l'imprévoyance— c'est l'absence de calcul, dans lequel il est impossible d'équilibrer le budget de la famille. Tant qu'il y a de l'argent à la maison, on pige dans le tas, sans s'occuper si les revenus égalent la dépense<sup>587</sup>.

Dans cette perspective, le problème venait de l'ouvrier et son manque de compréhension de l'économie. Puis, devant cette incarnation de l'insouciance était évoqué l'alcoolisme atavique<sup>588</sup>. Les élites cléricales et laïques s'étaient empressées de résoudre ce problème de « civilisation » qui, à leurs yeux, ne touchait que les classes laborieuses.

Pourquoi ne donnerait-on pas également dans les villes des conférences à l'ouvrier, dans lesquelles on lui exposerait les maux, les maladies qu'engendre la boisson, et le cortège obligé des misères qui l'accompagne [...] On proclame les droits de l'ouvrier, mais on oublie de lui parler de ses devoirs<sup>589</sup>.

Homme de tous les défauts, l'ouvrier ne pouvait espérer gravir les échelons de la société tellement son vice, son insouciance et son manque de connaissance frappaient l'imaginaire bourgeois. Souvent présenté sous l'image de l'ivrogne<sup>590</sup>, il était prisonnier de sa dépravation, incapable de s'inscrire docilement dans la morale

---

<sup>586</sup> Edward. P. Thompson, « Patrician Society, Plebian Culture », *Journal of Social History*, vol. 7 n° 4, 1974, p. 405.

<sup>587</sup> Edmond Rousseau, *Alcool et alcoolisme. Causerie sur l'intempérance*, Québec, édition Le Soleil, 1906, p. 49.

<sup>588</sup> « Les clients de ces établissements ne s'y rendent uniquement que pour obéir à une idée fixe bien établie d'avance, celle de "prendre un coup" », *La libre parole*, 1 juillet 1905.

<sup>589</sup> *Ibid.*, p. 274, 285.

<sup>590</sup> Le fameux personnage d'Edouard, l'ivrogne « avec ses paresseux enfans (sic) », dépeint par l'abbé Chiniquy en 1847, *Manuel de la société de tempérance dédié à la jeunesse canadienne*, Montréal, Lovell et Gibson, 1847, p. 61 et les personnages du Père Hugolin, *Au fond du verre : histoires d'ivrognes*, Montréal, Maison du Tiers-ordre, 1908.

chrétienne. L'ouvrier pouvait parfois effrayer l'entrepreneur, inquiet des pertes qu'un travailleur dévoyé pouvait lui faire subir<sup>591</sup>. Parfois, l'ivresse et le crime s'entremêlaient et présentaient l'homme ivre comme une menace pour la société et l'institution familiale<sup>592</sup>. L'ultime réalisation du Canada fut l'Acte de tempérance de 1878 régulant les « boissons enivrantes ». Première victime du chômage et des crises, les ouvriers établis et les nouveaux venus étaient projetés dans une société en pleine mutation. L'étude classique de Louis Chevalier a bien montré comment les opinions bourgeoise et populaire ont fait des ouvriers de Paris une population ennemie<sup>593</sup>. Perçus comme une classe dangereuse, les ouvriers étaient ainsi épiés constamment par la morale bourgeoise, anxieuse devant leur manque de conformité. Tous ces lourds préjugés occultaient leur connaissance du terrain et les stratégies déployées pour répondre aux contradictions que leur imposait l'économie. Les familles ouvrières étaient au contraire très conscientes des mécanismes économiques à l'œuvre et réagissaient de manière rationnelle aux contraintes du marché.

#### 9.4. Renouveler le droit pour préserver un vieil ordre

Il serait pertinent de développer plus en détail les idéologies de la Confédération, mais ceci dépasserait les propos de notre thèse. Nous allons nous en tenir pour l'instant qu'à ses principes moteurs. À la suite des conférences constitutionnelles de 1864 et 1866, les bases de la fédération avaient donc été jetées. La Loi constitutionnelle de 1867 allait permettre à la province du Québec de préserver son régime de propriété et ses lois civiles. Ainsi, l'avènement du Code civil en 1866

---

<sup>591</sup> Selon l'entrepreneur de Montréal Thomas Storow Brown, il en coûtait des milliers de dollars en réparation de machines opérées par des hommes ivres. « As a mere question of profit and loss, is not every possible pleasure or benefit that can be estimated by those who promote the common use of alcohol too dearly purchased by the overwhelming magnitude of the evil to which it tends », *Strong drink : what it is, and what it does*, Montreal, W. Drysdale, 1884, p. 43 et 69.

<sup>592</sup> Edmond Rousseau, *op.cit.*, p. 329.

<sup>593</sup> Louis Chevalier, *Classes laborieuses*, p. 450 et sq.

représente l'étape fondamentale d'une ambition commune : celle de réguler et de discipliner les groupes sociaux.

Le Code civil et l'État colonial après 1867 avaient permis d'uniformiser les pratiques et les relations sociales. C'était d'abord l'économie qui en profiterait. En consolidant un État de droit, les banques, les corporations et d'autres organisations privées avaient pénétré la société civile sans difficulté. Les structures capitalistes émergentes étaient appuyées par une bourgeoisie influente<sup>594</sup> qui avait mis la loi au service de l'économie de marché. Ces lois comme dans tout régime d'État de droit étaient destinées à produire des résultats économiques sans engager socialement l'économie<sup>595</sup>. Très tôt, les banques du Canada avaient fait part de leur inquiétude quant à la question de l'intervention étatique sur leurs activités, rappelant les chartes et la propriété privée d'individus moraux comme principe d'existence<sup>596</sup>. L'adoption d'un cadre légal favorisant l'émergence du droit commercial et permettant « l'acquisition d'une personnalité juridique propre<sup>597</sup> » libérait ainsi les activités économiques et les intérêts particuliers. Cette distanciation vis-à-vis le politique en se servant des ressources politiques était caractéristique de la dynamique entre l'État de droit et le capitalisme privé.

C'était cette même bourgeoisie qui avait réclamé quelques années auparavant le démantèlement du système seigneurial. Présente dans les années cinquante, l'intention de codifier les lois allait de pair avec la suppression des relations féodales. La classe politique élaborait des lois et en assouplissait d'autres afin de préserver un

---

<sup>594</sup> Brian Young, « Positive Law, Positive State : Class Realignment and the Transformation of Lower Canada, 1815-1866 » in *Colonial Leviathan*, p. 59.

<sup>595</sup> Karl Renner, *The Institutions of Private Law*, p. 56.

<sup>596</sup> W. J. Robertson, *A brief historical sketch of Canadian banking and currency the laws relating thereto since Confederation and a comparison with British and American systems*, 1888, p. 8-9.

<sup>597</sup> Jean-Marie Fecteau, « Les 'petites républiques' : les compagnies et la mise en place du droit corporatif moderne au Québec au milieu du 19<sup>e</sup> siècle », *Histoire sociale/ Social History*, vol. 25, n° 49, 1992, p. 38.

ordre social. L'uniformisation du droit et de l'économie engageait donc l'État à soutenir un nouveau régime social de propriété. C'est à partir de la coexistence des ressources politiques et des activités économiques que des formes de régulation politique et morale ont pu se développer, à l'instar de l'Angleterre<sup>598</sup>. La matérialisation des rapports de pouvoir par le droit n'est pas quelque chose de nouveau. Son histoire nous apprend comment, partant d'un État colonial, le Canada a su consolider ses champs d'action juridique au nom de la liberté et des intérêts privés<sup>599</sup>. Les intérêts privés s'étaient manifestés très tôt et ne demandaient qu'à être légitimés à l'intérieur du champ exclusif du droit économique<sup>600</sup>. Ce système juridique dont la nature diffère de celui des États-Unis révélait à la société ses contradictions.

Depuis le développement des théories économiques classiques au XVIII<sup>e</sup> siècle, la loi était célébrée pour l'individualité et l'égalité qu'elle défendait alors qu'en vérité, elle constituait un instrument politique empêchant les forces sociales d'éclore<sup>601</sup>. C'est précisément cette idée, celle de préserver un vieil ordre du monde tout en conformant la loi aux principes de l'économie que les codificateurs avaient entamée dès 1857<sup>602</sup>

---

<sup>598</sup> Philip Corrigan et Derek Sayer, *The Great Arch*.

<sup>599</sup> Le début du XX<sup>e</sup> siècle témoigne des rouages huilés de l'État de droit (*rule of law*) canadien, voir James W. St.G. Walker, "Race," *Rights and the Law in the Supreme Court of Canada: Historical Case Studies*, Wilfrid Laurier University Press, 1997.

<sup>600</sup> Pour Jean-Marie Fecteau, l'exemple du droit corporatif, et par extension du commerce représente le mieux cette mise en ordre dans le champ social. Il écrit « La mise en place du droit des compagnies apparaît donc comme un moment privilégié où se dévoilent deux dimensions fondamentales de la production du droit au 19<sup>e</sup> siècle. Elle témoigne d'abord des contradictions qui président à la difficile conciliation, dans le droit établi, de l'intérêt individuel et de l'action collective. Elle révèle ensuite comment la création de la norme juridique ouvre un espace potentiel d'action, distinct des conditions concrètes d'exploitation », « Les 'petites républiques' », p. 55.

<sup>601</sup> Philip Corrigan et Derek Sayer, « How The Law Rules : Variations on Some Themes in Karl Marx », in Bob Fryer, Alan Hunt, Doreen McBarnet et Bert Moorhouse, (eds.), *Law, State and Society*, Croom Helm, London, 1981, p. 41-42.

<sup>602</sup> Après avoir voulu rendre accessibles aux anglophones les lois civiles du Bas-Canada comme le mentionne le « Rapports des commissaires chargés de la révision des ordonnances du Bas-Canada » du 7 décembre 1843, *Appendice des journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada*, p. OO-4, les étapes d'une codification se sont poursuivies moins de dix ans plus tard avec l'*Acte*

les démarches visant à asseoir un régime normatif. Ce nouveau corpus juridique si bien enraciné dans le passé et tourné vers l'avenir apparaissait comme les deux visages de Janus, dont les regards scrutent des horizons opposés. Le Code civil représentait donc le « point de passage entre [...] des fondements du conservatisme catholique [de] l'économie politique et du conservatisme britannique<sup>603</sup>. » La codification sacralisait donc une « loi naturelle », à savoir une idéologie dominante reconnaissant la limite de l'autodétermination des individus<sup>604</sup>. Elle limitait en même temps qu'elle proclamait la liberté. Pour Derek Sayer et Philip Corrigan, « [t]he law, per se, codes — and codes violently. Law rules least noticeably yet most directly through its forms: through the ways in which it 'encourages' us to present and represent ourselves<sup>605</sup>. » Sans faire nécessairement violence, du moins pas de manière directe, le Code civil réitérait un ensemble de normes et de doctrines antédiluviennes. Dès le début des travaux en 1859, les codificateurs s'étaient principalement concentrés à redéfinir le travail et la propriété en modifiant les obligations et les contrats afin de favoriser l'expansion d'une économie de marché<sup>606</sup>.

### 9.5. Les deux visages de Janus

Dans leur mandat clairement spécifié dans l'Acte de 1857, les commissaires chargés de codifier les lois civiles en vigueur depuis l'Acte de Québec devaient incorporer des

---

*concernant la Codification des Lois du Bas Canada, qui se rapportent aux matières civiles et à la procédure ; voir la Table des statuts provinciaux et des ordonnances en force ou qui ont été en force dans le Bas Canada, Toronto, Georges Desbarats, 1857, chapitre XLIII, p. 180.*

<sup>603</sup> Richard LaRue, « La codification des lois civiles au Bas-Canada et l'idée de loi naturelle », *Les Cahiers de droit*, vol. 34, n° 1, 1993, p. 12.

<sup>604</sup> Cette limitation est pour Richard LaRue constitutive de l'idée même de modernité et de démocratie. Le juge Day chargé de la codification des lois civiles fait mention de cette loi naturelle dans ses notes, *Ibid.*, p. 7-10.

<sup>605</sup> La loi est donc perçue comme « une distance de classe » entre ceux qui la créent et ceux qui la subissent, « How The Law Rules », p. 35-41.

<sup>606</sup> Brian Young, *The Politics of Codification*, p. 173.



dispositions qu'ils jugeaient véritablement en force. Ils étaient amenés à « suggérer les amendements qu'ils [croyaient] désirables ». Il s'agissait de confirmer le statut des lois du Bas-Canada qui reposait sur d'anciennes lois françaises et de parfaire les lois qui touchaient « aux affaires de commerce ou [...] de toute autre nature<sup>607</sup> ». Les travaux avaient véritablement débuté deux ans plus tard et avaient produit dix rapports et des notes à part contenant des amendements. Pour des alliés de la codification, les préoccupations économiques étaient centrales :

Car il faut le reconnaître, notre état de société n'est plus ce qu'il était il y a cent ans; l'étendue et le genre des affaires ont changé; les idées sont au commerce, à l'entreprise, à l'industrie; il faut accepter cet état de choses, faciliter les relations, simplifier les transactions, et, sans mettre toute prudence de côté, donner les moyens de contracter vite, sûrement et promptement.<sup>608</sup>

De son côté, l'Église catholique n'avait pas sérieusement fait obstacle à la codification. Les avantages pour le développement économique étaient véritables. Son implication dans la vie économique n'était pas non plus inédite. Devant l'immense industrie américaine qui drainait des Canadiens, « Church powers also worked to invigorate economic life.<sup>609</sup> » La modernisation du droit civil touchait au commerce à plusieurs niveaux (contrats et obligations), mais restait muette sur les questions d'égalité. L'émancipation qu'avait promise le libéralisme ne prenait sens que chez l'homme derrière qui la femme menait une existence effacée. En vérité, soutenu par le droit, le développement du capitalisme « have placed enormous restrictions on human emancipation<sup>610</sup> ». À ce titre, l'esprit de la codification s'avérait donc particulièrement anti-moderne : « the codifiers returned regularly to

---

<sup>607</sup> Tout en écartant bien sûr les « droits féodaux » qui sont inscrits dans les textes, Henri Elzéar Taschereau, *Le code de procédure civile du Bas Canada tel qu'en force le 1<sup>er</sup> août 1876*, Imprimerie Augustin Côté et Cie, Québec, 1876, p. xvii.

<sup>608</sup> *La Revue canadienne*, vol. 1, n° 10, 1864, p. 603.

<sup>609</sup> Sylvie Lacombe, *op.cit.*, p. 143.

<sup>610</sup> Derek Sayer, *The Violence of Abstraction. The Analytical Foundations of Historical Materialism*, New York, Basil Blackwell, 1987, p. 144.

their mandate, noting that they were charged, not to write new law, but to consolidate the old<sup>611</sup> ».

Pendant les rondes de consultations qui avaient précédé la codification, les juges, conservateurs comme libéraux avaient rejeté les changements qu'avait introduit le Code Napoléon dans les relations familiales, le mariage et les droits acquis, préférant conserver le précieux esprit de la Coutume de Paris. Avec une Église nouvellement inspirée par l'encyclique *Quanta Cura* de Pie IX, les inégalités demeuraient immuables. Se référant constamment aux exégètes du droit français pré révolutionnaire, tel que Pothier<sup>612</sup>, les architectes du Code civil Joseph-Ubalde Beaudry, Charles Dewey Day, René-Édouard Caron, Augustin-Norbert Morin, Thomas McCord, Thomas Kennedy Ramsay et Louis-Siméon Morin préservaient des rapports d'Ancien Régime tout en favorisant la libéralisation des activités économiques. L'échange, fonction primitive des pratiques économiques, impliquait la notion légale d'obligation qui elle, procédait du contrat. Les obligations formaient en vérité une partie importante des dispositions sur les types de propriétés et leur moyen d'acquisition<sup>613</sup>. Elles étaient avec la vente, le louage et les sociétés d'affaire, l'objet du plus grand nombre d'amendements<sup>614</sup>. Ces améliorations avaient pour but de « faciliter les transactions et contracter vite<sup>615</sup> ». Alors que sous le régime seigneurial le contrat n'était pas codifié et relevait plutôt de coutumes introduites par l'expérience quotidienne<sup>616</sup>, la loi sur les obligations comportait une centaine d'articles sous le

---

<sup>611</sup> Brian Young, *op.cit.*, p. 121.

<sup>612</sup> La doctrine citée pour appuyer les articles concernant le mariage et l'autorité paternelle par exemple, fera abondamment place à Pothier. Pour plus de détails sur le mariage, voir Frank Murray Greenwood, « Lower Canada (Quebec): Transformation of Civil Law, from Higher Morality to Autonomous Will, 1774-1866 », *Manitoba Law Journal*, vol. 23, 1995, p. 178.

<sup>613</sup> John E. C. Brierley, « Quebec's Civil Law Codification Viewed and Reviewed », *McGill Law Journal*, vol. 1, n° 4, 1968, p. 559.

<sup>614</sup> *Cédule : résolutions contenant les amendements qui doivent être faits au rôle imprimé du Code civil du Bas Canada*, 1865, p. 3, 32, 36 et 60.

<sup>615</sup> *La Revue Canadienne*, *loc.cit.*

nom « De l'acquisition et l'exercice des droits de propriété ». Elle déterminait les relations de propriété à l'intérieur des termes de l'échange et du contrat. Une dette, une transaction, un patrimoine découlaient de l'essence même du contrat. Brian Young précise la nature du Code civil:

« Patriarchy was, however, only one of the anchors of legal ideology: the Civil Code, [...] was more than just a renewal of custom. It included a rational, impartial, and universal set of Civil law principles centred on the law of Obligations. This adaptation in the code to capitalist conditions would emphasize principles of freedom of contract, equality, and individual responsibility [...]»<sup>617</sup> »

En s'ajustant au marché, le système de lois civiles trouvait sa raison d'être à l'intérieur de la sphère de l'échange. Les nouveaux rapports entre les individus et les objets du contrat (propriété, patrimoine, intérêt) par le truchement de la législation civile révélaient la nature économique des rapports sociaux. Bien qu'elle déterminait pour beaucoup le nouvel esprit des lois civiles, sa logique économique se retrouvait également au sein de l'organisation familiale sous la forme de relations politiques.

#### 9.6. *Fragilitas sexus* et domination masculine

Sous le Code civil, donc, le principe de puissance paternelle était resté intact. C'était « le père seul qui exer[çait] cette autorité durant le mariage<sup>618</sup> » et les droits et devoirs des époux découlaient entièrement des sources civiles de la France d'Ancien Régime. Par exemple, la femme devait « obéissance à son mari » et le mariage se dissolvait qu'après « la mort naturelle de l'un des conjoints ». En ce qui concerne le divorce, les procédures compliquées laissaient une marge de manœuvre entièrement favorable au

---

<sup>616</sup> Voir John A. Dickinson, « La justice seigneuriale », pp. 323-346.

<sup>617</sup> Brian Young, *op.cit.*, p. 145.

<sup>618</sup> *Code civil du Bas-Canada: deuxième rapport*, Québec, Georges E. Desbarats, 1865, p. 314.

mari<sup>619</sup>. Dans ses Notes générales tenues pendant les rencontres avec les autres codificateurs, le juge Caron réitérait cet ordre naturel qu'il fallait laisser intact :

Le divorce n'a jamais existé pour nous comme faisant partie des lois françaises. Nous ne l'avons pas plus d'après les lois anglaises, qui ne l'admettent pas en Angleterre, puisque là il faut un acte du parlement pour chaque cas particulier & cet acte n'est accordé que dans le cas d'adultère seulement. [...] Mais toujours le divorce n'existe pas & ne doit pas faire partie du Code<sup>620</sup>.

Avec le divorce, l'adultère comportait un degré d'interdit qui reflétait très bien la nature d'un droit lié à la possession. Dans l'histoire occidentale, l'adultère était un crime rappelle Mary Murray avec une forte connotation associée à la propriété où « the woman's body being illicitly given to a man other than its 'owner', her husband.<sup>621</sup> ». Pour Young, l'autorité du droit civil bas-canadien reposait sur des éléments extrêmement valorisés que sont le patriarcat et le capitalisme. Couvrant un large spectre de dispositions civiles comme la personne, la propriété, la succession et le mariage, les désaccords des codificateurs n'avaient porté que sur des points de détail, appliquant aux lois des modifications mineures, mais significatives<sup>622</sup>. C'est ainsi qu'après quelques changements, le Code civil fut incorporé.

Dans les pages de ce corpus se trouvait une catégorisation anti-moderne de la femme. Sans entrer dans les détails du droit, il est utile de relever certains des traits principaux. Son statut juridique connaissait deux formes principales : la femme mariée et la veuve. Les célibataires étant d'ordinaire subordonnées à l'autorité paternelle —sous tutelle dans la majorité des cas—, elles étaient traitées

---

<sup>619</sup> Par exemple, dans « les causes de la séparation de corps », l'adultère figure parmi le blâme le plus sévère et mène directement, s'il est prouvé, au divorce. Or toutefois, selon l'article II, « le mari peu demander la séparation de corps pour cause d'adultère de sa femme » alors que l'article III, amenuise le droit de la femme, affirmant, « la femme peu demander la séparation de corps pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il tient sa concubine dans la maison commune », *Ibid.*, p. 300.

<sup>620</sup> Cité par John E. C. Brierley, *op.cit.*, p. 560.

<sup>621</sup> Mary Murray, *The Law of the Father ?*, p. 107.

<sup>622</sup> Brian Young, *op.cit.*, p. 4.

différemment. Le *Traité des lois civiles* de 1832 soulignait sans équivoque « la puissance du mari sur la personne et les biens de la femme ». Frappée d'incapacité totale, la femme mariée ne disposait donc que d'actions extrêmement limitées et — sans y être textuellement suggéré — se retrouvait à se rabattre sur ses activités et devoirs familiaux, notamment la procréation et l'éducation des enfants. L'incapacité publique des femmes, notamment la limitation de leurs actions, précipitait ainsi leur dépendance aux relations domestiques. Seules les femmes mariées pouvaient sous certaines conditions participer aux activités commerciales de leur mari tel que prescrit par la Coutume de Paris. Le statut économique de « femme marchande-publique » et de femme commerçante, la première étant une femme d'un commerçant disposant d'un droit d'exclusivité sur les activités économiques liées à celles de son mari, alors que l'autre, veuve ou séparée de la propriété de son mari, pouvait conduire des activités économiques de son gré<sup>623</sup>. Cependant, aucun de ces statuts ne leur permettait de participer aux négoce et aux décisions principales. Une femme ne faisant que « vendre et débiter la marchandise dont son mari se mêle » n'était en aucun cas réputée femme marchande publique<sup>624</sup>. Les actions contraires à ces lois les exposaient à des sanctions sérieuses. Quant au célibat prolongé, il entraînait une marginalisation sociale, car l'union se trouvait vigoureusement encouragée par les autorités religieuses et politiques. Si les veuves quant à elles se voyaient libérées des contraintes légales que leur imposait la puissance du mari sur leurs actions, elles n'étaient pas à l'abri des contraintes plus grandes, des relations de classes, ethniques et religieuses à l'extérieur du mariage. Le statut social qui découlait du veuvage féminin, rappelle Bettina Bradbury, était entièrement différent de celui des hommes, réduisant

<sup>623</sup> Voir le chapitre VII de *The Politics of Codification* pour de plus amples détails, p. 141 sq. Comme le rappelle Young, les trois éléments essentiels liés à la conservation des prescriptions juridiques du Code civil concernant les femmes sont 1) la diminution de l'influence de ces dernières dans les affaires commerciales et politiques, 2) l'importante croissance du contrat en tant qu'instrument essentiel au pouvoir économique et 3) l'importance légale du mariage et des responsabilités telles que refondues dans le Code civil.

<sup>624</sup> Henry des Rivières Beaubien, *Traité sur les lois civiles du Bas-Canada*, Livre premier, Montréal, Ludger Duvernay, 1832, p. 48.

l'identité des femmes seules à presque rien alors que la mémoire du mari s'en trouvait sauvegardée<sup>625</sup>.

Les articles régulant les droits des familles restaient donc profondément inspirés de la France prérévolutionnaire. Ils réitéraient le rejet complet de l'autonomie, et ce, à plusieurs niveaux de la vie sociale<sup>626</sup>. L'absence de libre arbitre contredisait les principes d'égalité et de droit individuel sur lesquels s'étaient fondés l'Acte de 1854 et la Confédération. La Coutume de Paris en devant du droit positif dès 1866<sup>627</sup> déployait tous les éléments idéologiques sous-jacents à la régulation légale fondée sur l'inégalité du genre et sur un système de libertés exclusivement masculin<sup>628</sup>. Le droit moderne reconduisait donc le vieux principe du sexe fragile employé à l'origine pour exclure les femmes des croisades des XI<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles puis devenu par la suite une

---

<sup>625</sup> Bettina Bradbury, *Wife to Widow: Lives, Laws, and Politics in Nineteenth-Century Montreal*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2011, p. 390.

<sup>626</sup> Il n'y avait aucun droit au divorce, aucune séparation à l'amiable et aucune adoption. Les arrangements prénuptiaux étaient soumis au « vœux irrévocable ». De plus, afin de protéger les créanciers et les familles, l'épouse n'avait aucun droit de contracter. Voir Frank Murray Greenwood, *op.cit.*, p. 181-182.

<sup>627</sup> Il est admis que le droit positif s'oppose au droit naturel. Le premier représente une application contextuelle et réelle des prescriptions juridiques alors que le second repose sur des axiomes philosophiques ardemment défendus depuis les Lumières et l'avènement du libéralisme européen. Toutefois, la Coutume de Paris, produit direct de la période féodale, a subi diverses interprétations et plusieurs amendements dont l'expression théorique aboutie se retrouve sous la plume de juristes comme Pothier (1699-1772) et Bourjon (?-1751) qui ont naturalisé l'autorité paternelle et patriarcale et l'ont traduite en un droit naturel par opposition à un « droit » de subordination des femmes. Le Code civil a conservé ces règles coutumières pour les incorporer dans un système rationnel de droit positif.

<sup>628</sup> Les fondements patriarcaux du droit ont fait de la propriété non seulement un îlot entièrement protégé, mais entièrement masculin, à la fois dans sa légitimité et dans sa fonction sociale. L'analyse de Karl Renner en résume les contours: « La propriété reste une affaire du droit privé. Le corps entier des doctrines légales est basé sur ce simple fait. Nous distinguons un droit privé et un droit public comme deux branches principales de l'analyse légale comme nous la concevons. Le contenu normatif de nos lois en force justifie entièrement cette division et personne ne peut nier cette distinction. Toutefois, nos observations nous ont amenés à reconnaître que chaque ordre légal doit garantir à chacun une sphère privée à l'intérieur de laquelle le commun ne peut s'introduire. Après le triomphe de la philosophie libérale et ses concepts de droits naturels, laquelle correspond la victoire de la bourgeoisie sur le système féodal, une théorie de la loi a émergé et a fixé les limites du pouvoir de l'État, affectant ainsi le droit public. Ce droit ne peut donc transgresser ces limites à l'intérieur desquelles, l'individu est libre et épargné du contrôle étatique. » (Traduction libre), Karl Renner, *op.cit.*, p. 296.

catégorie juridique et sémantique traduisant une « faiblesse » naturelle<sup>629</sup>. Étrange situation lorsqu'à partir de 1792, les femmes de propriétaires et les veuves avaient disposé du droit de vote aux élections législatives canadiennes. Or la confusion grandissante entre les électrices, les héritages et la transmission de propriété avaient débouché sur la suppression définitive du droit de vote en 1849, toutes conditions sociales confondues<sup>630</sup>.

La nouvelle législation civile ne faisait aucune distinction, ni de classe, ni d'origine ethnique, mais visait à une uniformisation des identités politiques. Pourtant à l'intérieur de son processus de création et d'application, ce système restait fondamentalement inégal. Pour Marx en effet, tout droit était fondé sur une inégalité<sup>631</sup>. Autrement dit, ses conditions d'émergence reposaient sur un puissant processus de distinction. En vérité, une première distinction résidait dans l'exercice et la production du droit, une prérogative réservée à une classe lettrée et intouchable. Une seconde se trouvait quant à elle à l'intérieur du droit. Elle préservait un système normatif qui contribuait à réifier des catégories sociales orthodoxes. En d'autres mots, c'est sur la base du sexe que résidait l'inégalité constitutive du droit. Les hommes et les femmes n'étaient ni égaux, ni exposés aux mêmes contraintes. Dans cette perspective, l'exclusivité masculine de la propriété<sup>632</sup> présentait une continuité avec les indemnisations dont bénéficiaient les anciens seigneurs après 1854. Les relations

---

<sup>629</sup> Catégories telles que *fragilitas sexus*, *infirmis sexus* ou encore *imbecillitas sexus*. Natasha R. Hodgson, *Women, Crusading and the Holy Land in Historical Narrative*, The Boydell Press, 2007 p. 47; Margaret Schaus (eds.), *Women and Gender in Medieval Europe: An Encyclopedia*, New York, Routledge, 2006, p. 715.

<sup>630</sup> Nathalie Picard, *Les femmes et le vote au Bas-Canada de 1792 à 1849*, Mémoire de maîtrise, Département d'histoire, Université de Montréal, 1992.

<sup>631</sup> Karl Marx, *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 34.

<sup>632</sup> Le droit anglais restait néanmoins beaucoup plus aliénant. D'abord, le mariage faisait du mari l'acquisiteur et l'administrateur exclusif de tous les biens de son épouse et le principe de primogéniture obligeait l'héritage masculin de ce patrimoine. Par l'union sacrée, la femme devenait ainsi propriété et jamais propriétaire. La Coutume de Paris, esprit principal du Code civil, favorisait cette exclusivité sans pour autant la rendre plus aliénante que le cas anglais.

sociales de propriété fondées sur le « privilège de la propriété » s'étaient structurées en droit privé.

Les relations de genre vont bien au-delà d'une simple description des libertés accordées aux femmes et aux familles dans le cadre juridique. Elles englobent en réalité un ensemble d'institutions et de rapports de pouvoir qui structurent toute l'expérience sociale. Nous pourrions en prendre toute la mesure dans le chapitre consacré aux relations sociales sous le capitalisme industriel. Qu'importe la nature même diffuse des formes de régulations, elles disciplinaient les femmes sur la base de leur origine, de leur âge et de leur travail<sup>633</sup>. Le processus d'institutionnalisation du droit entamé sous la Confédération avait comme objectif de renforcer des relations familiales inégales à partir du droit de propriété. Le Code civil avait sacralisé ce droit en limitant son accès.

#### 9.7. L'idéologie de l'homme nourricier et un nouveau régime de la famille

Le développement de la propriété privée avait aussi engendré des conséquences sur la structure familiale et ses rapports à l'économie. La production du droit à partir de la propriété et la forte dimension morale de l'économie de marché avaient contribué dès le XIX<sup>e</sup> siècle à faire émerger une idéologie de l'homme propriétaire et de l'homme nourricier. Cette puissante construction morale déterminait la structure et la reproduction sociale des familles, toutes classes confondues. Mary Murray mentionne cette puissante idéologie:

« During the nineteenth century, for example, the idea of female domesticity, underpinned by the ideology of the male breadwinner, became prevalent amongst the middle classes. Female dependency thus construed was deemed a mark of social and moral standing, both of the woman herself and the family.

---

<sup>633</sup> Lykke de la Cour, Cecilia Morgan et Mariana Valverde, « Gender Regulation and State Formation in Nineteenth-Century Canada », in Allan Greer et Ian Radforth (sous la direction), *Colonial Leviathan*, p. 164.



More especially, the social and moral standing of individual men, as heads of household and family, was elevated<sup>634</sup>. »

Cette idéologie n'avait été possible qu'à partir d'une inscription des principes du libéralisme dans la société à travers notamment le langage du droit et de l'intervention du salaire unique ou « family wage<sup>635</sup> » dans les rapports économiques. Le salaire masculin en marque l'aboutissement logique. Bien que l'autorité paternelle structurait les sociétés d'Ancien Régime, c'était plutôt la main-d'œuvre familiale qui établissait les rapports économiques<sup>636</sup>. C'est seulement avec la transition au capitalisme qu'est apparu le modèle du salaire unique. Depuis longtemps, le droit familial reposait sur une distinction où l'homme et la femme étaient doués de facultés différentes. Le mariage permettait de valider cette croyance en discernant le propriétaire du non-propriétaire et les héritiers des non-héritiers. À l'intérieur du mariage, se révélaient très vite les conséquences de l'interdit soigneusement surveillé par l'Église<sup>637</sup>. À l'extérieur de l'union, le célibat féminin était perçu comme un échec social entraînant pitié et mépris<sup>638</sup>.

La figure de l'homme a entièrement dominé les rapports sociaux de la colonie. Cet ordre politique a traversé toutes les couches de la société. Les efforts du prêtre et des élites locales pour conserver l'image sacrée du père sont à cet égard des manifestations vivantes de patriarcat du XIX<sup>e</sup> siècle. Soutenus par une classe cléricale

---

<sup>634</sup> Mary Murray, *op.cit.*, p. 73.

<sup>635</sup> Le *family wage* constitue la base des revendications durant les périodes de grèves ouvrières à Québec comme à Montréal. Voir Peter Baskerville, *op.cit.*, p. 34 ; Wally Secombe, « Patriarchy Stabilized », p. 53.

<sup>636</sup> Jean-Louis Flandrin, *Familles. Parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Le seuil, 1984, p. 104.

<sup>637</sup> Eusèbe Belleau, *Des empêchements dirimants de mariage*, Université Laval, 1889.

<sup>638</sup> Particulièrement dans un contexte d'un surnombre d'hommes, voir Peter Ward, *Courtship, Love, and Marriage in Nineteenth-Century English Canada*, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 57 ; Joan Perkin, *Single Women Nineteenth Century England*, London, Routledge, 1989, p. 226 ; Marjorie Griffin Cohen, *Women's Work, Markets and Economic Development in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988.

et bourgeoise, les progrès du siècle ont raffermi les figures traditionnelles dépositaires de l'autorité publique et politique. Pour l'historien Ollivier Hubert, le père était le nouveau garant des normes et de la conformité sociale. Il était capable « to move beyond social division and the reconfiguration of the rules of social interaction prompted by the transition to capitalism and to employ the institutional implements of control now established in the place of the traditional forms of restraint. »<sup>639</sup> Le libéralisme et l'État de droit sont parvenus à émanciper la propriété de la contrainte communautaire du régime seigneurial et ainsi donner naissance à ce qu'on appelait la société civile<sup>640</sup>. Cette libération n'a pourtant pas atténué les inégalités structurantes. Certes, la famille paysanne de l'ancienne société n'avait d'égalitaire que la répartition des tâches entre les hommes, les femmes et les enfants. Le nouveau régime social de propriété était fondé sur les mêmes inégalités de genre que le régime pré-révolutionnaire. Il n'a que solidifié institutionnellement le patriarcat dans le cadre d'une économie de plus en plus industrielle. Par conséquent, au régime de propriété coïncidait un régime de la famille, c'est-à-dire un assemblage normatif à l'intérieur duquel les rapports familiaux reproduisaient des relations politiques et économiques spécifiques. Jan de Vries précise que « the production system became more capital intensive and more exclusively oriented to the requirements of full-time male workers; the structure of market demand came to focus increasingly on family-consumed rather than individually consumed goods. »<sup>641</sup> Ce modèle inédit de production domestique avait des conséquences sur l'économie entière.

---

<sup>639</sup> Ollivier Hubert, « The Family and the Margin in Rural Quebec », in Nancy Christie et Michael Gauvreau (sous la direction), *Mapping the Margins. The Family and Social Discipline in Canada, 1700-1975*, McGill-Queen's University Press, 2004, p. 205.

<sup>640</sup> Comme le rappelle Marx, la propriété privée et individuelle s'est émancipée de la communauté pour jouir d'un droit particulier, la faisant vivre « à côté de la société civile », *L'idéologie allemande*, p. 129.

<sup>641</sup> Jan de Vries, « The Industrial Revolution and the Industrious Revolution », *The Journal of Economic History*, vol. 54, n° 2, 1994, p. 264.

Alors que les principes du libéralisme économique pénétraient les classes sociales de part en part, la modernisation étatique de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle reposait sur une vision conservatrice du monde, marquée par la prudence et le maintien d'un vieil ordre. Julia Adams a montré que cette « modernité » repose en partie sur les corps d'autorité patrimoniale comme l'État, l'Église et la famille qui sont parfois traversés d'innovations et qui assurent la routinisation d'un modèle politique de la famille<sup>642</sup>. Bien qu'il soit difficile de mesurer avec précision l'impact de ces changements dans la vie intime des familles, il n'en demeure pas moins que le capitalisme a profondément bouleversé ce siècle. Il importe maintenant d'examiner ses manifestations. Les rapports complexes à partir desquels les familles urbaines se définissaient pourraient se résumer à la nécessité de répondre aux contradictions de l'économie. Pour certains, Québec était devenu le « spectacle de l'ouvrier industriel, habile, plein de vigueur et manquant du nécessaire<sup>643</sup> ». Les prochains chapitres s'intéresseront aux stratégies adoptées dans la ville capitaliste. Parfois passives, parfois violentes, elles témoignent toutes d'une part de la progression fulgurante du capitalisme lui-même et, d'autre part, du degré d'autonomie des acteurs sociaux et de leurs ressources stratégiques.

---

<sup>642</sup> Julia Adams, *The Familial State*, p. 175.

<sup>643</sup> *Le Canadien*, 10 janvier 1848.

## CHAPITRE X

### DOMINATION, EXPLOITATION ET VIOLENCE

Nous avons jusqu'à présent suivi les trajectoires des familles paysannes dans un contexte de crise rurale et d'un passage à une agriculture capitaliste. Nous avons ensuite porté une attention particulière à la recomposition de la propriété dans le contexte de l'économie politique canadienne. Enfin, nous nous sommes intéressés au processus d'institutionnalisation du patriarcat à partir du Code civil et de la Confédération afin de dégager les caractéristiques anti-modernes du développement de l'État colonial. Ayant connaissance de tous ces processus qui préfigurent la croissance du capitalisme industriel et la formation d'un prolétariat urbain, il nous est maintenant possible d'examiner de plus proche les relations de classes à l'intérieur d'une ville manufacturière. Les chapitres suivants s'attachent à problématiser le développement d'une classe ouvrière dans un contexte d'expansion et de crise économique. Plus spécifiquement, ce chapitre examine la trajectoire d'une classe d'abord issue de l'activité économique principale, la construction navale qui va par la suite assurer sa reproduction dans le cadre de l'expansion manufacturière. Cette transition difficile va amener les ouvriers à se mobiliser et à développer un « répertoire d'actions » (repertoire of contention) afin de conserver leurs acquis. Ces oppositions prennent forme dans un contexte de dépendance technologique qui va tranquillement fragiliser une activité économique traditionnelle. Elles vont vite remplir les critères d'un mouvement local fort sans pour autant constituer un répertoire fort. Charles Tilly dénote plusieurs éléments comme une prise de conscience d'une situation critique, des comportements récurrents qui canalisent les revendications, la combinaison d'actes visibles ainsi que l'innovation dans les actions

entreprises<sup>644</sup>. Ce processus comporte également différents degrés d'évolution, partant d'une tension sociale, allant jusqu'à la mobilisation pour terminer en lutte inter-groupe. Les répertoires émergent donc des luttes et se manifestent de plusieurs façons ; « people learn to break windows in protest, attack pilloried prisoners, tear down dishonored houses, stage public marches, petition, hold formal meetings, organize special-interest associations.<sup>645</sup> »

Puisque les actions répondent à quelque chose, comme une injustice par exemple, ce chapitre veut examiner les raisons qui vont engager les ouvriers à lutter. Pour cela, nous utiliserons deux catégories afin d'analyser la dynamique de contestation : la domination et l'exploitation. Imbriqués l'un à l'autre, ces deux éléments renvoient à des considérations différentes. La domination s'exerce à travers des formes complexes de surveillance, de discipline et de contrôle du travail alors que « the conflict over exploitation is not settled in the reciprocal compromise of a contractual moment; it is continually present in the ongoing interactions through which labor is performed.<sup>646</sup> » Différentes formes d'exploitation vont ainsi faire grandir une conscience de classe dont il faut situer les luttes dans le cadre plus large des mouvements ouvriers continentaux. Cette analyse va inévitablement nous amener à nous pencher sur la violence comme forme d'expression des revendications sociales d'un côté, et comme réponse politique et coercitive de l'autre. Avant de proposer un bilan des luttes et leurs conséquences, proposons un aperçu de l'industrie navale et des conditions matérielles des ouvriers.

---

<sup>644</sup> « By a repertoire of contention I mean a set of performances by which members of any pair of politically constituted actors make claims on each other, claims that, if realized, would affect their object's interests », Charles Tilly, *Stories, Identities, and Political Change*, Rowman & Littlefield Publisher, 2002, p. 5-6; *id*, *Contentious Performances*, Cambridge University Press, 2008, p. 14 et 143. Pour des informations complètes sur les catégories analytiques, voir Charles Tilly et Lesley J. Wood, *Social Movements 1768-2012*, London, Routledge, 2012.

<sup>645</sup> Charles Tilly, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, Boston, Harvard University Press, 1998, p. 42.

<sup>646</sup> Erik Olin Wright, « The Shadow of Exploitation in Weber's Class Analysis », *American Sociological Review*, vol. 67, n° 6, 2002, p. 846.

### 10.1. Richesse matérielle et reproduction sociale

Avant la période industrielle, les charpentiers représentaient le groupe le plus populaire de la classe ouvrière. Entre 1820 et 1850, une détérioration significative de leur condition de travail a donc affecté la richesse matérielle des ménages. Bien que d'autres artisans (maçons et menuisiers) étaient parvenus à maintenir un niveau relativement stable, les charpentiers ont plutôt éprouvé un appauvrissement. Au milieu du siècle, les journaliers restaient toutefois les plus pauvres de la classe ouvrière alors que les commerçants constituaient la seule classe à s'être enrichie et « de façon démesurée face aux travailleurs<sup>647</sup> » depuis le début du siècle. Chez ces derniers, l'argenterie, les moyens de transport comme le cabriolet, le mobilier et les animaux constituaient les principaux domaines de consommation alors que le mobilier, l'équipement domestique et les vêtements composaient l'essentiel de la richesse matérielle des journaliers<sup>648</sup>. Les nombreuses scènes de déménagements à Québec où l'on entassait sur la rue son mobilier donnent un aperçu de la richesse des individus. Par exemple, il était répandu qu'une famille bourgeoise possède « un large et commode fauteuil, un vaste buffet, le poêle de cuisine, la table à dîner, le piano, la berceuse [...] Que de choses dans une résidence élégante<sup>649</sup> ».

---

<sup>647</sup> Jean-Pierre Hardy, « Niveaux de richesse et intérieurs domestiques dans le quartier Saint-Roch à Québec, 1820-1850 », *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culturelle matérielle*, 17, 1983, p. 75.

<sup>648</sup> « Quant aux artisans, malgré l'amélioration du niveau de fortune des maçons et les quelques changements mineurs chez les charpentiers, ils perdent entre 1825 et 1850 ce qu'ils avaient acquis au tournant du siècle. Cet appauvrissement signifie en fait que la kyrielle de nouveaux produits, qui envahissent le marché bas-canadien et qu'on retrouve en très grand nombre chez les plus fortunés, pénètrent à peine dans leur foyer », *ibid.*, p. 88.

<sup>649</sup> *L'évènement*, 19 mai 1866.

Tableau 1.4. Moyenne de la richesse matérielle selon les classes sociales de St-Roch, 1820-1849

	Valeur (1820-1825)	Valeur (1844-1849)	Enrichissement
<b>n<sup>b</sup></b>			
<b>Commerçants</b>	28, 22 £	118, 63 £	+ 90, 41 £
<b>Maçons</b>	16, 69 £	24, 29 £	+ 7, 6 £
<b>Menuisiers</b>	46, 21 £	24, 37 £	- 21, 84 £
<b>Charpentiers</b>	14, 44 £	10, 97 £	- 3, 47 £
<b>Journaliers</b>	6, 21 £	6, 68 £	+ 0, 47 £

Basé sur les tableaux III et IV de Jean-Pierre Hardy, *op.cit.*, p. 68-69. Voir l'annexe D.

Nous avons ajouté l'enrichissement du patrimoine en calculant l'écart en £ qui correspond à la valeur des biens matériels en monnaie de l'époque.

n= 26 pour 1820 à 1829 et n= 32 pour 1844 à 1849.

Les biens matériels ne révèlent qu'une partie de la richesse familiale. Pour avoir une idée globale, il faudrait inclure les dettes et les créances, la valeur des terres, les emplacements en ville et toute autre possession. La baisse de l'endettement pour les années 1844 et 1849 pourrait laisser l'impression d'une amélioration des conditions matérielles. Or comme le note Hardy, « la situation face à la propriété dit tout le contraire ». En vérité, la situation financière des ouvriers les avait éloignés des propriétés<sup>650</sup> les obligeant à s'orienter vers la location. De leur côté, les commerçants possédaient en moyenne près de 1400 £ en capital, et à cela il fallait inclure les actions, les parts et les obligations, faisant grimper la valeur du capital autour de 2000 £<sup>651</sup>. Le siècle avançait et un fossé encore plus important séparait les commerçants des travailleurs.

<sup>650</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>651</sup> *Ibid.*, p. 69.

Comment alors expliquer cet appauvrissement d'une partie importante de la classe ouvrière, particulièrement chez les charpentiers alors que s'enrichissait considérablement la classe commerçante ? La fragilité du commerce du bois ainsi que le déclin du monopole dans la construction navale se sont révélés à travers la persistance du chômage saisonnier. Tirant parti de leurs ressources, propriétaires et commerçants ont pris des décisions dans le but de conserver leur position privilégiée. Partant d'un contexte de transition au capitalisme industriel qui exige aux chômeurs et aux émigrants ruraux de se convertir en ouvrier qualifié et de se soumettre à la discipline des manufactures, ce serait une erreur de problématiser la transformation de la classe ouvrière à partir d'une perspective mono-causale voire téléologique. En vérité, il s'agit d'une articulation complexe de facteurs différents qui ont contribué à créer cette situation. À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, va s'opérer une stabilisation des relations sociales de propriété capitaliste définie par des règles de reproduction antagoniques<sup>652</sup>. Or avant cette période de normalisation, Québec se trouvait traversé par deux forces économiques. D'un côté, la persistance du secteur naval comme activité économique séculaire et de l'autre, l'inscription du capitalisme industriel dans le paysage urbain.

## 10.2. Le chant du Charley-Man ou la création du capital atlantique

Avant d'entamer significativement son décollage industriel, la colonie reposait sur des relations préindustrielles que nous avons détaillées dans nos chapitres précédents. Pour la ville de Québec plus spécifiquement, il est nécessaire de revenir aux premiers moments de la formation d'une classe ouvrière largement dépendante d'un marché atlantique instable dont la majorité des commerçants et des entrepreneurs provenait

---

<sup>652</sup> Sébastien Rioux et Frédérick Guillaume Dufour, « La sociologie historique, » p. 128.



de la Grande-Bretagne<sup>653</sup>. Activité économique principale de Québec, du Cap-Breton et d'Halifax, l'industrie navale et le commerce maritime s'inscrivent dans la longue durée du développement économique du Canada<sup>654</sup>. L'historien Eric W. Sager souligne non seulement l'importance de cette économie pour le développement colonial, mais également sa préservation. En raison du faible progrès des technologies navales, son mode de production propre ainsi que ses traditions, cette activité maritime telle qu'on la connaissait au XIX<sup>e</sup> siècle a survécu au capitalisme industriel jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>655</sup>. Les bateaux à vapeur et les vaisseaux en alliage n'avaient donc pas aussi rapidement remplacé les embarcations de bois. À Québec toutefois, ce remplacement avait eu lieu plus rapidement qu'ailleurs. Entre 1816 et 1830, le transport à vapeur avait fait l'objet de luttes monopolistiques entre les riches marchands-négociants de Québec et Montréal<sup>656</sup>. Depuis les premiers temps coloniaux, les vaisseaux s'inscrivaient dans un large processus de production et de circulation de marchandises telles que le bois, la morue, les grains et la potasse. Le commerce maritime participait à l'expansion de l'économie-monde en poursuivant une domination de l'espace, à travers les trajets commerciaux, le contrôle de territoires maritimes ainsi que la circulation des marchandises et du capital<sup>657</sup>. Ce contrôle de la circulation et la fonction économique que remplissaient les activités navales ne doivent pas être dissociés des rapports sociaux qui les rendent possibles. Les rapports entre d'un côté les débardeurs, les journaliers et les arrimeurs et les

---

<sup>653</sup> En effet, le début du XIX<sup>e</sup> siècle voit s'installer une première classe ouvrière, Peter C. Bischoff, *Les débardeurs au port de Québec. Tableau des luttes syndicales, 1831-1902*, Montréal, Hurtubise, 2009, p. 31.

<sup>654</sup> Eric W. Sager et Gerald E. Panting, *Maritime Capital: The Shipping Industry in Atlantic Canada, 1820-1914*, McGill-Queen University Press, 1996, p. 18.

<sup>655</sup> Eric W. Sager, *Seafaring Labour: The Merchant Marine of Atlantic Canada, 1820-1914*, McGill-Queen's University Press, 1996, p. 15 et sq.

<sup>656</sup> George Bervin, *Québec au XIX<sup>e</sup> siècle: l'activité économique des grands marchands*, Québec, Septentrion, 1991, p. 252 et sq.

<sup>657</sup> Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System II*, p. 129.

armateurs de l'autre ont permis de positionner Québec comme un port d'importance dans la colonie.

Associée à l'activité marchande, la construction navale était tout aussi essentielle, le vaisseau représentant lui-même une marchandise. Fabriqué et vendu la plupart du temps aux intérêts britanniques —pensons au *SS Royal William* (1831), la construction navale autrefois dynamique allait devenir le maillon faible des activités productives de Québec. Les rapports de classes s'articulaient autour des menuisiers et d'autres ouvriers impliqués dans la construction, des maîtres constructeurs et des propriétaires de chantier. Avant l'avènement d'un capital industriel dominant, le capital commercial et marchand prévalait et avait à sa base une force de travail relativement abondante. Le long des quais de St-Roch et de Champlain, « les arrimeurs recrutent leurs journaliers parmi la masse de débardeurs qui flânent en quête d'ouvrage.<sup>658</sup> » Les débardeurs, les journaliers, les menuisiers et les marins provenaient de classes sociales préindustrielles. Ils étaient fils de cultivateurs, de pêcheurs, d'artisans, etc.<sup>659</sup> Il s'agissait d'à peu près n'importe qui prêt à travailler. Cette relation entre le travail et l'économie met en perspective les conditions de dépendance qui prévalent avant et après la Confédération. En effet, à l'intérieur de la « chaîne commerciale impériale canadienne-britannique » se trouvaient des rapports de domination et d'exploitation dont le surtravail était nécessaire à la matérialisation du capital<sup>660</sup>. Dans ce chapitre, nous laisserons de côté le commerce par bateau pour nous concentrer sur les menuisiers et les autres ouvriers des chantiers navals de Québec inscrits dans le vaste processus de production et d'échange de l'économie mondiale.

---

<sup>658</sup> Peter C. Bischoff, *loc.cit.*, p. 33.

<sup>659</sup> Eric W. Sager, *loc.cit.*, p. 137.

<sup>660</sup> Carl J. Cuneo, « Surplus Labour in Staple Commodities Merchant and Early Industrial Capitalism », *Studies in Political Economy*, vol. 7, 1982, p. 63.

Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le port de Québec représentait un pivot essentiel pour le commerce impérial. L'intense relation import-export prenait corps dans les principes de l'économie classique et nourrissait un système mercantiliste dont la colonie demeurait entièrement dépendante. Par conséquent, un ralentissement des ports britanniques occasionnait un ralentissement des ports coloniaux. Ce commerce avait permis l'émergence d'une bourgeoisie britannique compacte, propriétaire de nombreux navires, de quais, de bâtiments, de chantiers et d'autres lots répartis sur le territoire de Québec<sup>661</sup>. De plus, un réseau financier serré avait rassemblé des bailleurs de fonds de Liverpool comme James Gibb et Duncan Gibb, et impliqué des firmes de la région de Glasgow<sup>662</sup>. Par conséquent, l'économie de Québec reposait sur un marché monopolistique. Les propriétaires des chantiers et des navires de Québec étaient tous Écossais pour la plupart. Le caractère hégémonique de la classe des propriétaires coloniaux définissait les relations sociales de propriété préindustrielle. L'expérience britannique s'était ainsi prolongée grâce au regroupement de marchands et de propriétaires relativement autonomes qui s'était développé sur la base d'un mode d'organisation et d'opérations économiques homogènes<sup>663</sup>. Quoi qu'il arrive sur le marché atlantique, cette classe était toujours tenue à l'abri. Peu importe ce qu'étaient les besoins de la métropole, qu'il y ait une stagnation ou une croissance, peu ou trop d'ouvriers, elle réussissait toujours à équilibrer ses profits par le licenciement ou la baisse des salaires. Cette dynamique articulée autour des relations de propriété repose sur « the productive assets that

---

<sup>661</sup> C'est le cas entre autres de John Munn (1788-1859), un Écossais, dont le succès naval lui value une richesse considérable vers 1840. Sa possession en capital fixe (terres, bâtiments, quais) dans le quartier St-Roch avec un accès à la rivière St-Charles à l'est où se situaient ses chantiers navals illustre très bien l'occupation spatiale de la bourgeoisie nécessaire à l'accumulation du capital. ANQ-Q, CA301/S27/D84, « Plan of the property belonging to John Munn situated in the parish of St. Roch Quebec from actual survey », 18 décembre 1837.

<sup>662</sup> Pierre Dufour, « La construction navale à Québec, 1760-1825 : sources inexplorées et nouvelles perspectives de recherches », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 2, 1981, p. 251.

<sup>663</sup> Cette dynamique prit forme sous l'Angleterre des Tudors et des Stuarts et persista jusqu'à la Révolution industrielle. Voir Robert Brenner, *Merchants and Revolution*, 1993.

classes control, which lead them to adopt certain strategies within exchange relations and which thereby determine the outcome of those market transactions.<sup>664</sup> » Les relations entre ouvriers et constructeurs en termes de travail (production) et en termes de transaction (marché) sont très claires.

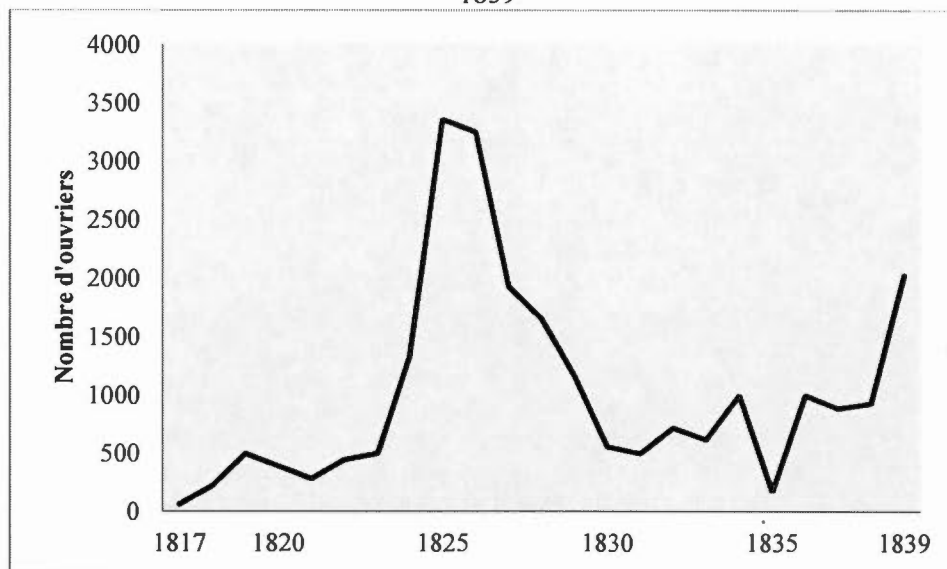
À cet égard, la décennie 1840 à Québec fut traversée de vives tensions entre les détenteurs du capital et les travailleurs, un terreau fertile pour l'émergence d'actions collectives. Encore une fois, à partir de 1825, la construction navale à Québec constituait le bassin principal d'emplois et bon nombre de familles du faubourg St-Roch dépendaient de ses activités. John Munn et John Goudie étaient les principaux propriétaires des chantiers. Alignés le long de la rivière St-Charles, ils employaient selon les caprices du marché un nombre important de charpentiers, de tonneliers, de calfats, de débardeurs, de peintres, etc. L'industrie de la construction de navires de bois était le lieu « où de nombreux ouvriers venaient puiser le pain de leur famille<sup>665</sup> ». C'est sous l'impulsion de cette industrie implantée depuis la colonie française (malgré ses échecs retentissants) qu'une première classe d'ouvriers avait pris forme. Elle allait ensuite grossir sous l'Empire britannique et s'articuler en opposition aux contradictions d'un capitalisme en plein développement.

---

<sup>664</sup> Erik Olin Wright, (ed.), *The Debate on Class*, London, Verso, 1989, p. 13-14.

<sup>665</sup> Narcisse Rosa, *La construction des navires à Québec et ses environs: grèves et naufrages*, Québec, Imprimerie Léger Brousseau, 1897, p. 5.

Graphique 1.8. Nombre d'ouvriers employés sur les chantiers navals de Québec entre 1817 et 1839



Source : Selon les chiffres obtenus par le *Quebec Mercury*, 11 février 1840.

La centralisation des moyens financiers dépendait d'une main-d'œuvre stagnante, c'est-à-dire irrégulière, disponible à l'emploi, été comme hiver. Bien que les opérations se poursuivaient durant la saison hivernale, cette période restait fréquemment frappée par le chômage. Cependant, ce sous-emploi ne pouvait être attribué qu'au froid. En vérité, il reposait plutôt sur des décisions économiques dont les conséquences directes s'ensuivaient d'une période de pauvreté. L'historienne Judith Fingard a bien montré comment la pratique des entreprises d'abaisser les salaires et de se départir d'une main-d'œuvre durant l'hiver participait d'une idéologie économique et utilitariste qui s'est perpétuée jusqu'à tard après la Confédération<sup>666</sup>. C'est dans ce contexte extrêmement difficile que les ouvriers francophones et immigrants se trouvaient subordonnés aux commandes outre-mer et à l'extraction des matières premières, plus particulièrement du bois équarri utilisé pour

<sup>666</sup> Judith Fingard, « The Winter's Tale : The Seasonal Contours of Pre-industrial Poverty in British North America, 1815-1860 », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 9, n° 1, 1974, p. 82-86.

la construction navale. De manière générale, les maîtres de chantier entreprenaient la construction de navires soit par contrat (nombre d'entre eux étaient octroyés par la Grande-Bretagne) soit à leur risque, espérant trouver preneur une fois leur vaisseau achevé<sup>667</sup>. Afin de respecter leur engagement envers les banques, les fournisseurs et d'autres capitalistes, ils étaient obligés de terminer la construction et de vendre, car un navire complété ne pouvait rester inopérant sur un chantier. Par contrat, le taux de salaire des ouvriers était dès le départ inconnu des maîtres constructeurs et était décidé plus tard. Sans contrat, le gage des ouvriers restait flou jusqu'à ce que les vaisseaux soient vendus à perte ou à profit. Pour Eric W. Sager l'expérience des maritimes montre cette grande richesse des propriétaires de navires et de chantiers constamment préoccupés à estimer les profits à prévoir<sup>668</sup>, une diligence essentielle dans le processus de valorisation du capital.

En période difficile, les journaux comme *The Quebec Gazette*, *Quebec Mercury* ou *Le Canadien* évoquaient le talent des constructeurs et des propriétaires, créateurs de richesse et les grandes difficultés auxquelles ils étaient confrontés. Alors qu'en décembre 1840, une grève des charpentiers de navire se dessinait à l'horizon, on avait vigoureusement défendu les propriétaires en évoquant la « loi qui règle la rétribution du travail ». Cette « loi » économique se basait sur l'estimation du profit et les intérêts particuliers que seul le flair des entrepreneurs pouvait décrypter :

Y a-t-il plus d'ouvriers que d'ouvrage, les salaires doivent nécessairement baisser. De même, y a-t-il plus d'ouvrage que d'ouvriers, les prix devront aussi nécessairement hausser [...] cette année sans doute [les maîtres de chantiers] ont moins d'ouvrage de commandé, ou les prix qu'ils attendent eux-mêmes sont plus bas, et ils offrent moins; car nous ne pouvons supposer qu'ils voudraient spéculer sur les besoins de leurs employés, leur donner de petits gages, tandis qu'ils sont assurés de prix élevés. [...] le bas prix de la main-d'œuvre fera mettre beaucoup d'ouvrage sur le chantier, et la grande somme d'ouvrage à faire fera hausser les gages. C'est là la loi

---

<sup>667</sup> *Le Canadien*, 14 janvier 1848.

<sup>668</sup> Eric W. Sager, *op.cit.*, p. 132.

qui règle la rétribution du travail, et vouloir en établir d'autres, c'est se préparer de plus grands maux que celui dont on veut se délivrer<sup>669</sup>.

La vision des événements était quant à elle différente chez les ouvriers. Plongé en pleine grève des charpentiers, le port de Québec voyait ses chantiers fermés et les ouvriers houspiller publiquement les constructeurs de navires au « monopole odieux » qui pour des raisons économiques ne renouvelaient pas l'ouvrage et privaient les ouvriers « et leurs familles de tous moyens de subsistance<sup>670</sup> ». Dans les chantiers situés au pourtour du quartier St-Roch, environ 1,650 hommes étaient à pied d'œuvre au début du printemps 1841, représentant 58 % de la force de travail de l'ensemble des chantiers de Québec<sup>671</sup>. Des observateurs enthousiastes ne cachaient pas leur fierté de voir se construire et s'élever de la main même de l'homme de grands bâtiments. Narcisse Rosa, rare francophone à être maître constructeur de navires et responsable du chantier à l'ouest de la Pointe-aux-Lièvres, une zone d'extension industrielle de St-Roch, décrit une scène pour le moins idyllique d'ouvriers à l'ouvrage à une époque où le navire de bois n'avait pas encore été supplanté par celui à coque métallique :

Mais cette bonne humeur n'avait pas de bornes lorsqu'il était question de transporter à force de bras les pièces soit de la quille, de l'étrave ou de l'étambot. Alors avait lieu le concert du chantier. Si les pièces n'étaient pas trop lourdes, une des meilleures voix entonnait une chanson et tous les autres de répondre en chœur. Mais si la pièce de bois était très lourde, on chantait "Charley-Man" [...] Souvent les mères prenaient la peine de se rendre le soir avec leurs enfants aux abords du chantier pour entendre chanter le "Charley-Man"<sup>672</sup>.

Les conditions des ouvriers n'étaient pas aussi allègres que le laisse penser ce témoignage. De nombreux autres récits retracent les conditions difficiles dans

---

<sup>669</sup> *Le Canadien*, 4 décembre 1840.

<sup>670</sup> *Le Canadien*, 21 décembre 1840.

<sup>671</sup> *Quebec Mercury*, 10 avril 1841.

<sup>672</sup> Narcisse Rosa, *op.cit.*, p. 8.

lesquelles étaient pratiqués ces métiers, sans compter les chantiers exposés à toutes sortes d'incidents, les salaires réduits et l'embauche d'ouvriers sans qualification au détriment d'ouvriers qualifiés. Il suffit de noter l'importante fluctuation de l'emploi dès 1817 comme le montre le graphique 1.8 pour comprendre les difficultés engendrées par la volatilité du marché de la construction de navires. L'intermittence du travail était plus fréquente que le plein emploi et les conditions économiques combinées à la baisse des salaires rendaient difficile l'accès aux denrées. Devant la détérioration grandissante de leur condition de vie, les ouvriers ont été amenés à renforcer leur répertoire d'actions. Le sociologue Charles Tilly indique que l'existence d'un tel répertoire signifie que les revendicateurs disposent de moyens pour interpeller collectivement un enjeu et dont les actions varient en force. Il s'agissait de faire circuler des revendications claires dans la presse, lors de grève, d'interpeller le parlement et dans certains cas d'utiliser la violence. Ainsi les ouvriers de Québec ont développé des « structures de revendications » (structures of claims) qui appelaient d'une part la population à se positionner et d'autre part, à créer des opportunités pour faire valoir leurs revendications<sup>673</sup>. En vague successive, on peut donc apprécier le renforcement des moyens de revendication sans pourtant prétendre qu'ils constituent entièrement un répertoire fort. Nous verrons pourquoi plus loin.

Les conditions difficiles à la fin de la moitié du siècle ont donc mené à une première grève ouvrière majeure qui dura 18 jours<sup>674</sup>. Le 3 décembre 1840, s'était tenue une assemblée de charpentiers qui reprochaient aux maîtres de chantier de ne vouloir leur « donner que trois schellings par jour », alors qu'ils réclamaient « quatre schellings pour la saison d'hiver. La journée de travail débutait le matin pour finir le soir, ce qui

---

<sup>673</sup> « Performances clump into repertoires of claim-making routines that apply to the same claimant-object pairs: bosses and workers, peasants and landlords, rival nationalist factions and many more », Charles Tilly, *Contentious Performances*, p. 14-15, 142.

<sup>674</sup> Robert Tremblay, « La grève des ouvriers de la construction navale à Québec (1840) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983, p. 231.



faisait environ huit heures de travail, en ôtant le temps alloué pour le dîner<sup>675</sup> ». Cette grève de 1840 a été analysée par Fernand Ouellet puis Robert Tremblay, il n'est donc pas nécessaire d'y revenir en détail. Simplement, cette mobilisation ouvrière révèle plusieurs choses intéressantes, notamment celle d'un cas d'école dans l'histoire économique et sociale de la ville de Québec. C'était la première fois que s'étaient exprimées aussi clairement des revendications sur la base d'une exploitation. Le prélèvement du surtravail des ouvriers en gelant notamment les salaires répondait en fait aux principes de la valorisation du capital. Les ouvriers sont ensuite devenus pleinement conscients de ce mécanisme au cours de leurs revendications. Ils s'en prenaient à ce lien de dépendance, à ce « le vil prix » qu'on leur offrait en échange de leur travail « tandis qu'ils [les propriétaires] vend[aient] leurs vaisseaux à haut prix, au-delà de l'Atlantique.<sup>676</sup> »

### 10.3. Domination, exploitation et répertoire d'actions

En dépit des périodes d'expansion et de contraction de l'économie coloniale, la situation des familles ouvrières inquiétait les élites locales. Ces dernières avaient proposé ça et là des solutions qui répondaient la plupart du temps aux principes de l'économie politique classique. Le marché anglais surchargé de vaisseaux à vendre et les décisions économiques prises par Londres avaient amené des disettes pour plusieurs hivers. Des centaines de travailleurs devaient trouver ailleurs « les moyens de subsistance pour eux et leurs familles<sup>677</sup> ». La charité publique devait suffire à porter secours aux ouvriers appauvris, pourtant leur nombre était trop important et avait posé problème dès le départ. Certains condamnaient l'assistance aux chômeurs. Pour qu'elle soit légitime, il devait y avoir en retour une « entière compensation en

---

<sup>675</sup> *Le Canadien*, 4 décembre 1840.

<sup>676</sup> *Le Canadien*, 21 décembre 1841 ; Robert Tremblay, *op.cit.*, p. 238.

<sup>677</sup> *Le Canadien*, 18 octobre 1841.

travail ». Le système d'assistance gratuite était « le pire des systèmes », habituant « les classes pauvres à la fainéantise et à l'imprévoyance<sup>678</sup> ». Les véritables solutions étaient ailleurs, conformes aux besoins économiques. D'abord, les contradicteurs de l'assistance proposaient que les pauvres quittent la ville et cherchent de l'emploi chez les cultivateurs. Pour ceux ayant une famille nombreuse ne pouvant se déplacer, il fallait établir des ateliers pour les occuper, par exemple à St-Roch où ils travailleraient « des blocs pour servir au pavage des rues. » La ville gagnerait ainsi à « employer profitablement les classes pauvres à d'autres travaux » pour un « gage modique », ce qui permettrait de faire baisser les coûts engendrés par ces travaux.

Encore une fois, cette tension persistante entre prospérité et pauvreté entraînait des réactions extrêmes. La morale économique condamnait le manque de prudence des familles ouvrières, seules responsables de leur appauvrissement. Lors d'instabilité économique, le manque de discipline budgétaire des ouvriers était nécessairement l'objet de critique publique. Durant la grève de 1840, certains étaient désolés de constater des pertes financières importantes pour Québec et avaient bien pris le soin de rappeler la responsabilité d'épargner, car « malheureusement, les classes ouvrières ici comme ailleurs sont sans prévoyance, elles ont vécu l'année dernière comme si les gages de 5 à 7 schellings devaient toujours durer<sup>679</sup> ». Deux ans après la grève des charpentiers, les conditions de travail ne s'étaient guère améliorées et le visage de la misère se durcissait durant l'hiver. La situation était si pénible qu'un regroupement de Québec nommé l'*Association charitable du bois de chauffage de Québec* s'était engagé à distribuer des cordes de bois à rabais (à 5 schellings au lieu de 12) pour les pauvres et les ouvriers victimes du chômage. Cette situation avait été assez préoccupante pour que l'on incorpore l'association afin de la soumettre à une

---

<sup>678</sup> *Loc.cit.*

<sup>679</sup> *Le Canadien*, 4 décembre 1840.

régulation politique en 1845<sup>680</sup>. L'hiver de 1842 était donc difficile à tout point de vue. On estimait que 2,500 ouvriers s'étaient retrouvés sans emploi<sup>681</sup> et des familles avaient fait de nombreux sacrifices, notamment en renonçant peu à peu à leur mobilier afin de le vendre pour de la nourriture<sup>682</sup>. Le 24 décembre, « d'après une réquisition d'un grand nombre de citoyens », une réunion avait été convoquée afin d'élaborer un plan pour mettre fin aux « souffrances de la classe ouvrière en cette ville<sup>683</sup> ». À la suite d'un rapport, et malgré les oppositions du maire contre les solutions suggérées, la ville avait décidé d'employer les ouvriers chômeurs à casser de la pierre et préparer les blocs pour le pavage des rues. En plus de ne toucher que 1 schelling et 8 deniers par jour, ces derniers devaient faire la preuve d'un certificat signé par les autorités religieuses faisant état de leur situation<sup>684</sup>. Devant l'incertitude du marché et parce que plusieurs familles étaient « exposées à mourir de faim, à vivre de charité » ou dépensaient « inévitablement le fruit de leurs économies antérieures », on proposa une union sacrée entre capitalistes et ouvriers grâce à la création d'une organisation offrant des emplois en période creuse, notamment dans des filatures à coton<sup>685</sup>.

Les difficultés économiques engendraient définitivement des difficultés d'ordre social. Les premiers répertoires d'action consistaient à tenir des rassemblements après la messe ou après le travail, à envoyer des pétitions ou encore à faire la grève. Cette structure de revendications correspondait aux stratégies des années quarante et cinquante et avait pour but de « briser la routine politique » grâce aux actions visibles. Tilly mentionne qu'un mouvement prend sa force en retenant l'attention des

---

<sup>680</sup> « Acte pour incorporer l'Association charitable du bois de chauffage de Québec », 29 mars 1845, *Les statuts provinciaux du Canada*, 1845, p. 559.

<sup>681</sup> *Quebec Mercury*, 8 décembre 1842.

<sup>682</sup> *Quebec Mercury*, 10 décembre 1842.

<sup>683</sup> *Le Canadien*, 26 décembre 1842 ; *Quebec Mercury*, 27 décembre 1842.

<sup>684</sup> *Le Canadien*, 2 janvier 1843.

<sup>685</sup> *Le Canadien*, 14 janvier 1848.

observateurs, des autorités et des adversaires<sup>686</sup>. Les mécontentements vis-à-vis des conditions difficiles, particulièrement en hiver, ont entraîné une prise de conscience de la part de la société et des autorités politiques. Durant l'automne 1857, des ouvriers de St-Roch avaient recueilli des signatures après les messes et adressé une pétition au maire dans laquelle ils demandaient du travail à n'importe quel prix, qu'il vienne de la « Corporation », du gouvernement ou des citoyens<sup>687</sup>. Majoritairement des charpentiers de navire, plus de trois milles d'entre eux s'étaient massés autour de l'hôtel de ville le 16 novembre pour entendre le maire. Devant l'agitation ambiante, plusieurs personnes en autorité « addressed the meeting, advising the maintenance of law and order. » Les milliers d'ouvriers étaient ensuite retournés tranquillement en Basse-Ville.

#### 10.4. Violence, économie et violence économique

La soumission, l'injustice ou l'oppression, ou la combinaison des trois suffisent pour un mouvement à adopter des stratégies de plus en plus radicales<sup>688</sup>. On peut présumer que la domination coloniale d'un secteur économique particulier (construction de navire) et l'exploitation des ouvriers (gel, baisse de salaire ou renvoi) avaient intensifié les contestations. Le déclin des activités sur les chantiers annonçait de profondes transformations dans l'organisation du travail. D'une part, la fin imminente du monopole naval de Québec au profit d'autres ports plus riches et mieux organisés et, d'autre part, la progression des manufactures et d'un nouveau rythme de production permettent en effet de faire ressortir la nature de la crise. Les mobilisations, les grèves, les pétitions et parfois, la violence suivie de la répression exprimaient le mieux la réaction populaire aux mutations du capitalisme. Durant

---

<sup>686</sup> Charles Tilly, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, p. 369.

<sup>687</sup> *Quebec Mercury*, 17 novembre 1857 ; *Le Canadien*, 18 novembre 1857.

<sup>688</sup> Charles Tilly, *op.cit.*, p. 370.

l'automne 1867, les charpentiers avaient fait la grève pour les mêmes raisons. Cette fois, ils étaient organisés en société et avaient des liens avec d'autres associations sur le continent<sup>689</sup>. La grève devait être générale. Par conséquent, les ouvriers devaient s'abstenir de se présenter aux chantiers. Après que certains aient empêché d'autres ouvriers de se rendre au chantier d'Isidore Samson dans St-Roch, les tensions avaient éclaté en rixe et avaient forcé les carabiniers du gouvernement à intervenir vigoureusement, faisant un mort. Des accusations contre 24 ouvriers furent déposées et seulement 19 d'entre eux furent faits prisonniers<sup>690</sup>. En réaction à cette répression, plus de 1,500 citoyens, dont 500 ouvriers de la Société des charpentiers de navires, s'étaient rassemblés au Palais de justice où étaient stationnées quatre compagnies de Rifle Brigade. La foule contestait l'escorte militaire des travailleurs prisonniers contre qui des accusations d'émeute et d'agression contre Isidore Samson avaient été portées, chacun sujet à une caution de 200 \$<sup>691</sup>. La même année était créée l'Union de protection des charpentiers et calfats de navires de la ville de Québec destinée à défendre les intérêts ouvriers.

Une attention particulière sur l'évolution des grèves, la nature du litige et du règlement permet d'examiner un processus intéressant à l'œuvre dans la société. En effet, lorsque l'on observe l'évolution du nombre de grèves par année en comparant le degré de violence de ces grèves, le rapport des travailleurs vis-à-vis l'économie et l'État devient plus clair. Le sociologue Siniša Malešević indique que « whereas in the pre-modern world, violence was a social device for the demarcation and reinforcement of inter-group hierarchies, in modernity, violence is often a mechanism for the organizational and ideological control of the entire social order.<sup>692</sup> » Cette

---

<sup>689</sup> « It is said that an organization spread over the continent in the interest of the laboring classes, with which the Societies of Quebec have become affiliated. », *Quebec Mercury*, 28 octobre.

<sup>690</sup> Il s'agissait de charpentiers âgés entre 18 et 60 ans.

<sup>691</sup> *Le Canadien*, 28 octobre 1867, 30 octobre 1867 et *Quebec Mercury*, 28 octobre.

<sup>692</sup> Siniša Malešević, « Forms of brutality: Towards a historical sociology of violence », *European Journal of Social Theory*, vol. 16, n° 3, p. 280-281.

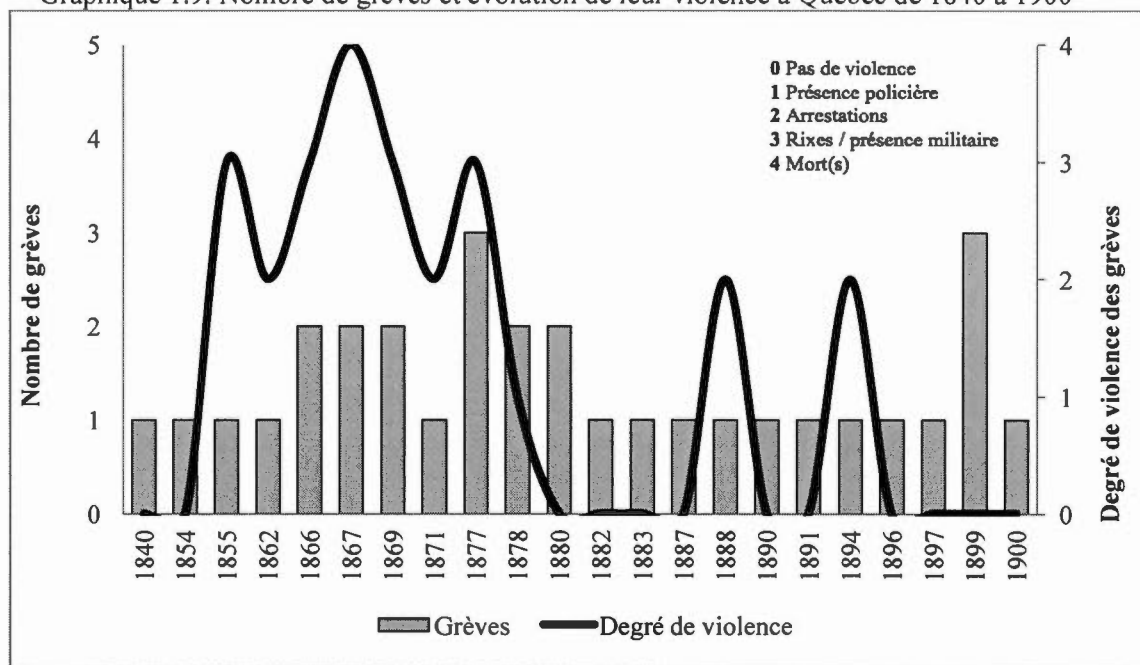
violence légitime a été employée contre les ouvriers et ces derniers ont également employé des moyens violents pour faire entendre leurs revendications. La capacité politique pour soit réprimer un mouvement ou bien consulter un groupe mécontent entraîne des conséquences opposées en ce qui a trait au processus de démocratisation d'une société. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la trentaine de grèves qui avaient secoué la ville n'avaient duré que quelques jours, parfois quelques semaines, sans plus. Le degré de violence cependant était différent. Le litige principal concernait le refus du patron d'augmenter le salaire des ouvriers (42 %), ensuite venait la réduction subite des salaires (16 %) et enfin le non-respect des règles syndicales, l'embauche d'autres ouvriers, les heures supplémentaires impayées, etc. Qu'il soit réduit ou que l'on réclame son augmentation, le salaire représentait le cœur des conflits ouvriers. Dépendamment de la réponse politique, le déroulement des grèves se concluait avec des arrestations et des bagarres.

Une baisse notable des actions violentes nous amène à croire à une forme de démocratisation à l'œuvre. L'État serait parvenu à policer ses membres et les grèves ouvrières ne seraient désormais poursuivies qu'à l'intérieur d'une démarche pacifique. En d'autres termes, la répression d'une violence illégitime par l'usage d'une violence légitime comme processus que l'on associe d'ordinaire à la modernité<sup>693</sup>, serait un phénomène des sociétés industrielles. Pour y voir clair, voici une évolution des grèves de Québec durant le XIX<sup>e</sup> siècle et le niveau de violence connu pour chacune d'elle.

---

<sup>693</sup> Max Weber, *Économie et société. Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, 1971 ; Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Plon, 1975 ; Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990–1992*, Wiley, 1993.

Graphique 1.9. Nombre de grèves et évolution de leur violence à Québec de 1840 à 1900



Source : Graphique constitué à partir des données de Jean Hamelin, Paul Larocque et Jaques Rouillard, *Répertoire des grèves dans la province de Québec au XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Presses de l'École des Hautes Études commerciales, 1970.

Une chose paraît certaine, le degré élevé de violence (1855-1877) correspond aux périodes d'incertitudes économiques de la Panique de 1857 et de la Longue dépression de 1873. L'économie fait donc violence aux familles qui peuvent être amenées à répondre par des moyens extrêmes. On pourrait croire que la progression des relations sociales capitalistes, les inégalités qu'elles entretiennent auraient pu alimenter les réponses violentes. Comment alors expliquer une baisse de la violence (tendance linéaire vers la baisse) ? Le Québec était-il en voie de pacification ? Il faudrait effectuer une étude plus large sur la nature des grèves et mesurer le degré de violence sur l'ensemble du territoire. Cependant, à partir d'une perspective strictement politique, le cas de Québec permet d'apprécier l'apparition d'un processus de démocratisation, si l'on se rapporte à la diminution de la violence, aux processus

de consultation et à l'augmentation des associations syndicales<sup>694</sup> vers la fin du siècle. Toutefois, la démocratisation n'éclaire qu'une partie du problème et ne parvient pas à expliquer seule la présence ou l'absence de violence. En fait, la démocratisation dans l'expérience canadienne a plus à voir avec l'économie qu'avec les revendications populaires. Par conséquent, le XIX<sup>e</sup> siècle connaît plutôt une mutation de la violence qu'une amélioration des conditions sociales. En réalité, il s'agit de réprouver la violence personnelle (crime) et collective (grève, manifestation, attentat), un processus à l'œuvre depuis les Lumières<sup>695</sup>. La violence collective est généralement réprimée alors que la capacité coercitive de l'État continue d'être exploitée contre les minorités autochtones, les femmes, les immigrants, différents groupes religieux, etc. La violence n'a donc pas disparu, elle est monopolisée par le politique. Toutefois, sa réalisation ne s'arrête pas là. La violence est aussi un aspect puissant du capitalisme. Cette violence abstraite fondée sur la propriété privée et les relations de production s'exprimait à travers l'État et plus précisément la « orderly oppression of law<sup>696</sup>. » À travers l'État donc, on peut observer une démocratisation de la violence économique plutôt qu'une démocratisation de l'opposition au capitalisme.

Pour ces raisons, le contentieux entre les ouvriers et les propriétaires avait suscité un mouvement local fort parfois violent, mais n'était pas parvenu à se constituer en mouvement populaire au répertoire d'actions fort. D'abord, la plupart des conflits sont parvenus à une compréhension commune (shared understanding) entre les groupes opposés. De plus, ces conflits ne se sont pas homogénéisés, malgré les quelques innovations dans la réalisation des actions comme les pétitions, les assemblées publiques ou les grèves. Surtout, il n'y a pas eu de récurrence

---

<sup>694</sup> Charles Tilly, *Democracy*, Cambridge University Press, 2007, p. 34 et 60.

<sup>695</sup> Siniša Malešević, *op.cit.*, p. 279-280.

<sup>696</sup> Derek Sayer, *The Violence of Abstraction*, p. 144 et sq.



systématique soutenue de ses actions (routinization)<sup>697</sup>. Bien que les charpentiers se soient associés, que les cordonniers se soient affiliés aux Chevaliers de Crépin, un mouvement ouvrier américain, les revendications n'emportaient l'adhésion que d'une infime partie de la société et de quelques élites politiques. La force des revendications n'a pas été suffisante pour que la ville et l'État adoptent d'urgence des réformes durables en la faveur des ouvriers. En cas de chômage sévère, le régime colonial était en mesure d'intervenir. Comme le précise Tilly, « the organization of national political regime strongly affects the content of contentious repertoires<sup>698</sup> ». En d'autres mots, le régime politique peut mettre à disposition des ressources afin d'apaiser les inquiétudes et les contestations populaires. Si le gouvernement ne fait rien, la tâche est reléguée aux instances locales avec l'octroi de fonds religieux et municipaux pour l'hiver<sup>699</sup>, l'emploi de chômeurs au concassage et dans les filatures de coton ou encore avec le soutien des maisons d'industrie<sup>700</sup>. Ces changements provisoires obligeaient les ouvriers à revendiquer de nouveau, à recréer une structure de revendications et tenter d'obtenir l'appui populaire. Dans cette perspective sociopolitique du contentieux, l'intervention du politique dans les conflits quotidiens dépendait d'une grande capacité des régimes à affronter la controverse et les litiges. Pour Tilly, la Grande-Bretagne l'illustre bien.

#### 10.5. Situation et formation d'une classe

Les révoltes ouvrières ont été motivées par plusieurs raisons. L'une d'elles était les conditions matérielle et financière des familles largement dépendantes d'un salaire

---

<sup>697</sup> L'exemple type d'un répertoire fort demeure la Grande Bretagne qui, autour de 1820, a définitivement inventé le mouvement social, notamment en innovant et en normalisant le conflit. Nous pouvons penser au mouvement chartiste par exemple. *Contentious Performances*, p.141-144.

<sup>698</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>699</sup> Tenue au palais de justice, une réunion rassemblant plus de trois mille ouvriers et plusieurs notables, présidée par M<sup>re</sup> Cazeau et le révérend A. W. Mountain, *Quebec Mercury*, 3 décembre 1857.

<sup>700</sup> Peter Baskerville et Eric W. Sager, *op.cit*, p. 34.

unique. La précarité engendrée par la prolétarianisation d'une partie d'entre elles a ainsi créé un terreau fertile pour une série de revendications. Il est difficile de connaître le moment précis où s'est formée une conscience de classe à Québec, dès lors que le travail artisan et ouvrier existait depuis des lustres et que la première loi qui réglementait les ouvriers en vigueur jusqu'en 1889 datait de 1802<sup>701</sup>. Cette formation relève davantage d'un processus que d'une apparition subite. Toutefois, il est possible d'observer des parentés dans les expériences sociales et économiques, entendues comme expérience de classe<sup>702</sup>. En étudiant les débardeurs du port de Québec, Peter Bischoff a bien montré la formation d'une classe de journaliers canadien-français et irlandais dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et leurs luttes contre les arrimeurs, la chambre de commerce et le gouvernement<sup>703</sup>. À partir de quelques caractéristiques matérielles et d'une expérience commune fondée sur un rapport de domination, il est possible de dégager le sens sociologique que prend cette conscience de classe, que ce soit d'un point de vue strictement économique à partir des salaires que touchaient les ouvriers ou à travers l'exploitation collectivement vécue. Ceci correspond aux éléments structurels de la classe<sup>704</sup>. Cependant, les relations économiques seules n'éveillent pas une conscience de classe. Il y a les revendications, les pétitions et les grèves qui reposent sur une relation permanente avec des formes de domination. Ces actions contribuent à l'essor d'une conscience collective. Encore une fois, il ne suffit pas d'affirmer que la classe ouvrière est apparue à la lumière des grèves. Comme le rappelle E. P. Thompson au sujet de la classe ouvrière anglaise, cette dernière

---

<sup>701</sup> Une première loi qui régit en fait les rapports entre les apprentis et leur maîtres. *Statuts provinciaux du Bas-Canada*, George III, Chapitre XII, p. 74.

<sup>702</sup> Par exemple, Edward P. Thompson distingue la *situation* de classe à la *formation* de la classe, permettant de différencier les conditions de classe de la classe en tant que tel, Ellen M. Wood, « The Politics of Theory and the Concept of Class: E.P. Thompson and his Critics », *Studies in Political Economy*, vol. 9, 1982, p. 52.

<sup>703</sup> Peter C. Bischoff, *op.cit.*, p. 85.

<sup>704</sup> *The Making of The English Working-Class* de Edward P. Thompson a d'ailleurs été critiqué sur ce terrain en imputant au texte d'être incapable de définir les classes du point de vue « structurel ».

reposait sur des pratiques sociales conscientes, parfois « radicales » adoptées pour déjouer et éviter, pour un temps du moins, les forces écrasantes du marché libéralisé<sup>705</sup>. Cette prise de conscience dont témoignent les diverses stratégies, et qui contribue à la formation de la classe ouvrière, reposait également sur le type d'espace, les habitations, la consommation, la santé<sup>706</sup>, etc. Également, les pratiques associatives comme la mutualité marquent la conscience de classe<sup>707</sup>. Ceci correspond à la situation de classe chez Thompson qu'Ellen M. Wood résume ici :

« [...] relations of production distribute people into class situations, that these situations entail essential objective antagonisms and conflicts of interest, and that they therefore create conditions of struggle. Class formations and the discovery of class consciousness grow out of the process of struggle, as people "experience" and "handle" their class situations. It is in this sense that class struggle precedes class<sup>708</sup>. »

La formation et l'éveil d'une classe renvoient donc à un processus historique antagonisant articulé autour de formes à la fois claires et diffuses d'exploitation et de domination. La richesse matérielle représente le plus nettement les contours d'une classe sociale, mais également les conséquences des formes de domination et d'exploitation. Cette richesse renvoie à un certain espace urbain, un certain mode de vie et met en lumière la reproduction sociale qui en dépend. La dynamique du

---

<sup>705</sup> Edward P. Thompson, *The Making of The English Working Class*, London, Penguin books, 1980 [1963], p. 781.

<sup>706</sup> Comme le rappelle Paul Larocque en citant les archives de Québec sur l'hygiène urbaine, les trottoirs, les cours et les ruelles étaient inondés d'un purin constamment renouvelé par la pollution chevaline. Les eaux d'égout étaient déversées dans la rivière St-Charles dont le débit très lent et les marées basses dégageaient une odeur nauséabonde, « Aperçu de la condition ouvrière à Québec (1896-1914) », *Labour/Le Travail*, vol. 1, 1976, p. 125.

<sup>707</sup> L'émergence des mutualités par exemple, « doit être replacée dans cette vision du monde qui fait de la mutualité une question de solidarité concrète, dépouillée de la « corruption » de la société libérale moderne », Martin Petitclerc, « 'L'association qui crée une nouvelle famille'. L'expérience populaire de la mutualité lors de la transition à la société de marché », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n° 3, 2006, p. 263 et 287. À ce titre, en mai 1875, une première société de construction mutuelle fut fondée à St-Roch, destinée à soutenir les hommes « dans nos manufactures ou au sein de nos ateliers d'industrie » et leur famille, *Journal de St-Roch*, 15 mai 1875.

<sup>708</sup> Ellen. M. Wood, *op.cit.*, p. 49.

capitalisme à l'échelle de l'échange a également nourri un marché de biens et de services. Depuis les années 1820 et 1830, s'était établi un marché de biens alimentaires et produits divers mené par le commerce de détail. Les articles de luxe, les spiritueux ainsi que des produits comme du champagne, du vin, des cigares ou des tissus orientaux restaient destinés à une clientèle bien précise<sup>709</sup>. Ces relations obligeaient désormais les acteurs sociaux à passer par un marché pour assurer leur subsistance. À Québec, certaines familles achetaient leur nourriture à crédit<sup>710</sup>. L'endettement ne représente qu'une partie des contraintes engendrées par le régime capitaliste, mais exprime clairement la conséquence d'une violence de l'économie. À l'instar de la transition d'une agriculture de subsistance vers une exploitation de type capitaliste, la transition industrielle avait provoqué des crises profondes.

Les chapitres précédents nous ont permis d'examiner l'union sacrée entre la formation de l'État et la progression du capitalisme. Les grèves constituent des exemples manifestes de la violence abstraite du capitalisme d'un côté et de la violence légitime de l'État de l'autre. Le capitalisme crée des conditions de vie et pèse sur les décisions stratégiques des propriétaires et des entrepreneurs. Cette violence a mené au développement d'une conscience de classe et des groupes à engager des luttes contre les détenteurs du capital. Bien sûr, à plusieurs moments, la réponse politique a été la répression. Au demeurant, les pétitions, les marches et les grèves expriment une réaction à la violence économique. Toutefois, le XIX<sup>e</sup> siècle ne présente pas une démocratisation claire des actions et des revendications, mais plutôt leur condamnation politique. Grâce à l'idéologie libérale, préservée par la capacité

---

<sup>709</sup> George Bervin, « Aperçu sur le commerce et le crédit à Québec 1820-1830 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 4, 1983, p. 533.

<sup>710</sup> « The Quebec wholesale and retail grocery business both give longer credits than any other city in the dominion », *Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada : Evidence, Quebec*, part II, Ottawa, A. Senecal, 1889, p. 1057.

coercitive de l'État, c'est au contraire la violence économique qui s'est démocratisée et légitimée.

## CHAPITRE XI

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA VILLE : STRATÉGIES ET CRISE  
ÉCONOMIQUE

Les formes de domination, d'exploitation et de violence sont centrales dans le développement du capitalisme et la formation de l'État. Le chapitre précédent nous a permis d'en prendre la mesure en nous intéressant aux différentes revendications ouvrières qui préfigurent la formation d'une classe sociale. Or l'expérience urbaine recèle d'autres pièges. À l'extérieur des relations de travail, les inégalités étaient aussi manifestes dans les quartiers ouvriers. L'accès à la propriété et au logement représente un phénomène urbain important. L'industrialisation et la croissance économique justifiaient l'expansion territoriale des villes en supposant offrir davantage de place. Cette production de l'espace, au lieu de résorber les inégalités, les accentuait. En d'autres mots, l'urbanisation s'appuyait sur la préservation des hiérarchies sociales. Toutefois, il faut se garder d'y voir un déterminisme complet. Le sociologue Klaus Ronneberger affirme que « in modern industrial societies, the everyday is clearly molded in fundamental ways by economic-technological imperatives that colonize space and time. However, collective social praxis cannot be subsumed completely under this systemic logic: there always remains something that escapes domestication <sup>711</sup>. » Si notre intention est d'abord de décrire cette appropriation de l'espace, le système de propriété, etc., elle est doublée d'une volonté de présenter les stratégies adoptées par les familles ouvrières pour échapper aux « déterminismes » urbains. Ce faisant, l'apparition de pratiques non conformes au modèle nucléaire dominant de la famille, c'est-à-dire celui de la coresidence de

---

<sup>711</sup> Klaus Ronneberger, « Henri Lefebvre and The Urban Everyday Life » in, Kanishka Goonewardena and al., *Space, Difference, Everyday Life: Reading Henri Lefebvre*, New York, Routledge, 2008, p. 135.

membres d'une même famille tel que défendu par l'Église, dévoile l'inventivité des familles sous le capitalisme.

Dans ce chapitre, il sera donc question de la ville et des rapports sociaux qu'elle génère. Comme Engin F. Isin l'affirme, « historical sociology of the city is about the city as such.<sup>712</sup> » L'idée de la ville, à savoir son rapport au droit, à la politique et à l'économie repose sur un processus complexe qui dépasse le sujet de notre thèse. En revanche, c'est l'ensemble urbain, et particulièrement les relations sur lesquelles se construit la ville qui sera l'objet de ce chapitre. Philip Abrams l'avait déjà mentionné, « the town is a social form in which the essential properties of larger systems of social relations are grossly concentrated and intensified —to a point where residential size, density and heterogeneity, the formal characteristics of the town, appear to be in themselves constituent properties of a distinct social order.<sup>713</sup> » Maurice Dobb avait aussi examiné ce phénomène dans ses études sur la transition au capitalisme précisant qu'à partir du déclin féodal était apparue la ville comme foyer du capital industriel. Certes, les récentes études ont montré que ce processus s'avère beaucoup plus subtil. Toutefois, le rôle de la ville dans la transition au capitalisme met en lumière les différents régimes de propriété ainsi que le rôle que joue la propriété dans la croissance économique de la ville. Un régime de propriété correspond à un certain type d'organisation urbaine, de la cité, du faubourg ou de la ville. Il repose sur un ensemble de droits, de relations de pouvoir, un marché, etc. La ville capitaliste du XIX<sup>e</sup> siècle présente une hiérarchie sociale visible par ses quartiers, ses artères et son architecture. Québec l'illustre parfaitement.

---

<sup>712</sup> Engin F. Isin, « Historical Sociology of The City », in Gerard Delanty et Engin F. Isin (eds.), *op.cit.*, p. 312-313.

<sup>713</sup> Philip Abrams, « Towns and Economic Growth : Some Theories and Problems », in *id.* et E. A. Wrigley (eds.) *Towns in Societies. Essays in Economic History and Historical Sociology*, Cambridge University Press, 1978, p. 9-10.

### 11.1 L'économie politique de la ville

La ville demeure un terrain privilégié pour étudier l'interaction entre les grands processus sociaux et la routine quotidienne des acteurs<sup>714</sup>. La sociologie s'est emparée de cette problématique depuis Max Weber pour qui la ville occidentale comprise comme association (*civitas*) et comme lieu (*urbs*) s'est construite à partir du droit de propriété<sup>715</sup>. Les rapports des citoyens à la propriété restent donc centraux. En vérité, ils déterminent la nature économique et politique de la ville<sup>716</sup>. Pour le géographe David Harvey, la ville moderne constitue le terrain de lutte autour de l'appropriation de l'espace : « the history of zoning indicates, however, that such a condition is unlikely to hold, particularly in situations where there is considerable imbalance in the distribution of economic and political power.<sup>717</sup> » Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la ville symbolisait le succès industriel, que les populations affluaient pour y habiter, la planification urbaine devenait un instrument politique. Elle avait créé des quartiers aux limites claires, fait passer le train et les tramways au centre-ville et tenté de repousser les populations pauvres jugées indésirables<sup>718</sup>. L'anthropologue Aidan Southall a proposé une analyse sociohistorique éclairante de la ville dont le mouvement des populations et les processus de détérioration culturelle sont engendrés par la transformation des modes de production. Tout comme la cité de l'Antiquité, la ville du XIX<sup>e</sup> siècle, « unrelentingly supported the privileged class. » La ville constitue d'une certaine manière l'extension du pouvoir d'État disposé à préserver l'ordre social à partir d'une reproduction des inégalités<sup>719</sup>. À Québec, ces

<sup>714</sup> Charles Tilly, « What Good Is Urban History ? », *Journal of Urban History*, vol. 22 n° 6, p. 710.

<sup>715</sup> Max Weber, *The City*, New York, The Free Press, 1966, p. 91 et sq.

<sup>716</sup> Max Weber, « The Nature of The City », in Richard Sennett, *Classic Essays on The Culture of Cities*, New Jersey, Prentice Hall, 1969, p. 23.

<sup>717</sup> David Harvey, *Social Justice and the City. Revised edition*, Athens, University of Georgia Press, [1973] 2009, p. 67.

<sup>718</sup> Eric Hobsbawm, *The Age of Capital : 1848-1875*, [1975] 1995, p. 248.

<sup>719</sup> Aidan Southall, *The City in Time and Space*, Cambridge University Press, 1998, p. 309.



inégalités étaient très visibles géographiquement. St-Roch par exemple comportait tous les aspects d'une ville ouvrière européenne et sa misère rappelait les rues Cowgate et West Port à Édimbourg :

« There is a world below, another nation, seldom mentioned in the aristocratic quarter of St. Louis, where vice, crime, poverty and misery jostle each other, as pleasure and politics do in the upper town. This is the suburb of St. Roch, in whose tall dark houses and fetid alleys those are to be found whose birthright is toil, who spend life in supplying the necessities of today, while indulging in gloomy apprehensions for tomorrow who have not one comfort in the past to cling to, or one hope for the future to cheer<sup>720</sup>. »

Les nombreuses rues étroites en terre battue et les lotissements entassés regroupaient une partie importante des habitants. Géographiquement découpée par les zones haute et basse de la ville, l'aristocratie brillait au sommet, et plus bas, au niveau du fleuve et de la rivière, s'agitaient les ouvriers, les pauvres et les malades.

« St. Roch is as crowded as the upper town, but with a very different population - the poor, the degraded, and the vicious [...] here are narrow alleys, with high, black-looking, stone houses, with broken windows pasted over with paper in the lower stories, and stuffed with rags in the upper<sup>721</sup>. »

Comme toute ville industrielle, Québec recevait un nombre important d'émigrants et d'immigrants en quête de travail. C'était là aussi que logeaient les plus pauvres et les chômeurs de la ville. Le développement économique de la capitale depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ses nouveaux débouchés industriels et son expansion à Pointe-aux-Lièvres avaient profondément modifié le visage de la Basse-Ville. Depuis l'amendement en 1855 de sa charte d'incorporation de 1832, St-Roch était désormais intégré à la ville de Québec. Cette annexion avait suscité une extension urbaine sans

---

<sup>720</sup> Isabella Lucy Bird, *The Englishwoman in America*, John Murray, Albermarle Street, London, 1856, p. 265.

<sup>721</sup> *Loc.cit.*

précédent où prédominaient la rue St-Joseph<sup>722</sup> et la vie populaire. La structure des classes sociales se reflétait dans l'urbanisation de la Haute et de la Basse-Ville. Par exemple, à la suite d'épidémies de choléra<sup>723</sup>, la majorité de la bourgeoisie marchande avait émigré vers la Haute-Ville dans les faubourgs de St-Jean et St-Louis aux conditions sanitaires plus acceptables<sup>724</sup>. La Basse-Ville était quant à elle restée massivement occupée par les journaliers, ouvriers, manœuvres et immigrants.

### 11.2. Expropriation et production de l'espace

Lieu où se côtoyaient pauvres et ouvriers, commerçants et voyageurs, St-Roch logeait au cœur du processus d'urbanisation. En vérité, l'urbanisme naissant influencé par les aménagements sous le Second Empire et la III<sup>e</sup> République française devait ordonner la ville, situer les lotissements dans l'alignement, élargir les voies, etc. La rue de la Couronne dans St-Roch illustre cet idéal haussmannien d'agrandissement par la création d'un axe afin que puissent circuler les travailleurs et les marchandises. Pour y parvenir, l'expropriation était un procédé classique.

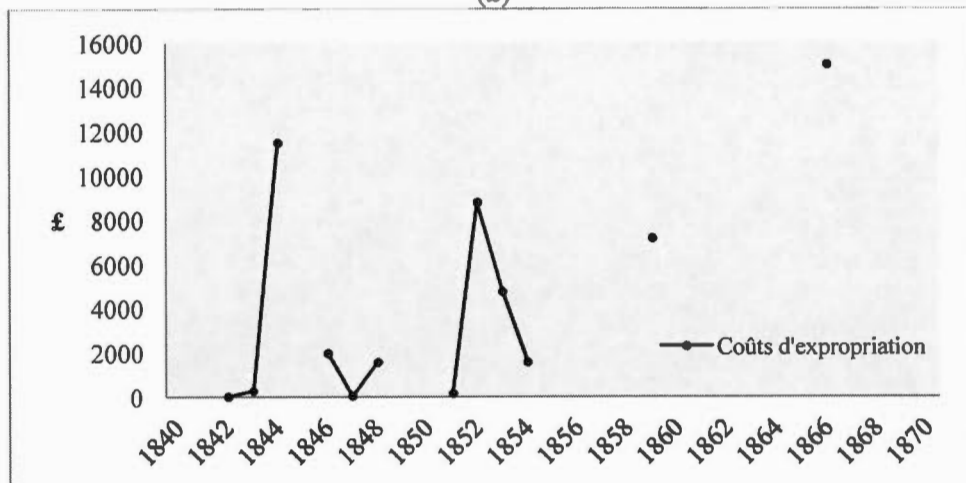
---

<sup>722</sup> Lucie K. Morisset, *La mémoire du paysage. Histoire de la forme urbaine d'un centre-ville: Saint-Roch*, CÉLAT, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 152.

<sup>723</sup> Comme le relatent les journaux et la circulaire de l'archevêque de Québec, Mgr. Signay, « Le choléra vient d'envahir pour la troisième fois la pauvre ville de Québec [...] », 13 juillet, 1849.

<sup>724</sup> Pour une description détaillée des conditions sanitaires du quartier ouvrier de St-Roch, voir la thèse de Céline Cloutier, *De la stratification archéologique à la stratification sociale. Hygiène urbaine et conditions de vie de six familles ouvrières du faubourg Saint-Roch à Québec, au XIX<sup>e</sup> siècle*, thèse d'archéologie, Université Laval, 2002.

Graphique 1.10. Coûts des expropriations d'immeubles entre 1840 et 1870 à Québec en livre (£)



Source : Graphique constitué à partir des données de Antonio Drolet, *La ville de Québec : histoire municipale : III : de l'incorporation à la Confédération (1833-1867)*, Société historique de Québec, 1967, p. 39.

La courbe discontinue illustre l'absence de coût ou l'absence d'information pour certaines années.

L'ambition était aussi d'embellir le quartier avec des moyens financiers limités. Avant 1855, les contribuables de Québec devaient supporter le coût des expropriations. Plusieurs expropriations avaient ainsi eu lieu depuis 1845 sur la rue Craig par exemple, et avec le prolongement des rues Richardson et Grant<sup>725</sup>. Chaque plan d'urbanisme prévoyait des expropriations. Pour la prolongation de la rue des Fossés, l'arpenteur municipal avait prévu d'exproprier une trentaine de propriétés et de bâtiments déjà construits<sup>726</sup>. Ce processus répondait aux besoins d'une économie capitaliste en quête d'espace<sup>727</sup>. Malgré l'ambition municipale d'élargir les quartiers,

<sup>725</sup> Antonio Drolet, *La ville de Québec : histoire municipale : III : de l'incorporation à la Confédération (1833-1867)*, La Société historique de Québec, Québec, 1967, p. 39.

<sup>726</sup> Lucie K. Morisset, *op.cit.*, p. 148.

<sup>727</sup> Le processus était le même en Europe, « la pratique qui s'est généralisée d'ouvrir des brèches dans les arrondissements ouvriers, surtout dans ceux situés au centre de nos grandes villes, que ceci réponde

les fonds venaient à manquer, les projets s'interrompaient, etc. En fait, l'expropriation n'était pas toujours appuyée d'un projet clair et les citoyens se plaignaient des conséquences:

« Whoever hopes that any system of Expropriation will be devised easy of execution and perfectly without hardship, is doomed to disappointment. Expropriation for public uses is by its nature arbitrary, a sacrifice of the individual for the general benefit. [...] When the State Expropriates, it is very difficult, nay it is almost impossible, to define precisely the cases in which Expropriation may take place; but this difficulty ceases when the State cedes the right to a Corporation with finite objects [...] <sup>728</sup> »

Devant le gouffre financier de l'expansion urbaine, les entreprises et les propriétés sont devenues dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle les seules à contribuer aux coûts d'expropriation. L'établissement d'entreprises et de manufactures sur les terres de la Basse-Ville s'explique entre autres choses par les faibles taxes foncières comparativement à la Haute-Ville et par l'accès aux cours d'eau dans lesquels étaient déchargés les résidus liés aux activités industrielles. Le quartier St-Sauveur mitoyen à St-Roch possédait lui aussi tous les aspects désolants d'un quartier ouvrier européen : des égouts à ciel ouvert, des rues en terre et en gravier, des logements qui ne sont pas raccordés au réseau d'aqueduc achevé en 1854, sans compter la majorité des habitations en bois, un matériau modique malgré ses risques élevés d'inflammabilité<sup>729</sup>. Le tragique incendie à St-Sauveur le 14 octobre 1866 suffit pour l'imaginer. Le quartier ainsi qu'une partie importante de St-Roch avaient été réduits en cendres, laissant environ 20 000 personnes sans toit, obligées de trouver refuge et de s'entasser où ils le pouvaient, et ce, dans des conditions insalubres laissant

---

à un souci de la santé publique, à un désir d'embellissement, à une demande de grands locaux commerciaux dans le centre, ou aux exigences de la circulation — pose d'installations ferroviaires, rues, etc. », Friedrich Engels, *La question du logement*, Paris, Les Éditions sociales, 1969, p. 93

<sup>728</sup> *Report of a committee of the Association on municipal expropriation*, January 12<sup>nd</sup> 1869, signed by H. Stephens and T. K. Ramsay, p. 1.

<sup>729</sup> Voir Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel, « Physical Expansion and Socio-Cultural Segregation in Quebec City, 1765-1840 » dans Gilbert Stelter et Alan F. J. Artibise (ed.), *Shaping the Urban Landscape: Aspects of the Canadian City-Building Process*, 1982, pp.148-172.

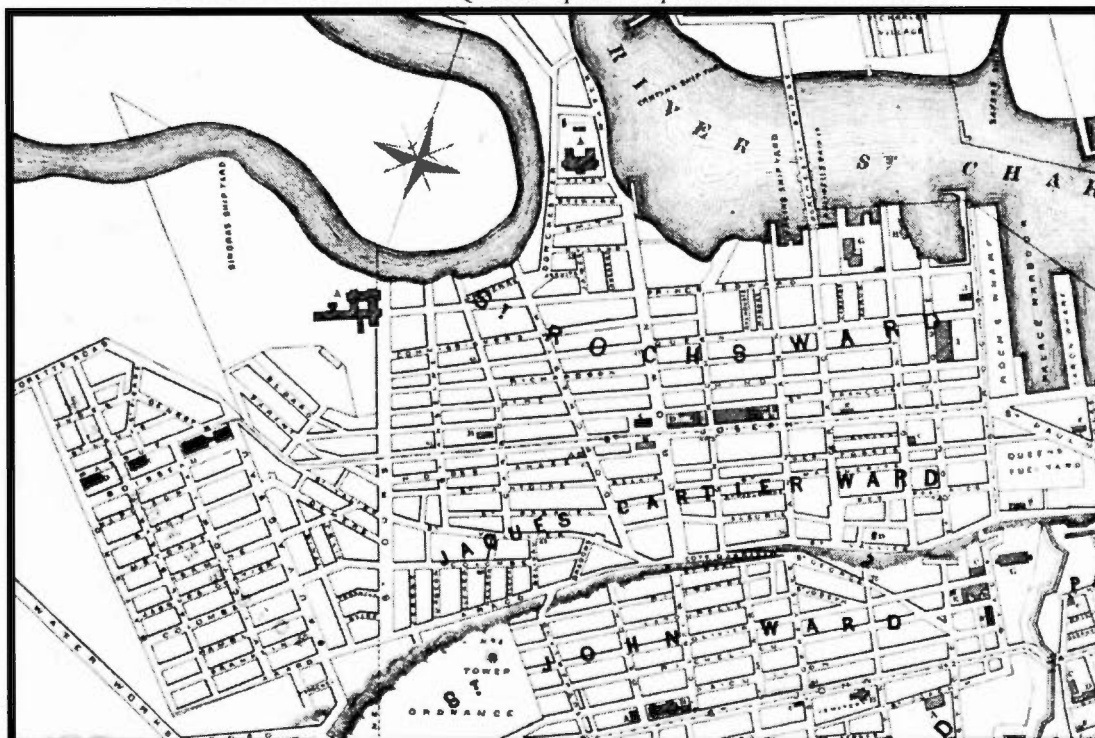
craindre une épidémie<sup>730</sup>. Ce désastre avait révélé l'énorme risque sanitaire sur les populations ouvrières. Dans les quartiers plus anciens où les établissements étaient en pierre et en brique, les risques étaient aussi réels. En réalité, dans de nombreux logements, le manque de circulation d'air, l'humidité persistante et l'ensoleillement insuffisant s'avéraient néfastes pour la santé des occupants. Les autorités publiques ne manquaient pas d'évoquer la condition malpropre de nombreux logements<sup>731</sup>. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'insalubrité comportait des risques sérieux auxquels les familles plus pauvres étaient le plus souvent exposées.

---

<sup>730</sup> *Le Canadien*, 15 octobre 1866. En fait, la promiscuité soudaine faisait craindre au docteur Roy la propagation de maladies. Après l'incendie, des familles s'étaient retrouvées « entassées pêle-mêle », « près de vingt-cinq familles [...] se sont logées dans la cale d'un bâtiment, sur les chantiers de M. [Narcisse] Rosa. La magnifique résidence de M. Chinic est encombrée de pauvres gens, qui sont sous les soins de sa propre famille. Un bon nombre d'incendiés partent pour la campagne, et les autres sont réfugiés dans le reste du faubourg St. Roch et dans le faubourg St. Jean. Il n'y a aucune apparence d'ouvrage et le découragement s'empare de ces pauvres malheureux », *Le Canadien*, 17 octobre 1866. Un autre incendie ravagera St-Sauveur et St-Roch en 1889, amenant les citoyens de St-Sauveur, alors une municipalité distincte, à s'annexer à Québec. On réclamera le branchement au réseau d'aqueduc et le pavage des rues.

<sup>731</sup> « Il est temps que les municipalités contrôlent ces transformations de logis. Si elles ne font pas disparaître les logis malsains qui ont été construits jusqu'ici, elles doivent, au moins, empêcher de transformer en taudis ce qui était salubre », Dr. Elzéar Pelletier, *Nos logis insalubres*, 1909, p. 23-24.

Carte 1.2. Basse-Ville de Québec après l'expansion de 1840 et 1860



Source : Carte BANQ, Ville de Québec, Paul Cousin, firme Marcotte and Levy, 1871.

### 11.3. La question du logement

À partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle s'est amorcée une libéralisation de l'accès à la propriété, un accès resté difficile durant les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Les nouveaux rapports économiques sous la Confédération avaient permis à des familles ouvrières d'habiter leur maison et d'espérer constituer une richesse matérielle transmissible. Une analyse de cette période montre qu'acquérir une propriété ne conduisait pas forcément à être capable de la garder. La dépression économique de 1873 a fragilisé les rapports sociaux, amenant les propriétaires et les locataires à adopter des stratégies. En Europe, les socialistes avaient approché cette situation par de virulentes critiques. Friedrich Engels avait soumis aux lecteurs allemands la « question du logement », affirmant que pour parvenir à éliminer la pénurie, le

travailleur devait « devenir propriétaire de son habitation<sup>732</sup> ». En pleine crise économique, cette question devenait d'autant plus centrale. Quant à elle, la ville de Québec eut à faire face aux vicissitudes du capitalisme de manière différente. De nombreux travailleurs, il est vrai, étaient devenus progressivement propriétaires de leur habitation. Avec en moyenne deux à trois pièces<sup>733</sup>, ces « petites propriétés<sup>734</sup> » constituaient une richesse sur laquelle l'ouvrier pouvait espérer profiter. Il s'agissait toutefois d'une nouveauté. En vérité, la ville de Québec était longtemps restée une ville de locataires. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, il était quasi impossible pour un journalier ou un ouvrier d'acquérir une propriété. Par conséquent, ces derniers représentaient plus de 75 % des locataires<sup>735</sup>. Les rapports sociaux traditionnels empêchaient toute forme d'amélioration de la condition sociale. Acquérir une propriété représentait par conséquent un privilège. Investir dans une propriété était un geste à la fois réfléchi et risqué. Son acquisition n'offrait pas toujours des perspectives prometteuses, particulièrement en période de dépression réputée pour

---

<sup>732</sup> De juin 1872 à février 1873, Engels avait écrit plusieurs articles dans le journal *Der Volksstaat* sur la question du logement (*die Wohnungsfrage*) et de l'accès à la propriété, *Marx-Engels-Werke*, Band 18, Dietz Verlag Berlin, p. 220.

<sup>733</sup> Comme en témoignent des ouvriers devant la Commission royale sur le travail et le capital en 1888, *Report of the Royal Commission*, part II, p. 780.

<sup>734</sup> Le terme de Louise Dechêne marque cette limitation dans l'accès à un type d'habitation où sa modestie et sa superficie restreinte dominant. Le duplex et la maison entassée à la façade de bois, au large toit, rehaussée de lucarnes représentaient l'habitation typique de l'ouvrier. Ici, une description en 1903 de Stanislas-Alfred Lortie, professeur à l'Université Laval : les maisons des ouvriers « n'ont guère plus d'un étage, et sont toutes pourvues de cours, de sorte que leur peu d'élévation laisse pénétrer facilement le soleil. D'ordinaire, ces maisons abritent deux familles, dont l'une habite le rez-de-chaussée, et l'autre l'étage supérieur, avec chacune une entrée séparée. Le nombre de pièces des logements ouvriers est de trois à six; la plus grande sert de cuisine et de salle à manger, et les autres de chambres à coucher, à l'exception de celle qui se trouve à l'entrée et qui sert de salon de réception. La superficie moyenne de ces pièces est de seize mètres carrés. Elles ont toutes des fenêtres donnant soit sur la cour, soit sur la rue », *Les ouvriers des deux mondes : compositeur typographique de Québec, Canada (Amérique du Nord)*, Troisième série, fascicule n° 10, Paris, Secrétariat de la société d'économie sociale, 1904, p. 68.

<sup>735</sup> Yvon Desloges, *Une ville de locataires : Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Environnement Canada, Service canadien des parcs, 1991, p. 114-115.

fragiliser certaines classes sociales. La propriété n'était pas toujours un patrimoine garanti.

Louise Dechêne a mis en lumière la structure foncière de St-Roch qui reposait depuis 1750 sur un partage de l'espace entre les jésuites et une élite marchande bien circonscrite où la rente jouait un rôle médiateur entre les propriétaires et les locataires, et garantissait ainsi le maintien du patrimoine des premiers. En effet, ce système de propriété basé sur la rente obligeait la location des habitations et assurait aux propriétaires l'accumulation d'un capital foncier<sup>736</sup>. Avant l'abolition du régime seigneurial et la transformation de la propriété, peu de familles du quartier de St-Roch étaient propriétaires de leur habitation puisqu'en fait, la majorité d'entre elles louaient<sup>737</sup>. Après l'abolition, le décollage industriel du Bas-Canada, l'expansion territoriale et le réaménagement par l'expropriation, de nouveaux propriétaires ont fait leur apparition.

#### 11.4. Structure de la propriété privée

Historiquement, ce sont quatre vastes étendues de terres concédées au XVII<sup>e</sup> siècle qui allaient devenir St-Roch : le fief des Récollets, les terres de l'Hôtel Dieu, le fief de la Vacherie<sup>738</sup> appartiennent aux Jésuites et les Terres de Grant<sup>739</sup>. Durant les

<sup>736</sup> Louise Dechêne, « La rente du faubourg Saint-Roch à Québec — 1750-1850 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, n° 4, 1981, p. 569-596.

<sup>737</sup> *Report of the Commission*, pt. II, p. 812.

<sup>738</sup> À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les terres appartenaient à David Lynd et tombèrent ensuite sous la possession des Jésuites : « Un terrain à la Vacherie est en la possession des syndics de l'Église de St-Roch. Un autre terrain est à la Vacherie; on y a construit l'Hôpital de la Marine [...] Les deux lots mentionnés à la Vacherie, comprennent l'étendue de terrain qui se trouve entre la rue Panet et l'ancien pont Dorchester et contiennent environ trois arpents. Un autre terrain à la Vacherie, contenant 30,341 pieds en superficie, est en la possession de l'Église Épiscopaliennne. Un autre terrain à la Vacherie est réservé pour une place de marché », Antoine Braun, *Mémoire sur les biens des jésuites en Canada, Montréal, C.-O. Beauchemin & Valois, Libraires-Éditeurs, 1874*, p. 104-105.

<sup>739</sup> Seigneurie appartenant anciennement à William Grant (1744-1805) dont les terres seront ensuite partagées parmi l'église et des marchands.



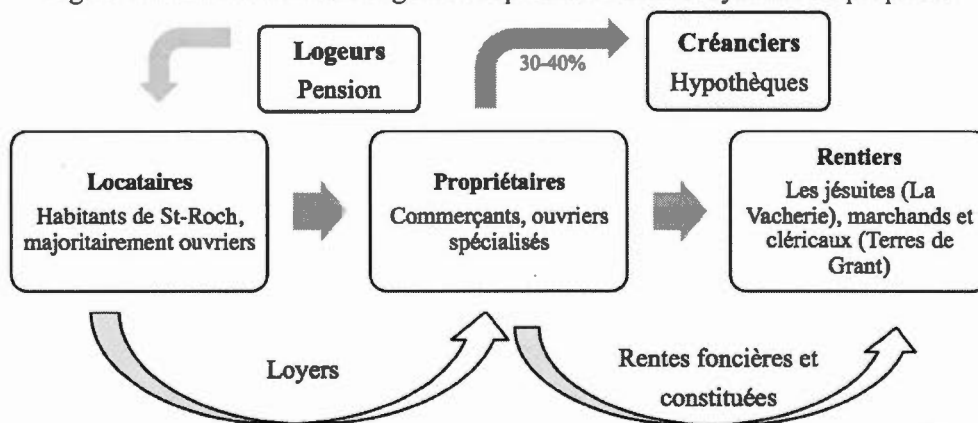
XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles, la terre plus que tout autre bien constituait un bien primordial. Une relation de dépendance existait entre les propriétaires et ceux qui louaient. Ce lien hiérarchique se réduisait à des dispositifs d'obligation que l'on identifie à la rente, à l'hypothèque et au loyer. Elles fondaient les interactions inévitables entre les possesseurs d'un côté, caractérisés par l'usufruit des biens en tant que titulaires et les non-possesseurs de l'autre côté, définis par l'usufruit de biens sous l'emprunt. Au XIX<sup>e</sup> siècle, cette chaîne de dépendance (figure 1.1) représentée par la circulation des sommes dues entraînait des responsabilités qui étaient très souvent rompues par des défauts de paiements, comme les arrérages<sup>740</sup>, les hypothèques impayées qui exposaient les débiteurs aux poursuites<sup>741</sup> et parfois à la faillite. Par exemple, dans le cas d'arrérages, le Département des Terres de la Couronne envoyait une missive pour exiger le paiement immédiat de la dette, à défaut de quoi le compte de l'intéressé se trouvait acheminé au Procureur général afin de sévir<sup>742</sup>. Les créanciers (propriétaires et rentiers) disposaient donc de moyens extra-économiques (politique et judiciaire) pour faire respecter tout engagement envers leurs biens.

<sup>740</sup> Le montant d'une rente qu'il reste à payer, parfois sur plusieurs années.

<sup>741</sup> Toutefois, lorsqu'il s'agit des rentes impayées, les propriétaires-rentiers faisaient preuve d'une patience envers les défaillants puisque la saisie puis la revente d'une propriété exposaient la rente à une valorisation courante souvent moindre que sa valeur accumulée depuis le contrat primitif. Toutefois, les défauts de paiement des loyers mettaient le propriétaire dans l'embarras puisqu'il devait assumer seul le coût de l'hypothèque. Ainsi, il n'était pas rare de voir les biens confisqués des locataires ou simplement expulsés de leur logement.

<sup>742</sup> Une somme due de 61,76 \$ pour le père de famille Guillaume Demers, ANQ-Q, E21/SS5/SSS8/D675, « Lettre du Département des Terres de la Couronne, demandant au porteur du billet, le paiement immédiat des arrérages que ce dernier doit aux biens des Jésuites, et à défaut le compte à l'honorable Procureur-Général pour en recouvrer le montant », 29 mars 1880.

Figure 1.1. Circulation de l'argent et dépendance dans le système de propriété



Le démantèlement du régime seigneurial en 1854 avait aboli une classe, mais avait préservé l'entièreté de ses propriétés (les domaines ainsi que les terres concédées). De plus, la rente qui établissait l'aliénation à la propriété était restée intacte. Comme il était quasiment impossible à St-Roch de s'installer sur un terrain non arrenté, les familles contractaient des hypothèques à court terme dont la valeur s'élevait autour de 30 % à 40 % de la propriété<sup>743</sup>. Par conséquent, ces dernières pouvaient en payant le minimum exigé, espérer occuper leur propriété le plus longtemps possible. Puis, si des propriétaires louaient aux locataires, les paiements des loyers n'étaient jamais réguliers puisqu'ils étaient garantis par des occupants aux ressources différentes. Par conséquent, « le propriétaire doit souffrir des retards et, lorsqu'il se résout à intenter une action, les meubles ont été vendus et il n'y a plus rien à saisir<sup>744</sup>. »

En ville, la propriété représentait un marché en soi. À St-Roch, deux périodes d'intenses transactions avaient marqué la première moitié du siècle (graphique 1.11). Elles suivaient les cycles économiques. Les périodes où le nombre de ventes croissait correspondaient assez bien aux périodes de prospérité alors que les crises de 1837 et

<sup>743</sup> Louise Dechêne, « La rente du faubourg Saint-Roch », p. 594.

<sup>744</sup> *Ibid.*, p. 588.

de 1857<sup>745</sup> provoquaient une contraction. Phénomène attribué à l'instabilité financière individuelle et aux caprices du marché, les bouleversements économiques de la première moitié du siècle semblent avoir affecté la mobilité résidentielle et conduit les acteurs sociaux à orienter leurs décisions économiquement. Avec des propriétés dont la valeur moyenne oscillait autour de 35 £ et dotées d'une rente de près de 2 £, il est possible qu'une partie de la classe ouvrière ait pu avoir accès à la propriété<sup>746</sup>. Cependant, les salaires de l'époque laissent croire le contraire<sup>747</sup>, notamment ceux des charpentiers, les ouvriers spécialisés les plus nombreux, qui gagnaient autour de 3 schillings par jour durant les années 1840<sup>748</sup>, c'est-à-dire un peu plus de 3 £ mensuellement en période de plein emploi.

---

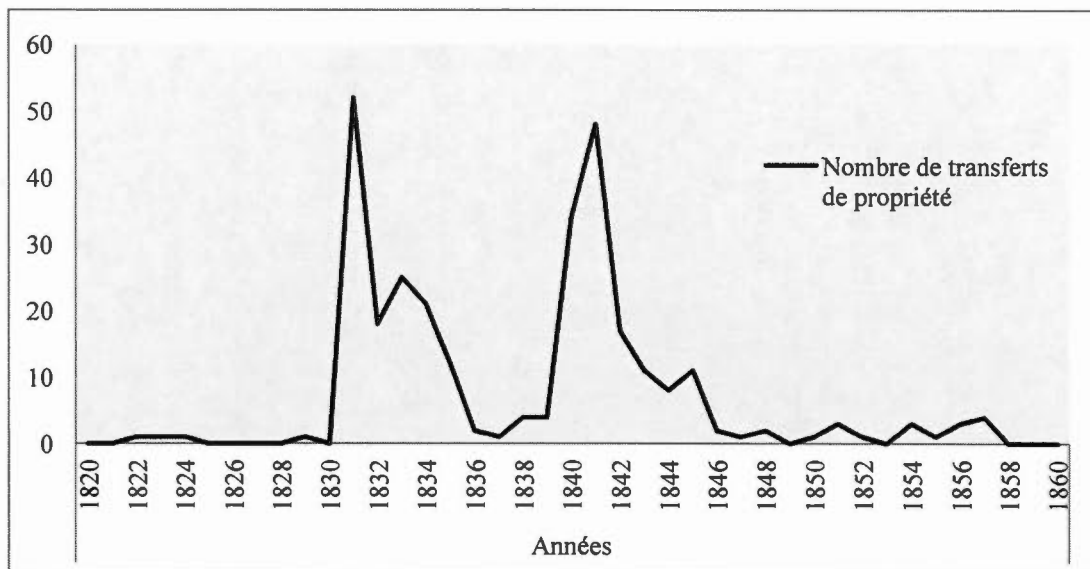
<sup>745</sup> Donald G. Creighton, « The Economic Background of the Rebellions of 1837 », in William T. Easterbrook et Mel H. Watkins (eds.), *op.cit.*, p. 231; Jean Hamelin et Yves Roby, « L'évolution économique et sociale du Québec », p. 160; Alfred Dubuc, « La crise économique au Canada au printemps de 1848 », *Recherches sociographiques*, vol. 3, n° 3, 1962, p. 317-329; Fernand Ouellet et Jean Hamelin, « La crise agricole dans le Bas-Canada 1802-1837 », *Études rurales*, vol. 7, n° 1, 1962, pp. 36-57.

<sup>746</sup> Dans St-Roch, la propriété la plus abordable avait un capital de 13 £ alors que la plus chère valait 112 £. Deux propriétés de 220 £ et 150 £ respectivement ont néanmoins été exclues du calcul de la moyenne, considérant qu'elles appartiennent à une portion extrêmement restreinte d'un marché majoritairement occupé par des particuliers. Avec un capital de la sorte, il s'agissait sans aucun doute d'immenses bâtiments comme une fabrique par exemple.

<sup>747</sup> À Montréal par exemple, durant les années 1820 et 1830, la majorité des ouvriers faisaient moins de 2 £ par mois, et un nombre important d'entre eux, entre 3 £ et 5 £ par mois. Robert Tremblay, « La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal entre 1790 et 1830 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 1, 1979, p. 58.

<sup>748</sup> 20 schillings équivalent à une livre. Robert Tremblay, « La grève des ouvriers de la construction navale à Québec (1840) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983, p. 231.

Graphique 1.11. Ventes et achats de propriétés de 1821 à 1858 sur le territoire de La Vacherie, St-Roch



Source : ANQ-Q/E21/S64/SS5/SSS8/D483, « Liste des lots vendus sur la Ferme de La Vacherie ». Ces données ne correspondent qu'aux lots situés à l'est et à l'ouest de la rue de la Couronne (Crown St.) qui traverse le territoire de part en part. Bien que les informations ne couvrent pas le territoire en entier, il n'en demeure pas moins qu'elles concernent la rue la plus longue. Par ailleurs, nous ne connaissons malheureusement pas la date des contrats primitifs.

Le nombre de contrats d'hypothèque dans le seul territoire de La Vacherie entre 1820 et 1857 permet d'apprécier une « circulation des propriétaires » à des moments précis où la conjoncture économique semblait favorable ou défavorable aux activités immobilières et financières. Du point de vue des propriétaires, cette conjoncture laisse entrevoir des périodes de stabilité résidentielle (faibles transactions) puis des périodes de mobilité (intenses transactions). Quoi qu'il en soit, ces transferts de propriété donnent à voir un marché relativement dynamique entre vendeurs et acquéreurs. Avant 1873, la prospérité économique avait progressivement entraîné une ascension sociale profitable à certains. Accéder à la propriété ne signifiait toutefois pas la conserver. Plongés dans la crise économique, de nombreux propriétaires s'étaient enfoncés individuellement dans l'endettement. Il y avait un marché de propriétaires inégal ou plutôt à deux niveaux dans la mesure où le simple

particulier, résistant tant bien que mal aux pressions et aux contradictions de l'économie, ne disposait en ressource de très peu de choses. De l'autre côté, les marchands et les entrepreneurs se trouvaient favorisés par leur capital mobilisé. Pour preuve, très peu de retards de paiement de leur part avaient été signalés<sup>749</sup>. Pour ceux qui désiraient seuls tenter leur chance en espérant s'offrir une maison, ils s'exposaient plus facilement aux risques du marché. Lorsqu'un individu faisait l'acquisition d'une propriété, ce dernier devait signer un acte notarié qui attestait ses responsabilités financières. Le nouveau propriétaire devait honorer annuellement une rente à laquelle successeurs ou héritiers futurs se trouvaient désormais liés. Cette situation demeurait inchangée après l'abolition de la propriété seigneuriale.

#### 11.5. « Le mouvement contradictoire de la société capitaliste<sup>750</sup> » ou la Longue dépression de 1873

Peu d'attention a été portée aux crises économiques du XIX<sup>e</sup> siècle et très peu d'écrits nous informent de ses impacts sociaux sur les familles ouvrières et sur la mobilité résidentielle<sup>751</sup>. Comme le montre l'historiographie économique canadienne, l'attention s'est naturellement portée vers la sphère de la circulation du capital en dénombrant les banques en faillite et les activités manufacturières interrompues et en s'attachant à mesurer les effets des politiques tarifaires aux États-Unis et au Canada<sup>752</sup>. Toutefois, dans la sphère de production et dans les quartiers ouvriers, la dépression de 1873 a laissé de profondes traces, exposant de nombreuses familles au

<sup>749</sup> Selon les comptes des biens des Jésuites tenus à l'époque par les agents Louis Panet et Philippe Huot.

<sup>750</sup> Marx avait écrit dans la deuxième postface allemande du *Capital*, rédigée le 24 janvier 1873 que ce « cycle périodique » devait culminer un jour ou l'autre avec une crise générale.

<sup>751</sup> Exception faite de certaines études, comme le cas de Toronto, Richard Harris, « The Flexible House: The Housing Backlog and the Persistence of Lodging, 1891-1951 », *Social Science History*, vol. 18, n° 1, 1994, pp. 31-53.

<sup>752</sup> G. W. Bertram, « Economic Growth in Canadian Industry » dans William T. Easterbrook et Mel H. Watkins, *op.cit.*, p. 74-98.

chômage et à l'endettement. Pour comprendre le lien complexe qui unit les membres de la société à un système de propriété et son accès inégal, il faut se pencher sur les relations à l'œuvre qui déterminent socialement les propriétaires et les non-propriétaires. Nous verrons plus loin comment s'opèrent des stratégies économiquement orientées.

Si la crise économique des années 1870 couvre une période très courte, il ne faut pas pour autant en réduire ses effets. Cette toute première crise capitaliste (elle dépasse largement la sphère financière des crises précédentes) qui avait débuté avec la crise boursière de l'Empire austro-hongrois et la Grande Panique américaine du 18 septembre 1873, avait mené non seulement des sociétés privées vers la faillite, mais avait exposé plusieurs familles à des difficultés financières. C'est durant cette période que les grèves de Québec avaient été les plus violentes (chapitre 10). Causée par une surproduction du capital, cette crise avait entraîné pour un temps une interruption du processus d'accumulation. L'État et l'industrie devaient modifier les conditions de production pour espérer relancer les marchés. Bien que les effets néfastes s'étaient fait sentir dès 1874 et pendant plusieurs années<sup>753</sup>, la panique politique n'avait pas attendu. À la Chambre des communes, la Longue Dépression était devenue un sujet brûlant. En 1876 un comité avait été mandaté pour ratisser le Canada et rapporter les témoignages sur les impacts économiques de cette crise. À la lumière des conversations sur le terrain et en rapportant les dettes contractées par le Canada sur les marchés étrangers ainsi que les dettes provinciales et municipales, le comité constatait « quelles charges énormes annuelles pèsent sur le pays », et lorsque l'on « considère qu'il nous faut payer tout cela avec les profits réalisés par le travail, on

---

<sup>753</sup> Paul Linteau et al, *Histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989, p. 77.

comprend jusqu'à quel point elles [les dettes] doivent aggraver la misère qui sévit dans un temps de dépression commerciale<sup>754</sup> ».

Son ampleur inégalée amena les autorités politiques à cesser d'appeler cette crise, une crise financière, mais plus largement une crise « manufacturière et commerciale<sup>755</sup> ». Elle affecta toutes les classes de la société, de l'agriculteur incapable de trouver des débouchés pour ses produits aux industriels baissant les coûts de production et rognant les salaires<sup>756</sup>. Ce « système de crédit [était] un système ruineux » et avait causé des « pertes immenses au commerce<sup>757</sup> ». À St-Roch, la population ouvrière avait ressenti les impacts de cette crise quotidiennement et sans que personne ne lui porte secours.

On prophétise de tous côtés que la crise financière que traverse actuellement le pays va encore aller en exagérant [...] De tous côtés la misère prend les proportions de plus en plus grandes; des ouvriers viennent se plaindre que depuis un mois ils n'ont pas eu une seule journée d'ouvrage, puis la taxation a fait monter les prix des objets nécessaires à la vie [...]<sup>758</sup>

L'inactivité de la classe ouvrière inquiétait, « parmi les questions à l'ordre du jour [...] c'est le travail à donner aux classes ouvrières<sup>759</sup> ». À St-Sauveur, autre quartier ouvrier qui jouxte St-Roch, on comptait « plus de mille pauvres » qui durant l'hiver 1876 n'avaient plus de travail<sup>760</sup>. Malgré les corvées de bois et des encans, les moyens étaient encore très timides pour subvenir aux besoins des familles. On

---

<sup>754</sup> *Journals of the House of Commons of Canada*, « Report of the select committee on the causes of the present depression », appendice 3, p. iv.

<sup>755</sup> À la demande de Mr. Bain, considérée ensuite par tous, *Debates of the House of Commons of the Dominion of Canada*, 3<sup>e</sup> session, 1876, p. 143-149.,

<sup>756</sup> « Selon les métiers, les salaires diminuent de 25 % à 60 % », in Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique et sociale du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 90.

<sup>757</sup> *Le Canadien*, 12 avril 1876.

<sup>758</sup> *Le journal de St-Roch*, 26 juin 1875.

<sup>759</sup> *Journal de St-Roch*, 3 avril 1875.

<sup>760</sup> *Le Canadien*, 17 janvier, 1876.

réclamait « du pain et du bois pour la mère et du travail pour le père [...] »<sup>761</sup>. En dépit des efforts déployés, les déménagements des familles devenaient fréquents :

Je voyais, l'autre jour, la petite charrette à bras rouler devant moi, chargée de ce ménage du pauvre si difficilement acquis, et qui tient si peu de place. Le père, attelé au brancard tirait vigoureusement, aidé par un jeune apprenti, son fils sans doute; à côté marchaient deux sœurs : l'aînée portant un panier chargé de provisions, quelques lithographies encadrées, galerie de tableaux de pauvre ménage [...] »<sup>762</sup>

L'instabilité économique des années 1870 opérait une sorte de mise en ordre au sein des classes sociales en hissant au sommet les plus prospères et en tirant vers le bas ceux qui sans emploi croulaient sous l'endettement. Les nombreux déménagements répondaient ainsi à une logique de survie. Les familles s'orientaient vers un logement moins cher, et ce, malgré une hausse constante de la moyenne des loyers. En effet, lorsque l'on s'intéresse de plus près aux loyers de Québec, on constate une augmentation évidente de leur valeur moyenne. Les travailleurs qui ne recevaient plus de salaire devaient passer par le circuit du crédit afin d'accéder aux aliments de base<sup>763</sup>.

---

<sup>761</sup> *Loc.cit.*

<sup>762</sup> « Une scène de déménagement », *L'opinion publique, journal illustré*, vol. 6, n° 18, 6 mai 1875, p. 214.

<sup>763</sup> *Report of the Royal Commission*, pt. II, p. 784, 869 et 1057.



Tableau 1.5. Moyenne des loyers mensuels dans St-Roch à partir d'un échantillon de 92 propriétés

	1871	1872	1873	1877
<b>Loyer moyen</b>	2,45 \$	2,62 \$	2,64 \$	2,92 \$

Source : Rôles d'évaluation de la ville de Québec, 1871, 1872, 1873 et 1877.

Bien que certaines familles possédaient une propriété<sup>764</sup>, une partie importante de la classe ouvrière payait des loyers. La reproduction des rapports de classe et des structures hiérarchiques était assez stable et la mobilité sociale de la classe ouvrière restreinte. Cette mobilité, qu'il s'agisse de possibilités d'émigration ou d'accès à la propriété, semblait dépendre en grande partie des ressources accumulées et disponibles et se reflétait à travers les responsabilités familiales<sup>765</sup>. C'est ce qu'ont montré Richard Marcoux et Marc St-Hilaire en suivant la trajectoire biographique d'ouvriers de Québec sur quarante années. Ceux ayant moins de ressources étaient incapables de voyager et étaient absorbés rapidement par le capital industriel local, alors que d'autres pouvaient émigrer et espérer trouver mieux<sup>766</sup>.

<sup>764</sup> Le contractant Thomas Pampalon engageait des maçons de Québec dont quelques uns étaient propriétaires. Dans la manufacture *W. A. Marsh*, quelques hommes seulement étaient propriétaires, *Report of the commission* pt. II, p. 962 et 994.

<sup>765</sup> À un jeune homme manquant d'ouvrage, les commissaires demandèrent « Q—Cannot you leave Quebec and go to Montreal or the States ? A—I have not the means to take my mother and sister with me. Q— But cannot you go alone? A—Who will take care of my mother and sister? No one. », *Report of the commission*, pt. II, p. 1129.

<sup>766</sup> Marc St-Hilaire, et al « Individual and Familial Life Courses in Quebec City, 1871-1911: Some Considerations on Two Biographical Data Sets » in Gordon Darroch (sous la direction), *The Dawn of Canada's Century: Hidden Histories*, McGill-Queen's University Press, 2014, p. 353.

### 11.6. Déménager, ressource stratégique de l'ouvrier

Changer de propriété ou de location, bouger seul ou avec toute une famille, cela suppose un choix réfléchi. En vérité, le déménagement planifié constituait une action qui répondait à des besoins. Les déménagements constituaient « l'une des plus importantes formes de stratégie économique des ménages ouvriers<sup>767</sup>. » Au XIX<sup>e</sup> siècle, cette pratique était très répandue dans les quartiers populaires de Montréal et de Québec. Elle jette un éclairage sur les relations de propriété qui déterminent l'accès aux différents types d'habitations en ville. Au XX<sup>e</sup> siècle, le même problème se répétait.

Plusieurs ménages ouvriers ne payent pas de loyer, soit qu'ils possèdent quelques propriétés, soit qu'ils demeurent avec leurs parents. D'autres en sont réduits à faire des dettes et à vivre dans un dénuement absolu. Comment s'étonner, après cela, des perpétuels déménagements de tant de pauvres gens dont les loyers sont arriérés<sup>768</sup>.

À Québec, une partie considérable des propriétés foncières étaient soumises à des baux emphytéotiques, c'est-à-dire à des preneurs de bail (ou emphytéotes) qui s'engageaient à habiter la propriété, dépendamment du contrat, sur une longue durée par de 18 mois ou de 4 ans par exemple. Les déménagements se faisaient généralement le 1<sup>er</sup> mai et une fois le temps de la location expiré, l'occupant devait remettre au bailleur la propriété en bon état<sup>769</sup>. À l'orée de la crise de 1873, les loyers variaient entre 2,50 \$ à 4 \$ par mois, le dernier étant un logement vaste et confortable alors que le premier correspondait à un appartement modeste.

<sup>767</sup> Gilles Lauzon, « Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais : Essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n° 1, 1992, p. 111.

<sup>768</sup> *L'Action sociale*, 18 janvier 1909.

<sup>769</sup> Selon les *ordonnances 3 et 4 d'incorporation de la cité de Québec*, Victoria, Chap. 35, ainsi que les amendements apportés.

Tableau 1.6. Proportion du déménagement de locataires, 1871 à 1873 et 1877

	1871	1872	1873	1877
<b>Nombre de déménagements</b>	—	17	19	42
<b>Proportion</b>	—	35 %	38 %	88 %
<b>Logements vacants</b>	3	1	14	7

Source : Rôles d'évaluation de Québec, 1871, 1871, 1873 et 1877 de 92 propriétés.

Des taxes civiles et religieuses ajoutaient au fardeau financier et amenaient les familles à rationaliser leurs dépenses et favoriser l'épargne. Par exemple, la taxe sur l'eau représentait environ 12,5 % du loyer mensuel. Par conséquent, de nombreuses familles de la classe ouvrière se trouvaient incapables de payer leur loyer<sup>770</sup>. Dans ce cas, elles devaient quitter leur domicile. Le nombre de déménagements permet d'évaluer la stabilité résidentielle en observant l'existence de circulation restreinte ou fréquente des locataires. Une circulation élevée présente donc une instabilité. Des propriétés analysées dans St-Roch<sup>771</sup>, on constate que les familles de St-Roch déménageaient beaucoup.

<sup>770</sup> « Q—Do you find any inclination amongst these tenants to get a better class of house? A—They get the best their very small means will allow them to obtain. The dearth of employment obliges them to put up with a great amount of inconvenience. In many instances they are unable to pay their rent [...] In the western part of the city, where property was a few years ago valuable, it is of no value at all now, comparatively. A few years ago, where I used to get thousands of dollars in rent for certain houses, and where, I believe, the tenants are as honest now as they were then, I obtain scarcely enough [...] This, I say, is not through any dishonesty on the part of the tenants, but from their inability to earn it.» *Report* pt. II, p. 796.

<sup>771</sup> Bien que notre échantillon représente près d'une centaine de propriétaires, nombre d'entre eux n'habitaient pas le quartier St-Roch. Aussi, plusieurs propriétés n'étaient tout simplement pas habitées, mais logeaient un commerce par exemple. Certaines situations nous obligent donc à écarter des données. Par exemple, en croisant les données des rôles d'évaluation et du recensement de 1871, l'apparition des mêmes noms et prénoms à plusieurs reprises nous empêche de distinguer quel individu se trouvait sur le rôle d'évaluation.

### 11.7. Le foyer subversif : prolétariat et non-conformité

C'est dans ce contexte d'instabilité économique que le phénomène de l'hébergement temporaire a fait son apparition. Il s'agissait de loger en sous-location un inconnu ou un ami sous la condition d'une pension mensuelle. Étant presque absent au XVIII<sup>e</sup> siècle à Québec sauf en période de crise commerciale<sup>772</sup>, l'hébergement de logeurs constituait une stratégie des villes capitalistes. L'élargissement des frontières du foyer en le rendant malléable<sup>773</sup> grâce à la mise en rapport d'individus souvent originaires d'un autre cercle familial était un effort poursuivi par les familles défavorisées<sup>774</sup>. La pension pouvait parfois offrir « une source de revenu comparable à un salaire<sup>775</sup> ». L'expérience du logement a montré qu'elle jouait un rôle structurant à l'intérieur du marché immobilier et plus largement dans le cadre de l'économie<sup>776</sup>. Gilles Lauzon a permis de nuancer ce phénomène de cohabitation qui avait été d'abord perçu comme considérable à Montréal par Bradbury et dans le reste du Canada dans l'étude de Gordon Darroch et Michael D. Orstein<sup>777</sup>. En effet, sans minimiser l'impact de ces stratégies, la population de logeurs était beaucoup moins grande que le laissaient supposer ces études<sup>778</sup>. Cependant, le fait de prendre pension incite à s'interroger sur les raisons de cette stratégie.

---

<sup>772</sup> Les sous-locations apparaissaient comme un phénomène marginal, à peine 8 %. Toutefois « 68 % des sous-locations enregistrées avant 1745 [l'étaient] au cours de périodes économiques difficiles », Yvon Desloges, « *Une Ville de locataires* », p. 119.

<sup>773</sup> John Modell et Tamara K. Hareven, *op.cit.* ; Wally Secombe, *Weathering the Storm*, p. 68.

<sup>774</sup> Peter Baskerville et Eric W. Sager, *op.cit.*, p. 141.

<sup>775</sup> Bettina Bradbury, *Working Families*, p. 175.

<sup>776</sup> Richard Harris, « The Flexible House », p. 33.

<sup>777</sup> Gordon Darroch. Michael D. Ornstein, « Family Coresidence in Canada in 1871 : Family Life-Cycles, Occupations and Networks of Mutual Aid », *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 18, n° 1, 1983, p. 30-55 ; Bettina Bradbury, « Pigs, Cows, and Boarders : Non-Wage Forms of Survival among Montreal », *Labour/Le Travail*, vol. 14, 1984, pp. 9-48.

<sup>778</sup> La cohabitation rappelle Lauzon « pourrait donc être surtout une stratégie de nouveaux arrivants, de familles de migrants. Le partage de logements par des noyaux familiaux non apparentés serait dans tous les cas un phénomène marginal », « Cohabitation et déménagements », p. 138.

Avec peu de moyens, des familles réussissaient à aménager une chambre pour recevoir un logeur à héberger. En sortant du circuit officiel et en aménageant des espaces privés, elles tentaient ainsi de surmonter les contraintes économiques. Tolérée plutôt que démantelée, cette pratique est devenue progressivement surveillée pour des raisons de santé publique. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les règlements provinciaux de l'habitation générale interdisaient « à tout locataire de sous-louer une partie de son logement » sauf sous certaines conditions sanitaires, et les « refuges de nuit » étaient découragés<sup>779</sup>. Néanmoins, percevoir une pension pour un espace dont on était soi-même locataire constituait une pratique loin d'être marginale. Loger en ville répondait à une situation propre au dynamisme urbain (immigration, chômage, prolétarisation). En plus des familles qui offraient une chambre, les logeurs de Québec étaient souvent des hommes célibataires aux prises avec des difficultés financières. Or cette malléabilité du foyer n'était pas sans conséquence. Certains ouvriers, obligés de vivre à crédit une partie de l'année, retardaient les paiements de la pension et accumulaient des créances pour se nourrir<sup>780</sup>. Il arrivait que les objets du logeur soient retenus jusqu'au paiement de la pension<sup>781</sup> et certains pouvaient devoir jusqu'à plusieurs mois, un montant considérable sachant que le prix d'une pièce louée oscillait autour de 2 \$ par mois<sup>782</sup>.

Déjà, pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreuses familles vivaient à l'intérieur d'espaces réduits, parfois pour les plus pauvres sans chambre à coucher<sup>783</sup>. Il est donc difficile de croire que loger un individu pouvait être une option pour un

<sup>779</sup> « Règlements provinciaux concernant l'habitation en général tels qu'amendés jusqu'au 6 mars 1909 », in Dr. Elzéar Pelletier, *Nos logis Insalubres. Our Unhealthy Dwellings*, Secrétaire du Conseil d'hygiène de la province de Québec, 1909, p. 38

<sup>780</sup> *Report*, pt. II, p. 784.

<sup>781</sup> Il s'agissait d'une saisie-gagerie où le bailleur conservait une main mise sur les biens du logeur. *The Legal News*, vol. 3, n° 12, March 20<sup>th</sup>, 1880, p. 94.

<sup>782</sup> *The Legal News*, vol. 3, n° 25, June 19<sup>th</sup>, 1880, p. 200. Par exemple, un logeur de Montréal devait près de 65 \$ à celui qui l'hébergeait et ce dernier demanda aux tribunaux de trancher.

<sup>783</sup> Jean-Pierre Hardy, *op.cit.*, p. 89.

nombre important de famille. Dans St-Roch et St-Sauveur, la majorité des habitations étaient petites et dans certains quartiers plusieurs familles devaient partager une seule toilette, que l'on retrouvait parfois à l'extérieur<sup>784</sup>. Le type d'habitation à l'espace restreint comportait les traits d'une « architecture des cages à souris blanches<sup>785</sup> » et favorisait grandement l'individualisation des ménages, alors qu'on trouvait de plus grands espaces dans la Haute-Ville. Cet urbanisme inégal forçait donc les familles à occuper l'espace de manière différente. Au XX<sup>e</sup> siècle, le modèle nucléaire restait plus répandu en Basse-Ville de Québec alors que le modèle des familles étendues était plus présent en Haute-Ville<sup>786</sup>. Toutefois, rien n'a entravé l'élargissement de la famille à travers des démarches intrafamiliales, ni l'expansion du foyer par l'hébergement de logeurs. Le principe de propinquity, de promiscuité familiale ou de voisinage rappelle en effet que la famille dans sa forme et ses relations s'étendait aussi à l'extérieur du foyer<sup>787</sup> ou renvoyait à un « foyer malléable » pour reprendre le terme de Modell et Hareven. Comme l'indique Seccombe, « as mode of production and exchange, capitalism offered no support to the nuclear family<sup>788</sup> ». L'effet corrosif du capitalisme sur les relations familiales et les conditions de vie ne pouvait qu'engendrer des formes non-conformes au modèle nucléaire de corésidence encouragé par l'Église et l'État.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le nombre de pensionnaires à Québec était estimé à 3,091, c'est-à-dire 4,5 % de la population totale<sup>789</sup>. 27, 5 % d'entre eux étaient issus de la

---

<sup>784</sup> Report, pt. II, p. 796.

<sup>785</sup> Elzéar Pelletier, *Nos logis insalubres*, p. 22.

<sup>786</sup> Valérie Laflamme, « Familles et modes de résidence en milieu urbain québécois au début du XX<sup>e</sup> siècle : l'exemple de la ville de Québec, 1901 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 30, n° 2, 2001, p. 273.

<sup>787</sup> Michael Anderson, *Family Structure in Nineteenth-Century Lancashire*, Cambridge University Press, 1978, p. 56.

<sup>788</sup> Wally Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 59.

<sup>789</sup> Pour plus de détails voir les deux études de Valérie Laflamme, « Partir pour la ville : étude des caractéristiques des pensionnaires dans la ville de Québec au tournant du XX<sup>e</sup> siècle », *Revue*

classe ouvrière alors que 33 % n'étaient rattachés à aucun métier ou l'avait perdu (il s'agissait fréquemment de veufs et de veuves). Les quartiers ouvriers étaient ceux qui abritaient la majorité des logeurs, une pratique beaucoup moins répandue dans les quartiers aisés comme du Palais et St-Louis. En Basse-Ville, près de 16 % résidaient dans Jacques Cartier, 15 % dans St-Vallier et 12 % dans St-Roch, totalisant 43 % de la population en pension. Bien qu'il existait plusieurs raisons de prendre pension, le contexte immobilier de la ville puis les conditions économiques jouaient chaque décennie un rôle déterminant. À l'instar du déménagement, l'hébergement de pensionnaires constituait une stratégie qui visait à conserver une stabilité de la situation des familles, plutôt qu'à reproduire une coutume d'hospitalité. Peter Laslett a montré que le système de pension des villes industrielles bénéficiait à la fois aux familles hospitalières et aux pensionnaires<sup>790</sup>. Ces rapports fondés sur l'échange permettaient de développer une solidarité de classe dans un contexte où l'idéologie urbaine et l'architecture reposaient de plus en plus sur le foyer nucléaire<sup>791</sup>. La guerre des autorités publiques et sanitaires contre cette forme de cohabitation<sup>792</sup> s'explique par sa nature subversive. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'habitat était traversé d'une conception unitaire et organique dont le raisonnement abouti se trouvera chez Gropius et Le Corbusier au XX<sup>e</sup> siècle. Pour Susannah Morris, « during the nineteenth century the field of housing reform was one of the key areas where the externalities and imperfections of the market became increasingly recognized, and in

---

*d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 3, 2002, pp. 407-425 ; « Vivre en famille ou en pension : stratégies résidentielles et réseaux d'accueil », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1, 2008, p. 61-96.

<sup>790</sup> Richard Wall, Jean Robin, Peter Laslett, *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge University Press, 1983 ; Wally Seccombe, *op.cit.*, p. 63.

<sup>791</sup> Peggy Deamer (ed.), *Architecture and Capitalism : 1845 to the Present*, New York, Routledge, 2014.

<sup>792</sup> « [...] les pouvoirs publics réagissent lentement devant l'industrialisation, l'urbanisation et leurs sévices. Certains diront qu'ils étaient débordés. Nous préférons croire à une lente mutation des mentalités, freinée par une idéologie libérale qui limite les interventions en matière sociale. », Paul Larocque, *op.cit.*, p. 127.

the twentieth century housing became an area of social policy in which the state took a central role<sup>793</sup>. ». Chez certaines familles de Québec, la cohabitation de deux ou trois ménages correspondait à la structure même du foyer. Cette forme d'organisation familiale constituait une stratégie vis-à-vis le marché capitaliste. En 1901, moins de 1 % des ménages de St-Roch et de St-Sauveur hébergeaient plus d'un couple sans lien de parenté alors qu'en 1891, c'était un peu plus de 1 %, c'est-à-dire une centaine de personnes. Éphémère ou durable cette forme de regroupement garantissait aussi un support moral et financier.

Il est vrai, l'expansion industrielle s'accompagnait d'une standardisation de la consommation de biens et de services, notamment par le crédit<sup>794</sup>. L'industrialisation et l'architecture urbaine amorçaient un processus d'individualisation des ménages. Avant 1873, une certaine prospérité économique avait bénéficié à toutes les classes sociales. Malgré cela, les structures familiales n'étaient pas toutes conformes pour autant. Par exemple, prendre des pensionnaires introduisait une flexibilité dans l'économie familiale, altérant la composition du ménage<sup>795</sup>. Le capitalisme engendra une complexification de la forme familiale plutôt que sa normalisation. L'analyse de l'échantillon de propriétés dans St-Roch montre des exemples de cohabitations intergénérationnelles ainsi que des proches parents habitant sur la même rue. Cette recomposition du foyer et l'extension de la corésidence répondaient aux conséquences d'un régime de propriété spécifique. L'attention particulière portée aux relations entre propriétaire et locataire ainsi qu'entre membres de la famille et d'autres individus rend compte de la large gamme de composition du foyer sous le

---

<sup>793</sup> Susannah Morris, « Market Solutions for Social Problems : Working-Class Housing in Nineteenth-Century London », *Economic History Review*, LIV, n° 3 2001, p. 526.

<sup>794</sup> Non seulement, le coût de la vie est-il plus élevé constatent de nombreux travailleurs, mais « both the men and the families » vivent au-dessus de leur moyen ; « They live more expensively », « They live more extravagantly » » dans *Report*, pt. II, p. 772.

<sup>795</sup> Wally Secombe, *Weathering the Storm*, p. 64.



capitalisme. Ceci permet de nuancer toutes formes de déterminisme que l'on pourrait attribuer à la forme familiale et aux actions sociales. Robert Brenner a très bien montré que les relations de propriété —qu'il faut comprendre comme des « relations de reproduction »—, fournissent « la condition sous laquelle l'acteur économique pris individuellement, juge rationnel et possible la poursuite d'un ensemble d'actions » en accord avec le système économique. Ainsi, les actions des différentes classes sociales paraissent s'orienter vers l'intérêt privé rationnel (*rationally self-interested*) de sorte que ces actions maintiennent voire renforcent les relations de propriété déjà existantes<sup>796</sup>. En d'autres mots, les familles qui choisissent d'héberger ou de déménager ne cherchent pas à atteindre une autre classe sociale, mais à protéger leurs acquis pour ne pas être déclassées. En somme, c'est toute la complexité des relations entre la structure familiale et la composition du ménage qui rend compte des diversités de foyers sous le capitalisme<sup>797</sup>. Nous analyserons en détail ces relations au treizième chapitre en portant une attention particulière aux systèmes de mariage hâtif et tardif.

---

<sup>796</sup> Robert Brenner, « The Social Basis », p. 25-27.

<sup>797</sup> Wally Seccombe, *A Millenium of Family Change*, p. 121

## CHAPITRE XII

## TEMPS-HORLOGE ET RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ CAPITALISTE

En 1849, le rapport sur l'émigration commandé par l'Assemblée législative avait fait état d'une émigration approximative de 1,500 individus originaires de Québec. Il s'agissait pour la plupart d'ouvriers et de leurs familles, sans salaires ou endettés, attirés par les États du sud. Ce rapport reprochait l'état précaire du commerce et de l'industrie ainsi que le manque de manufactures pour y employer les hommes. Huit ans plus tard, un second rapport détaillait les causes de cette émigration soutenue : « le manque d'emploi pour une forte partie de la population, durant nos longs hivers, découlant du manque de manufactures<sup>798</sup>. » Les quelques manufactures qui s'installaient dans les villes de la province fermaient et « les capitalistes qui les avaient érigées, comme leurs employés, sont passés aux États-Unis ». Parmi les familles qui pouvaient quitter la ville afin de suivre le capital vers le Maine, le Vermont et New York, nombre d'entre elles étaient tombées « dans une condition sociale inférieure à celle qu'[elles] occupaient au Canada ». « [T]rès pauvres<sup>799</sup> », elles étaient réduites à n'être qu'une population stationnée en attente de travail, une population flottante et stagnante, c'est-à-dire au sens de Marx comme un immense réservoir de force de travail utilisé au gré des conjonctures. Symptomatique de l'apparition du travailleur libre, l'émigration jette une lumière sur la situation des ouvriers avant la Confédération. Les deux rapports de 1849 et de 1857 soulevaient des questions auxquelles les capitalistes avaient déjà répondu : « notre pays est essentiellement agricole; pourquoi ne serait-il pas aussi manufacturier ?<sup>800</sup> »

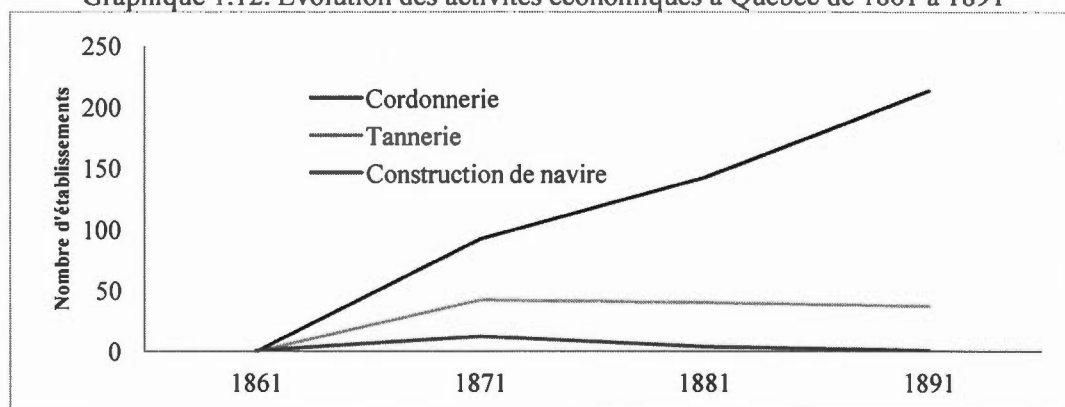
<sup>798</sup> Joseph Dufresne, Rapport sur l'émigration de 1857, *Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada*, appendice, A47, p. 39.

<sup>799</sup> *Rapport sur l'émigration*, 1849, p. 12.

<sup>800</sup> *Rapport sur l'émigration*, 1857, p. 41.

L'accumulation du capital spécifique au commerce naval depuis 1817 allait progressivement se recomposer à l'intérieur de la production manufacturière.

Graphique 1.12. Évolution des activités économiques à Québec de 1861 à 1891



Source : Recensements de 1861, 1871, 1881 et 1891, « Établissements industriels et manufactures ».

Nous avons ciblé le secteur économique le plus important du capitalisme industriel et le déclin de la construction navale. Le nombre exact des manufactures se trouve à l'annexe C.

Au tournant de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, St-Roch s'était rapidement transformé, passant d'un simple faubourg à un quartier ouvrier grouillant. Toutefois, l'industrie manufacturière ne s'était pas encore enracinée et la majorité des ouvriers étaient affectés aux chantiers navals qui longeaient la rivière St-Charles. En 1851, la seule tannerie naissante de St-Roch ne comprenait que 20 ouvriers<sup>801</sup>. Or c'est véritablement à partir de 1870 que décolla l'industrie manufacturière, au détriment de la construction des navires, activité encore reliée au capitalisme commercial. Nouveau lieu du capital, la manufacture allait soumettre un nombre considérable de travailleurs à une discipline inédite du travail. Pour les élites politiques décidées à attirer le capital dans la province, la modernisation passait par la manufacture. Elle

<sup>801</sup> Recensement du Canada-Est, 1851.

embaucherait les hommes, les femmes et les enfants car « grand nombre [d'hommes] préférera toujours travailler sous la conduite d'autrui et gagner sa vie au jour le jour parce qu'il aura moins d'inquiétude, et que ses enfans (sic) [...] lui seront d'un grand secours dans les manufactures<sup>802</sup> ». Après l'agriculture, l'utopie de l'économie politique classique pouvait se réaliser dans l'industrie manufacturière

Le déclin de l'industrie navale causé par un délaissement sur le marché britannique des navires de bois au profit des vaisseaux à coques métalliques avait poussé la ville à réorienter son industrie. Des secteurs naissants comme la tannerie et la cordonnerie avaient tranquillement commencé à habiter le paysage de la ville. Connectée à l'exploitation des forêts du Maine, Québec devenait un lieu important de transformation du cuir avec plus de 40 tanneries en 1871<sup>803</sup>. La nouvelle demande de main-d'œuvre avait agi comme un appel d'air et absorbé une population latente, majoritairement des familles vivant dans les zones rurales et des immigrants. Pourtant, Québec n'était qu'un point de passage d'une accumulation et d'un développement géographique du capital beaucoup plus large<sup>804</sup>. La production de ses manufactures reposait sur une division continentale du travail. Tel que le suggère Jacques Ferland, la demande croissante pour le soulier et la botte avait engendré une exploitation extensive des ressources rurales forestières, et donc, une fois la matière première (bois et écorces) extirpée (soulignons les conditions extrêmes dans lesquelles ce travail était exécuté), les ouvriers et les artisans des centres urbains voyaient leur travail dicté par un rythme de production croissant.<sup>805</sup>

---

<sup>802</sup> *Rapport sur l'émigration*, 1857, p. 39.

<sup>803</sup> John Hare, Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel, *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boréal, 1987, p. 267 ; Lucie K. Morisset, *op.cit.*, p. 173 ; Jacques Ferland, « 'Not For Sale' : American Technology and Canadian Shoe Factories : the United Shoe Machinery Company of Canada, 1899-1912 », *The American Review of Canadian Studies* XVIII, n° 1, Spring 1988, pp. 59-82.

<sup>804</sup> Pour une analyse éclairante sur le sujet, voir David Harvey, *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, éditions Syllepse, 2010, p. 195 et sq.

<sup>805</sup> Jacques Ferland et Christopher Wright, « Rural and Urban Labour Processes : a Comparative Analysis of Australian and Canadian Development », *Labour/Le Travail*, n° 38, 1996, pp. 142-169.

### 12.1. La pression technologique et la soumission formelle du travail au capital

À la fin de l'été 1869, des manufactures de souliers de Montréal et de Québec tombèrent en grève. Avec l'aide des Chevaliers de Saint-Crépin, un mouvement ouvrier américain, cette première grève chez les artisans de la chaussure de Québec allait durer un mois. Le mouvement condamnait la baisse des salaires qui maintenait les profits. Les ouvriers étaient très conscients de ce processus de soumission de leur travail au capital que généraient les manufactures.

Les cordonniers reçoivent aujourd'hui les deux tiers de ce qu'ils avaient auparavant. Et comment les manufacturiers (sic) sont-ils parvenus à payer ainsi ? Eh bien ! Monsieur le Rédacteur, d'année en année, ils ont réduit les prix. Les cordonniers n'ont jamais rien dit. Ils ont continué à travailler. Pendant ce temps, MM. les manufacturiers grossissaient leur trésor [...] Les bourgeois ont compris que ces classes d'ouvriers [menuisiers, carreleurs, tailleurs de pierre] n'ayant presque de l'ouvrage que durant l'été, avaient besoin d'amasser pour l'hiver. Il en est ainsi des cordonniers, cette classe n'est pas occupée toute l'année. Il y a besogne pour eux durant environ huit mois<sup>806</sup>.

Comme nous l'avons vu, les revendications ouvrières portaient principalement sur les baisses de salaire. La logique capitaliste conduisait à réduire ou bien geler les salaires tout en misant sur l'innovation technologique. L'implantation progressive des machines sur les lieux de travail contraignait les ouvriers à modifier leur méthode de travail, pour un salaire équivalent. L'introduction de la McKay sole-sewing machine inventée dès 1862 et capable avec l'aide d'un mécanisme à vapeur d'effectuer une couture de 24 semelles aux empeignes alors qu'un cordonnier n'en posait qu'une<sup>807</sup>, faisait pression sur un travail encore exécuté de manière traditionnelle. La pression technologique conduisait ainsi progressivement à la substitution de tâches manuelles à des tâches mécanisées et alimentait l'indignation des travailleurs. Cette dépendance technologique touchait d'autres corps de métier. Dans les manufactures de moulage,

<sup>806</sup> *La Minerve*, 10 septembre 1869.

<sup>807</sup> Joanne Burgess, « L'industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870 — le passage de l'artisanat à la fabrique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2, 1977, p. 204.

on avait introduit au même moment des machines-outils modernes. Ceci avait pour effet la prolongation de la journée de travail en raison de leur maintenance et de leur réparation<sup>808</sup>.

La grève des débardeurs en 1869, en plus d'être une des grèves les plus violentes du XIX<sup>e</sup> siècle à Québec, tire ses conséquences de l'impératif technologique dans l'économie. Conscients très tôt des bouleversements technologiques qui transformaient leur métier, ils s'étaient unis sous la bannière de la *Ship Laborers' Society* et ensuite sous la *Société de bienveillance des journaliers de navire de Québec* afin de mieux défendre leurs intérêts. En 1869 donc, après avoir refusé de travailler sur les chantiers de James K. Clarke qui interdisait l'union syndicale, une manifestation se déplaça dans la Basse-Ville. Des débardeurs en colère chassèrent Clarke de sa maison pour le poursuivre, lui et son frère, dans la ville, forçant ainsi la mobilisation de deux compagnies du 69<sup>e</sup> régiment et des pièces d'artillerie<sup>809</sup>. La grève avait été déclenchée depuis plusieurs jours et visait à s'opposer « à ce qu'on fasse usage des machines à vapeur pour le chargement et le déchargement des bâtiments<sup>810</sup> ». L'ensemble de ces contestations avait pour but de s'opposer au machinisme de la main-d'œuvre et à l'administration portuaire qui tirait les revenus des ouvriers vers le bas. C'est dans ce contexte de mobilisation massive que la bourgeoisie de Québec s' alarma devant la « dérive syndicale » d'abord des débardeurs, puisqu'elle craignait « un précédent susceptible de mobiliser d'autres ouvriers<sup>811</sup> ». Si les années de luttes des débardeurs avaient conduit à des négociations, ce sont pour des raisons claires de concurrence avec Montréal que la

---

<sup>808</sup> Peter C. Bischoff, « “Du châssis à la machine à mouler” : la transformation des méthodes de production dans l'industrie canadienne du moulage, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Material Culture Review/Revue de la culture matérielle*, vol. 41, 1995, pp. 24-38.

<sup>809</sup> *Quebec Mercury*, 30 août 1869.

<sup>810</sup> *Le Canadien*, 30 août 1869.

<sup>811</sup> Peter C. Bischoff, « Barrer la voie au syndicalisme » : les manœuvres de l'État québécois contre la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec et les autres sociétés de secours mutuel, 1869–1899 » *Labour/Le Travail*, 63, 2009, p. 10.

Chambre de commerce avait consenti en 1885 à certains avantages pour les travailleurs<sup>812</sup>. Quoi qu'il en soit, les impacts du machinisme et de l'impératif technologique sur la vie sont primordiaux si on désire comprendre les conséquences locales de transformations à grande échelle.

## 12.2. Temps-horloge, nouveau paramètre disciplinaire

C'est Adam Smith qui le premier a approfondi la question du travail, activité qui représente « la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise<sup>813</sup> ». Puis, la naissance de la manufacture a fait émerger une discipline du travail qui repose sur une forme abstraite d'aliénation, le temps de travail. Ainsi, pour la première fois l'effort physique s'inscrit dans un cadre temporel précis et devient nécessaire à la production d'une marchandise. Le temps consacré à une tâche quantifiée en heure pour un retour équivalent en salaire (la valeur du travail en fonction d'un temps abstrait) constitue donc le point névralgique du capitalisme industriel. Marx soutient que le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises « est celui qu'exige tout travail exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales ». À partir de cet effort dépend la valeur de la marchandise à laquelle correspond « le quantum de travail ou le temps de travail nécessaire [...] à la production d'un article<sup>814</sup> ». La catégorie temporelle du travail socialement nécessaire à la confection d'une botte ou d'un chapeau exprime une norme qui est le résultat direct de « l'action des producteurs » pour que le travail effectué soit conforme. Dans cette optique, le temps

---

<sup>812</sup> « The representative of the Board of Trade and Merchants were unanimously of opinion, in order to give Quebec an opportunity of competing with Montreal », *Quebec labor question. Copy of correspondence between the council of the Quebec Board of Trade and the Quebec Ship Laborers' Benevolent Society, and other data relative to the rules and regulations of the society*, Québec, 1888, p. 5

<sup>813</sup> Adam Smith, *La richesse des nations*, Livre I, p. 38.

<sup>814</sup> Karl Marx, *Le Capital*, t. I, p. 47.

devient la référence formelle pour concrétiser une domination par le travail<sup>815</sup>. L'horloge devient l'instrument de mesure du temps nécessaire à produire. Comme le souligne Jonathan Martineau, bien que le temp-horloge fasse référence à une séquence abstraite et continue d'unité temporelle, celui-ci reste « operational in modern society in the context of its institutionalisation, together with the Gregorian calendar, at the basis of the modern social time regime.<sup>816</sup> » Cette structure temporelle qui dépasse largement la sphère de travail correspond au régime de temps qui s'est culturellement normalisé et institutionnalisé. E. P. Thompson s'est penché le premier sur l'érosion d'une culture du loisir et du travail avec l'apparition de la discipline et la régularité des manufactures. Il écrit « if men are to meet both the demands of an automated highly-synchronized industry, and of greatly enlarged areas of "freetime", they must somehow combine in a new elements of the old and of the new<sup>817</sup> ». L'apparition du temps-horloge obligeait une modification des comportements en recomposant l'expérience culturelle du loisir et du travail à l'intérieur de nouveaux paramètres disciplinaires. McNally précise: « central to the creation of labour discipline, therefore, was a new experience of time which was materially embodied in bells, clocks, clocking in, fines for lateness and absenteeism, and so on.<sup>818</sup> » Sous le capitalisme industriel, le temps adéquatement et régulièrement consacré au travail est devenu un élément moteur de la croissance économique. Parmi les différentes structures de temps qui rythment le quotidien, celle consacrée au travail représente la plus importante. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le travail occupait la moitié de la journée des ouvriers. Le temps-horloge avait ainsi pour fonction de discipliner l'ouvrier.

---

<sup>815</sup> Moishe Postone, *op.cit.*, p. 284-285.

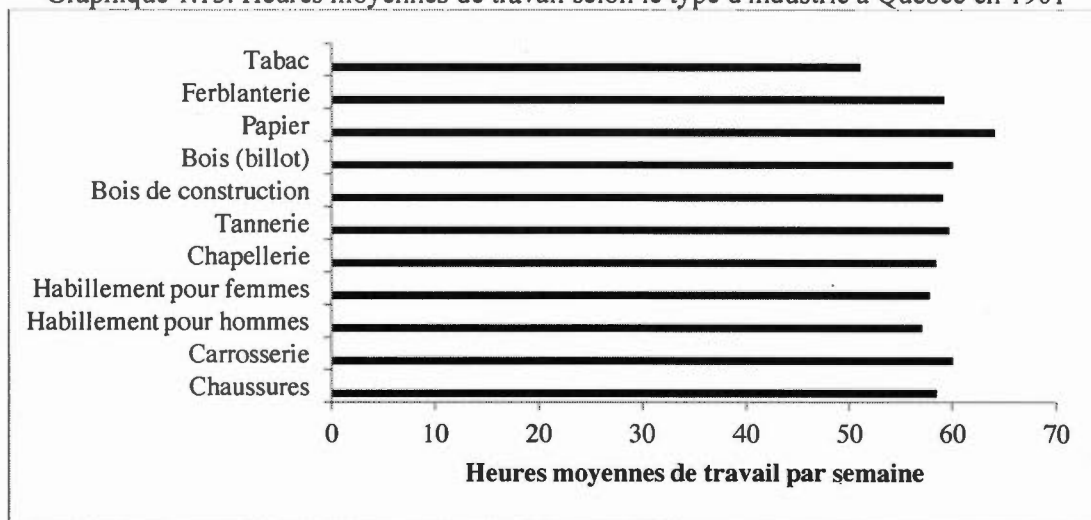
<sup>816</sup> Jonathan Martineau, *Time, Capitalism and Alienation. A Socio-Historical Inquiry into the Making of Modern Time*, Leiden/Boston, Brill, 2015, p. 109.

<sup>817</sup> Edward P. Thompson, « Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism », *Past & Present*, 38, 1967, p. 96.

<sup>818</sup> David McNally, *Against the Market*, p. 38.



Graphique 1.13. Heures moyennes de travail selon le type d'industrie à Québec en 1901



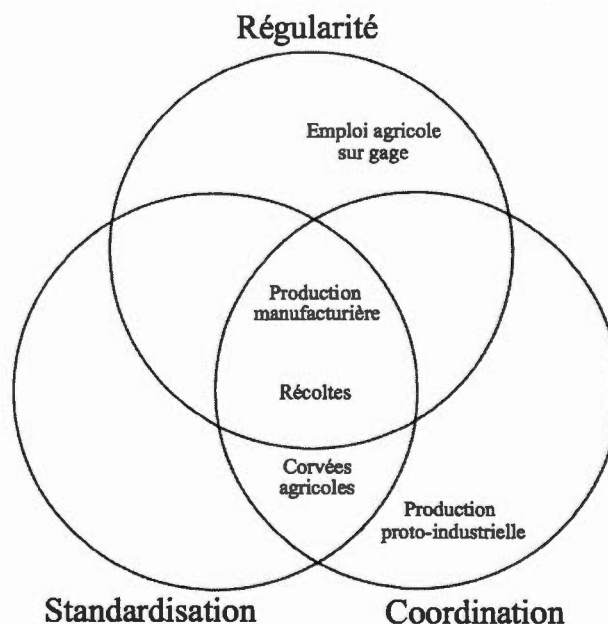
Source : Recensement du Canada, 1901, vol. III, Manufactures, ville de Québec.

Il faut retenir de la thèse d'E. P. Thompson que la discipline par le temps pouvait aussi exister sans l'usage de l'horloge. En effet, c'est à un niveau jusque-là inconnu que la manufacture intégra l'horloge comme référence à un temps abstrait ayant sens que dans la sphère de la valeur où l'heure mesurait la productivité<sup>819</sup>. Dès lors, divers degrés de discipline s'observent à travers les formes que peuvent revêtir l'expérience du temps. Trois dimensions permettent en vérité de l'articuler : il s'agit de la régularité, la standardisation et la coordination<sup>820</sup>. Le point de convergence où ces trois réalités se retrouvent à un degré des plus élevés était manifestement à la manufacture et aussi dans le système de récoltes sous l'agriculture capitaliste et mécanisée.

<sup>819</sup> Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale*, Paris, éditions Mille et une nuits, 2009, p. 430.

<sup>820</sup> Paul Glennie et Nigel Thrift, « Reworking E. P. Thompson's 'Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism' », *Time & Society*, vol. 5 n° 3, 1996, p. 285-286.

Figure 1.2. Différentes formes de discipline temporelle



Reproduction de Paul Glennie et Nigel Thrift, op.cit., p. 285.

L'approbation culturelle d'un certain contrôle du temps grâce à des standards abstraits, mais normatifs découle d'un long processus d'évolution parallèle du temps-horloge et des relations commerciales<sup>821</sup>. Pour Jonathan Martineau, le développement des activités capitalistes à l'intérieur du temps-horloge permet de comprendre la position dominante de ce régime temporel et d'expliquer pourquoi le temps-horloge s'impose comme la structure de temps principale des relations modernes. Comment alors est apparue cette domination du temps-horloge dans les rapports sociaux alors

<sup>821</sup> « Market relations and economic processes based on the production of goods for exchange, the generalization of wage-labour and the privatization of land and means of production have created a specific form of valorization in which abstract time units such as are found historically only in clock-time play a fundamental role of quantifying the expense of human labour and harmonizing the temporalities of the cycles of value formation, appropriation and realization. » in Jonathan Martineau, « Making sense of the history of clock-time, reflections on Glennie and Thrift's *Shaping the Day* », *Time & Society*, March 2015, p. 14.

que cette catégorie temporelle existait bien avant l'apparition des manufactures et de la production de masse ? En historicisant le développement du temps-horloge et du capitalisme, Martineau montre que c'est d'abord la transition au capitalisme agricole qui va faire apparaître le travailleur libre, puis « socio-historical roots of such a fusion between human labour and an abstract form of social time are to be found in the emergence of 'labour power', i.e. in the socio-historical process of the commodification of human labour.<sup>822</sup> » Cette marchandisation se réalise par du travail en trop ou surtravail. Dans le quotidien, ceci se manifeste par le fait que plusieurs ouvriers et ouvrières de Québec effectuaient des heures prolongées, des quarts de travail de nuit et initiaient leurs enfants aux tâches manufacturières<sup>823</sup>.

### 12.3. Structure du monde ouvrier

Le salaire offert pour un travail qui s'inscrit dans une durée constitue le point d'ancrage des relations sociales de propriété capitaliste. Un aperçu de la structure du salaire permet d'observer l'intensité de ces relations. Par exemple, un ouvrier du cuir pouvait gagner à la pièce 10 sous pour une botte fabriquée, un mouleur au rendement exceptionnel, environ 15 \$ par semaine. Toutefois, ces salaires n'étaient ni stables ni acquis<sup>824</sup> et l'accès aux aliments de base s'effectuait pour certains par le crédit.<sup>825</sup> Comme pour l'industrie navale au milieu du siècle, les soubresauts économiques dictaient la distribution des salaires et légitimaient les mises à pied. La crise de 1873

---

<sup>822</sup> Jonathan Martineau, *Time, Capitalism and Alienation*, p. 122-123.

<sup>823</sup> Par exemple, dans la manufacture de bottes et de souliers d'Octave Migner, des employés pouvaient travailler jusqu'à 9 heures du soir 2 à 3 fois par semaine. *Report of the Commission*, pt. II, p. 973.

<sup>824</sup> Par exemple, à la suite d'un salaire augmenté à environ 3 \$ en 1879, un mouleur avait vu son temps de travail augmenter à 75 heures par semaine. Aucune augmentation ni bonus n'avaient ensuite été accordés depuis 1884. Dans un cas contraire, un fabricant de souliers par exemple pouvait voir ses heures coupées, particulièrement en hiver, et « ne pas recevoir assez pour gagner sa vie ». *Report of the Royal Commission*, pt. II, p. 900 et 1010.

<sup>825</sup> *Ibid*, p. 784, 869 et 1057.

provoqué par la surproduction américaine avait engendré un cycle de chômage et de grèves partout au pays. Le sous-emploi temporaire et prolongé était estimé à une proportion de plus de 15 % au pays<sup>826</sup>. De nombreuses manufactures à Montréal et à Québec avaient cessé leurs opérations. La principale manufacture de souliers et de bottes Woodley, « où travaillaient des centaines de personnes des deux sexes », décida durant l'été 1875 de congédier « tout son monde », laissant présager « la fermeture d'autres grandes maisons<sup>827</sup> ». Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la cordonnerie constituait le métier industriel le plus pratiqué à Québec avec comme centre les manufactures Tourigny & Marois, William A. Marsch ou Guillaume Bresse et Cie. Malgré l'attraction des habitants et des émigrants pour les manufactures et l'existence d'une main-d'œuvre abondante, le plein exercice était rare et cette instabilité pesait lourd sur le budget des familles, confrontées au déficit et au chômage<sup>828</sup>.

---

<sup>826</sup> Peter Baskerville et Eric W. Sager, *op.cit.*, p. 41-49.

<sup>827</sup> *Le journal de St-Roch*, 26 juin 1875.

<sup>828</sup> « When a man earns only 5\$ or 6\$ a week, and pays 5\$ a month rent for 2 or 3 rooms, it is hard to get along; and we have to pay \$4 and \$5 a cord for wood », *Report* pt. II., p. 1009. Voir l'annexe E pour un portrait complet du budget moyen des ouvriers au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Tableau 1.7. Moyenne des salaires des ouvriers par semaine en 1901

	Population de la classe (N)	Salaire par semaine
<b>Ouvriers qualifiés<sup>a</sup></b>	7446	5,66 \$
<b>Ouvriers semi-qualifiés</b>	3868	5,36 \$
<b>Ouvriers non qualifiés</b>	39	4,19 \$

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

Catégories basées sur la classification d'Erikson, Goldthorpe et Portocarero (EGP), *The Constant Flux, A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Clarendon Press, Oxford, 1992, p. 38-39.

Voir l'annexe F pour plus de détails.

Lors du recensement de 1901, les choses ne s'étaient guère améliorées depuis la Commission royale sur le travail<sup>829</sup>. Bien qu'il n'y ait pas d'information claire avant cette date, le salaire médian des ouvriers qualifiés et semi-qualifiés oscillait autour de 6 \$ par semaine alors que chez les ouvriers non qualifiés, il s'agissait de 4 \$. Il arrivait parfois que lors des périodes de prospérité, des ouvriers puissent toucher plus de 8 \$ voire 10 \$ par semaine. Encore une fois, tout dépendait du système de rémunération de leur patron, de primes au rendement par exemple ainsi que du plein emploi.

Entre 1871 et 1901, on constate une augmentation de la production industrielle grâce au nombre d'ouvriers recensés. Cette force de travail se cristallise chez les moins de 24 ans, tout sexe confondu, et croîtra jusqu'à 67 % à partir de 1871<sup>830</sup>. Cette augmentation trouve entre autres sa source dans une réorganisation des relations de travail et dans l'introduction de nouvelles technologies où le contexte du marché nord-américain s'avérait très concurrentiel. Par exemple, l'influence d'une

<sup>829</sup> Le mandat très large de la commission ne permet pas d'aboutir à des recommandations fermes et dirigées sur des problèmes précis. « Bien qu'elle n'eût pas de suites immédiates dans la législation fédérale, elle a contribué à attirer l'attention de l'opinion publique sur les abus du système capitaliste », Fernand Harvey, *op.cit.*, p. 53.

<sup>830</sup> Voir l'annexe G pour plus de détails.

dépendance technologique dans l'industrie canadienne du soulier et le monopole américain<sup>831</sup> entraînèrent Québec dans un processus de production à grande échelle. Et ce processus s'avérait considérable du point de vue géographique. En effet, alors que d'un côté, les manufactures de souliers de la ville dépendaient d'une division du travail « à la minute », le processus qui précédait l'usine, celui de la transformation de la peau en cuir dans les forêts du Maine, durait des semaines voire des mois<sup>832</sup>. La production extérieure de cuir exigeait en conséquence un rythme de travail conséquent dans les manufactures.

#### 12.4. Technologie et productivité : la loi de reproduction du capital

L'innovation technique des manufactures de Québec s'est produite dans un temps relativement court. Elle répondait à un impératif de croissance économique que seule la concurrence justifiait. Pour Ellen Wood, « the technical possibility of heavy industry does not explain its necessity, or even account for the tendency to allocate productive resources in this way rather than another<sup>833</sup> ». En d'autres termes, l'innovation n'a jamais été la finalité des sociétés modernes. L'histoire n'est pas téléologique mais contingente<sup>834</sup>. De fait, le développement technologique à l'intérieur de la sphère industrielle doit être resitué dans son contexte historiquement spécifique. Dans le cadre de l'économie de marché, les classes dominantes doivent répondre à la concurrence économique, notamment par l'accumulation de la richesse,

---

<sup>831</sup> Jacques Ferland, « 'Not For Sale' ».

<sup>832</sup> Jacques Ferland et Christopher Wright, *op.cit.*, p. 152.

<sup>833</sup> Ellen M. Wood, *The Pristine Culture of Capitalism*, p. 105.

<sup>834</sup> Pour le sociologue Niklas Luhmann, la contingence se définit comme ce qui n'est ni nécessaire, ni impossible et caractérise l'expérience de la société moderne.

la maximisation des profits et l'accroissement de la productivité qui requiert l'introduction des dernières technologies<sup>835</sup>.

L'accès aux technologies industrielles, nous l'avons vu chez les débardeurs, eut un impact décisif sur les conditions de travail des ouvriers. Dans les fabriques, l'intégration de machines permettait aux manufacturiers de faire des économies, tout en augmentant le rythme de production. L'arrivée de machines contribuait par conséquent à maximiser la productivité, comme c'était le cas ici dans une manufacture de corsets à Québec.

« When the machines were worked by the foot, we paid so much a piece for work; now the machines are worked by steam, it is quicker. We have reduced our prices, but in spite of that I may assure you we pay more than in Sherbrooke even [...] now [the machines] worked by steam power, the movement is more rapid, and it gives more pay to the workers, and as we put ourselves to expense for this, we have reduced our prices. [...] We also added new folding machines. Instead of being done by hand, this is now done by machines, therefore we have reduced the price of making<sup>836</sup>. »

Les corsets faits à la main ne coûtaient pas plus cher que ceux confectionnés à la machine à vapeur : « It's only the profit we draw from it is that workmanship is more easily procurable ; but for ourselves, the cost is about the same ». Si elles gagnaient en qualité, les marchandises restaient fabriquées par les mêmes ouvrières, avec quelques différences dans l'exécution du travail. Si les ouvrières étaient mieux payées en travaillant sur ces machines, c'était qu'elles fabriquaient une plus grande quantité de marchandises en une journée et non parce qu'on augmentait leur salaire. Bien que dans cet exemple le manufacturier ne faisait pas payer les travailleuses qui utilisaient les machines —une pratique qui permettait d'avoir les ressources pour quelconques réparations—, ces dernières recevaient une réduction de leur salaire. L'explication

---

<sup>835</sup> Ellen M. Wood et Larry Patriquin, *The Ellen Meiksins Wood Reader*, Leiden/Boston, Brill, 2012, p. 10.

<sup>836</sup> *Report of the Royal Commission*, pt. II, p. 811.

était claire : « The wages of those working at the sewing machine are reduced fifteen per cent. I reduced their wages by fifteen per cent, because they make more<sup>837</sup> ». En effet, les ouvrières fabriquaient plus de marchandises qu'avant, et la facilité d'exécution justifiait ainsi une baisse de salaire. Par conséquent, la quantité totale de travail n'avait qu'augmenté depuis l'arrivée des machines.

En effet, les relations entre capital et travail ont toujours déterminé le progrès technologique poursuivi dans le cadre d'une accumulation du capital. Selon Paul Mattick, « ce n'est que dans ce cadre-là que la science et la technologie ont pour effet, en élevant la productivité du travail, d'augmenter les capacités de production sociale<sup>838</sup> ». L'innovation technologique induit plus que jamais le surtravail, phénomène à la base du profit. Dans le cas mentionné plus haut, malgré la diminution du temps de confection d'un corset, la manufacture n'avait pas réduit les heures de travail des ouvrières, mais avait plutôt étendu ce travail sur une journée de dix heures. Autrement dit, l'ouvrière avait 10 heures pour produire le plus qu'elle pouvait. L'impératif technologique qui cause une diminution du temps de travail pour la confection d'un article inscrit dans une durée précise assurait aux manufacturiers la création d'un profit. Nous n'analyserons pas ici cette tension entre valeur du travail et la dépense physique (travail abstrait) pour l'exécution d'une tâche (travail concret). Toutefois, notre exemple permet de constater que le développement technologique favorisait avant tout le manufacturier et n'était pas différent de la situation aux États-Unis ou en Angleterre. Au contraire, il s'inscrivait dans un processus mondial de croissance. Encore une fois, Wood précise, « even if it is the final outcome of a long historical process, that destination seems to have been reached by historical movements that were themselves already driven by essentially capitalist laws of

---

<sup>837</sup> *Ibid*, p. 812.

<sup>838</sup> Paul Mattick, *Marx et Keynes. Les limites de l'économie mixte*, Paris, Gallimard, 2010 [1972], p. 232.



motion, like the need for constant technological progress to increase labour productivity.<sup>839</sup> »

### 12.5. Rajeunissement de la force de travail et marginalisation sociale

L'industrie manufacturière de Québec s'était donc engagée dans un processus de modernisation technologique, modernisation qui ne promettait pas de meilleures conditions salariales. Il y avait encore au début du XX<sup>e</sup> siècle la persistance d'un cycle saisonnier de l'emploi et de sous-emploi, même en manufactures<sup>840</sup>. Le « plein exercice était rare [...] » et devant cette situation « le chômage se [faisait] sentir<sup>841</sup> ». En vérité, de nombreux manufacturiers se trouvaient incapables de statuer sur le taux horaire tellement ce dernier était variable et dépendait d'une logique coût/bénéfice. Les relations de travail n'étaient jamais faciles. Les grèves avaient divulgué au grand jour les revendications ouvrières et les pratiques douteuses. Par exemple, il arrivait que des hommes de l'extérieur soient engagés sous contrat afin d'exécuter des tâches dans les manufactures. Au sein de l'industrie du soulier, il s'agissait surtout du travail de finition et d'entretien de machine. Ce système de contrat pouvait créer des tensions énormes, notamment lorsque les travailleurs contractuels gagnaient davantage que les travailleurs réguliers<sup>842</sup>.

---

<sup>839</sup> Ellen M. Wood, *Liberty and Property: A Social History of Western Political Thought from the Renaissance to Enlightenment*, London, Verso, 2012, p. 294.

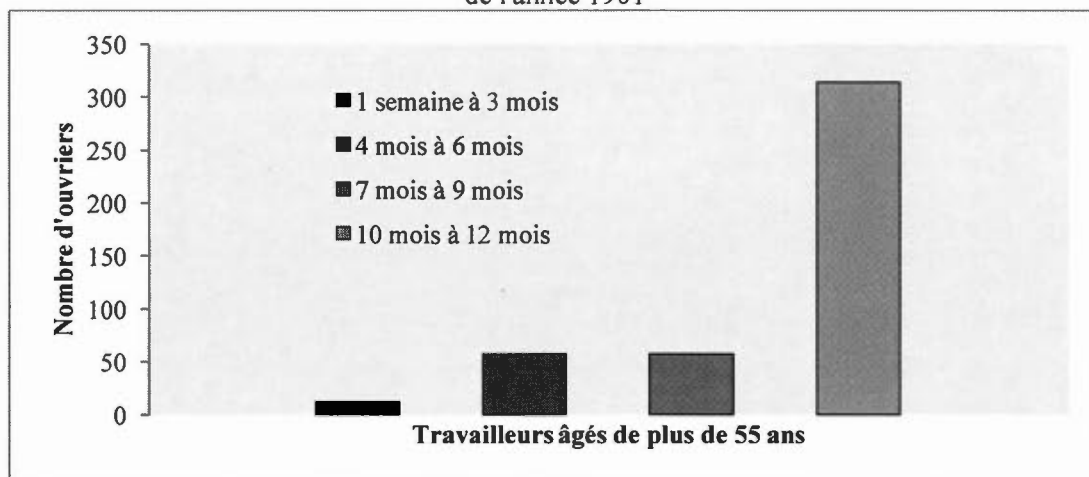
<sup>840</sup> Le manufacturier de chaussure William Alfred Marsh affirma que ses hommes « during the slack season they will not earn much. Other portions of the season they will earn more », *Report of the Commission*, pt. II, p. 961.

<sup>841</sup> *L'Action sociale*, 18 janvier 1909.

<sup>842</sup> À la manufacture W. A. Marsh & Co., deux hommes avaient engagé d'autres ouvriers pour exécuter des tâches de coutures et de « peg work ». « Q — You said, a little while ago, that the contract system was not carried on to any extent in your factory. Is it carried on at all ? A — Yes, there are two men I think, in the shop, who engage other men to do the work. [...] One man I pay thirty-five cents a case, and he pays thirty cents a case so that he makes five cents a case on every case, and for that five cents a case he keeps the machines in order, and it is quite worth that five cents on account of the extra rouble and responsibility ». Cette pratique était répandue sur tout le territoire de la province. Au

Au début du XXe siècle, ce sont les jeunes qui travaillent dans les manufactures. L'ouverture de nouvelles usines nécessitait une main-d'œuvre importante. On observe pour cette période une embauche massive de jeunes hommes et de jeunes femmes. Rien d'étonnant puisque leur vitesse d'exécution et leur endurance étaient recherchées par les manufacturiers. Il existait cependant un revers à ce phénomène. Comme tout processus de reproduction sociale, le renouvellement des uns s'accompagnait d'une marginalisation des autres.

Graphique 1.14. Nombre d'ouvriers de plus de 55 ans employés à une manufacture au cours de l'année 1901



Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

Ici, le nombre élevé à l'intérieur des 10 à 12 mois laisse supposer que les ouvriers étaient à l'emploi depuis plusieurs années.

Un coup d'œil aux calendriers d'embauches suffit pour attester d'une marginalisation des ouvriers plus âgés. Leur situation dévoile les défis auxquels devaient faire face de

---

manufacturier de coton Andrew Patton de Sherbrooke, les commissaires avaient demandé « Q — Do you employ your hands directly or do you employ sub-contractors ? A — Well. There is only one department I think where there is any sub-contracting; except in the spinning room, I think we pay them all directly- we pay them all directly, but the spinners engage their help that is all. », D'autres manufactures engageaient des sous-contractants, parfois pour initier les jeunes enfants au métier, *Report of the Commission*, pt. II, p. 963, 973-974, 1163.

nombreuses familles qui devaient accueillir ces travailleurs d'expérience sans emploi. Très peu d'embauches ont été réalisées pour les travailleurs de plus de 55 ans alors que les jeunes travailleurs de 15 à 34 ans représentaient près de 70 % de la population ouvrière. Au XX<sup>e</sup> siècle on assiste à une réorganisation de la main-d'œuvre selon l'âge où les plus vieux étaient progressivement mis à l'écart du travail. Ce cycle de reproduction de la force ouvrière déterminait aussi un mode intergénérationnel de co-résidence. Au XX<sup>e</sup> siècle, près de la moitié des chefs de famille âgés sont soit supportés par leurs enfants devenus adultes, soit responsables d'eux. Par conséquent, vieillir comportait une dimension à la fois sociale et économique. Dépendants, improductifs et consommateurs, les anciens travailleurs et les veuves avaient besoin de la co-résidence car l'État ne s'implique d'aucune manière dans la vie des gens âgés. La reproduction sociale reposait sur un modèle d'intégration générationnelle et le besoin économique de travailler<sup>843</sup>. Comment expliquer l'importance de la co-résidence ? En situant les formes familiales à l'intérieur du développement de la production capitaliste, Secombe découvre chez elles des « tolerable arrangements » qui témoignent un sens du devoir et de l'obligation. Ces pratiques ont pour conséquence d'étendre la forme nucléaire de la famille<sup>844</sup>.

---

<sup>843</sup> Lisa Dillon, « Aging and Social Reproduction », p. 214.

<sup>844</sup> Wally Secombe, *Weathering the Storm*, p. 68-69.

Tableau 1.8. Statut domestique des hommes de plus de 65 ans dans la province du Québec, 1901 et 1911

	1901	1911
<b>Chef de famille</b>	71 %	68 %
Avec enfants	45 %	42 %
Sans enfants	26 %	26 %
<b>Parent/beau-parent</b>	20 %	19 %
<b>Autre statut</b>	9 %	13 %

Source : Inspiré des données de Lisa Dillon, « Aging and Social Reproduction in 1911 Canada » in Gordon Darroch (ed.), *The Dawn of Canada's Century: Hidden Histories*, McGill Queen's University Press, 2012, p. 205.

Des chefs de famille pouvaient également vivre seuls, comme veufs, sans enfants pour leur soutien immédiat (26 %). Il n'était pas rare que des ouvriers quinquagénaires se retrouvent sans emploi et listés selon les autorités publiques « old and poor<sup>845</sup> ». Or, l'âge à lui seul ne suffisait pas pour caractériser la vieillesse. C'était plutôt une pluralité d'éléments socio-économiques influençant la trajectoire de vie qui traçait le seuil d'un âge trop avancé<sup>846</sup>. En effet, malgré la diversité dans l'expérience de la vieillesse, les impératifs économiques semblent avoir fait pression plus que bien d'autres traits culturels. Par exemple, la demande d'un type de métier, la conduite des employeurs répondant aux critères de rendement et les besoins économiques avaient le pouvoir de réorganiser la force de travail ouvrière à des périodes données. Par sa logique de productivité, l'économie capitaliste était amenée à distinguer à l'intérieur de la sphère du travail les ouvriers capables de s'adapter aux nouvelles technologies des ouvriers affaiblis, blessés ou âgés. Par conséquent, ce processus de marginalisation<sup>847</sup> s'opérait sous le regard lucide des familles qui

<sup>845</sup> Des 92 propriétés retenues pour notre étude, pas moins de sept propriétaires étaient étiquetés dans le rôle d'évaluation de la ville de Québec en 1877 comme « old » et trois comme « poor ».

<sup>846</sup> Lisa Dillon, *The Shady Side of Fifty Age and Old Age in Late Victorian Canada and the United States*, McGill-Queen's University Press, 2008, p. 13.

<sup>847</sup> Peter Baskerville et Eric Sager, *op.cit.*, p. 115 ; Lisa Dillon, *The Shady Side of Fifty*, p. 87 et sq.

avaient sans doute anticipé cette mise à l'écart. Elles développèrent différentes stratégies en ce sens comme la cohabitation générationnelle ou le déménagement.

La dépendance au marché et le développement technologique exerçaient une pression commune sur la reproduction des classes sociales. Bien que plusieurs familles vivaient dans des logements aux conditions sanitaires acceptables, que certaines d'entre elles possédaient une propriété et que le mari touchait un salaire décent, les conditions éprouvantes de certaines ne doivent pas pour autant être évacuées. L'impuissance politique et la pauvreté matérielle constituaient la contradiction absolue du capitalisme, donnant vie au salarié tout en nourrissant la défavorisation sociale et économique. Travailler et être à la fois défavorisé, voilà comment s'exprimait l'ironie du capitalisme au début du XX<sup>e</sup> siècle. En modelant une structure de classes à l'image de sa force, le capitalisme construisait par le biais du travail et du salaire une discipline moderne. Enfin, qu'il s'agisse d'un régime de temps, de la marginalisation des ouvriers âgés, de la mobilité sociale restreinte ou de la mise au travail des enfants, la société industrielle que devenait Québec et l'ensemble de la province témoigne des mécanismes de coercition inscrits dans la nature même du système économique.

## CHAPITRE XIII

PRODUIRE ET REPRODUIRE À L'AUBE DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

Le mariage constitue un élément important dans l'étude sociohistorique non seulement des familles, mais des classes sociales de manière générale<sup>848</sup>. De nombreuses études sur les mariages ruraux et urbains en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle mettent en évidence le fait que la sélection des partenaires et l'union étaient une affaire individuelle certes, mais reposaient également sur des stratégies visant à mobiliser des ressources patrimoniales, à assurer la reproduction sociale d'une famille, à préserver des traditions et d'une certaine manière, à garder la propriété intacte<sup>849</sup>. Le mariage, il est vrai, conditionne des choix stratégiques qui d'une part, engendrent des transformations d'ordre social, politique et économique et, d'autre part, répondent à un certain degré de contraintes que la société, l'État et l'économie imposent. Il s'agira de prolonger notre réflexion du quatrième chapitre et d'examiner les mariages en tant que système, c'est-à-dire à partir de sa nature hâtive ou tardive et enfin, de définir ses implications. Nous tenterons également de réfléchir sur le rapport qui subsiste entre la rationalisation des pratiques religieuses dans le cadre de l'économie de marché et la mutation de la famille urbaine. D'après Seccombe, « the new family historians have

---

<sup>848</sup> Voir à ce sujet Ava Baron, « Romancing the Field: The Marriage of Feminism and Historical Sociology », *Social Politics*, vol. 5, n°1, 1998, pp. 17-37 ; Ira Katznelson, Aristide R. Zolberg, eds., *op.cit.*, et surtout Marco H. D. van Leeuwen, (eds.), Marco H. D. van Leeuwen, (eds.), *Marriage Choices and Class Boundaries: Social Endogamy in History*, *International Review of Social History*, Supplement 13, 2005 ; et Jürgen Kocka, « Family and Class Formation: Intergenerational Mobility and Marriage Patterns in Nineteenth-Century Westphalian Towns », *Journal of Social History*, n° 17, 1984, pp. 411-433.

<sup>849</sup> Martin Dribe et Christer Lundh, « Marriage choices and social reproduction: The interrelationship between partner selection and intergenerational socioeconomic mobility in 19th-century Sweden », *Demographic Research*, vol. 22, n° 14, 2010, p. 373; Marie-Pierre Arrizabalaga, « Pyrenean Marriage Strategies in the Nineteenth Century: The French Basque Case », *Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis*, vol. 50, 2005, p. 120; John Hajnal, « European Marriage Patterns in Perspective » in D. V. Glass and D.E.C. Eversley, eds., *Population in History*, London, Edward Arnold, 1965, p. 101-143.

paid insufficient attention to marriage, and to the conduct of courtship and wedding rituals as a window on the ways communities construe conjugal relations<sup>850</sup> ». En s'intéressant au mariage, ce chapitre examinera aussi les pratiques natalistes à une période de déclin de la fécondité. Il s'agira de comparer entre les familles paysanne et urbaine et ensuite parmi les classes sociales de la ville, les structures de mariage et de fécondité qui émergent vers la fin du siècle. Mais avant d'entrer dans les détails sociographiques, il importe de revenir sur les formes de contraintes religieuses qui participent de ses trajectoires socioéconomiques.

### 13.1. Domination hiéocratique et domination capitaliste

La religiosité au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> doit se comprendre à l'intérieur du développement économique et politique de la province. Tout au long de ce chapitre, nous l'aborderons à partir de deux perspectives. D'abord, à partir du contrôle moral et ensuite, des pratiques religieuses en fonction des classes sociales. Premièrement, l'Église catholique représente une puissante institution régulatrice qui n'est pas seulement influente dans les sphères spirituelle et politique. Son implication directe dans l'économie permet de mettre en perspective son rapport à la modernité économique. Comme le mentionne Sylvie Lacombe, « one should not forget that Church growth and religious change can mask the degree to which religion and the Catholic Church were ready to make, and in fact did make, accommodations with the new forces of capitalist modernity.<sup>851</sup> » Si le mariage ne constitue pas nécessairement une décision économique, il engage néanmoins des conséquences économiques, notamment à travers la construction d'un patrimoine, l'enfantement qui nécessite un accès à la nourriture, etc. En second lieu, la religion comme pratique culturelle et sociale est sous-jacente à une expérience de classe. Nous verrons plus

---

<sup>850</sup> Wally Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 60.

<sup>851</sup> Sylvie Lacombe, *op.cit.*, p. 143-144.

loin comment à la vie bourgeoise correspond une morale religieuse particulière. Le renforcement du religieux paraît convenir aux ambitions normatives du capitalisme et par là, il faut comprendre la « manière dont les causes économiques travaillent à séculariser les façons de penser<sup>852</sup> ». La relation entre la religiosité et l'expansion industrielle du capitalisme, sans se réduire uniquement à cela, s'appuie sur le caractère économique des nouveaux rapports de classe. À partir d'une analyse différente de celle de Weber, Thorstein Veblen a montré que les pratiques religieuses, par leur prestige et leur dimension ostentatoire, sont mises en œuvre à travers un processus de différenciation sexuelle et sociale<sup>853</sup>. Au fur et à mesure que les comportements religieux se manifestent et que se développent des relations capitalistes, advient une nouvelle forme de religiosité. Toutefois, ces nouvelles formes d'expression du religieux ne signifient pas nécessairement la croissance du sentiment religieux. Encore, le nombre important de mariages hâtifs du côté des couples ouvriers ne prouve pas une dévotion quotidienne. C'est l'usage qu'en font les individus qui jette une lumière sur une pratique inscrite dans un contexte économique et de consommation spécifique. Par exemple, la dévotion des femmes rappelle Veblen, découle d'une expression culturelle « qu'elles doivent surtout à la situation économique qui leur est faite dans les sociétés civilisées. » Ce « rapport de rang » qui varie selon les familles est « entre tous les facteurs de la vie affirme-t-il, celui qui a le plus de réalité et d'influence formatrice<sup>854</sup> ».

De son côté, Bryan S. Turner a examiné le rôle de la religion dans la trajectoire des sociétés et son rapport ambigu aux institutions séculaires, notamment à cause du fait que la « secular political culture lacks the power and authority of traditional religious

---

<sup>852</sup> Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1970 [1899], p. 212.

<sup>853</sup> Et cette expression repose par ailleurs sur une « différenciation sexuelle singulière » des pratiques religieuses qui s'explique par la situation oisive des femmes bourgeoises alors que l'oisiveté des femmes ouvrières existe quant à elle à un degré très différent, *ibid.*, p. 214.

<sup>854</sup> *Loc.cit.*



symbols, practices and rituals.<sup>855</sup> » D'abord, le présupposé classique de la sociologie depuis Durkheim et Troeltsch présente l'industrialisation et l'urbanisation comme un processus ayant érodé les bases culturelle, sociale et intellectuelle qui faisaient du sentiment religieux quelque chose de possible<sup>856</sup>. Or lorsque l'on examine l'évolution de la religion catholique en Europe et en Amérique, on constate sa puissante influence sur l'éducation, les classes ouvrières et plus largement l'identité nationale. Les exemples de l'Irlande et du Canada-français viennent aisément à l'esprit. En vérité, soutient Turner, « the dominance of the Catholic Church on the European right guaranteed that regional, party and class divisions were often drawn along religious lines.<sup>857</sup> » Cette uniformisation de la culture renvoie davantage à une domination hiérocratique<sup>858</sup> ou encore à une hégémonie<sup>859</sup> dont la légitimité morale n'était jamais massivement contredite qu'à une hausse du sentiment religieux. Ce qui est véritablement en jeu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, et qui se perçoit à travers les pratiques religieuses et les systèmes de mariage, c'est la persistance de formes d'autorité traditionnelle pour définir les contours politique, économique et national d'une population en pleine mutation. Les pratiques religieuses renvoient donc directement à une domination traditionnelle et à l'importance de sa perpétuation.

Du point de vue idéologique, la consolidation d'une morale séculaire telle que conçue par la Confédération et le régime juridique de 1866 s'est accommodée des pouvoirs cléricaux. L'omniprésence de M<sup>gr</sup> Bourget à partir de 1840 dans les affaires sociales et politiques marquait également le développement de l'ultramontanisme, courant

<sup>855</sup> Bryan S. Turner, « Religion and Politics: Nationalism, Globalisation and Empire », *Asian Journal of Social Science*, vol. 34, n° 2, 2006, p. 210.

<sup>856</sup> *Id.*, « Historical sociology of religion », Gerard Delanty et Engin F. Isin, *op.cit.* p. 357.

<sup>857</sup> *Loc.cit.*

<sup>858</sup> L'Église catholique demeure au sens où l'entendait Weber une organisation dotée de pouvoir à la fois dans la gestion du sacré, l'administration de la vie, de la naissance à la mort. Sa domination à caractère institutionnel et spirituel repose sur le monopole de la contrainte hiérocratique, Max Weber, *Économie et société*, t. II, Paris, Plon, 1971, p. 17.

<sup>859</sup> Au sens de Gramsci.

rigoriste du catholicisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>860</sup>, qui contribua à un véritable réveil politique du religieux<sup>861</sup>. Les efforts déployés depuis plusieurs décennies par l'État et l'Église visaient à mettre fin à toute forme de radicalisme politique et d'idées subversives dangereuses pour l'ordre libéral et la nation<sup>862</sup>. Les partisans du libéralisme conservateur et les architectes du Canada confédéré souhaitaient voir advenir une population civilisée. À ce titre, le système de mariages pourrait être compris comme l'aboutissement naturel d'une morale conservatrice triomphante. Toutefois, l'influence du religieux dans la forme que peuvent prendre les systèmes ne révèle qu'une partie du tableau. Pour bien saisir en quoi les mariages, la reproduction sociale et les cycles de la famille déterminent la trajectoire d'une société, ces derniers doivent être problématisés à l'intérieur des nouvelles relations sociales capitalistes. En étudiant le développement de la famille en Europe, Jack Goody a suggéré qu'en établissant des règles du mariage et en légitimant la conception, l'Église a pu canaliser la richesse des familles vers elle. L'appropriation, l'occupation et la distribution de propriétés, stratégies essentielles à la survie de l'Église depuis le Moyen-Âge, ont permis d'asseoir son autorité, « that could influence the strategies of heirship<sup>863</sup> » et donc déterminer les structures de mariages. Selon Goody, alors que ces structures changeaient avec l'avènement du capitalisme et plus tard l'industrialisation, l'Église commença à intervenir dans la sphère individuelle, la conjugalité et la vie spirituelle afin de contrôler davantage la vie domestique et

---

<sup>860</sup> Nadia F. Eid, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, p. 255 sq.

<sup>861</sup> Forgée par l'historien Philippe Sylvain, la notion de « réveil religieux » au XIX<sup>e</sup> siècle reste centrale dans l'analyse de la régulation religieuse. Voir René Hardy, *Le contrôle social*, p. 67.

<sup>862</sup> Idées subversives telles que l'annexion aux États-Unis, l'instauration d'une république ou encore de la séparation de l'Église et l'État. À ce sujet, je renvoie le lecteur à mon analyse du déclin du radicalisme au Bas-Canada, Guillaume Durou, *La pourpre et le rouge : l'anticléricalisme canadien-français au XIX<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de sociologie, Université Laval, 2011, 191p.

<sup>863</sup> Jack Goody, *The Development of the Family*, p. 220-221 ; Frédérick Guillaume Dufour, « *Proprietas et Dominium* », p. 63.

délaissa peu à peu la parenté naturelle (natural kinship) comme lien organique entre son institution et la société<sup>864</sup>.

### 13.2. Mariage et reproduction sociale : vers un changement de régime ?

Dans notre quatrième chapitre, nous avons abordé les mariages ruraux en insistant sur la notion d'harmonie entre le temps consacré aux tâches agricoles, aux célébrations et à la reproduction. Le mariage comme point de départ de la famille, représente aussi un instrument de régulation des rapports de sexe assurée par la morale pesante de la religion et le système normatif et politique. En plus d'une hausse des unions durant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le mariage évolue en opposition au travail de la terre. En comparant les comportements démographiques du Canada et de l'Europe du Nord, Ellen Gee affirme que le Canada du XIX<sup>e</sup> siècle comportait des structures de mariage semblables à celles étudiées en Europe. La nuance était que « while Canada's pattern was, as a whole, in keeping with that of western European, regional variation was marked and distinctive ». Elle rajoute que « the fact that nineteenth-century Canadians continued to display traditional nuptiality behaviour, in the face of social and economic conditions quite unlike their countries of origin, seems to indicate the importance of cultural influences in Canadian society at this time.<sup>865</sup> ». Nous reviendrons sur la dimension culturelle et religieuse impliquée dans ce processus. Toutefois, il est nécessaire d'indiquer que ce système va se détacher de plus en plus d'une logique d'ancien régime et les festivités, le temps religieux, le loisir, etc. vont se déplacer pour former un autre pattern de mariage. C'est ce que semble confirmer d'une manière significative l'évolution des mariages et de la natalité en ville et en campagne vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à Québec.

---

<sup>864</sup> Jack Goody, *loc.cit.*, p. 184-185.

<sup>865</sup> Ellen M. Thomas, Gee, « Marriage in Nineteenth-Century Canada », p. 322.

Le mariage demeure un indicateur sociologique important. S'il est naturellement soutenu par une conception culturelle et religieuse, il reste toutefois une pratique sociale et économique. Encore une fois, le mariage se constitue en « système » plutôt que d'être une pratique banale et nécessairement contingente. Par opposition au système de mariages tardifs, les mariages hâtifs ont permis par exemple de maintenir une autorité masculine légitimée par les institutions en consolidant une hiérarchie sur une longue période de l'histoire<sup>866</sup>. En plus de conserver intactes les relations patriarcales, le mariage assure le renouvellement d'une classe sociale. Marx avait déjà souligné l'existence des mariages hâtifs comme une réponse stratégique à un besoin économique particulier<sup>867</sup>. En constituant un des maillons d'une chaîne de stratégies de reproduction qui couvre l'ensemble d'une vie, le mariage nourrit néanmoins un système inégalitaire<sup>868</sup>. Historiens et sociologues ont d'ailleurs montré que le mariage des classes ouvrières était parfois un moyen d'intégration susceptible de mobiliser des ressources devant les incertitudes sociales et économiques du capitalisme<sup>869</sup>. Au final, se marier avait non seulement un effet sur la formation du ménage, la taille de la famille, le patrimoine, mais également sur la trajectoire des héritiers.

---

<sup>866</sup> Mary Hartman, *op.cit.*, p. 177.

<sup>867</sup> Karl Marx, *Le Capital*, p. 610.

<sup>868</sup> Mary S. Hartman, *The Household and The Making of History*, p. 25-33 ; Louise Tilly et Joan W. Scott, *Women, Work, and Family*, Routledge, 1987, p. 93 sq.

<sup>869</sup> Wally Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 60.

Tableau 1.9. Ratio de mariages et de remariages tous âges confondus selon les classes sociales à Québec en 1871

	Mariés cette année, âges confondus <sup>a</sup>	Population de la classe <sup>b</sup> (N)	Ratio du mariage <sup>c</sup>
Administrateurs, propriétaires	9	1512	5,95
Commerçant, vendeurs	20	3952	5,06
Petite bourgeoisie	27	1932	13,97
Ouvriers qualifiés	88	7356	11,96
Ouvriers non qualifiés	40	4091	9,77

Source : Exploitation des données du recensement de 1871 (PHSVQ/CIEQ)

Le recensement de 1871 reste le seul qui nous informe sur un mariage (ou un remariage) contracté durant l'année. Inspiré du schéma « Five-Class » selon EGP, 1992, voir l'annexe F.

<sup>a</sup> Ceci ne concerne que les salariés.

<sup>b</sup> Seul le recensement de 1871 comprenait l'information « Mariés dans les douze derniers mois », colonne 16. De plus, seul le métier déclaré du mari nous permet de situer la famille dans une classe ou dans une autre. Par ailleurs, il est impossible de connaître l'âge de l'épouse et donc de préciser s'il s'agit ou non d'un mariage hâtif. Il faudrait pour cela dépouiller les registres paroissiaux.

<sup>c</sup> Ce ratio est ramené à 1000 habitants.

Les classes ouvrières et la petite bourgeoisie se mariaient en plus grand nombre que les classes sociales supérieures. Sachant que le mariage légalise les naissances subséquentes, cette situation nuance le persistant postulat malthusien qui attribue une surnatalité aux pauvres et à la classe ouvrière. En effet, après avoir visité des manufactures d'Angleterre, Malthus et ses partisans avaient popularisé l'idée d'une 'passion of sexes', et de 'excessive child-getting' au sein des familles ouvrières qui, à l'intérieur des liens du mariage, connaissaient une fécondité débridée<sup>870</sup>. En regard du

<sup>870</sup> Postulat voulant que les pauvres et les classes moins aisées « were the cause of their own poverty because they produced more children than they could properly feed », Paul Neurath, *From Malthus to*

portrait démographique de 1871, cette configuration mérite d'être considérée sociologiquement.

La prédominance des mariages dans les classes inférieures et la classe médiane pourrait être attribuée à un rapport géographique des classes à la religion. Par exemple, la centralité de l'église de St-Roch dès 1840 eut un « effet tangible sur l'articulation du quartier » où les occupations se rapportaient quasiment à la proximité physique des lotissements à l'église<sup>871</sup>. Autrement dit, le degré d'accessibilité aux lieux et aux cléricaux pourrait avoir influencé le niveau de religiosité des habitants. Si l'on aborde le phénomène par l'autre bout, le retard volontaire de l'engagement matrimonial pour des poursuites économiques pourrait expliquer le faible taux de mariage au sein des deux classes supérieures tel que l'avait avancé Max Weber<sup>872</sup>. Par exemple, les mariages tardifs au sein des classes supérieures, phénomène qui réapparaît au XIX<sup>e</sup> siècle, permettaient de libérer un supplément de main-d'œuvre (majoritairement féminine) et ainsi favoriser une accumulation du capital<sup>873</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les prétendants tendent à choisir des partenaires d'origines sociales similaires parfois très proches des collègues de travail<sup>874</sup>. L'historien Peter Ward a fait une analyse dans ce sens et a montré que

---

*the Club of Rome and Back: Problems of Limits to Growth, Population Control and Migrations*, Routledge, 1994, p. 5 ; James P. Huzel, *op.cit.*, p. 209.

<sup>871</sup> Lucie K. Morisset, *op.cit.*, p.108-109.

<sup>872</sup> Selon André Burguière « À l'esprit d'alliance qui inspirait traditionnellement les stratégies familiales et l'inclination des jeunes époux, elle substituait progressivement l'esprit d'entreprise : la préoccupation du couple n'est plus simplement de fabriquer une famille, mais de savoir la gérer, de préserver et d'améliorer son statut social, devenu sa principale finalité », in « De Malthus à Max Weber: le mariage tardif et l'esprit d'entreprise », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 4-5, 1972, p. 1138.

<sup>873</sup> *Ibid*, p. 1137.

<sup>874</sup> À Québec plus spécifiquement, le cas des apprentis artisans au début du XIX<sup>e</sup> siècle montre que les artisans restaient sélectifs à l'embauche et choisissaient des partenaires qui étaient les filles de leur collègue. Voir René Hardy et David. T. Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, p. 150-151 ; François de Singly, « Théorie critique de l'homogamie », *L'Année Sociologique*, 1987, vol. 37 p. 185.

durant la période victorienne, les femmes épousaient souvent des hommes plus vieux et les hommes s'unissaient à des femmes plus jeunes qu'eux. Le « marché de la séduction » restait fondé sur une stratégie de domination masculine, peu importe la classe rurale ou urbaine<sup>875</sup>. Ceci soulève la question de l'homogamie et de l'hétérogamie au sens où les limites qui sont déterminées par la culture de classe puissent être franchies ou non. Il semble que les appartenances de classe agissent sur la formation des couples en raison d'expérience commune, de limites géographiques déterminées par le quartier, de la religion, etc. Enfin, si les mariages mixtes, c'est-à-dire basés sur la religion et l'origine ethnique, ne seront pas analysés, il demeure néanmoins important de souligner que cette pratique semble avoir été davantage répandue parmi les élites bas-canadiennes en raison d'une promiscuité sociale marquée par des lieux communs de sociabilité<sup>876</sup>. Au demeurant, la régulation religieuse sous le capitalisme ainsi que la discipline de la manufacture, semblent avoir influencé les trajectoires familiales. Le goût d'enfanter et les mécanismes de limitation familiale témoignent certainement de pratiques sociales ancrées dans les conditions de classe. Il s'agira d'examiner si le système de mariage et la baisse de la fécondité représentent l'effritement de comportements nuptiaux traditionnels où la limitation des naissances implique désormais une décision économique.

---

<sup>875</sup> Peter Ward, *op.cit.*, p. 59-60.

<sup>876</sup> À cet égard, Constance Backhouse retrace le mariage d'une mineure dont l'origine catholique francophone, « upper-middle class » et d'un jeune Américain protestant, lui aussi mineur et issu d'une bonne famille, in *Petticoats and Prejudice: Women and Law in Nineteenth Century Canada*, Osgoode Society, 1991, p. 28 sq. ; David T. Ruddel, *Quebec City, 1765-1832: The Evolution of a Colonial Town*, Canadian Museum Of Civilization, 1987 ; Alex Tremblay, *La mixité culturelle au sein des élites québécoises au XIX<sup>e</sup> siècle : l'exemple de la famille Marchand, 1791-1900*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2014, 120p, et Sophie Goulet, *La nuptialité dans la ville de Québec : étude des mariages mixtes au cours de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2002, 113p.

### 13.3. Mariages hâtifs et stabilisation du patriarcat

La géographie urbaine et l'esprit d'entreprise au sens wébérien n'expliquent pas tout. Une compréhension sociologique du mariage devrait prendre en compte d'autres éléments. Lorsque l'on examine le mariage des jeunes filles en fonction des deux niveaux de la ville où la zone urbaine plus prospère correspond à la Haute-Ville et la plus pauvre, à la Basse-Ville, on remarque une évolution intéressante. Bien qu'une population ouvrière irlandaise habitait dans le quartier Montcalm, il faut admettre que cette caractéristique géographique correspondait plus nettement aux divisions sociales de Québec. Les disparités entre la Haute et la Basse-Ville étaient très visibles. En Haute-Ville, par exemple, la population paraissait « s'élever au-dessus du niveau commun et revêtir un certain cachet aristocratique. À Québec, on dirait même que les différences du niveau social correspondent à celles du niveau topographique, et qu'habiter la Haute-Ville ou la Grande-Allée confère une certaine supériorité<sup>877</sup> ». Si 54 % de la population de Québec vivait en Haute-Ville en 1871, trente ans plus tard, c'était 57 % qui occupait la Basse-Ville. En effet, l'exode rural et l'expansion du quartier St-Sauveur avaient attiré une nouvelle population.

---

<sup>877</sup> Ajoutant, « Il est curieux d'observer que chez tous les peuples même les plus démocratiques, il se manifeste toujours, dans les centres, une certaine inégalité sociale », *Québec et Lévis à l'aurore du XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, La compagnie de publication Samuel de Champlain, 1900, p. 226-227.



Tableau 1.10. Taux standardisé de mariages hâtifs des filles de 15 à 19 ans à Québec de 1871 à 1911

	1871	1891	1901	1911
<b>Haute-Ville</b>	2,1 %	1,9 %	2,7 %	3,7 %
(St-Pierre, Montcalm, Champlain, Banlieue Sud)				
<b>Basse-Ville</b>	4,7 %	3,5 %	3,2 %	8,9 %
(St-Roch, Jacques Cartier, St-Sauveur et St-Vallier, 1901)				

Source : Exploitation des données du recensement de 1871, de 1891, de 1901 et de 1911 (PHSVQ/CIEQ). Nous catégorisons le mariage dit « hâtif » lorsqu'une fille entre 15 ans et 19 ans se déclare mariée selon les données des recensements.

Dominant parmi les classes populaires, les mariages hâtifs tendent vers un déclin depuis 1871. Cette situation n'était pas unique à Québec. Un phénomène similaire a été observé à Saint-Hyacinthe où l'âge du mariage des classes inférieures tendait à augmenter plus on approchait du XX<sup>e</sup> siècle<sup>878</sup>, autrement dit, que les mariages hâtifs diminuaient bien qu'ils restaient dominants parmi les classes populaires. Or cette tendance cesse au XX<sup>e</sup> siècle et fait place à une brusque hausse des mariages hâtifs parmi toutes les classes alors que l'industrialisation, la prolétarianisation et la croissance du capitalisme sont des processus généralement associés au système tardif et au ménage nucléaire. Se marier tôt aurait-il eu une incidence sur le développement économique ou au contraire expliquerait-il une réaction aux impératifs du marché ? Est-ce à dire que se marier jeune est devenu plus populaire au début du nouveau siècle ? Se marier tôt comportait-il des avantages particuliers ? Mary S. Hartman souligne que dépendamment du temps pour le mariage, « family household and their individual members [...] become more vigilant in mapping out their future ». En vérité, la planification du futur demeure moins urgente dans les sociétés basées sur les mariages hâtifs parce que le jeune couple est pris en charge par les anciennes

<sup>878</sup> Peter Gossage, *Families in Transition*, p. 107 et sq.

générations et est éduqué à travers une culture du foyer alors que dans les systèmes tardifs, le fardeau immédiat de l'administration du foyer (entendue comme économique) provoque un impact sur les stratégies, exigeant du couple une certaine flexibilité et une certaine créativité<sup>879</sup>. Le mariage demeure donc un système qui génère des stratégies particulières. À Québec, la croissance des unions hâtives coïncide avec deux événements majeurs à savoir le raffermissement de l'Église comme « institution dominante d'un peuple dominé<sup>880</sup> » et l'expansion du capitalisme et de la société industrielle. Il faudrait pousser l'étude plus loin pour connaître la trajectoire de ce système, mais tout porte à croire qu'au XX<sup>e</sup> siècle, les pratiques s'orientent vers un régime social de mariages hâtifs.

L'analyse de Hartman est éclairante pour comprendre comment la structure de mariages participe des trajectoires sociales. En distinguant deux systèmes, elle interroge d'une part les institutions qui incitent à adopter un certain type de pratiques au cours des siècles, et d'autre part, elle met en lumière l'autonomie disponible pour adopter ou non des pratiques particulières. Cependant, Hartman n'insiste pas sur la relation entre la classe sociale des familles et leurs actions. Si l'on admet qu'un des bénéfices du mariage repose sur la création au cours de la vie d'un patrimoine transférable qui correspondait généralement à une richesse mobilière<sup>881</sup>, former une famille plus tôt laissait plus de temps pour l'accumuler. Cette stratégie des familles paysannes telle qu'étudiée par Hartman était peut-être traversée d'un sentiment d'urgence ? Quant au patrimoine des classes riches, aucune urgence ne semble dicter leur stratégie. Ces dernières disposaient déjà d'un capital hérité, et ce, peu importe le temps pour choisir les partenaires de vie et former une famille. Plus les siècles avancent donc, plus se précise la relation entre classe, mariage et famille.

---

<sup>879</sup> Mary S. Hartman, *op.cit.*, p. 105-106.

<sup>880</sup> Lucia Ferretti, *op.cit.*, p. 102.

<sup>881</sup> Richesse qui comprend les biens de consommation, d'autres possessions matérielles, ainsi que des créances.

Lorsque l'on examine de plus près le nombre de mariages des jeunes filles salariées de 15 à 19 ans toutes classes confondues, on constate une portion extrêmement marginale de travailleuses (moins de 1 %). Au début du XX<sup>e</sup> siècle, seulement 0,02 % des filles mariées de 15 à 19 ans recevaient un salaire. De 1871 à 1901, les femmes entre 20 à 25 ans n'avaient en quasi-totalité aucun salaire. L'occupation domestique représentait donc le statut prédominant chez les filles et les femmes mariées et avait pour effet de stabiliser publiquement et culturellement un patriarcat<sup>882</sup>. Ce patriarcat possédait également une caractéristique particulière, sans toutefois être le propre de tous les mariages hâtifs : les jeunes filles mariaient davantage des hommes beaucoup plus âgés et déjà occupés par un métier<sup>883</sup>. Encore une fois, l'idéologie de l'homme nourricier caractérisait la dynamique industrielle, une « ideology of a living wage affixed a wage rate benchmark to a division of family labour which was broadly held to be natural, and hence proper, for all classes. » Non seulement était-ce une puissante construction en termes moral et social, rappelle Seccombe, mais « it also appealed cognitively to arguments within the economic discourse of the market.<sup>884</sup> » La complémentarité des structures familiales avec les besoins économiques reposait en vérité sur le caractère normatif du mariage.

Le mariage hâtif repose en effet sur plusieurs normes. D'abord, une pression parentale, l'accès au marché (par l'intermédiaire du salariat masculin), la consolidation d'un statut social, sachant que le célibat prolongé restait impopulaire et que seul le mariage demeurerait le moyen légitime pour fonder une famille. D'une manière générale, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle le mariage garantissait une certaine « sécurité économique » et ne pas être marié pouvait engendrer solitude et pauvreté<sup>885</sup>. Ensuite, la promiscuité urbaine des quartiers ouvriers et sur les lieux de travail

---

<sup>882</sup> Wally Seccombe, « Patriarchy Stabilized... », p. 54.

<sup>883</sup> Comme la fait valoir Peter Ward, *op.cit.*, p. 59-60 ; René Hardy et David T. Ruddel, *op.cit.*

<sup>884</sup> Wally Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 55.

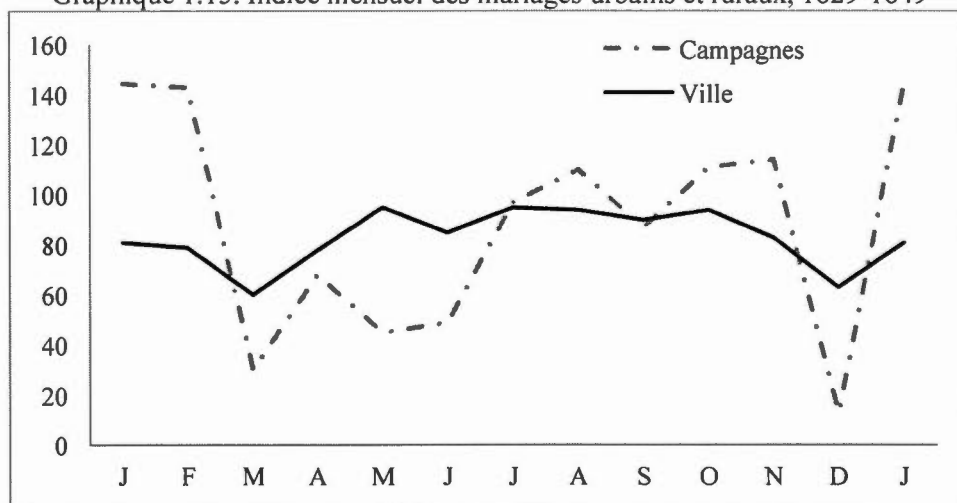
<sup>885</sup> Rachel Ginnis Fuchs, *Gender and Poverty in Nineteenth-Century Europe*, p. 23.

favorisait une sociabilité et renforçait les relations extra-familiales et enfin, une domination religieuse caractérisée par une hausse importante des pratiques. Il demeure impossible d'examiner toutes ces causes dans le cadre de notre étude. Cependant, elles s'inscrivent dans la réalité sociologique et économique du mariage, c'est-à-dire des institutions dominantes et des ressources politiques qui tendent à normaliser les pratiques et rationaliser les actions.

#### 13.4. Rationalisation et normalisation

L'évolution des différentes structures des mariages en ville révèle les rapports sociaux urbains à l'œuvre (graphiques 1.15 et 1.16). D'abord, précisons que le peu de mariages durant les périodes du carême et de l'avent fait preuve d'une régularité durant tout le siècle, qu'il s'agisse de la campagne ou de la ville. Alors qu'entre 1820 et 1849, ville et campagne connaissent des trajectoires différentes, on assiste au début du XX<sup>e</sup> siècle à une standardisation progressive des pratiques. Plus Québec s'industrialise et se densifie alors que la production agricole se mécanise et croît, plus les mariages paraissent se stabiliser. Cette structure trahit un processus d'uniformisation qui repose sur une discipline économique, social et politique. Le nombre de mariages nous informe sur la distribution du temps religieux, mais également sur les pratiques sociales et culturelles. À vrai dire, la ville et les campagnes semblent épouser une structure qui ne puise son origine ni dans le monde rural ni dans l'expérience urbaine. En d'autres termes, excluant les deux périodes creuses invariables, la structure des mariages se présente d'une manière inédite. Par exemple, dans les campagnes au XX<sup>e</sup> siècle, les saisons du printemps et de l'été connaissent une croissance des mariages qui défie toute logique rurale et agricole telle qu'examinée dans notre chapitre 4. Les graphiques ci-dessous permettent d'apprécier cette évolution.

Graphique 1.15. Indice mensuel des mariages urbains et ruraux, 1829-1849

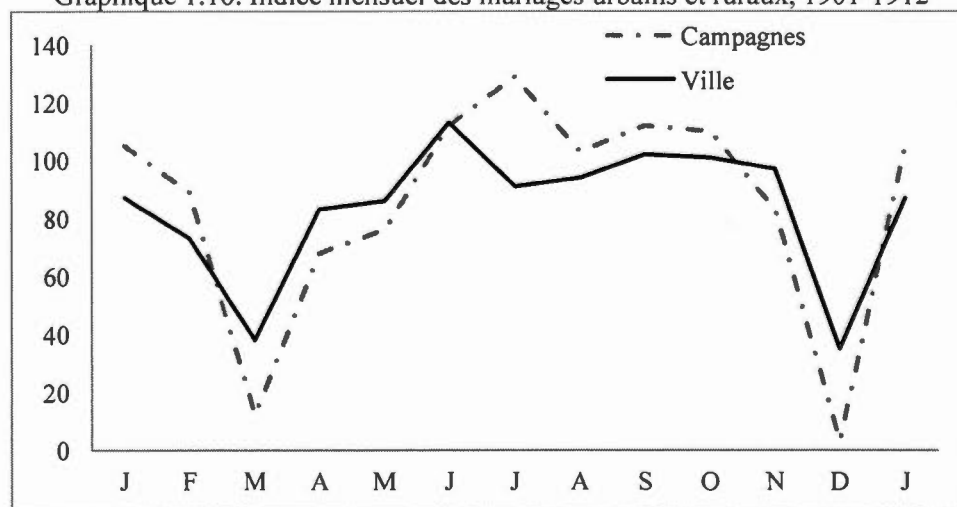


Source : Exploitation des données du projet BALSAC. Nombre de mariages catholiques entre 1820 et 1849 ramené à 1000 habitants.

L'agglomération comprend l'ensemble des villages du district de Québec, code 18, « région de Québec », projet BALSAC.

1830 à 1849 pour Québec et 1829 à 1849 pour les zones rurales.

Graphique 1.16. Indice mensuel des mariages urbains et ruraux, 1901-1912



Source : Exploitation des données du projet BALSAC. Nombre de mariages catholiques entre 1901 et 1912 ramené à 1000 habitants. L'agglomération comprend l'ensemble des villages du district de Québec, code 18, « région de Québec », projet BALSAC.

Afin de comprendre l'importance de ces changements, regardons plus en détail la structure des mariages ruraux et urbains respectivement. Dans le monde rural, le cycle de production paysan évoluait de manière opposée au cycle des festivités et des mariages. Les mariages témoignaient en effet d'une évolution très similaire à ce qu'avait observé Greer pour le Bas-Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle. En ce temps-là, l'harmonie entre le cycle du travail et le cycle de vie (union et reproduction) supposait des pratiques et des stratégies familiales orientées selon les critères d'un régime temporel particulier émanant d'un régime de relations sociales de propriété précapitaliste. Ces pratiques reposaient d'abord sur une dépendance à l'exploitation agricole locale et d'un marché de petites marchandises (*petty commodities*). Or à partir des années 1860, les pratiques sociales étaient marquées d'une hausse considérable de la religiosité avec un ratio de mariage trois fois plus élevé que dans les années vingt. De là survient la question de la structure annuelle des mariages et la poursuite de l'équilibre entre travail, fête et loisir. À partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le monde rural vivait des transformations économiques importantes. Le développement de nouvelles pratiques agricoles, l'amélioration des moyens de fermages, l'introduction de la mécanisation (moulin à battre, moissonneuse-batteuse<sup>886</sup>) et la diffusion de la connaissance agronomique ont certainement fait pression sur le cycle de vie rural. L'expérience religieuse s'articulait ainsi autour d'une transition vers l'agriculture capitaliste.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on se mariait peu au début du printemps. Le sous-solage, l'épandage, le sarclage, la récolte du foin s'exécutaient d'avril à juillet et occupaient les paysans plusieurs heures par jour. Les corvées agricoles rassemblaient les populations voisines qui effectuaient des travaux en groupe comme le battage du grain. Or malgré la migration vers les villes, la pénétration au même moment d'outils et de machines agricoles vint modifier le temps de travail consacré à la terre. La

---

<sup>886</sup> Claude Blouin, *op.cit.*, p. 97.

progressive dépendance technologique et l'impératif du rendement agricole avaient réduit progressivement la durée de plusieurs tâches. Ce phénomène eut une incidence décisive sur le temps de travail et libéra du « temps religieux ». L'existence de régimes de temps différenciés où le pouls de la campagne battait au rythme d'un « temps paysan<sup>887</sup> » alors que les activités de la ville étaient inscrites dans un « temps marchand<sup>888</sup> » ouvre une piste de réflexion intéressante. En effet, l'occupation et la gestion du temps renvoyaient à des expériences sociales bien distinctes, à « une vie désarticulée par les horaires de travail.<sup>889</sup> ». Par conséquent, les structures de mariage répondaient au type de travail et le temps qui lui était consacré. Cette explication vaut certainement pour la première moitié du siècle alors que le temps et les relations sociales précapitalistes structurent l'organisation sociale.

### 13.5. Le système de mariage et son rapport à la famille moderne

La situation mentionnée plus haut change au XX<sup>e</sup> siècle alors que la ville et la campagne connaissent une structure des mariages presque identique et que l'évolution des mariages paraît s'inscrire dans un processus de rationalisation des pratiques sociales. Comme la subsistance des familles ouvrières reposait sur un travail (virtuellement) annuel soumis à des règles de rendement et des rapports de production particuliers et dépendait des cycles d'embauches et de chômage, l'élément économique semble avoir pesé sur les décisions relatives au mariage. Puisque la manufacture et l'atelier étaient dictés par une discipline qui obligeait une gestion du

---

<sup>887</sup> Dans *The Theory of Peasant Economy*, Chayanov, développe l'idée d'un équilibre entre le travail et la consommation que corrobore l'étude de Gérard Bouchard, « L'agriculture saguenayenne entre 1840 et 1950 : l'évolution de la technologie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 2, 1990, p. 362. Voir le chapitre 4.

<sup>888</sup> Le marchand pouvait « user et abuser du temps », pratique en adéquation avec le temps de ses affaires, Jacques Le Goff, « Au Moyen Âge : temps de l'Église et temps du marchand », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 15, n° 3, 1960, p. 432 ; Jonathan Martineau, « *Time, Capitalism and Alienation* », 103 et sq.

<sup>889</sup> Jean-Pierre Rioux, *La Révolution industrielle*, p. 180-181.

temps, une présence effective au travail, des engagements envers son employeur et des responsabilités financières, cette lente intégration aux nouvelles normes rendait les pratiques sociales beaucoup plus dépendantes du marché. Le mariage, la planification et la limitation des naissances, la constitution du patrimoine, etc. jadis organisés en fonction du calendrier agricole ainsi que les fêtes se concevaient désormais à l'intérieur d'un système basé sur un temps abstrait instauré par le machinisme manufacturier et les rapports de production capitalistes. Ce nouveau régime social de propriété n'a pas fait reculer les mariages, ni changé leur signification, mais les a déplacés en fonction de nouvelles exigences. Pour Veblen, témoin des transformations de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation et le développement du capitalisme n'avaient pas évacué l'attitude spirituelle et la piété, mais les avaient seulement modifiées<sup>890</sup>. Cette nouvelle condition se prête à une hypothèse. Il est vrai que l'augmentation de la religiosité répondait à un modèle patriarcal conforme aux exigences sociales de l'économie capitaliste, c'est-à-dire selon l'idéologie puissante du père nourricier basé sur le « family wage »<sup>891</sup>. Les attitudes religieuses et culturelles qui traduisent cette idéologie pourraient alors se concevoir comme une stratégie globale visant à intégrer plus rapidement le système économique et ainsi correspondre au modèle normatif en vigueur.

Le système de mariage renvoie à une question plus large encore, et ardemment discutée depuis l'école de Cambridge<sup>892</sup> et les thèses de la proto-industrialisation<sup>893</sup>. Il

---

<sup>890</sup> Dès lors, les pratiques de dévotions « offrent une importance économique », Thorstein Veblen, *op.cit.*, p. 202.

<sup>891</sup> Hilary Land, « The Family Wage », *Feminist Review*, n° 6, 1980, p. 74 ; Ann Porter, « Women and Income Security in the Post-War Period : The Case of Unemployment Insurance, 1945-1962 », *Labour/Le Travail*, n° 31, 1993, p. 113.

<sup>892</sup> Fondée par Peter Laslett et Anthony Wrigley.

<sup>893</sup> S. C. Olgilvie et M. Cerman (eds.), *European Proto-Industrialization: An Introductory Handbook*, Cambridge University Press, 1996 ; Hans Medick, « The Proto-Industrial Family Economy: The Structural Function of Household and Family during the Transition from Peasant Society to Industrial Capitalism », *Social History*, vol. 1, n° 3, 1976, pp. 291-315 ; Franklin Mendel, « Proto-



s'agit du rôle des systèmes de mariage dans le développement économique lui-même et la nature de la famille moderne. Par exemple, l'économiste John Hajnal a proposé que les ménages tardifs ont eu un impact décisif sur le développement industriel. Selon lui, le fait de retarder les mariages aurait libéré une jeune main-d'œuvre féminine amenée à travailler et capable d'accumuler avant le mariage une richesse disponible pour la consommation de biens. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le déséquilibre entre les hommes libres pour le mariage par rapport aux femmes plus nombreuses a donc rendu disponible un nombre important de femmes pour le travail : « as a result of these developments, the proportion of women never marrying rose to levels probably unprecedented in much of north-western Europe by the end of the nineteenth century.<sup>894</sup> ». Le travail collectif de jeunes femmes célibataires aurait ainsi contribué au décollage industriel. À l'inverse, l'anthropologue Alan Macfarlane a suggéré que les mariages tardifs avaient évolué à l'intérieur des relations impersonnelles du marché et avaient davantage libéré les filles des contraintes parentales, donnant naissance à un modèle individualiste. Macfarlane insiste sur le fait que « the modern 'individualistic' system with its stress on the nuclear family, is spread throughout England and North America, but it is generally held to be both peculiar and of recent origin [...] if the family system pre-dated rather than followed on, industrialization, the causal link may have to be reversed, with industrialization as a consequence, rather than a cause, of the basic nature of the family<sup>895</sup>. » Macfarlane propose une analyse extrêmement intéressante. Toutefois, le sens du raisonnement fait défaut. L'industrialisation est-elle une conséquence ou une cause d'un système de mariage et d'une composition spécifique du ménage ? Posée ainsi, ce genre de question détermine d'entrée de jeu la nature de la réponse. En vérité, il faut aborder ce

---

industrialization: The First Phase of the Industrialization Process », *Journal of Economic History*, n° 32, 1972, pp. 241-261.

<sup>894</sup> John Hajnal, *op.cit.*, p. 130.

<sup>895</sup> Alan Macfarlane, *The Origins of English Individualism: The Family Property and Social Transition*, Wiley, 1978, p. 197-198.

processus à partir d'une autre perspective. Nous soutenons depuis le début de notre thèse l'idée qu'un régime de propriété spécifique produit des rapports sociaux qui sont liés au développement économique et politique d'une société. Dans le cas qui nous concerne, il s'agit du démantèlement d'une propriété féodale au profit de la propriété privée reposant sur les lois dites « naturelles » du marché, la domination coloniale et cléricale, etc. Les relations sociales de propriétés représentent donc la jonction entre les actions des individus et les contraintes institutionnelles. Penser un certain type de famille comme cause ou comme conséquence oblitère l'aspect multi-causal de ce processus complexe. En vérité, il faut d'abord considérer la formation du capitalisme plutôt que l'industrialisation et l'urbanisation. En d'autres mots, la dynamique capitaliste a en fait engendré un processus d'industrialisation et généré simultanément un type de formation familiale. La famille, la ville, la naissance de l'industrie, etc. découlent plutôt d'un long processus entraîné par le capitalisme commercial, agricole puis industriel depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, que d'un rapport de cause à effet.

Il paraît clair que le système de mariage tardif a engendré des conséquences économiques et sociales différentes de celles du système hâtif. Accepter toutefois l'argument conventionnel voulant que l'apparition d'une forme nucléaire de la famille soit la cause de profondes transformations économiques ne met pas en lumière les relations de classes à la base de cette mutation. Les relations sociales de propriété capitaliste ont altéré la formation familiale à plusieurs égards. La complexification de la structure familiale telle qu'examinée dans nos chapitres précédents reflète davantage les effets du capitalisme que la seule forme dominante que représente la famille nucléaire. De plus, le type de ménage qui découle du système de mariage doit être replacé dans son contexte politico-religieux propre au Canada. Les nombreuses études qui ont essayé d'esquisser la logique du développement des structures familiales ont présenté des arguments intéressants qu'on ne peut balayer du revers de la main. Toutefois, peu d'entre elles ont mis

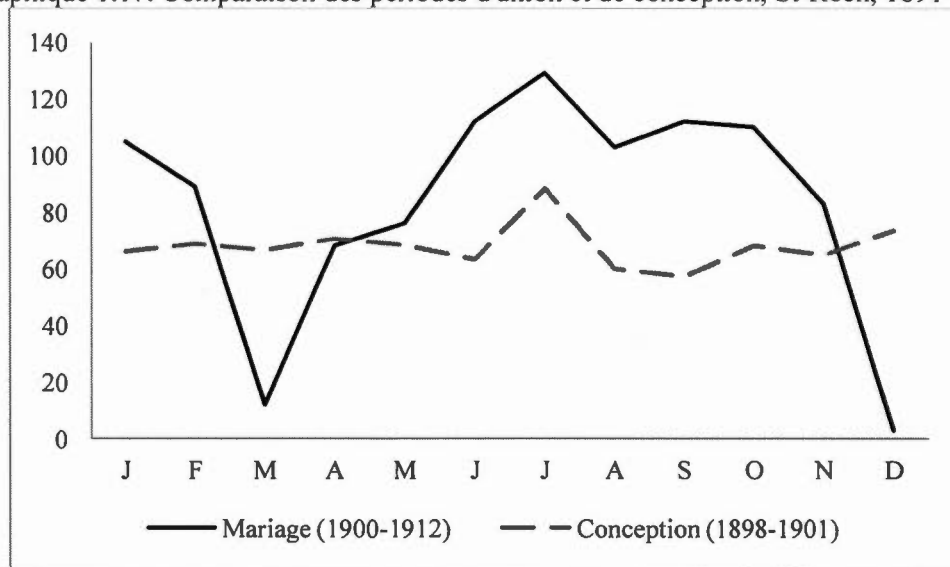
l'accent sur les rapports de pouvoir, les processus de domination et d'exploitation à l'œuvre à l'intérieur du foyer familial aussi bien qu'au sein du marché économique lui-même. Dans cette optique, il paraît clair que les transformations du système de mariages et des structures familiales reposaient sur un ensemble complexe d'institutions comme l'État, l'Église et le marché ainsi que de normes et de contraintes qui ont amené les familles à développer des stratégies. Des familles paysannes pétitionnant pour accéder aux denrées alimentaires, aux ouvriers confrontant les forces de l'ordre aussi bien qu'aux femmes et aux enfants travaillant dans les manufactures, cet ensemble de relations sociales a non seulement entraîné le changement social, mais modifié les caractéristiques de la famille moderne qui au XX<sup>e</sup> siècle présente une synthèse des rapports de pouvoirs traditionnels et modernes.

### 13.6. Reproduction et classe sociale

Après avoir analysé en détail la structure des mariages, il est possible de proposer quelques arguments. D'abord, l'histoire nous montre que des différences subsistaient parmi les classes sociales. Les mariages hâtifs auraient été une pratique plutôt encouragée chez les classes inférieure et médiane. Le XX<sup>e</sup> siècle mit fin aux différences entre les structures des mariages ruraux et urbains. La domination morale de l'Église semble avoir exercé une formidable pression afin de conformer les familles à ses dogmes. Toutefois, l'institution religieuse ne fournit pas des réponses suffisantes pour expliquer par exemple le décalage des mariages avec le calendrier agricole, altérant l'équilibre travail/consommation, ni la prédominance des mariages hâtifs parmi les classes populaires, etc. Les transformations économiques et le changement de régime de propriété montrent sous un autre angle son emprise sur la vie. L'accès aux ressources par le marché, le développement d'une dépendance technologique et, logiquement, la transformation du temps de travail tiennent d'un processus de rationalisation des pratiques sociales caractéristique d'un régime de propriété capitaliste. Sous le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle, se marier représentait encore

un élément stratégique. Pour preuve, une forte relation semble avoir subsisté entre le temps de mariage et le temps de la conception comme le suggère le graphique ci-dessous.

Graphique 1.17. Comparaison des périodes d'union et de conception, St-Roch, 1891-1912



Source : Exploitation des données du projet BALSAC et du PHSVQ. Nombre de mariages catholiques entre 1901 et 1912 ramené à 1000 habitants.

Le rôle de la religion dans la régulation des pratiques sociales (et ce, depuis le Moyen-Âge) reste indispensable pour comprendre les trajectoires des familles et leur transformation. Cependant, son influence doit être nuancée. Nous avons reconnu le contrôle social exercé par l'Église sans toutefois lui accorder le crédit du moteur de changement. Certes, le mariage demeure une pratique culturelle, mais est également empreint de stratégies orientées économiquement et socialement. Lorsque l'on se penche davantage sur d'autres caractéristiques de la famille, comme la conception et la fécondité, domaines minutieusement surveillés par l'Église, on s'aperçoit non sans paradoxe des limites de son influence. Comme le rappelle Goody, « the ideology of

the Church and the practice of the people frequently diverged<sup>896</sup> ». L'évolution du temps religieux depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle nous a révélé les contours d'un mouvement d'un tout autre ordre qui régit le travail et l'organisation sociale. Le capitalisme parviendra à pénétrer progressivement la vie des hommes et des femmes et ainsi asseoir un régime temporel dominant la vie sociale<sup>897</sup>.

La fécondité permet de dégager la signification de comportements démographiques. Avant tout biologique, la conception correspond aussi à la reproduction sociale. Les chapitres précédents ont présenté un taux de naissance plus élevé au sein des classes ouvrières de St-Roch (un ratio enfants/femmes de 1,16). À l'orée du XX<sup>e</sup> siècle, on constate une baisse dans le nombre des naissances parmi toutes les classes, bien que les familles ouvrières dominent le palmarès de la fécondité. Jusqu'à quel point les pratiques sociales comme le mariage et les stratégies de reproduction sont-elles façonnées par le régime capitaliste, sachant que les relations sociales se présentent sous diverses formes —comme le temps-horloge, la domination, l'exploitation, etc. ? Il suffit d'examiner en détail la reproduction sociale pour en mesurer l'ampleur. Elle permet d'attester des limites de la régulation religieuse, mais aussi de révéler un processus de différenciation à l'œuvre.

---

<sup>896</sup> Jack Goody, *The Development of The Family*, p. 185.

<sup>897</sup> Tel que le remarque Marx lorsque l'équilibre de la vie se voit modifié par des nouveaux rapports sociaux, *L'idéologie allemande*, 1977, p. 61.

Tableau 1.11. Ratio enfants-femmes à partir de la classe sociale du père à Québec, 1901

	Nombre d'enfants de 0 à 4 ans	Nombre de femmes de 15 à 49 ans	Ratio enfants/femmes	Ratio standardisé
<b>Administrateurs propriétaires</b>	493	511	0,96	0,97
<b>Commerçant, vendeurs</b>	714	687	1,04	0,96
<b>Petite bourgeoisie</b>	1135	1235	0,92	0,99
<b>Ouvriers qualifiés</b>	2590	2529	1,02	1,02
<b>Ouvriers non qualifiés</b>	1189	1307	0,91	0,96

Source : Exploitation des données du recensement de 1871 (PHSVQ/CIEQ)

Inspiré du schéma « Five-Class » selon EGP à partir des données calculées par Richard Marcoux, « Régimes démographiques, école et travail des enfants. Un regard croisé sur deux villes, Bamako et Québec, dans Francis Gendreau, Dominique Tabutin, Maud Poupard, *Jeunesse, vieillesse, démographies et sociétés*, Quatrième Journée Scientifique du Réseau Démographie de l'AUF, Chaire Quetelet 2001, Institut de démographie, UCL, Louvain-la-Neuve, Académia-Bruylant/L'Harmattan, 2002, p. 233. La population ne concerne toutefois que les catholiques francophones.

Plusieurs auteurs ont déjà signalé le taux de fécondité particulièrement élevé des femmes de la ville de Québec<sup>898</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il était demeuré largement plus élevé dans les milieux ruraux que dans les villes malgré une baisse tendancielle parmi la population en général. Certains indices laissent à penser que ce taux reflétait moins des pratiques traditionnelle et culturelle, que des relations liées aux conditions urbaines (taux de mortalité infantile élevé, fausses couches, avortements). Plus

<sup>898</sup> Jacques Henripin, *Naître ou ne pas être*, Québec, IQRC, 1989 ; Danielle Gauvreau, Peter Gossage, Lucie Gingras, « Measuring Fertility with the 1901 Canadian Census. A Critical Assessment », *Historical Methods*, vol. 33, n° 4, 2000, p. 219-228.

spécifiquement, les pratiques natalistes découleraient des rapports de classes plutôt que de la transmission d'un modèle d'économie familiale où les membres d'une famille participaient à la production. On serait tenté d'affirmer qu'une fois installées en ville, depuis une génération ou deux, les familles d'origine rurale reproduisaient des pratiques séculaires. Or des études affirment qu'il n'existait aucune différence significative entre l'origine de la mère (rurale ou urbaine) et le taux de fécondité<sup>899</sup>. Cette réalité suppose que les stratégies semblaient plutôt « conditionnelles », et non culturelles et que le besoin d'avoir des enfants dépendait entre autres choses de conditions sociales et économiques favorables pour la conception. Dans ce contexte, il paraît clair que l'habitat, le niveau d'instruction de la femme et la profession du mari jouaient un rôle décisif<sup>900</sup>. À partir de cette idée, le choix rationnel basé sur une estimation des bénéfices et des efforts engendrés par la maternité prend un sens nouveau sous le capitalisme alors que les familles urbaines réalisent progressivement la possibilité de limiter ou non les naissances tout en jugeant des conséquences de leur action<sup>901</sup>.

Comment alors expliquer une baisse de fécondité dans un contexte d'un renouveau religieux qui perdure depuis 1850 au Québec ? Les conditions de la nuptialité semblent avoir connu des changements importants alors que la plupart des enfants ont été conçus à partir du mariage. La démographe Danielle Gauvreau a avancé l'argument d'une « transgression morale » traduite par l'apparition d'un individualisme en opposition aux prescriptions catholiques<sup>902</sup>. Or cette tendance à la réduction familiale n'était certainement pas exclusive puisqu'elle était également

---

<sup>899</sup> Richard Marcoux et Marc St-Hilaire, « Régimes démographiques, famille et travail des enfants : y a-t-il une spécificité des nouveaux citadins d'origine rurale à Québec en 1901 ? » dans Christian Dessureault, John A. Dickinson et Joseph Goy, *op.cit.*, p. 331.

<sup>900</sup> Danielle Gauvreau, « La transition de la fécondité au Québec : un exemple de transgression de la morale catholique? », *Études d'histoire religieuse*, n° 70, 2004, p. 12.

<sup>901</sup> Wally Secombe, *Weathering The Storm*, p. 192.

<sup>902</sup> *Ibid*, p. 22.

observée parmi les familles protestantes. La volonté de limiter les naissances s'accompagnait d'un attrait pour le travail rémunéré que l'on peut lier plus largement au régime économique<sup>903</sup>. Les dérogations aux doctrines religieuses viennent expliquer en partie seulement cette transformation des comportements à l'égard de la fécondité. Si la baisse des conceptions reste intimement liée aux conditions de vie urbaines, existait-il des différences parmi les classes sociales ? Pour répondre à cette question, il importe dans un premier temps de s'attarder aux données sur les structures de fécondité selon les classes que l'on retrouve ci-dessous<sup>904</sup>, à la suite desquelles deux idées seront avancées.

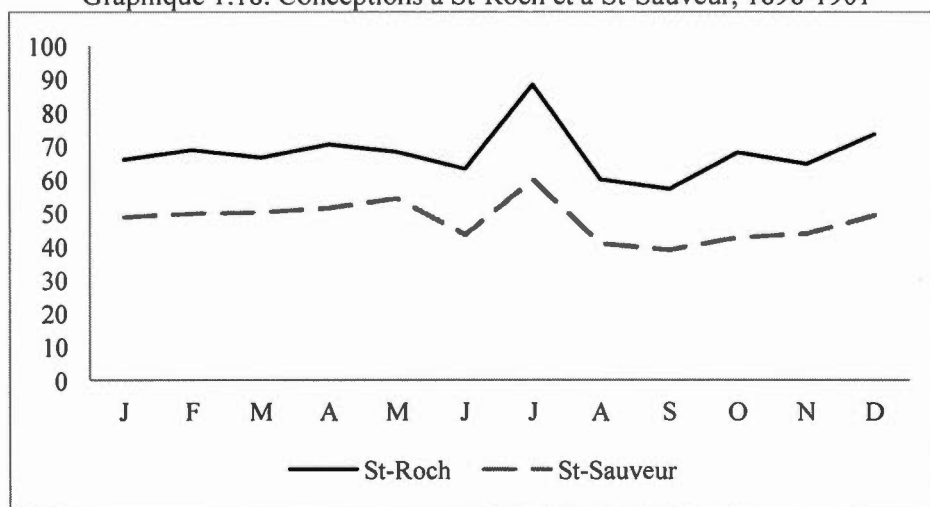
---

<sup>903</sup> Du moins, c'est l'idée avancée en ce qui concerne l'Ontario, R. Marvin McNinnis, « Women, Work and Childbearing: Ontario in the Second Half of the Nineteenth Century », *Histoire sociale/ Social History*, vol. 24, n° 48, 1991, p. 257.

<sup>904</sup> Il s'agit de la moyenne du nombre de conceptions en termes de naissances réussies pour la période s'échelonnant de 1898 à 1901. Nous avons porté notre attention sur les enfants recensés en 1901 car seul ce recensement fournissait les informations nécessaires. Avoir comparé des cohortes nées plus tôt, c'est-à-dire autour des années 1870 et 1880 en nous basant sur les individus âgés entre vingt et trente ans aurait fourni des résultats jugés approximatifs. D'abord, le taux de mortalité de la cohorte à partir de la naissance jusqu'à 1901, nous est inaccessible et nous empêche de nuancer la conception. En deuxième temps, nous sommes incapables de connaître le lieu de la conception, car trop d'années séparent les individus de leur naissance. Il demeure donc impossible de savoir si des familles ont émigré vers la ville, si elles avaient vécu à Montréal ou ailleurs. Nous avons donc sélectionné les dates de naissances des enfants de quelques mois à 3 ans pour ensuite reculer de 9 mois plus tôt afin de connaître le mois de conception. Il s'agit d'une moyenne s'échelonnant sur 4 années et distribuée sur les 12 mois et nous restons conscients de l'aspect aléatoire des conceptions pris individuellement. Toutefois, la moyenne par mois révèle des tendances qui gagnent en pertinence une fois comparées. Nous nous sommes appuyés sur le quartier plutôt qu'un groupe aléatoire d'individus, puisqu'il s'agit d'une période où l'homogénéité sociale correspond empiriquement aux classes sociales. St-Sauveur et St-Roch constituent les deux quartiers ouvriers les plus peuplés. Les quartiers du Palais et St-Louis hébergent l'élite militaire, politique et aristocratique.



Graphique 1.18. Conceptions à St-Roch et à St-Sauveur, 1898-1901

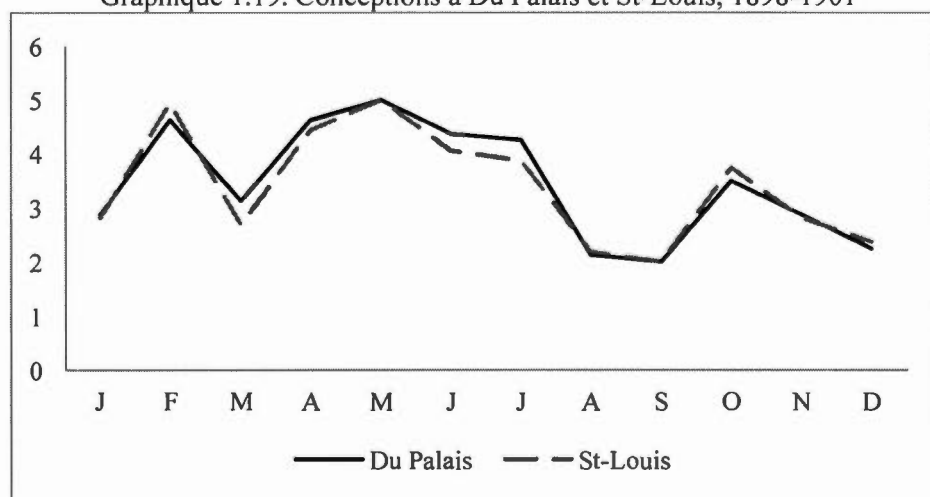


Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ)

St-Roch, n= 3261

St-Sauveur, n= 2294

Graphique 1.19. Conceptions à Du Palais et St-Louis, 1898-1901



Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ)

Du Palais, n= 161

St-Louis, n= 131

Les résultats présentés ci-dessus sont intéressants à plus d'un titre. Premièrement, la comparaison des quartiers d'origine sociale similaire permet de dégager des structures de reproduction presque identiques. Ainsi, malgré une fécondité légèrement

plus faible, St-Sauveur connaissait la même évolution que St-Roch. Les quartiers bourgeois de St-Louis et du Palais, près des remparts et de l'Hôtel-Dieu, révèlent une fécondité moyenne presque identique et suivent également une évolution équivalente. Malgré l'indéniable dimension aléatoire de la reproduction, ces moyennes permettent néanmoins d'observer des pratiques qui paraissent liées aux conditions de classes. Deuxièmement, en comparant entre eux les quartiers populaires et bourgeois, de profondes divergences s'observent. L'immense similitude entre les reproductions moyennes des familles ouvrières d'une part, et des familles bourgeoises d'autre part, démontre le rôle de la classe sociale dans les pratiques du mariage et de la reproduction sous le capitalisme.

### 13.6. Piété bourgeoise et transgression ouvrière

À la lumière de ces cycles de reproduction, il devient possible de dégager un pattern ouvrier et un pattern bourgeois de reproduction. Commençons par analyser la structure de la classe bourgeoise en décrivant d'abord son habitat. Les quartiers du Palais et St-Louis correspondent aux lieux « privilégié[s] de l'élite » établie autour de l'artère de commerce principale du chemin St-Louis et la Grande-Allée<sup>905</sup>. Marchands britanniques, hauts fonctionnaires et officiers y occupent et possèdent des propriétés de grande valeur<sup>906</sup>. Ceux que l'on associait à « l'élite » se groupent autour des remparts et dans le quartier de St-Louis, « quartier aristocratique » et très à la mode.

« Society is contained in very small limits at Quebec [...] [T]he rich, the fashionable, and the pleasure-seeking suburb of St. Louis [...] The fashionable promenades were all crowded; gay uniforms and brilliant parasols thronged the ramparts; horsemen were cantering along St. Louis Street; priestly processions passed to and from the different churches; numbers of calashes containing pleasure-parties were dashing about [...] »<sup>907</sup>

<sup>905</sup> John Hare et al, *op.cit.*, p. 279.

<sup>906</sup> *Ibid.*, p. 217.

<sup>907</sup> Isabella Lucy Bird, *op.cit.*, p. 265-267.

La vie de la bourgeoisie québécoise jouit des privilèges du temps libre et du loisir ostentatoire. Les pique-niques, les balades sur la terrasse Dufferin, les promenades en calèche, etc. structurent un quotidien décompressé où l'usage du temps était organisé autour de réseaux de sociabilités restreints. Les analyses de Veblen montrent que de manière générale, les élites du XIX<sup>e</sup> siècle témoignent d'une certaine dignité, car elles restent disposées aux « loisirs honorifiques » et sont absentes de toutes « les opérations industrielles<sup>908</sup> ». En d'autres mots, elles profitent sans produire. L'usage social du temps ne semble pas avoir été possible au sein de la classe ouvrière. Les longues heures de travail et les nombreux jours à l'emploi ainsi que la nécessaire épargne et la rationalisation des dépenses en période d'emploi, donnent à penser que le temps a été utilisé différemment. Par conséquent, la courbe de conception présente une linéarité stupéfiante qui n'est brisée qu'une seule fois en juillet. Derrière cet étalement des conceptions réside donc une certaine uniformisation des pratiques causée entre autres par un temps majoritairement occupé à la manufacture et à l'atelier. L'été correspond aux périodes de chômage fréquentes dans le monde industriel<sup>909</sup>, ce qui expliquerait la pointe de juillet. Beaucoup d'ouvriers, notamment dans les manufactures de chaussures, travaillent huit mois par années<sup>910</sup> et se retrouvent sans travail le reste du temps. Les courbes de conceptions des classes ouvrières se démarquent nettement des autres classes par l'absence de répit et surtout la présence d'une disciplinarisation du travail.

---

<sup>908</sup> Veblen prend l'exemple de la chasse, comme loisir facile à exercer mais qui revêt une autre signification lorsque se manifeste les éléments d'un mode de vie oisif et l'absence de tout soupçon de travail manuel et productif, *op.cit.*, p. 28 ; 30-31.

<sup>909</sup> À l'instar de l'industrie navale, l'industrie de la chaussure connaissait des périodes creuses. Alors que l'été correspondait au ralentissement de la production, les mois de novembre et décembre étaient les plus occupés de l'année. Voir l'annexe pour avoir une idée de la précarité d'un ouvrier monteur.

<sup>910</sup> 230 jours de travail par an comme le rappelait Edmond Mercier, employé d'une manufacture de souliers à Québec, *Report of the royal commission*, pt. II, p. 1008.

Les graphiques ci-dessus montrent une baisse de conception parmi les familles bourgeoises, au moment où le mois de mars est occupé par quarante jours de carême et le mois de décembre par les préparations de l'avent. Cette courbe de conception suppose un respect de la pénitence qui reflète paradoxalement une pratique rurale au début du XIX<sup>e</sup> siècle. De leur côté, les familles ouvrières ne semblent en aucun cas avoir respecté cette règle morale, et l'auraient plutôt ignorée voire transgressée. L'augmentation des conceptions dès décembre alors que l'abstinence et la préparation aux célébrations devaient occuper le temps libre des familles permet de valider l'idée de transgression. À l'opposé, il est probable que les familles bourgeoises fréquemment en contact avec les plus hautes autorités religieuses (accès au premier banc à la messe, facilité d'entretien avec l'archevêque, etc.) avaient fait preuve d'une plus grande fidélité religieuse en respectant les prescriptions. Les explications de Veblen à ce sujet sont éclairantes. Ce qu'il nomme la « discipline industrielle » a insufflé à la piété un caractère économique. Ainsi, dans les sociétés industrielles, les classes de loisir conservent une « dévotion exceptionnelle », c'est-à-dire qui dépasse « le niveau moyen de dévotion de la société <sup>911</sup> » notamment à travers la consommation pieuse de biens et de services, comme n'importe quel autre bien d'ailleurs. Autrement dit, Veblen constate une relation positive entre « la présence de caractères industriellement inutilisables », c'est-à-dire qui ne produit pas de valeur au sens de Marx, la consommation ostentatoire et l'usage de la dévotion. À ce titre, le respect des fêtes sanctifiées et des fêtes intermédiaires a permis d'alimenter le prestige lié à la classe de loisir <sup>912</sup>. En étudiant les familles patriciennes du Québec, Brian Young a décelé un niveau de dévotion exemplaire qui se préservait entre les

---

<sup>911</sup> Thorstein Veblen (1857-1929) montre le lien existant entre la consommation ostentatoire et d'autres pratiques sociales comme les sports athlétiques et les études supérieures. Témoin de son temps, il voit dans la société industrielle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, la division des tâches entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, ou autrement dit, ceux qui produisent et ceux qui profitent. Ainsi, il remarque le « caractère économique général de la consommation dévote », *op.cit.*, p. 201-203.

<sup>912</sup> *Ibid.*, p. 205-205.

générations, par exemple chez les Taschereau et les Panet<sup>913</sup>. Il est donc raisonnable de croire que le degré de respect des prescriptions entourant la conception des enfants était déterminé par la position sociale qu'occupaient les familles.

Si le respect des périodes d'abstinence et de fêtes permet d'expliquer l'absence de conceptions en décembre et en mars au sein de la classe bourgeoise, il reste difficile de l'expliquer pour les mois d'août et septembre. Cette exception se prête toutefois à une hypothèse. Comme le temps de travail et le temps consacré au loisir révèlent une dynamique spécifique au sein de la classe dominante de la société, s'attarder aux loisirs permet de cerner les activités auxquelles s'adonnait la bourgeoisie pendant l'été. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'installation de villégiateurs sur des territoires ruraux autour des grands centres urbains devient un phénomène qui prend une ampleur inégalée : l'avènement des vacances. Elles se définissent à l'époque comme un idéal du temps libre et de l'évasion et se trouvent fréquemment publicisées dans la presse. Grâce à de nombreuses chroniques de villégiature rapportant les bienfaits d'une « fuite de la ville » et de la détente en pleine nature, cette activité représente « une véritable vitrine permettant aux élites en villégiature d'exposer leurs faits et gestes aux yeux de tous les lecteurs, tout comme de se reconnaître entre elles<sup>914</sup> ». Si cette activité contribue à renforcer le statut culturel des élites bourgeoise et politique, elle reste exclusive à ces dernières.

Les vacances, phénomène marqué par le déplacement facile d'un lieu vers un autre pour fuir le rythme trépidant des villes, sont donc majoritairement attribuées à la « classe de loisir ». Elles occupent une partie importante de l'été, particulièrement en août en raison des journées plus clémentes et des soirées plus fraîches. La moitié de l'été écoulée annonce en fait « le temps des vacances, des foins odorants et des blés dorés. [...] l'époque des joyeuses chevauchées à travers la campagne [...] des

---

<sup>913</sup> Brian Young, *Patrician Families and the Making of Quebec*, p. 155-156 ; 270.

<sup>914</sup> Michèle Dagenais, « Fuir la ville. Villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 3, 2005, p. 321.

réconfortants repos dans quelque coin retiré des montagnes ou sur le bord d'un lac ou d'une rivière<sup>915</sup>. » Au XX<sup>e</sup> siècle, on retrouvait au nord-ouest de Québec, le lac St-Joseph et son luxueux hôtel, lieu de repos privilégié de la bourgeoisie de la ville<sup>916</sup>. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il était possible en partant de Hedleyville (aujourd'hui Limoilou) de se rendre en pleine campagne jusqu'à St-Raymond et à Chambord, des villages tous bordés de lacs et d'hôtels<sup>917</sup> et ainsi rejoindre le prestigieux Hôtel St-Joseph. La compagnie ferroviaire Canadian Northern en faisait la promotion dans son livret publicitaire, usant d'un savant mélange de luxe et de nature. En effet, le vaste terrain comprenait des « first-class tennis courts », des « croquet lawns », des « golf links » ainsi que des « sandy beaches ». Puis à l'intérieur de l'hôtel, on trouvait un « orchestra and perfect ballroom », un « telephone » et de « spacious halls, corridors and rooms<sup>918</sup> ».

### 13.7. Décider d'arrêter ou le déclin de fécondité

Étudier la fécondité nous amène aussi à considérer les mutations sociales qui entraînent son déclin à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Comme l'indique Seccombe, « fertility decline is a fundamental watershed in world history; yet of all the revolutions in the making of the modern world, the reduction of the birth rate by two-third must surely be one of the least understood.<sup>919</sup> » Les recherches sur le sujet, poursuit-il, ont majoritairement été quantitatives et surtout timides en ce qui concerne l'explication

---

<sup>915</sup> *La Patrie*, 12 août 1905, p. 3.

<sup>916</sup> Jacqueline Saucier-Lemay et Denis Racine, « Villégiature aux portes de Québec : l'hôtel du lac St-Joseph », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, vol. 5, n° 4, 1990, p. 53.

<sup>917</sup> « À l'été 1905, un magnifique hôtel de 90 chambres ouvre ses portes. Il comprend au rez-de-chaussée une salle à manger d'une capacité de 300 convives, une salle de bal, 40 chambres au deuxième niveau, 40 chambres au troisième et 10 chambres supplémentaires dans la tour centrale. », p. 54.

<sup>918</sup> *Hotel Lake St. Joseph*, Montréal : Herald Press, 1909.

<sup>919</sup> Wally Seccombe, *Weathering the Storm*, p. 157.

historique. Ces éléments explicatifs doivent selon lui prendre en compte le désir sexuel et la domination conjugale aussi bien que les institutions régulatrices, l'État, l'Église et le marché. Pour leur part, John R. Gillis, Louise A. Tilly et David Levine insistent sur la place prédominante de la culture pour expliquer le changement des régimes de fécondité<sup>920</sup>. Dans cette perspective, le sociologue Kevin McQuillan a insisté sur le rapport entre le rôle des idéologies religieuses de la famille et le contrôle de la fécondité et a tenté d'identifier des mécanismes à travers lesquels la culture influence ces comportements. Déployée à l'intérieur des cadres politique et économique, l'empreinte de la religion se traduit par son enseignement, les organisations capables de transmettre son message et le degré d'intériorisation de ses valeurs<sup>921</sup>.

Les facteurs religieux, économique et politique structurent le champ d'action, certes, mais doivent être compris à partir des formes de dominations et les ressources qui les rendent possibles. Cette relation renvoie à la liberté relative dont disposent les familles. Ainsi, pour parvenir à un déclin de fécondité parmi une population, exception faite d'épidémies comme la peste noire ou la grippe espagnole, il faut remplir deux conditions : d'abord une motivation évidente pour cesser la descendance et ensuite, la capacité de transformer cette volonté en action. Par conséquent, la réponse vis-à-vis la représentation dominante de l'institution familiale n'a pas été nécessairement positive, mais aussi oppositionnelle. Certaines familles ont en effet transgressé l'économie morale minutieusement établie depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les acteurs sociaux avaient donc une conscience aiguë de leur condition et des formes de domination dans l'économie et le politique. En ce qui a trait plus précisément au contrôle de la fécondité, il est possible qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, des

---

<sup>920</sup> John R. Gillis, Louise A. Tilly et David Levine, *The European Experience of Declining Fertility*, Oxford, Blackwell's Publishing, 1992, p. x-xii.

<sup>921</sup> Kevin McQuillan, *Culture, Religion, and Demographic Behaviour: Catholics and Lutherans in Alsace*, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 10-15, 166 et sq.

membres de la classe ouvrière aient été frappée d'ignorance en ce qui concerne les moyens de contraception mécanique —sans compter l'accès et le coût—, mais il semble erroné de croire qu'ils aient eu de la difficulté à mettre en application des moyens naturels tels que l'abstinence, l'allaitement en vue de prolonger l'infertilité, l'usage du calendrier et d'autres moyens rudimentaires et ce, malgré les doléances répétées du clergé. L'opposition des autorités à la contraception s'inscrivait dans un contexte bien plus large que religieux<sup>922</sup>, c'est pourquoi les moyens naturels étaient davantage pratiqués<sup>923</sup>. Leur brève fréquentation des milieux d'instruction pourrait être aussi un élément à considérer. Toutefois, une autre explication s'avère plus solide. En effet, les nouvelles relations de travail mises en lumière depuis quelques chapitres offrent des réponses. Si l'on examine par exemple le processus disciplinaire qui capture les relations sociales sous le capitalisme, on remarque que l'ensemble des pratiques sociales s'inscrivent dans un nouveau régime temporel où le temps de travail et la diminution du temps consacré aux loisirs deviennent de plus en plus spécifiques. Le travail sous le capitalisme dispose également de ressources nécessaires à l'exercice d'une domination et de différentes formes d'exploitation. Cette nouvelle forme de discipline dont le lien organique reste le salaire détermine les choix et les actions. Par conséquent, la planification rigoureuse des naissances n'avait pas la même rationalité que celle que l'on peut prétendre du modèle traditionnel et rural. Le taux de fécondité un peu plus élevé chez les familles ouvrières et le temps consacré au travail empêchaient une reproduction libérée de contraintes temporelles et économiques.

---

<sup>922</sup> Danielle Gauvreau, « La transition de la fécondité au Québec », p. 17 ; Angus McLaren et Arlene Tigar McLaren, *The Bedroom and the State : The Changing Practices and Politics of Contraception and Abortion in Canada 1880-1980*, Toronto, McClelland and Stewart, 1986 ; Gérard Bouchard, « La sexualité comme pratique et rapport social », p. 199 ; Wally Secombe, *Weathering the Storm*, p. 168.

<sup>923</sup> Le *coitus interruptus* constituait la pratique la plus répandue dans le contrôle des naissances, rappelle Gérard Bouchard dans le cas des paysans du Saguenay. Voir Wally Secombe, *Weathering the Storm*, p. 160.



De plus, les pratiques natalistes s'inscrivent dans un contexte bien précis où l'autorité du père était encore considérable et les relations sociales de propriété étaient fondées sur un patriarcat ancestral issu de la Coutume de Paris. Rappelons que le capitalisme recomposait la dimension normative des relations sexuelles dans le cadre légal du mariage<sup>924</sup>. Bien que des femmes participaient davantage au salariat, le fondement normatif de la famille moderne passait par une consolidation culturelle de la domination patriarcale, domination légitimée à travers la figure d'un père pourvoyeur. Cette ascendance du mari affectait tous les niveaux de la vie familiale<sup>925</sup>. Si un père se considérait responsable de l'éducation des enfants, il est fort probable qu'il eut aussi exercé une influence sur les naissances, qu'il eut tenté de contrôler les moyens de contraception et qu'il eut tout aussi bien décidé de faire employer ses enfants au lieu de les éduquer.

Ainsi, la fécondité nous apparaît constituer un élément central des relations sociales sous le capitalisme. Comme le souligne Charles Tilly, « the fertility side of the demographic transition traces the expansion of capitalism from western Europe to the rest of the world<sup>926</sup> ». Une explication culturelle à partir de la question des mœurs permet aussi d'avancer certaines idées. Depuis la régulation mise en place par l'État et l'Église au cours du XIX<sup>e</sup> siècle est apparue une normativité sexuelle qui sous les relations sociales de propriété capitaliste, s'est trouvée guidée et encadrée d'une part par des lois sans équivoques concernant le mariage, l'adultère, etc., et d'autre part, par des lois canoniques prohibitives à travers l'abstinence par exemple. À savoir si les mœurs étaient perçues et respectées de la même façon, il serait risqué de croire que

---

<sup>924</sup> Wally Secombe, « Starting to Stop: Working-Class Fertility Decline in Britain », *Past & Present*, 126, 1990, pp. 151-188 ; *id.*, « Men's 'Marital Rights' and Women 'Wifely Duties' », dans J. R. Gillis, L. A. Tilly et D. Levine, *The European Experience of Declining Fertility*, pp. 66-84.

<sup>925</sup> Par exemple, un père pouvait quitter le foyer pour aller travailler de 6 heures à 9 heures du soir, manquant ainsi à « l'éducation des enfants, ni surveiller s'ils effectuaient leurs corvées et autres tâches » et bien que la mère était présente, « elle [n'était] généralement pas écoutée », *Report of the Royal commission*, pt. II, p. 860.

<sup>926</sup> Charles Tilly, « Questions and Conclusions », *id.*, *Historical Studies of Changing Fertility*, p. 350.

oui tellement les mariages et la fécondité diffèrent d'une classe à l'autre. Et ce, en dépit d'un fort discours clérical désirant homogénéiser les pratiques. Le clergé avait une mainmise relative sur le nombre de mariages durant certaines périodes, mais déployait également des efforts en ce qui concerne l'abstinence et les permissions à la conception. La décision d'anticiper ou de « dispenser de l'abstinence » revenait naturellement à l'évêque, mais ce dernier pouvait déléguer aux curés les jours pour fixer l'abstinence<sup>927</sup>. De nombreux écrits destinés à un large public confirment cette volonté d'imposer une norme sexuelle. En 1851, l'abbé Mailloux publiait un *Manuel des parents chrétiens ou devoirs des pères et des mères dans l'éducation religieuse de leurs enfants*. Preuve de son succès, il fut réédité plusieurs fois. On y retrouve des ordres formels au sujet de l'influence des parents sur leurs enfants, par exemple la nécessité de faire figure de modèle en pratiquant le prêche, en assistant aux offices, en observant « l'abstinence et le jeûne<sup>928</sup> ». Afin d'assurer la préservation des mœurs, il existait tout un système de prône destiné à instruire la population<sup>929</sup>. Le corps médical s'éleva également comme instance régulatrice des naissances. La croissance rapide d'interventions quotidiennes des docteurs sur la grossesse et l'accouchement des femmes ouvrières au début du XX<sup>e</sup> siècle aurait également influencé les comportements des familles et changé la perception de l'enfantement comme événement naturel pour devenir un problème médical : « while refusing to help women obtain contraceptive devices, doctors did legitimize women's fears concerning abnormal and protracted childbirth.<sup>930</sup> » Dans le Livre des mères, l'idée d'un progrès général de la population nécessitait une éducation préalable des familles, particulièrement des femmes. Le Dr Paquin écrivait : « Les motifs ne manquent pourtant pas pour nous engager à enseigner à tous ceux qui sont appelés à créer la

<sup>927</sup> *La semaine religieuse*, 31 octobre 1896, p. 279.

<sup>928</sup> Alexis Mailloux, *Le manuel des parents chrétiens*, Québec, 1909 [1851], p. 144.

<sup>929</sup> Voir Serge Gagnon et René Hardy, *l'Église et le village au Québec*, p. 14, qui en ont fait la source principale de leurs enquêtes.

<sup>930</sup> Wally Seccombe, « Men's 'Marital Rights' », p. 80.

famille, les connaissances indispensables pour bien former une progéniture vigoureuse, une race forte sous le triple rapport moral, intellectuel, physique<sup>931</sup>. » Le discours médical renvoyait toute responsabilité aux mères ignares, réputées incapables d'enfanter correctement. La véritable cause de la mortalité du premier âge, indique un docteur « est l'inexpérience des mères et des nourrices, l'ignorance, dans laquelle elles sont toutes, des soins à donner aux nouveaux-nés<sup>932</sup>. »

La médecine s'était appropriée le corps féminin par une attitude instrumentale envers la santé des femmes<sup>933</sup>, et si elles disposaient d'une gamme de moyens pour contrôler les naissances, même jusqu'à l'avortement, elles étaient sévèrement admonestées. Encore une fois, le Livre des mères indiquait : « double coupables sont les femmes, qui, pour éviter la famille, n'hésitent pas à employer des moyens propres à déterminer la fausse couche. Provoquer volontairement la blessure, est un crime odieux et méritant la peine capitale ». Les journaux réguliers et médicaux étaient entrés en guerre contre cette pratique : « Although little is said concerning the prevalence of abortionists in cities and towns, not to say villages, yet their presence cannot unfortunately be denied. [...] ». Selon le *Canada Lancet*, il s'agissait souvent de femmes mariées, « who wish to be relieved of the care and trouble of raising their offspring<sup>934</sup> ». Coupable d'infanticide et de vouloir restreindre la taille de leur famille, les avorteuses étaient pourtant traitées différemment selon leur classe. Comme le rappelle Constance Backhouse, « the women who were practising infanticide — largely lower class, poor and single- were considered far less a cause for concern than the women perceived to be practising birth control and abortion— native born

---

<sup>931</sup> Dr. Elzéar Paquin, *Le Livre des Mères ou Instructions pratiques sur les principes fondamentaux de propagation de la race humaine*, Montréal, 1880, p. 8.

<sup>932</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>933</sup> Wally Seccombe, *loc.cit.*, p. 79.

<sup>934</sup> *The Canada Lancet*, vol. 21, n° 7, 1889, p. 217.

married women from the "respectable" classes<sup>935</sup>. » Plus bas se situait la femme dans la hiérarchie sociale, plus odieux était l'arrêt de la grossesse. L'expansion législative canadienne en matière de criminalisation de l'avortement jusqu'au Code criminel de 1892 participait de cette préoccupation nataliste et d'une guerre contre la limitation des naissances<sup>936</sup>. Durant toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XX<sup>e</sup>, les familles —et plus particulièrement les familles ouvrières— étaient incessamment soumises à une pédagogie de la chasteté<sup>937</sup> et par contraste, à une pédagogie de la procréation.

À une période où l'hygiène urbaine et sociale était devenue une préoccupation grandissante, la culpabilisation des femmes ouvrières dans l'accouchement et dans les soins des nourrissons n'était qu'une illusion entretenue par la classe dominante instruite. Dans les faits, les conditions sanitaires n'émanaient guère des individus, mais des conditions urbaines préexistantes. De plus, l'accomplissement du régime capitaliste s'était fondé sur un processus requérant la transformation du corps en « machine de travail » (work machine) et en assujettissant particulièrement les femmes aux tâches reproductives<sup>938</sup>. À travers cette discipline des femmes, les familles avaient pris conscience de leur condition et certaines avaient assumé la responsabilité de réduire les naissances. Lorsque l'on s'attarde aux pratiques comme le mariage et la reproduction sous le capitalisme, c'est toute la rationalité des familles —et des femmes— comme acteur social qui s'exprime. Non seulement cette rationalité évoque-t-elle la possibilité d'engendrer un nouveau régime démographique sous le

---

<sup>935</sup> Constance Backhouse, « Involuntary Motherhood: Abortion, Birth Control and the Law in Nineteenth-Century Canada », *Windsor Yearbook of Access to Justice*, vol. 3, 1983, p. 130.

<sup>936</sup> Constance Backhouse, « Involuntary Motherhood », p. 129.

<sup>937</sup> Pour reprendre l'expression de Gaston Desjardins, in « La pédagogie du sexe : un aspect du discours catholique sur la sexualité au Québec (1930- 1960) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 3, 1990, pp. 381-401.

<sup>938</sup> Silvia Federici, *op.cit.*, p. 63, 82, 85 et sq.

capitalisme, mais illustre un degré d'autonomie à l'intérieur même des contraintes du marché.

En rupture avec le modèle familial antérieur, les familles du XX<sup>e</sup> siècle ont recomposé leurs pratiques dans le cadre d'un régime social capitaliste. D'abord, les mariages des zones rurales et urbaines tendaient de plus en plus à suivre une évolution similaire, voire à se standardiser. Toutefois, lorsque l'on effectue une analyse de classe, le tableau est différent au sujet de la reproduction. Le mariage n'engageait plus la procréation extensive telle que l'avaient idéalisée les autorités cléricale et politique, exception faite des classes dominantes, connectées aux pouvoirs religieux. Les familles ouvrières quant à elles avaient adopté des stratégies différentes en ce qui concerne la conception. La mutation de l'économie familiale sous le capitalisme avait ainsi freiné les pratiques reproductives extensives et s'était manifestée sous la forme d'une transgression des valeurs chrétiennes. Cette transition démographique ne reflète guère la perte de l'envie d'avoir des enfants. Comme en Angleterre, la croissance d'une routine du travail et l'application de moyens contraceptifs naturels annonçaient les signes d'un déclin de la fécondité parmi toutes les classes<sup>939</sup> : la limitation des naissances était devenue une stratégie plutôt qu'une fatalité.

La lecture dominante sur les ménages européens et nord-américains place le système de mariage tardif au centre du développement du capitalisme et dont la famille nucléaire incarne la figure la plus manifeste. Or, pour Hartman, il existe « a more plausible case for casual links between family arrangements and the birth of capitalism [...] while avoiding the untenable view that industrial transformations was inevitable once nuclear households turned up.<sup>940</sup> » Comme son étude le démontre, repousser l'âge du mariage pour profiter d'une contribution au travail de jeunes

---

<sup>939</sup> Wally Seccombe, *Weathering The Storm*, p. 180 ; Charles Tilly, « Questions and Conclusion », p. 335.

<sup>940</sup> Mary S. Hartman, *op.cit*, p. 234.

célibataires était un choix qu'avaient autrefois fait les familles paysannes afin de valoriser leur propriété. Par conséquent « there was nothing in this development that was bound to unleashed capitalist impulses ». Si les mariages tardifs reposaient sur une dimension stratégique qui ne répondait pas nécessairement à l'expansion du capitalisme et à l'industrialisation, quelle était alors la nature des mariages hâtifs ? Et s'ils reflétaient davantage les contraintes du capitalisme lui-même ? L'avènement de mariages hâtifs pendant l'industrialisation répond à un besoin de l'économie auquel les familles urbaines ne sont pas insensibles. Il entraîne d'abord une mise hors jeu des jeunes femmes du marché du travail et ensuite, il consolide l'idéologie du père pourvoyeur. Ainsi, le système de mariage hâtif répond davantage aux exigences patriarcales du capitalisme ainsi que les normes religieuses et politiques et contribue à préserver intacte cette domination à l'intérieur du foyer aussi bien qu'au sein de la société. Ce système de mariage qui semble poindre au début du XX<sup>e</sup> siècle est par conséquent un système de reproduction des relations sociales de propriété capitaliste basé sur la domination patriarcale de l'État, de l'Église et du marché.

## CHAPITRE XIV

## « NATURA FORTIS INDUSTRIA CRESCIT »

L'effervescence économique de Québec a été marquée par la prolifération du secteur manufacturier, surtout du soulier et de la botte. Malgré l'omniprésence du cuir, l'industrie textile avait fait une percée et quelques filatures s'étaient donc établies dans la ville. C'était le cas de la *Canada Riverside Company* fondée en 1881 et qui changea son nom et son organisation peu de temps après sous la bannière *Riverside Worsted Company*. Fierté locale malgré sa difficile rentabilité—la compagnie vendait principalement des produits de luxe—, la *Riverside* et sa direction demeuraient hautement respectées.

« At least 300 of the most influential citizens of Quebec visited the worsted factory on Wednesday afternoon in response to the invitation issued. [...] Great surprise was manifested by all the visitors at the extent and admirable conduct of the factories. The exhibit that lately won a gold medal at the Montreal Exhibition was admired by all. The location at Hare Point and the immense proportions of the worsted factory are well known to our readers and need not to be further referred to. Under the intelligent management of Mr. Smiddy, the present manager, the future outlook of the institution is most promising, and it is not surprising to learn, when the class and character of the goods turned out is taken into account that the demand is very much in excess of the supply.<sup>941</sup> »

Installée à Pointe-aux-Lièvres dans St-Roch, la manufacture confectionnait du cachemire à partir de laine importée d'Australie et d'autres tissus de luxe. Le directeur avait reçu la médaille d'or lors de la *Dominion Exhibition* à Montréal, pour la qualité exceptionnelle de ses produits ; « the quality texture and color of the goods shown both cashmeres and yarns could not but excite universal admiration. » Selon les journaux de l'époque, la longue expérience de Smiddy dans les manufactures

---

<sup>941</sup> « Riverside Worsted Company. A Visit to the Factory », *The Quebec Daily Telegraph*, 26 septembre 1884.

d'Angleterre et des États-Unis avait incidemment produit des effets remarquables<sup>942</sup> qui pouvaient désormais bénéficier à la ville. Rebaptisée ensuite *Quebec Worsted Company* cette filature employait des femmes et des enfants, adoptait un type de gestion quasi scientifique et basait sa rémunération sur le contrôle du temps d'exécution. Faut-il s'étonner que sur les étiquettes commerciales de la compagnie il y était imprimée l'inscription latine du sceau municipal de Québec, « *natura fortis industria crescit* ». La filature continua d'engager de jeunes enfants ainsi que des femmes jusqu'au tragique accident qui causa sa perte en 1891<sup>943</sup>.

Si l'œil des visiteurs en 1884 avait été distrait par les produits et les récompenses de la manufacture, il paraît donc normal que rien n'ait été dit sur les conditions de travail des ouvriers et des ouvrières. Connaissait-on les conditions réelles de production des manufactures de Québec si ce n'est que quelques articles dans les journaux et quelques revendications ouvrières ? Comme pour d'autres industries d'ailleurs, on démontrait beaucoup plus d'intérêt envers les produits du travail qu'envers le travail lui-même. Et pourtant, n'était-ce pas la dépense des muscles et des nerfs qui insufflait la valeur à la marchandise<sup>944</sup> ? À la *Riverside*, les fillettes travaillaient de 7 heures du matin à 6 heures du soir pour 30 cents par heure<sup>945</sup>. En

---

<sup>942</sup> *Loc.cit.*

<sup>943</sup> Vu l'ampleur de l'accident, la nouvelle avait occupé une page entière dans *Le Canadien* le 13 février 1891. Titrée « Terrible Catastrophe! Explosion d'une Fabrique, 19 morts et 20 blessés, scènes lamentables » la page faisait l'énumération des noms des blessés et des morts : « Georgiana Rousseau, âgée de 15 ans, de St-Sauveur, blessures à une jambe et au corps [...] Elle s'était rendue à la manufacture hier matin pour savoir quand elle pourrait avoir de l'ouvrage. », « Émélie Beaulé, âgée de 14 ans [...] Elle était allée à la manufacture hier matin pour avoir de l'ouvrage. », « Delle Beaulé, une jeune fille de 14 ans, enfant de Clovis Beaulé, de St-Roch, en danger de mort. »

<sup>944</sup> « En fin de compte, toute activité productive, abstraction faite de son caractère utile, est une dépense de force humaine. La confection des vêtements et le tissage, malgré leurs différences, sont tous deux une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme, et en ce sens du travail humain au même titre. [...] Tout travail est d'un côté dépense, dans le sens physiologique, de force humaine et, à ce titre de travail humain égal, il forme la valeur des marchandises. ». Il s'agit des fondements physiologiques du travail abstrait, à la base de toute valeur d'une marchandise, Karl Marx, *Le Capital*, t. I, p. 51-53.

<sup>945</sup> *Report*, pt. II, p. 981.



plus d'un salaire lié au rendement, les paramètres disciplinaires comprenaient entre autres la punition physique, le retrait de la paie et le licenciement<sup>946</sup>.

Le chapitre précédent a suggéré qu'au XX<sup>e</sup> siècle, l'apparition d'un système hâtif de mariage correspondait à une transformation idéologique et économique à l'intérieur de laquelle étaient recomposés des éléments de l'ancien régime et de la modernité capitaliste. La situation des femmes célibataires reposait également sur des caractéristiques propres à l'expansion de cette modernité. Ce chapitre veut donc examiner le travail des femmes et des enfants et la construction culturelle d'une force de travail sans valeur. Le travail des femmes dans les manufactures ne doit pas être interprété comme un fait naturel ou encore une chose allant de soi. Encore une fois, l'idéologie du salaire unique promue par l'Église, l'État et le marché souhaitait une conformité de toutes les classes à ce modèle de production économique et politique de la société. En réalité, le patriarcat domestique et la norme du salaire masculin ne se sont pas imposés à toutes les familles ouvrières. Le travail des femmes et des enfants s'est manifesté comme une stratégie subversive, tantôt comme une réponse nécessaire pour assurer les subsistances quotidiennes, et tantôt comme la consolidation culturelle d'un modèle familial.

Comme nous l'avons examiné dans le chapitre précédent, le système patriarcal sur lequel repose le capitalisme a produit un discours performatif au sujet de la reproduction biologique dont les effets semblent avoir été intériorisés différemment selon la classe sociale. L'appropriation et la discipline du corps féminin s'étaient renouvelées à l'intérieur des discours médical, légal, religieux et économique. Cependant, la sphère intime des familles ne constituait pas le seul territoire tombé

---

<sup>946</sup> Une ancienne travailleuse de 15 ans et cinq autres collègues avaient été licenciées parce qu'elles ne s'étaient pas présentées au travail une journée fériée : Q— Was it the proprietor of the mill, or the foreman who discharged you? A— The manager I suppose. I do not know what he was. [...] Q— Did you receive your wages in full when you were discharged? A— No; I did not receive my regular wages —for a certain portion of it at least. Q— Was any portion of your wages retained when your were paid? A— Yes, *loc.cit.*

sous l'influence du patriarcat. Le travail des femmes et des enfants contribuait également à sa consolidation. Si le travail féminin et celui des enfants allait à l'encontre du modèle du père nourricier et du salaire unique, l'admission des femmes et des enfants au travail manufacturier les soumettait entièrement aux relations politiques et économiques patriarcales. En vérité, on ne peut pleinement saisir la trajectoire des familles sans prendre en considération l'apparition du salariat féminin et la mise au travail des mineurs. Après la persévérance idéologique et culturelle à faire travailler les pauvres, le capitalisme était finalement parvenu à faire travailler à peu près tout le monde, femmes, enfants, immigrants et dans d'autres contextes, esclaves.

Le paradoxe des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles subsistait entre d'un côté, le prestige et la glorification du capitalisme et de l'autre, l'expérience humaine du travail. Si l'histoire de la Riverside renvoie à une réalité de l'industrie textile, ces rapports de domination s'observaient partout, et l'exploitation, à de trop nombreux endroits. Avant d'aborder spécifiquement ces rapports, il est nécessaire de nous pencher sur l'évolution du travail des femmes en examinant les métiers qui s'exerçaient à l'extérieur de la sphère capitaliste, mais qui ne s'en trouvaient pas dépourvus de rapport de pouvoir.

#### 14.1. Le travail féminin avant l'expansion capitaliste

Puisqu'en 1851, 87 % des femmes n'avaient aucun emploi déclaré, intéressons-nous à la portion restante où les femmes occupaient des métiers et restaient actives dans la sphère économique. Le service domestique représente une des plus anciennes institutions et il n'est pas surprenant qu'il ait été largement répandu au Bas-Canada et en Amérique. Avant l'essor de l'industrie et l'attraction du capital industriel, les trajectoires des femmes sur le marché du travail s'apparentaient beaucoup à celles de leurs semblables européennes. En effet, une partie importante des travailleuses

étaient des domestiques, souvent immigrantes et issues de la classe ouvrière. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, le travail de servante était perçu comme un moyen d'accéder (en apparence) à une mobilité sociale et d'acquérir une certaine respectabilité<sup>947</sup>. Les domestiques recevaient un salaire moindre que les hommes certes, mais leur gage reflétait souvent la richesse de la famille qui les employait. Par exemple, dans les années vingt, une domestique pouvait toucher un salaire autour de 10 £ par année et au début des années 1870, 19 £<sup>948</sup>. Comme le souligne l'historienne Magda Fahrni, œuvrant dans la sphère bourgeoise du travail, les filles et les femmes qui devaient adopter les manières et les conduites de la classe n'étaient pourtant jamais assurées d'une rémunération continue pour leur tâche. En vérité, elles étaient souvent licenciées pour des raisons de défaut de caractère<sup>949</sup>. Paradoxalement s'opérait un processus de marginalisation où une domestique ne faisait jamais réellement partie de la famille qui l'engageait. Le domaine du service n'était donc pas un milieu facile, notamment en raison de journées de travail allongées (certaines familles mangeaient tard) et de la méfiance envers les domestiques<sup>950</sup>. Le nombre élevé de renvois dénote cette différence qui subsistait entre deux cultures de classe. Toutefois, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'intérêt envers le travail domestique s'était considérablement modifié. De nombreuses femmes préféraient suivre le capital industriel plutôt que de s'investir dans une multitude de tâches exécutées la plupart du temps seules et chez des inconnus. Eric W. Sager rappelle que « this generation of women workers, fewer of whom grew up on farms, was more attuned to the rhythms of time-oriented wage-paid labor than to the rhythms and long hours of task oriented work<sup>951</sup> ». En effet, la

---

<sup>947</sup> Magda Fahrni, « 'Ruffled' mistresses and 'discontented' maids: Respectability and the case of domestic service, 1880–1914 », *Labour/Le Travail*, vol. 39, 1997, p. 74.

<sup>948</sup> Claudette Lacelle, « Les domestiques dans les villes canadiennes au XIX<sup>e</sup> siècle: effectifs et conditions de vie », *Histoire sociale/Social History*, vol. 15, n° 29, 1982, p. 199-201.

<sup>949</sup> Magda Fahrni, *op.cit.*, p. 86.

<sup>950</sup> Claudette Lacelle, *op.cit.*, p. 207.

<sup>951</sup> Eric W. Sager, « The Transformation of The Canadian Domestic Servant, 1871–1931 », *Social Science History*, vol. 31, n° 4, 2007, p. 524.

population des femmes domestiques du début du siècle était issue des premières vagues d'émigration vers la ville, cherchant la plupart du temps ce type de travail qui précisément ne demandait aucune qualification. Toutefois, les jeunes filles nées en ville considéraient d'autres avenues. L'évolution des métiers chez les femmes de Québec témoigne de ce changement culturel, mais aussi des transformations de l'industrie et du marché du travail.

Tableau 1.12. Métiers les plus pratiqués chez les femmes en 1851 et 1891 à Québec

	Ville de Québec		Quartier St-Roch	
	1851	1891	1851	1891
<b>Domestique</b>	1728 (60 %)	1348 (18 %)	233 (51 %)	358 (11 %)
<b>Couturière</b>	406 (14 %)	867 (11 %)	97 (21 %)	428 (13 %)
<b>Modiste</b>	81 (3 %)	335 (4 %)	13 (0,03 %)	115 (3,5 %)
<b>Cuisinière</b>	55 (2 %)	230 (3 %)	2 (0,004 %)	7 (0,2 %)
<b>Ouvrière en manufacture</b>	16 (0,5 %)	301 (4 %)	2 (0,004 %)	254 (8 %)
<b>n=</b>	2901 (100 %)	7607 (100 %)	456 (100 %)	3240 (100 %)

Source : Exploitation des données des recensements de 1851 et 1891 (PHSVQ/CIEQ)

La fréquence des métiers demeure une approximation en raison de la trop grande dispersion de mêmes tâches rattachées à des noms différents. Par exemple, pour le service domestique, les termes de servante, domestique, house maid, bonne à tout faire, fille de chambre, femme de journée, etc.

Il s'agit des métiers les plus pratiqués de la population active.

Durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le travail domestique représentait l'occupation principale des femmes actives. Chez les commerçants, les fonctionnaires, les rentiers et d'autres professionnels, de nombreux ménages les engageaient. La majorité des familles nécessitant ces services étaient aisées et il était normal que plusieurs femmes vivant autour des quartiers riches de St-Louis et du Palais, c'est-à-dire dans Montcalm et St-Jean, aient accès à ces métiers plus facilement du point de vue du déplacement que d'autres. Si St-Roch était beaucoup plus éloigné, de

nombreuses femmes faisaient l'effort de marcher jusqu'en Haute-Ville lorsqu'aucune famille n'était disponible en Basse-Ville. En vérité, cet emploi qui comportait de nombreux inconvénients comme le souligne Lacelle, contribuait du point de vue de la classe ouvrière à accroître un certain prestige familial. Or ce prestige subsistait bien sûr par association et pouvait être retiré à tout moment par le maître. Toutefois, comme Fahrni le suggère, ce métier respectable reposait sur « the effort of working-class women themselves and of their families to defend the reputation of an essential avenue of employment. It was also an attempt by the bourgeoisie to rectify its shortage of domestics by encouraging young working girl to take up the job.<sup>952</sup> » Malgré l'intérêt envers ce capital social, précise Fahrni, ce dernier restait toujours moins important que celui d'une religieuse ou d'une institutrice.

La prolétarianisation ainsi que la transition technologique d'abord dans l'industrie et ensuite dans les maisons (avec de nouveaux outils ménagers qui étaient apparus au début du XX<sup>e</sup> siècle) avaient provoqué un changement culturel et l'intérêt envers le travail de servante n'avait fait que décroître. De fait, l'attraction vers les grands centres manufacturiers accentua le « servant problem » frappé d'une pénurie grandissante de la main-d'œuvre féminine que les familles bourgeoises avaient l'habitude d'engager chez elles<sup>953</sup>. Le travail manufacturier était alors devenu une nouvelle ressource stratégique pour les familles qui souhaitaient accéder au marché économique.

#### 14.2. Discipline et coercition extra-économique

Si le travail domestique ne comportait pas à proprement parler une dimension capitaliste, un rapport de domination existait bel et bien. Aucun règlement n'encadrait la rémunération et le maître offrait le gage qu'il voulait. Plusieurs compagnies à la

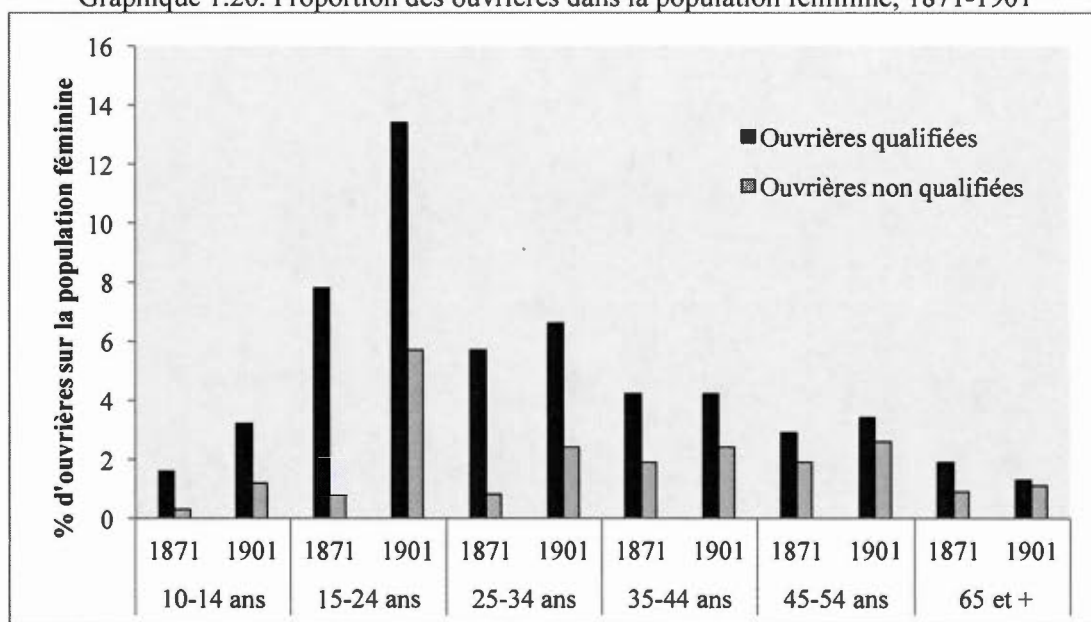
---

<sup>952</sup> Magda Fahrni, *op.cit.*, p. 96.

<sup>953</sup> Eric W. Sager, *op.cit.*, p. 529.

recherche constante de main-d'œuvre attiraient progressivement les femmes vers les salaires de l'industrie. Pendant la transition industrielle, nombreuses d'entre elles s'étaient retrouvées soumises au régime des manufactures, et comme ces fillettes de la filature dans St-Roch, avaient vécu les longues heures de travail, les licenciements soudains et les salaires toujours inférieurs à ceux des hommes. Le graphique suivant permet d'apprécier la force d'attraction du capital et l'intégration au travail manufacturier. Il permet ainsi de situer la proportion des filles et des femmes impliquées dans ce processus de production sur une période de trente ans.

Graphique 1.20. Proportion des ouvrières dans la population féminine, 1871-1901



Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et 1901 (PHSVQ/CIEQ)

Nous avons intégré les ouvrières semi-qualifiées dans la catégorie « ouvrières non qualifiées » puisque les salaires que les deux groupes touchaient étaient très semblables.

La faible présence des ouvrières —entre 2 % et 14 %— doit être considérée du point de vue de la population féminine totale puisque la majorité des femmes et des filles étaient au foyer ou à l'école. En 1871, journaliers, charpentiers et menuisiers

représentaient près du quart des métiers pratiqués, alors qu'en 1901, la cordonnerie était devenue le métier le plus pratiqué (14,5 %) suivi de près des journaliers, puis des ouvriers et ouvrières en manufactures (13,5 %). La prépondérance de ces groupes de métiers interroge la structure familiale et les conditions de travail des jeunes filles qui n'étaient ni charpentières ni cordonnières. L'industrie textile et la couture étaient majoritairement occupées par les femmes et regroupaient les catégories de métiers les plus représentés à une proportion de 7 % au sein de la classe ouvrière en 1871 et de 9 % en 1901.

Une différence fondamentale entre 1871 et 1901 résidait dans l'intégration d'une portion de plus en plus importante de filles et de jeunes femmes au marché du travail. Cette situation, bien que minoritaire, représentait pourtant une exception à la norme du père pourvoyeur. Néanmoins, cette intégration s'opérait par un processus de subordination sociale et économique. Le travail féminin n'avait que peu de valeur et qu'elles soient salariées ou au foyer, les femmes restaient assujetties à deux formes de contrainte. D'abord, une contrainte patriarcale (domination paternelle puis maritale) et enfin, la contrainte du capital, à savoir le faible salaire et le maintien de la dépendance au revenu du père ou du mari selon le statut de l'ouvrière.

Cette progressive intégration à la discipline du temps-horloge s'accompagnait également de nouveaux rapports sociaux alors que la manufacture était devenue le lieu où s'exerçaient des formes de coercition économique (baisse de salaire) et extra-économique (punition). Ces nouveaux rapports sociaux reposaient sur un processus légitime à travers lequel s'exprimaient diverses formes de disciplines. Les témoignages de la Commission royale sur le travail et le capital dépeignent très bien les relations sociales de propriété capitaliste à l'œuvre à Québec. Par exemple, dans une certaine manufacture de corde, il était interdit de s'asseoir, sans quoi les ouvrières recevaient une amende. En cas de retard, elles se voyaient imposer une pénalité de 5

cents<sup>954</sup>. Cette coercition économique (amende) et extra-économique (obligation de rester debout, renvoi), s'inscrit dans un processus de production abandonné à la notion de temps de travail. Chaque période d'arrêt soudain devait être immédiatement comblée par un autre travail productif.

« Q— If the machinery should happen to break, do the girls work at something else? A— Yes; they are put to work elsewhere. Q— Do you lose time when the machine is in disorder? A— No, sir; unless when it is the shafts which break, then we lose time. Q— That is not the question. The question is this: when the machine is in disorder are you kept to make up the time lost while the machinery was being arranged? A— Yes.<sup>955</sup> »

Cette discipline légitimée par des comportements coercitifs ne reste qu'une facette des relations sociales sous le capitalisme. La soumission formelle au travail avait été observée dans de nombreuses manufactures de souliers à Québec. Le système de rémunération était généralement à la pièce. Le travail d'une couturière installée à la machine consistait à coudre toutes les parties du soulier, un modèle Balmoral la plupart du temps, et à emboîter les paires confectionnées. Dès la première heure, la couturière recevait 40 paires à coudre pour la journée en échange de 70 sous alors qu'une fillette gagnait autour de 60 sous et 1 \$ par semaine. Certaines ouvrières parvenaient à produire dix paires de plus en produisant en deux jours seulement l'équivalent de deux jours et demi de production. L'hiver, femmes et enfants pouvaient travailler jusqu'à 8 heures du soir, trois fois par semaine<sup>956</sup>. En plus

<sup>954</sup> Questionné sur ces pratiques, le contremaître expliqua qu'il s'agissait des ordres de l'administration et « Because such are the rules. For us, we have to obey them ». De plus, à la question si les conditions sanitaires de la manufacture étaient bonnes, Rosalie Cantin, ouvrière de la corderie répondit « not so well, not very », *Report*, pt. II, p. 968.

<sup>955</sup> *Ibid.*, p. 970.

<sup>956</sup> Devant ce rythme de production effréné, le commissaire Armstrong de la Commission sur le travail et le capital demanda : « Could they not employ more workmen, and dispense with work at night ? », la jeune femme répondit « I cannot say. They tell us that it is because the orders come all at once, and it can't be helped. We are sometimes two months in summer doing nothing, and in winter we are obliged to work at night », *ibid.*, p. 983.



d'accidents fréquents<sup>957</sup>, la condition des femmes et des enfants reposait sur un véritable système de cheap labour<sup>958</sup>. Souvent, hommes et femmes travaillaient séparés. Les tâches attribuées aux femmes étaient considérées comme difficiles et éreintantes, particulièrement lorsqu'il s'agissait de se servir des machines à cirer. Plusieurs ouvrières travaillaient avec la machine à partir de 7 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir, et parfois pendant plusieurs semaines consécutives. Un travail jugé trop difficile et qui nécessitait de fortes personnes pour être en mesure de l'endurer<sup>959</sup>. De plus, la manufacture n'était pas ventilée<sup>960</sup>. En vérité, de nombreuses manufactures de Québec présentaient des signes de détérioration<sup>961</sup>.

#### 14.4. La valeur économique des enfants et la reproduction familiale

La féminisation du travail manufacturier coïncidait avec la mise au travail des enfants. En 1901, 73 enfants avaient été embauchés dans les manufactures dans les 9 mois précédant le recensement. En vérité, l'intégration des enfants à la production manufacturière ne s'était jamais essoufflée. Les velléités politiques pour interdire leur travail d'un côté et l'attraction pour un métier rapidement appris de l'autre constituaient une des nombreuses contradictions du capitalisme. Effectivement, quelques jeunes enfants de la classe ouvrière avaient intégré le salariat à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, c'est en 1882 qu'un premier rapport sur le

---

<sup>957</sup> Il s'agissait de la robe d'une ouvrière et les cheveux d'une fillette qui furent avalés par la courroie sur le sol.

<sup>958</sup> « In that factory, there are young children who work for nearly nothing », *loc.cit.*

<sup>959</sup> « It requires a very strong person to be able to endure it », *ibid.*, p. 982.

<sup>960</sup> « We are choking when night comes; the perspiration rolls down our faces; we have all got frightful cold; it is not good for the health, I assure you. Common sense tells us what we must expect when we go out into the cold after that. », *loc.cit.*

<sup>961</sup> Dans une fabrique de bottes, le chef de section exprima sa crainte devant l'état lamentable du bâtiment : « [...] I have to add, that in the department in which I work, where the girls work, it is cold. There is ice under the table; it is frightful. » Devant des plaintes répétées depuis deux ans, le « master » avait indiqué que la bâtisse était âgée et que des réparations étaient nécessaires. Or, aucune réparation n'avait été effectuée, *ibid.*, p. 989.

fonctionnement des moulins et des fabriques avait fait état de l'emploi de jeunes enfants. À la suite d'une commission d'enquête, une loi régulant le travail des manufactures avait été adoptée dès 1885. L'Acte des manufactures était destiné à protéger la santé des enfants et des femmes sur ces lieux de travail extrêmement risqués. Il visait précisément cette catégorie de travailleurs jugés fragiles. Il fixait pour les enfants de 12 à 14 ans ainsi qu'aux femmes un maximum de 10 heures de travail par jour et de 60 heures par semaine tel qu'implanté en Angleterre et en France. La loi prévoyait des inspecteurs nommés pour inspecter les manufactures, imposer des amendes et requérir les tribunaux<sup>962</sup>. Ils ne furent nommés que trois années après et leur efficacité était à la mesure de leur nombre insuffisant (trois inspecteurs pour la province). Puis en 1894, le gouvernement Mercier adoptait au Québec la Loi relative aux établissements industriels qui marquait une timide avancée. Dans les établissements jugés dangereux, seuls les ouvriers de plus de 16 ans pouvaient y travailler ainsi que les filles de plus de 18 ans alors que dans les établissements conformes aux règles hygiéniques, le travail des garçons de moins de 12 ans et des filles de moins de 14 ans était interdit. De plus, « le patron de l'enfant ou de la jeune fille » devait être en mesure de présenter un certificat d'âge signé par les parents ou tuteurs si un inspecteur venait à lui demander<sup>963</sup>. La loi exigeait du chef d'établissement d'accorder « une heure pour le repas, chaque jour, à midi » et la durée d'une journée ne devait pas dépasser dix heures et ne pas « commencer avant six heures du matin ni se terminer après neuf heures du soir ». Enfin, tout chef de manufacture devait tenir un registre des entrées des travailleurs.

En régulant certains aspects du travail, ces lois renforçaient davantage la légitimité d'employer de jeunes enfants et des femmes puisqu'elles ne l'interdisaient pas. Par conséquent, encore plus d'enfants étaient au travail au début du XX<sup>e</sup> siècle. En effet,

---

<sup>962</sup> André C. Côté, « L'Acte des manufactures de Québec, 1885 : un centenaire », *Relations industrielles / Industrial Relations*, vol. 40, n° 3, 1985, p. 624.

<sup>963</sup> *Loi relative aux établissements industriels*, 57 Victoria, Chapitre XXX, § 4, 8 janvier 1894.

malgré les tournées des inspecteurs, pour conformer l'industrie aux nouvelles normes du travail, rien ne pouvait empêcher le phénomène de l'exploitation. Lorsque l'industrie textile se diversifia à Montréal et à Québec vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un système de production exploitant à un degré inédit le travail des ouvriers avait fait son apparition. Ce système avait été difficile à cerner correctement puis à réguler, et ce, malgré la commission établie pour enquêter sur ses pratiques : « There are many places in the cities of Ontario and Quebec in which clothing is made, which do not come under the provisions of the Factories Acts, and such places are not subject to the inspection and regulation of the Acts<sup>964</sup> » écrivait Alexander Whyte Wright chargé d'inspecter les sweating systems au Canada. Le sweat system avait intégré des notions de productivité qui n'avaient été que très peu observées dans les manufactures de souliers et ailleurs dans l'industrie. À cet égard, de nombreux porte-parole de la classe ouvrière avaient ouvertement condamné cette pratique : « Ce sont les sous-traitances d'embauchage des ouvriers à rabais, tandis que l'entrepreneur principal est grassement payé et fait assez d'argent pour donner de magnifiques pots-de-vin à celui-ci et à celui-là<sup>965</sup>. » En effet, la pratique propre aux manufactures de vêtements consistait à diviser parmi les ouvriers la production d'un produit comme un pantalon en plusieurs quantités et cela, pour des salaires extrêmement bas. Dans plusieurs cas, des enfants s'y trouvaient. Cette forme de taylorisme dépourvue d'ambition scientifique avait d'abord comme objectif l'accumulation du capital. D'autres systèmes ayant pour but de diminuer les coûts engendrés par l'organisation du travail avaient été instaurés. Par exemple, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, s'étaient établies des « home work system » permettant aux femmes et aux enfants à partir d'une formation de base d'exécuter des tâches manufacturières à la maison. Cette

---

<sup>964</sup> *Report upon the sweating system in Canada by Alexander Whyte Wright. Commission to investigate whether, and if so, to what extent, the sweating system is practised in the various industrial centres of the Dominion*, Ottawa, S.E. Dawson, 1896, p. 8.

<sup>965</sup> *Où sont nos amis? Appel d'un chef ouvrier, ancien membre du Congrès des métiers et du travail et d'un ex-secrétaire du Conseil central des métiers et du travail de Québec, ex-secrétaire de l'Assemblée feuille d'érable n° 1160 et ex-secrétaire du district n° 20 des Chevaliers du travail*, Québec, 1900, p. 13.

colonisation du travail dans la sphère domestique avait pour incidence un faux compromis voulant que les femmes et les filles puissent à la fois combiner des tâches à la pièce et leurs travaux domestiques au même endroit. À vrai dire, si en travaillant en petit groupe à la maison elles évitaient la discipline imposée par la manufacture, rien ne pouvait empêcher les longues heures de travail et un salaire minimal<sup>966</sup>.

Tableau 1.13. Nombre d'enfants ouvriers en 1871 et 1901 à Québec

	1871		1901	
	Qualifiés	Non qualifiés	Qualifiés	Non qualifiés
<b>10 à 14 ans</b>	150	23	301	117
<b>15 à 24 ans</b>	1920	927	3230	1376

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et 1901 (PHSVQ/CIEQ)

L'intégration au salariat d'une jeune force de travail bon marché avait contribué d'un côté à modifier de manière notable le visage industriel de la province et de l'autre, à favoriser le renouvellement d'une classe sociale. La sociologue Viviana Zelizer rappelle que « the child labor conflict is a key to understand the profound transformation in the economic and sentimental value of children in the early twentieth century. The price of a useful wage-earning child was directly counterposed to the moral value of an economically useless but emotionally priceless child.<sup>967</sup> » Au XIX<sup>e</sup> siècle, la condamnation du travail des enfants s'exprimait par le fait que la manufacture les privait de l'école. Effectivement, entre 1871 et 1901 de nombreux enfants de la classe ouvrière de Québec travaillaient au lieu de s'éduquer<sup>968</sup>,

<sup>966</sup> Bettina Bradbury, *Working Families*, p. 138.

<sup>967</sup> Viviana A. Zelizer, *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*, Princeton University Press, 1985, p. 57.

<sup>968</sup> Richard Marcoux, « Régimes démographiques, école et travail des enfants. Un regard croisé sur deux villes, Bamako et Québec », dans *Jeunesse, vieillesse, démographies et sociétés, Quatrièmes Journées du Réseau Démographie de l'AUF*, Chaire Quetelet 2001, Institut de démographie, UCL, Louvain-la-Neuve, Académia-Bruylant/L'Harmattan, 2002, pp. 219-240 ; Richard Marcoux et Marc

phénomène sur lequel ni l'origine ethnique ni la religion n'ont d'effets significatifs<sup>969</sup>. La question des heures de travail demeurait un enjeu préoccupant pour de nombreux défenseurs de l'éducation obligatoire. Bien avant le début du XX<sup>e</sup> siècle, des enseignants s'étaient longtemps plaints de l'absentéisme élevé des jeunes enfants salariés, affirmant pourtant que la baisse des heures de travail « n'affecterait en aucun cas leur assiduité<sup>970</sup> ». L'équilibre entre le travail et l'éducation paraissait alors impossible, tellement les enfants des manufactures avaient peu d'éducation et « étaient moins enclins à s'éduquer<sup>971</sup> ». Dans St-Roch et St-Sauveur où les travailleurs étaient à pied d'œuvre 10 heures par jour en moyenne, les écoles demeuraient assez éloignées des quartiers alors que la situation était bien différente en Haute-Ville<sup>972</sup>. La différenciation urbaine alimentait cette reproduction alors qu'un marché d'emploi facile d'accès et relativement proche attirait les enfants de la Basse-Ville. Il n'était pas rare de voir de jeunes enfants cogner aux portes des manufactures pour s'enquérir de l'ouvrage disponible. La dynamique trop souvent contradictoire entre le salariat et l'éducation caractérisait la réalité de l'économie moderne. La notion d'utilité, centrale dans l'économie politique et les théories économiques classiques, avait trouvé chez l'enfant, une nouvelle raison d'être. Devant une classe ouvrière « en manque de moyens », « il n'y a aucun doute que dans ces familles, où la moyenne

---

St-Hilaire, *Population et urbanisation au Québec et au Canada, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Centre Interuniversitaire d'Études Québécoises, (CIEQ)2004 ; Richard Marcoux, « Transitions démographiques et mise au travail des enfants dans la ville de Québec à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », dans B. Caulier et Y. Rousseau (sous la direction) *Temps, espace et modernités*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2009, p. 118.

<sup>969</sup> Mélanie Julien, « La fréquentation scolaire à Québec, 1871-1901 : l'effet de l'industrialisation, de l'appartenance culturelle et de la classe sociale », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1, 2008, p. 56.

<sup>970</sup> *Report of the Royal Commission*, pt. I, p. 7.

<sup>971</sup> *Loc.cit.*

<sup>972</sup> *Report of the Royal Commission*, pt. II, p. 868.

d'âge des enfants se situe autour de huit, neuf et dix ans, il existe un besoin pour le travail manuel d'enfants en bas de quatorze ans.<sup>973</sup> »

Cette tension entre foyer et marché doit être problématisée à partir de la normalisation du salaire familial unique et les complications économiques qui lui sont liées, et la demande croissante des industries pour la très jeune main-d'œuvre. Si toutefois, les stratégies des familles n'étaient pas toutes guidées par des intérêts économiques, elles restaient prépondérantes dans l'expérience ouvrière. Pour Tamara Hareven, « labor-force participation by married women and children, for example, posed a critical dilemma for working-class families<sup>974</sup>. » En effet, l'augmentation de la main-d'œuvre chez les garçons et les filles au début du XX<sup>e</sup> siècle et la division sexuelle du travail posaient la question morale de l'économie et révélaient l'interaction complexe entre le marché et les valeurs humaines<sup>975</sup>. Avoir des enfants au travail engageait un processus de reproduction de la famille. Chez certaines d'entre elles, le cycle familial reposait effectivement sur cette dimension essentielle du capitalisme : le salaire

#### 14.5. Domination, exploitation et la construction d'identités « extra-économiques »

Chez les plus jeunes garçons, les tâches relatives à la manufacture du cuir et du soulier prédominaient, venaient ensuite celles de messenger et de journalier. Pour les jeunes filles, la couture représentait le travail principal suivi de la chapellerie et les tâches en manufactures. Rappelons que le salaire n'était plus un contrat synallagmatique comme autrefois, où la réciprocité s'exprimait par la tâche de l'enfant d'un côté et la compensation financière versée aux parents pour assurer son

<sup>973</sup> Le commissaire Côté posant la question à Louis Laberge, « Medical Health Officer of the City of Montreal », *Report*, pt. I, p. 4. (Nous traduisons).

<sup>974</sup> Tamara, Hareven, « The History of Family », p. 117.

<sup>975</sup> Viviana A. Zelizer, *op.cit.*, p. 211.

éducation<sup>976</sup>, de l'autre, mais libérait le travail des obligations du contrat réciproque. Les enfants n'échappaient pas à cette disposition, ils étaient considérés comme des ouvriers parmi d'autres. On les voyait comme perfectibles et aptes à développer des compétences et échelonner leur rémunération<sup>977</sup>. Or en étant travailleurs libres, les enfants restaient exposés aux soubresauts économiques, à l'exploitation et parfois à des punitions corporelles<sup>978</sup>.

Dans les manufactures de tabacs, une industrie bien établie à Québec, les petites filles commençaient en bas de l'échelle en étiquetant les paquets. Elles recevaient 20 cents par jour alors que les garçons, entre 40 et 50 cents. En période de demande accrue de tabac, les enfants pouvaient travailler jusqu'à 10 heures du soir sans aucun bonus puisque ce travail, peu importe sa durée, « It is all job work<sup>979</sup> ». Ce surtravail faiblement rémunéré reflétait aussi la réalité d'autres industries. Les enfants au travail représentaient une mince proportion des familles ouvrières. Toutefois, à l'aube de la Première Guerre mondiale, la situation ne s'était guère estompée. En 1911, 468 enfants âgés entre 10 ans et 14 ans avaient déclaré avoir un travail. La majorité d'entre eux étaient couturiers, cordonniers, servants et journaliers. Soumis à peu près aux mêmes conditions que les ouvriers adultes, les enfants exécutaient des tâches pendant plusieurs heures par jour.

---

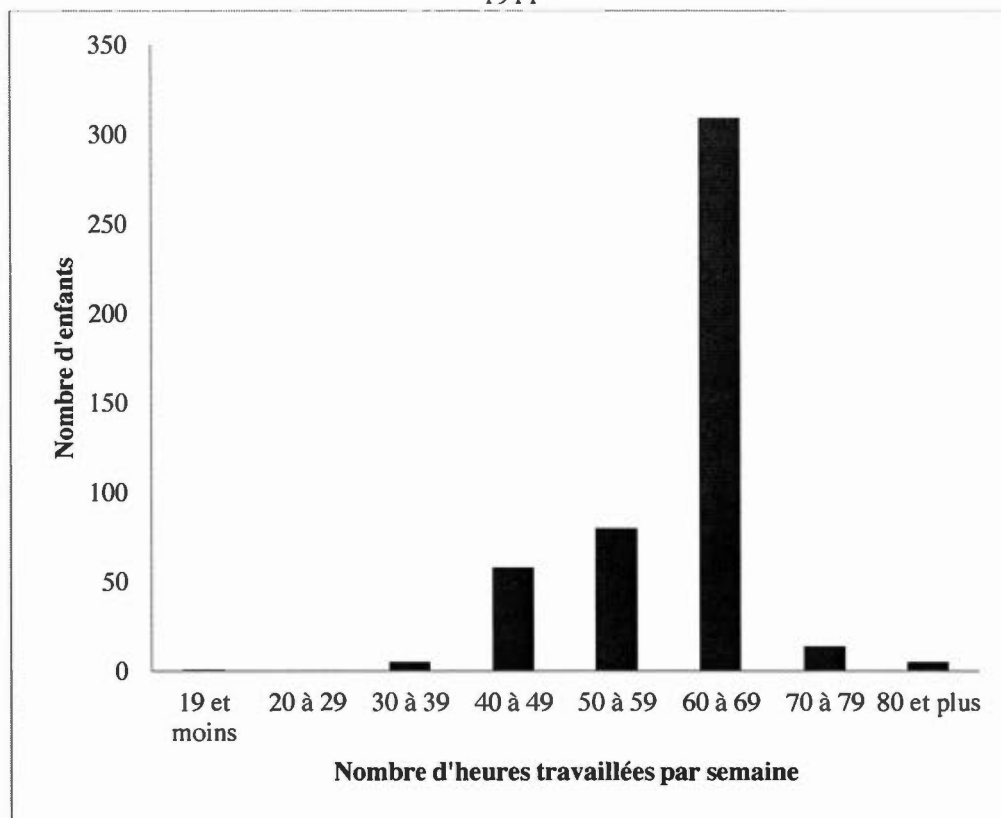
<sup>976</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>977</sup> *Loc.cit.*

<sup>978</sup> Les commissaires avaient noté des établissements où, en plus d'amendes imposées aux enfants en cas de méconduite, étaient pratiquées des punitions corporelles. Cependant, les témoins avaient tous une certaine réticence à répondre ou restaient catégoriques quant à l'absence de ces pratiques dans leur entreprise. Il est bien sûr impossible de connaître la vérité. *Report*, pt. II, p. 851.

<sup>979</sup> *Ibid.*, pt. II, p. 769.

Graphique 1.21. Heures moyennes travaillées par des enfants entre 10 et 14 ans, Québec, 1911



Source : Exploitation des données des recensements de 1911 (PHSVQ/CIEQ)

Malheureusement, le livret Instructions à l'usage des fonctionnaires, commissaires et recenseurs reste ambigu sur le sens de la question posée en 1911. Est-ce une moyenne pour la semaine recensée ou bien une évaluation subjective du chef de ménage ?

On ne peut être qu'étonné devant le nombre élevé d'enfants travaillant plus de 60 heures par semaine. Deux ans plus tôt, le secrétaire général de la *Fédération des ouvriers textile du Canada*, M. L. A. Girard avait déjà écrit au ministre provincial du Travail à ce sujet. Les enfants et les femmes se trouvaient « soumis à un travail au-dessus de leur force », en plus d'avoir douze heures de travail par jour. Il demanda alors de modifier la loi sur les fabriques afin d'accorder un maximum de 55 heures de travail par semaine, « la liberté de sortir de la manufacture » pendant le repas, cesser



l'ouvrage après 6 heures du soir et d'obtenir un congé légal le samedi après-midi<sup>980</sup>. L'apparition d'une nouvelle idéologie de l'enfance se confrontait aux valeurs déjà bien établies de l'accumulation du capital et du jeu de l'offre et de la demande<sup>981</sup>. Les contradictions apparentes entre les réformateurs et les exigences du capitalisme permettent d'expliquer la lenteur des transformations. Il fallait qu'advienne un changement de statut de l'enfant vis-à-vis le processus de reproduction de la famille, c'est-à-dire du travail et de l'école. Cette reconfiguration de l'enfance ne provenait pas seulement d'une réponse des familles devant la pression, mais aussi de stratégies à long terme par rapport aux nouvelles significations sociales promues par le capitalisme lui-même<sup>982</sup>. Pour Lorna Hurl, les forces de changement étaient d'abord économiques avant d'être humanitaires puisque premièrement, certaines familles pauvres avaient besoin du salaire de leurs enfants, en deuxième lieu, « most of the reformers, themselves, were an integral part of the system which benefited from the exploitation of working children. Lastly, the social and religious thinking of many reformers accepted the notion that it was proper, indeed virtuous, for some children to work.<sup>983</sup> »

Qu'il s'agisse de rester debout durant l'exécution des tâches, d'être présent à la manufacture sans retard, d'exécuter un travail dans des conditions insupportables ou d'être séparées des hommes, la situation des ouvrières et des enfants était pour le moins éprouvante. L'omniprésence d'un régime temporel abstrait et l'existence de ressources coercitives qui assurent un contrôle disciplinaire sur les travailleurs dévoilent les caractéristiques des relations sociales capitalistes au travail. Alors que les relations de propriété précapitalistes s'étaient appuyées sur un régime de temps

---

<sup>980</sup> *L'Action sociale*, 22 février 1909.

<sup>981</sup> Lorna F. Hurl, « Restricting Child Factory Labour in Late Nineteenth Century Ontario », *Labour/Le Travail*, vol. 21, 1988, p. 89.

<sup>982</sup> Chad Gaffield, « Children, Schooling, and Family Reproduction in Nineteenth-Century Ontario », *The Canadian Historical Review*, vol. 72, n° 2, 1991 p. 190.

<sup>983</sup> *Ibid.*, p. 121.

différent et des moyens de coercition légitimés par un système coutumier, celles sous le capitalisme avaient d'abord été possibles grâce à la séparation du foyer et du lieu de travail ainsi qu'à l'accès inévitable au marché. La discipline instaurée par l'économie de marché puis celle propre à la manufacture participaient d'un effort commun du capitalisme à s'universaliser et à civiliser les classes sociales.

Les différentes lois fédérales et provinciales sur les établissements manufacturiers ont tenté de réduire la dureté envers les femmes et les enfants et ainsi protéger tous les ouvriers. Or il suffit d'examiner le temps de travail dépensé par les enfants (graphique 1.21) et leur embauche constante au XX<sup>e</sup> siècle pour réaliser non seulement les besoins intarissables du marché en tant que tel, mais également, l'influence de ce dernier sur la vie familiale. Pour les femmes plus que pour les hommes, le phénomène d'exploitation s'est manifesté avec plus de poids, si ce n'est que les faibles salaires qu'on leur attribuait pour des tâches particulièrement éprouvantes. Or les corvées domestiques, l'éducation des enfants, la limitation des naissances constituaient autant d'efforts coordonnés pour la reproduction du capital. Puisque les industries faisaient en sorte de verser à l'homme un salaire « suffisant » pour la famille, l'idée d'un second revenu devenait moins intuitive que le besoin de garder les femmes au foyer. De toute manière, elles ne pouvaient concurrencer en salaire les métiers qualifiés des hommes. En gardant les métiers de ces derniers séparés de ceux des femmes, les relations sociales de propriété capitaliste nourrissaient une distinction fondée sur le genre tout en imposant une restriction dans l'accès aux diverses catégories de métiers. Si elle se reconnaît plus clairement à travers le travail industriel, cette distinction puisait son origine dans le régime coutumier précapitaliste. Selon Federici, le principe d'accumulation primitive du capital qui stimule toute transition vers des relations sociales capitalistes ne constitue pas uniquement une accumulation et une concentration de capital à travers l'exploitation ouvrière. Il s'agit aussi d'une « accumulation de la différence et des

divisions à l'intérieur même de la classe ouvrière<sup>984</sup> ». Dans le quotidien, cette division du travail naturalisait les tâches domestiques de la femme et socialisait la famille à travers le métier du père. Si le travail domestique se situait à l'extérieur des considérations de l'économie de marché, il gardait néanmoins vivant le capital grâce au processus de reproduction sociobiologique<sup>985</sup>. Enfin, le travail des enfants ne constitue qu'une intégration hâtive aux conditions d'exploitation et de domination possible du travail moderne. Stratégiquement viable du point de vue familial, le salariat de mineurs accordait à l'économie la garantie d'une force de travail perfectible, efficace et constamment renouvelable. Les femmes et les enfants du capitalisme représentaient ainsi les moins privilégiés de la classe ouvrière de par leur identité « extra-économique », une identité qu'Ellen Wood définit comme celle basée sur le genre, l'âge, l'origine ethnique, etc. et donc, plus susceptible d'être exposée à des formes de domination et d'exploitation. En effet, pour Wood, « the development of capitalism has created ideological pressures against such inequalities and differences to a degree with non precedent in pre-capitalist societies.<sup>986</sup> »

Le débat sur le « Living standard » durant la période industrielle a examiné le rôle des femmes et des enfants dans l'économie de marché et a tenté de nuancer la vision pessimiste de l'histoire ouvrière où l'industrialisation aurait réduit considérablement la position de la femme dans la société<sup>987</sup>. Si plusieurs analyses suggèrent que

---

<sup>984</sup> Silvia Federici, *op.cit.*, p. 63.

<sup>985</sup> À savoir si le travail des femmes au foyer produit ou non de la valeur au sens de l'économie politique fait partie d'un long débat théorique. Voir à ce sujet Lise Vogel, *Marxism and the Oppression of Women: Toward a Unitary Theory*, Haymarket Books, 2013, p. 183 et sq. Toutefois, la relation entre d'un côté, les exigences du marché et les travaux domestiques de l'autre, paraît évidente. Si la femme ne produisait pas de valeur au sens de l'économie politique et au sens de la classe d'exploitants et de propriétaires disposés, elle le faisait de manière indirecte en gardant l'espace de vie, le confort et l'hygiène du mari intact, et participait au renouvellement de la force de travail. En clair, l'espace domestique devenait le lieu où était médiatisée la conservation du travailleur et sa force de travail journalière.

<sup>986</sup> Ellen M. Wood, *Democracy against Capitalism*, p. 267.

<sup>987</sup> Stephen Nicholas and Deborah Oxley, « The Living Standards of Women during the Industrial Revolution, 1795-1820 », *The Economic History Review*, vol. 46, n° 4, 1993, pp. 723-749 ; Simon

l'industrialisation a offert des opportunités économiques pour les femmes, il faut rappeler la nécessité de contextualiser leur travail dans une perspective où la société industrielle reposait sur des ressources de domination, d'exploitation et d'appropriation. En d'autres termes, si certains auteurs ont démontré une croissance du niveau de vie dans certaines régions d'Europe et d'Amérique du Nord, celle-ci n'a pas entraîné une diminution des formes de domination et d'exploitation. Plus près de nous, une minorité de femmes de Québec étaient salariées, certes, mais si la majorité d'entre elles avaient pu éviter la discipline des manufactures, elles n'avaient pas pu échapper à la domination patriarcale et patrimoniale du foyer, de l'État et de l'Église. Enfin, la mise au travail des enfants ne constitue pas l'expression d'une quelconque modernité dans le sens où cette situation représente une nouveauté dans l'histoire récente. Au contraire, les membres des familles paysannes travaillaient tous ensemble et la division familiale des tâches était au fondement même de l'économie domestique non-capitaliste depuis le Moyen-Âge. Les familles paysannes se trouvaient également soumises à la discipline du travail, cette fois, par le calendrier agricole, le calendrier grégorien, et toutes autres formes de prescriptions religieuses ou politiques. Or la différence au XIX<sup>e</sup> siècle et après, celle qui présente la situation comme une nouveauté —et qui en est une effectivement— repose dans un premier temps sur une séparation du lieu de travail et du foyer, où le salaire et le capital deviennent les rapports sociaux principaux et les moteurs de la reproduction sociale et biologique de la famille. Et dans un deuxième temps, elle repose sur la sophistication de moyens de coercition économique, politique et culturel ainsi que sur la production permanente d'inégalités.

---

Szreter, Graham Mooney, « Urbanization, Mortality, and the Standard of Living Debate: New Estimates of the Expectation of Life at Birth in Nineteenth-century British Cities », *The Economic History Review*, vol. 51, n°1, 1998, pp. 84-112.

## CONCLUSION

### LE CAPITALISME, LA FAMILLE ET LA MODERNITÉ EN QUESTION

Notre recherche, progressant à la manière de cercles concentriques, partait d'une problématisation des larges processus en marche au début du XIX<sup>e</sup> siècle pour aboutir à une analyse circonscrite des relations sociales de la société industrielle. C'est toute la question de la modernité qui est mise à l'épreuve à travers les rapports parfois violents entre des formes et des normes plus anciennes et des forces de changement. Nous soutenons que les « modèles » de modernité qui apparaissent à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle reposent d'abord et avant tout sur la préservation d'éléments de l'ancienne société. La modernité n'est pas une naissance soudaine, une coupure radicale entre deux types de société, mais bien une mutation de rapports politique, économique et culturelle séculaires. S'il persiste de nombreux éléments séculaires dans la transformation qui a cours durant le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est sans doute parce que la propriété elle-même représente une entité antique, dont les fonctions sont basées sur des relations d'inégalité, relations qui déterminent la nature même de la propriété occidentale. La discipline, la domination et l'exploitation —expériences sociale et politique qui existent depuis l'antiquité—, vont s'exprimer sous le capitalisme de manière nouvelle et sophistiquée. À travers ces nouveaux liens sociaux, se dégage alors une modernité que la société d'ancien régime ne connaissait pas.

Si certains passages de notre étude ont semblé endosser une modernité qui s'imposerait d'elle-même, il est utile de rappeler que les débats autour de la modernité occidentale et de ses formes d'expression ne peuvent être résolues à l'intérieur de quelques chapitres d'une thèse. Je laisse à d'autres la question de son historicisation et la validité de la catégorie qu'elle représente. Rappelons que

l'objectif de cette recherche était de nuancer les caractères moderne et ancien de processus sociopolitiques à partir des transformations induites par le capitalisme et les relations sociales de propriété. Soyons clairs. Le capitalisme ne correspond pas à la modernité, mais constitue un des nombreux processus à travers lesquels se sont exprimées différentes formes que l'on associe à cette catégorie. Comme le suggère Ellen M. Wood, « the concept of modernity, as commonly used, belongs to this standard view of history, the one that takes capitalism for granted as the outcome of already existing tendencies, even natural laws, when and where they are given a chance.<sup>988</sup> » Une telle conception tend à « naturaliser » le capitalisme, dont les lois primitives de l'échange n'auraient fait que s'étendre et se raffiner au cours de l'histoire, tout comme la modernisation occidentale n'aurait fait que croître sans rencontrer d'obstacles. Cette conception implique que son développement exprimerait un progrès d'une certaine rationalité instrumentale, une rationalité traversée d'une mission civilisatrice. C'est évidemment une position des élites des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et d'une certaine historiographie pour qui la standardisation et la normalisation, par exemple, correspondaient justement à une modernisation de la société.

Au Canada, le capitalisme anglais s'est implanté à la suite de la guerre de Sept Ans et progressivement, les élites coloniales ont tenté de façonner la colonie à l'image du Royaume-Uni, dans l'agriculture et l'industrie puis dans le fonctionnement de l'État. Certes, cette transition au capitalisme a rencontré plusieurs obstacles religieux, culturel et national. Toutefois, l'extraordinaire rapidité avec laquelle se sont produites ses transformations rend compte de la force de ce mouvement. D'après le sociologue Vivek Chibber, il faut éviter de sous-estimer la capacité du capitalisme à tolérer d'une part, l'hétérogénéité et à promouvoir les différences, d'autre part. En vérité, le capitalisme n'a jamais eu besoin de s'homogénéiser pour s'universaliser<sup>989</sup>. Il a su s'accommoder d'éléments parfois contraires à son développement. Il suffit pour s'en

---

<sup>988</sup> Ellen M. Wood, Larry Patriquin, *op.cit.*, p. 227.

<sup>989</sup> Vivek Chibber, *Postcolonial Theory and the Specter of Capital*, London, Verso, 2013, p. 287.

convaincre de penser à l'idéologie du père nourricier ou encore, à la recomposition des antagonismes d'ancien régime à l'intérieur du système de régulation politique et juridique. Le patriarcat à cet égard fournit un exemple pertinent. Il n'a jamais été un produit du capitalisme, mais a été converti à l'intérieur de son idéologie.

À cet égard, l'institution familiale représente un point de passage entre des forces politique, économique et culturelle. La tête aux deux visages de Janus symbolise sans doute le plus clairement la famille au XX<sup>e</sup> siècle. Le modèle patriarcal sur lequel elle repose, les relations de pouvoir qui la composent et l'institution qu'elle incarne définissent pour beaucoup son caractère « traditionnel ». Toutefois, les éléments modernes qui la façonnent ne peuvent être compris qu'à l'intérieur des changements entraînés par le capitalisme et la formation de l'État. En Grande-Bretagne et en Amérique du Nord, rappelle Derek Sayer, « patriarchal family has for long provided a powerful and a pivotal metaphor of the state, underpinning and legitimating definitions of the nature of the community and the meaning of full civic individuality within it <sup>990</sup> . » Dans les expériences européenne et nord-américaine de la modernisation, la famille a joué un rôle déterminant en participant à ce processus tout en subissant les changements sociaux et économiques provoqués par cette longue marche, parce qu'en réalité, la famille, la structure démographique, l'individualisme occidental et le développement du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle ont toujours été imbriqués <sup>991</sup>.

Il serait facile de succomber au déterminisme historique voulant que les familles aient été docilement façonnées par le capitalisme. Notre recherche et notre terrain d'étude nous montrent au contraire que les familles disposaient d'un degré de liberté et des ressources stratégiques pour éviter ou confronter les contradictions économiques de la

---

<sup>990</sup> Derek Sayer, *Capitalism and Modernity: An Excursus on Marx and Weber*, London and New York: Routledge, Chapman and Hall, 1991, p. 55.

<sup>991</sup> Jack Goody, *Capitalism and Modernity*, p. 94.

société. Étudier les régimes sociaux de propriété a permis de comprendre les transformations et la complexification des formes familiales à l'ère industrielle. Pour parvenir à sa réalisation complète, le capitalisme avait besoin de lever tous les obstacles devant sa course, en commençant d'abord par la transformation de l'agriculture et de la propriété. À cet égard, l'économie politique a été une des idéologies les plus actives. Certes, l'économie capitaliste reste primordiale pour comprendre les assises de la famille moderne, mais le politique et le culturel le sont tout autant. Ils ont contribué au processus de rationalisation des pratiques sociales (mariage, discipline du travail, reproduction biologique, etc.). Or, la rationalisation seule ne suffit pas pour qualifier ce processus de modernisation<sup>992</sup>. Si l'économie en appelait à la modernité, la famille l'était-elle pour autant ? La famille moderne n'a, en vérité, jamais été une création directe du capitalisme. Son institution reposait sur des composantes culturelles séculaires et anti-modernes destinées à reproduire un modèle de famille certes idéalisé, mais profondément inégalitaire. Ce modèle a par la suite été reconduit à travers les impératifs du marché, la propriété privée et les pouvoirs politiques. Cette modernité qui semble caractériser la famille de la période industrielle ne relevait pas d'un ordre normatif et symbolique spécifique, pas plus qu'elle ne reposait sur le modèle nucléaire<sup>993</sup> : elle s'exprimait plutôt à partir de pratiques pour assurer sa reproduction sociale et la survie de ses membres. Ce sont ces pratiques sociales qui, dans un contexte de transition politique et économique, traduisent des formes modernes de la vie familiale. En d'autres mots, on peut affirmer que la modernité a aussi été possible grâce au travail et à l'implication des familles dans les activités économiques.

---

<sup>992</sup> Ellen M. Wood, Larry Patriquin, *op.cit.*, p. 228.

<sup>993</sup> Plusieurs périodes dans l'histoire font précéder la forme nucléaire de la famille à l'industrialisation. Comme le précise Hartman, « nuclear household significant numbers of persons who never married, a pattern of life-cycle service, and increasingly equal sex ratio at marriageable ages [...] evolved in the mediaval era and were in place throughout the region by the turn of the sixteenth century. », *op.cit.*, p. 243.



Avec notre regard d'aujourd'hui, la famille semble avoir profondément changé. Discontinué, individualiste, fragmentée, la famille serait en crise et certains se désolent de voir qu'elle n'est plus celle du XV<sup>e</sup> siècle, basée sur un « modèle historique unifié et original<sup>994</sup> ». À trop se préoccuper ainsi de l'effritement des repères traditionnels, on finit par perdre de vue la force dévastatrice du capitalisme et du néolibéralisme d'aujourd'hui qui sont comme l'indique Bonnie Fox, « the most powerful factors shaping families and personal life today<sup>995</sup> ». En vérité, la famille a toujours été en crise, bien avant le capitalisme industriel et après. Elle a constamment été mise à l'épreuve par des forces politiques, économiques et culturelles ; elle a toujours vécu des formes de domination, d'exploitation, d'inégalité, etc. Notre époque est peut-être aujourd'hui plus inquiétante, mais ce ne sont pas les formes que prennent la famille qui doivent inquiéter : elles ne sont pas, comme certains le pensent, le produit d'une « déconstruction pratique et idéologique [...] programmée<sup>996</sup> » dans les années d'après-guerre. Si l'on admet l'existence d'une rationalité dans les actions sociales, la véritable question qui importe est de comprendre comment ces nouvelles formes familiales au XXI<sup>e</sup> siècle s'appuient sur des stratégies et des adaptations des membres aux contradictions économiques, politiques et culturelles de leur société. Un retour à l'histoire permet donc de nuancer certaines assertions d'aujourd'hui. Dans *The Origin of Capitalism*, Ellen M. Wood nous invitait justement à réfléchir sur les alternatives futures au capitalisme à partir d'une réflexion sur les conceptions alternatives de ses manifestations passées. C'était l'ambition de notre thèse.

---

<sup>994</sup> Daniel Dagenais, *La fin de la famille moderne*, p. 11.

<sup>995</sup> Bonnie Fox, « Feminism on Family Sociology : Interpreting Trends in Family Life », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol. 52, n° 2, 2015, p. 205.

<sup>996</sup> Daniel Dagenais, *op.cit.*, p. 12.

## ANNEXE A La fécondité au XIX<sup>e</sup> siècle

L'inconstance des catégories employées dans les recensements au début XIX<sup>e</sup> siècle empêche toute forme d'analyse comparative sérieuse de la fécondité dans une perspective diachronique. Toutefois, les informations fournies dans ces recensements permettent de connaître les différences entre les régions à un même moment puisque la mesure s'appuie sur un découpage identique des catégories. On peut alors examiner et nuancer la division entre les campagnes et la ville. Il faut toutefois garder en tête que le taux de mortalité infantile reste extrêmement élevé dans les villes pendant les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Enfin, il s'avère impossible de comparer avec précision les taux de fécondité de 1831 et 1844 puisque les tranches d'âge ne sont pas les mêmes et il manque parfois plus d'une année. C'est pourquoi nous nous intéresserons à la fécondité en fonction des quartiers. Toutefois, alors que la Basse-Ville et la Haute-Ville figuraient dans les découpages de 1831, ils n'y sont plus en 1844. Le taux de fécondité que nous mesurons ne tient pas compte des enfants hors mariage. Nous supposons que le dénombrement est celui des enfants légitimes issus du mariage. Dans ces circonstances, seul le ratio mère-enfant constitue une mesure viable, bien qu'elle demeure indirecte.

### Ratio enfants-femmes non-standardisé selon les districts de 1825

	Enfants de moins de 6 ans	Mères mariées entre 14 à 45 ans	Ratio enfants- femmes
District de Québec	2264	3189	0,71
District de Trois- Rivières	558	355	1,57
District de Montréal	4362	3526	1,24
Total	7184	7070	1,02

Source : Recensements du Canada, 1665 à 1871, Statistiques du Canada, 1876.

### Ratio enfants-femmes non-standardisé de la ville de Québec et ses régions en 1831\*

	Enfants de 5 ans et moins	Mères mariées entre 14 et 45 ans	Ratio enfants- femmes
Haute-Ville de Québec	472	437	1,08
Basse-Ville de Québec	750	793	0,95
St-Roch	1270	1256	1,01
St-Jean	1218	1126	1,08
St-Louis	323	253	1,28
St-Charles	130	100	1,30
Comté de Montmorency	577	385	1,50
Comté d'Orléans	675	289	2,33
Comté de Portneuf	2208	1706	1,29
Comté de Dorchester	2129	1452	1,47

\*Nous avons sélectionné des quartiers et des comtés situés autour de la ville de Québec. Ces résultats fragmentaires de la population total du district de Québec ne nous permettent pas de standardiser les taux de fécondité sur la population totale.

Entre 1825 et 1831, la population de la ville de Québec et son agglomération rurale immédiate connaissait diverses intensités de fécondité. Ces intensités se traduisent par une différenciation sociale entre les pratiques urbaines et rurales. Malgré leur faible population, les campagnes connaissaient une croissance plus importante qu'en ville. À l'intérieur de Québec, la fécondité correspondait aux divisions géographiques. Les familles vivant en Basse-Ville, plus peuplées, présentaient une fécondité plus faible qu'en Haute-Ville. En effet, les épidémies de choléras et les conditions hygiéniques supposent la présence de mortalité infantile très élevée. Toutefois, les informations fragmentaires nous amènent à être prudents dans nos affirmations. Plus spécifiquement encore, les familles du faubourg de St-Roch sur le point de devenir un quartier ouvrier densément peuplé connaissaient une fécondité légèrement plus faible comparativement au reste des quartiers avoisinants. Or en l'espace d'une décennie, la situation s'était renversée.

#### Ratio enfants-femmes non standardisé pour la ville de Québec et St-Roch de 1844

	Enfants de moins de 4 ans	Mères mariées entre 15 et 49 ans	Ratio enfants-femmes
St-Roch	171	148	1,16
Ville de Québec (sans St-Roch)	1736	1639	1,06

Source : Recensement de 1844, *Journal de la Chambre d'Assemblée législative du Canada*, appendice D.

Comme le montre le tableau ci-dessus, la différence entre Québec et St-Roch s'était précisée au tournant de la seconde moitié du siècle (Le faubourg St-Roch n'était pas encore aggloméré à la ville de Québec). Le quartier révélait une fécondité légèrement plus élevée que le reste de la moyenne de la ville dans un contexte de transition vers un capitalisme industriel. La constitution d'un prolétariat bigarré, les chantiers navals et l'implantation de manufactures allaient fixer définitivement le paysage ouvrier de St-Roch. L'expansion du faubourg vers l'ouest à partir 1814 avait consolidés la trame urbaine indépendante de la ville de Québec. Les familles plus fortunées gravitaient autour de l'église, les ouvriers occupaient les anciennes terres du faubourg et fleurissaient tout long du nouveau couloir résidentiel des chantiers, des tanneries, des manufactures.

# ANNEXE B Intensité du travail dans les townships et les fiefs, 1831—1844

	Paroisse de Beaumont		Paroisse d'Ancienne-Lorette		Townships de Leeds, Inverness, Ireland, Broughton, Tring, Halifax et Nelson		Saint-Augustin-desmaures		Township Buckland/Standon		Township Frampton	
Années	1831	1844	1831	1844	1831	1844	1831	1844	1831	1844	1831	1844
Espace cultivé en arpents	6545 <sup>1/4</sup>	7285	6525 <sup>1/4</sup>	11479	6615	22030	10647 <sup>1/2</sup>	10932 <sup>1/2</sup>	103 <sup>1/2</sup>	512	2734	7490
Population	1039	1167	1253	1927	2283	5423	1697	1702	73	210	925	1662
Production agricole (convertie en minot <sup>a</sup> )	44672 <sup>3/4</sup>	25205 <sup>3/4</sup>	60566 <sup>1/4</sup>	159107	74476	210717 <sup>1/3</sup>	67547 <sup>1/4</sup>	70578	990 <sup>1/2</sup>	2978 <sup>1/4</sup>	36707	60751
Ratio Ft/T <sup>b</sup>	0,15	0,16	0,19	0,16	0,34	0,25	0,16	0,16	0,71	0,41	0,33	0,22
Nb d'hommes	325	327	381	565	739	1442	511	492	22	56	280	398
Rapport <sup>c</sup>	20 <sup>1/4</sup>	22 <sup>3/4</sup>	17 <sup>1/4</sup>	20 <sup>1/4</sup>	9	15 <sup>1/4</sup>	20 <sup>3/4</sup>	22 <sup>1/4</sup>	4 <sup>1/2</sup>	9 <sup>1/4</sup>	9 <sup>3/4</sup>	18 <sup>3/4</sup>
Nb. d'arpents pour 1 travailleur												

<sup>a</sup> La conversion a été effectuée pour le recensement de 1844 puisque les récoltes étaient calculées en boisseaux de Winchester.

<sup>b</sup> Le ratio Ft/T est un indicateur d'intensité du travail. Il reste une mesure indirecte qui nous permet de supposer d'un taux de rendement agricole en fonction de la population sur place et la surface de culture disponible. La population est vue ici comme force de travail véritable ou potentielle.

C'est pourquoi nous n'effectuons aucune division sexuelle et la prenons en bloc.

<sup>c</sup> Ce rapport général renvoie à une dénomination « par travailleur », c'est-à-dire la population masculine de 14 ans à plus 60 ans en 1831 et de 15 ans à plus de 60 ans en 1844. Il est impossible dans les deux recensements étudiés de connaître le nombre exact de ceux qui travaillent la terre. Nous considérons aux fins de cette mesure générale que l'ensemble de la population des hommes et jeunes hommes travaille au labour et pratiques les métiers connexes nécessaires à la production agricole. Ce rapport permet ainsi de connaître la distribution du travail. Enfin, les décimales sont ramenées au quartile le plus proche convenu par la mesure en arpents.

## ANNEXE C Transition industrielle à Québec, 1861—1891

## Progression industrielle de la ville de Québec, 1861-1891 (tannerie, cordonnerie, navire)

	1861	1871	1881	1891
Moulin à grau	6	—	—	—
Scierie	18	—	—	—
Moulin à carder/fouler	6	—	—	—
Distillerie	1	—	—	—
Tannerie	0	42	40	37
Fonderie	2	—	—	—
Carrosserie	1	—	—	—
Manufacture de seaux	1	—	—	—
Moulin à papier	1	—	—	—
Moulin à bardeaux	2	—	—	—
Moulin à clou	1	—	—	—
Poterie	1	—	—	—
Construction de navires	1	12	4	1
Manufacture cigare/tabac	1	—	—	—
Moulin à huile	1	—	—	—
Cordonnerie	0	92	142	213

Source : Recensements de 1861, 1871, 1881 et 1891, « Établissements industriels et manufacture ». Les traits ne constituent pas l'absence de données sur les industries mais marquent une omission volontaire afin de concentrer notre attention sur trois domaines importants.

## ANNEXE D Patrimoine matériel selon les classes sociales de St-Roch, 1844—1849

Richesse matérielle globale moyenne<sup>a</sup> selon les classes de St-Roch,  
1844-1849\*

	Biens meubles	Équipement domestique	Mobilier	Linges de maison	Vêtements	Objets personnels	Outils et instruments de travail	Transports, moyens et accessoires	Animaux	Argenterie	Divers	Total en £
n=32												
Commerçants	18 %		51 %	2 %	8 %	2 %	0,4 %	3 %	2 %	12 %	3 %	£118,63
Maçons	12 %		27 %	1 %	50 %	2 %	5 %	—	0,3 %	—	2 %	£24,29
Menuisiers	20 %		28 %	1 %	18 %	1 %	12 %	5 %	9 %	4 %	1 %	£24,37
Charpentiers	19 %		33 %	2 %	10 %	2 %	14 %	2 %	7 %	8 %	3 %	£10,97
Journaliers	15 %		40 %	2 %	39 %	1 %	—	—	—	—	—	£6,68

\* Basé sur le tableau IV de Jean-Pierre Hardy, *op.cit.*, p. 69.<sup>a</sup> Nous avons proposé une proportion en pourcentage arrondi des biens à disposition et avons donné la valeur moyenne.

Budget moyen des ouvriers de manufactures de  
souliers à Québec, 1909

	Recettes annuelles <sup>a</sup>		
	Tailleur du cuir	Monteur	Machiniste
1 <sup>er</sup> trimestre	145,77\$	131,18\$	149,57\$
2 <sup>e</sup> trimestre	108,54\$	100,88\$	61,67\$
3 <sup>e</sup> trimestre	83,37\$	61,69\$	91,21\$
4 <sup>e</sup> trimestre	100,72\$	88,38\$	97,84\$
Totaux de l'année	438,40\$	382,13\$	400,29\$
Moyenne par semaine	8,42\$	7,35\$	7,60\$

Dépenses annuelles	
Loyer	90,00\$ 72,00\$ 84,00\$
Chauffage/éclairage	39,54\$ 40,00\$ 42,00\$
Alimentation	278,20\$ 323,00\$ 298,40\$
Vêtements/lingerie	94,00\$ 121,50\$ 133,75\$
Taxes, inscription à l'école, église, assurances maladie	62,00\$ 60,00\$ 59,10\$
Divers	25,00\$ 15,00\$ 10,00\$
Totaux	588,79\$ 631,50\$ 629,25\$
Déficit	150,30\$ 249,37\$ 228,96\$

Nombre d'heures travaillées d'un ouvrier monteur  
durant 11 mois en 1908

Salaire hebdomadaire	Nombre de semaines
12,00 \$	3
11,00 \$	1
10,00 \$	9
9,00 \$	4
8,00 \$	3
7,00 \$	8
6,00 \$	4
5,00 \$	9
4,00 \$	3
3,00 \$	1
2,00 \$	4
1,00 \$	2
0,00 \$	2

Source : *L'Action sociale*, 18 janvier 1909.

<sup>a</sup> Elles constituent une moyenne selon les catégories de métiers respectifs.

## ANNEXE F Classification des classes sociales (EGP)

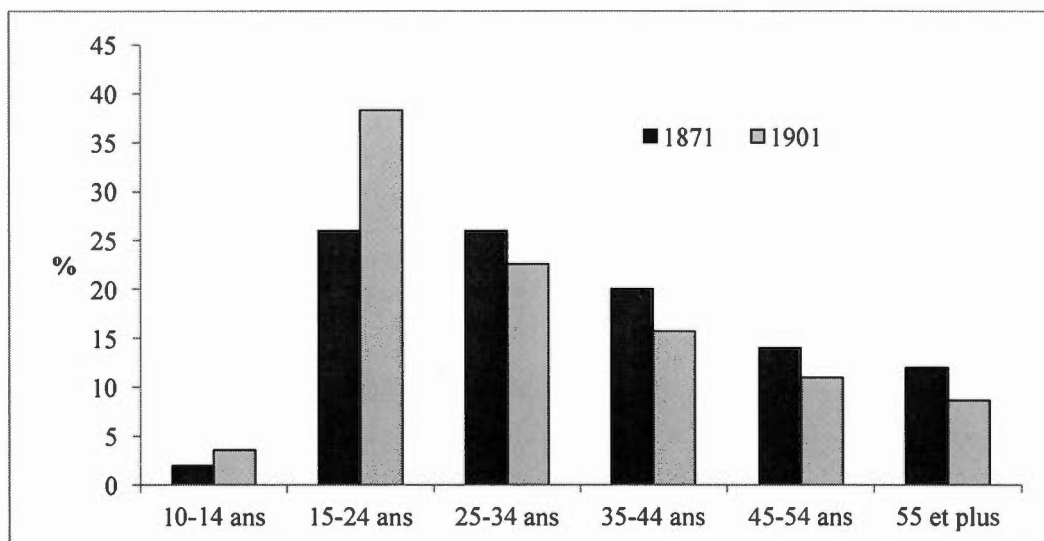
Full version		Collapsed version	
Seven-class		Five-class	
Three-class			
<b>I</b> Higher-grade professionals, administrators and officials; managers in large industrial establishments; large proprietor  <b>II</b> Lower-grade professionals, administrators and officials; higher grade technicians; managers in small industrial establishments; supervisors of non-manual employees		<b>I+II</b> Service class; professionals, administrators and managers; higher-grade technicians; supervisors of non-manual workers	
<b>IIIa</b> Routine non-manual employees, higher grade (administration and commerce)		<b>III</b> Routine non-manual workers : routine non-manual employees in administration and commerce; sales personnel; other rank-and-file service workers	<b>III</b> White-collar workers
<b>IIIb</b> Routine non-manual employees, lower grade (sales and services)			
<b>IVa</b> Small proprietors, artisans, etc., with employees		<b>IVa+b</b> Petty bourgeoisie : small proprietors and artisans, etc., with and without employees	<b>IVa+b</b> Petty bourgeoisie
<b>IVb</b> Small proprietors, artisans, etc., without employees			
<b>IVc</b> Farmers and smallholders; other self-employed workers in primary production		<b>IVc</b> Farmers : farmers and smallholders and other self-employed workers in primary production	<b>IVc + VIIb</b> Farm workers
<b>V</b> Lower-grade technicians; supervisors of manuals workers		<b>V+VI</b> Skilled workers : lower-grade technicians; supervisors of manual workers; skilled manual workers	<b>V+VI</b> Skilled workers
<b>VI</b> Skill manual workers			
<b>VIIa</b> Semi and unskilled manual workers (not in agriculture (etc.))		<b>VIIa</b> Non skilled workers : semi and unskilled manual workers (not in agriculture etc.)	<b>VIIa</b> Non-skilled workers
<b>VIIb</b> Agricultural and other workers in primary production		<b>VIIb</b> Agricultural labourers : agricultural and other workers in primary production	<b>VIIb</b> Manual workers

Source: Erikson, Robert et John H. Goldthorpe, « The class schema », in Erikson, Robert et John H. Goldthorpe, *The Constant Flux, A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Clarendon Press, Oxford, 1992, p. 38-39.

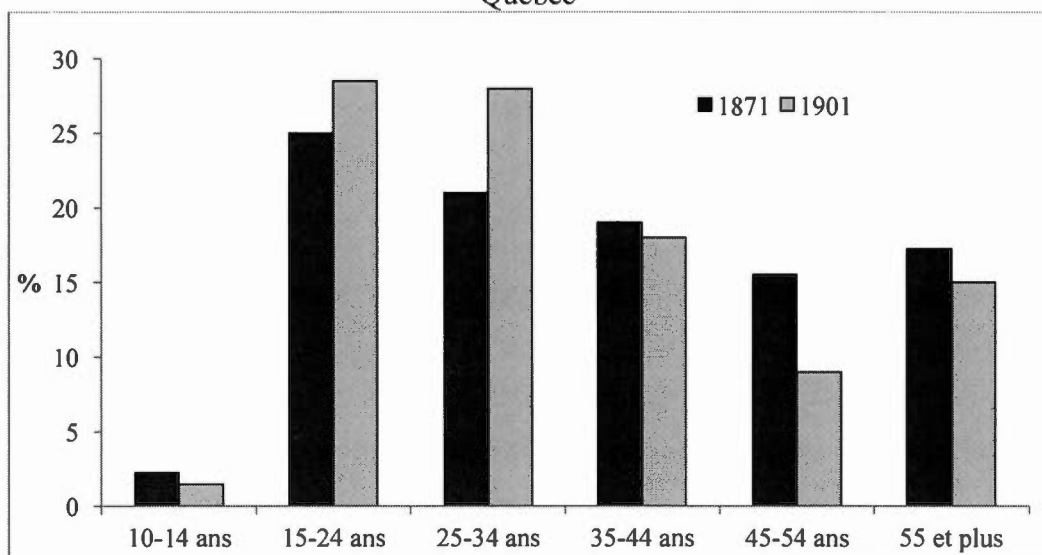


### ANNEXE G Structure de la classe ouvrière selon l'âge, 1871-1901

Distribution des ouvriers semi et non qualifiés selon l'âge, tout sexe confondu, de 1871 et 1901, Québec



Distribution des ouvriers qualifiés selon l'âge, tout sexe confondu de 1871 et 1901, Québec



Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et 1901 (PHSVQ/CIEQ)

## BIBLIOGRAPHIE

## Sources :

Bibliothèque des Archives nationales du Québec (BANQ)

Bibliothèque des Archives du Canada (BAC)

Rôles d'évaluation de la ville de Québec.

Recensements du Canada

Marx-Engels Collected Work (MECW), (en ligne)

## Sources imprimées :

## A. Politiques et gouvernementales :

*Acte concernant la Codification des Lois du Bas Canada, qui se rapportent aux matières civiles et à la procédure ; voir la Table des statuts provinciaux et des ordonnances en force ou qui ont été en force dans le Bas Canada*, Toronto, Georges Desbarats, 1857.

*Cédule : résolutions contenant les amendements qui doivent être faits au rôle imprimé du Code civil du Bas Canada*, 1865.

*Code civil du Bas-Canada: deuxième rapport*, Québec, Georges E. Desbarats, 1865.

*Correspondence relative to a meeting at Quebec of delegates appointed to discuss the proposed union of the British North American provinces: presented to both Houses of Parliament by command of Her Majesty*, 7th February 1865.

*De l'abolition du régime féodal en Canada, et de l'indemnité due aux seigneurs pour la suppression des droits et devoirs féodaux : étant une compilation des procédés et plaidoiries qui ont eu lieu devant la Cour spéciale, constituée en vertu des dispositions de l'Acte seigneurial de 1854, et ouverte à Québec, le quatre septembre 1855*, Québec, Typographique d'Augustin Côté, 1855.

*Debates of the House of Commons of the Dominion of Canada*, Ottawa, C.W. Mitchell, 1875-1882.

*Extrait des procédés d'un Comité (sic) de tout le Conseil*, Québec, 1790.

*Journal of the House of Assembly of Upper Canada*, York, Toronto, W.L. MacKenzie, 1826-1840.

*Journals of the House of Commons of Canada*, Ottawa, Hunter, Rose, 1868-1900.

*Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada*, Québec, L. Perrault, 1842-1866,

*Journaux de la chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada*, Québec, John Neilson, 1793-1837.

*Le Code civil annoté étant le Code civil du Bas-Canada (en force depuis le premier août 1866)*, Montréal, Beauchemin et Valois, 1879.

*Les statuts provinciaux du Canada*, Kingston, S. Derbshire et G. Desbarats, 1841-1852.

*Political Annals of Lower-Canada; being a Review of the Political and the Legislative History of the Province*, Montreal, Printed at the Office of the Montreal Herald and New Montreal Gazette, 1828.

*Rapports du Comité de la Chambre d'Assemblée sur cette partie de la harangue de Son Excellence le Gouverneur en chef, qui a rapport à rétablissement des terres de la Couronne: avec les minutes des témoignages pris devant le Comité*, Québec, Imprimé par J. Neilson, 1821-1823.

*Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration qui a lieu tous les ans du Bas-Canada vers les Etats-Unis*, Montréal, 1849.

*Rapport du Comité spécial sur l'état de l'agriculture du Bas-Canada*, Toronto, 1850.

*Rapport du Comité spécial sur le Rapport de la Société d'Agriculture du Bas-Canada*, 1851.

*Rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada aux États-Unis d'Amérique ou ailleurs*, Toronto, Imprimé par J. Lovell, 1857.

*Report of a committee of the Association on municipal expropriation*, January 12<sup>nd</sup> 1869, signed by H. Stephens and T. K. Ramsay

*Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada : Evidence, Quebec*, part II, Ottawa, A. Senecal, 1889.

*Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada : Evidence, Quebec*, part I, Ottawa, A. Senecal, 1889.

*Report of the Special Committee to Whom Were Referred the Report of the Lower Canada Agricultural Society and Agricultural Society of the County of Beauharnois*, Québec, Rollo Campbell, 1852.

*Report upon the sweating system in Canada by Alexander Whyte Wright. Commission to investigate whether, and if so, to what extent, the sweating system is practised in the various industrial centres of the Dominion*, Ottawa, S.E. Dawson, 1896.

*Reports of the commissioners appointed to inquire into the grievances complained of in Lower Canada*, London, 1837.

*Société d'agriculture du Bas-Canada : incorporé par acte du parlement provincial, juillet 1847, Montréal : Lovell et Gibson, 1847.*

B. Autres :

Abbé Chiniquy, *Manuel de la société de tempérance dédié à la jeunesse canadienne*, Montréal, Lovell et Gibson, 1847.

Alexis Mailloux, *Le manuel des parents chrétiens*, Québec, 1909 [1851].

Antoine Braun, *Mémoire sur les biens des jésuites en Canada*, Montréal, C.-O. Beauchemin & Valois, Libraires-Éditeurs, 1874.

Auteur inconnu, *Réponses aux censeurs de la confédération*, Saint-Hyacinthe, 1867.

*Catalogue de la bibliothèque de l'Institut-canadien*, février 1852.

Charles F. Grece, *Essays in practical husbandry, addressed to the Canadian farmer : shewing the method to cultivate and improve the soil, the advantages of rotation crops, and their use to rear and fatten stock, the management of the dairy, and the experience to stock and cultivate a farm : with some hints to Europeans of the advantage Canada offers to settlers*, Montréal, W. Gray, 1817.

Charles Robert Drysdale, *The Life and Writings of Thomas R. Malthus*, London, Standring, second edition, 1892.

Clément Dumesnil, *De l'abolition des droits féodaux et seigneuriaux au Canada et sur le meilleur mode à employer pour accorder une juste indemnité aux seigneurs*, Montréal, J. Starke & Cie, 1849.

Edmond Lareau, *Histoire du droit canadien : depuis les origines de la colonie jusqu'à nos jours, Tome II, « la domination anglaise »*, Montréal, A. Périard, Libraire-éditeur, 1889.

Edouard Moreau, *Instructions sur l'art des accouchemens pour les sages-femmes de la campagne*, Montréal, Fabre, Perrault, 1834.

Edward Whelan, *The Union of the British provinces : a brief account of the several conferences held in the Maritime provinces and in Canada, in September and October, 1864*, Charlottetown, 1865.

Elzéar Paquin, *Le Livre des Mères ou Instructions pratiques sur les principes fondamentaux de propagation de la race humaine*, Montréal, 1880.

Elzéar Pelletier, *Nos logis Insalubres. Our Unhealthy Dwellings*, Secrétaire du Conseil d'hygiène de la province de Québec, 1909.

Étienne Parent, « Considérations sur le sort des classes ouvrières », conférence prononcée devant la Chambre de Lecture de St-Roch à Québec, le 15 avril 1852.

Étienne Parent, *Du travail chez l'homme*, conférence prononcée à l'Institut canadien de Montréal, 23 septembre 1847.

Étienne Parent, *L'importance de l'étude de l'économie politique*, conférence présentée de 19 novembre 1846 à l'Institut canadien de Montréal.

Eusèbe Belleau, *Des empêchements dirimants de mariage*, Université Laval, 1889.

François Bourjon, *Le droit commun de la France*, tome I., Paris, Grangé et Cellot, 1770.

François-Emmanuel Fodéré, *Essai historique et moral sur la pauvreté des nations : la population, la mendicité, les hôpitaux et les enfants trouvés*, Paris, 1825.

Henri Elzéar Taschereau, *Le code de procédure civile du Bas Canada tel qu'en force le 1<sup>er</sup> août 1876*, Imprimerie Augustin Côté et Cie, Québec, 1876.

Henry des Rivières Beaubien, *Traité sur les lois civiles du Bas-Canada*, Montréal : L. Duvernay, 1832.

*Hotel Lake St. Joseph*, Montréal : Herald Press, 1909.

Isabella Lucy Bird, *The Englishwoman in America*, John Murray, Albermarle Street, London, 1856.

Isidore Lebrun, *Tableau statistique et politique des deux Canadas*, Paris, Treuttel & Würtz, 1833.

James Anderson, *Les améliorations de l'agriculture et l'élévation sur l'échelle sociale du laboureur et de l'artisan*, Montréal, de Montigny & Compagne.

Jean-Baptiste Éric Dorion, « Essai sur le commerce », dans *Institut Canadien en 1852*, Montréal, 1852.

Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se distribuent, et se consomment les richesses*, Paris, Imprimerie de Crapelet, 1803.

Jeremy Bentham, *Canada. Emancipate Your colonies !*, London, E. Wilson, 1838.

John Bonner, *An essay on the registry laws of Lower Canada*, Québec, John Lovell, 1852.

John Ramsay McCulloch, *The Principles of Political Economy: with a Sketch of The Rise and Progress of The Science*, Edinburgh, 1825.

Joseph Alfred Mousseau, *Contre-poison, la confédération c'est le salut du Bas-Canada*, Montréal, Typographie d'Eusèbe Sénécal, 1867.

Joseph Bouchette, *A topographical dictionary of the Province of Lower Canada*, London, Longman & Cie., 1832.

Joseph Bouchette, *The British Dominions in North America*, London : H. Colburn and R. Bentley, 1831.

Joseph-Charles Taché, *Le Canada, et l'exposition universelle de 1855*, Paris, G-A Pinard, 1855, p. 153 sq., section « Catalogue raisonné des produits canadiens ».

Joseph-François Perrault, *Traité d'agriculture : adapté au climat du Bas-Canada*, Québec, ?, 1831.

Joseph-François Perrault, *Traité d'agriculture pratique*, Montréal, J. Perrault, 1865.

Maximilien Bibaud, *Commentaires sur les lois du Bas-Canada, ou, Conférences de l'École de droit liée au Collège des RR. PP. Jésuites suivi d'une notice historique*, t. ii, Montréal, Pierre Cérat, 1861.

Médéric Lanctôt, *L'indépendance pacifique du Canada*, Montréal, 1867.

Narcisse Rosa, *La construction des navires à Québec et ses environs: grèves et naufrages*, Québec, Imprimerie Léger Brousseau, 1897.

*Où sont nos amis? Appel d'un chef ouvrier, ancien membre du Congrès des métiers et du travail et d'un ex-secrétaire du Conseil central des métiers et du travail de Québec, ex-secrétaire de l'Assemblée feuille d'érable n° 1160 et ex-secrétaire du district n° 20 des Chevaliers du travail*, Québec, 1900.

Père Hugolin, *Au fond du verre : histoires d'ivrognes*, Montréal, Maison du Tiers-ordre, 1908.

*Projet d'institution d'une société pour l'encouragement de l'agriculture dans la province de Québec*, 1789.

*Québec et Lévis à l'aurore du XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, La compagnie de publication Samuel de Champlain, 1900.

*Quebec labor question. Copy of correspondence between the council of the Quebec Board of Trade and the Quebec Ship Laborers' Benevolent Society, and other data relative to the rules and regulations of the society*, Québec, 1888.

Robert-Joseph Pothier, *Traité de la puissance du mari sur la personne et les biens de la femme*, t. I, Paris, Debure, 1774.

Stanislas-Alfred Lortie, *Les ouvriers des deux mondes : compositeur typographique de Québec, Canada (Amérique du Nord)*, Troisième série, fascicule n° 10, Paris, Secrétariat de la société d'économie sociale, 1904.

Thomas Kennedy Ramsay, *Notes sur la Coutume de Paris*, Montréal, C.O. Beauchemin & Valois, 1864.

Thomas Storrow Brown, *Strong drink : what it is, and what it does*, Montreal, W. Drysdale, 1884.

*Traité théorique et pratique de l'agriculture: adapté à la culture et l'économie des productions animales et végétales de cet art en Canada : avec un précis de l'histoire de l'agriculture et un aperçu de son état actuel dans quelqu'uns (sic) des principaux*

*pays, et particulièrement dans les Iles britanniques et le Canada*, Montréal, Imprimeur Louis Perrault, 1837.

W. J. Robertson, *A brief historical sketch of Canadian banking and currency the laws relating thereto since Confederation and a comparison with British and American systems*, 1888.

William Evans, *Supplementary volume to A treatise on the theory and practice of agriculture : adapted to the cultivation and economy of the animal and vegetable productions of agriculture in Canada*, Montreal, Louis Perreault, 1936.

William Evans, *Traité théorique et pratique de l'agriculture adapté à la culture et l'économie des productions animales et végétales de cet art en Canada : avec un précis de l'histoire de l'agriculture et un aperçu de son état actuel dans quelque'uns des principaux pays, et particulièrement dans les Iles britanniques et le Canada*, Montréal, ?, 1837.

William S. Christy, *Mendians: l'ordre des magistrats, du 9 de ce mois, au sujet des pauvres mendians, est une chose nouvelle dans ce pays-ci*, 20 août 1819.

Base de données :

*Population et histoire sociale de la ville de Québec* (PHSVQ)

Projet BALSAC

Référence :

*Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VIII, 1851-1860, Université Laval/University of Toronto, 1985.

Journaux:

*Agricultural Journal and Transactions of the Lower Canada Agricultural Society*

*Canadian Quarterly Agricultural and Industrial Magazine*

*Gazette des campagnes*

*Journal de St-Roch*

*L'opinion publique, journal illustré*

*L'Action sociale*

*L'Avenir*

*La libre parole*

*La Minerve*

*La Patrie*

*La Revue canadienne*

*La semaine agricole*

*La semaine religieuse*

*Le Canadien*

*Le moniteur canadien*

*Les mélanges religieux*

*Quebec Mercury*

*Review of the agriculture of Lower Canada, with suggestions for its amelioration*

*The Canada Lancet*

*The Canadian Independent*

*The Legal News*

*The Quebec Daily Telegraph*

Thèses et mémoires :

Cloutier, Céline, *De la stratification archéologique à la stratification sociale. Hygiène urbaine et conditions de vie de six familles ouvrières du faubourg Saint-Roch à Québec, au XIX<sup>e</sup> siècle*, thèse d'archéologie, Université Laval, 2002.

Durou, Guillaume, *La pourpre et le rouge : l'anticléricisme canadien-français au XIX<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de sociologie, Université Laval, 2011, 191p.

Gilles, Breton, *Le capital et les producteurs agricoles (québécois)*, mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université Laval, 1976.

Goulet, Sophie, *La nuptialité dans la ville de Québec : étude des mariages mixtes au cours de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2002, 113p.

Picard, Nathalie, *Les femmes et le vote au Bas-Canada de 1792 à 1849*, Mémoire de maîtrise, Département d'histoire, Université de Montréal, 1992.

Tremblay, Alex, *La mixité culturelle au sein des élites québécoises au XIX<sup>e</sup> siècle : l'exemple de la famille Marchand, 1791-1900*, Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2014, 120p.



## Articles et livres:

- Abrams, Philip, *Historical Sociology*, Cornell University Press, 1982.
- Abrams, Philip, E. A. Wrigley (eds.) *Towns in Societies. Essays in Economic History and Historical Sociology*, Cambridge University Press, 1978.
- Adams, Julia, Elisabeth Clemens et Ann Shola Orloff, *Remaking Modernity: Politics, History, and Sociology*, Duke University Press, 2005.
- Adams, Julia, Mounira M. Charrad, « Patrimonial Power in the Modern Word », *The Annals of American Academy of Political and Social Science*, vol. 636, 2011.
- Anderson, Kevin B., *Marx at the Margins: On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies*, University Of Chicago Press, 2010.
- Anderson, Michael, *Family Structure in Nineteenth-Century Lancashire*, Cambridge University Press, 1978.
- Armstrong, Robert, « The Efficiency of Quebec Farmers in 1851 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 17 n° 33, 1984, pp. 149-163.
- Arrizabalaga, Marie-Pierre, « Pyrenean Marriage Strategies in the Nineteenth Century: The French Basque Case », *Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis*, vol. 50, 2005, pp. 96-122.
- Aston, T. H., C. H. E. Philpin, *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge University Press, 1987.
- Backhouse, Constance, « Involuntary Motherhood: Abortion, Birth Control and the Law in Nineteenth-Century Canada », *Windsor Yearbook of Access to Justice*, vol. 3, 1983, pp. 61-130.
- Backhouse, Constance, « Married Women's Property Law in Nineteenth-Century Canada », *Law and History Review*, n° 6, 1988, pp. 211-257.
- Backhouse, Constance, *Colour-Coded: A Legal History of Racism in Canada, 1900-1950*, University of Toronto Press, 1999.
- Backhouse, Constance, *Petticoats and Prejudice: Women and Law in Nineteenth Century Canada*, Osgoode Society, 1991.
- Baillargeon, Georges, « Les arrérages de lods et ventes à Québec en 1832 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 19, n° 2, 1965, pp. 296-301.
- Baillargeon, Georges, *La survivance du régime seigneurial à Montréal*, Cercle du livre de France, 1968.
- Barnes, D. G., *History of The English Corn Law from 1660 to 1846*, London, Taylor & Francis, 2006.

- Baron, Ava, « Romancing the Field: The Marriage of Feminism and Historical Sociology », *Social Politics*, vol. 5, n°1, 1998, pp. 17-37
- Baskerville, Peter, Eric W. Sager, *Unwilling Idlers: The Urban Unemployed and Their Families in Late Victorian Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1998.
- Beahen, William, « Abortion and Infanticide in Western Canada 1874 to 1916: A Criminal Case Study », *Historical Studies*, n° 53, 1986, pp. 53-70.
- Bellavance, Marcel, *Le Québec et la confédération, un choix libre ? Le clergé et la constitution de 1867*, Québec Septentrion, 1992.
- Bernier, Bernard, « The penetration of capitalism in Quebec agriculture », *The Canadian Review of Sociology and Anthropology / La Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 13, n° 4, 1976, pp. 422-434.
- Bernier, Gérald, « La structure de classes québécoises au 19<sup>e</sup> siècle et le problème de l'articulation des modes de production », *Revue canadienne de science politique*, vol. 14, n° 3, 1981, pp. 487-518,
- Bernier, Gérald, « Sur quelques effets de la rupture structurelle engendrée par la Conquête au Québec: 1760-1854 », *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 35, n° 1, 1981, pp. 69-95.
- Bernier, Gérald, Daniel Salée, « Appropriation foncière et bourgeoisie marchande: éléments pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846 », *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 36, n° 2, 1982, pp. 163-194.
- Bernier, Gérald, Daniel Salée, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec au XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1994.
- Bervin, George, « Aperçu sur le commerce et le crédit à Québec 1820-1830 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 4, 1983, pp. 527-551.
- Bervin, George, *Québec au XIX<sup>e</sup> siècle: l'activité économique des grands marchands*, Québec, Septentrion, 1991.
- Beutler, Corinne, « Les moulins à farine du Séminaire de Saint-Sulpice à Montréal (1658-1840) : essai d'analyse économique d'une prérogative du régime seigneurial », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 18, n° 1, 1983, pp. 184-207.
- Bischoff, Peter C., « “Du châssis à la machine à mouler” : la transformation des méthodes de production dans l'industrie canadienne du moulage, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Material Culture Review/Revue de la culture matérielle*, vol. 41, 1995, pp. 24-38.
- Bischoff, Peter C., « Barrer la voie au syndicalisme » : les manœuvres de l'État québécois contre la Société bienveillante des journaliers de navires de Québec et les autres sociétés de secours mutuel, 1869-1899 » *Labour/Le Travail*, 63, 2009, pp. 9-49.

Bischoff, Peter C., *Les débardeurs au port de Québec. Tableau des luttes syndicales, 1831-1902*, Montréal, Hurtubise, 2009.

Blouin, Claude, « La mécanisation de l'agriculture entre 1830 et 1890 » in Normand Séguin, (sous la direction), *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980.

Blustone, Leslie David, *Max Weber's theory of the family. Studies in Social Thought, Polity and Civil Society*, Associated Faculty Press, 1987.

Bonenfant, Jean-Charles, « L'esprit de 1867 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 17, n° 1, 1963, pp. 19-38.

Boserup, Ester, *The Conditions of Agricultural Growth: the Economics of Agrarian Change Under Population Pressure*, London, Allen & Unwin, [1965] 2005.

Bouchard, Gérard, « L'agriculture saguenayenne entre 1840 et 1950 : l'évolution de la technologie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 2, 1990, pp. 353-380.

Bouchard, Gérard, « La sexualité comme pratique et rapport social chez les couples paysans du Saguenay (1860-1930) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 2, 2000, pp. 183-217.

Bouchard, Gérard, Joseph Goy (sous la direction), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle)*, Centre Interuniversitaire SOREP, 1990.

Bouchard, Gérard, *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996.

Bouchard, Gérard, *Tous les métiers du monde : Le traitement des données professionnelles en histoire sociale*, Presses de l'université Laval, 1996.

Boucher, Marie-Pierre (sous la direction), *La propriété et ses multiples*, Montréal, Éditions Nota Bene, 2009.

Bourdieu, Pierre, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 100, n° 1, 1993, pp. 32-36.

Bourdieu, Pierre, « Célibat et condition paysanne », *Études rurales*, vol. 5, n° 5-6, 1962, pp. 32-135.

Bourque, Gilles, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*, Montréal, Éditions Parti-Pris, 1970.

Bradbury, Bettina, « Pigs, Cows, and Boarders : Non-Wage Forms of Survival among Montreal », *Labour/Le Travail*, vol. 14, 1984, pp. 9-48.

Bradbury, Bettina, Peter Gossage, Evelyn Kolish, Alan Stewart, « Property and Marriage : The Law and the Practice in Early Nineteenth-Century Montreal », *Histoire sociale/ Social History*, vol. 26, n° 51, 1993, pp. 9-39.

Bradbury, Bettina, *Wife to Widow: Lives, Laws, and Politics in Nineteenth-Century Montreal*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2011.

Bradbury, Bettina, *Working Families. Age, Gender and Daily Survival in Industrializing Montreal*, University Toronto Press, 2007.

Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. II : Les jeux de l'échange, Paris, Livre de Proche, 1993.

Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. III : Le temps du monde, Paris, Livre de Proche, 1993.

Braudel, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1988.

Brenner, Robert, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe », *Past and Present*, n° 70, pp. 30-75.

Brenner, Robert, « The Agrarian Roots of European Capitalism », *Past & Present*, n° 97, 1982, p. 24.

Brenner, Robert, Christopher Isett, « England's Divergence from China's Yangzi delta: Property Relations, Microeconomics, and Patterns of Economic Development », *The Journal of Asian Studies*, vol. 61, n° 2, 2002, pp. 609-662.

Brenner, Robert, *Merchants and Revolution: Commercial Change, Political Conflict, and London's Overseas Traders, 1550-1653*, Princeton University Press, 1993.

Brierley, John E. C., « Quebec's Civil Law Codification Viewed and Reviewed », *McGill Law Journal*, vol. 1, n° 4, 1968, pp. 522-589.

Brierley, John E. C., « The Co-existence of Legal Systems in Quebec: Free and Common Socage in Canada's "pays de droit civil" », *Les Cahiers de droit*, vol. 20, n° 1-2, 1979, pp. 277-287.

Brode, Patrick, *Courted and Abandoned: Seduction in Canadian Law*, University of Toronto Press, Osgoode Society for Canadian Legal History, 2002.

Buck, A. R., *The Making of Australian Property Law*, Leichardt, The Federation Press, 2007.

Buckner, Phillip, R. Douglas Francis (eds.), *Canada and the British World: Culture, Migration, and Identity*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006.

Burgess, Joanne, « L'industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870 — le passage de l'artisanat à la fabrique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2, 1977, pp. 187-210.

Burguière, André, « De Malthus à Max Weber: le mariage tardif et l'esprit d'entreprise », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 4-5, 1972, pp. 1128-1138.

Burroughs, Peter, *The Colonial Reformers and Canada, 1830-1849*, Carleton Library, n° 42, Toronto/Montreal, McClelland and Stewart Limited, 1969.

Cain, Peter J., « Bentham and the Development of the British Critique of Colonialism », *Utilitas*, vol. 23 n°1, 2011, pp. 1-24.

Cain, Peter J., Antony. G. Hopkins, *British Imperialism: 1688-2000*, London, Routledge, 2001.

Calhoun, Craig, « Explanation in Historical Sociology: Narrative, General Theory, and Historically Specific Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 104, n° 3, 1998, pp. 846-871.

Camic, Charles, Philip S. Gorski et David M. Trubek, *Max Weber's Economy and Society: A Critical Companion*, Stanford University Press, 2005.

Caulier, B., Y. Rousseau (sous la direction), *Temps, espace et modernités*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2009.

Charbonneau, Hubert, « Essai sur révolution démographique du Québec de 1534 à 2034 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 13, n° 1, 1984, pp. 5-21.

Chayanov, Alexander V., *The Theory of Peasant Economy*, The University of Wisconsin Press, [1966] 1986.

Chevalier, Louis, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin [1958] 2007.

Chibber, Vivek, *Postcolonial Theory and the Specter of Capital*, London, Verso, 2013.

Chirot, Daniel, *The Origins of Backwardness in Eastern Europe*, University of California Press, 1991.

Christie, Nancy, Michael Gauvreau (sous la direction), *Mapping the Margins. The Family and Social Discipline in Canada, 1700-1975*, McGill-Queen's University Press, 2004.

Coates, Colin, « Like 'the Thames towards Putney': The Appropriation of Landscape in Lower Canada », *Canadian Historical Review*, vol. LXXIV, n° 3, 1993, pp. 317-343.

Cohen, Marjorie Griffin, *Women's Work, Markets and Economic Development in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988.

Collins, Randall, *Weberian Sociological Theory*, Cambridge University Press, 1986.

Constant, Jean-François, Michel Ducharme *Liberalism and Hegemony. Debating the Canadian Liberal Revolution*, Toronto, University of Toronto Press, 2009.

Corrigan, Philip, Derek Sayer, *The Great Arch: English State Formation as Cultural Revolution*, Blackwell Publishing, 1985.

Côté, André C., « L'Acte des manufactures de Québec, 1885 : un centenaire », *Relations industrielles / Industrial Relations*, vol. 40, n° 3, 1985, pp. 623-628.

Courville, Serge, « L'habitant canadien dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : survie ou survivance? », *Recherches sociographiques*, vol. 27, n° 2, 1986, pp. 177-193.

Courville, Serge, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 24, n° 62, 1980, pp. 193-223.

Courville, Serge, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique (Deuxième partie) », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 24, n° 63, 1980, pp. 385-428.

Courville, Serge, « Rente déclarée payée sur la censive de 90 arpents au recensement nominatif de 1831 : méthodologie d'une recherche », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 70, 1983, pp. 43-51.

Courville, Serge, « Un monde rural en mutation : le Bas-Canada dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », *Social History/Histoire sociale*, vol. 20, n° 40, 1987, pp. 237-258.

Couture, Claude, « La Conquête de 1760 et le problème de la transition au capitalisme », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 3, 1986, pp. 369-389.

Creighton, D. G., *The Commercial Empire of the St. Lawrence, 1760-1850*, Toronto, Ryerson Press, 1939.

Creighton, Donald, *John A. McDonald. The Young Politician*, Toronto, Macmillan, 1952.

Cuneo, Carl, J., « Surplus Labour in Staple Commodities Merchant and Early Industrial Capitalism », *Studies in Political Economy*, vol. 7, 1982, pp. 61-87.

Curtis, Bruce, « Les commission d'enquête comme réflexivité gouvernementale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 3, 2015, pp. 21-37.

Curtis, Bruce, « Representation and State Formation in the Canadas, 1790-1850 », *Studies in Political Economy*, vol. 28, 1989, pp. 59-87.

Curtis, Bruce, « Surveying the Social: Techniques, Practices, Power », *Histoire sociale/Social History*, vol. 35, n° 69, 2002, pp. 83-108.

Curtis, Bruce, *Ruling by Schooling Quebec: Conquest to Liberal Governmentality. A Historical Sociology*, Toronto University Press, 2012.

Curtis, Bruce, *The Politics of Population. State Formation, Statistics, and The Census of Canada, 1840-1875*, University of Toronto Press, 2001.

Curtis, Bruce, *True Government by Choice Men? Inspection, Education and State Formation in Canada West*, University of Toronto Press, 1992.

Dagenais, Daniel, *La fin de la famille moderne: la signification des transformations contemporaines de la famille*, Les Presses de l'Université Laval, 2000.

Dagenais, Michèle, « Fuir la ville. Villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 3, 2005, pp. 315-345.

Darroch, Gordon (sous la direction), *The Dawn of Canada's Century: Hidden Histories*, McGill-Queen's University Press, 2014.

Darroch, Gordon, Lee Soltow, *Property and Inequality in Victorian Ontario: Structural Patterns and Cultural Communities in the 1871 Census*, Toronto, University of Toronto Press, 1994.

Darroch, Gordon, Michael D. Ornstein, « Family Coresidence in Canada in 1871 : Family Life-Cycles, Occupations and Networks of Mutual Aid », *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 18, n° 1, 1983, p. 30-55.

Daschuk, James, *Clearing the Plains: disease, politics of starvation, and the loss of Aboriginal life*, University of Regina Press, 2013.

de Montchrestien, Antoine, *Traité d'économie politique*, Genève, Droz, 1999 [1615].

de Singly, François, « Théorie critique de l'homogamie », *L'Année Sociologique*, 1987, vol. 37, pp. 181-205.

de Vries, Jan, « The Industrial Revolution and the Industrious Revolution », *The Journal of Economic History*, vol. 54, n° 2, 1994, pp. 249-270.

de Vries, Jan, *The Industrious Revolution: Consumer Behavior and the Household Economy, 1650 to the Present*, Cambridge University Press, 2008.

Deamer, Peggy (ed.), *Architecture and Capitalism : 1845 to the Present*, New York, Routledge, 2014.

Dechêne, Louise, « La rente du faubourg Saint-Roch à Québec — 1750-1850 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, n° 4, 1981, pp. 569-596.

Dechêne, Louise, *Habitants et Marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974.

Dechêne, Louise, *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, Boréal, 1994.

Delanty, Gerard, Engin F. Isin (eds.), *Handbook of Historical Sociology*, London, Sage, 2003.

Depatie, Sylvie « La transmission du patrimoine au Canada (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) : qui sont les défavorisés ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 4, 2001, pp. 558-570.

Dépatie, Sylvie, Christian Dessureault et Mario Lalancette, *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987.



- Desjardins, Gaston, « La pédagogie du sexe : un aspect du discours catholique sur la sexualité au Québec (1930- 1960) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 3, 1990, pp. 381-401.
- Desjardins, Pauline, « La Coutume de Paris et la transmission des terres. Le rang de la Beauce à Calixa-Lavallée de 1730 à 1975 », *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 34, n° 3, 1980, pp. 331-339.
- Desloges, Yvon, *Une ville de locataires : Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Environnement Canada, Service canadien des parcs, 1991,
- Dessureault Christian, John A. Dickinson et Joseph Goy, *Famille et Marché, XVI<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Septentrion, 2004.
- Dessureault, Christian, « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent : éléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 3, 1987, pp. 373-407.
- Dickinson, John A., Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec Septentrion, 2003.
- Dickinson, John A., « La justice seigneuriale en Nouvelle-France : le cas de Notre-Dame-des-Anges », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol 28, n° 3, 1974, pp. 323-346.
- Dillon, Lisa, *The Shady Side of Fifty Age and Old Age in Late Victorian Canada and the United States*, McGill-Queen's University Press, 2008.
- Dobb, Maurice, *Études sur le développement du capitalisme*, Paris, La Découverte, 1981.
- Dribe, Martin, Christer Lundh, « Marriage choices and social reproduction: The interrelationship between partner selection and intergenerational socioeconomic mobility in 19th-century Sweden », *Demographic Research*, vol. 22, n° 14, 2010, pp. 347-382.
- Drolet, Antonio, *La ville de Québec : histoire municipale : III : de l'incorporation à la Confédération (1833-1867)*, La Société historique de Québec, Québec, 1967.
- Dubuc, Alfred, « La crise économique au Canada au printemps de 1848 », *Recherches sociographiques*, vol. 3, n° 3, 1962, pp. 317-329
- Duby, Georges et Armand Wallon, *Histoire de la France rurale*, t. 2, Paris, le Seuil, 1992.
- Ducharme, Michel, *Le Concept de liberté au Canada à l'époque des Révolutions atlantiques (1776-1838)*, McGill-Queen's University Press, 2010.
- Dufour, Frédérick-Guillaume, *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*, Presses de l'Université du Québec, 2015.



- Dufour, Pierre, « La construction navale à Québec, 1760-1825 : sources inexplorées et nouvelles perspectives de recherches », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 2, 1981, pp. 231-251.
- Dumont, Fernand, Yves Martin, *Situation de la recherche sur le Canada français*, Presses de l'Université Laval, 1962.
- Easterbrook, William T., Mel H. Watkins (eds.), *Approaches to Canadian Economic History*, McGill-Queen's University Press, [1984] 2003.
- Edsall, Nicholas C., *The Anti-Poor Law Movement, 1834-44*, Manchester University Press, 1971.
- Eid, Nadia F., *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.
- Elias, Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Plon, 1975.
- Émile Durkheim, *Fonctions sociales et institutions*, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
- Engels, Friedrich, *L'origine de la famille, de la propriété privé et de l'État*, Éditions sociales, Paris, 1975.
- Engels, Friedrich, *La question du logement*, Paris, Les Éditions sociales, 1969.
- Engels, Friedrich, *Origines de la famille, de l'État et de la propriété privée*, Paris, Éditions sociales, 1975, p. 171.
- Ermisch, John, « Économie, politique et changement familial », *Population*, vol. 49 n° 6, 1994, pp. 1377-1387.
- Fahrni, Magda, « 'Ruffled' mistresses and 'discontented' maids: Respectability and the case of domestic service, 1880-1914 », *Labour/Le Travail*, vol. 39, 1997, pp. 69-97.
- Fecteau, Jean-Marie, « Les 'petites républiques' : les compagnies et la mise en place du droit corporatif moderne au Québec au milieu du 19<sup>e</sup> siècle », *Histoire sociale/ Social History*, vol. 25, n° 49, 1992, pp. 35-56.
- Fecteau, Jean-Marie, *La liberté du pauvre. Crime et pauvreté au XIX<sup>e</sup> siècle québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2004.
- Fecteau, Jean-Marie, *Un nouvel ordre des choses : la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1840*, Montréal, VLB éditeur, 1989.
- Federici, Silvia, *Caliban and the Witch: Women, the Body and Primitive Accumulation*, Autonomedia, 2004.
- Ferland, Jacques et Christopher Wright, « Rural and Urban Labour Processes : a Comparative Analysis of Australian and Canadian Development », *Labour/Le Travail*, n° 38, 1996, pp. 142-169.

Ferland, Jacques, « 'Not For Sale' : American Technology and Canadian Shoe Factories : the United Shoe Machinery Company of Canada, 1899-1912 », *The American Review of Canadian Studies* XVIII, n° 1, Spring 1988, pp. 59-82.

Ferretti, Lucia, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Boréal, Montréal, 1999.

Fingard, Judith, « The Winter's Tale : The Seasonal Contours of Pre-industrial Poverty in British North America, 1815-1860 », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 9, n° 1, 1974, pp. 65-94.

Finkel, Alvin, *Social Policy and Practice in Canada: A History*, Wilfrid Laurier University Press, 2006.

Flandrin, Jean-Louis, *Familles. Parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Le seuil, 1984.

Flandrin, Jean-Louis, *Familles. Parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Paris, Le seuil, 1984.

Fournier, Daniel, « Pourquoi la revanche des berceaux? L'hypothèse de la sociabilité », *Recherches sociographiques*, vol. 30, n° 2, 1989, pp. 171-198.

Fox, Bonnie, « Feminism on Family Sociology : Interpreting Trends in Family Life », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol. 52, n° 2, 2015, pp. 204-211.

Fox, Bonnie, *Hidden in the Household: Women's Domestic Labour Under Capitalism*, University of Toronto Press, 1980.

Fryer, Bob, Alan Hunt (eds.) *Law, State, and Society*, London, Croom Helm, 1981.

Gaffield, Chad, « Children, Schooling, and Family Reproduction in Nineteenth-Century Ontario », *The Canadian Historical Review*, vol. 72, n° 2, 1991 pp. 157-191.

Gagnon, Serge et René Hardy, *l'Église et le village au Québec, 1850-1930*, Montréal, Leméac, 1979.

Gagnon, Serge, *Plaisir d'amour et crainte de Dieu. Sexualité et confession au Bas-Canada*, Presses de l'Université Laval, 1990.

Gauvreau, Danielle, « La transition de la fécondité au Québec : un exemple de transgression de la morale catholique? », *Études d'histoire religieuse*, n° 70, 2004, pp. 7-22.

Gauvreau, Danielle, « Nuptialité et catégories professionnelles à Québec pendant le Régime français », *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 1, 1987, pp. 36-25.

Gauvreau, Danielle, Peter Gossage, Lucie Gingras, « Measuring Fertility with the 1901 Canadian Census. A Critical Assessment », *Historical Methods*, vol. 33, n° 4, 2000, pp. 219-228.

Gauvreau, Danielle, *Québec: une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Presse de l'Université de Montréal, 1991.

Gee, Ellen M. Thomas, « Marriage in Nineteenth-Century Canada », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 19, n° 3, 1982, pp. 311-325.

Gellner, Ernest, *Thought and Change*, University Press of Chicago, 1964.

Gendreau, Francis Dominique Tabutin, Maud Poupard, *Jeunesse, vieillesse, démographies et sociétés, Quatrièmes Journées du Réseau Démographie de l'AUF*, Chaire Quetelet 2001, Institut de démographie, UCL, Louvain-la-Neuve, Académia-Bruylant/L'Harmattan, 2002.

Gérin, Léon, *Le type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de traditions françaises*, Montréal, Éditions Fides, 1948.

Gibson, Sarah Katharine, Arthur Milnes, *Canada Transformed. The Speeches of Sir John A. Macdonald*, Toronto, McClelland & Stewart, 2014.

Gillis, J. R., L. A. Tilly, D. Levine, *The European Experience of Declining Fertility*, Oxford, Blackwells, 1992.

Gillis, John R., *A World of Their Own Making : Myth, Ritual, and the Quest for Family Values*, Boston, Harvard University Press, 1996.

Gillis, John R., *For Better, for Worse: British Marriages, 1600 to the Present*, Oxford University Press, 1985.

Ginnis Fuchs, Rachel, *Gender and Poverty in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge University Press, 2005.

Glass, D. V., D.E.C. Eversley, eds., *Population in History*, London, Edward Arnold, 1965.

Glennie, Paul, Nigel Thrift, « Reworking E. P. Thompson's 'Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism' », *Time & Society*, vol. 5 n° 3, 1996, pp. 275-299.

Goldthorpe, John E., *Family Life in Western Societies, A Historical Sociology of Family Relationships in Britain and North America*, Cambridge University Press, 1987.

Goldthorpe, John, « The Use of History in Sociology: Reflections on Some Recent Tendencies », *British Journal of Sociology*, vol. 42, n° 2, 1991, pp. 211-230.

Goody, Jack, « Women, Class and Family », *New Left Review*, n° 219, 1996, pp. 119-132.

Goody, Jack, *Capitalism and Modernity: The Great Debate*, Polity, 2004.

Goody, Jack, *The Development of the Family and Marriage in Europe*, Cambridge University Press, 1983.

- Goonewardena, Kanishka and al., *Space, Difference, Everyday Life: Reading Henri Lefebvre*, New York, Routledge, 2008.
- Gossage, Peter et Jack Little, *An Illustrated History of Quebec. Tradition and Modernity*, Oxford University Press, 2013.
- Goubert, Pierre, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, École pratique des Hautes-Études, 1960.
- Goy, Joseph, John A. Dickinson et Gérard Bouchard, *Les exclus de la terre en France et au Québec, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. La reproduction familiale dans la différence*, Québec, Septentrion, 1998.
- Greenwood, Frank Murray, « Lower Canada (Quebec): Transformation of Civil Law, from Higher Morality to Autonomous Will, 1774-1866 », *Manitoba Law Journal*, vol. 23, 1995, pp. 132-182.
- Greer, Allan, « Fur-Trade Labour and Lower Canadian Agrarian Structures », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 16, n° 1, 1981, pp. 197-214.
- Greer, Allan, Léon Robichaud, « La rébellion de 1837-1838 au Bas Canada : une approche géographique. », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 33, n° 90, 1989, pp. 345-377.
- Greer, Allan, *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840*, University of Toronto Press, 1985.
- Greer, Allen, *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.
- Greetz, Clifford, *Agricultural Involution: The Processes of Ecological Change in Indonesia*, Berkeley and Los Angeles, California, University of California Press, 1963.
- Grenier, Benoît, « "Gentilshommes campagnards" : la présence seigneuriale dans la vallée du Saint-Laurent (XVII<sup>e</sup> XIX<sup>e</sup> siècle) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n° 4, 2006, pp. 409-449.
- Grenier, Benoît, « L'Église et la propriété seigneuriale au Québec (1854-1940) : continuité ou rupture ? », *Études d'histoire religieuse*, vol. 79, n° 2, 2013, pp. 21-39.
- Grenier, Benoît, Michel Morissette, « Les persistances de la propriété seigneuriale au Québec. Les conséquences d'une abolition partielle et progressive (1854-1970) », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol. 40, n° 2, 2013, pp. 61-96.
- Hall, John A., *Coercion and Consent : Studies on the Modern State*, Polity Press, 1994.
- Hall, John A., *The State of the Nation : Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, Cambridge University Press, 1998.

- Hamelin, Jean, Yves Roby, « L'évolution économique et sociale du Québec, 1851-1896 », *Recherches sociographiques*, vol. 10, n° 2-3, 1969, pp. 157-169.
- Hamelin, Jean, Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971.
- Hardy, Jean-Pierre, « Niveaux de richesse et intérieurs domestiques dans le quartier Saint-Roch à Québec, 1820-1850 », *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culturelle matérielle*, 17, 1983, pp. 63-94.
- Hardy, René, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930*, Montréal, Boréal, 2000.
- Hardy, René, David. T. Ruddel, *Les apprentis artisans à Québec, 1660-1815*, Presses de l'Université du Québec, 1977.
- Hare, John, Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel, *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boréal, 1987.
- Hareven, Tamara, « The History of the Family and the Complexity of Social Change », *The American Historical Review*, vol. 96, n° 1, 1991, pp. 95-124.
- Harris, Richard, « The Flexible House : The Housing Backlog and the Persistence of Lodging, 1891-1951 », *Social Science History*, vol. 18, n° 1, 1994, pp. 31-53.
- Harrison, Trevor W., John W. Friesen, *Canadian Society in the Twenty-First Century. A Historical Sociological Approach*, Canadian Scholars' Press, 2010.
- Hartman, Mary S., *The Household and the Making of History. A Subversive View of the Western Past*, Cambridge University Press, 2004.
- Harvey, David, *Geographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, éditions Syllepse, 2010.
- Harvey, David, *Social Justice and the City. Revised edition*, Athens, University of Georgia Press, [1973] 2009.
- Henripin, Jacques, « La fécondité des ménages canadiens au début du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Population*, 9<sup>e</sup> année, n°1, 1954, pp. 61-84.
- Henripin, Jacques, *La métamorphose de la population canadienne*, Montréal, Les Éditions Varia, 2003.
- Henripin, Jacques, *Naître ou ne pas être*, Québec, IQRC, 1989.
- Hobden, Stephen, John Hobson, *Historical Sociology of International Relations*, Cambridge University Press, 2002.
- Hobsbawm, Eric, *The Age of Capital : 1848-1875*, [1975] 1995.
- Hodgson, Natasha R., *Women, Crusading and the Holy Land in Historical Narrative*, The Boydell Press, 2007.
- Hughes, Everett, *French Canada in Transition*, Oxford University Press, [1943] 2009.

Hurl, Lorna F., « Restricting Child Factory Labour in Late Nineteenth Century Ontario », *Labour/Le Travail*, vol. 21, 1988, pp. 87-121.

Huzel, James P., *The Popularization of Malthus in Early Nineteenth-Century England: Martineau, Cobbett and the Pauper Press*, Routledge, 2006.

Innis, Harold. A., *Empire and Communications*, University of Toronto Press, 1950.

Innis, Harold. A., *Essays in Canadian Economic History*, University of Toronto Press, 1962.

Innis, Harold. A., *Political Economy in the Modern State*, Toronto, The Ryerson Press, 1946.

James, C.C., *History of Farming in Ontario*, Toronto, Glasgow, Brook & Company, 1914.

Jaumain, Serge et Matteo Sanfilippo, « Le régime seigneurial en Nouvelle-France : un débat historiographique », *The Register*, vol 5, n°2, 1980, pp. 226-247.

Jones, Gareth Stedman, *An End to Poverty? A Historical Debate*, New York, Columbia University Press, 2004.

Jones, R. L., *History of agriculture in Ontario, 1613-1880*, University of Toronto Press, 1946.

Julien, Mélanie, « La fréquentation scolaire à Québec, 1871-1901 : l'effet de l'industrialisation, de l'appartenance culturelle et de la classe sociale », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1, 2008, pp. 35-59.

Kalberg, Stephen, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2002.

Katznelson, Ira, Aristide R. Zolberg, (eds.), *Working-class Formation: Nineteenth-century Patterns in Western Europe and United States*, Princeton University Press, 1986.

Kealey, Gregory S., *Class, Gender, and Region: Essays in Canadian Historical Sociology*, Committee on Canadian Labour History 1988.

Kelley, Kenneth, « The transfer of British Ideas on Improved Farming to Ontario During the First Half of the Nineteenth Century », *Ontario History*, n° 63, 1971, pp. 103-111.

Kocka, Jürgen, « Family and Class Formation: Intergenerational Mobility and Marriage Patterns in Nineteenth-Century Westphalian Towns », *Journal of Social History*, n° 17, 1984, pp. 411-433.

Kolish, Evelyn, « The Impact of the Change in Legal Metropolis on the Development of Lower Canada's Legal System: Judicial Chaos and Legislative Paralysis in the Civil Law, 1791-1838 », *Canadian Journals of Laws and Society/ Revue canadienne droit et société*, vol. 3, 1988, pp. 1-25.

Kolish, Evelyn, *Nationalisme et conflits de droits. Le débat du droit privé au Québec, 1760-1840*, Montréal, Hurtubise, 1994.

Kruse, Volker, « Von der historischen Nationalökonomie zur historischen Soziologie. Ein Paradigmenwechsel in den deutschen Sozialwissenschaften um 1900 », *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 19, Heft. 3, 1990, pp. 149-165.

Laberge, Alain, Benoît Grenier (sous la direction), *Le régime seigneurial au Québec 150 ans après, Bilans et perspectives de recherches à l'occasion de la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition du régime seigneurial*, CIEQ, 2004.

Lacelle, Claudette, « Les domestiques dans les villes canadiennes au XIX<sup>e</sup> siècle: effectifs et conditions de vie », *Histoire sociale/Social History*, vol. 15, n° 29, 1982, pp. 181-207.

Laflamme, Valérie, « Familles et modes de résidence en milieu urbain québécois au début du XX<sup>e</sup> siècle : l'exemple de la ville de Québec, 1901 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 30, n° 2, 2001, pp. 261-288.

Laflamme, Valérie, « Partir pour la ville : étude des caractéristiques des pensionnaires dans la ville de Québec au tournant du XX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 3, 2002, pp. 407-425.

Laflamme, Valérie, « Vivre en famille ou en pension : stratégies résidentielles et réseaux d'accueil », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1, 2008, pp. 61-96.

Lamonde, Yvan, « La bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal (1852-1876) : pour une analyse multidimensionnelle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, n° 3, 1988, pp. 335-361.

Lamontagne, Sophie-Laurence, *L'hiver dans la culture québécoise, XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, IQRC, 1983.

Land, Hilary, « The Family Wage », *Feminist Review*, n° 6, 1980, pp. 55-76

Lange, Matthew, Dietrich Rueschemeyer, *States and Development: Historical Antecedents of Stagnation and Advance*, Palgrave MacMillan, 2005.

Lapointe, Pierre-Louis, *Les Québécois de la bonne entente: un siècle de relations ethniques et religieuses dans la région de Buckingham, 1850-1950*, Québec, Septentrion, 1998

Larocque, Paul, « Aperçu de la condition ouvrière à Québec (1896-1914) », *Labour/Le Travail*, vol. 1, 1976, pp. 122-138.

Larose, André, *La Seigneurie de Beauharnois, 1729-1867 : les seigneurs, l'espace et l'argent*, Thèse d'histoire, Université d'Ottawa, 1987.

LaRue, Richard, « La codification des lois civiles au Bas-Canada et l'idée de loi naturelle », *Les Cahiers de droit*, vol. 34, n° 1, 1993, pp. 5-26.



Laslett, Peter, *Family Life and Illicit Love in Earlier Generations. Essays in Historical Sociology*, Cambridge University Press, 1977.

Laslett, Peter, Richard Wall, *Household and Family in Past Time*, Cambridge University Press, 1974.

Lauzon, Gilles, « Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais : Essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n° 1, 1992, pp. 115-142.

Lavoie, Yolande, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Conseil supérieur de la langue française du Québec, 1979.

Lawler, J. John, Gail Gates Lawle, *A Short Historical Introduction to the Law of Real Property*, Washington, Beard Books, [1940] 2000.

Le Goff, Jacques, « Au Moyen Âge : temps de l'Église et temps du marchand », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 15, n° 3, 1960, pp. 417-433.

Le Roy Ladurie, Emmanuel, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe —A Reply to Professor Brenner », *Past & Present*, n° 79, 1978, pp. 55-59.

Le Roy Ladurie, Emmanuel, *Le territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, 1973.

Lemel, Yannick, Heinz Herbert Noll, (sous la direction), *Changing Structures of Inequality A Comparative Perspective*, McGill-Queen's University Press, 2003.

Lewis, Frank, Marvin McNinnis, « The Efficiency of the French-Canadian Farmer in the Nineteenth Century », *The Journal of Economic History*, vol. 40, n° 3, 1980, pp. 497-514.

Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : t. I de la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal, 1989.

Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain, t. II le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989.

Little, Jonathan I., *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec: The Upper St. Francis District*, Kingston and Montreal, McGill-Queen's, 1989.

Loo, Tina Merrill, Lorna R. McLean, *Historical perspectives on law and society in Canada*, Copp Clark Longman, 1993.

MacDonagh, Oliver, « The Anti-Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, vol. 14, n° 3, 1962, pp. 489-501.

Macfarlane, Alan, *The Origins of English Individualism: The Family Property and Social Transition*, Wiley, 1978.



Mackay, Thomas, *A history of the English Poor Law in connection with the state of the country and the condition of the people*, London, King & Son 1904.

Malešević, Siniša, « Forms of brutality: Towards a historical sociology of violence », *European Journal of Social Theory*, vol. 16, n° 3, pp. 273-291.

Malthus, Thomas Robert, *Essai sur le principe de population en tant qu'il influe sur le progrès futur de la société, avec des remarques sur les théories de M<sup>r</sup> Goldwin, de M. Condorcet et d'autres auteurs*, [Londres], Paris, Presses universitaires de France, [1798] 1980, p. 51.

Mann, Susan Archer, *Agrarian Capitalism in Theory and Practice*, University of North Carolina Press, 1990.

Marcoux, Richard et Marc St-Hilaire, *Population et urbanisation au Québec et au Canada, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Centre Interuniversitaire d'Études Québécoises, (CIEQ) 2004.

Martin, Olivier, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, tome 1, Paris, éditions Ernest Leroux, 1922.

Martin, Olivier, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, tome 2, Paris, éditions Ernest Leroux, 1922.

Martineau, Jonathan, *Time, Capitalism and Alienation. A Socio-Historical Inquiry into the Making of Modern Time*, Leiden/Boston, Brill, 2015.

Marx, Karl et Frederich Engels, *Critique de Malthus*, Paris, Maspero, 1978.

Marx, Karl, *Critique de l'économie politique*, Paris, édition 10/18, 1972.

Marx, Karl, *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, Paris, Éditions sociales, 1972.

Marx, Karl, *Grundrisse, chapitre du Capital*, Paris, éd. Anthropos, 1968.

Marx, Karl, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 61.

Marx, Karl, *Le Capital*, tome I, Éditions du Progrès, Moscou, 1982.

Marx, Karl, *Misère de la philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1972.

Massicotte, Daniel, « Droit des contrats et pratiques contractuelles en droit romain et dans la coutume de Paris : aspects juridiques de la location immobilière à Montréal aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles », *Les Cahiers de droit*, vol. 37, n° 4, 1996, pp. 1053-1107.

Matson, Cathy D., *The Economy of Early America: Historical Perspectives & New Directions*, The Pennsylvania State University Press, 2006.

Mattick, Paul, *Marx et Keynes. Les limites de l'économie mixte*, Paris, Gallimard, [1972] 2010.

Mayer, Arno J., *The Persistence of The Old Régime : Europe to the Great War*, London, Croom Helm, 1981.

McCallum, John, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*, University of Toronto Press, 1980.

McGuigan, G. F., « La concession des terres dans les cantons de l'Est du Bas-Canada (1763-1809) », *Recherches sociographiques*, vol. 4, n° 1, 1963, pp. 71-89.

McInnis, R. Marvin, « Women, Work and Childbearing: Ontario in the Second Half of the Nineteenth Century », *Histoire sociale/ Social History*, vol. 24, n° 48, 1991, pp. 237-262.

McKay, Ian, « The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *Canadian Historical Review*, vol. 81, n° 4, 2000, pp. 616-678.

McLaren, Angus, Arlene Tigar McLaren, *The Bedroom and the State : The Changing Practices and Politics of Contraception and Abortion in Canada 1880-1980*, Toronto, McClelland and Stewart, 1986.

McNally, David, « Staple Theory as Commodity Fetishism: Marx, Innis and Canadian Political Economy », *Studies in Political Economy*, vol. 6, 1981, pp. 35-63.

McNally, David, « Technological Determinism and Canadian Political Economy, : Further Contributions to a Debate », *Studies in Political Economy*, vol. 20, 1986, pp. 161-169.

McNally, David, *Against the Market. Political Economy, Market Socialism and the Marxist Critique*, London, Verso, 1993.

McQuillan, Kevin, *Culture, Religion, and Demographic Behaviour: Catholics and Lutherans in Alsace*, McGill-Queen's University Press, 1999.

Medick, Hans, « The Proto-Industrial Family Economy: The Structural Function of Household and Family during the Transition from Peasant Society to Industrial Capitalism », *Social History*, vol. 1, n° 3, 1976, pp. 291-315.

Mendel, Franklin, « Proto-industrialization: The First Phase of the Industrialization Process », *Journal of Economic History*, n° 32, 1972, pp. 241-261.

Meuvret, Jean, « Les crises de subsistances et la démographie de la France d'Ancien Régime », *Population*, vol. 1, n° 4, 1946, pp. 643-650.

Miles, Angela, « Economism and Feminism: Hidden in the Household : A Comment on the Domestic Labour Debate », *Studies in Political Economy*, vol. 11, 1983, pp. 197-209.

Miller, Pavla, *Transformations of Patriarchy in the West, 1500-1900*, Bloomington, Indiana University Press, 1998.

Modell, John, Tamara K. Hareven, « Urbanization and the Malleable Household: An Examination of Boarding and Lodging in American Families », *Journal of Marriage and Family*, vol. 35, n° 3, 1973, pp. 467-479.

Morisset, Lucie K., *La mémoire du paysage. Histoire de la forme urbaine d'un centre-ville: Saint-Roch*, CÉLAT, Presses de l'Université Laval, 2001.

Morris, Susannah, « Market Solutions for Social Problems : Working-Class Housing in Nineteenth-Century London », *Economic History Review*, LIV, n° 3 2001, pp. 525-545.

Munro, W. Bennett, *The droit de banalité during the French Régime in Canada*, American Historical Association, Harvard University, 1900.

Murray, Mary, *The Law of the Father? Patriarchy in the Transition from Feudalism to Capitalism*, Routledge, 1995.

Myers, Gustavus, *History of Canadian Wealth*, Chicago, Charles H. Kerr & Company, 1914.

Neill, Robin, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, 2003.

Neurath, Paul, *From Malthus to the Club of Rome and Back: Problems of Limits to Growth, Population Control and Migrations*, Routledge, 1994.

Nicholas, Stephen and Deborah Oxley, « The Living Standards of Women during the Industrial Revolution, 1795-1820 », *The Economic History Review*, vol. 46, n° 4, 1993, pp. 723-749.

Noël, Françoise, *The Christie Seigneuries. Estate Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montréal et Kingston, McGill Queen's University Press, 1992.

O'Bready, Maurice, « The Eastern Townships Contemplated as a British Stronghold », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15, n° 2, 1961, pp. 230-255.

O'Brien, Mary, *The Politics of Reproduction*, Routledge, London, 1981.

Ogilvie, S. C., M. Cerman (eds.), *European Proto-Industrialization: An Introductory Handbook*, Cambridge University Press, 1996.

Ouellet, Fernand, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Hurtubise HMH, Montréal, 1972.

Ouellet, Fernand, *Histoire économique du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966.

Ouellet, Fernand, *Le Bas-Canada 1791-1840 - Changements structuraux et crise*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1976.

Paquet, Gilles et Jean-Pierre Wallot, « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : éléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, n° 2, 1972, pp. 185-235.

- Paquet, Gilles et Jean-Pierre Wallot, « Stratégie foncière de l'habitant : Québec (1790-1835) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 4, 1986, pp. 551-581.
- Paquet, Gilles, Jean-Pierre Wallot, « Les inventaires après-décès : source riche pour l'étude de la culture matérielle et des genres de vie dans le Bas-Canada », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. 95, n° 4, 1988, pp. 389-400.
- Paquet, Gilles, Jean-Pierre Wallot, « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 35, n° 4, 1982, pp. 483-521.
- Parent, Frédéric, « Des sociologues en campagne : sociographie de la différenciation sociale du Québec rural francophone », *Recherches sociographiques*, vol. 55, n° 2, 2014, pp. 227-252.
- Parent, Frédéric, Paul Sabourin « Les sciences sociales au Québec : l'héritage leplaysien. Présentation », *Les Études sociales*, n° 151, pp. 3-9.
- Parent, Frédéric, *Un Québec invisible. Enquête ethnographique dans un village de la grande région de Québec*, Presse de l'Université Laval, 2015.
- Parker, W.H, « A New look at Unrest in Lower Canada in the 1830's », *Canadian Historical Review*, 1959 pp. 209-218.
- Pentland, Harry Clare, *Labour and Capital in Canada 1650-1860*, Toronto, James Lorimer & Company, 1981.
- Perkin, Joan, *Single Women Nineteenth Century England*, London, Routledge, 1989.
- Peter J. Smith, « The Ideological Origins of Canadian Confederation », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 20, n° 1, 1987, pp. 3-29.
- Petitclerc, Martin, « 'L'association qui crée une nouvelle famille'. L'expérience populaire de la mutualité lors de la transition à la société de marché », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n° 3, 2006, pp. 259-291.
- Pilon-Lê, Lise, « La condition économique de l'habitant québécois, 1760-1854 », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 1, n° 2, 1977, pp. 23-37.
- Pomerleau, Jeanne, *Corvées et quêtes. Un parcours au Canada français*, Montréal Hurtubise, 2002.
- Porter, Ann, « Women and Income Security in the Post-War Period : The Case of Unemployment Insurance, 1945-1962 », *Labour/Le Travail*, n° 31, 1993, pp. 111-144.
- Post, Charles, *The American Road to Capitalism: Studies in Class-Structure, Economic Development and Political Conflict, 1620-1877*, Haymarket Books, 2012.
- Postan, M.M., J. Hatcher, « Population and Class Relations in Feudal Society », *Past & Present*, n° 78, 1978, pp. 24-37.

- Postone, Moishe, *Temps, travail et domination sociale*, Paris, éditions Mille et une nuits, 2009.
- Quick, Paddy, « Feudalism and Household Production », *Science and Society*, vol. 74, n° 2, 2010, pp.157-183.
- Quinney, Richard, *Critique of Legal Order: Crime Control in Capitalist Society*, Little Brown and Company, 1973.
- Rémillard, Gil, « Les intentions des Pères de la Confédération », *Les Cahiers de droit*, vol. 20, n° 4, 1979, pp. 797-832.
- Renner, Karl, *The Institutions of Private Law and Their Social Functions*, London, Routledge, [1949], 1976.
- Riddell, Walter Alexander, *The Rise of Ecclesiastical Control in Quebec*, Thèse de Doctorat, Colombia University, New York, 1916.
- Rioux, Jean-Pierre, *La Révolution industrielle, 1780-1880*, Paris, Le seuil, 1971.
- Rioux, Sébastien, Frédérick Guillaume Dufour, « La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété », *Actuel Marx*, n° 43, 2008, pp. 126-139.
- Roemer, John (ed.), *Analytical Marxism*, Cambridge University Press, 1986.
- Romney, Paul, *Getting it Wrong: How Canadians Forgot Their Past and Imperilled Confederation*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.
- Rosenberg, Justin, « The 'philosophical premises' of uneven and combined development », *Review of International Studies*, vol. 39 n° 3, 2013, pp. 569-597.
- Rousseau, Edmond, *Alcool et alcoolisme. Causerie sur l'intempérance*, Québec, édition Le Soleil, 1906, p. 49.
- Roy, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988.
- Ruddel, David T., *Quebec City, 1765-1832: The Evolution of a Colonial Town*, Canadian Museum Of Civilization, 1987.
- Ruddell, Thierry, « Domestic Textile Production in Colonial Quebec, 1608-1840 », *Material History Buletin/Bulletin d'histoire culturelle et matérielle*, n° 31, 1990, pp. 39-39.
- Russell, Peter A., *How Agriculture Made Canada: Farming in the Nineteenth Century*, McGill-Queen's University Press, 2012.
- Ryerson, Stanley-Bréhault, *Le capitalisme et la Confédération*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1972.
- Sager, Eric W., Gerald E. Panting, *Maritime Capital: The Shipping Industry in Atlantic Canada, 1820-1914*, McGill-Queen University Press, 1996.

- Sager, Eric W., *Seafaring Labour: The Merchant Marine of Atlantic Canada, 1820-1914*, McGill-Queen's University Press, 1996.
- Sager, Eric. W., « The Transformation of The Canadian Domestic Servant, 1871-1931 », *Social Science History*, vol. 31, n° 4, 2007, pp. 509-537.
- Saucier-Lemay, Jacqueline, Denis Racine, « Villégiature aux portes de Québec : l'hôtel du lac St-Joseph », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, vol. 5, n° 4, 1990, pp. 53-56.
- Sayer, Derek, Derek Sayer, *Capitalism and Modernity: An Excursus on Marx and Weber*, London and New York, Routledge, Chapman and Hall, 1991.
- Sayer, Derek, *The Violence of Abstraction. The Analytical Foundations of Historical Materialism*, New York, Basil Blackwell, 1987.
- Schaus, Margaret (ed.), *Women and Gender in Medieval Europe: An Encyclopedia*, New York, Routledge, 2006.
- Scott, Joan W., Louise A. Tilly, *Women, Work and Family*, Routledge, 1988.
- Secombe, Wally, « Les différents types de famille au sein des modes de production », *Actuel Marx*, vol. 1 n° 37, 2005, pp. 27-42.
- Secombe, Wally, « Marxism and Demography », *New Left Review*, n° 137, pp. 22-47.
- Secombe, Wally, « Patriarchy Stabilized: The Construction of the Male Breadwinner Wage Norm in Nineteenth- Century Britain », *Social History*, vol. 11, n° 1, 1986, pp. 53-76.
- Secombe, Wally, « Starting to Stop: Working-Class Fertility Decline in Britain », *Past & Present*, n° 126, 1990, pp. 151-188.
- Secombe, Wally, « The Housewife and Her Labour under Capitalism », *The New Left Review*, vol. 1, n° 83, 1974, pp. 3-24.
- Secombe, Wally, *A Millenium of Family Change. Feudalism to Capitalism in Northwestern Europe*, London, Verso, 1992.
- Secombe, Wally, *A Millennium of Family Change: Feudalism to Capitalism in Northwestern Europe*, London, Verso, 1992.
- Segalen, Martine, *Mari et femme dans la société paysanne*, Paris, Flammarion, 1985.
- Séguin, Robert-Lionel, « L'habitant et ses véhicules aux dix-sept et dix-huitième siècles », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 11, n° 2, 1957, pp. 242-269.
- Séguin, Robert-Lionel, « Nos premiers instruments aratoires sont-ils de bois ou de fer ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 17, n° 4, 1964, pp. 531-536.
- Sennett, Richard, *Classic Essays on The Culture of Cities*, New Jersey, Prentice Hall, 1969.

- Szreter, Simon, Graham Mooney, « Urbanization, Mortality, and the Standard of Living Debate: New Estimates of the Expectation of Life at Birth in Nineteenth-century British Cities », *The Economic History Review*, vol. 51, n°1, 1998, pp. 84-112.
- Shorter, Edward, *Naissance de la famille moderne. XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions du Seuil, 1977.
- Shortt, Adam, Arthur G. Doughty, *Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, 1759-1791*, tome 1, Ottawa, Thomas Mulvey imprimeur, 1921.
- Skocpol, Theda, « Social History and Historical Sociology: Contrasts and Complementarities », *Social Science History*, vol. 11, n° 1, 1987, pp. 17-30.
- Smith, Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Flammarion, 1991.
- Smith, Andrew, *British Businessmen and Canadian Confederation Constitution Making in an Era of Anglo-Globalization*, McGill-Queen's University Press, 2008.
- Southall, Aidan, *The City in Time and Space*, Cambridge University Press, 1998.
- Stelter, Gilbert, Alan F. J. Artibise (ed.), *Shaping the Urban Landscape: Aspects of the Canadian City-Building Process*, 1982.
- Strange, Carolyn, Tina Loo, *Making Good. Law and Moral Regulation in Canada, 1867-1939*, University of Toronto Press, 1997.
- Sweeny, Robert, « Commentaire final », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 41, n° 114, 1997, pp. 441-442.
- Sweeny, Robert, « Paysan et Ouvrier : du féodalisme laurentien au capitalisme québécois », *Sociologie et sociétés*, vol. 22, n° 1, 1990, pp. 143-161.
- Sydie, R. A., *Natural Women Cultured Men: A Feminist Perspective on Sociological Theory*, Toronto, Methuen, 1987.
- Sylvie Lacombe, « French Canada : Rise and Decline of a Church-Nation », *Quebec Studies Journal*, n° 48, 2009, pp. 135-158.
- Ta Van, Vinh, « La Nouvelle-France et la Conquête: passage du féodalisme au capitalisme », *Cahiers d'histoire*, vol. 2 n° 2, 1982, pp. 3-25.
- Taylor, Nick, « Theorising capitalist diversity: The uneven and combined development of labour forms », *Capital & Class*, vol. 38, n° 1, 2014, pp. 129-141.
- Thériot, Nancy M., *Mothers and Daughters in Nineteenth-century America: The Biosocial Construction of Femininity*, University Press of Kentucky, 1996.
- Thompson, Edward P., « Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism », *Past & Present*, 38, 1967, pp. 56-97.
- Thompson, Edward P., *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, The New Press, 1994.



Thompson, Edward P., *The Making of The English Working Class*, London, Penguin books, 1980 [1963].

Thompson, Edward. P., « Patrician Society, Plebian Culture », *Journal of Social History*, vol. 7 n° 4, 1974, pp. 387-405.

Tilly, Charles (ed.), *Historical Studies of Changing Fertility*, Princeton University Press, 1978.

Tilly, Charles, « What Good Is Urban History ? », *Journal of Urban History*, vol. 22 n° 6, pp. 702-719.

Tilly, Charles, *Coercion, Capital, and European States, AD 990–1992*, Wiley, 1993.

Tilly, Charles, *Contentious Performances*, Cambridge University Press, 2008.

Tilly, Charles, *Democracy*, Cambridge University Press, 2007.

Tilly, Charles, Lesley J. Wood, *Social Movements 1768-2012*, London, Routledge, 2012.

Tilly, Charles, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, Boston, Harvard University Press, 1998.

Tilly, Charles, *Stories, Identities, and Political Change*, Rowman & Littlefield Publisher, 2002.

Tremblay, Martine, « La division sexuelle du travail et la modernisation de l'agriculture à travers la presse agricole, 1840-1900 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 2, 1993, pp. 221-244.

Tremblay, Robert, « La formation matérielle de la classe ouvrière à Montréal entre 1790 et 1830 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 1, 1979, pp. 39-50.

Tremblay, Robert, « La grève des ouvriers de la construction navale à Québec (1840) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983, pp. 227-239.

Tremblay, Robert, « La grève des ouvriers de la construction navale à Québec (1840) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, 1983, pp. 227-239.

Tully, James, *A Discourse on Property: John Locke and His Adversaries*, Cambridge University Press, 1980.

Turner, Bryan S., « Religion and Politics: Nationalism, Globalisation and Empire », *Asian Journal of Social Science*, vol. 34, n° 2, 2006, pp. 209-224.

van Leeuwen, Marco H. D., (ed.), *Marriage Choices and Class Boundaries: Social Endogamy in History*, International Review of Social History, Supplement 13, 2005.

Veblen, Thorstein, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, [1899], 1970.

Vogel, Lise, *Marxism and the Oppression of Women: Toward a Unitary Theory*, Haymarket Books, 2013.



- Walker, James W. St.G., *"Race," Rights and the Law in the Supreme Court of Canada: Historical Case Studies*, Wilfrid Laurier University Press, 1997.
- Wall, Richard, Jean Robin, Peter Laslett, *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge University Press, 1983.
- Wallerstein, Immanuel, *Historical Capitalism*, London, Verso, 2011.
- Wallerstein, Immanuel, *The Modern World-System II: Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, University of California Press, 2011.
- Wallerstein, Immanuel, *The Modern World-System III: The Second Era of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730s-1840s*, University of California Press, 2011.
- Wallot, Jean-Pierre, « Le régime seigneurial et son abolition au Canada », *Canadian Historical Review*, vol. 50, n° 4, 1969, pp. 343-371.
- Wallot, Jean-Pierre, Gilles Paquet, « La Coutume de Paris et les inégalités socio-économiques au Québec : un survol », *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, t. 110, n°1, 1998, pp. 413-421.
- Wampach, Jean-Pierre, « Deux siècles de croissance agricole au Québec, 1760-1985 », *Recherches sociographiques*, vol. 29, n° 2-3, 1988, pp. 181-199.
- Ward, Peter, *Courtship, Love, and Marriage in Nineteenth-Century English Canada*, McGill-Queen's University Press, 1993.
- Watkins, M. H. (ed.), *Canadian Economic History: Classic and Contemporary Approaches*, Carlton University Press, 1993.
- Weber, Max, *Économie et société*, t. I, Paris, Plon, 1971.
- Weber, Max, *Économie et société*, t. II, Paris, Plon, 1971.
- Weber, Max, *Économie et société. Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, 1971.
- Weber, Max, *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1991.
- Weber, Max, *The City*, New York, The Free Press, 1966.
- Wien, Thomas, « "Les travaux pressants". Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 4, 1990, pp. 535-558.
- Wilson, Catharine Anne, *Tenants in Time: Family Strategies, Land, and Liberalism in Upper Canada, 1799-1871*, McGill-Queen's Press, 2008.
- Wood, Ellen M., « The Politics of Theory and the Concept of Class: E.P. Thompson and his Critics », *Studies in Political Economy*, vol. 9, 1982, pp. 45-75.

Wood, Ellen M., *Citizens to Lords: A Social History of Western Political Thought from Antiquity to the Late Middle Ages*, London, Verso, 2011.

Wood, Ellen M., *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge University Press, 1995.

Wood, Ellen M., Larry Patriquin, *The Ellen Meiksins Wood Reader*, Leiden/Boston, Brill, 2012.

Wood, Ellen M., *Liberty and Property: A Social History of Western Political Thought from the Renaissance to Enlightenment*, London, Verso, 2012.

Wood, Ellen M., *The Origin of Capitalism: A Longer View*, Londo, Verso, 2002.

Wood, Ellen M., *The Pristine Culture of Capitalism : A Historical Essay on Old Regimes and Modern States*, London, Verso Book, 1991.

Wood, William Charles Henry, *The Centenary Volume of the Literary and Historical Society of Quebec, 1824-1924*, Québec, L'événement Press, 1924, p. 126-131.

Wright Mills, Charles, *The Sociological Imagination*, Oxford University Press, [1959] 2000.

Wright, Erik O., « Understanding Class. Towards an Integrated Analytical Approach », *New Left Review*, n° 60, 2009, pp. 101-116.

Wright, Erik Olin, « The Shadow of Exploitation in Weber's Class Analysis », *American Sociological Review*, vol. 67, n° 6, 2002, pp. 832-853.

Wright, Erik Olin, (ed.), *The Debate on Class*, London, Verso, 1989.

Young, Brian, *Patrician Families and the Making of Quebec*, McGill-Queen's University Press, 2014.

Young, Brian, *The Politics of Codification. The Lower Canadian Civil Code of 1866*, McGill-Queen's University Press, 1994.

Young, Michael, Tom Schuller (eds.), *The Rythms of Society*, Routledge, 1988.

Zelizer, Viviana A., *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*, Princeton University Press, 1985.

Zeller, Suzanne, *Inventing Canada: Early Victorian Science and the Idea of a Transcontinental Nations*, McGill-Queen's University Press, 2009.

Zoltvany, Yves. F., « Esquisse de la Coutume de Paris », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, n° 3, 1971, pp. 365-384.